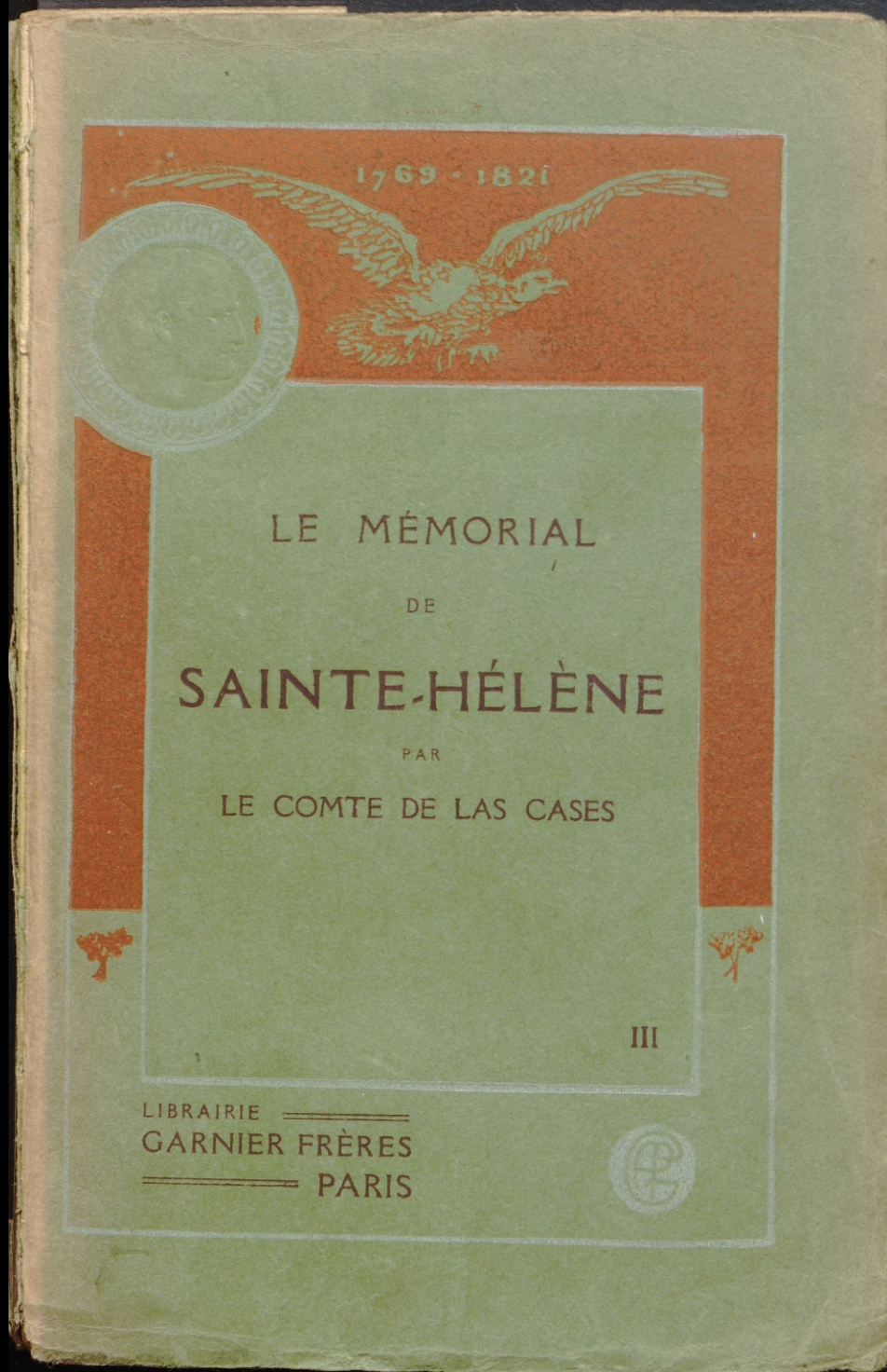


Grey Scale #13



DANES-PICTA .COM

A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19





1769 - 1821



LE MÉMORIAL  
DE  
SAINTE-HÉLÈNE  
PAR  
LE COMTE DE LAS CASES

III

LIBRAIRIE  
GARNIER FRÈRES  
PARIS





LE MÉMORIAL  
DE  
SAINTE-HÉLÈNE

---

TOME TROISIÈME



LE MÉMORIAL  
DE  
SAINTE-HÉLÈNE

PAR  
LE COMTE DE LAS CASES

SUIVI DE  
NAPOLÉON DANS L'EXIL

PAR O'MÉARA  
ET DU SÉJOUR DU D<sup>U</sup> AN TOMMARCHI A SAINTE-HÉLÈNE

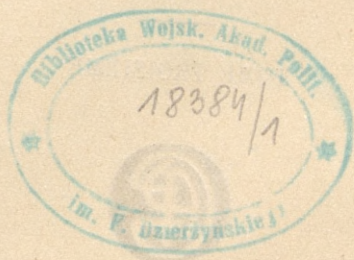
---

TOME TROISIÈME



PARIS  
LIBRAIRIE GARNIER FRÈRES  
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6







# LE MÉMORIAL.

DE

## SAINTE-HÉLÈNE

---

### CHAPITRE VII

---

Mon fils tombe de cheval. — Pillage par les armées. — Caractère du soldat français. — Détails de Waterloo par le nouvel amiral.

Lundi 1<sup>er</sup> juillet au jeudi 4.

Hier, mon fils, dans sa promenade, emporté par son cheval, et craignant de se frapper aux arbres, avait cru devoir se jeter à terre. Il s'était foulé le pied assez fortement pour être condamné à un mois de chaise longue.

L'Empereur a daigné entrer dans ma chambre, sur les onze heures, pour connaître la situation de mon fils, dont il a fort grondé la maladresse. Je l'ai suivi dans le jardin, où il a déjeuné, ce qu'il n'avait pas fait depuis longtemps.

La conversation est tombée sur le pillage des armées et les horreurs qu'il entraîne.

Pavie, disait l'Empereur, était la seule place qu'il eût jamais livrée au pillage : il l'avait promis



à ses soldats pour vingt-quatre heures; mais au bout de trois, il n'y put tenir davantage et le lit cesser. « Je n'avais que douze cents hommes, disait-il; les cris de la population, qui parvenaient jusqu'à moi, l'emportèrent. S'il y eût eu vingt mille soldats, c'eût été eux dont la masse, au contraire, eût étouffé les plaintes de la population; il ne serait rien parvenu jusqu'à moi. Du reste, continuait-il, heureusement la politique est parfaitement d'accord avec la morale, pour s'opposer au pillage. J'ai beaucoup médité sur cet objet; on m'a mis souvent dans le cas d'en gratifier mes soldats; je l'eusse fait si j'y eusse trouvé des avantages. Mais rien n'est plus propre à désorganiser et à perdre tout à fait une armée. Un soldat n'a plus de discipline dès qu'il peut piller; et si en pillant il s'est enrichi, il devient aussitôt un mauvais soldat; il ne veut plus se battre. D'ailleurs, observait-il encore, le pillage n'est pas dans nos mœurs françaises : le cœur de nos soldats n'est point mauvais; le premier moment de fureur passé, il revient à lui-même. Il serait impossible à des soldats français de piller pendant vingt-quatre heures : beaucoup emploieraient les derniers moments à réparer les maux qu'ils auraient faits d'abord. Dans leur chambrée, ils se reprochent plus tard, les uns aux autres, les excès commis et frappent eux-mêmes de réprobation et de mépris ceux d'entre eux dont les actes ont été trop odieux. »

Sur les trois heures, le nouvel amiral, *sir Pulteney Malcolm*, et tous ses officiers ont été présentés à l'empereur. L'amiral a causé d'abord seul avec lui près de deux heures. Il a dû être très frappé de la conversation, car il a dit en sortant qu'il venait



de prendre une bien belle et bonne leçon sur l'histoire de France.

L'Empereur a dû lui dire, en terminant, ce que je crois d'ailleurs avoir déjà inscrit quelque part plus haut sur ce même sujet : « Vous avez levé une contribution de sept cents millions sur la France; j'en ai imposé une de plus de dix milliards sur votre pays. Vous avez levé la vôtre par vos baïonnettes; j'ai fait lever la mienne par votre parlement. — Et c'est bien là la véritable analyse des affaires, » a répondu l'amiral.

L'amiral était à Bruxelles à dîner avec lord Wellington, lorsque Blucher envoya dire qu'il était attaqué. Wellington, disait l'amiral, avait à Waterloo quatre-vingt-dix mille hommes, et Bulow vingt-cinq mille. C'était précisément là le compte qu'avait estimé l'Empereur; l'amiral ramenait d'Amérique douze mille hommes de vieilles troupes, sans aucun soupçon du nouvel état de l'Europe. A la mer, un bâtiment lui apprit la révolution du retour de l'île d'Elbe; elle lui sembla si magique, qu'il ne put la croire. Toutefois, à la vue de Plymouth, il reçut ordre de continuer en toute hâte sur Ostende; il l'atteignit à temps, quatre mille hommes purent prendre part à la bataille, et ils étaient sans contredit ce qu'il y avait de meilleur dans toute la ligne, assurait l'amiral. Qui peut assigner leur degré d'influence! Les Anglais crurent la bataille perdue tout le jour, et ils conviennent qu'elle l'était sans la faute de Grouchy. L'amiral était venu de sa personne durant la bataille à portée de Wellington.



Anecdotes sur le 18 Brumaire. — Sieyès. — Grand-électeur. — Cambacérès. — Lebrun, etc.

Vendredi 5.

L'Empereur, après s'être promené quelque temps dans le jardin, a été joindre sa calèche. Le temps était délicieux; nous avons fait deux tours au galop. J'étais seul avec lui. Il m'a beaucoup parlé de mon fils, de son avenir, avec un intérêt et une bonté qui me remplissaient le cœur. Il disait que, vu son âge, cette circonstance de Sainte-Hélène était sans prix pour le reste de sa vie; que son moral s'y serait trouvé en serre chaude, etc.

Après dîner, l'Empereur est revenu sur le 18 Brumaire, et nous l'a raconté avec une infinité de petits détails. Comme il l'a dicté depuis longtemps au général Gourgaud, c'est là que je renverrai pour la masse de l'événement. Je n'en vais donner ici que quelques traits ou accessoires qui ne s'y trouveront sans doute pas.

La situation de Napoléon à son retour d'Égypte fut unique. Il s'était vu aussitôt sollicité par tous les partis, et avait reçu tous leurs secrets. Il en était trois bien distincts : *le Manège*, dont un général fort connu était un des chefs; *les Modérés*, conduits par Sieyès, et *les Pourris*, disait-il, ayant Barras à leur tête.

La détermination que prit Napoléon de s'associer aux Modérés lui fit courir de grands dangers, disait-il. Avec les jacobins il n'en eût couru aucun; ils lui avaient offert de le nommer *dictateur* : « Mais après avoir vaincu avec eux, disait l'Empereur, il m'eût fallu presque aussitôt vaincre contre eux. Un club ne supporte point de chef du-



nable, il lui en faut un pour chaque passion. Or, se servir un jour d'un parti, pour l'attaquer le lendemain, de quelque prétexte que l'on s'enveloppe, c'est toujours trahir; ce n'était pas dans mes principes.

« Mon cher, me disait l'Empereur dans un autre moment, après avoir parcouru de nouveau l'événement de Brumaire, il y a loin de là, vous en conviendrez, à la conspiration de Saint-Réal, qui offre bien plus d'intrigues et bien moins de résultats : la nôtre ne fut que l'affaire d'un tour de main. Il est sûr, ajoutait-il, que jamais plus grande révolution ne causa moins d'embarras, tant elle est désirée; aussi se trouva-t-elle couverte des applaudissements universels.

« Pour mon propre compte toute ma part dans le complot d'exécution se borna à réunir à une heure fixe la foule de mes visiteurs, et à marcher à leur tête pour saisir la puissance. Ce fut du seuil de ma porte, du haut de mon perron, et sans qu'ils en eussent été prévenus d'avance, que je les conduisis à cette conquête : ce fut au milieu de leur brillant cortège, de leur vive allégresse, de leur ardeur unanime que je me présentai à la barre des Anciens pour les remercier de la dictature dont ils m'investissaient.

« On a discuté métaphysiquement, et l'on discutera longtemps encore si nous ne violâmes pas les lois, si nous ne fûmes pas criminels; mais ce sont autant d'abstractions bonnes tout au plus pour les livres et les tribunes, et qui doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité; autant voudrait accuser de dégât le marin qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Le fait est que la patrie sans nous

était perdue, et que nous la sauvâmes. Aussi les auteurs, les grands acteurs de ce mémorable coup d'Etat, au lieu de dénégations et de justifications, doivent-ils, à l'exemple de ce Romain, se contenter de répondre avec fierté à leurs accusateurs : *Nous protestons que nous avons sauvé notre pays, venez avec nous en rendre grâces aux dieux.*

« Et certes tous ceux qui dans le temps faisaient parti du tourbillon politique ont eu d'autant moins de droit de se récrier avec justice que tous convenaient qu'un changement était indispensable, que tous le voulaient, et que chacun cherchait à l'opérer de son côté. Je fis le mien à l'aide des *Modérés* ; la fin subite de l'anarchie, le retour immédiat de l'ordre, de l'union, de la force, de la gloire, furent ses résultats. Ceux des *Jacobins* ou ceux des *Immoraux* auraient-ils été supérieurs ? Il est permis de croire que non. Toutefois il n'est pas moins très naturel qu'ils en soient demeurés mécontents et en aient jeté les hauts cris. Aussi, n'est-ce qu'à des temps plus éloignés, à des hommes plus désintéressés qu'il appartient de prononcer sainement sur cette grande affaire. »

Au surplus, voici deux traits qui aideront à juger de l'état réel de la république à l'époque de Brumaire. Après cette journée, il ne se trouva pas au trésor de quoi expédier un courrier ; et quand le consul voulut se procurer la force précise de l'armée, il fut réduit à envoyer des personnes sur les lieux. « Mais, disait-il, vous devez avoir des rôles au bureau de la guerre ? — A quoi nous serviraient-ils, répondait-on, il y a eu tant de mutations dont on n'a pu tenir compte. — Mais du moins, vous devez avoir l'état de solde qui nous mènera à notre



but? — Nous ne la payons pas. — Mais les états des vivres? — Nous ne les nourrissons pas. — Mais ceux de l'habillement? — Nous ne les habillons pas. »

La révolution de Brumaire accomplie, il se trouva trois consuls provisoires : *Napoléon*, *Sieyès* et *Ducos*. Il fallait un président. La crise était chaude et rendait le général bien nécessaire, aussi saisit-il le fauteuil, et ses deux acolytes n'eurent garde de le lui disputer. Ducos, d'ailleurs, se prononça dès cet instant une fois pour toutes. Le général seul pouvait les sauver, disait-il; et dès lors il se déclarait pour toujours de son avis en toutes choses. Sieyès s'en mordit les lèvres; mais il dut en faire autant.

*Sieyès* calcule volontiers ses intérêts. Dès la première réunion des trois consuls en séance, et dès qu'ils furent seuls, Sieyès alla mystérieusement regarder aux portes du palais si personne ne pouvait entendre; puis revenant à Napoléon, il lui dit avec complaisance et à demi-voix en lui montrant une commode : « Voyez-vous ce beau meuble ? vous ne vous doutez peut-être pas de sa valeur ? » Napoléon crut qu'il faisait considérer un meuble de la couronne, et peut-être qui aurait servi à Louis XVI. « Ce n'est pas du tout cela, lui dit Sieyès, voyant sa méprise; je vais vous mettre au fait. Il renferme huit cent mille francs!!! (Et ses yeux s'ouvraient tout grands.) Dans notre magistrature directoriale, nous avons réfléchi qu'un directeur sortant de place pouvait fort bien rentrer dans sa famille sans posséder un denier, ce qui n'était pas convenable. Nous avons donc imaginé cette petite caisse, de laquelle nous tirions une petite somme pour chaque membre sortant. En cet instant plus de directeurs,

nous voilà donc possesseurs du reste. Qu'en ferons-nous ? » Napoléon, qui avait prêté une grande attention, et commençait enfin à comprendre, lui répondit : « Si je le sais, la somme ira au trésor public ; mais si je l'ignore, je ne le sais point encore, vous pouvez vous la partager, vous et Ducos, qui êtes tous deux anciens directeurs ; seulement dépêchez-vous, car demain il serait peut-être trop tard. » Les collègues ne se le firent pas dire deux fois, observait l'Empereur ; Sieyès se chargea hâtivement de l'opération, et fit le partage, comme dans la fable, en lion. Il fit nombre de parts ; il en prit une comme plus ancien directeur, une autre comme ayant dû rester en charge plus longtemps que son collègue, une autre parce qu'il avait donné l'idée de cet heureux changement, etc. Bref, dit l'Empereur, il s'adjugea six cent mille francs et n'en n'envoya que deux cent mille au pauvre Ducos, qui, revenu des premières émotions, voulait absolument reviser ce compte et lui chercher querelle. Tous les deux revenaient à chaque instant, à ce sujet, à leur troisième collègue pour qu'il les mit d'accord ; mais celui-ci répondait toujours : Arrangez-vous entre vous ; soyez surtout tranquilles ; car si le bruit remontait jusqu'à moi, il vous faudrait abandonner tout <sup>1</sup>.

1. Des amis de M. Sieyès, et il s'en trouve beaucoup, ont été peints de cette anecdote ; s'ils m'eussent fait connaître leurs observations à temps, je me serais décidé peut-être à la laisser de côté. Mais la supprimer aujourd'hui qu'elle a paru dans la première édition, ce serait lui reconnaître un sens et une importance qu'elle n'a pas, car la somme dont il est question n'appartenait pas à l'Etat, et MM. Sieyès et Ducos y avaient incontestablement des droits. C'était ce que pensait Napoléon, qui, toujours sans préjugés, et sans préventions parla ailleurs de



« Lorsqu'il fallut se fixer sur une constitution, disait l'Empereur, Sieyès donna une autre scène fort plaisante. Les circonstances et l'opinion publique en avaient fait une espèce d'oracle en ce genre: il déroula donc aux commissions des deux conseils, mystérieusement et avec poids et mesure, les différentes bases, qui furent toutes adoptées, bonnes, imparfaites ou mauvaises. Enfin, il couronna l'œuvre en dévoilant la sommité, ce qu'on attendait avec une vive et curieuse impatience. Il proposa un *Grand-électeur* qui résiderait à Versailles, jouirait de six millions annuels, représenterait la dignité nationale et n'aurait d'autre fonction que de nommer deux consuls : celui de la *paix*, celui de la *guerre*, tout à fait indépendants dans leurs fonctions. Encore si cet électeur avait fait un mauvais choix, le Sénat devait-il *l'absorber* lui-même. C'était l'expression technique, c'est-à-dire le faire disparaître en le faisant rentrer par forme de punition dans la foule des citoyens. »

Napoléon, faute d'expérience dans les assemblées, et aussi par une circonspection commandée par le moment, avait pris peu ou point de part à ce qui avait précédé; mais ici, à ce point décisif, il se mit à rire, dit-il, au nez de Sieyès, et sabra ce qu'il appelait ses niaiseries métaphysiques. Sieyès n'aimait pas à se défendre, disait l'Empereur, et ne

M. Sieyès dans les meilleurs termes, et cite particulièrement sa probité. Il ne resterait donc plus que la gaieté du récit; récit, il est vrai, fort plaisant, soit que ces détails soit exacts ou qu'ils se trouvent brodés; car les amis de M. Sieyès les contredisent; mais dans ce cas encore de quelle injure pourrait-il être à M. Sieyès? L'importance et la célébrité de sa carrière politique ne l'ont-elles pas placé au-dessus du ridicule?

savait pas le faire. Il essaya pourtant ici de dire qu'après tout un roi n'était pas autre chose. Napoléon lui répondait : « Mais vous prenez l'abus pour le principe, l'ombre pour le corps. » Puis il l'acheva en lui disant : « Et comment avez-vous pu imaginer, M. Sieyès, qu'un homme de quelque talent et d'un peu d'honneur voulût se résigner au rôle d'un cochon à l'engrais de quelques millions? » Après une telle sortie, qui, disait l'Empereur, fit rire aux éclats tous les assistants, la création de Sieyès demeura noyée; il n'y eut plus moyen pour lui de revenir à son grand-électeur, et l'on se décida pour un premier consul à décision suprême, ayant la nomination à tous les emplois, et deux consuls accessoires à voix délibératives seulement. C'était au fait dès cet instant l'unité du pouvoir. Le premier consul était un vrai président d'Amérique, gazé sous des formes que commandait encore l'esprit ombrageux du moment; aussi l'Empereur dit-il que son règne commença réellement dès ce jour-là.

L'Empereur regrettait en quelque sorte que Sieyès n'eût pas été l'un des trois consuls. Celui-ci, qui le refusa d'abord, le regretta aussi, mais quand il n'était plus temps. Il s'était mépris sur la nature de ces consuls, disait Napoléon; il craignait pour son amour-propre et redoutait d'avoir à chaque instant « le premier consul à combattre. Ce qui eût été vrai, observait l'Empereur, si tous les consuls eussent été égaux : nous aurions été alors tous ennemis; mais la Constitution les ayant faits subordonnés, il n'y avait plus de lutte d'amour-propre, aucune cause d'inimitié, mais mille d'une véritable union. » Sieyès le reconnut, mais trop tard. L'Empereur disait qu'il eût pu être fort utile au conseil,



meilleur peut-être que les autres, parce qu'il avait parfois des idées neuves et très lumineuses, mais que, du reste, il n'était pas du tout propre à gouverner. En dernière analyse, disait l'Empereur, pour gouverner il faut être militaire : on ne gouverne qu'avec des éperons et des bottes. Sieyès, sans être peureux, avait peur de tout : ses espions de police troublaient son repos. Au Luxembourg, durant le consulat provisoire, il réveillait souvent Napoléon, son collègue, et le harcelait avec les trames nouvelles qu'il apprenait à chaque instant de sa police particulière. « Mais a-t-on gagné notre garde ? lui disait celui-ci. — Non. — Eh bien, allez dormir. En guerre comme en amour, pour conclure, mon cher, il faut se voir de près. Il sera temps de nous inquiéter quand on attaquera nos six cents hommes. »

L'Empereur disait qu'au demeurant, il avait choisi en *Cambacérès* et *Lebrun* deux hommes de mérite, deux personnages distingués ; tous deux sages, modérés, capables, mais d'une nuance tout à fait opposée. L'un, avocat des abus, des préjugés, des anciennes institutions, du retour des honneurs des distinctions, etc. ; l'autre, froid, sévère, insensible, combattant tous ces objets, y cédant sans illusion, et tombant naturellement dans l'idéologie.

L'Empereur revenait à faire observer que Sieyès aurait peut-être contribué à donner une autre couleur, une autre tournure, d'autres nuances à l'administration impériale ; mais on répliquait que cette variante n'eût pu qu'être nuisible ; car on avait beaucoup loué dans le temps le choix de Napoléon. Les hommes qu'il avait appelés, lui disait-on, n'étaient pas dans le cas d'être désa-

voués de personne en Europe. Ils avaient beaucoup contribué à lui ramener l'opinion des diverses nuances parmi nous en France; il n'en eût pas été de même de Sieyès. Son nom et son souvenir eussent, aux yeux de beaucoup, nui aux actes auxquels il eût participé, et on cita dans ce temps, avec un empressement qui faisait voir toute la malveillance qu'on lui portait, une anecdote qu'on disait s'être passée aux Tuileries entre lui et l'Empereur. Il était échappé à Sieyès, disait-on, parlant de Louis XVI à l'Empereur, de dire *le tyran*. « M. l'abbé, faisait-on répondre à l'Empereur, s'il eût été un tyran vous diriez la messe et moi je ne serais pas ici. » L'Empereur a souri à cette anecdote, sans exprimer autrement si elle était vraie ou non. On verra plus loin qu'elle était fausse.

Nouveaux torts du gouverneur. — Ses absurdités.

Samedi 6 au lundi 8.

Il y a longtemps que je n'ai parlé du gouverneur. Nous cherchions à l'éloigner le plus possible de notre pensée; nous ne l'apercevions presque plus. Ses mauvaises manières, ses vexations me forcent d'y revenir aujourd'hui : elles semblent prendre une nouvelle activité. Il vient de nous garder des lettres d'Europe, bien qu'elles fussent venues ouvertes, et de la manière la plus ostensible; mais seulement parce qu'elles n'avaient point passé par les mains du secrétaire d'Etat, sans faire attention qu'un manque de formalité peut se réparer facilement en Angleterre, mais qu'il demeure sans remède pour nous à deux mille lieues de distance. Si encore en exécutant aussi rigoureusement la



lettre de ses instructions, il avait l'humanité de nous laisser savoir qu'il a reçu ces lettres, et de qu'elles sont, il nous tranquilliserait sur des personnes dont nous pleurions la négligence ou la santé ; mais il a la barbarie de nous en faire un mystère. Il y a peu de jours que la comtesse Bertrand ayant écrit à la ville, il a fait saisir le billet et le lui a renvoyé comme ayant été écrit sans son aveu. Il a accompagné cette injure d'une lettre officielle par laquelle il nous interdit dès à présent toute communication par écrit ou même verbale avec les habitants, sans avoir été soumise à son visa ; et, chose absurde et peu croyable, c'est qu'il nous a fait cette interdiction vis-à-vis de personnes qu'il nous laisse la liberté d'aller visiter à son gré. Il a accompagné la publication du bill qui nous concerne, de commentaires qui ont répandu la terreur parmi les habitants ; il se récrie sur l'excessive dépense de la table de l'Empereur ; il insiste sur de fortes diminutions. On n'avait point entendu que le général Bonaparte aurait autant de personnes autour de lui. Les ministres, nous dit-il ingénument, n'avaient point douté que la permission qu'il nous avait apportée de nous en aller ne nous eût décidés à quitter l'Empereur, etc. Toutes ces tracasseries ont amené un échange de notes assez vives. A un article du gouverneur, dans lequel il disait que si les restrictions qu'on nous impose nous semblaient trop dures, nous pourrions nous en affranchir en nous en allant, l'Empereur a dicté lui-même l'addition suivante à la réponse que nous avions déjà faite : « Qu'honorés par lui dans sa prospérité, nous placions notre plus douce jouissance à le servir, aujourd'hui qu'il ne pouvait rien pour nous ;

et tant pis pour quiconque ne comprenait pas cette conduite. »

Nouvelles vexations. — L'Empereur sort à peine. — Tristan. — Fables de La Fontaine, etc. — Le ventre gouverne le monde. — Difficulté de juger les hommes.

Mardi 9 au jeudi 11.

Les vexations du gouverneur continuent, et il ne cesse de gagner du terrain sur notre malheureuse situation. Son parti semble pris de nous mettre au secret. Il a publié une proclamation en ville, ordonnant de lui envoyer, sous peine de châtement, dans les vingt-quatre heures, tous billets ou lettres que nous pourrions adresser aux habitants, pour quelque motif que ce fût. Il a interdit à ceux-ci de visiter le grand-maréchal et sa femme, qui se trouvent en tête de notre enceinte. Les premiers moments de ce nouveau blocus de M<sup>me</sup> Bertrand ont été si sévères, que des médicaments envoyés d'ici par le docteur à un des gens du grand-maréchal, qui était à la mort, n'ont pu y entrer, et que ce n'est que par accommodement que l'officier a pris sur lui de les faire parvenir par-dessus le mur.

Le gouverneur ayant lu dans une lettre de l'un de nous en Europe, qu'il demandait plusieurs objets de vêtements et de toilette, il est venu lui dire qu'il pouvait prendre la plupart de ces objets parmi ce que le gouvernement avait envoyé ici pour Napoléon. Et comme celui-là lui a répondu qu'il préférerait les acheter, ne voulant pas gêner ses sentiments d'aucune reconnaissance, le gouverneur a observé sèchement qu'il lui serait loisible de les payer s'il en avait la fantaisie; à quoi l'autre a



répliqué : « Pardonnez, monsieur, j'aime à choisir mes boutiques. » Il en est résulté que le gouverneur lui a fait dire plus tard par le docteur, qu'il allait porter des plaintes, pour avoir refusé avec *mépris* les dons du gouverneur. A quoi il lui a été riposté aussitôt, qu'on lui serait obligé ; qu'on était bien plus heureux qu'il eût à transmettre à ses ministres des refus, que des demandes.

Toutes ces tracasseries, la longueur et l'attrait des lectures, le concours du mauvais temps, qui est épouvantable, accroissent la réclusion de l'Empereur, et lui donnent de la mélancolie ; il ne met plus le pied dehors. La diversion se borne à aller parfois faire visite, vers les cinq heures, à M<sup>me</sup> de Montholon, qui n'est point encore sortie depuis ses couches. Nous nous y trouvons tous réunis, et l'Empereur y cause une demi-heure ou trois quarts d'heure avant de rentrer chez lui.

Aujourd'hui il y a rencontré le petit Tristan, fils aîné de M. de Montholon, qui n'a guère que sept ans, et court tout le jour. L'Empereur l'a fait approcher entre ses deux jambes, et a voulu lui faire réciter quelques fables, dont le pauvre enfant sur dix mots n'en comprenait pas deux. L'Empereur en riait beaucoup, condamnait qu'on donnât La Fontaine aux enfants, qui ne pouvaient l'entendre, et s'est mis à expliquer ces fables à Tristan, à vouloir les lui rendre sensibles ; et rien de plus curieux que ses développements, leur simplicité, leur justesse, leur logique.

Dans la fable du *Loup et l'Agneau*, rien n'était plus risible comme de voir le petit bonhomme dire Sire et Votre Majesté, et en parlant du loup et en parlant de l'Empereur, mêler à tort et à travers tout

cela dans sa bouche, et bien plus encore probablement dans sa tête.

L'Empereur trouvait qu'il y avait beaucoup trop d'ironie dans cette fable, pour être à la portée des enfants. Elle péchait d'ailleurs, disait-il, dans son principe et sa morale, et c'était la première fois, observait-il, qu'il s'en sentait frappé. Il était faux que la raison du plus fort fût la meilleure ; et si cela arrivait en effet, c'était là le mal, disait-il, l'abus qu'il s'agissait de condamner. Le loup donc eût dû s'étrangler en croquant l'agneau, etc., etc.

Tristan est fort paresseux. Il avouait à l'Empereur qu'il ne travaillait pas tous les jours. « Ne manges-tu pas tous les jours ? disait l'Empereur. — Oui, Sire. — Eh bien ! tu dois travailler tous les jours : car on ne doit pas manger si l'on ne travaille pas. — Oh bien ! en ce cas, je travaillerai tous les jours, disait vivement l'enfant. — Voilà bien l'influence du petit ventre, disait l'Empereur, en tapant sur celui de Tristan ; c'est la faim, c'est le petit ventre qui fait mouvoir le monde. Allons, mon petit, si tu es sage nous te ferons page de Louis XVIII... — Mais je ne veux pas, disait Tristan en grognant et faisant la grimace. »

Nos après-dînées étaient employées à trouver quelque lecture qui pût nous faire gagner une heure ou une heure et demie de temps. C'étaient en ce moment un *Voyage au Spitzberg*, le *Naufrage des Hollandais à la Nouvelle-Zemble* ; les *Causes célèbres*, celle de Calas, celles de Martinguerre, de la marquise de Brinvilliers. L'auteur observait dans quelque endroit de celle-ci que la figure trompait souvent sur le caractère. L'Empereur s'est arrêté, a posé le livre avec un visage pénétré, un accent



convaincu ; il a dit : « C'est bien vrai, et quelque étude que l'on fasse, l'on ne saurait se flatter d'y parvenir. Que de preuves j'ai dans ce genre ! par exemple, j'avais quelqu'un auprès de moi ; sa figure, sans doute... Mais après tout, en effet, ce quelqu'un avait un œil de pie ; j'aurais dû y deviner quelque chose. » Et il s'est étendu sur le caractère de cette personne. Ils s'étaient connus dès l'enfance, disait-il ; il lui avait donné longtemps toute sa confiance ; il avait du talent, des moyens ; l'Empereur croyait même qu'il avait été attaché, fidèle. « Mais il était aussi par trop avide, disait-il, il aimait trop l'argent. Quand je lui dictais et qu'il lui arrivait d'avoir à écrire des millions, ce n'était jamais sans un mouvement sur toute sa figure, un lèchement de lèvres, une certaine agitation sur sa chaise, qui, plus d'une fois, m'avait porté à lui demander ce que c'était, ce qu'il avait, etc. »

L'Empereur disait que le vice était trop prononcé pour qu'il eût pu garder cette personne auprès de lui ; mais que, vu ses autres qualités, il eût dû peut-être se contenter de le placer différemment, etc., etc.

Sur le Masque de fer, etc. — Fable ingénieuse.

Vendredi 12.

La conversation a conduit aujourd'hui à traiter le Masque de fer. On a passé en revue ce qui a été dit par Voltaire, Dutens, etc., et ce que l'on trouve dans les Mémoires de Richelieu : ceux-ci le font, comme l'on sait, frère jumeau de Louis XIV et son aîné. Or, quelqu'un a ajouté que travaillant à des cartes généalogiques, on était venu lui démontrer

sérieusement que lui, Napoléon, était descendant linéal de ce Masque de fer, et par conséquent l'héritier légitime de Louis XIII et de Henri IV, de préférence à Louis XIV et à tout ce qui en était sorti. L'Empereur, de son côté, a dit en avoir en effet entendu quelque chose, et il a ajouté que la crédulité des hommes est telle, leur amour du merveilleux si fort, qu'il n'eût pas été difficile d'établir quelque chose de la sorte pour la multitude, et qu'on n'eût pas manqué de trouver certaines personnes dans le Sénat pour le sanctionner, et probablement, a-t-il observé, celles-là même qui plus tard se sont empressées de le dégrader, sitôt qu'elles l'ont vu dans l'adversité.

On est passé alors à développer les bases et la marche de cette fable. Le gouverneur des îles Sainte-Marguerite, disait-on, auquel la garde du Masque de fer était alors confiée, se nommait *M. de Bonpart*, circonstance au fait déjà fort singulière. Celui-ci, assurait-on, ne demeura pas étranger aux destinées de son prisonnier. Il avait une fille ; les jeunes gens se virent ; ils s'aimèrent. Le gouverneur en donna connaissance à la cour ; on y décida qu'il n'y avait pas grand inconvénient à laisser cet infortuné chercher dans l'amour un adoucissement à ses malheurs ; et *M. de Bonpart* les maria.

Celui qui parlait en ce moment disait que quand on lui raconta la chose, qui l'avait fort amusé, il lui était arrivé de dire qu'il la trouvait très ingénieuse ; sur quoi le narrateur s'était fâché tout rouge, prétendant que ce mariage pouvait se vérifier aisément sur les registres d'une des paroisses de Marseille qu'il cita, et qui en attestait, disait-il, toutes les traces. Il ajoutait que les enfants qui na-



quièrent de ce mariage furent clandestinement, ou sans bruit, écoulés vers la Corse, où la différence de langage, le hasard ou l'intention avait transformé leur nom de Bonpart en Bonaparte, et Buonaparte ; ce qui au fond présente le même sens.

A cette anecdote, on a ajouté qu'au moment de la Révolution, on avait fait une histoire semblable en faveur de la branche d'Orléans. On la fondait sur une pièce trouvée à la Bastille. On supposait qu'Anne d'Autriche, qui accoucha après vingt-trois ans de stérilité, avait mis au monde une fille ; la crainte qu'elle n'eût point d'autre enfant avait porté Louis XIII à éloigner cette fille, et lui substituer faussement un garçon, qui avait été Louis XIV. Mais l'année suivante, la reine accoucha encore, et cette fois ce fut un garçon, Philippe, chef de la maison d'Orléans, qui se trouvait ainsi, lui et les siens, les héritiers légitimes, tandis que Louis XIV et les siens n'étaient plus que des intrus et des usurpateurs. Dans cette version, le Masque de fer était une fille. Une brochure courut les provinces à ce sujet, lors de la prise de la Bastille. Mais l'histoire ne fit pas fortune ; elle mourut sans avoir même un instant, à ce qu'il paraît, occupé la capitale.

Sur Junot, sa femme, etc.

Samedi 13.

La conversation est revenue sur Junot. Des grandes fortunes que l'Empereur avait créées, celle de Junot, disait-il, avait été sans contredit, une des plus désordonnées. Ce qu'il lui avait donné d'argent ne saurait se croire, observait-il, et il n'avait pourtant jamais eu que des dettes ; il avait dissipé

de vrais trésors sans avantages, sans discernement, sans goût ; trop souvent même, ajoutait-il, dans des excès grossiers.

Plus d'une fois, dans son bel hôtel à Paris, après avoir fortement déjeuné, on l'a vu entrer en fureur aux moindres réclamations du plus petit créancier, et prétendre le solder à coups de sabre. Toutes les fois qu'il revoyait l'Empereur, disait Napoléon, c'était pour laisser pressentir quelque gêne nouvelle, être grondé et secouru. Dans la campagne d'Austerlitz, il vint trouver l'Empereur à Schœnbrunn ; mais cette fois, disait Napoléon, l'intercession n'était pas précisément pour lui. Il prenait en ce moment un vif intérêt à la belle M<sup>me</sup> Récamier. Il arrivait de Paris, et débuta auprès de l'Empereur par une sortie virulente contre M. de Marbois, alors ministre du Trésor, qui avait eu l'indignité, disait-il, de ne pas empêcher la faillite de M. Récamier, en lui refusant un prêt de seulement deux millions. « Tout Paris en était dans l'indignation. Ce Marbois, disait-il, était un méchant homme, un mauvais serviteur ; il n'aimait pas l'Empereur : lui, Junot, n'hésitait pas à le prononcer, et tout Paris pensait avec lui que si l'Empereur eût été dans la capitale, il n'eût pas balancé à les lui faire donner. — Il s'adressait bien, disait l'Empereur. Eh bien ! Paris et vous, vous vous trompez, répondis-je froidement à cet admirateur passionné, qui était tout hors de lui. Je n'aurais pas fait donner deux mille sous, et j'eusse été fort mécontent de Marbois s'il eût agi autrement. Je ne suis point amoureux de M<sup>me</sup> Récamier, moi, et je ne viens point au secours des négociants qui tiennent une maison de six cent mille francs par an ; sachez cela, monsieur Junot ;



sachez que le Trésor ne prête point à des gens qu'il sait en faillite depuis longtemps : il a bien d'autres destinations. Et Junot, continuait l'Empereur, dut se calmer, trouvant peut-être qu'on avait à Vienne le cœur aussi dur qu'à Paris. »

Junot voyageait avec la vitesse de l'Empereur ; il avait ses propres relais, disait Napoléon, des centaines de chevaux, et d'autres folies semblables.

L'Empereur ajoutait que moins encore comme souverain que comme aimant Junot, guidé aussi par le rapport natal de la Corse, dont sa femme était originaire, il la fit venir un jour pour lui donner des avis paternels sur les dépenses désordonnées de son mari, sur la profusion de diamants qu'à son retour de Portugal, elle-même, M<sup>me</sup> Junot, avait étalés inconsidérément ; sur ses intimes liaisons avec un étranger..., qui pouvaient inquiéter la politique, etc. « Mais elle repoussa vivement ces avis dictés par le seul intérêt. Elle se fâcha, dit l'Empereur, et j'en fus traité comme un petit garçon ; alors il ne me resta plus que de l'envoyer promener et de l'abandonner à elle-même.

« Elle se croyait une princesse de la maison de Comnène ; on l'avait persuadé à Junot en la lui faisant épouser. Cette famille était de la Corse et du voisinage même de la mienne ; elle avait à ma mère de grandes obligations de bienveillance, et de plus directes encore. » Et l'Empereur alors a donné l'explication suivante :

« Les Génois avaient transporté anciennement près d'Ajaccio une colonie de Maniotes, en évacuant la Morée. M. de Vergennes, ambassadeur à Constantinople, y épousa une Grecque. Revenu en France, et fort en crédit auprès de Louis XVI, il lui

prit fantaisie d'avoir épousé une princesse. Son désir se trouva secondé par des circonstances politiques : on rêvait alors la chute de Constantinople. La France eût eu quelque intérêt à mettre en avant des prétentions sur quelques débris de cet empire. On fut donc chercher auprès d'Ajaccio, dans la colonie grecque, quelqu'un du nom de *Comnène*, parent de M<sup>mo</sup> de Vergennes ; on le fit venir à Versailles, et il fut bientôt après reconnu descendant des empereurs de Constantinople par lettres-patentes de Louis XVI.

« Ce Comnène du reste, continuait l'Empereur, était un assez gros fermier, dont une sœur, quelques années auparavant, avait fait le mariage inespéré d'un commis aux vivres, Français, du nom de P... Depuis l'élévation de la famille, et par le crédit de M. de Vergennes, ce même P..., commis aux vivres, était devenu un homme fort important, ayant eu toute l'entreprise de l'armée de Rochambeau. La fille de ce commis aux vivres était précisément M<sup>mo</sup> Junot, duchesse d'Abrantès.

« Junot, dans la campagne de Russie, disait encore l'Empereur, me mécontenta fort ; on ne le reconnaissait plus ; il fit des fautes capitales qui nous coûtèrent bien cher. »

Au retour de Moscou, par suite de ce mécontentement, Junot perdit le gouvernement de Paris. L'Empereur l'envoya à Venise. Cette espèce de disgrâce fut adoucie presque aussitôt par le gouvernement général de l'Illyrie ; mais le coup était porté. Les irrégularités qu'on avait observées depuis quelque temps dans Junot, et qui avaient pris leur source dans ses excès, éclatèrent en insanité complète. Il fallut se saisir de sa personne et le trans-



porter chez lui, dans la maison paternelle, où il périt misérablement peu de temps après, mutilé de ses propres mains.

Sur le maréchal Lannes. — Murat, sa femme, etc.

Dimanche 14.

Durant le dîner, au sujet de toilette et de parure, on disait que parmi les grands personnages du jour, aucun n'en avait poussé le ridicule plus loin que *Murat*, et encore, observait-on, était-elle la plupart du temps tellement singulière, tellement bizarre, que le public l'en appelait *roi Franconi*. L'Empereur en a beaucoup ri, confessant qu'il était vrai que certains costumes et certaines manières lui donnaient en effet parfois l'apparence d'un opérateur, l'air d'un charlatan. Et revenant à la toilette, on ajoutait que *Bernadotte* y mettait aussi un soin infini, et *Lannes* beaucoup de temps. L'Empereur s'est montré fort surpris de ce qu'on lui apprenait des deux derniers. Cela l'a conduit naturellement bientôt à répéter ses vifs regrets sur la perte du maréchal Lannes, qu'il a terminés en disant : « Ce pauvre Lannes avait passé la nuit qui précéda la bataille dans Vienne, et pas seul. Il parut au combat sans avoir mangé et se battit tout le jour. Le médecin disait que ce triple concours avait causé sa perte. Il lui eût fallu beaucoup de forces après sa blessure, et il n'y avait plus à remédier à celles qu'il avait perdues.

« On dit d'ordinaire, observait l'Empereur, qu'il est des blessures qui feraient préférer de perdre la vie. Il en est bien peu, je vous assure. C'est au moment de quitter la vie qu'on s'y rattache de toutes

ses forces. Lannes, le plus brave de tous les hommes, Lannes, privé de ses deux jambes, ne voulait pas mourir et s'irritait au point de me dire qu'on devrait pendre les deux chirurgiens qui venaient de manquer si brutalement à un maréchal. C'est qu'il venait d'ouïr les deux chirurgiens qui le soignaient se dire tout bas, sans croire être entendus, qu'il était impossible qu'il en revînt.

« A chaque instant le malheureux Lannes demandait l'Empereur ; il se cramponnait à moi, disait Napoléon, de tout le reste de sa vie ; il ne voulait que moi, ne pensait qu'à moi. Espèce d'instinct ! observait l'Empereur. Assurément il aimait mieux sa femme et ses enfants que moi ; il n'en parlait pourtant pas : c'est qu'il n'en attendait rien ; c'était lui qui les protégeait, tandis qu'au contraire moi j'étais son protecteur ; j'étais pour lui quelque chose de vague, de supérieur ; j'étais sa providence, il implorait !... »

Quelqu'un observa alors que le bruit des salons avait été bien différent ; qu'on y avait répandu que Lannes était mort en furieux, maudissant l'Empereur, contre lequel il se montrait enragé, et on ajoutait qu'il avait toujours eu de l'éloignement pour lui, et le lui avait souvent témoigné avec insolence... « Quelle absurdité ! » a repris l'Empereur : Lannes m'adorait au contraire. C'était assurément un des hommes au monde sur lequel je pouvais le plus compter. Il est bien vrai que, dans son humeur fougueuse, il eût pu laisser échapper quelques paroles contre moi ; mais il était homme à casser la tête à celui de qui il les aurait entendues. »

Revenant ensuite à Murat, quelqu'un observa qu'il avait grandement influé sur les malheurs de



1814. « Il les a décidés, a repris l'Empereur ; il est une des grandes causes que nous sommes ici. Du reste, la première faute en est à moi. Ils étaient plusieurs que j'avais faits trop grands ; je les avais élevés au-dessus de leur esprit. Je lisais, il y a peu de jours, sa proclamation en se séparant du vice-roi ; je ne la connaissais pas encore. Il est difficile de concevoir plus de turpitude : il y dit que le temps est venu de choisir entre deux bannières, celle du crime ou de la vertu ; or, c'est la mienne qu'il appelle celle du crime. Et c'est Murat, mon ouvrage, le mari de ma sœur, celui qui me doit tout, qui n'eût été rien, qui n'existe, qui n'est connu que par moi, qui écrit cela ! Il est difficile de se séparer du malheur avec plus de brutalité, de courir avec plus d'impudeur au-devant d'une fortune nouvelle. »

*Madame mère*, depuis cet instant, ne voulut avoir aucun rapport avec lui ni avec sa femme ; quelques efforts d'ailleurs qu'ils fissent vis-à-vis d'elle, sa constante réponse était qu'elle avait en horreur les traîtres et la trahison. Dès qu'elle fut à Rome, après les désastres de 1814, Murat s'empressa de lui envoyer, de ses écuries de Naples, huit très beaux chevaux. Madame n'en voulut point entendre parler. Elle repoussa de même toutes les tentatives de sa fille *Caroline*, qui ne cessait de répéter qu'après tout il n'y avait pas de sa faute, qu'elle n'y était pour rien, qu'elle n'avait pu commander son mari. Mais Madame répondait comme Clytemnestre : « Si vous n'avez pu le commander, vous auriez dû le combattre ; or, quels combats avez-vous livrés ? quel sang a coulé ? Ce n'est qu'au travers de votre corps que votre mari devait percer

vosre frère, vosre bienfaiteur, vosre maître.

« A mon retour de l'île d'Elbe, continuait l'Empereur, la tête tourna à Murat de me voir débarqué. Les premières nouvelles lui apprirent que j'étais dans Lyon. Il était habitué à mes grands retours de fortune. Il m'avait vu plus d'une fois dans des circonstances prodigieuses. Il me crut déjà maître de l'Europe, et ne songea plus qu'à m'arracher l'Italie : car c'était là son but et ses espérances. Vainement des gens à grand crédit parmi les peuples qu'il voulait soulever se jetèrent-ils à ses genoux, lui dirent-ils qu'il s'abusait ; que les Italiens avaient un roi, que celui-là seul avait leur amour et leur estime. Rien ne put l'arrêter. Il se perdit, et contribua à nous perdre une seconde fois, parce que les Autrichiens, ne doutant pas que ce fût à mon instigation, ne voulurent pas croire à mes paroles, et se défièrent de moi. La malheureuse fin de Murat répond à toute cette conduite. Murat avait un très grand courage et fort peu d'esprit. La trop grande différence entre ces deux qualités l'explique en entier. Il était difficile, impossible même, d'être plus brave que Murat et Lannes. Murat n'était demeuré que brave. L'esprit de Lannes avait grandi au niveau de son courage ; il était devenu un géant.

« Au surplus, a terminé l'Empereur, l'exécution de Murat n'en est pas moins horrible ! C'est un événement dans les mœurs de l'Europe, une infraction aux bienséances publiques. Un roi a fait fusiller un roi reconnu comme tel par tous les autres ! ! ! .. Quel charme il a violé ! ... »



Bill de notre exil. — Beaumarchais. — Historique des travaux de Cherbourg.

Lundi 13.

Sur les dix heures l'Empereur est entré dans ma chambre; il voulait me surprendre, voulant se promener. Je l'ai suivi; il a marché quelque temps vers le bois, où la calèche est venue le prendre: il y avait bien longtemps qu'il n'en avait fait usage. J'étais seul avec lui, et la conversation a roulé tout le temps sur le bill qui le concerne et qui nous est étranger.

Au retour, l'Empereur a hésité s'il déjeunerait sous les arbres; mais il s'est décidé à rentrer, et n'est pas ressorti de tout le jour; il a dîné seul.

Après son dîner il m'a fait appeler; il lisait des *Mercurès* ou journaux anciens. Il y trouvait diverses anecdotes et circonstances de Beaumarchais. Cette lecture était piquante par l'extrême différence des mœurs, bien que dans des temps si voisins. Elle lui a présenté le voyage de Louis XVI à Cherbourg, sur lequel il s'est arrêté quelque temps, puis il a passé aux travaux de Cherbourg et a parcouru leur historique avec cette clarté, cette précision, ce piquant qui caractérisent tout ce qu'il dit.

Cherbourg se trouve au fond d'une anse semi-circulaire, dont les deux extrémités sont l'île Pelée à droite, et la pointe Querqueville à gauche. L'alignement qui joint ces deux points forme la corde ou le diamètre, et court de l'est à l'ouest.

En face, au nord, et à très peu de distance, vingt lieues environ, est le fameux Portsmouth, le premier arsenal des Anglais. Le reste de leurs côtes court presque parallèlement aux nôtres. La nature

a tout fait pour nos rivaux ; à nous, elle a tout refusé. Leurs rivages sont sains et se nettoient encore chaque jour ; ils présentent beaucoup de fond, une multitude d'abris, de havres, de ports excellents ; nos côtes, au contraire, sont remplies d'écueils, elles ont peu d'eau et s'encombrent journellement davantage. Nous n'avons pas un seul véritable port de grande dimension dans ces parages ; si bien que les escadres ennemies, mouillées à Portsmouth, n'ont pas même besoin de mettre sous voiles pour nous inquiéter ; il leur suffit de quelques bâtiments légers pour les avertir, et en un moment, sans peine et sans danger, elles se trouvent sur leur proie : on pourrait dire que de là les Anglais sont tout à la fois et chez eux et chez nous.

Si nos escadres, au contraire, osent se hasarder dans la Manche, qui ne devrait s'appeler, à bien dire, que la *Mer française*, elles s'y trouvent en péril permanent ; la tempête ou la supériorité de l'ennemi peut amener leur destruction totale, parce que dans les deux cas il n'est point d'abri pour elles. C'est ce qui arriva à la fameuse journée de la Hogue, où Tourville, à la gloire d'un combat aussi inégal, eût pu joindre encore la gloire d'une belle retraite, s'il eût existé un port où se réfugier.

Dans cet état de choses les gens à bonnes vues, aimant le bien de leur pays, vinrent à bout, à force de projets et de mémoires, de déterminer le gouvernement à chercher dans le secours de l'art ceux dont nous avait privés la nature : et après beaucoup d'hésitation et de tâtonnement on s'arrêta sur la baie de Cherbourg, qu'il s'agissait d'abriter à l'aide d'une immense digue jetée dans la mer. Par là



nous devons obtenir, aux portes mêmes de l'ennemi, une rade artificielle où nos vaisseaux pourraient à toute heure et par tous les vents courir sur lui ou échapper à sa poursuite.

« C'était une magnifique et glorieuse entreprise, disait l'Empereur, bien forte pour le faire et pour les finances de l'époque. On imagina de former la digue par d'immenses cônes construits à vide dans le port, et remorqués ensuite jusque sur leur emplacement, où ils étaient immergés à force de pierres dont on les remplissait <sup>1</sup>, ce qui du reste était fort ingénieux. Louis XVI vint honorer ces opérations de sa présence; il quitta Versailles, et ce fut un grand événement. Dans ces temps-là, un roi ne quittait jamais sa demeure; ses excursions n'allaient pas au delà d'une partie de chasse; les rois ne couraient pas comme aujourd'hui; et je crois bien, ajoutait l'Empereur, que moi je n'ai pas peu contribué à les mobiliser.

« Toutefois, comme il fallait bien que les choses portassent le cachet du temps, voilà la discussion interminable, la rivalité éternelle de la terre et de la mer qui va son train. On eût dit à cet égard qu'en France il y avait deux rois, ou que celui qui régnait avait deux intérêts et devait avoir deux volontés, ce qui faisait plutôt qu'il n'en avait aucune. Ici, il ne s'agissait que de la mer, et pourtant l'on prononça pour la terre, non pour la bonté de ses raisons, mais par la priorité de ses droits; et où il s'agissait du sort de l'empire, on ne vit sans doute qu'une affaire de hiérarchie, et par cela seul le

1. Ces cônes, de soixante pieds de hauteur, avaient cent quatre pieds de diamètre à leur base, et soixante à leur sommet.

grand but, la magnifique entreprise se trouva manquée. La terre s'établit à l'île Pelée et au fort Querqueville : elle n'était appelée là que comme auxiliaire de la digue, qui était elle-même l'affaire principale ; mais au lieu de cela, la terre commença par s'asseoir, et força ensuite la digue de se subordonner à sa bienséance, de se placer, de se courber selon son tir. Qu'arriva-t-il ? C'est que l'abri qu'on créait et qui devait être calculé pour recevoir la masse de nos flottes, soit qu'il s'agît de frapper au cœur de l'ennemi, soit que le hasard les y fît prendre refuge, n'offrit plus de place qu'à une dizaine de vaisseaux au plus, quand il en eût fallu pour cent et au delà, ce que l'on eût obtenu sans plus de peines, ni beaucoup plus de dépenses, si l'on se fût porté plus en avant dans la mer ; seulement au delà des points que s'était adjugés et qu'avait fixés la terre.

« Une autre bévue bien caractéristique et qu'on aurait de la peine à imaginer, c'est que toutes les grandes mesures, pour la rade de Cherbourg, furent prises et arrêtées, la digue commencée ; une des passes, celle de l'est, complétée ; et qu'on était sur le point de former l'autre, celle de l'ouest, sans s'être procuré la connaissance exacte et précise de toutes les sondes de la rade ; si bien que la passe déjà formée, celle de l'est, large de cinq cents toises, poussée trop près du fort, n'admettait pas sans inconvénient des vaisseaux à marée basse, et que celle que l'on allait former à l'ouest se serait trouvée impraticable, ou du moins fort dangereuse, si le zèle individuel d'un officier (M. de Chavagnac) n'avait fait à temps cette importante découverte, et forcé d'arrêter l'extrémité gauche de la digue à



mille deux cents toises du fort de Querqueville, chargé de sa défense ; ce qui semble être et est en effet à trop grande distance<sup>1</sup>. »

Du reste, le système des travaux de la digue, laquelle se trouve à plus d'une lieue du rivage et porte plus de dix-neuf cents toises de long sur quatre-vingt-dix pieds de large, n'a pas été sans éprouver de nombreuses variations, commandées au surplus par l'expérience. Les cônes qui dans le principe devaient se toucher par la base, furent bientôt espacés par force d'accident ou par vue d'économie : la tempête les endommagea, les vers les rongèrent, le temps les pourrit ; on y renonça tout à fait, et l'on se contenta d'y substituer de simples pierres perdues ; et quand on s'aperçut que la force des vagues rendait celles-ci mouvantes, on en vint à avoir recours à d'énormes blocs qui ont fini par répondre à tout ce qu'on attendait.

Ces travaux se sont continués sans interruption sous Louis XVI. Nos assemblées législatives leur donnèrent d'abord un redoublement d'activité ; mais les grands désordres qui suivirent bientôt les firent abandonner tout à fait, et à l'époque du consulat il ne restait plus de vestige à l'œil de cette fameuse digue. L'imperfection première, le temps, la violence des flots, avaient fait tout disparaître jusqu'à plusieurs pieds au-dessous du niveau de la basse mer.

1. Ce n'est qu'en 1789, c'est-à-dire cinq ans après le commencement des travaux, que le gouvernement donna l'ordre de sonder la rade et constater le fond. On n'avait travaillé jusque-là que sur des notions vagues et imparfaites!!! (*Mémoires du baron Cachin, inspecteur général des ponts et chaussées.*)

« Néanmoins un de mes premiers soins, disait l'Empereur, dès que j'eus pris le timon des affaires, fut de tourner mes regards sur un point aussi important. J'ordonnai des commissions, je fis discuter devant moi, je me rendis maître de l'état des lieux, et je prononçai que l'exhaussement de la digue serait repris en toute hâte et à toute force ; que les deux extrémités recevraient avec le temps deux massifs de fortification ; mais que dès cet instant même on allait se mettre en mesure d'établir au centre une batterie provisoire considérable. Alors commencèrent de tous côtés les inconvénients, les objections, les vues particulières, l'amour-propre des opinions privées, etc., etc. Cela ne se pouvait absolument pas, prétendaient plusieurs ; je n'en tins pas compte, j'insistai, je voulus, et cela fut fait. En moins de deux ans on vit surgir comme par magie une île véritable, sur laquelle se montra une batterie de gros calibre. Jusqu'à cet instant, les Anglais n'avaient guère fait que rire de nos efforts : ils avaient jugé dès le principe, disaient-ils, qu'ils demeureraient sans résultat ; ils avaient deviné que les cônes se détruiraient, que les petites pierres obéiraient aux vagues, et surtout ils s'en reposaient sur notre lassitude et notre inconstance. Mais ici ce fut toute autre chose : aussi firent-ils mine de vouloir nous y troubler ; mais ils s'y prenaient trop tard, j'étais en mesure. La passe occidentale, il est vrai, était demeurée, par la force des choses, extrêmement large, et les deux fortifications extrêmes ne croisant pas leur feu, il pouvait en résulter qu'un ennemi audacieux eût pu forcer le passage de l'ouest, venir mouiller lui-même en dedans de la digue et recommencer le désastre d'Aboukir. Mais



avec ma batterie centrale provisoire j'y parais déjà. Cependant comme je suis pour le permanent, j'ordonnai en dedans de la digue, à son centre et comme en soutien, en renfort d'elle, et pour lui servir à son tour d'enveloppe, un énorme pâtre elliptique dominant la batterie centrale et supportant lui-même, en deux étages casematés et à l'épreuve de la bombe, cinquante pièces de gros calibre avec vingt mortiers à grande portée, ainsi que les casernes nécessaires, magasin à poudre, etc.

« J'ai la satisfaction d'avoir laissé ce bel ouvrage accompli.

« Ma défensive pourvue, je n'avais plus à m'occuper que de l'offensive, qui consistait à pouvoir réunir à Cherbourg la masse de nos flottes. Or, la rade ne pouvait contenir que quinze vaisseaux. Pour en accroître le nombre, je fis creuser un port nouveau ; jamais les Romains n'entreprirent rien de plus fort, de plus difficile, qui dût durer davantage ! Il fut fouillé dans le granit à cinquante pieds de profondeur ; j'en fis solenniser l'ouverture par la présence de Marie-Louise, lorsque j'étais moi-même sur les champs de bataille de la Saxe.

« J'obtenais ainsi de pouvoir placer quinze vaisseaux de plus. Ce n'était point assez encore, aussi comptais-je m'étendre bien autrement. J'étais résolu de renouveler à Cherbourg les merveilles de l'Egypte : j'avais élevé déjà dans la mer ma pyramide ; j'aurais eu aussi mon lac Mœris. Mon grand objet était de pouvoir concentrer à Cherbourg toutes nos forces maritimes ; et avec le temps, au besoin, elles eussent été immenses, afin de pouvoir porter le grand coup à l'ennemi. J'établissais mon terrain de manière à ce que les deux nations

tout entières eussent pu, pour ainsi dire, se prendre corps à corps ; et l'issue ne devait pas être douteuse, **car** nous aurions été plus de quarante millions de Français contre quinze millions d'Anglais ; j'eusse terminé par une bataille d'Actium. Et puis que voulais-je de l'Angleterre ? Sa destruction ? Non sans doute ; je ne lui demandais que le terme d'une usurpation intolérable ; la jouissance de droits imprescriptibles et sacrés ; l'affranchissement, la liberté des mers ; l'indépendance, l'honneur des pavillons ; je parlais au nom de tous et pour tous, et je l'eusse obtenu de gré ou de force : j'avais pour moi la puissance, le bon droit, le vœu des nations, etc., etc. ».

J'ai des raisons de croire que l'Empereur, dégouté des pertes qu'avaient coûté sur mer les tentatives partielles, éclairé par une funeste expérience, avait adopté un nouveau système de guerre maritime.

Insensiblement la querelle entre l'Angleterre et la France avait pris la tournure d'une véritable lutte à mort. L'irritation de tous les Anglais contre Napoléon était au dernier degré, ses décrets de Berlin et de Milan, son système continental, des expressions offensantes avaient soulevé tous les esprits au delà de la Manche ; tandis que les ministres, par leurs libelles, leurs impostures et tous les moyens imaginables avaient achevé d'y mettre en jeu toutes les passions, pour nationaliser tout à fait la querelle ; aussi, en plein parlement, avait-on proclamé la guerre *perpétuelle*, ou du moins *viagère*. L'Empereur crut devoir façonner ses plans sur cet état de choses, et renonça dès cet instant, autant par calcul que par nécessité, à toutes croi-



sières, toutes opérations lointaines, toutes tentatives chanceuses ; il se détermina pour la stricte défensive, jusqu'à ce que les affaires du continent fussent terminées, et que ses forces maritimes accumulées lui permissent de frapper plus tard à coup sûr. Il retint donc tous ses bâtiments dans ses ports, ne songea plus qu'à multiplier graduellement nos ressources navales, sans les compromettre davantage : tout ne fut plus calculé que pour un résultat éloigné.

Notre marine avait fait de grandes pertes en vaisseaux, la plupart de nos bons matelots étaient prisonniers en Angleterre, et tous nos ports se trouvaient bloqués par les forces anglaises, qui en gênaient les communications. L'Empereur ordonna des canaux en Bretagne, à l'aide desquels, en dépit de l'ennemi, on devait communiquer désormais de Bordeaux, Rochefort, Nantes, de la Hollande, Anvers, Cherbourg avec Brest, et lui procurer les approvisionnements en tous genres dont il pouvait manquer. Il voulut avoir à Flessingue ou dans le voisinage, des bassins propres à recevoir, durant l'hiver, la flotte d'Anvers tout armée, et pouvoir la mettre en mer dans les vingt-quatre heures ; car dans l'état présent elle était retenue prisonnière par les glaces dans l'Escaut quatre ou cinq mois de l'année. Enfin, il projetait, du côté de Boulogne ou de quelque endroit de cette côte, une digue pareille à celle de Cherbourg, et entre Cherbourg et Brest un mouillage convenable à l'Ile-à-Bois, le tout pour assurer, en tout temps et sans péril, la libre et pleine communication de nos vaisseaux de haut bord depuis Anvers jusqu'à Brest. Quant au manque de matelots et aux grandes difficultés d'en

former, il fut ordonné d'y pourvoir en exerçant chaque jour de jeunes conscrits dans toutes nos rades. Ils seraient placés d'abord sur de petits bâtiments légers : une flottille de ce genre devait même naviguer dans le Zuiderzée ; de là ils seraient versés sur les gros vaisseaux, et remplacés aussitôt par d'autres qui devaient suivre. Les vaisseaux, de leur côté, avaient ordre d'appareiller chaque jour, de multiplier leurs exercices, d'évoluer autant que l'espace le permettrait, d'aller même échanger des coups de canon avec l'ennemi, pourvu qu'on fût certain de ne pas se trouver engagé, etc., etc.

Restait la quantité de nos vaisseaux : elle était grande encore malgré toutes nos pertes ; et l'Empereur calculait pouvoir en construire vingt ou vingt-cinq par an ; les équipages s'en trouvaient formés au fur et à mesure ; si bien qu'au bout de quatre ou six ans, il eût pu compter sur deux cents vaisseaux de ligne, et peut-être sur trois cents au bout de dix ans s'il s'y fût trouvé forcé. Et qu'était ce temps en regard avec la guerre perpétuelle ou viagère qui nous était vouée ? Cependant les affaires sur terre se seraient terminées, et tout le continent fût entré dans notre système ; l'Empereur eût pu ramener le plus grand nombre de ses troupes sur nos côtes ; et c'est dans cet état qu'il comptait enfin rendre la lutte décisive. Toutes les ressources respectives des deux nations eussent été mises en jeu, et nous devions alors, pensait-il, soumettre nos ennemis par la force morale, ou les étouffer par notre force matérielle.

L'Empereur projetait pour la marine plusieurs idées, et comptait employer une partie de sa tactique de terre. Il établissait sa ligne offensive et dé-



fensive du cap Finistère aux bouches de l'Elbe. Il eût eu trois corps d'escadre avec des amiraux en chef, comme il avait des corps d'armée avec leurs généraux en chef : celui du centre aurait eu son quartier général à Cherbourg ; celui de gauche à Brest, et celui de la droite à Anvers. De moindres divisions aux extrémités, à Rochefort et au Férol, au Texel et aux bouches de l'Elbe, pour tourner et déborder l'ennemi par ses flancs. De nombreuses stations intermédiaires unissaient tous ces points, et leurs amiraux en chef respectifs leur étaient sans cesse comme présents, à l'aide des télégraphes qui, bordant la côte, tenaient ce grand ensemble en constante communication.

Cependant quel parti eussent pris les Anglais durant nos préparatifs et notre accroissement progressif ? Eussent-ils continué de bloquer nos ports ? Nous aurions eu la satisfaction de les voir forcés d'augmenter leurs croisières ; nous les aurions amenés à avoir cent et cent cinquante vaisseaux constamment exposés chaque jour sur nos côtes aux hasards de la tempête, aux dangers des écueils, à toutes les chances de désastres ; ayant pour nous, au contraire, toutes celles du succès, si jamais les accidents de la nature ou les fautes de leurs amiraux amenaient quelque catastrophe imprévue, laquelle, par la suite du temps, ne pouvait manquer d'arriver. Quel avantage n'en aurions-nous pas tiré, nous frais et en bon état, qui guettions ce moment, toujours prêts à mettre sous voiles et à combattre ! Les Anglais se seraient-ils lassés, nos vaisseaux sortaient aussitôt pour exercer, forner leurs équipages.

Nos armements complétés et le moment décisif

approchant, les Anglais, effrayés pour leur île, se seraient-ils groupés en tête de leurs principaux arsenaux, Plymouth, Portsmouth et la Tamise, nos trois corps de Brest, Cherbourg et Anvers allaient à eux, et nos ailes les tournaient sur l'Irlande et sur l'Ecosse. Se déterminaient-ils, fiers de leur adresse et de leur courage, à se présenter en masse, alors le tout se trouvait réduit à une affaire décisive, dont nous aurions choisi nous-mêmes le *temps*, le *lieu*, la *saison* ; et c'est ce que l'Empereur appelait sa bataille d'Actium, dans laquelle, si nous étions battus, nous n'éprouvions que de simples pertes, tandis que si nous triomphions, l'ennemi cessait d'exister. Or, nous ne pouvions que triompher, disait-il ; car les deux nations se trouvaient alors corps à corps, et nous étions quarante et quelques millions contre quinze : il en revenait toujours là. Telle avait été une de ses hautes idées, une de ses gigantesques conceptions.

Napoléon a si prodigieusement fait, que ses œuvres, ses monuments semblent se nuire les uns les autres par leur nombre, leur variété, leur importance ; aussi aurais-je bien voulu consigner ici l'ensemble de ses travaux exécutés à Cherbourg, et ceux qu'il y avait projetés. Un des hommes précisément du métier même, et l'un de ses premiers ornements, m'en a promis le tableau. S'il me tient parole on le rencontrera dans la suite de cet ouvrage <sup>1</sup>.

1. Voyez samedi 2 novembre 1816.



Longue audience donnée au gouverneur. — Conversation remarquable.

Mardi 16.

Sur les neuf heures, l'Empereur a fait un tour en voiture ; il y avait un vaisseau en vue qu'il a lorgné. Il a fait monter dans sa calèche le docteur, qu'il a trouvé considérant ce bâtiment. Au retour, il a déjeuné en plein air ; nous y étions tous. Il a beaucoup entretenu le docteur sur la conduite du gouverneur à notre égard, sur ses perpétuelles vexations, etc., etc.

Sur les deux heures on est venu demander à l'Empereur s'il voulait recevoir le gouverneur. Il lui a donné une audience de près de deux heures, a parcouru sans se fâcher, disait-il, tous les objets en discussion. Il lui a récapitulé tous nos griefs, énuméré tous ses torts ; il a parlé tour à tour à sa raison, à son esprit, à ses sentiments, à son cœur. « Je l'ai mis à même de tout réparer, de retravailler à neuf, disait-il ; mais vainement, car cet homme est sans fibres : il n'en faut rien attendre. »

Le gouverneur l'avait assuré, disait l'Empereur, qu'en arrêtant le domestique de M. de Montholon, il avait ignoré qu'il fût à notre service ; il a ajouté qu'il n'avait point lu la lettre cachetée de M<sup>me</sup> Bertrand. L'Empereur lui a fait observer que sa lettre au comte Bertrand était tout à fait en dehors de nos mœurs, et tout à fait en opposition avec nos préjugés ; que si lui, Napoléon, étant simple général et confondu dans la vie privée, avait reçu de lui gouverneur une telle lettre, il se serait coupé la gorge avec lui ; qu'on n'insultait pas, sous peine de réprobation sociale, un homme aussi connu et

aussi vénéré sans doute en Europe, que devait l'être le grand-maréchal ; qu'il ne jugeait pas bien sa situation avec nous ; que tout ce qu'il faisait ici était déjà l'histoire ; que même la conversation de cet instant était l'histoire. Qu'il blessait chaque jour par sa conduite son propre gouvernement, sa propre nation, et qu'il pourrait lui en coûter avec le temps. Que son gouvernement le désavouerait à la fin, et qu'il resterait sur son nom une tache qui rejaillirait sur ses enfants. « Voulez-vous, lui disait l'Empereur, que je vous dise ce que nous pensons de vous ? Nous vous croyons capable de tout, *mais de tout* ; et tant que vous demeurerez avec votre haine nous demeurerons avec notre pensée. J'attends encore quelque temps, parce que j'aime à être sûr ; et je me plaindrai alors de ce que le plus mauvais procédé des ministres n'a point été de m'envoyer à Sainte-Hélène, mais bien de vous en avoir donné le commandement. Vous êtes pour nous un plus grand fléau que toutes les misères de cet affreux rocher. »

Le gouverneur répondait à tout cela qu'il allait rendre compte à son gouvernement ; qu'avec l'Empereur il apprenait du moins quelque chose, tandis qu'avec nous il ne faisait que s'aigrir, et que nous envenimions tout.

Du reste, au sujet des commissaires des puissances, que le gouverneur demandait à présenter à l'Empereur, l'Empereur les a refusés dans leur capacité politique ; mais il a dit au gouverneur qu'il les recevrait volontiers comme hommes privés ; qu'il n'avait d'éloignement pour aucun d'eux, pas même pour celui de France, *M. de Montchenu*, qui pouvait être un fort brave homme, qui avait été son



sujet dix ans, et qui, ayant été émigré, lui devait probablement à lui, Napoléon, le bienfait de sa rentrée en France; et puis, après tout, c'était un Français; que ce titre était ineffaçable pour lui qu'il n'était point d'opinion qui pût le détruire à ses yeux, etc.

Enfin, au sujet des bâtisses nouvelles à Longwood, dont la proposition avait été le grand objet de la visite du gouverneur, l'Empereur avait répondu qu'il n'en voulait point; qu'il préférait demeurer mal comme il était, que d'acheter un mieux très éloigné au prix de beaucoup de bruit et de remue-ménage; que les constructions dont il venait de lui parler demarquaient des années pour leur accomplissement, et qu'avant ce temps, ou nous ne vaudrions plus ce que nous coûtions, ou la Providence l'aurait délivré de nous, etc.

Sur les belles Italiennes. — M<sup>me</sup> G... — M<sup>me</sup>\*\*\* et Berthier.

Mercredi 17.

L'Empereur m'a fait appeler sur les deux heures; il a fait sa toilette et est sorti en calèche. M<sup>me</sup> de Montholon était de la partie: c'était sa première sortie depuis ses couches. La conversation a roulé particulièrement sur les Italiennes, leur caractère, leur beauté.

Le jeune général qui fit la conquête de l'Italie, y excita, dès le premier instant, tous les enthousiasmes et toutes les ambitions; l'Empereur se complaisait à l'entendre et à le redire. Il n'y avait pas de beauté surtout qui n'aspirât à lui plaire et à le toucher; mais ce fut en vain. « Mon âme était trop forte, disait-il, pour donner dans le piège :

sous les fleurs je jugeais du précipice. Ma position était des plus délicates, je commandais de vieux généraux; ma tâche était immense; des regards jaloux s'attachaient à tous mes mouvements; ma circonspection fut extrême. Ma fortune était dans ma sagesse; j'eus pu m'oublier une heure, et combien de mes victoires n'ont pas tenu à plus de temps. »

Plusieurs années après, lors du couronnement à Milan, la célèbre chanteuse G... attira son attention; les circonstances étaient moins austères: il la fit demander, et après le premier moment d'une prompte connaissance, elle se mit à lui rappeler qu'elle avait débuté précisément lors des premiers exploits du général de l'armée d'Italie. « J'étais alors, disait-elle, dans tout l'éclat de ma beauté et de mon talent. Il n'était question que de moi dans les vierges du soleil. Je séduisais tous les yeux, j'enflammais tous les cœurs. Le jeune général seul était demeuré froid, et pourtant lui seul m'occupait! Quelle bizarrerie, quelle singularité! Quand je pouvais valoir quelque chose, que toute l'Italie était à mes pieds, que je la dédaignais héroïquement pour un seul de vos regards, je n'ai pu l'obtenir; et voilà que vous les laissez tomber sur moi, aujourd'hui que je n'en vaud pas la peine, que je ne suis plus digne de vous! »

La fameuse M<sup>me</sup>\*\*\*\* était aussi dans la foule des Armides. Lasse de perdre son temps, elle se rabattit sur Berthier, qui, dès ce premier instant, ne vécut plus que pour elle. Le général en chef lui donna un jour (à Berthier) un diamant magnifique de plus de cent mille francs. « Tenez, lui dit-il, gardez cela; nous jouons souvent gros jeu; que



cela vous soit au besoin une poire pour la soif. » Vingt-quatre heures étaient à peine écoulées que M<sup>mo</sup> Bonaparte vint entretenir son mari d'un diamant qui faisait le sujet de son admiration. C'était la poire pour la soif qui avait déjà passé de la main de Berthier sur la tête de M<sup>mo</sup>\*\*\*. Celle-ci depuis, ajoutait Napoléon, n'a cessé de gouverner Berthier dans toutes les circonstances de sa vie.

L'Empereur, avec le temps, ayant comblé Berthier de richesses et d'honneurs, le pressait souvent de se marier. Berthier résistait toujours; M<sup>mo</sup>\*\*\* pouvait seule, disait-il, faire son bonheur. Mais cependant une duchesse de Bavière étant venue à Paris, dans l'espoir de se faire marier par l'Empereur, le fils de M<sup>mo</sup>\*\*\* fit connaissance avec elle. M<sup>mo</sup>\*\*\* crut faire merveille et travailler à la fortune de son fils tout en mariant son amant; elle décida donc Berthier à épouser cette princesse de Bavière. Mais il n'est point de sage projet dont ne se rie la fortune! disait l'Empereur; à peine le mariage était-il consommé que le mari de M<sup>mo</sup>\*\*\* vint à mourir et laissa sa femme libre. Ce fut alors pour elle et pour Berthier un vrai désespoir; ils étaient inconsolables. Berthier vint pleurer auprès de l'Empereur, qui l'envoya promener. Quel malheur était le sien! disait-il; avec un peu plus de constance, M<sup>mo</sup>\*\*\* aurait pu être sa femme! etc.

Faubourg Saint-Germain. — Aristocratie, démocratie. —

L'Empereur eût voulu épouser une Française.

Jeu*di* 19.

Sur les quatre heures, l'Empereur m'a fait demander; il se trouvait très faible; il s'était oublié

trois heures dans un bain fort chaud, et s'était fait une brûlure à la cuisse droite avec le robinet d'eau bouillante; il y avait lu deux volumes. Il s'est rasé et n'a pas voulu s'habiller.

A sept heures et demie, l'Empereur a commandé deux couverts dans son cabinet. Il s'est trouvé fort contrarié qu'on eût dérangé ses papiers pour faire usage de la table, les a fait remettre et a ordonné qu'on se servît d'une autre petite table.

Nous avons causé longtemps; il m'a remis sur des sujets qui lui reviennent souvent avec moi, et dans lesquels je dois tâcher de ne pas me répéter, d'autant plus qu'ils ont aussi bien des charmes pour moi. Nous avons beaucoup parlé de nos jeunes années, *de notre temps* de l'École militaire. De là, il est passé de nouveau aux écoles qu'il avait établies à Saint-Cyr et à Saint-Germain. Enfin, il est revenu sur l'émigration et sur ce qu'il appelle *nos encreûtes*. Il s'était animé, avait pris de la gaieté à la suite de quelques anecdotes que je lui citais du faubourg Saint-Germain, relatives à sa personne; et comme les plus petits objets s'agrandissent aussitôt qu'il les touche, il a dit : « Je vois bien que j'ai mal fait mes arrangements avec votre faubourg Saint-Germain : j'ai fait trop ou trop peu. J'ai fait assez pour mécontenter le parti opposé, et pas assez pour m'attacher tout à fait celui-là. Pour quelques-uns d'entre eux qui sont avides d'argent, la foule se fût contentée de hochets et de vent, dont j'eusse pu la gorger sans blesser au fond nos nouveaux principes. Mon cher, j'ai fait trop et pas assez, et cependant cela m'a fort occupé. Malheureusement j'étais le seul dans mes intentions; tout ce qui m'entourait les contrariait au lieu de les



servir, et pourtant il ne pouvait y avoir que deux grands partis à votre égard : celui d'*extirper* ou celui de *fusionner*. Le premier ne pouvait entrer dans ma pensée ; le second n'était pas facile, mais je ne le croyais pas au-dessus de mes forces. Et en effet, bien que nullement secondé, contrarié même, j'en étais venu à bout. Si je fusse demeuré, la chose se trouvait accomplie. Cela semblera prodigieux à celui qui sait juger du cœur des hommes et de l'état de la société. Je ne pense pas qu'on ait rien à citer de pareil dans l'histoire ; qu'on puisse montrer un aussi grand résultat obtenu en aussi peu de temps. J'en avais mesuré toute l'importance. Je devais compléter cette fusion, cimenter cette union à tout prix ; avec elle nous eussions été invincibles. Le contraire nous a perdus, et peut prolonger longtemps encore les malheurs, l'agonie, peut-être, de cette pauvre France. Je le répète de nouveau, j'ai fait trop ou trop peu : j'aurais dû m'attacher l'émigration à sa rentrée, l'aristocratie m'eût facilement adoré ; aussi bien il m'en fallait une ; c'est le vrai, le seul soutien d'une monarchie, son modérateur, son levier, son point résistant : l'État sans elle est un vaisseau sans gouvernail, un vrai ballon dans les airs. Or, le bon de l'aristocratie, sa magie, est dans son ancienneté, dans le temps ; et c'étaient les seules choses que je ne pusse pas créer ; mais je manquai d'intermédiaires. M. de Breteuil s'était insinué auprès de moi et m'y portait. M. de Talleyrand, au contraire, qui n'en était pas aimé sans doute, m'en éloignait de tous ses moyens. La démocratie raisonnable se borne à ménager à tous l'égalité pour prétendre et obtenir. La vraie marche eût été d'employer les

débris de l'aristocratie avec les formes et l'intention de la démocratie. Il fallait surtout recueillir les noms anciens, ceux de notre histoire : c'est le seul moyen de vieillir tout aussitôt les institutions les plus modernes.

« J'avais là-dessus des idées tout à moi. Si l'Autriche et la Russie eussent fait des difficultés, j'aurais épouser une Française; j'aurais choisi un des premiers noms de la monarchie, c'était même là ma première pensée, ma véritable inclination; mes ministres ne purent m'en empêcher qu'en imploquant la politique. Si j'eusse eu autour de moi des Montmorency, des Nesle, des Clisson, j'eusse fait épouser leurs filles aux souverains étrangers en les adoptant. Mon orgueil et mon plaisir eussent été d'étendre ces belles tiges françaises, si elles eussent été ou si elles se fussent données tout à fait à nous. Ils n'ont pas su me deviner! Eux et les miens n'ont vu en moi que des préjugés, lorsque j'agissais par les plus profondes combinaisons. Quoi qu'il en soit, les vôtres ont plus perdu en moi qu'ils ne pensent!... Ils sont sans esprit, sans connaissance de la véritable gloire. Par quel malheureux penchant ont-ils préféré d'aller se vautrer dans la fange des alliés, au lieu de me suivre sur la cime du Simplon pour y commander le respect et l'admiration du reste de l'Europe. Les insensés!... Au surplus, a-t-il continué, j'avais dans mon portefeuille, le temps seul m'a manqué, un projet qui m'eût rallié beaucoup de tout ce monde-là, et qui, après tout, n'eût été que juste. C'est que tout descendant d'ancien maréchal ou ministre, etc., etc., eût été apte, dans tous les temps, à se faire déclarer duc, en présentant la dotation requise. Tout fils de général,



de gouverneur de province, etc., eût pu en tout temps se faire reconnaître comte, et ainsi de suite. Ce qui eût avancé les uns, maintenu les espérances des autres, excité l'émulation de tous, et n'eût blessé l'orgueil de personne, grands hochets, tout à fait innocents, du reste, dans ma marche et mes combinaisons.

« Les nations vieilles et corrompues ne se gouvernent pas comme les peuples antiques et vertueux ; pour un aujourd'hui qui sacrifierait tout au bien public, il en est des milliers et des millions qui ne connaissent que leurs intérêts, leurs jouissances, leur vanité : or, prétendre régénérer un peuple en un instant et en poste, serait un acte de démence. Le génie de l'ouvrier doit être de savoir employer les matériaux qu'il a sous la main ; et voilà, mon cher, un des secrets de la reprise de toutes les formes monarchiques, du retour des titres, des croix, des cordons. Le secret du législateur doit être de savoir tirer parti même des travers de ceux qu'il prétend régir. Et après tout ici, tous ces colifichets présentaient peu d'inconvénients et n'étaient pas sans quelques avantages. Au point de civilisation où nous demeurons aujourd'hui, ils sont propres à appeler les respects de la multitude, tout en commandant aussi le respect de soi-même ; ils peuvent satisfaire la vanité du faible, sans effaroucher nullement les têtes fortes, etc. » Il était fort tard, et l'Empereur, en me congédiant, a dit : « Allons, mon cher, voilà encore une bonne soirée. »

*N. B.* Que de conversations de la sorte j'ai perdues par le manque de développements lors de la

première rédaction ! car il n'en était aucune, sur quelque sujet que ce fût, qui n'étincelât çà et là d'expressions et de traits forts remarquables. En me lisant on jouira peut-être de ce que l'on rencontrera ; moi, je ne sens, je ne songe qu'à ce que j'ai perdu ! Quand je consignais négligemment quelques lignes dans mon journal, j'avais l'esprit tout plein de l'ensemble qui devait être, selon mon intention, développé à peu de temps de là, et puis j'étais près de la source qui devait couler encore pour moi le lendemain. Aujourd'hui, le temps, les tourments, la douleur ont tout effacé ; cependant il ne se passe pas de jour qu'il ne revienne à ma mémoire quelques fragments épars, quelques idées, quelques phrases, quelques mots isolés ; mais où est leur place ? quel sera leur à propos ? Voilà l'objet d'un travail ; et quelque léger, quelque satisfaisant qu'il paraisse, il se trouve encore au-dessus de mes forces : mon état ne l'admet point.

Le feu prend à notre établissement. — Étiquette de Longwood.

Vendredi 19.

Le feu a pris, dans la nuit, à la cheminée du salon ; il n'a éclaté qu'au jour. Deux heures plus tôt l'établissement était consumé.

L'Empereur s'est promené, nous étions plusieurs autour de lui ; nous avons fait à pied le tour du parc.

Dans la route, la boucle de son soulier est venue à s'échapper, nous nous sommes précipités pour la remettre, le plus prompt a été le plus heureux. L'Empereur, qui ne l'eût pas permis aux Tuileries, s'y est prêté ici avec une espèce de satisfaction ; il



laissait faire, et nous lui savions gré de ne pas nous priver d'un acte qui nous honorait à nos propres yeux.

Ceci me conduisit à observer que je n'ai point encore parlé de nos manières habituelles auprès de sa personne, et je dois le faire d'autant plus que plusieurs journaux de Londres nous sont arrivés pleins de contes absurdes à ce sujet, qu'ils répandent en Europe, en affirmant que l'étiquette impériale était aussi rigoureusement observée à Longwood qu'aux Tuileries.

L'Empereur était constamment pour nous le meilleur et le plus paternellement familier des hommes. Pour nous, nous demeurions, vis-à-vis de lui, les plus attentifs, les plus respectueux des courtisans; nous cherchions en tout temps à deviner ses désirs; nous épiions tous ses besoins; à peine avait-il commencé un geste que nous étions déjà en mouvement.

Aucun de nous n'arrivait dans sa chambre sans avoir été appelé, et si l'on avait quelque chose d'important à lui communiquer, on faisait demander à être reçu. S'il se promenait avec nous en tête à tête, nul autre ne venait le joindre sans être appelé. Dans le principe, nous demeurions constamment chapeau bas auprès de sa personne, ce qui semblait étrange aux Anglais, qui avaient reçu l'ordre supérieur de se couvrir après l'avoir abordé. Ce contraste parut si ridicule à l'Empereur, qu'il nous commanda, une fois pour toutes, de ne pas faire autrement qu'eux. Nul, excepté les deux dames, ne s'asseyait devant lui qu'il ne l'eût ordonné. Jamais la parole ne lui était adressée sans son interpellation, à moins que la discussion ne fût engagée; et

toujours, et dans tous les cas, il gouvernait la conversation. Telle était l'étiquette de Longwood, purement, comme on voit, celle de nos souvenirs et de nos sentiments.

Au retour, l'Empereur a reçu et a questionné longtemps le *master* (maître d'équipage) du *Newcastle*.

L'incendie du salon et un billard qu'on établit dans la salle à manger nous ont fait dîner dans le cabinet topographique. Le dîner fini, nous avons été obligés de demeurer longtemps à table, faute d'autre pièce où nous pussions nous rendre. La conversation, du reste, a semblé y gagner; on s'est trouvé plus rapproché, mieux établi; on a causé davantage, plus facilement; la soirée a passé plus vite.

Dépôt de mendicité en France. — Projets de Napoléon sur l'Illirie. — Hôpitaux. — Enfants trouvés. — Prisonniers d'État. — Idées de l'Empereur.

Samedi 20.

L'Empereur m'a fait appeler dans la matinée; je l'ai trouvé lisant un ouvrage anglais qui traitait de la taxe des pauvres, de son immensité, de l'innombrable quantité d'individus à la charge de leurs paroisses; on n'y comptait que par millions d'hommes et centaines de millions d'argent.

L'Empereur craignait d'avoir mal lu, d'avoir fait un contre-sens; cela ne lui semblait pas possible, disait-il; il ne comprenait pas par quels vices il pouvait se trouver autant de pauvres dans un pays aussi riche, aussi industrieux, aussi plein de ressources pour le travail que l'Angleterre. Il comprenait encore moins par quelle merveille les proprié-



taires, surchargés de leurs effroyables taxes ordinaires et extraordinaires, pouvaient subvenir, en outre, aux besoins de cette multitude. « Mais nous n'avons rien de comparable chez nous, au centième, au millième, observait-il. Ne m'avez-vous pas dit que je vous avais envoyé en mission particulière dans les départements, au sujet de la mendicité? Voyons, combien avons-nous de mendiants? Que coûtaient-ils? Combien avais-je créé de maisons de mendicité? Que renfermaient-elles de reclus? Où en était l'extirpation? »

A cette foule de questions je me suis vu forcé de répondre qu'il s'était écoulé déjà bien du temps, que beaucoup d'autres objets avaient frappé depuis mon esprit; qu'il me serait impossible de répondre de mémoire; mais que j'avais précisément ce rapport dans mon peu de papiers, et qu'à la première fois qu'il daignerait m'appeler, je serais en état de le satisfaire. « Mais allez me le chercher tout de suite, a-t-il dit, les choses ne fructifient que quand elles sont appliquées à propos, et puis je l'aurai bientôt parcouru, *avec le pouce*, comme dit ingénieusement l'abbé de Pradt, bien qu'à vrai dire, je n'aime pas trop aujourd'hui à m'occuper de pareils objets: ils me rappellent la moutarde après dîner. »

En deux minutes ce rapport fut sous ses yeux. « Eh bien! me dit l'Empereur en fort peu de minutes aussi, car on eût dit réellement qu'il avait à peine feuilleté, eh bien! cela ne ressemble, en effet, en rien à l'Angleterre. Toutefois, notre organisation avait été manquée; je l'avais bien soupçonné, et c'est pour cela que je vous avais envoyé en mission. Votre rapport eût parfaitement répondu à mes vues. Vous abordez franchement la chose, en

honnête homme, sans craindre de déplaire au ministre en lui enlevant une foule de nominations.

« Il y a grand nombre de vos détails qui me plaisent. Pourquoi n'êtes-vous pas venu m'en parler vous-même? vous m'auriez satisfait, j'eusse appris à vous juger. — Sire, pour cette fois cela m'eût été impossible; nous étions déjà dans la confusion et l'encombrement causés par nos malheurs. — Vous y faites une observation très juste, vous posez une base incontestable; c'est que, dans l'état florissant où j'avais placé l'empire, il n'y avait nulle part de bras qui pussent manquer de travail. La paresse, les vices seuls pouvaient enfanter les mendiants.

« Vous pensez que leur extirpation totale était possible, moi aussi, et j'en étais convaincu. Votre levée en masse pour construire une vaste et unique prison par département, tout à la fois appropriée au repos de la société et au bien-être des reclus; votre idée d'en faire des monuments pour des siècles, eussent attiré mon attention. Cette gigantesque entreprise, son utilité, son importance, la durée de ses résultats, tout cela était dans mon genre.

« Quant à votre université du peuple, je crains bien que ce ne fût une belle chimère de philanthropie du pur abbé de Saint-Pierre, mon cher; toutefois, il y a du bon dans la masse de ces idées; mais il faudrait une autre force de caractère, une autre raideur de persévérance que nous n'en avons généralement pour faire arriver quelque chose à bien.

« Du reste, je vois ici et j'entends de vous journellement des idées que je ne vous soupçonnais pas, et ce n'est pas du tout ma faute; vous étiez



près de moi, que ne vous communiquiez-vous ? il ne m'était pas donné de deviner. Ces idées, eussiez-vous été ministre, et quelque chimériques qu'elles m'eussent paru tout d'abord, n'en eussent pas moins été accueillies, parce qu'il n'est pas, à mon avis, d'idéalités qui n'aient un résidu positif ; et que souvent un germe faux, à l'aide de régularisation, conduit à un résultat vrai. J'eusse mis à vos trousses des commissions qui auraient dépecé vos projets ; vous les auriez défendus par votre autorité, et moi, en connaissance de cause, j'eusse prononcé par mon propre jugement et ma seule décision. Tels étaient mon faire et mes intentions. J'ai donné l'élan à l'industrie, je l'ai mise en pleine marche par toute l'Europe ; j'eusse voulu en faire autant de toutes les facultés intellectuelles ; mais on ne m'a pas laissé de loisir ; il me fallait féconder au galop, et malheureusement trop souvent je ne jetais que sur du sable et dans des mains stériles.

« Quelles sont les autres missions que je vous ai données ? — Une en Hollande, une autre en Illyrie. — En avez-vous les rapports ? — Oui, Sire. — Allez me les chercher. » Mais je n'étais pas encore à la porte qu'il m'a dit : « Non, revenez, épargnez-moi plutôt de telles lectures !... Au fait, elles sont désormais sans objet. » Tout ce que me découvriraient là de telles paroles ! !...<sup>1</sup>.

Au sujet de l'Illyrie, l'Empereur a repris : « Ja-

<sup>1</sup> Quelque court que soit ce rapport sur la mendicité, quelque nécessaire qu'il semblât pour l'intelligence des observations de l'Empereur, et bien qu'il ne soit pas sans intérêt pour ceux qui s'occupent d'économie philanthropique, je me suis refusé à l'insérer ici, par égard pour le plus grand nombre de ceux qui viendraient à me lire.

mais, en acquérant l'Illyrie, mon intention n'avait été de la garder; jamais il n'entra dans mes idées de détruire l'Autriche : elle était, au contraire, indispensable à mes plans. Mais l'Illyrie dans nos mains était une avant-garde au cœur de l'Autriche, propre à la contenir; une sentinelle aux portes de Vienne pour forcer de marcher droit; et puis je voulais y introduire, y enraciner nos doctrines, notre administration, nos codes : c'était un pas de plus vers la régénération européenne. Je ne l'avais prise qu'en gage; je comptais la rendre plus tard contre la Galicie, lors du relèvement de la Pologne, que j'ai précipitée malgré moi. Au demeurant, j'ai eu plus d'un projet sur cette Illyrie; car j'en changeais souvent : j'avais peu d'idées véritablement arrêtées, et cela parce que je ne m'obstinais pas à maîtriser les circonstances, mais que je leur obéissais bien plutôt, et qu'elles me forçaient de changer à chaque instant; aussi la plupart du temps n'avais-je, à bien dire, pas de décisions, mais seulement des projets. Toutefois, après mon mariage surtout, l'idée dominante avait été d'en faire pour l'Autriche le gage et l'indemnité de la Galicie, lors du rétablissement, à tout prix, de la Pologne en couronne séparée, indépendante; et il m'importait peu sur quelle tête, amie, ennemie, alliée, pourvu que cela fût; le reste m'était égal. Mon cher, j'ai eu de vastes projets et en grand nombre, tous assurément bien dans l'intérêt de la raison et du bien-être de l'espèce humaine. On me redoutait à l'égal de la foudre; on m'accusait d'avoir une main de fer; mais dès qu'elle eût frappé le but, tout se serait radouci et pour tous. Que de millions d'êtres m'eussent béni alors et dans la



postérité ! Mais, il faut en convenir, que de fatalités se sont accumulées contre moi sur la fin de ma carrière ! Mon malheureux mariage, les perfidies qui en ont été la suite ; ce chancre de l'Espagne, sur lequel il n'y avait pas à revenir ; cette funeste guerre de Russie, qui m'est arrivée par malentendu ; cette effroyable rigueur des éléments, qui a dévoré toute une armée... et puis l'univers entier contre moi !... N'est-ce pas encore une merveille que j'aie pu y résister aussi longtemps, et que j'aie été plus d'une fois à l'instant de tout surmonter et de sortir de ce chaos plus puissant que jamais... O destinée des hommes !... ô sagesse ! ô prévoyance humaine !... » Et puis revenant brusquement à mon rapport, il m'a dit : « J'ai vu que vous aviez parcouru un grand nombre de départements ; votre mission a-t-elle été longue ? La course a-t-elle été agréable ? Y avez-vous bien profité ? Avez-vous beaucoup recueilli ? Jugeâtes-vous bien de l'état du pays, de celui de l'opinion, etc., etc.

« Je me rappelle à présent que je vous choisis précisément parce que vous reveniez de votre mission d'Illyrie, et que j'avais trouvé dans vos rapports des choses qui m'avaient frappé ; car c'est étonnant comme il me revient chaque jour à présent des choses qui, dans le temps, m'ont frappé en vous, et qui, par une fatalité singulière, se sont entièrement effacées dès le lendemain. Pour ces missions spéciales et de confiance, je me faisais présenter le décret avec les noms en blanc, que je remplissais de mon choix privé ; c'est moi qui vous aurai inscrit de ma main. »

« Sire, ai-je répondu, il n'exista peut-être jamais de mission plus agréable et plus satisfaisante sous

tous les rapports. Je la commençai avec les premiers jours du printemps; j'allai de Paris à Toulon, et de Toulon à Anvers en longeant les côtes et serpentant dans l'intérieur. Je fis près de treize cents lieues. Malheureusement, le temps fut bien court; le ministre, dans ses instructions, avait rigoureusement prescrit le terme de trois mois, de quatre au plus. Il me serait difficile de rendre dignement tout le charme, les jouissances, les avantages que me présenta un tel voyage. J'étais membre de votre Conseil, officier de votre maison; je portais vos couleurs; partout on ne vit en moi qu'un de vos *missi dominici*; partout je fus reçu, traité à l'avenant. Plus j'employai de circonspection, plus j'usai de modestie et de simplicité, me rendant moi-même auprès des hauts fonctionnaires qu'on m'avait donné le droit de mander près de moi, et plus je trouvai de déférence et d'obséquiosité. Pour un qui montrait de la défiance ou laissait percer quelque dépit ou jalousie, car j'ai appris depuis et d'eux-mêmes que mes titres de noble, d'émigré et de chambellan étaient trois réprobations pour certains; pour un, dis-je, qui me regardait de travers, il en était beaucoup d'autres qui n'hésitaient pas à courir au-devant d'objets sur lesquels j'eusse été loin de me permettre de les interroger. Ils aimaient à s'ouvrir à moi sans réserve, assureraient-ils, disant que le poste que j'occupais auprès du souverain leur offrait un intermédiaire favorable; que j'étais pour eux le confesseur auquel ils se fiaient pour transmettre leurs pensées les plus secrètes au *Très Haut*, etc., etc. Plus je les assurais qu'ils se méprenaient beaucoup sur ma situation et la nature de ma mission, plus ils se confirmaient



dans la pensée contraire. En si peu de temps quelle leçon pour moi sur les hommes ! Il n'était pas de ces hauts fonctionnaires qui ne différassent sur presque tous les objets, de vues, de moyens, d'intention ; et ils étaient tous pourtant des hommes d'élite, éprouvés, et généralement de beaucoup de mérite. Les particuliers aussi, me prenant pour un rayon de la Providence, s'adressaient à moi publiquement ou avec mystère. Que de choses j'appris ! Que de dénonciations ou de délations me furent faites ! Que d'abus locaux, que d'intrigues subalternes me parvinrent !

« Tout à fait neuf aux affaires, et jusque-là absolument étranger à l'administration, je mis à profit cette occasion unique de m'instruire. Je ne manquai pas de m'informer avec chacun de tous les objets et de tous les détails de sa partie. Je ne craignis pas de me montrer novice aux premiers, afin de pouvoir discuter avec les derniers en connaissance de cause.

« Ma mission spéciale, Sire, n'avait eu, il est vrai, d'autre objet que les dépôts de mendicité et les maisons de correction ; mais sentant tout le besoin de données propres à me rendre utile au Conseil d'État, et profitant des avantages de ma situation, j'y adjoignis, de mon chef, d'inspecter minutieusement les prisons, les hôpitaux, les bureaux et établissements de bienfaisance, etc., comme aussi de parcourir tous nos ports et de visiter toutes nos escadres.

« Quel magnifique ensemble me présenta le tableau que cette heureuse circonstance déroulait à mes yeux ! Partout la tranquillité la plus parfaite et une confiance entière dans le gouvernement ; tous

les bras, toutes les facultés, toutes les industries en mouvement; le sol resplendissant d'agriculture, c'était le plus beau moment de l'année; les routes admirables; des travaux publics presque partout: le canal d'Arles, le beau pont de Bordeaux, les travaux de Rochefort, les canaux de Nantes à Brest, à Rennes, à Saint-Malo; la fondation de Napoléon-Ville, calculée pour être la clef de toute la péninsule bretonne; les magnifiques travaux de Cherbourg, ceux d'Anvers; des écluses, des jetées ou autres améliorations dans la plupart des villes de la Manche: voilà l'esquisse de ce que je rencontrai.

« D'un autre côté, les ports de Toulon, Rochefort, Lorient, Brest, Saint-Malo, Le Havre, Anvers, présentaient une activité extraordinaire; nos rades se couvraient de vaisseaux dont le nombre s'accroissait chaque jour; nos équipages se formaient en dépit de tout obstacle; de nos jeunes conscrits on obtenait désormais de bons matelots. J'étais émerveillé, moi, l'ancienne marine, de tout ce que je voyais à bord de chaque vaisseau, tant étaient grands les progrès que l'art avait faits, et tant ils laissaient en arrière, sous tous les rapports et en toutes choses, ce que j'avais connu.

« Dans chaque rade, chaque escadre avait journellement son appareillage et ses exercices réguliers, comme les garnisons ont leur parade; et le tout se passait à la vue et sous le canon des Anglais, qui s'en moquaient sans prévoir le péril qui les menaçait; car jamais, à aucune époque, notre marine n'avait été plus formidable, ni nos vaisseaux plus nombreux; nous en comptions déjà à flot ou en construction au delà de cent, et nous les augmentions journellement. Les officiers étaient pleins



d'instruction, de zèle, d'ardeur et d'impatience. Avant d'avoir vu tout cela, je ne m'en doutais assurément pas; je ne l'eusse même pas cru, si l'on me l'eût raconté.

« Quant aux dépôts de mendicité, l'objet spécial de ma mission, vos intentions, Sire, avaient été mal comprises, le but tout à fait manqué. Non seulement la mendicité, dans la plupart des départements, n'avait point été détruite, elle n'avait pas même été entamée : c'est que plusieurs préfets, loin de faire des dépôts un épouvantail pour *les mendiants*, n'y avaient vu qu'un refuge pour *les pauvres*; au lieu de présenter la réclusion comme un châtiment, ils la faisaient solliciter comme un asile : aussi le sort des reclus pouvait-il être envié par les paysans laborieux du voisinage. On eût de la sorte couvert la France de pareils établissements, qu'on eût trouvé à les remplir, et qu'on n'en eût pas eu moins de mendiants, qui d'ordinaire s'en font une profession, et l'exercent par goût. Toutefois, je pus voir que l'extirpation de cette lèpre était très possible, et il suffisait de quelques départements, où les préfets avaient mieux vu la chose, pour s'en convaincre. Il en était où elle avait presque entièrement disparu.

« Une observation qui frappe tout d'abord, c'est que, toutes choses d'ailleurs égales, la mendicité est beaucoup plus rare dans les parties pauvres et stériles, beaucoup plus commune dans les provinces fertiles et abondantes; comme aussi elle est infiniment plus difficile à extirper dans les endroits où le clergé a été plus riche et plus puissant. Dans la Belgique, par exemple, on voyait des mendiants se faire honneur de leur profession, se vanter de

l'exercer depuis plusieurs générations ; c'étaient là leurs titres à eux ; là aussi la mendicité avait ses quartiers. — Mais je n'en suis pas étonné, a repris l'Empereur, le nœud de cette grande affaire est tout entier dans la stricte séparation du *pauvre* qui commande le respect, d'avec le *mendiant* qui doit exciter la colère : or, nos travers religieux mêlent si bien ces deux classes, qu'ils semblent faire de la mendicité un mérite, une espèce de vertu ; qu'ils la provoquent en lui présentant des récompenses célestes : au fait, les mendiants ne sont ni plus ni moins que des *moines au petit pied* ; tellement que dans leur nomenclature se trouvent les moines mendiants. Comment de telles idées ne porteraient-elles pas la confusion dans l'esprit, et le désordre dans la société ? On a canonisé grand nombre de saints dont le grand mérite apparent était la mendicité. On semble les avoir placés dans le ciel pour ce qui, en bonne police, n'eût dû leur valoir sur la terre que le châtiment et la réclusion ; ce qui n'eût pas empêché, du reste, qu'ils ne méritassent le ciel. Mais continuez.

— « Sire, ce ne fut pas sans émotion que je suivis les détails des établissements de bienfaisance. En contemplant toute la sollicitude, les soins, l'ardente charité de tant de belles âmes, je pus voir que nous étions loin de le céder en quoi que ce fût à aucun peuple ; que seulement nous y mettions moins d'ostentation, moins d'art peut-être à nous faire valoir ; le Midi surtout, le Languedoc particulièrement, faisait remarquer un surcroît de zèle et de ferveur dont on aurait peine à se faire une juste idée : partout, les hôpitaux, les hospices étaient nombreux et généralement bien tenus. Les enfants



trouvés avaient décuplé depuis la Révolution ; je ne manquai pas de prononcer aussitôt que c'était l'effet de la démoralisation du temps ; mais on me fit observer, et une attention soutenue me convainquit, qu'on devait ce résultat, au contraire, à des causes très consolantes. Jadis, me dit-on, les enfants trouvés étaient si mal soignés, si mal nourris, si mal tenus, que toute leur population était chétive, malingre, expirante ; sur dix, il en périssait toujours sept à neuf ; tandis qu'aujourd'hui la nourriture, la propreté, les soins de toute espèce, sont tels qu'on les sauve presque tous, et qu'ils montrent une enfance magnifique : ainsi ils ne se sont multipliés que de leur propre conservation. La vaccine aussi y a contribué dans un rapport immense. On prend aujourd'hui un tel soin de ces enfants, qu'il en est provenu un abus singulier ; il arrive à des mères, même aisées, d'exposer leurs enfants ; puis elles se présentent à l'hospice, s'offrant charitablement de prendre un nourrisson chez elles : c'est le leur qu'elles reprennent, mais avec un petit salaire. Le tout se fait par compérages des agents mêmes, et souvent pour procurer une légère pension à l'un des siens. Un autre abus de ce genre, non moins singulier encore, que je rencontrai en Belgique, était des inscriptions prises longtemps à l'avance pour être reçu à l'hôpital. Un jeune couple, tout en se mariant, obtenait de se faire inscrire pour des places qui lui écherraient de droit à quelques années de là : c'était une portion de la dot. — Jésus ! Jésus ! s'est écrié ici l'Empereur, levant les épaules en riant, et puis faites des règlements et des lois !... — Mais quant aux prisons, Sire, c'était presque universellement un tableau

d'horreur et de véritable misère, la partie honteuse de nos départements; de vrais cloaques infects, des réduits abominables, qu'il m'a fallu parfois traverser en courant, ou dont j'étais repoussé en dépit de tous mes efforts. Autrefois en Angleterre j'avais visité certaines prisons, et je m'étais permis de rire de l'espèce de luxe qu'elles présentaient; mais ici c'était bien autre chose, et je me sentais indigné de l'excès contraire. Il n'est pas de fautes, on pourrait même dire de crimes, qui ne se trouvent déjà assez punis par un tel séjour; et en sortant, il ne doit certainement plus demeurer, en toute justice, que peu ou point à expier, et pourtant, ce n'est là encore que la demeure de simples prévenus; car pour les condamnés, les vrais coupables, les grands scélérats, ils avaient leurs prisons spéciales, les maisons de correction, où ils étaient peut-être trop bien, car là encore, le journalier vertueux pouvait trouver à envier, et faire une comparaison injurieuse à la Providence et à la société. Toutefois, un inconvénient frappant se faisait remarquer encore dans ces maisons de correction; c'était l'amalgame, la fréquentation habituelle de toutes les classes de condamnés, dont les uns n'y devant rester qu'une année, pour des fautes moins graves, tandis que d'autres y étant pour quinze, vingt ans, pour toute leur vie, à cause d'horribles forfaits, il devait nécessairement en résulter bientôt une espèce de niveau moral, non par l'amélioration des scélérats, mais bien plutôt par l'aggravation des moins coupables.

« Ce qui encore me frappa fort dans la Vendée et ses alentours, fut que les fous y étaient en nombre décuple peut-être que dans d'autres parties



de l'empire; comme aussi les dépôts de mendicité et autres lieux de réclusion y présentaient des individus retenus comme vagabonds, ou qui pouvaient le devenir, n'ayant point de parents, ignorant leur origine, ayant été recueillis dès leur enfance sans qu'on sût d'où ils venaient. Quelques-uns avaient sur leurs personnes des blessures dont ils ignoraient le principe, les ayant reçues sans doute au berceau. On a laissé passer le temps de tirer parti de ces individus, qui n'ont jamais reçu aucune idée sociale. On ne sait plus aujourd'hui qu'en faire. — Ah! s'est écrié l'Empereur, voilà bien la guerre civile, et son effroyable cortège; voilà ses inevitables résultats; ses fruits assurés! Si quelques chefs y font fortune et se tirent d'affaire, la poussière de la population est toujours foulée aux pieds; aucun des maux ne lui échappe!

— « Au demeurant je trouvai dans l'ensemble de ces établissements un bon nombre d'individus qu'on me dit, à tort ou à raison, être des prisonniers d'État, des détenus de la haute, moyenne et basse police.

« J'écoutai tous ces prisonniers, je reçus leurs plaintes, j'acceptai toutes leurs pétitions, sans néanmoins rien promettre; je n'en avais pas le droit; et puis je sentais fort bien que n'entendant que leur propre témoignage, je ne devais trouver aucun coupable. Toutefois, à l'exception de quelques scélérats reconnus, la masse véritablement ne méritait au plus que les jugements de police correctionnelle.

« Dans les prisons de Rennes, je trouvai parmi eux un enfant de douze à quatorze ans, qui y avait été amené à l'âge de quelques mois seulement, avec une compagnie de *chauffeurs*; ceux-ci furent tous

exécutés dans le temps, et l'enfant y était toujours demeuré depuis, faute de décision à son égard. Qu'on juge de son moral ! il n'a jamais vu, connu, entendu que des scélérats ! c'était la seule race dont il eût le droit de soupçonner l'existence.

« Au Mont Saint-Michel, une femme, dont j'ai oublié le nom, attira particulièrement mon attention. D'assez bonne mine, d'un extérieur doux, d'un maintien modeste, elle se trouvait détenue depuis quatorze ans, ayant pris dans le temps une part très active aux troubles de la Vendée, y ayant constamment accompagné son mari, chef d'un bataillon d'insurgés, en ayant même pris le commandement après sa mort. La misère et les pleurs l'avaient flétrie. Elle dut me trouver un air bien sévère durant son récit : je l'affectais pour cacher l'émotion qu'elle me causait. Ses mœurs douces et ses autres mérites lui avaient créé une espèce d'empire sur les femmes grossières et dépravées dont elle se trouvait entourée. Elle s'était vouée au soin des malades de la prison : on lui avait confié l'infirmier, et tous la chérissaient.

« A cette femme près, à quelques prêtres et à deux ou trois anciens espions chouans, le reste n'était plus que de la turpitude, et ne montrait que des saletés dégoûtantes ou grotesques.

« C'était un mari jouissant de quinze mille livres de rente, enfermé évidemment par les seules intrigues de sa femme, à la façon des anciennes lettres de cachet ; c'étaient des filles publiques, me disant être renfermées, non en punition de leur facilité pour tous, mais bien par le dépit de leur manque de complaisance pour un seul. Elles me mentaient ou non ; mais devaient-elles être hono-



rées pourtant du titre de prisonnières d'État, coûter deux francs par jour, et concourir à rendre le gouvernement odieux et ridicule. Enfin, dans une ville de la Belgique, c'était un malheureux qui avait épousé une de ces rosières que les municipalités dotaient dans les grandes occasions : il était enfermé pour avoir volé, disait-on, la dot, parce qu'il avait négligé de la gagner : on s'obstinait à exiger qu'il acquittât cette dette importante ; lui s'obstinait à s'y refuser. Peut-être lui demandait-on l'impossible, etc., etc.

« Aussitôt de retour à Paris, je fus trouver M. Réal, préfet de police de l'arrondissement que je venais de parcourir. Je me faisais un devoir, lui disais-je, de venir lui communiquer *officieusement* ce que j'avais recueilli. Je dois lui rendre justice, soit qu'il ne demandât qu'à savoir, soit que ma bonne foi le touchât, soit peut-être encore, Sire, la magie toujours influente de vos couleurs, il me remercia, assurant que je lui rendais un vrai service, et me promettant qu'il allait immédiatement *adoucir* et *redresser* ; ce furent ses expressions. Mais à quelques jours de là, me rencontrant dans une assemblée, il me dit avec une peine apparente : — Eh bien ! voilà une malheureuse affaire bien défavorable à votre amazone (c'était l'événement et l'échauffourée du général Mallet). Ce que j'aurais cru pouvoir faire de mon chef il y a quelques jours, je ne puis désormais me le permettre sans une décision supérieure. — Et je ne sais pas ce qui en arriva. »

L'Empereur s'est arrêté quelque temps sur les abus que je venais d'exprimer, puis il a conclu :  
« D'abord, mon cher, pour procéder régulière-

ment, il faudrait savoir si l'on vous a dit vrai; il faudrait entendre contradictoirement ceux qui sont accusés; ensuite, il est vrai de confesser tout bonnement que les abus sont inhérents à toute société humaine. Voyez que presque tout ce dont vous vous plaignez se trouve commis précisément par ceux-là même qui avaient charge expresse de l'empêcher. Le moyen de remédier à cela, quand on ne peut pas voir partout? car il existe comme une espèce de réseau étendu sur les lieux abaissés, qui enveloppe la petite multitude. Il faut qu'une maille se rompe, un hasard tel que celui qui y a conduit quelqu'un comme vous, pour qu'il en remonte quelque chose à la haute région. Aussi un de mes rêves, nos grands événements de guerre accomplis et soldés, de retour à l'intérieur, en repos et respirant, eût été de chercher une demi-douzaine ou une douzaine de vrais bons philanthropes, de ces braves gens ne vivant que pour le bien, n'existant que pour le pratiquer; je les eusse disséminés dans l'empire, qu'ils eussent parcouru en secret pour me rendre compte à moi-même: ils eussent été les *espions de la vertu*! Ils seraient venus me trouver directement; ils eussent été mes confesseurs, mes directeurs spirituels; et mes décisions avec eux eussent été mes bonnes œuvres secrètes. Ma grande occupation, lors de mon entier repos, eût été, du sommet de ma puissance, de m'occuper à fond d'améliorer la condition de toute la société; j'eusse prétendu descendre jusqu'aux jouissances individuelles; et s'il n'eût pas suffi de mon naturel pour m'y porter, le calcul encore serait venu m'y décider; car après tant de gloire acquise, quel autre moyen me restait d'en acquérir encore? et c'est



parce que je savais très bien que toute cette fourmillière d'abus devait exister, parce que je voulais sauver ou rendre plus difficiles les tyrannies subalternes et intermédiaires, que j'avais imaginé, pour notre temps de crise, mon organisation des prisons d'État. — Oui, Sire, mais elle fut loin de faire fortune dans nos salons, et ne contribua pas peu à vous rendre impopulaire. Nous criâmes de tous côtés aux *nouvelles Bastilles*, au renouvellement des *lettres de cachet*. — Je le sais bien, a dit l'Empereur, cela fut répété par toute l'Europe, et me rendit odieux. Et pourtant, voyez quel peut être l'empire des mots, envenimés encore par la mauvaise foi ! Le tout vint principalement de la gaucherie du titre de mon décret, qui me passa par distraction ou autrement ; car au fond je soutiens que cette loi était un grand bienfait, et rendait en France la liberté individuelle plus complète, plus assurée qu'en aucun autre pays de l'Europe.

« Après les crises dont nous sortons, a-t-il dit, avec les factions qui nous avaient divisés, les complots qui avaient été tramés, ceux qu'on tramait encore, des emprisonnements étaient indispensables, et ils n'étaient qu'un bienfait, car ils remplaçaient l'échafaud. Or, je voulus rendre ces emprisonnements légaux, je voulus les enlever au caprice, à l'arbitraire, à la haine, aux vengeances. Nul, par ma loi, ne pouvait plus être emprisonné, détenu comme prisonnier d'État, sans la décision de mon conseil privé. Seize personnes le composaient, les premières, les plus indépendantes, les plus distinguées de l'État. Quelle petite passion eût osé se compromettre avec un tel tribunal ? Moi-même ne m'étais-je pas là interdit de la sorte la

faculté d'une arrestation capricieuse? Nul ne pouvait être détenu que pour une année, sans une nouvelle décision du conseil privé; il suffisait de quatre voix sur seize pour amener sa libération. Deux conseillers d'État allaient entendre ces prisonniers, et se trouvaient dès lors leurs avocats zélés au conseil privé. Ces prisonniers avaient de plus pour eux la commission de la liberté individuelle du sénat, dont on n'a ri que parce qu'elle ne faisait point d'étalage de ses efforts et de ses résultats; mais elle a rendu de grands services; car ce serait bien peu connaître les hommes que d'imaginer que les sénateurs, qui n'avaient rien à attendre des ministres, et qui rivalisaient d'importance avec eux, n'eussent pas fait usage de leurs prérogatives pour les importuner ou leur rompre en visière vis-à-vis de moi, s'ils en eussent trouvé une occasion flagrante. De plus, j'avais donné la surveillance des prisonniers et la police des prisons aux tribunaux, ce qui paralysait dès l'instant tout l'arbitraire des autres branches de l'administration et de ses nombreux agents subalternes<sup>1</sup>.

« Après de telles précautions, je n'hésite pas à prononcer que, par la signature de ce décret, la liberté civile se trouvait assurée en France autant

1. On trouve sur les prisons d'État un article spécial et développé, au tome I<sup>er</sup>, p. 165 des *Mémoires de Napoléon*, publiés par les généraux Montholon et Gourgaud; Paris, Bossange frères, 1823. Je pourrais m'autoriser souvent aujourd'hui du témoignage de ce précieux recueil; et ce n'est pas une petite satisfaction pour moi, à mesure que les volumes paraissent, que de retrouver dans les propres dictées de Napoléon, qui, n'ayant eu lieu qu'après mon départ de Sainte-Hélène, m'étaient conséquemment inconnues, une foule d'objets que je me trouve avoir saisis au vol dans ses conversations, et avoir reproduits fidèlement, avec une concordance parfaite.



que possible. On méconnut ou on feignit de méconnaître la vérité; car nous autres Français il faut que nous murmurions de tout et toujours.

« Le vrai est que, lors de ma chute, les prisons d'État ne renfermaient guère que deux cent cinquante individus, et que j'en avais trouvé neuf mille en arrivant au consulat. Qu'on parcoure la liste de ce qu'on a dû y trouver, et que l'on cherche les causes et le motif de leur détention, on verra qu'il n'en est presque aucun qui n'eût mérité la mort, qui ne l'eût trouvée par un jugement, pour qui conséquemment la détention ne fût de ma part qu'un bienfait. Pourquoi ne publie-t-on rien contre moi aujourd'hui à ce sujet? Où donc sont les grands griefs qu'on me reproche? C'est qu'en effet il ne se trouve rien. Si quelques-uns des prisonniers sont venus depuis se vanter auprès du roi des souffrances qu'ils avaient éprouvées à cause de leurs efforts en sa faveur, ne prononcent-ils pas là eux-mêmes leur arrêt et ma justification? car ce qui peut être une vertu aujourd'hui aux yeux du roi, était alors incontestablement un crime sous moi, et ce n'est que parce que je répugnais à du sang, pour des crimes politiques, et que tels procès n'eussent fait que maintenir l'agitation, l'incertitude au sein de la patrie, que je commuai la peine en simple détention.

« Je le répète, les Français, à mon époque, ont été les plus libres de toute l'Europe, sans en excepter même les Anglais; car, en Angleterre, si une crise vient à faire suspendre l'*habeas corpus*, tout individu est passible de la prison par la seule volonté des ministres, sans qu'ils aient à en justifier les motifs ou à en donner la raison. Ma loi était

bien autrement limitée. Et puis enfin, a-t-il terminé, si en dépit de mes bonnes intentions, si, malgré tous mes soins, il existait encore tout ce que vous venez de dire, et beaucoup d'autres choses sans doute, c'est qu'il n'est pas si aisé que l'on pense d'établir le bien. Ce qu'il y a de bien remarquable, c'est que tous les pays qu'on a séparés de nous ont regretté les lois avec lesquelles je les ai gouvernés : c'est là un hommage rendu à leur supériorité. Le vrai, le seul moyen de me condamner victorieusement sur le mal qu'elles ont présenté, serait de pouvoir montrer autre part quelque chose de meilleur ! De nouveaux temps succèdent ; on verra, etc., etc. »

Sur les cinq heures, le grand-maréchal qui sortait de chez l'Empereur m'a dit qu'il me demandait. L'Empereur n'était pas sorti de la journée. Je l'ai trouvé considérant le nouveau billard. Il a craint qu'il ne fût trop humide pour sortir ; il s'est mis à faire quelques parties d'échecs en attendant le dîner. Dans la soirée, il nous a lu *Atrée et Thyeste*, de Crébillon. Cette pièce nous a paru horrible, nous l'avons trouvée dégoûtante et nullement tragique. L'Empereur n'a pu l'achever.

Sur l'Égypte. — Saint-Jean-d'Acre. — Le désert. —  
Anecdotes, etc.

Dimanche 21.

Vers les trois heures, l'Empereur a demandé sa calèche, m'a fait appeler, et nous avons marché ensemble jusqu'au fond du bois, où il avait ordonné à la calèche de venir le joindre. J'avais à lui communiquer de petits détails qui lui étaient personnels. . . . .



Dans le cours de la promenade, nous avons aperçu des bâtimens qui arrivaient.

Au dîner, l'Empereur s'est trouvé fort causant. Il venait de travailler à sa campagne d'Égypte, qu'il avait laissée quelque temps, et qu'il nous avait dit devoir être aussi intéressante qu'un épisode de roman. Au sujet de sa pointe sur Saint-Jean-d'Acre, il disait : « C'était pourtant bien audacieux que d'avoir osé se placer ainsi au milieu de la Syrie avec seulement douze mille hommes. J'étais, continuait-il, à cinq cents lieues de Desaix, qui formait l'autre extrémité de mon armée. Sidney Smith a raconté que j'avais perdu dix-huit mille hommes devant Saint-Jean-d'Acre ; or, mon armée n'était que de douze mille hommes. Un petit échappé du collège, à ce qu'il paraît, n'entendant rien à ce qu'il décrit, ne sachant que faire quelques phrases, et voulant sans doute gagner quelque argent, frère pourtant de quelqu'un que j'ai comblé, qui faisait partie de mon Conseil d'État, vient de publier sur cet événement quelque chose qui m'a passé aujourd'hui sous les yeux, et qui m'irrite par sa niaiserie et la mauvaise teinte qu'il essaie de répandre sur la gloire et les travaux de cette armée, etc.

« Si j'avais été maître de la mer, j'eusse été maître de l'Orient ; et la chose était si possible, que cela n'a tenu qu'à la stupidité ou à la mauvaise conduite de quelques marins.

« Volney, voyageant en Egypte avant la Révolution, avait écrit qu'on ne pourrait occuper ce pays sans trois grandes guerres : contre l'Angleterre, le Grand-Seigneur et les habitants. La dernière surtout lui paraissait difficile et terrible. Il s'est trompé tout à fait à l'égard de celle-ci, car elle n'a été

rien pour nous. Nous étions même venus à bout d'avoir, en peu de temps, les habitants pour amis, et d'avoir mêlé leur cause à la nôtre.

« Une poignée de Français avait donc suffi pour conquérir ce beau pays, qu'ils n'eussent jamais dû perdre ! Nous avions vraiment accompli des prodiges de guerre et de politique ! Notre affaire n'avait rien de commun avec les anciennes croisades : les croisés étaient innombrables et mus par le fanatisme ; mon armée, au contraire, était fort petite, et les soldats si peu passionnés pour leur entreprise, qu'ils furent tentés souvent, dans le principe, d'enlever leurs drapeaux et de revenir. Toutefois, j'étais venu à bout de les réconcilier avec le pays, où il y avait abondance de toutes choses, et à si bon marché, que je fus un moment tenté de les mettre à la demi-solde, pour leur conserver l'autre moitié en réserve. Je m'étais acquis un tel empire sur eux, qu'il m'eût suffi d'un simple ordre du jour pour les rendre mahométans. Ils n'eussent fait qu'en rire ; la population eût été satisfaite, et les chrétiens de l'Orient eux-mêmes eussent cru leur cause gagnée ; ils nous eussent approuvés, pensant que nous ne pouvions pas faire mieux pour eux et pour nous.

« Les Anglais ont frémi de nous voir occuper l'Égypte. Nous montrions à l'Europe le vrai moyen de les priver de l'Inde. Ils ne sont pas encore bien rassurés ; et ils ont raison. Si quarante ou cinquante mille familles européennes fixent jamais leur industrie, leurs lois et leur administration en Égypte, l'Inde sera aussitôt perdue pour les Anglais, bien plus encore par la force des choses que par celle des armes ».



Dans le cours de la soirée, le grand-maréchal a rappelé à l'Empereur une de ses conversations avec le mathématicien *Monge*, à Cutakié, au milieu du désert. « Que vous semble de tout ceci, citoyen *Monge* ? disait Napoléon. — Mais, citoyen général, répondait *Monge*, je pense que si jamais on voit ici autant de voitures qu'à l'Opéra, il faudra qu'il se soit passé de fameuses révolutions sur le globe ». L'Empereur riait beaucoup à ce souvenir. Il avait pourtant alors sur les lieux, disait-il, une voiture à six chevaux. C'était assurément la première qui eût traversé le désert de la sorte ; aussi elle étonnait fort les Arabes.

L'Empereur disait que le désert avait toujours eu pour lui un attrait particulier. Il ne l'avait jamais traversé sans une certaine émotion. C'était pour lui l'image de l'immensité, disait-il ; il ne montrait point de bornes, n'avait ni commencement ni fin ; c'était un océan de pied ferme. Ce spectacle plaisait à son imagination. Et il se complaisait à faire observer que Napoléon veut dire *lion du désert* !...

L'Empereur disait encore que quand on le sut en Syrie, on avait arrangé au Caire qu'on ne le reverrait jamais ; et il racontait alors le vol et l'effronterie d'un petit Chinois qu'il avait à son service. « C'était un petit nain, difforme, dont Joséphine, disait-il, s'était engouée dans le temps à Paris. Il était le seul Chinois en France, et dès lors elle avait dû l'avoir derrière sa voiture. Elle le promena en Italie ; mais comme il la volait, elle ne savait plus qu'en faire. Pour l'en débarrasser, je le pris avec moi dans mon expédition d'Egypte. C'était toujours le reporter à la moitié de son che-

min, que de le jeter en Égypte. Toutefois, ce petit monstre avait au Caire l'intendance de ma cave ; je n'eus pas plutôt passé le désert, qu'il vendit, et à vil prix, deux mille bouteilles de vin de Bordeaux délicieux, ne cherchant qu'à faire de l'argent, dans la persuasion que je ne reviendrais jamais. Quand on annonça mon retour, il ne se déconcerta nullement ; il courut au-devant de moi, et me découvrit en serviteur fidèle, disait-il, la dilapidation de mon vin, qu'il attribuait effrontément à tous ceux qu'il lui plut d'accuser. La fourberie était si peu soutenable, qu'il fut en un instant conduit à s'avouer lui-même le coupable. On me pressait fort de le faire pendre ; je ne le fis point, parce qu'en toute justice il eût donc fallu en faire autant de tous les habits brodés qui avaient sciemment acheté et bu le vin. Je me contentai de le chasser et de l'expédier pour Suez, où il devint ce qu'il a voulu ».

Je dois observer à ce sujet qu'ici nous avons pu croire un moment à un rapprochement bien singulier. Il y a quelques mois qu'il nous fut dit que dans l'un des bâtiments de la Chine qui passaient alors, retournant en Europe, se trouvait un Chinois disant avoir servi l'Empereur en Égypte. L'Empereur alors s'était écrié que c'était son petit voleur, celui dont je viens de raconter l'histoire ; mais ce n'était au vrai qu'un cuisinier de Kléber.

L'Empereur, plus gai que de coutume, a terminé brusquement la conversation en se tournant vers M<sup>me</sup> Bertrand : « Hé bien ! Madame, quand serez-vous à votre logement des Tuileries ? lui a-t-il demandé en riant. Quand donnerez-vous vos beaux dîners d'ambassadeurs ? Mais vous serez obligée, du moins assure-t-on, de changer vos ameuble-



ments, vous les trouverez passés. » Alors on en est venu tout naturellement au grand luxe dont nous avons été témoins sous l'Empereur.

Avis paternel, etc. — Conversation remarquable. — Cagliostro; Mesmer; Gall; Lavater, etc. — L'organisation cranologique de Napoléon une vraie merveille selon Gall.

Lundi 22.

L'Empereur est entré dans ma chambre sur les dix heures, et m'a pris pour marcher avec lui. Au retour, nous avons tous déjeuné dehors. Le temps était magnifique, la chaleur forte, mais bienfaisante. L'Empereur a demandé sa calèche; deux de nous étaient avec lui; le troisième, à cheval, suivait à côté; le grand-maréchal n'a pu venir. L'Empereur est revenu sur quelques bouderies qui avaient eu lieu il y avait quelques jours. Il a analysé notre position, nos besoins : « Vous êtes destinés, nous disait-il, en rentrant dans le grand monde un jour, à vous y trouver *frères* à cause de moi. Ma mémoire vous le commandera. Soyez-le donc dès aujourd'hui ! » Il peignait alors le bien que nous pourrions nous créer, les peines que nous pourrions tromper, etc., etc. C'était tout à la fois une leçon de famille, de morale, de sentiment et de conduite. Elle eût dû être écrite en lettres d'or. Il a parlé près de cinq quarts d'heure : je ne pense pas que cette leçon soit jamais oubliée par aucun de nous. Pour moi, j'aurai toujours présents, non seulement les principes et les paroles, mais encore le son de voix, l'expression, le geste, et, par-dessus tout, le cœur qui les exprimait.

Vers les cinq heures, l'Empereur est entré dans ma chambre, où je travaillais avec mon fils le cha-

pitre d'Arcole. Il avait quelque chose à me dire. Je l'ai suivi dans le jardin, où par la suite il est revenu longuement sur sa conversation de la calèche...

Le dîner se passe à présent dans l'ancien cabinet topographique, contigu au cabinet de l'Empereur, et à l'ancien logement du ménage Montholon, dont on a fait une bibliothèque assez propre, à l'aide des livres et de quelques boiseries venues dernièrement d'Angleterre.

Les traces de l'incendie dans le salon se réparant lentement, nous sommes contraints de demeurer à table, dans notre nouvelle salle à manger, jusqu'à ce que l'Empereur se retire. C'est, du reste, au grand profit de la conversation.

L'Empereur aujourd'hui était fort causant. On parlait de rêves, de pressentiment, de prévisions, ce que les Anglais appellent *double sight* (double vue). Nous avons débité tous les lieux communs qu'amènent d'ordinaire ces objets, jusqu'à parler de sorciers et de revenants. L'Empereur a conclu : « Toutes ces charlataneries et tant d'autres, telles que celles de Cagliostro, Mesmer, Gall, Lavater, etc., se détruisent par ce seul raisonnement, bien simple pourtant : *Tout cela peut être, mais cela n'est pas.*

« L'homme aime le merveilleux, disait-il; il a pour lui un charme irrésistible, il est toujours prêt à quitter celui dont il est entouré, pour courir après celui qu'on lui forge. Il se prête lui-même à ce qu'on le trompe. Le vrai c'est que tout est merveille autour de nous. Il n'est point de phénomène proprement dit; tout est phénomène dans la nature : mon existence est un phénomène; le bois qu'on met dans la cheminée et qui me chauffe, est



un phénomène ; la lumière que voilà, et qui m'éclaire, est un phénomène ; toutes les causes premières, mon intelligence, mes facultés, sont des phénomènes ; car tout cela est, et nous ne savons le définir. Je vous quitte ici, continua-t-il, me voilà à Paris, entrant à l'Opéra ; je salue les spectateurs, j'entends les acclamations, je vois les acteurs, j'entends la musique. Or, si je puis franchir la distance de Sainte-Hélène, pourquoi ne franchirais-je pas la distance des siècles ? Pourquoi ne verrais-je pas l'avenir comme le passé ? L'un serait-il plus extraordinaire, plus merveilleux que l'autre ? Non ; mais seulement, cela n'est pas. Voilà le raisonnement qui détruira toujours, sans réplique, toutes les merveilles imaginaires. Tous ces charlatans disent des choses fort spirituelles ; leurs raisonnements peuvent être justes, ils séduisent ; seulement la conclusion est fausse, parce que les faits manquent.

« *Mesmer* et le mesmérisme ne se sont jamais relevés du rapport de Bailly, au nom de l'Académie des sciences. Mesmer produisait des effets sur une personne, en la magnétisant en face. Cette même personne, magnétisée par derrière, à son insu, n'éprouvait plus rien. C'était donc de sa part une erreur de son imagination, une faiblesse des sens : c'était le somnambule qui, la nuit, court sur les toits sans danger, parce qu'il ne craint pas ; le jour il se casserait le cou, parce que ses sens se troubleraient.

« J'entrepris un jour, disait-il, à une de mes audiences publiques, le charlatan *Puységur*, sur sa somnambule. Il voulut le prendre très haut ; je le terrassai par ces seuls mots : Si elle est si savante, qu'elle nous dise quelque chose de neuf. Dans deux

cents ans, les hommes auront fait bien des progrès; qu'elle en spécifie un seul. Qu'elle dise ce que je ferai dans huit jours. Qu'elle fasse connaître les numéros qui sortiront demain à la loterie, etc.

« J'en fis de même pour *Gall*; j'ai beaucoup contribué à le perdre. Corvisart était son grand sectateur: lui et ses semblables ont un grand penchant pour le matérialisme: il accroîtrait leur science et leur domaine. Mais la nature n'est point si pauvre. Si elle était si grossière que de s'annoncer par des formes extérieures, nous irions plus vite en besogne, et nous serions plus savants. Ses secrets sont plus fins et plus délicats, plus fugitifs; jusqu'ici ils échappent à tout. Un petit bossu se trouve un grand génie; un grand bel homme n'est qu'un sot. Une large tête à grosse cervelle n'a parfois pas une idée, tandis qu'un petit cerveau se trouvera d'une vaste intelligence. Et voyez l'imbécillité de *Gall*: il attribue à certaines bosses des penchants et des crimes qui ne sont pas dans la nature, qui ne viennent que de la société et de la convention des hommes: que devient la bosse du vol s'il n'y avait point de propriétés? la bosse de l'ivrognerie, s'il n'existait point de liqueurs fermentées? celle de l'ambition, s'il n'existait point de société?

« Il en est de même de cet insigne charlatan *Lavater*, avec ses rapports du physique et du moral. Notre crédulité est dans le vice de notre nature; il est en nous de vouloir aussitôt nous parer d'idées positives, lorsque nous devrions, au contraire, nous en garantir soigneusement. A peine voyons-nous les traits d'un homme, que nous voulons prétendre connaître son caractère. La sagesse



serait d'en repousser l'idée, de neutraliser ces circonstances mensongères. Un tel m'a volé; il avait les yeux gris; depuis, je ne verrai plus d'yeux gris, sans l'idée, la crainte du vol; c'est une arme qui m'a blessé, et que je redoute partout où je la vois; mais sont-ce bien les yeux gris qui m'ont volé? La raison, l'expérience, et j'ai été dans le cas d'en faire une grande pratique, montrent que tous ces signes extérieurs sont autant de mensonges; qu'on ne saurait trop s'en garantir, et qu'il n'est réellement d'autre moyen de juger et de connaître sûrement les hommes, que de les voir, de les essayer, de les pratiquer. Après tout cela, il se rencontre des figures tellement hideuses, il faut l'avouer (et il en a cité une qui nous a tous fait rire, celle du gouverneur), que la raison la plus forte est mise d'abord en fuite, et que la condamnation se prononce en dépit de toute cette raison même. »

*N.-B.* Le docteur Gall, dont il vient d'être question, trompant les prévisions de l'Empereur, a triomphé de ses premiers échecs, et n'en a point conservé de rancune, ou a préféré du moins la faire céder aux applications de sa doctrine. Il a dit, répété et même écrit, je crois, que la contexture cranologique de Napoléon était ce qu'il avait vu de plus extraordinaire, et qu'elle tenait du merveilleux. Dans l'étude réfléchie qu'il en avait faite, ses principes l'avaient porté à soupçonner que cette tête avait dû croître et grossir fort tard, même après la virilité; et poursuivant avec opiniâtreté cette vérification, il en était arrivé à recueillir du chapelier de l'Empereur la connaissance précieuse, qu'aussi tard que sous l'Empire on avait été obligé

d'altérer en effet et d'accroître la forme du chapeau de Sa Majesté.

*Accumulation singulière de contrariétés, etc.*

Mardi 23.

Sur les trois heures, l'Empereur est entré dans ma chambre. Il voulait se promener. Je l'ai suivi ; il avait la figure sombre ; il souffrait depuis la veille. La grande chaleur, durant son tour de calèche, lui avait fait mal. Il a vu de dehors une nouvelle porte que l'on pratiquait ; elle eût changé tout l'intérieur du cabinet topographique et de l'ancien logement de M<sup>me</sup> de Montholon. On ne lui en avait pas parlé ; il en a été vivement contrarié, et faisant appeler sur-le-champ celui qui l'avait ordonnée, les mauvaises raisons que celui-ci a données n'ont fait que le contrarier davantage ; il lui a commandé vivement d'aller la faire refermer à l'instant même. Nous avons voulu marcher ; mais il était dit que ce soir il serait poussé à bout, que tout concourrait à lui donner de l'humeur ; des Anglais se sont trouvés sur son passage ; il les a évités presque avec de la colère, me disant que bientôt il ne serait plus possible de mettre le pied dehors. A deux pas de là, le docteur l'a joint pour lui faire part, assez gauchement, de quelques arrangements qu'on projetait pour lui, Napoléon, et il lui demandait son avis. Or, on lui parlait là d'une des choses qui lui répugnaient peut-être davantage. Il a évité de répondre, chose qui lui était ordinaire contre les inconvénients ; mais cette fois c'était avec une humeur marquée ; il a gagné la calèche et y est monté ; mais sur notre route se sont trouvés encore



des officiers anglais, et alors il a commandé subitement une autre direction, et au galop.

Cependant la nouvelle ouverture faite à la maison, sans qu'il lui en eût été rien dit, et qu'il trouvait si gauche, lui pesait encore sur le cœur : il allait l'alléger en s'en prenant gaiement à la femme de celui qui l'avait dirigée, laquelle se trouvait dans la calèche. « Ah ! vous voilà, a-t-il dit ; vous êtes sous ma main, c'est vous qui porterez la peine : le mari a fait la faute, c'est la femme qui sera bourrée : heureux cette fois l'absent ! » Mais au lieu d'abonder dans ce sens, qui n'avait que de la grâce, sans le moindre inconvénient, et dont le résultat eût été certain, la femme s'en est tenue toujours à vouloir inopportunément excuser son mari, à reproduire des raisons qui ne faisaient que ramener l'humeur. Enfin, pour combler la mesure, l'un de nous, en découvrant les tentes du camp, lui a appris que les évolutions et les manœuvres de la veille étaient en réjouissance d'une des grandes victoires anglaises en Espagne, et que cela allait d'autant moins à ce régiment, qu'il y avait à peu près péri. Il était facile de lire dans les yeux de l'Empereur tout ce qu'il éprouvait d'un tel sujet de conversation. Toutefois « un régiment ne périt jamais devant l'ennemi, monsieur, il s'immortalise ! » a été toute sa réponse ; il est vrai qu'elle était faite sèchement.

Moi, je méditais en silence sur cette cumulation de contrariétés, frappant ainsi à coups redoublés dans aussi peu de temps. Je trouvais l'instant précieux pour un observateur, j'évaluais le supplice qu'elles devaient créer, et j'admirais le peu que l'Empereur en laissait échapper. Je me disais : Voilà

pourtant *l'homme intraitable, le tyran*. L'on eût dit qu'il m'avait deviné, car en descendant de la caleche, et nous trouvant deux pas en avant, il m'a dit à mi-voix : « Si vous aimez à étudier les hommes, apprenez jusqu'où peut aller la patience, et tout ce qu'on peut dévorer ! »

En arrivant, il a demandé du thé ; je ne lui en avais jamais vu prendre. M<sup>mo</sup> de Montholon occupait pour la première fois son nouveau salon : il a voulu le voir, a observé qu'elle serait bien mieux que nous tous ; il a fait apporter les échecs, a demandé du feu, et a joué successivement avec plusieurs de nous. Peu à peu il est revenu à sa situation naturelle. Nous avons atteint l'heure du dîner, où il a mangé un peu, ce qui l'a remis tout à fait. Il s'est livré alors à la conversation ; est revenu de nouveau sur ses premières années, qui ont toujours du charme pour lui. Il a beaucoup parlé de ses anciennes connaissances, de la difficulté qu'après son élévation, quelques-unes ont eue à pénétrer jusqu'à lui, et il a observé que si on ne pouvait franchir le seuil de son palais, c'était assurément bien en dépit de lui-même ; « et que devait-ce donc être, disait-il, avec les autres souverains ? » etc., etc.

En causant de la sorte, nous avons atteint onze heures, sans que l'Empereur ni aucun de nous s'en fût aperçu.

M<sup>mo</sup> de B..... — Détails, etc. — Anecdotes de l'émigration.

Mercredi 24.

Aujourd'hui l'Empereur a essayé le billard qui venait d'être placé ; puis il est sorti pendant quel-



ques instants ; le temps était fort humide, il est rentré presque aussitôt.

Avant le dîner, l'Empereur me faisant causer dans sa chambre sur l'émigration, le nom de M<sup>me</sup> de Balbi, laquelle avait été dame d'atours de Madame et fort en évidence au commencement de nos affaires, a été prononcé. Sur quoi l'Empereur a dit : « Mais cette M<sup>me</sup> de Balbi n'était-elle pas une très méchante femme ? — Assurément non, ai-je répondu : bien au contraire, c'est la meilleure femme du monde, de beaucoup d'esprit, et d'un excellent jugement. — Eh bien ! a dit l'Empereur, elle doit avoir beaucoup à se plaindre de moi. Voilà le malheur des faux rapports : on me l'a fait fort mal traiter. — Oui, Sire, vous l'avez rendue très malheureuse. M<sup>me</sup> de Balbi n'existait que pour le charme de la société, et vous l'avez bannie de Paris, et confinée dans la province, où je l'ai rencontrée dans une de mes missions, avalant sa langue d'ennui, et ne maudissant pourtant pas Votre Majesté, sur laquelle je la trouvais raisonnable. — Et bien, pourquoi n'êtes-vous pas venu me tirer d'erreur ? — Ah ! oui, Sire, vous nous étiez si peu connu, pour ce que je vous connais à présent, que je ne l'eusse pas osé pour moi-même. Mais voici un mot de M<sup>me</sup> de Balbi, à Londres, au fort de notre émigration, qui vous la fera plus connaître que tout ce que je pourrais dire. Au moment de votre arrivée au consulat, quelqu'un venant de Paris, se trouvait chez elle à une petite réunion ; il devint bientôt accidentellement l'homme de la fête, par tous les détails qu'il était en état de nous donner d'un lieu et de choses qui nous intéressaient si fort. Et comme on le questionnait sur

le consul. — Il ne peut vivre longtemps, répondit-il, *jaune à faire plaisir* : ce fut son mot ; et s'animant par degrés, il porta pour santé : A la mort du premier consul ! — Oh, l'horreur ! s'écria aussitôt M<sup>me</sup> de Balbi, à la mort d'un homme ! fi donc ! voici qui vaudra mieux : A la santé du roi !

« — Eh bien ! je répète que je l'ai fort mal traitée, disait l'Empereur, et sur les rapports que l'on m'en faisait. On me l'avait représentée comme intrigante, se mêlant de politique et surtout comme fort adonnée au sarcasme, et cela me rappelle un mot qu'on lui prête peut-être, et qui ne m'a frappé du reste que parce qu'il était spirituel. Un personnage distingué <sup>1</sup>, qui s'occupait fort d'elle, me disait-on, s'étant avisé de jalousie, ce dont elle se justifiait très bien, et ne se tenant pas pour battu, lui répondit, qu'après tout, elle devait bien savoir que la femme de César ne devait pas même être soupçonnée. A quoi M<sup>me</sup> de Balbi trouva plaisant de riposter aussitôt, que les deux petites lignes reçues renfermaient deux graves erreurs ; car il était notoire à tous qu'elle n'était pas sa femme, et que lui n'était pas César. »

Après le dîner, l'Empereur nous a lu une partie du *Dissipateur* et du *Glorieux* ; il les a interrompus par dégoût : ils ne lui présentaient pas assez d'intérêt. Il souffrait beaucoup de son côté droit ; c'était le résultat de l'humidité qui l'avait frappé le matin à sa promenade, et nous n'étions pas sans crainte que ce ne fût un symptôme de la maladie ordinaire dans ces climats brûlants.

En rentrant chez moi, j'ai trouvé une lettre de

1. Louis XVIII.



Londres, avec un paquet de quelques effets de toilette. Il venait d'arriver un bâtiment de guerre d'Angleterre : c'était le *Griffon*.

L'Empereur reçoit des lettres des siens. — Conversation avec l'amiral. — Commissaires des alliés, etc., etc.

Jeudi 25.

Sur les neuf heures, j'ai reçu du grand-maréchal, pour remettre à l'Empereur, trois lettres qui étaient pour lui. Elles venaient de Madame Mère, de la princesse Pauline et du prince Lucien. Cette dernière était dans une à moi, que le prince Lucien m'adressait de Rome, le 6 mars. J'en ai reçu aussi deux de mon agent d'affaires de Londres.

L'Empereur a passé toute la matinée à lire les papiers du 25 avril au 13 mai : ils contenaient la mort de l'impératrice d'Autriche, la prorogation des Chambres en France, l'acquiescement de Cambrone, la condamnation du général Bertrand, etc. Il a dit beaucoup de choses sur chacun de ces objets.

Sur les trois heures, l'amiral Malcolm a fait demander à être présenté à l'Empereur. Il lui apportait les journaux des *Débats* jusqu'au 13 mai. L'Empereur m'a dit de le lui amener, et a causé avec lui près de trois heures. Il plaît fort à l'Empereur, qui l'a traité, du premier instant, avec beaucoup d'abandon et de bonhomie, tout à fait comme une ancienne connaissance. L'amiral s'est trouvé entièrement dans son sens sur une foule d'objets : il avouait que l'évasion de Sainte-Hélène était extrêmement difficile, et ne voyait aucun inconvénient à donner l'île entière ; il trouvait

absurde qu'on n'eût pas mis l'Empereur à Plantation-House ; il sentait, mais depuis qu'il était ici seulement, avouait-il, que la qualification de général pouvait être injurieuse ; il trouvait que lady Loudon avait été ridicule ici, qu'elle ferait rire d'elle à Londres : il pensait que le gouverneur avait de bonnes intentions sans doute, mais qu'il ne savait pas faire. Les ministres, disait-il, avaient eu de l'embarras avec l'Empereur, et non de la haine ; ils n'avaient su qu'en faire. En Angleterre, il eût été et il demeurerait encore un épouvantail pour le continent ; il eût été une arme trop dangereuse et trop puissante entre les mains de l'opposition, etc. Du reste, il craignait, disait-il, que toutes ces circonstances ne pussent nous retenir longtemps ici ; et il assurait que l'intention des ministres était qu'à l'évasion près, on comblât Napoléon à Sainte-Hélène, etc. Tout cela était rendu d'une manière si convenable, que l'Empereur discutait la chose avec lui sans plus de chaleur que si elle lui avait été étrangère.

Un moment, l'Empereur l'a visiblement ému, lorsqu'au sujet des commissaires alliés, il lui a exprimé l'impossibilité de les recevoir. « Enfin, monsieur, lui a-t-il dit, vous et moi nous sommes hommes ; j'en appelle à vous. Se peut-il que l'Empereur d'Autriche, dont j'ai épousé la fille, qui a sollicité ce mariage à genoux, auquel j'ai rendu deux fois sa capitale, qui retient ma femme et mon fils, m'envoie son commissaire sans une seule ligne pour moi, sans un petit bout de bulletin de la santé de mon fils ? Puis-je bien le recevoir ? avoir quelque chose à lui dire ? Il en est de même de celui d'Alexandre, qui a mis de la gloire à se dire



mon ami, contre lequel je n'ai eu que des guerres politiques, et non des querelles personnelles. Ils ont beau être souverains, nous n'en sommes pas moins hommes ; je ne réclame pas d'autre titre en ce moment ! Ne devraient-ils pas tous avoir un cœur ? Croyez, monsieur, que quand je répugne au titre de général, il ne peut m'offenser : je ne le décline que parce que ce serait convenir que je n'ai pas été empereur ; et je défends ici plus l'honneur des autres que le mien. Je défends l'honneur de ceux avec qui j'ai été, à ce titre, en rapport, en traité, en alliance de sang et de politique. Le seul de ces commissaires que je puisse recevoir peut-être, serait celui de Louis XVIII, qui ne me doit rien : ce commissaire a été longtemps mon sujet, il ne fait que marcher avec les circonstances indépendantes de lui, aussi le recevrais-je demain, si je ne craignais les mauvais contes qu'on ferait sans doute, et les sottises couleurs dont on ne manquerait pas de peindre cette circonstance, etc. »

Après dîner, l'Empereur est revenu encore sur l'époque de son consulat, sur les nombreuses conspirations dont il avait été l'objet, sur les personnes célèbres de cette époque, etc., etc. J'ai déjà mentionné ces objets en grande partie plus haut. La conversation a duré jusqu'à une heure du matin, ce qui était pour nous un extraordinaire.

Cour de l'Empereur. — Dépenses, économies, chasses, écuries, pages, service d'honneur, etc., etc.

Vendredi 26 au dimanche 28.

Notre vie accoutumée : sur le milieu du jour, le tour en calèche ; le soir, la conversation.

Le 27, l'Empereur a reçu un moment un

colonel, parent de Walsh-Serrant, venant du Cap sur le *Haycomb*, et repartant le lendemain pour l'Europe. Il avait été gouverneur de Bourbon dont il nous a fort entretenus, et sous des rapports agréables.

Après le dîner, la conversation a été sur l'ancienne et la nouvelle cour, leurs arrangements, leurs dépenses, leur étiquette, etc. J'ai déjà parlé ailleurs de la plupart de ces choses, dont beaucoup n'ont été que renouvelées ici. J'en supprime ce qui ne serait que pure répétition.

La cour de l'Empereur était bien plus magnifique, sous tous les rapports, que tout ce qu'on avait vu jusque-là, et cependant, disait-il, elle coûtait infiniment moins. La suppression des abus, l'ordre et la régularité dans les comptes, faisaient cette grande différence. Sa chasse, à quelques particularités près, inutiles ou ridicules, observait-il, comme celle du faucon et autres, était aussi splendide, aussi nombreuse, aussi bruyante que celle de Louis XVI, et elle ne lui coûtait annuellement, assurait-il, que quatre cent mille francs, tandis qu'elle revenait au roi à sept millions. Il en était de même de la table : l'ordre et la sévérité de Duroc, disait l'Empereur, avaient accompli des prodiges sur ce point. Sous les rois, les palais ne demeuraient point meublés, on transportait les mêmes meubles d'un palais à l'autre ; on n'en fournissait point aux gens de la cour ; c'était à chacun à s'en pourvoir. Sous lui, au contraire, il n'y avait personne en service qui ne se trouvât, dans la chambre qui lui était assignée, aussi bien et mieux que chez lui, pour tout ce qui était nécessaire ou convenable.



L'écurie de l'Empereur lui coûtait trois millions ; les chevaux revenaient, en somme, à trois mille francs l'un dans l'autre par an. Un page coûtait de six à huit mille francs : cette dernière dépense, observait-il, était la plus forte, peut-être, du palais ; aussi pouvait-on vanter l'éducation qu'on leur donnait, les soins qu'on en prenait. Toutes les premières familles de l'empire sollicitaient d'y placer leurs enfants ; et elles avaient raison, disait l'Empereur.

Quant à l'étiquette, l'Empereur disait qu'il était le premier qui eût séparé le *service d'honneur* (expression imaginée sous lui) du service des besoins. Il avait mis de côté tout ce qui était sale et réel, pour y substituer ce qui n'était que nominal et de pure décoration. « Un roi, disait-il, n'est pas dans la nature ; il n'est que dans la civilisation. Il n'en est point de nu ; il n'en saurait être que d'habillé, etc. »

L'Empereur disait qu'on ne saurait être plus sûr que lui de la nature et de la comparaison de tous ces objets, parce qu'ils avaient été tous arrêtés par lui, et sur les procès-verbaux des temps passés, où il n'avait fait qu'élaguer le ridicule, et conserver ce qui pouvait être bon, etc.

La conversation s'était prolongée au delà de onze heures. Elle avait été assez gaie, et l'Empereur a encore observé, en nous quittant, qu'il fallait, après tout, que nous fussions une bonne pâte de gens, pour pouvoir nous contenter ainsi à Sainte-Hélène.

Nouvelle méchanceté du gouverneur, etc. — Projet désespéré  
du Corse Santini.

Lundi 29.

Le temps s'est mis au mauvais depuis quelques jours; l'Empereur a profité d'un instant pour visiter une tente que l'amiral lui a fait élever très galamment par les gens de sa frégate, depuis qu'il l'a entendu, dans la conversation, se plaindre de n'avoir pas d'ombrage ici, et de ne pouvoir demeurer hors de sa chambre. L'Empereur a parlé à l'officier et aux gens qui la terminaient en cet instant, et a commandé de faire donner un napoléon à chacun des matelots.

Aujourd'hui nous avons appris que le dernier bâtiment avait apporté, à l'adresse de l'Empereur, un ouvrage sur les affaires du temps, par un membre du parlement, nous a-t-on dit. Il était envoyé par l'auteur même, et sur la reliure était en lettres d'or : *A Napoléon-le-Grand*. Cette circonstance a porté le gouverneur à retenir l'ouvrage, sévérité qui, de sa part, contraste étrangement avec son empressement à nous avoir prêté des libelles qui s'expriment si inconvenablement sur l'Empereur.

Pendant le dîner, l'Empereur, fixant un œil sévère sur l'un de ses gens, a dit, au grand étonnement de nous tous : « Comment, brigand, tu voulais tuer le gouverneur !... Misérable !... Qu'il te revienne de pareilles idées, et tu auras affaire à moi ; tu verras comme je te traiterai. » Et, s'adressant à nous, il a dit : « Messieurs, voilà Santini qui voulait tuer le gouverneur. Ce drôle allait nous faire là une belle affaire ! Il m'a fallu toute mon autorité, toute ma colère pour le retenir. »

Pour l'intelligence de ceci, je dois dire que San-



tini, jadis huissier du cabinet de l'Empereur, et que son extrême dévouement avait porté à suivre son maître pour le servir, disait-il, sous quelque titre que l'on voulût, était un Corse qui sentait profondément et s'exaltait avec facilité. Exaspéré au dernier point par tous les mauvais traitements du gouverneur, ne pouvant tenir aux outrages qu'il voyait prodiguer à l'Empereur, aigri de voir sa santé en dépérir, gagné lui-même par une mélancolie noire, il avait cessé, depuis quelque temps, tout service de l'intérieur; et, sous prétexte de procurer quelques oiseaux pour le déjeuner de l'Empereur, il semblait ne plus s'occuper que de chasser dans le voisinage. Dans un moment d'abandon, il confia à Cypriani, son compatriote, qu'il avait le projet, à l'aide de son fusil à deux coups, de tuer le gouverneur et de s'expédier ensuite lui-même. Le tout, disait-il, pour délivrer la terre d'un monstre.

Cypriani, qui connaissait le caractère de son compatriote, effrayé de sa résolution, en fit part à plusieurs autres du service, et tous se réunirent pour prêcher Santini; mais leur éloquence, loin de l'adoucir, ne semblait que l'irriter. Ils prirent alors le parti de tout découvrir à l'Empereur, qui le manda sur-le-champ en sa présence: « Et ce n'est, me disait-il plus tard, que par autorité *impériale, pontificale*, que j'ai pu venir à bout de terrasser la résolution de ce gaillard-là. Voyez un peu l'esclandre qu'il allait causer! J'aurais donc encore passé pour le meurtrier, l'assassin du gouverneur. Et, au fait, il eût été bien difficile d'ôter une telle pensée de la tête de bien des gens! etc. »

L'Empereur nous a lu après dîner la *Mort de*

*Pompée*, que les journaux disaient occuper beaucoup Paris en ce moment par ses allusions. Et, à ce sujet, on a répété encore qu'on y avait été obligé de défendre Richard, observant qu'assurément au 5 et 6 octobre, Louis XVI eût été loin d'imaginer qu'on fût jamais dans le cas de le proscrire pour le compte d'un autre. « C'est que les choses ont bien changé ! » a dit l'Empereur.

Mardi 30.

L'Empereur, après quelques tours dans le jardin, est entré chez le général Gourgaud, où il s'est occupé longtemps, le compas et le crayon à la main, à arrêter les dimensions de la côte de Syrie et du plan de Saint-Jean-d'Acre, dont il l'a chargé. En marquant quelques points autour de Saint-Jean-d'Acre, il disait : « J'ai passé là de bien mauvais moments ! »

Le soir, *le Mariage de Figaro*, qui nous a amusés et intéressés beaucoup plus que nous ne nous y attendions. C'était la révolution déjà en action, disait l'Empereur en fermant le livre.

*Mélanie*, de La Harpe. — Religieuses. — Couvents. — Trapistes. — Clergé français.

Mercredi 31.

Le temps a été épouvantable ; à peine l'Empereur a-t-il pu, sur les trois heures, gagner le salon de M<sup>me</sup> de Montholon. Il y a lu quelque temps *les Mille et une Nuits*, qu'il a trouvés sous sa main ; et jetant ensuite les yeux sur un volume du *Moniteur* que travaille en ce moment M. de Montholon, et qui se trouvait ouvert aux négociations pour un



armistice maritime en 1800, il s'y est enseveli plus d'une heure.

Après dîner, l'Empereur a lu d'abord *la Mère coupable*, à laquelle nous avons trouvé de l'intérêt, et puis *Mélanie*, de La Harpe, qu'il a trouvée méchamment conçue et fort mal exécutée. « Une déclamation boursouflée, disait-il, tout à fait dans l'esprit du temps, bâtie sur des calomnies à la mode, et des faussetés absurdes. Quand La Harpe écrivait cette pièce, un père n'aurait certainement pas eu le pouvoir de forcer sa fille à être religieuse; jamais l'autorité n'y eût donné les mains. Cette pièce, jouée au moment de la révolution, n'a dû son succès qu'au travers d'esprit du moment. Aujourd'hui que la passion est tombée, elle ferait pitié. La Harpe n'a fait que de fausses peintures : il ne fallait point attaquer des institutions vicieuses avec des instruments vicieux. »

L'Empereur disait que La Harpe avait tellement manqué son but, vis-à-vis de lui, que tout son intérêt était pour le père, et sa mauvaise humeur contre la fille. Il ne l'avait jamais vu jouer qu'il ne fût tenté de se lever de sa loge, et de crier à la fille : « Dites seulement non, et nous vous soutenons tous ici; chaque citoyen sera votre défenseur. »

Il disait qu'étant au régiment il avait assisté à maintes prises d'habit. « C'était une cérémonie fort suivie par les officiers, et qui nous irritait fort, disait-il, surtout si les demoiselles étaient jolies. Nous accourions, et tendions nos oreilles longues d'une aune. Si elles eussent dit *non*, nous les eussions enlevées l'épée à la main. Il est donc faux qu'on employât la violence, mais seulement on

employait les séductions : on enjôlait peut-être ces religieuses à la manière des recrues. Le fait est qu'elles avaient à passer, avant de conclure, par les religieuses, la supérieure, le directeur, l'évêque, l'officier civil, et enfin les spectateurs. Le moyen que tout cela se fût entendu pour concourir à un crime ! »

L'Empereur disait qu'il était contraire aux couvents en général, comme inutiles, et d'une oisiveté abrutissante. Pourtant, d'un autre côté, disait-il encore, il y avait certaines choses à dire en leur faveur. Les tolérer, astreindre leurs membres à être utiles, ne reconnaître que des vœux annuels, était, selon lui, le meilleur *mezzo termine*, et c'est ce qu'il avait fait.

L'Empereur se plaignait de n'avoir pas eu le temps de compléter aucune de ses institutions. Aux maisons de Saint-Denis et d'Ecouen, il s'était proposé de joindre un certain nombre de chambres pour servir d'asile et d'hospice à des veuves de militaires ou à des femmes âgées, etc., etc. « Et puis, il fallait convenir encore, ajoutait-il, qu'il était des caractères, des imaginations de toutes sortes ; qu'on ne devrait pas contraindre les travers mêmes, quand ils n'étaient pas nuisibles ; qu'un empire comme la France pouvait et devait avoir quelques hospices de fous appelés *trappistes*. » Au sujet de ceux-ci, il faisait la remarque que s'il venait dans la pensée d'un homme d'infliger les pratiques qu'ils observent, assurément elles passeraient, et à juste titre, pour la plus abominable des tyrannies, et que pourtant elles peuvent faire les délices de celui qui se les impose volontairement. Voilà l'homme, ses bizarreries, ou sa folie !... II



disait qu'il avait permis les moines du Mont-Cenis ; mais ceux-ci du moins, ajoutait-il, étaient utiles, très utiles, on pourrait même dire héroïques.

L'Empereur avait dit dans son Conseil d'Etat, lors de l'organisation de l'Université : « Ma pensée est que les moines seraient de beaucoup les meilleurs corps enseignants, s'il était possible de les maîtriser, de les soustraire à un chef étranger. J'ai du penchant pour eux, avait-il ajouté. J'aurais peut-être eu la puissance de les rétablir ; mais ils me l'ont rendu impossible. Je ne fais rien pour le clergé, qu'il ne me donne aussitôt lieu de m'en repentir. Ce n'est pas que je me plaigne précisément du vieux clergé, j'en suis même assez content ; mais on élève les nouveaux prêtres dans une doctrine sombre, fanatique, il n'y a rien de gallique dans le jeune clergé.

« Je n'ai rien à dire contre les anciens, les vieux évêques ; ils se sont montrés reconnaissants de ce que j'avais fait pour la religion ; ils ont répondu à mes espérances.

« Le cardinal *de Boisgelin* était un homme d'esprit, un homme de bien, qui m'avait loyalement adopté.

« L'archevêque de Tours, *Barral*, homme de beaucoup d'instruction, et qui nous a fort servis dans nos différends avec le pape, m'est toujours demeuré fort attaché.

« Le digne cardinal *du Belloy*, le bon archevêque *Roquelaure* m'affectionnaient sincèrement.

« Je n'avais fait nulle difficulté de mettre l'évêque *Beausset* au nombre des dignitaires de l'Université, et je ne doute pas qu'il ne fût un de

ceux qui s'y conduisaient le plus sincèrement dans mes intentions.

« Tous ces anciens évêques eurent ma confiance et nul ne la trompa. Ce qu'il y a de singulier, c'est que ceux dont j'ai eu à me plaindre sont précisément ceux que j'avais faits moi-même, tant il n'est que trop vrai que l'onction sainte, en nous attachant au domaine du Ciel, ne nous délivre pas des infirmités de la terre, de ses travers, de ses vilenies, de ses turpitudes, etc., etc. »

La conversation s'est arrêtée ensuite sur le manque de prêtres en France, sur l'obligation de les engager à seize ans, et la difficulté ou même l'impossibilité d'en trouver à vingt et un, etc., etc.

L'Empereur voulait qu'on les ordonnât beaucoup plus tard. « C'est fort bien, lui répondaient les évêques, le pape même ; vos raisonnements sont très justes ; mais si vous attendez à cet âge, vous n'en trouverez plus, avouaient-ils, et vous admettez pourtant qu'il vous en faut.

« Il est hors de doute, a observé l'Empereur, qu'après moi viendront d'autres principes. Peut-être verra-t-on en France une conscription de prêtres et de religieuses, comme on y voyait de mon temps une conscription militaire. Peut-être mes casernes deviendront-elles des couvents et des séminaires. Ainsi va le monde !... Pauvres nations ! en dépit de toutes vos lumières, de toute votre sagesse, vous demeurez soumises aux caprices de la mode comme de simples individus. »

Il était près d'une heure du matin quand l'Empereur s'est retiré : c'était une véritable victoire sur l'ennui, a-t-il dit, et de grands avantages contre l'insomnie.



## CHAPITRE VIII

---

Marie-Antoinette. — Mœurs de Versailles. — Anecdote. — Bèverley. — *Le Père de Famille* de Diderot.

Judi 1<sup>er</sup> août.

Le temps était épouvantable. Sur les trois heures, le grand-maréchal est venu me chercher ; j'avais précisément essayé de mettre le pied dehors, il ne m'a pas trouvé. C'étaient des Anglais qu'il avait à présenter à l'Empereur.

L'Empereur m'a fait appeler sur les cinq heures : il était de mauvaise humeur, et un peu contre moi, disait-il : la visite de ces Anglais, le mauvais temps, le manque de salon, celui d'interprète, tout l'avait contrarié.

Il lisait les *Veillées du Château*, qui ne pouvaient l'intéresser, observait-il, et il les a quittées pour prendre les *Contes de la Reine Marguerite de Navarre*.

Puis il est passé à causer de Versailles : la cour, la reine, M<sup>me</sup> Campan, le roi, ont été les principaux objets, et il a dit beaucoup de choses dont j'ai déjà cité quelques-unes, et dont je supprime un grand nombre d'autres. Il a conclu, disant

que Louis XVI eût été le plus exemplaire des particuliers, et qu'il avait été un fort pauvre roi. Il a dit que la reine eût été sans doute, dans tous les temps, l'ornement de tous les salons; mais sa légèreté, ses inconséquences, son peu de capacité n'avaient pas peu contribué à provoquer, à précipiter la catastrophe: elle avait, disait-il, tout à fait changé les mœurs de Versailles; l'antique gravité, la sévère étiquette se trouvaient transformées en gentillesses aisées, en vrais caquetages de boudoir. Tout homme sensé, tout homme de poids ne pouvait échapper à la mystification de jeunes courtisans dont la disposition naturelle à la moquerie se trouvait aiguillonnée encore par les applaudissements d'une jeune et belle souveraine.

Une anecdote des plus caractéristiques a été citée à l'appui: Un brave et digne général allemand se rend à Paris avec une recommandation spéciale pour la reine, de la part de l'empereur Joseph, son frère. La reine ne croit pas lui faire de plus grande faveur que de l'admettre dans sa petite société. Il s'y trouva, comme on pense, un peu désorienté; mais on voulait le bien traiter, et l'on se fit une loi de le faire causer. Il fut malheureux dans le choix de ses sujets et dans la nature de son débit; il parla beaucoup *de sa jument blanche et de sa jument grise*, qu'il aimait par-dessus tout. Les jeunes courtisans de le questionner malicieusement à cet égard, sur une foule de petits détails auxquels il avait la bonhomie de répondre avec importance. Enfin, l'un d'eux, pour terminer, lui demande à laquelle décidément il donnerait la préférence. « Ma foi....., répond emphatiquement le général, je dois confesser que si, un jour de



bataille, je me trouvais monté sur ma jument blanche, je crois que je n'en descendrais pas pour monter sur ma jument grise. » Il sortit, et Dieu sait quelles gorges chaudes on en fit. La conversation ayant pris une autre direction, on discuta longuement et spirituellement sur les blondes et les brunes, et la reine ayant demandé à quelqu'un quelle serait sa préférence, celui-ci aussitôt d'arrondir son dos, de prendre le ton solennel de l'Autrichien, et de dire : « Ma foi, Madame, je dois confesser que si, un jour de bataille, je me trouvais..... — Assez, répondit la reine, épargnez-nous le reste <sup>1</sup>. »

Après dîner, il nous a lu *Béverley* et le *Père de Famille* : celui-ci a surtout excité sa censure. Il nous semblait pitoyable. Ce qui amusait le plus l'Empereur, disait-il, c'est qu'il fût de Diderot, ce coryphée des philosophes et de l'*Encyclopédie*. Tout y est faux et ridicule, observait-il. L'Empereur a beaucoup discuté sur les détails, et a terminé en disant : « A quoi bon parler à un insensé dans le fort de la fièvre chaude ? Ce sont des remèdes qu'il lui faut, de grandes mesures, et non des arguments. Qui ne sait que la seule victoire contre

1. On me fait remarquer qu'il y a anachronisme dans la présente anecdote, laquelle se trouve dans les *Mémoires* de M<sup>me</sup> de Molleville, au sujet d'Anne d'Autriche. D'un autre côté, d'autres personnes m'ont assuré que bien que l'anachronisme fût incontestable, cependant il était certain que l'anecdote avait dans le temps couru la capitale sur le compte de Marie-Antoinette ; c'est qu'en effet il n'est que trop commun de voir une saillie, un bon mot, une anecdote caractéristique se reproduire toutes les fois que l'occasion opportune se renouvelle. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas voulu redresser ce passage du *Mémorial*, parce que je n'y suis pas narrateur ; mais je me fais un devoir de mentionner moi-même qu'il y a vraiment anachronisme.

l'amour c'est la fuite ? Mentor, quand il veut guérir Télémaque, le précipite dans la mer. Ulysse, quand il veut se préserver des sirènes, se fait lier, après avoir bouché avec de la cire les oreilles de ses compagnons, etc. »

Historique de l'émigration à Coblentz. — Anecdotes, etc.

Vendredi 2.

Continuation de temps épouvantable. Pluie battante. L'Empereur ne se trouvait pas bien, il se sentait les nerfs très agacés.

Il m'a fait appeler pour déjeuner avec lui. Pendant tout le déjeuner, et longtemps encore après, la conversation a roulé de nouveau sur l'émigration. J'ai déjà dit qu'il m'y ramenait souvent. Il me questionnait aujourd'hui sur les détails de Coblentz ; notre situation, notre esprit, nos sociétés, notre organisation, nos vues, nos ressources ; et à la suite de toutes mes réponses, il a terminé, disant : « Voilà déjà plusieurs fois que vous me dites une grande partie de ces choses ; et cependant elles ne demeurent pas dans ma tête, parce que vous me les débitez sans ordre. Écrivez-en un petit historique régulier. Qu'auriez-vous de mieux à faire ici ? Et puis, mon cher, cela se trouvera un morceau tout fait pour votre Journal. » Cette demande était celle de Didon à Énée, et j'eusse pu m'écrier aussi : *Infandum, regina, jubes...* Toutefois, je fis cet historique autant que me le permettaient ma mémoire et mon jugement ; car cela commençait à devenir vieux, et j'étais bien jeune alors. Le voici tel que je le lus peu de temps après à Napoléon :



« SIRE,

« Après la fameuse journée qui renversa la Bastille et mit toute la France en mouvement, la plupart de nos princes, qui se trouvaient compromis, prirent la fuite, uniquement d'abord pour se mettre en sûreté. Bientôt après, des personnes considérables et des jeunes gens ardents allèrent les rejoindre : les premiers, par les rapports qu'ils avaient avec eux ; les autres, parce que cette démarche portait en soi quelque chose de marquant, de généreux et de prononcé. Dès qu'on se trouva un certain nombre, il vint à l'esprit de faire tourner au profit de la politique ce que jusque-là le zèle et le hasard seuls avaient amené. On pensa que si à l'aide de ces réunions on pouvait créer une espèce de petite puissance, elle pourrait réagir avec avantage sur le dedans, qu'elle y deviendrait un levier d'insurrection, y frapperait les esprits et y générerait les mouvements, tandis qu'au dehors ce serait un titre ou un prétexte pour s'adresser aux puissances étrangères, et mériter leur attention. Voilà l'origine de l'émigration, et l'on assure que cette haute conception sortit du cerveau de M. de Calonne<sup>1</sup>, traversant la Suisse à la suite d'un de nos princes, qui quittait Turin pour gagner l'Allemagne.

« Le premier rassemblement se fit à Worms, sous le prince de Condé. Le plus fameux fut à Coblenz, sous les deux frères du roi, dont l'un vint d'Italie, où il avait d'abord pris asile auprès du roi

1. Quelqu'un qui se tient pour bien informé m'a garanti que j'étais ici tout à fait dans l'erreur, M. de Calonne n'ayant gagné l'Allemagne que lorsque la mesure de l'émigration se trouvait déjà arrêtée ; ajoutant que bien loin de l'avoir créée et provoquée, il l'avait même blâmée.

de Sardaigne, son beau-père ; et l'autre arriva par Bruxelles, en échappant à la crise qui fit Louis XVI captif à Varennes.

« Je fus de l'origine du rassemblement de Worms. Quand j'y arrivai on était à peine encore cinquante auprès du prince. Dans toute l'effervescence de la jeunesse et la première chaleur du beau, j'accourais dans la plus ignorante simplicité du cœur : un chapitre de Bayard était ma lecture, ma prière de chaque matin. Je m'attendais, en atteignant Worms, à être tout au moins saisi, embrassé par autant de frères d'armes ; mais à ma grande surprise, et ce fut ma première leçon sur les hommes, au lieu de ce tendre accueil, moi et un compagnon nous nous trouvâmes tout d'abord questionnés et observés pour s'assurer que nous n'étions pas des espions ; ensuite nous fûmes soigneusement étudiés sur l'intérêt, les vues et les prétentions qui pouvaient nous avoir amenés ; enfin, on prit grande peine de nous prouver et de faire pressentir au prince, ainsi qu'on le renouvelait pour chaque arrivant, que notre nombre s'accroissait beaucoup, et dépassait sans doute déjà les places et les faveurs qu'il pouvait accorder. Mon compagnon était si choqué, qu'il me proposait de repartir immédiatement pour Paris.

« Nous, qui composions le rassemblement, dans l'intention d'être utiles ou de nous rendre importants, nous nous placions trois ou quatre, à tour de rôle, en espèce de service régulier auprès du prince, nuit et jour ; car nous ne rêvions que complots et assassinats, tant que nous nous regardions comme puissants et à craindre ; et en descendant cette espèce de garde volontaire, nous avions l'hon-



neur d'être admis à la table du prince. Trois générations de Condé en faisaient l'ornement, circonstance singulière qui s'est renouvelée avec plus d'éclat à l'armée de Condé, où le grand-père combattait au centre, tandis que le fils et le petit-fils conduisaient la droite et la gauche, où ils étaient blessés, je crois, tous deux, et le même jour.

« La princesse de Monaco avait suivi le prince de Condé : il l'a épousée depuis ; mais dès lors elle gouvernait déjà sa maison, et en faisait les honneurs. Nous avons pu entendre, à cette table, des convives, dire et redire au prince que nous n'étions déjà que trop pour entrer en France ; que son nom et un mouchoir blanc suffisaient ; que l'étoile des Condé allait enfin reparaitre ; que l'occasion était unique, qu'il fallait la saisir ; et je ne garantis pas qu'on ne fût venu à bout de suggérer au prince des vues personnelles très élevées.

« Worms, par la nature de son rassemblement et le caractère de son chef, montra toujours plus de régularité, plus d'austérité, de discipline que Coblenz, où se faisaient remarquer plus de mouvement, de luxe et de plaisir : aussi Worms fut-il appelé *le camp* et Coblenz *la ville ou la cour*.

« La force du rassemblement donnait la mesure de l'importance de son chef, ce qui faisait que le prince de Condé ne voyait qu'avec peine qu'on lui échappât, et se le rappelait longtemps. Je n'en courus pas moins à Coblenz dès qu'il eut acquis une certaine splendeur ; j'y avais des parents, des amis ; et puis là se trouvaient plus de lustre, d'agitation et de grandeurs. Coblenz fut en peu de temps un foyer d'intrigues étrangères et domestiques ; on pouvait y apercevoir deux partis distincts :

MM. d'Avary, de Jaucourt et autres, étaient les confidants, les conseillers ou les ministres de Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII; l'évêque d'Arras, le comte de Vaudreuil et autres, étaient ceux de Monseigneur comte d'Artois; et dès ce temps-là même on assurait que ces princes montraient déjà assez distinctement les mêmes nuances politiques que l'on a prétendu les avoir caractérisés depuis. M. de Breteuil, fixé à Bruxelles et se disant muni de pouvoirs illimités de Louis XVI, formait un troisième parti, et venait encore compliquer nos affaires.

« M. de Calonne était notre ressource financière, et le vieux maréchal de Broglie et le maréchal de Castries, nos chefs militaires. Le brave et capable M. de Bouillé, sorti de France après l'affaire de Varennes, n'avait pu demeurer avec nous, et avait suivi le roi Gustave III en Suède.

« Cependant l'émigration avait pris un grand caractère, grâce aux soins employés pour la propager. Des agents avaient parcouru les provinces, des avis avaient circulé dans les châteaux, sommant tout gentilhomme d'aller se joindre aux princes, pour concourir avec eux au salut de l'autel et du trône, venger leur honneur, et recouvrer leurs droits. On avait prêché une véritable croisade, et avec d'autant plus de fruit qu'elle avait frappé sur des esprits disposés à l'entendre. Parmi tous les nobles et les privilégiés, il n'en était pas un seul qui ne se sentit vivement blessé par les décrets de l'Assemblée. Tous y avaient perdu ce à quoi ils tenaient davantage, depuis celui qui occupait le plus haut rang, jusqu'au plus petit hobereau; car au premier on avait enlevé son titre et ses vassaux,



et le dernier avait vu insulter sa tourelle, son pigeonier ; on avait tiré sur ses lièvres. Aussi le mouvement fut aussitôt universel pour se mettre en route ; on n'y pouvait manquer sous peine de déshonneur, et les femmes furent dirigées à envoyer des fuseaux à ceux qui demeureraient incertains, ou se montraient trop lents. Soit donc colère, pusillanimité ou point d'honneur, l'émigration devint une véritable maladie ; l'on se précipita avec fureur hors des frontières ; et ce qui ne contribua pas peu à l'accroître, c'est que les meneurs de la révolution y poussaient en secret, tout en ayant l'air de s'y opposer en public ; ils déclamaient vaguement contre elle à la tribune, il est vrai ; mais ils avaient grand soin de tenir tous les passages bien ouverts. Le zèle venait-il à se ralentir ? Les déclamations devenaient plus violentes, et l'on décidait de fermer strictement les barrières. Alors ceux qui étaient demeurés en arrière se trouvaient au désespoir de n'avoir pas su profiter du moment favorable ; mais, accidentellement ou par négligence, les barrières se rouvraient de nouveau, et on s'y jetait avec empressement, pour n'être pas encore pris en défaut. C'est par ce manège adroit que l'Assemblée aidait ses ennemis à se précipiter eux-mêmes dans le gouffre.

« Les fortes têtes du parti avaient jugé, tout d'abord, qu'une telle mesure allait les désencombrer des parties hétérogènes qui gênaient leur marche, et que les biens de tous ces bannis volontaires leur assureraient d'incalculables ressources. Les officiers croyaient faire merveille que de s'esquiver de leurs régiments, tandis que les mœurs, de leur côté, faisaient révolter leurs soldats, pour

les y contraindre. Ils se délivraient par là d'ennemis qui les paralysaient, et se donnaient dans les sous-officiers, au contraire, des coopérateurs zélés, qui devinrent des héros dans la cause nationale : ce furent eux qui fournirent les grands capitaines et battirent toutes les vieilles troupes de l'étranger.

« Il arriva donc que Coblentz, en peu de temps, réunit tout ce que la cour en France avait d'illustre, et ce que les provinces renfermaient de riche et de distingué. Nous étions des milliers de toutes armes, de tous uniformes, de tous rangs ; nous peuplions la ville, et avions envahi le palais. Nos réunions de chaque jour, auprès des princes, semblaient autant de fêtes splendides : c'était la cour la plus brillante ; nos princes en étaient les vrais souverains, si bien que le pauvre électeur, fort éclipsé, s'y trouvait perdu au milieu de nous, ce qui porta quelqu'un à lui dire un jour fort plaisamment, soit naïveté, ou finesse d'esprit, que dans toute la foule de son palais il n'y avait que lui d'étranger.

« Dans les grandes solennités, il est arrivé d'avoir des galas publics, et l'on permettait aux notables habitants de faire le tour des tables. Alors nous étions fiers de voir les gens du pays admirer la bonne mine et la tournure chevaleresque de Monseigneur comte d'Artois ; nous étions orgueilleux de savoir qu'ils rendaient hommage aux connaissances, à l'esprit de Monsieur ; et il eût fallu voir avec quelle arrogance nous semblions promener, pour ainsi dire, avec nous, toute l'importance, le lustre de notre monarchie, et surtout la supériorité de son chef et l'élévation de nos princes.



*S. M. le roi*, disions-nous pompeusement dans les cercles allemands, en désignant le roi de France ; car c'était, ou ce devait être là, selon nous, son titre par excellence pour toute l'Europe. L'abbé Maury, que nous avions reçu d'abord avec acclamation, mais qui, par parenthèse, perdit beaucoup parmi nous en bien peu de temps, avait découvert, nous disait-il, que c'était là son droit et sa prérogative.

« Veut-on un autre exemple d'exagération ? Plus tard, au plus fort de nos désastres, et notre cause tout à fait perdue, un officier supérieur autrichien, chargé de dépêches importantes pour le gouvernement de Londres, réunit à dîner quelques-uns des nôtres avec lesquels il avait eu jadis des relations sur le continent : à la fin du dîner, et très près de toutes vérités, l'on parle politique, et il lui échappe de dire qu'à son départ de Vienne, on parlait beaucoup du mariage de Madame royale (aujourd'hui la duchesse d'Angoulême) avec l'archiduc Charles, qui dans ce moment d'ailleurs occupait fort la renommée. « Mais c'est impossible ! lui observe vivement un de ses convives français. — Et pourquoi ? — Parce que ce n'est pas un mariage convenable pour Madame. — Comment ! s'écrie l'Autrichien scandalisé et fatiguant ses poumons, Son Altesse Royale Monseigneur l'archiduc Charles ! Pas un mariage convenable pour votre princesse ! — Eh ! non, monsieur, elle ne ferait là qu'un mariage de garnison. »

« Du reste, ces hautes prétentions nous venaient de notre éducation : c'était là, à nous, notre sentiment national ; et nos princes n'en étaient pas exempts. Chez nous, les frères du roi dédaignaient

le titre d'Altesse Royale : ils avaient la prétention d'écrire avec le titre de frère à tous les souverains ; le reste était à l'avenant ; aussi n'était-ce qu'un cri en Europe contre nos manières de Versailles et les prétentions de nos princes.

« Gustave III nous disait, à Aix-la-Chapelle : « Votre cour de Versailles n'était pas abordable ; sa hauteur et son persiflage étaient aussi par trop forts : quand j'y ai été, on m'y regardait à peine, et en la quittant j'emportai le brevet de *lourdaud*, de *ganache*. »

« La duchesse de Cumberland, mariée au frère du roi d'Angleterre, avait à se plaindre dans le même temps et dans la même ville, que la princesse de Lamballe ne lui accordât pas les honneurs des deux battants.

« Le vieux duc de Glocester, à Londres, se plaignait plus tard, pour son compte, d'un de nos princes du sang, et disait qu'au surplus le prince de Galles riait beaucoup de ce que lui-même, prince de Galles, s'appelant *Monseigneur*, notre prince s'étudiait soigneusement à tourner ses phrases de manière à ne le lui jamais rendre.

« Toutefois, à Coblenz, dans nos circonstances nouvelles, nos princes daignaient altérer leurs mœurs à cet égard, et descendre au niveau des princes étrangers. Ils se trouvaient en ce moment auprès de l'électeur de Trèves, prince de Saxe, frère de leur mère, lequel, par parenthèse, nous dévorions alors, et auquel nous avons coûté plus tard la perte de ses Etats ; ils daignaient l'appeler mon *oncle* ; lui, pouvait les appeler mes *neveux*, et il leur disait un jour, assure-t-on : « C'est à vos infortunes que je dois des expressions si tendres ;



à Versailles, je n'eusse été pour vous que M. l'abbé ; il n'est pas sûr que vous m'eussiez reçu tous les jours. » Et on ajoutait qu'il disait vrai, et que le comte de Luzaze, son frère, là présent, en avait fait la triste expérience.

« Les princes passaient en général leurs soirées dans leurs intimités particulières. L'un était la plupart du temps chez M<sup>me</sup> de Polastron, à laquelle il portait des soins que sa constance et ses formes ont rendus respectables. Ce n'est pas que l'on n'essayât plusieurs fois, mais toujours en vain, de l'en distraire, tant les intrigants trouvaient peu leur compte avec M<sup>me</sup> de Polastron, qui, douce, bonne, excellente, tout à fait désintéressée, tenait à demeurer absolument étrangère aux affaires. Son cercle se composait d'infiniment peu de monde. J'avais dû à une patente le bonheur d'y être admis ; mais comme il fallait se retirer avant l'arrivée du prince, je n'ai jamais eu l'honneur de l'y voir.

« Monsieur passait ses soirées chez M<sup>me</sup> de Balby, dame d'atour de Madame. M<sup>me</sup> de Balby, vive, spirituelle, amie chaude, ennemie décidée, réunissait chez elle tout ce qu'il y avait de plus distingué : c'était un honneur que d'y être admis ; on s'y trouvait au centre du goût et du bon ton. Monsieur y demeurait parfois assez tard, et quand la foule était écoulée, le cercle rétréci, il lui arrivait de raconter ; et il faut avouer qu'il nous était aussi supérieur par les grâces de sa conversation que par son rang et sa dignité.

« Voilà pour notre tenue et nos dehors de société à Coblenz : c'était notre beau côté ; nous étions moins heureux sous la face politique ; elle formait la partie honteuse. »

« Ah bon ! a dit ici l'Empereur, aussi bien je commençais à trouver longs vos détails de salon. Il est vrai que pour vous c'est excusable, vous vous y complaisez, c'est votre jeune temps. Mais allez. »

« Sire, toute notre multitude n'était qu'une noble et brillante cohue ; tout notre ensemble offrait l'image d'une complète confusion. C'était l'anarchie, s'agitant au dehors pour établir, disait-on, l'ordre au dedans ; une véritable démocratie combattant pour rétablir son aristocratie. Nous donnions en petit, du reste, et à quelques nuances près, la répétition de tout ce qui se faisait en France. Nous avions parmi nous des zélateurs tenaces de nos vieilles formes, et des amateurs ardents de la nouveauté ; nous avions nos constitutionnels, nos intolérants, nos modérés. Nous avions nos empyriques, qui regrettaient fort de ne s'être pas emparés du roi, pour agir de force en son nom, ou tout bonnement le faire déclarer incapable ; enfin nous avions aussi nos jacobins, qui voulaient tout tuer, tout brûler, tout détruire en rentrant, etc., etc.

« Nos princes n'exerçaient aucune autorité positive sur notre multitude : ils étaient nos souverains, il est vrai, mais nous étions des sujets fort indociles et très facilement aigris : nous murmurions à tout propos ; c'était surtout sur les derniers arrivants que se portait la fureur commune ; c'était autant de gloire et de chance qu'ils enlevaient à nos exploits et à nos espérances, disions-nous ! On arrivait toujours trop tard, s'écriaient tous ceux qui se trouvaient une fois admis. Il n'y avait plus de mérite désormais, disait-on. Si l'on continuait à tout recevoir ainsi, la France entière serait bientôt



de notre côté, et il ne se trouverait plus personne de punissable au retour, etc.

« Pleuvaient alors de tous côtés les dénonciations de toutes sortes sur ceux qui arrivaient. Un *prince de Saint-Maurice*, fils du prince Montbarey, ne put résister à l'ouragan, bien qu'il eût l'appui formel de tout ce qu'il y avait de distingué, celui du prince même, qui daigna implorer en sa faveur, disant : « Eh ! messieurs, qui n'a pas ses fautes à se reprocher dans la Révolution ? Moi aussi j'ai eu les miennes ; et en les oubliant vous m'avez donné le droit d'intercéder pour d'autres. » M. de Saint-Maurice n'en dut pas moins déguerpir au plus vite : son crime était d'avoir été de la société des amis des noirs, et d'être poursuivi, au milieu de nous, avec acharnement, par un gentilhomme franc-comtois, qui dénonçait M. de Saint-Maurice pour lui avoir fait brûler des châteaux. Or, peu de jours après, il se découvrit que le clabauder n'avait pas de château, qu'il n'était pas Franc-Comtois, qu'il n'était point gentilhomme, ce n'était qu'un aventurier.

« *M. de Cazalès*, qui avait rempli la France et l'Europe de l'éclat de son éloquence et de son courage dans l'Assemblée nationale, avait néanmoins perdu la faveur populaire à Coblentz. Quand il se présenta arrivant de Paris, le bruit courut parmi nous que les princes ne le recevraient pas, ou le recevraient mal. Nous nous réunîmes quatre-vingts Languedociens pour lui servir d'escorte en dépit de lui-même. M. de Cazalès était l'honneur de notre province, nous le conduisîmes aussi chez les princes, et il en fut bien reçu.

« Un député du tiers état, qui s'était fort dis-

tingué à la Constituante par son royalisme, était au milieu de nous. Un de nos princes s'adressant un jour à lui, dans la foule, lui dit : « Mais, un tel, expliquez-moi donc, vous qui êtes si honnête homme, comment vous avez pu dans le temps prêter le serment du Jeu de paume ? » Le député, interloqué de l'algarade, balbutia d'abord qu'il avait été pris à court..., qu'il ne devinait pas les conséquences funestes... Puis, se remettant aussitôt en selle, il répliqua avec vivacité : « Du reste, je ferai observer à Monseigneur que ce n'est pas ce qui a perdu la monarchie française, mais bien la réunion de la noblesse, qui est venue nous joindre, sur une lettre très touchante de Monseigneur. — Holà ! dit le prince, en le frappant doucement sur le ventre, apaisez-vous, mon cher, je n'ai pas voulu vous fâcher par cette question. »

« Toutefois, avec le temps, on régularisa tant bien que mal quelque chose ; nous fûmes classés par corps et par provinces ; on nous assigna des cantonnements, on nous donna des armes ; les gardes du corps du roi furent réunis, habillés, équipés, soldés, et bientôt ils présentèrent une troupe superbe par sa tenue et sa régularité. La coalition d'Auvergne et le corps de la marine, partie à pied et partie à cheval, se firent spécialement remarquer par leur discipline, leur instruction et leur fraternité. Et l'on ne saurait trop admirer notre dévouement et notre abnégation : chaque officier ne fut plus qu'un simple soldat, tenu à des pratiques, à des fatigues fort étrangères à ses mœurs, et soumis aux plus grandes privations ; car il n'y avait point de solde, et beaucoup dans le nombre n'eurent bientôt plus de ressources



que la cotisation de leurs camarades plus heureux. Nous méritions un meilleur résultat, ou, pour mieux dire, nous étions dignes d'une meilleure entreprise. On avait soigneusement réuni tous les officiers des mêmes régiments, pour qu'ils présentassent le cadre tout formé à leurs soldats, qui ne manqueraient pas, pensions-nous, d'arriver à eux dès qu'ils les apercevraient : tel était notre aveuglement ! C'est par un pareil motif qu'on avait réuni de même les gentilshommes par province, ne doutant pas de leur heureuse influence sur l'ensemble de la population : notre maladie était de nous croire toujours désirés, attendus, adorés.

« Tous ces rassemblements s'exerçaient et manœuvraient publiquement ; bien qu'aux interpellations diplomatiques à cet égard, il fût répondu hardiment qu'il n'en était rien, ou qu'on ne manquerait pas de l'empêcher. Nous avions des généraux indiqués, un état-major formé, et tout ce qui caractérise un quartier général, jusqu'à un grand prévôt. Insensiblement nos princes s'étaient environnés de tout ce qui constitue un véritable gouvernement : ils avaient des ministres pour les affaires du moment ; ils en avaient même pour la France, lorsque nous y serions rentrés ; tant ce moment nous semblait infaillible et prochain.

« M. de Lavilleurnois, dont il a été tant question depuis dans une conspiration royale et qui a été mourir à Sinnamary à la suite de Fructidor, avait le ministère de la police. Il partit de bonne heure pour aller l'exercer clandestinement à Paris. Il m'avait pris en belle affection, et voulait absolument faire de moi son gendre. Il employa de vives instances pour que je le suivisse ; mais je m'y

refusai : la nature de son ministère me répugnait. Autrement quelles différentes combinaisons dans mes destinées !

« Nous avions des rapports directs avec presque toutes les cours. Les princes y avaient des envoyés, et en recevaient à Coblenz. Monseigneur comte d'Artois alla à Vienne, je crois, mais bien certainement à Pilnitz. La noblesse, en corps, écrivit à Catherine, dont nous reçûmes un ambassadeur, M. de Romanzoff. Cette impératrice voyait avec plaisir se former un orage dans le midi de l'Europe; elle attisait volontiers un incendie qui pouvait lui devenir très favorable, sans qu'il lui en coûtât rien : aussi se montrait-elle chaude dans ses sentiments et passionnée dans ses promesses. Elle ne désespérait pas, dans cette circonstance, de rendre dupe Gustave III, dont la voisine activité lui était importune; elle l'avait décidé, dit-on, à la croisade, en le flattant de s'en voir le généralissime. Je ne sais si ce prince, de beaucoup d'esprit et de talent et bien certainement un aigle pour son temps, s'en laissait imposer : ce qu'il y a de vrai, c'est qu'il se montrait fort ardent pour notre cause, et qu'il annonçait le désir d'y combattre en personne. Quand il partit d'Aix-la-Chapelle pour aller prendre en Suède les dernières mesures à cet égard, je l'ai entendu, prenant congé de la princesse Lamballe, lui dire : « Vous me reverrez bientôt; mais encore suis-je tenu, pour mon compte, à certaines démarches, à certains ménagements; car mon rôle est des plus délicats. Sachez que moi, qui veux revenir combattre à la tête de vos aristocrates chez vous, je suis chez moi le premier démocrate du pays, etc. ».



« Nous recevions même des envoyés de Louis XVI, qui présentaient des messages publics réprobateurs, et avaient des conférences confidentielles peut-être tout à fait différentes. Du moins agissions-nous comme s'il en avait été ainsi, déclarant hautement qu'il était captif, et que nous ne devions tenir nul compte d'aucun de ses ordres; que nous devions prendre le contre-pied de tout ce qu'on lui faisait dire; que s'il nous exhortait à la paix, c'est qu'il nous demandait la guerre. Aussi je pense que nous avons été bien funestes au repos de l'infortuné monarque, et que nous avons notre part spéciale dans le pardon qu'il a consacré dans son testament en faveur de ses amis, qui, par un zèle indiscret, dit-il, lui ont fait tant de mal.

« Cependant notre émigration se prolongeait, en dépit de toutes les promesses que l'on nous faisait, et de toutes les espérances dont nous nous bercions; car de quelles illusions, de quels contes, de quelles absurdités n'abusait-on pas notre impatience, soit qu'on voulût prévenir notre découragement, soit qu'on s'abusât soi-même? On s'est amusé à calculer, d'après nos lettres et nos gazettes, que nous avions fait marcher près de deux millions d'hommes en moins de dix-huit mois, sans qu'il ait pourtant rien paru à nos yeux. « Mais, nous disaient en grande confiance les hauts initiés, c'est que ces troupes ne marchent que la nuit pour mieux surprendre nos démocrates, ou qu'elles ne passent de jour que par pelotons et sans uniformes, » ou autres choses de même force. D'un autre côté, c'était une foule de lettres que l'on se montrait les uns aux autres, de tous les pays et des meilleures sources, en style énigma-

tique que l'on croyait bien n'être intelligible que pour nous seuls. On mandait à l'un que cinquante mille cristaux de Bohême venaient d'être expédiés pour son pays; l'autre était prévenu de l'envoi très prochain de dix mille porcelaines de Saxe; on annonçait à un troisième vingt-cinq mille balles de cacao, et autres bêtises de la sorte.

« Comment se peut-il, me dis-je à présent, que des gens d'esprit, car il y en avait certainement beaucoup dans le nombre, que d'anciens ministres qui nous avaient gouvernés, que d'autres qui étaient destinés à le devenir, pussent donner dans de pareilles balivernes, ou que notre gros bon sens, dans la multitude, ne nous ait pas portés à leur rire au nez? Mais non, nous n'en demeurions pas moins convaincus que nous touchions au terme de nos espérances, que ce moment approchait, qu'il était infaillible; que nous n'aurions qu'à nous montrer, que nous étions vivement désirés, que tout serait à nos pieds. »

Ici l'Empereur, qui m'avait souvent interrompu pour rire et goguenarder, m'a dit fort sérieusement : « Combien votre tableau doit être fidèle; car je reconnais là une foule des vôtres! vraiment, mon cher, soit dit sans vous insulter, la jactance, la crédulité, l'inconséquence, la sottise même, l'on pourrait dire en dépit de tout leur esprit, semblent être spécialement leur lot. Quand parfois, voulant m'amuser, je me suis laissé aller avec eux à lâcher les rênes et à encourager la confiance, j'ai entendu, moi, aux Tuileries, sous le consulat et l'empire, l'égal de tout ce que vous dites là; nul ne doutait jamais de rien : l'amour des Français pour leur roi avait passé tout entier à ma personne, me disait-on;



je pouvais désormais faire tout ce qui me plairait, j'en devais user, je ne rencontrerais jamais d'autres obstacles qu'une poignée d'incorrigibles maudits de tous. Cette contre-révolution tant redoutée, me disait un autre, n'avait été qu'un jeu d'enfant pour moi; elle n'avait pas fait un pli dans mes mains. Et croira-t-on ceci! il n'y manquait, me disait-il avec insinuation, que de substituer l'ancienne couleur blanche à celles qui nous avaient fait tant de tort en tous lieux. L'imbécile, c'était là la seule souillure qu'il nous trouvât désormais. J'en riais de pitié, bien que j'eusse de la peine à me contenir; mais pour lui, il était de la meilleure foi du monde, bien persuadé qu'il était dans mon sens, et bien plus encore que l'universalité pensait comme lui<sup>1</sup>. Mais continuez. »

1. Il est sûr que c'est le propre des hommes de s'abuser sur le sentiment qu'on leur porte. A Coblentz, où nous jetions tant d'argent, où notre jeunesse aimable et brillante, bien plus à craindre sans doute par l'excès que par le manque de son éducation, remplissait toutes les maisons, et parcourait toutes les familles, il nous était permis de croire que nous devions y être aimés; aussi nous croyions-nous adorés. Eh bien, lors de ma déportation au cap de Bonne-Espérance, un hasard bien singulier m'ayant placé sous la garde précisément d'un habitant de Coblentz qui avait assisté aux instants brillants de notre émigration, j'eus un grand plaisir d'en reparler avec lui. Nous ne pouvions désormais, à cet égard, avoir des secrets l'un pour l'autre, vingt-cinq ans s'étaient écoulés; eh bien! il me disait : « Vous n'étiez pas précisément hais, mais le véritable amour était pour vos adversaires, car leur cause était la nôtre. La liberté s'était glissée parmi nous, précisément au travers de vous autres; là, au milieu de vous, sous vos yeux mêmes, nous avions formé des clubs; et Dieu sait si nous y riions à vos dépens, etc. » Et plus d'une fois il lui était arrivé, me disait-il, mêlé à la foule qui faisait entendre des acclamations sur notre passage, de crier, avec bon nombre de ses camarades : « Vivent les princes français, et qu'ils boivent un peu dans le Rhin! » Vous parlez de l'accueil que nous vous faisions, ajoutait-il; mais c'est celui fait

« L'apparition du duc de Brunswick à Coblenz et l'arrivée du roi de Prusse à la tête de ses troupes furent un grand sujet de joie et d'espérance pour toute l'émigration. Le ciel s'ouvrait enfin devant nous, s'écriait-on; nous allions donc rentrer dans la terre promise. Toutefois les gens de jugement et d'expérience prononcèrent, dès le premier abord, que notre crise aurait l'issue de toutes celles qui lui ressemblent dans l'histoire; que nous ne serions que des instruments ou des prétextes pour les étrangers, qui ne cherchaient que leur intérêt et ne nous portaient aucun sentiment.

« M. de Cazalès, que peu de temps avait formé beaucoup, nous l'exprima avec bien de l'énergie. Nous considérions en extase les Prussiens qui défilaient dans les rues de Coblenz pour gagner nos frontières. « Jeunesse insensée, nous dit-il, vous admirerez avec sympathie cette troupe et tout son attirail; vous vous réjouissez de sa marche; frémissez-en plutôt! Pour moi je voudrais voir le dernier de ces soldats dans le Rhin. Malheur à qui appelle l'étranger dans son pays! O mes amis! continua-t-il avec chaleur, la noblesse française n'y survivra pas : elle aura la douleur d'expirer loin de son berceau. Je suis plus coupable qu'un autre; je le vois, et je fais comme tout le monde; mais c'est parce que je ne puis rien empêcher. Je le

à Custine qu'il eût fallu voir! Là, vous auriez pu juger de nos vrais sentiments : nous courûmes au devant de lui; nous couronnâmes ses soldats; grand nombre d'entre nous s'enrôlèrent, et plusieurs sont revenus généraux; pour moi j'y ai manqué ma fortune, etc. »



répète, malheur à qui s'adresse à l'étranger, et s'en fie à lui ! »

« Quel oracle de sagesse que ces dernières paroles ! Bientôt des faits eussent dû nous en convaincre, si nous eussions eu moins d'aveuglement, ou s'il était donné à une multitude de bien raisonner et de bien agir ; mais nous étions destinés, par nos misères mêmes, à enrichir l'histoire d'une des leçons les plus dignes de la méditation des hommes. Nous pouvions bien nous compter vingt ou vingt-cinq mille en armes : certes, une telle masse, ardente, dévouée, combattant pour ses propres intérêts, d'intelligence avec les éléments sympathiques du dedans, agissant contre une nation bouleversée, dans l'agitation, confuse de nouveaux droits non encore sacrés, pas même bien compris, pouvait porter des coups décisifs. Mais ce n'était pas notre force, nos succès, leur promptitude, qui eussent fait le compte des étrangers. Aussi, sous le prétexte de cette influence même, et pour qu'elle s'exerçât, disaient-ils, sur plusieurs points à la fois, ils nous annulèrent en nous morcelant, et nous faisant pour ainsi dire prisonniers au milieu de leurs divers corps d'armée. Ainsi, six mille d'entre nous, sous les ordres du prince de Condé, furent dirigés contre l'Alsace ; quatre mille, sous le duc de Bourbon, durent agir en Flandre, et douze à quinze mille demeurèrent au centre, sous les deux frères du Roi, pour attaquer la Champagne.

« Le plan, les vœux de nos princes avaient été que *Monsieur*, comme héritier du trône et le suppléant naturel de Louis XVI, se proclamât, vu la captivité du roi, régent du royaume, en mettant le

pied sur le territoire français ; qu'il marchât avec ses émigrés à la tête de l'expédition, et que les alliés à sa suite ne fussent que nos auxiliaires : mais les alliés ne firent qu'en rire ; ils nous reléguèrent à la queue, sous les ordres et le bon plaisir du généralissime Brunswick, qui nous fit précéder par le plus absurde des manifestes, dont il nous sauva du moins le ridicule et l'odieux.

« Il est juste de dire toutefois que, parmi nous, quelques vieilles têtes, mieux avisées, n'avaient pas été sans prévoyance à cet égard ; aussi avaient-elles proposé dans le conseil des princes, disait-on, de se jeter, avant l'arrivée des alliés, sur quelque point de la France, et d'y nourrir, pour notre compte, la guerre civile ; d'autres, plus désespérés ou plus ardents, conseillaient de se saisir noblement des états de l'électeur de Trèves, notre bienfaiteur, d'occuper Coblenz et sa forteresse, et d'en faire, pour tous les mécontents français, un centre de ralliement, un point d'appui indépendant du corps germanique ; et quand nous nous récriions contre une telle perfidie et une telle ingratitude, ils nous répondaient : *Aux grands maux, les grands remèdes*. On ne sait ce qu'eussent pu produire de pareilles résolutions, qui étaient au demeurant bien plus dans l'audace de nos jours que dans les mœurs d'alors : aussi ne furent-elles pas suivies ; et d'ailleurs il était trop tard ; nous étions trop engagés au milieu des étrangers ; nous leur appartenions déjà, et nos destinées devaient s'accomplir !...

« Quant à nous, qui formions la multitude, nous étions loin de prévoir nos malheurs : nous nous mîmes en marche avec allégresse ; il n'était pas un de nous qui ne se vît, à quinze jours de là, chez lui



trionphant au milieu de ses vassaux, soumis, humiliés, accrus. Notre confiance n'eût permis là-dessus aucune observation, aucun doute ; j'en vais donner une preuve qui, pour m'être personnelle et fort minutieuse en elle-même, n'en sera pas moins caractéristique pour tous. Nous traversions la ville de Trèves ; un de mes grands-oncles, lors de la guerre de la succession, en avait été gouverneur, pour Louis XIV, durant la conquête. Je fus visiter sa sépulture : elle se trouvait dans une chapelle des chartreux de cette ville. La chaleur de mon âge, celle du moment, me portèrent à vouloir lui élever un petit monument, avec une superbe inscription analogue aux circonstances. Je ne doutais de rien ; il n'en fut pas ainsi des bons religieux : le prieur exigea que je m'en entendisse avec M. l'abbé, espèce d'évêque, et d'évêque allemand. Sa sagesse, sa tiédeur, en dépit de ses nombreux quartiers, lorsque je lui débitais mon projet chevaleresque, me prévinrent d'abord fortement contre lui ; mais quand, après quelques circonlocutions, il m'accoucha que, dans les circonstances présentes... la prudence... la sagesse... si les Français venaient à entrer dans la ville... A ces derniers mots, mon indignation fut extrême ; elle fut telle, que je ne me donnai pas le temps de lui répliquer une parole ; je sortis aussitôt avec le rire du mépris et de la colère, convaincu que je laissais là le plus effroyable jacobin ; et rien qu'une générosité naturelle et le respect de moi-même purent m'empêcher d'ameuter les camarades, qui eussent certainement tout renversé. Hélas ! pourtant, M. l'abbé y voyait plus loin que moi ; car trois semaines n'étaient pas écoulées que les républicains étaient dans Trèves, le pauvre

abbé en fuite, et les cendres du bon oncle profanées par les infidèles.

« Du reste, à peine fûmes-nous en pleine opération, à peine eûmes-nous mis le pied sur le sol français, qu'il devint très aisé, sous peine de stupidité ou d'aveuglement, de comprendre enfin qu'il était possible, à toute rigueur, que nous nous fussions abusés. Nous nous trouvions au milieu des Prussiens, qui enchaînaient tous nos mouvements; nous ne pouvions aller en avant, à droite ni à gauche sans leur permission, et ils ne l'accordaient jamais. Nos subsistances, toutes nos ressources dépendaient de leur unique volonté; nous avions la honte de nous présenter en esclaves sur le sol où nous prétendions régner.

« Quant à nos compatriotes, au lieu de nous recevoir en libérateurs, comme nous n'en avions pas douté, ils ne nous témoignèrent que de l'éloignement et de la répugnance. Pour quelques seigneurs châtelains ou autres qui venaient nous joindre, la masse entière de la population fuyait à notre approche; on nous considérait hostilement, avec l'œil du reproche et le silence morne de la réprobation; elle semblait nous dire: « Ne frémissiez-vous donc pas de souiller ainsi le sol de la patrie? N'êtes-vous pas nés Français? Le cœur ne vous dit-il donc rien sur cette terre natale? Vous vous dites offensés! mais quel tort, quelle injure donna jamais à un fils le droit ou le sentiment de venir déchirer sa mère!... On nous dit qu'autrefois un patricien fougueux, Coriolan, eut l'infamie de combattre sa patrie; mais du moins à la fureur il joignait l'élévation; il se présentait avec un bras victorieux; il imposait ses propres volontés; il ne se traînait pas à la



suite de barbares étrangers ; il les commandait ; et encore se laissa-t-il attendrir ! Seriez-vous incapables de ce sentiment ? et ne redouteriez-vous pas nos malédictions, qui vous seraient perpétuées par nos enfants ! Et, dans ce cas encore, quels que soient vos succès, ils n'égaleront pas vos douleurs ! Vous prétendez venir gouverner ! vous n'aurez amené que des maîtres ! etc., etc. »

« A Verdun ou à Estain on nous logea dans la ville : quelques camarades et moi nous eûmes pour lot une assez belle maison ; mais elle n'avait plus que les murailles : tous les meubles, tous les propriétaires avaient disparu à l'exception de deux jeunes demoiselles très jolies qui nous en mirent en possession. Cette circonstance nous semblait d'un augure favorable ; nous nous permîmes de le leur faire observer galamment, et voulûmes faire les aimables. « Messieurs, nous dit assez aigrement l'une des deux amazones, nous sommes restées parce que nous nous sentions le courage de vous dire en face que nos prétendus sont en armes contre vous, et qu'ils ont nos vœux au moins autant que nos cœurs. » Ce langage était intelligible ; aussi nous n'en demandâmes pas davantage, et nous allâmes nous loger ailleurs.

« Quoi qu'il en soit, nous voilà donc en France, et à la suite de cette armée prussienne qui poursuit brillamment ses succès, nous laissant de trois ou quatre marches en arrière ; et, soit pour se rire de nous, parce que nous les avions assurés que toutes les villes ouvriraient leurs portes à notre vue, soit pour se délivrer de nos importunités, ils nous donnèrent à faire le siège de Thionville. Nous approchons de la place, et, par une de ces bizarreries

singulières du hasard, le corps de la marine s'y trouve précisément opposé aux volontaires nationaux de Brest : ils se reconnaissent, et Dieu sait la volée d'épithètes et d'injures qui sont aussitôt échangées.

« Toutefois, la place de Thionville est, comme l'on sait, des plus fortes ; or, nous manquions de tout, et nous ne pouvions la prendre de nos mains ni de nos dents, et ce fut alors le sujet d'une haute négociation que d'obtenir des Autrichiens de Luxembourg deux pièces de vingt-quatre. Après bien des allées et des venues, elles se présentent enfin triomphantes, et c'est avec ce formidable appareil que nous sommons la place, et que, sur son refus, on lui tire la nuit, en pure perte, quelques centaines de coups de canon. Lors de mon retour de l'émigration, le hasard m'ayant fait trouver avec le général de Wimpfen, commandant de cette place, il me demandait quelle avait pu être notre intention par cette mauvaise plaisanterie : — « Mais c'est, je crois, que l'on comptait sur vous. — Mais quand cela eût été, me disait-il, encore eussiez-vous dû me mettre dans le cas de me rendre ; vous ne pouviez supposer que je dusse aller vous prier de me prendre. » Le tout était à l'avenant ; la plus petite sortie mettait toutes nos forces en l'air ; la moindre circonstance était un événement pour nous : cela était simple ; car nous étions étrangers à tout : aussi, courage à part, je n'hésite pas à croire que cent gros bonnets de la garde impériale n'eussent mis tout notre rassemblement en déroute. Heureusement que nos adversaires n'en savaient pas plus que nous : tous étaient pygmées alors, bien qu'en très peu de temps on ait trouvé des géants partout.



« Cependant nous demeurions fort mécontents de tout cela, sous nos tentes et sur notre mauvaise paille ; mais, à *la française*, notre gaieté faisait notre salut ; notre mauvaise humeur s'exhalait en quolibets et en mauvaises plaisanteries ; chacun de nos chefs eut bientôt son sobriquet ; il ne fut pas jusqu'au vénérable maréchal de Broglie, notre généralissime, qui n'eût le sien ; et ceci me rappelle le conte dont nous gratifiâmes, sans doute, un de ses lieutenants, qui en demeura noyé. Si mes compagnons de tente lisent jamais ceci, ils en riront encore :

« Lors d'une sortie qui nous mit tout en émoi, comme de coutume, chacun se portait en avant ; or, nous possédions deux petits canons que nous avions achetés, et que les officiers d'artillerie traînaient eux-mêmes faute de chevaux : « Eh bien ! m'a observé l'Empereur, j'aurais pu être précisément attelé à ces mêmes canons ; et pourtant, quelles autres combinaisons dans mes destinées et dans celles du monde ! car il est incontestable, et nul ne saurait le nier, que je lui ai imprimé une direction toute de moi. Mais reprenez. »

« Sire, notre formidable artillerie était donc en pleine route sur le grand chemin, quand l'officier général de jour arrive au grand galop, et s'arrête d'indignation à la vue de nos deux petits canons roulant vers la place, la culasse en avant. « Comment ! messieurs, le faisait-on s'écrier, sont-ce bien des gentilshommes qui conduisent ainsi leurs canons à l'ennemi ? Et s'il se présentait, comment pourriez-vous tirer dessus ? » Et il s'obstinait à ne vouloir pas comprendre ce que les officiers d'artillerie se tuaient à lui dire, que pourtant il en était

ainsi partout, et que, sous peine d'invention de sa part, on ne pouvait faire autrement; et dès cet instant nous expédiâmes son brevet, que contre-signa la multitude.

« Mais bientôt tout ce burlesque tourna subitement au dernier sérieux; la scène changea comme par magie, et nos malheurs apparurent aussitôt dans toute leur affreuse nudité. Soit trahison, soit faiblesse, soit intérêt de sa politique, ou maladie dans son armée; soit force réelle ou seule adresse du général français, le roi de Prusse traita secrètement avec lui, fit soudainement volte-face, et marcha vers la frontière, évacuant le territoire de la France. Alors commença pour nous la plus épouvantable débâcle: le langage ne saurait rendre les indignes traitements dont nous fûmes l'objet, ni le juste ressentiment dont un cœur généreux dut se remplir contre les Prussiens, nos alliés. Nos princes dégradés, méconnus, insultés par eux; nos équipages, nos effets les plus nécessaires, notre linge même, pillés; nos personnes basement maltraitées: tels nous fûmes, pêle-mêle, poussés et revomisés en dehors de la frontière, par nos amis, nos alliés!!!

« Pour moi, dès le commencement de la retraite, succombant sous la fatigue de trop longues marches faites dans la boue et sous des torrents de pluie; courbant sous un mousquet et sous un attirail qui n'étaient nuisibles qu'à moi, je profitai de ma prérogative de volontaire pour sortir des rangs, et opérer seul ma retraite selon mes forces. Je partais quand je pouvais; je n'atteignais jamais la halte commune; la première métairie me servait d'asile; et, soit bonheur personnel, soit parce qu'en effet



les paysans se trouvèrent bons, et point exaspérés contre nous, j'évacuai sans malencontre. Ce ne fut qu'à quelque temps de là que je pus juger de toute l'étendue du péril auquel je m'étais exposé, quand je lus dans les papiers que quinze ou dix-huit des nôtres, traînards comme moi, dont quelques-uns étaient mes voisins dans les rangs, avaient été saisis, menés à Paris, et exécutés dans les places publiques en espèce d'autodafé, et comme par voie d'expiation.

« Aussitôt hors de France, on nous signifia à tous qu'il fallait nous dissoudre; mais cette intimation n'était pas nécessaire: les besoins, le dénuement de toutes choses le rendaient suffisamment indispensable. Nous nous débandâmes; chacun prit une direction à l'aventure, et le désespoir, la rage furent ses compagnons. Nous traversâmes en fugitifs, la plupart du temps à pied, quelques-uns à peu près nus, les lieux de notre splendeur et de notre luxe passés. Heureux quand on ne nous en fermait pas les portes, quand on ne nous en repoussait pas avec brutalité! En un instant on nous chassa officiellement de partout; on nous interdit le séjour ou l'entrée de tous les États voisins; nous fuîmes au loin et allâmes traîner dans toute l'Europe le spectacle de nos misères, qui durent être une grande leçon de morale et de politique pour les peuples, les grands et les rois.

« Cependant, les exploits des Français firent expier cruellement aux étrangers les indignités dont ils nous avaient accablés; tandis que de notre côté, ce nous fut une espèce de consolation que de voir l'honneur de l'émigration se réfugier dans l'armée de Condé, qui se montrait à tous les yeux et s'est

inscrite dans l'histoire comme un modèle de loyauté, de valeur et de constance.

« Telle est, Sire, cette trop fameuse époque, cette détermination fatale, qui n'a été, pour un grand nombre, que la seule erreur de la jeunesse et de l'inexpérience. Toutefois à ceux-là personne n'a le droit d'en faire le reproche qu'eux-mêmes. Les sentiments qui les guidèrent étaient si purs, si naturels, si généreux, qu'ils pourraient même au besoin s'en faire honneur; et ces dispositions, je dois le dire, étaient celles de la masse parmi nous, de cette foule surtout de gentilshommes de province, qui, sacrifiant tout et n'attendant rien, sans fortune comme sans espérance, montraient un dévouement vraiment héroïque, en ce qu'il n'avait d'autre but que ce qu'ils imaginaient être un devoir. Du reste, le vice en était tout à notre éducation politique, qui ne nous apprenait pas à distinguer nos devoirs, et nous faisait porter au prince seul ce qui appartenait à toute la patrie. Les erreurs passent avec les générations, les seules vérités demeurent! Aussi dans l'avenir, quand les passions adverses seront éteintes, quand il ne restera plus de traces des intérêts croisés ou de l'aveuglement et de la fureur des partis, alors ce qui fut douteux pour nous sera positif pour d'autres. Ce qui était excusable ou même licite en nous, qui nous trouvions entre un vieil ordre de choses qui finissait, et un nouveau qui s'élevait, sera tenu pour hautement coupable parmi ceux qui jouiront de doctrines arrêtées. Là, passeront comme articles de foi : 1° Que le plus grand de tous les crimes est d'introduire l'étranger au sein de la patrie; 2° Que la souveraineté ne saurait être errante; mais qu'elle



est inséparable du territoire, et demeure liée à la masse des citoyens ; 3° Que la patrie ne saurait être voyageuse, mais qu'elle est immuable et toute sur le sol sacré qui nous a donné la naissance, et où reposent les ossements de nos pères. Telles sont les grandes maximes, et beaucoup d'autres encore, qui demeureront enfantées par notre émigration ; telles sont les grandes vérités qu'on recueillera de nos malheurs !

« — Très bien, a dit l'Empereur, très bien ; voilà ce qui s'appelle être sans préjugés ! Voilà de vraies vues philosophiques ! Et l'on dira de vous que vous avez su profiter des leçons du temps et de l'adversité. »

« — Sire, durant notre séjour à bord du *Northumberland*, et dans les loisirs de la traversée, les Anglais, plus d'une fois, touchèrent vis-à-vis de nous ce point délicat ; égarés par la guerre qu'ils nous avaient faite avec fureur, aussi bien que par les maximes dont l'intérêt du moment remplissait leurs journaux, en opposition même avec leurs doctrines nationales, ils nous entretenaient des mérites de l'émigration, des vertus dont ils avaient été les témoins, et trouvaient la nation coupable d'y avoir résisté. Mais quand les arguments se compliquaient trop, ou que nous voulions y mettre un terme subit, nous l'obtenions d'un mot ; nous leur disions : « Reportez-vous au moment de votre révolution ; figurez-vous Jacques II vous menaçant de la rive opposée, et sous les bannières françaises, bien qu'entouré de ses fidèles, qu'auriez-vous fait ? Et si Louis XIV vous l'eût ramené à Londres à la tête de cinquante mille Français, qui eussent ensuite tenu garnison chez vous, qu'auriez-vous

senti ! » — Ah !... Mais... Ah..., disaient-ils, s'efforçant de chercher quelque différence, et ne pouvant en trouver, ils se mettaient à rire et se taisaient. « Et en effet, observait l'Empereur, il n'y avait pas un mot à répliquer. » Et il s'est mis à passer en revue, avec sa rapidité et ses vues ordinaires, les divers objets que j'avais relatés : il s'est arrêté sur l'absurdité, l'inconséquence, la grande erreur de notre émigration, les vrais torts qu'elle avait causés à la France, au roi, à nous-mêmes. « Vous avez établi, consacré dans la France politique, disait-il, une scission pareille à celle que les catholiques et les protestants amenèrent dans l'Europe religieuse ; et quels malheurs n'en ont pas été la suite ! J'étais venu à bout d'en détruire les conséquences ; mais ne vont-elles pas renaître ? » Et il développait les moyens qu'il avait employés pour détruire ce fléau, les précautions qu'il avait dû prendre, les résultats qu'il avait voulu. Comme tout changeait de face dans sa bouche ; comme tout s'agrandissait à mes yeux, à mesure qu'il parlait ! « Et le bizarre de ma situation, observait-il, c'est que dans tout cela je naviguais moi-même constamment au milieu des écueils.

« Chacun jugeant d'après son échelle, attribuait à des affections, à de simples préjugés, à de la petitesse, ce qui en moi n'était pourtant que vues profondes, grandes conceptions et maximes d'État de la plus haute élévation ; on eût dit que je ne régnaïs que sur des pygmées en intelligence : je n'étais compris de personne. Le parti national n'éprouvait que jalousie et ressentiment de ce qu'il me voyait faire en faveur des émigrés ; et ceux-ci, de leur côté, se persuadaient que je ne cherchais



qu'à me donner du lustre par leurs secours. Pauvres gens!...

« Toutefois, en dépit de l'aveuglement et des préjugés réciproques, j'étais arrivé à mon but, et j'avais obtenu la satisfaction de laisser tout calme dans le port, lorsque je me lançai sur la haute mer à la poursuite de mes grandes entreprises. »

*N. B.* Depuis mon retour en Europe, mentionnant ces paroles de Napoléon à un grand officier de la couronne, qui avait eu l'honneur de jouir souvent de ses entretiens particuliers (le comte de Ségur), il m'a raconté à son tour une conversation précisément sur le même sujet : elle coïncide trop bien avec ce qu'on vient de lire pour que je ne la rapporte pas ici. L'Empereur lui disait un jour : « Pourquoi croyez-vous que je cherche à m'entourer des grands noms de l'ancienne monarchie ? — Sire, mais peut-être pour la splendeur de votre trône, et pour ménager certaines apparences aux regards de l'Europe. — Ah ! vous y voilà bien avec votre orgueil et vos préjugés de classe. Eh bien ! sachez que mes victoires et ma force me recommandent en Europe bien autrement que ne pourraient le faire tous vos grands noms, et qu'au dedans ma prédilection apparente pour eux me fait beaucoup de tort, me dépopularise infiniment. Vous attribuez à de petites vues ce qui tient à de fort larges. Je constitue une société, une nation, et je me trouve sous la main des éléments tout à fait antipathiques. Les nobles et les émigrés ne sont qu'un point dans la masse, et cette masse leur est hostile, et demeure fort ulcérée ; elle me pardonne avec peine de les avoir rappelés. Pour moi, je l'ai

cru un devoir ; mais si je les laisse demeurer formant un corps, ils peuvent un jour servir à l'étranger, nous devenir nuisibles et courir eux-mêmes de grands périls. Je ne cherche donc qu'à les dissoudre et à les isoler. Si j'en place autour de moi, dans les administrations, dans l'armée, c'est afin de les incruster dans la masse, et pour faire en sorte que le tout ne fasse plus qu'un ; car je suis mortel, et si je venais à vous quitter avant que cette fusion se fût opérée, vous verriez quels inconvénients entraîneraient ces parties hétérogènes, et le terrible danger dont certaines personnes pourraient être victimes ! Ainsi donc, Monsieur, mes vues tiennent toutes à l'humanité et à la haute politique : nullement à de vains et sots préjugés. »

Et sur ce que je me récriais auprès du narrateur, combien peu aux Tuileries nous connaissions le véritable caractère de Napoléon, les hautes et excellentes qualités de son âme et de son cœur, il me répondait que pour lui il avait été personnellement plus heureux, et qu'il allait m'en donner une preuve qu'il choisissait entre dix : « L'Empereur, me disait-il, dans son conseil privé, se montrait un jour fort monté contre le général La F..., et fit une sortie des plus vives contre ses opinions, ses principes, qu'il disait capables de mettre un État en complète dissolution ; et, s'animant par degrés, il se mit en une véritable colère. Je me trouvais un des membres de ce conseil, nouvellement admis et peu fait encore aux manières de l'Empereur ; bien qu'arrêté par mes deux voisins, je pris aussitôt la parole en défense de l'accusé, assurant qu'on l'avait calomnié auprès du souverain, qu'il vivait paisible dans ses terres avec des opinions person-



nelles qui ne causaient aucun dommage. L'Empereur, dans son état de colère, reprit tout d'abord pour insister avec violence ; mais au bout de cinq à six mots, il s'arrête tout court, me disant : Mais c'est votre ami, Monsieur, et vous, vous avez raison... Je l'avais oublié... Parlons d'autre chose. — Et pourquoi, disais-je, ne nous faisiez-vous pas connaître, dans le temps, tout cela ? — Par une fatalité qui semblait tenir à l'atmosphère de Napoléon, soit prévention, soit autrement, notre esprit était tel qu'on ne pouvait le raconter qu'à ses intimes ; car si on en eût fait grand bruit, on eût passé pour un hâbleur grossièrement courtisan, qui eût débité, non ce qu'il croyait vrai, mais ce qu'il imaginait propre à lui mériter de la faveur et des récompenses. »

Mais puisque j'en suis à ce grand officier de la couronne, aussi distingué d'ailleurs par les grâces de son esprit et l'aménité de ses mœurs que par la noblesse de son caractère, voici une de ses réponses à Napoléon, d'un goût aussi fin que d'une flatterie délicate. L'Empereur, à un de ses levers, s'étant trouvé dans le cas de l'attendre, s'en montra fort choqué, et lui fit une scène à son arrivée, en présence de tous. Or, c'était le moment où cinq ou six rois, entre autres ceux de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, se trouvaient à Paris. « Sire, répondit le coupable, j'ai un million d'excuses sans doute à présenter à Votre Majesté ; mais aujourd'hui on n'est pas toujours maître de circuler dans les rues. Je viens d'avoir le malheur de donner dans un *embarras de rois* dont je n'ai pas pu sortir plus tôt, voilà la cause de ma négligence. » Chacun sourit, et l'Empereur, d'une voix fort adoucie, se contenta

de dire : « Quoi qu'il en soit, Monsieur, prenez dorénavant vos précautions, et surtout ne me faites plus attendre. »

Voyage sentimental de Napoléon. — Esprit public du temps. —  
Journée du 10 août.

Samedi 3.

Le temps est devenu un peu meilleur ; l'Empereur a essayé de se promener au jardin. Le général Bingham et le colonel du 53<sup>e</sup> ont fait demander à voir l'Empereur, qui les a gardés assez longtemps. L'apparition du gouverneur a mis tout en fuite. Le général Bingham a disparu, et nous, nous avons gagné le bois, pour nous éloigner du terrain.

L'Empereur, dans sa promenade, a beaucoup causé d'un voyage qu'il avait fait en Bourgogne, au commencement de la révolution. C'est ce qu'il appelle son *Voyage sentimental* à Nuits ; il y alla souper chez son camarade *Gassendi*, alors capitaine dans son régiment, et marié assez richement à la fille d'un médecin du lieu. Le jeune voyageur ne tarda pas, disait-il, à s'apercevoir du dissentiment des opinions politiques du beau-père et du gendre : le gentilhomme Gassendi était aristocrate comme de raison, et le médecin, chaud patriote. Celui-ci trouva dans le convive étranger un auxiliaire puissant, et en fut si ravi, que le lendemain il était au point du jour chez lui en visite de reconnaissance et de sympathie. L'apparition d'un jeune officier d'artillerie d'une bonne logique et d'une langue alerte, disait l'Empereur, était une recrue précieuse et rare pour l'endroit. Il fut aisé au voyageur, de s'apercevoir qu'il faisait sensation. C'était un dimanche, on lui tirait le chapeau du bout de



la rue. Toutefois ce triomphe ne fut pas sans échec. Il alla souper chez une M<sup>me</sup> Maret ou Muret, auprès de laquelle un autre de ses camarades semblait fort bien établi ; or, c'était là le repaire de l'aristocratie du canton, bien que la dame ne fût que la femme d'un marchand de vin ; mais elle avait une grande fortune, les meilleures manières ; c'était la duchesse de l'endroit, observait l'Empereur. Là se trouvait toute la gentillhomerie des environs. Le jeune officier avait donné dans un vrai guépier, disait-il, il lui fallut rompre force lances ; la partie n'était pas égale. Au plus fort de la mêlée, on annonce le maire. « Je crus que c'était un secours que le ciel m'envoyait dans ce moment de crise, disait l'Empereur, mais il se trouva le pire de tous. Je vois encore ce maudit homme, dans son bel accoutrement du dimanche, bien boursoufflé sous un grand habit cramoisi : c'était un misérable. Heureusement la générosité de la maîtresse de la maison, peut-être une secrète sympathie d'opinions me sauvèrent. Elle détourna constamment, avec esprit, les coups qui eussent pu porter : elle fut sans cesse le bouclier gracieux sur lequel les armes venaient perdre leurs forces ; enfin, elle me préserva de toute blessure, et il m'est toujours resté d'elle un agréable souvenir pour le service que j'en reçus dans cette espèce d'échauffourée. »

« Cette diversité d'opinions, observait l'Empereur, se trouvait alors dans toute la France. Dans les salons, dans la rue, sur les chemins, dans les auberges ; tous les esprits étaient prêts à s'enflammer, et rien de plus facile que de se méprendre sur la force des partis et de l'opinion, suivant les localités où l'on se plaçait. Ainsi, un patriote s'en

laissait imposer facilement s'il se trouvait dans les salons ou parmi les rassemblements d'officiers, tant il se voyait en minorité ; mais sitôt qu'il était dans la rue ou parmi les soldats, il se retrouvait alors au milieu de la nation tout entière. Les sentiments du jour ne laissèrent pas de gagner jusqu'aux officiers mêmes, surtout après le fameux serment à *la Nation, à la Loi et au Roi*. Jusque-là, continuait l'Empereur, si j'eusse reçu l'ordre de tourner mes canons contre le peuple, je ne doute pas que l'habitude, le préjugé, l'éducation, le nom du roi, ne m'eussent porté à obéir ; mais le serment national une fois prêté, c'eût été fini, je n'eusse plus connu que la nation. Mes penchants naturels se trouvaient dès lors en harmonie avec mes devoirs, et s'arrangeaient à merveille de toute la métaphysique de l'Assemblée. Toutefois, les officiers patriotes, il faut en convenir, ne composaient que le petit nombre ; mais avec le levier des soldats, ils conduisaient le régiment et faisaient la loi. Les camarades du parti opposé, les chefs mêmes recouraient à nous dans tous les moments de crise. Je me souviens, par exemple, disait-il, d'avoir arraché à la fureur de la populace un des nôtres, dont le crime était d'avoir entonné, des fenêtres de notre salle à manger, la célèbre romance de *ô Richard ! ô mon Roi !* Je me doutais bien peu alors qu'un jour cet air serait proscrit aussi de la sorte à cause de moi. C'est comme au 10 août, voyant enlever le château des Tuileries et se saisir du roi, j'étais assurément bien loin de penser que je le remplacerais, et que ce palais serait ma demeure. »

Et s'arrêtant sur cette journée du 10 août, il dit :  
« Je me trouvais, à cette hideuse époque, à Paris,



logé rue du Mail, place des Victoires. Au bruit du tocsin et de la nouvelle qu'on donnait l'assaut aux Tuileries, je courus au Carrousel, chez *Fauvelet*, frère de Bourricenne, qui y tenait un magasin de meubles. Il avait été mon camarade à l'École Militaire de Brienne. C'est de cette maison, que par parenthèse je n'ai jamais pu retrouver depuis par les grands changements qui se sont opérés, que je pus voir à mon aise tous les détails de la journée. Avant d'arriver au Carrousel, j'avais été rencontré dans la rue des Petits-Champs par un groupe d'hommes hideux, promenant une tête au bout d'une pique. Me voyant passablement vêtu, et me trouvant l'air d'un monsieur, ils étaient venus à moi pour me faire crier *Vive la Nation!* ce que je fis sans peine, comme on peut bien le croire.

« Le château se trouvait attaqué par la plus vile canaille. Le roi avait assurément pour sa défense au moins autant de troupes qu'en eut depuis la Convention au 13 vendémiaire, et les ennemis de celle-ci étaient bien autrement disciplinés et redoutables. La plus grande partie de la garde nationale se montra pour le roi : on lui doit cette justice. »

Ici le grand-maréchal a observé qu'il était précisément d'un des bataillons qui se montrèrent les plus dévoués. Il avait failli être massacré plusieurs fois par le peuple, en regagnant isolément sa demeure. Nous observions, de notre côté, qu'en général la garde nationale à Paris avait constamment montré les vertus de son état : l'amour de l'ordre, le dévouement à l'autorité, la crainte du pillage et la haine de l'anarchie ; et c'était aussi l'opinion de l'Empereur.

« Le palais forcé, et le roi rendu dans le sein de

l'Assemblée, a-t-il continué, je me hasardai à pénétrer dans le jardin. Jamais, depuis, aucun de mes champs de bataille ne me donna l'idée d'autant de cadavres que m'en présentèrent les masses de Suisses, soit que la petitesse du local en fit ressortir le nombre, soit que ce fût le résultat de la première impression que j'éprouvais en ce genre. J'ai vu des femmes bien mises se porter aux dernières indécences sur les cadavres des Suisses. Je parcourus tous les cafés du voisinage de l'Assemblée : partout l'irritation était extrême ; la rage était dans tous les cœurs, elle se montrait sur toutes les figures, bien que ce ne fussent pas du tout des gens de la classe du peuple ; et il fallait que tous ces lieux fussent journellement remplis des mêmes habitués ; car bien que je n'eusse rien de particulier dans ma toilette, ou peut-être était-ce encore parce que mon visage était plus calme, il m'était aisé de voir que j'excitais maints regards hostiles et défiants, comme quelqu'un d'inconnu ou de suspect. »

Bals masqués. — M<sup>me</sup> de Mégrigny. — Le Piémont et les Piémontais. — Canaux de la France. — Rêves sur Paris. — Versailles. — Fontainebleau, etc.

Dimanche 4.

Le temps était devenu meilleur. L'Empereur a demandé sa calèche, et a marché fort loin jusqu'à ce qu'elle vint le joindre. Nous avons fait deux tours.

On parlait des bals masqués : l'Empereur les aimait particulièrement, et en demandait souvent. Il y était toujours sûr d'un certain rendez-vous qui ne lui manquait jamais : il s'y trouvait, disait-il, entrepris chaque année par un même masque, qui



lui rappelait d'anciennes intimités, et le sollicitait avec ardeur de vouloir bien le recevoir, et l'admettre à sa cour : c'était une femme très aimable, très bonne et très belle, à qui beaucoup devaient certainement beaucoup. L'Empereur, qui ne laissait pas que de l'affectionner, lui répondait toujours : « Je ne nie pas que vous soyez charmante ; mais voyez un peu quelle est votre demande ; jugez-la vous-même, et prononcez. Vous avez deux ou trois maris, et des enfants de tout le monde. On tiendrait à bonheur sans doute d'avoir été complice de la première faute ; on se fâcherait de la seconde, on la pardonnerait peut-être ; mais ensuite, et puis, et puis !... A présent soyez l'Empereur, et jugez : que feriez-vous à ma place, et moi qui suis tenu à faire renaître un certain décorum ? » Alors la belle sollicitieuse gardait le silence, ou lui disait : « Du moins ne m'ôtez pas l'espérance. » Et renvoyait à l'année suivante à être plus heureuse. « Et chacun de nous deux, disait l'Empereur, était exact à ce nouveau rendez-vous. »

A ces bals, l'Empereur aimait particulièrement à se faire insulter, disait-il, et le recherchait. Un jour, chez Cambacérès, il rit beaucoup de s'entendre dire par une M<sup>me</sup> de \*\*\* , qu'il prétend que sa nature portait d'ailleurs facilement à l'aigreur, « qu'il y avait des gens au bal qu'il faudrait mettre à la porte, qu'ils n'avaient pu y entrer, sans doute, qu'avec des billets volés. »

Une autre fois, il avait porté la douce et timide M<sup>me</sup> de Mégrigny à se lever et à s'éloigner avec colère et les larmes aux yeux, disant qu'on abusait assurément vis-à-vis d'elle de la liberté que donnait un bal masqué. L'Empereur venait de lui

rappeler une faveur très remarquable qu'il lui avait accordée jadis, en ajoutant que personne ne doutait qu'elle ne l'eût payée par le droit du seigneur. « Or, il n'y avait que moi, disait l'Empereur, qui pût le lui dire sans l'insulter, parce que cela se disait, il est vrai, mais que j'étais bien sûr qu'il n'en était rien. » Voici l'histoire :

L'Empereur allant se faire couronner à Milan, coucha à Troyes. On lui présenta les autorités, et parmi elles une jeune pétitionnaire à la-veille de se marier, et qui venait solliciter de lui une faveur de fortune. Or, comme l'Empereur désirait, disait-il, faire quelque chose qui fût, avec éclat, agréable au pays, la circonstance lui parut favorable, et il la saisit avec toute la grâce imaginable. La jeune personne (c'était M<sup>me</sup> de Mégrigny) appartenait aux premières familles de la province, mais était tout à fait ruinée par l'émigration. A peine était-elle de retour au logis misérable de ses parents, qu'un page y entraît avec fracas, apportant le décret de l'Empereur qui leur rendait trente mille francs de rente, ou plus. On juge du bruit et de l'effet d'un tel événement. Toutefois, comme rien n'était plus charmant, plus complètement joli, disait l'Empereur, que la jeune solliciteuse, on voulait que ses attraits eussent été pour quelque chose dans sa galanterie, bien qu'il eût quitté la ville quelques heures après, et qu'il n'y eût plus songé ; c'était égal. On sait comme se font les histoires ; et comme elle était femme d'un de ses écuyers, qu'elle vint conséquemment à la cour, on avait mêlé tout cela comme de coutume ; si bien que, nommée depuis sous-gouvernante du roi de Rome, le choix scandalisa un moment la sévère M<sup>me</sup> de



Montesquiou, qui craignait, disait l'Empereur, de n'y voir qu'un arrangement.

L'Empereur dit qu'il renouvela à Turin la galanterie gracieuse de Troyes, dans la personne de M<sup>me</sup> de Lascais; et dans les deux endroits, du reste, il croit avoir eu à se louer de sa libéralité, et en avoir recueilli le fruit. Les deux familles se sont montrées attachées et reconnaissantes.

Il se demandait à ce sujet quels auront pu être les sentiments du Piémont à son égard. Il avait une affection particulière, disait-il, pour cette province. M. de Saint-Marsan, qu'il croyait lui avoir été fidèle jusqu'à la fin, l'avait assuré au moment de nos désastres, disait-il, que ce pays se montrerait une de ses meilleures provinces.

« Au fait, continuait l'Empereur, les Piémontais n'aimaient point à être un petit État; leur roi était un vrai seigneur féodal qu'il fallait courtiser ou craindre. Il avait plus de pouvoir, plus d'autorité que moi, qui, empereur des Français, n'étais qu'un magistrat suprême, faisant marcher les lois, et ne pouvant en dispenser! Aurais-je pu empêcher un courtisan d'être poursuivi pour ses dettes? Aurais-je pu arrêter l'action des lois sur qui que ce fût? etc. »

Dans la conversation du dîner, l'Empereur demandait si on avait calculé la quantité d'eau fluviale qui entrait dans la Méditerranée et dans la mer Noire, ce qui l'a conduit à désirer qu'on calculât la quantité d'eau fluviale de notre Europe, et qu'on assignât la proportion de chaque vallée et de chaque versant. Il regrettait fort de n'avoir pas présenté cette série de questions scientifiques. C'était là son grand système, disait-il. Lui venait-il une idée

utile, curieuse, intéressante : « A mes levers ou dans mes communications familières, je posais des questions analogues à mes membres de l'Institut, avec ordre de me les résoudre. La solution en était lancée dans le public ; elle y était analysée, combattue, adoptée ou repoussée ; et il n'est rien qu'on n'obtienne de la sorte ; c'est là la grande voie des progrès dans une grande nation douée de beaucoup d'esprit et de beaucoup de lumières. »

L'Empereur faisait observer encore à ce sujet qu'on n'avait jamais été plus fort en géographie qu'aujourd'hui, et qu'on en devait quelque chose à ses expéditions. Il a parlé ensuite des canaux qu'il avait fait faire en France. Il citait surtout celui de Strasbourg à Lyon, qu'il espérait avoir assez avancé pour qu'on fût obligé de le finir. Il pensait que sur trente millions, il devait y en avoir déjà vingt-quatre d'employés.

« Aujourd'hui on communiquait, par l'intérieur, de Bordeaux à Lyon et à Paris. J'avais construit un grand nombre de canaux ; j'en avais projeté bien davantage. » L'un de nous ayant dit qu'on en avait proposé à l'Empereur un très avantageux, mais qu'on l'avait trompé pour l'empêcher d'accepter les offres faites à ce sujet. « Sans doute que le plan n'aura été avantageux que sur papier, disait l'Empereur ; mais qu'en dernière analyse, il m'aurait fallu donner de l'argent ; ce qu'on m'arrachait difficilement. — Non, Sire, répondait-on, le refus n'a été que l'effet d'une intrigue. On a trompé Votre Majesté. — Cela n'était pas possible sur ce point. Vous parlez légèrement. — Mais j'en suis sûr ; j'ai connu le plan, les offres, les souscripteurs ; mes parents y étaient pour des sommes considérables



Il s'agissait d'unir la Meuse à la Marne. Le canal aurait eu moins de sept lieues. — Mais vous ne dites pas tout ; peut-être avec cela exigeait-on que je concédasse d'immenses forêts nationales dans les environs ? ce que je n'aurais pas voulu. — Non, Sire, c'était seulement une intrigue de vos ponts et chaussées. — Mais encore faudrait-il qu'ils eussent opposé quelques raisons, quelque apparence d'intérêt public. Que disaient-ils ? — Sire, que les bénéfices auraient été trop grands. — Mais alors ils me l'eussent proposé eux-mêmes, disait l'Empereur, et je l'eusse exécuté. Je vous répète que vous ne sauriez avoir raison ; vous parlez ici à l'homme de la chose même, qui s'en occupait sans cesse. Les ponts et chaussées, de leur côté, n'étaient jamais plus heureux que de faire. Jamais un particulier ne m'a proposé un pont, qu'il n'ait été pris au mot. S'il me demandait un péage de vingt-cinq ans, j'étais disposé à le lui accorder pour trente. Il m'importait peu qu'il fût utile, s'il ne devait me rien coûter. C'était toujours un capital dont j'enrichissais le sol. Au lieu de refuser des canaux, je courais après. Mais, mon cher, rien ne se ressemble moins qu'une conversation de salon et un conseil d'administration. L'homme à projets, dans un salon, a toujours raison ; ses résultats seraient magnifiques, infaillibles, si on l'écoutait ; et pour peu qu'il puisse lier le refus qu'il éprouve à quelques pots-de-vin, à quelque intrigue de femme ou de maîtresse, le roman est complet : or, voilà ce que vous aurez entendu. Mais il n'en est pas ainsi dans un conseil d'administration, parce qu'on n'y décide que sur des faits et le compas à la main. Quel est votre canal, avez-vous dit ? il ne saurait

m'être étranger. — Sire, de la Meuse à la Marne, et de sept lieues seulement. — Eh bien, mon cher, c'est de la Meuse à l'Aisne que vous voulez dire, et il eût été de moins de sept lieues. Cela va me revenir ; mais il n'y a qu'une petite difficulté, c'est qu'en cet instant même il est encore douteux qu'il soit praticable. Là, comme ailleurs, Hippocrate dit *oui*, et Gallien dit *non*. Tarbé l'assurait impossible ; niant qu'il y eût assez d'eau au point du partage. Je vous répète, continuait l'Empereur, que vous parlez à celui du monde qui s'est le plus occupé de ces objets, surtout aux environs de Paris. Il entrait dans mes rêves perpétuels de faire de celle-ci la véritable capitale de l'Europe ; parfois je voulais qu'elle devînt une ville de deux, trois ou quatre millions d'habitants, par exemple, en un mot quelque chose de fabuleux, de colossal, d'inconnu jusqu'à nos jours, et dont les établissements publics eussent répondu à la population. »

Quelqu'un ayant observé alors, que si le ciel eût donné à l'Empereur un règne de soixante ans, comme à Louis XIV, il aurait laissé de bien grandes choses. « Si le ciel m'eût donné seulement vingt ans et un peu de loisir, a repris vivement l'Empereur, on aurait cherché vainement l'ancien Paris ; il n'en fût pas resté de vestiges ; et j'aurais changé la face de la France. Archimède promettait tout, si on lui laissait poser le bout de son levier ; j'en eusse fait autant partout où l'on m'eût laissé poser mon énergie, ma persévérance et mes budgets... Avec les budgets on créerait le monde... J'aurais montré la différence d'un empereur constitutionnel à un roi de France. Les rois de France n'ont jamais rien eu d'administratif ni de municipal..... Ils ne se



sont jamais montrés que de grands seigneurs que ruinaient leurs gens d'affaires.

« La nation elle-même n'a dans son caractère et ses goûts que du provisoire et du gaspillage. Tout pour le moment et le caprice, rien pour la durée... Voilà notre devise et nos mœurs en France. Chacun passe sa vie à faire et à défaire ; il ne reste jamais rien..... N'est-il pas indécemment que Paris n'ait seulement pas un Théâtre-Français, un Opéra, rien digne de ces destinations !

« J'ai souvent combattu des fêtes que la ville de Paris voulait me donner ; c'étaient des dîners, des bals, des feux d'artifice de quatre, de six, de huit cent mille francs, dont les préparatifs obstruaient plusieurs jours la voie publique, et qui coûtaient ensuite autant à défaire qu'ils avaient coûté à construire. Je prouvais qu'avec ces faux frais ils auraient fait des monuments durables, magnifiques.....

« Il faut avoir fait autant que moi pour connaître toute la difficulté de faire le bien. Il fallait parfois toute ma puissance pour pouvoir réussir. S'agissait-il de cheminées, de cloisons, d'ameublements dans les palais impériaux pour quelques particuliers, on courait à pleines voiles ; mais s'agissait-il de prolonger le jardin des Tuileries, d'assainir quelques quartiers, de désobstruer quelques égouts, d'accomplir un bien public qui n'intéressât pas directement quelques particuliers, il fallait tout mon caractère, écrire six, dix lettres par jour et se fâcher tout rouge. C'est ainsi que j'ai employé jusqu'à trente millions en égouts, dont personne ne me tiendra jamais compte. J'ai abattu pour dix-sept millions de maisons en face des Tuileries pour former le Carrousel et découvrir le Louvre. Ce que

j'ai fait est immense, ce que j'avais arrêté, ce que je projetais encore l'était bien davantage. »

Alors quelqu'un faisait la remarque que les travaux de l'Empereur ne s'étaient bornés ni à Paris ni à la France; presque toutes les villes d'Italie présentaient des traces de sa création. Partout où l'on voyageait, au pied comme à la cime des Alpes, dans les sables de la Hollande, sur les rives du Rhin, l'on retrouvait Napoléon. toujours Napoléon.

A cela il a observé qu'il avait décidé de dessécher les marais Pontins. « César, a-t-il dit, allait s'en occuper quand il périt. » Et revenant à la France: « Les rois, disait-il, avaient trop de maisons de campagne et d'objets inutiles. Un historien impartial aura le droit de blâmer Louis XIV dans ses effroyables et inutiles dépenses de Versailles, surtout avec ses guerres, ses impositions, ses malheurs: il s'est épuisé pour ne créer après tout qu'une ville bâtarde. » L'Empereur a alors analysé les avantages d'une ville administrative, c'est-à-dire, faite pour la réunion des administrations, et ils lui semblaient vraiment problématiques.

Je regrette bien ici de n'avoir pas consigné, dans le temps, la suite de ces raisons; elles étaient si multipliées, si ingénieuses! Aujourd'hui mon exactitude ne me permet pas de prétendre les reproduire; du reste, ce sont en moi des regrets qui malheureusement n'ont que trop souvent l'occasion de se renouveler. Si on aperçoit de nombreuses lacunes dans les raisonnements de l'Empereur, et surtout dans la suite de ses développements, c'est qu'à Sainte-Hélène je consignais en hâte, me fiant sur ma mémoire pour développer en temps opportun, ou bien je me contentais encore d'abrégia-



tions, de signes hiéroglyphiques; je savais que j'étais à la source; mais aujourd'hui il arrive que j'ai oublié, ou que je ne me retrouve plus dans mes propres signes. Ce doit être mon excuse pour bien des choses.

L'Empereur ne se dissimulait pas que la demeure de la capitale n'était parfois pas tenable pour les souverains; mais d'un autre côté Versailles ne l'était pas pour les grands, les ministres ni les courtisans. C'était donc une faute de Louis XIV, s'il n'avait entrepris Versailles que pour le séjour des rois, lorsque Saint-Germain était tout trouvé sous sa main : la nature semblait l'avoir fait exprès pour la véritable demeure des rois de France. Lui-même, Napoléon, avait fait des fautes à cet égard; car il ne fallait pas, disait-il, se louer dans tout ce qu'on avait fait. Il aurait dû retrancher Compiègne, par exemple, et il regrettait d'y avoir fait son mariage : il eût voulu l'avoir fait à Fontainebleau. « Et voilà, disait-il encore, en s'arrêtant sur Fontainebleau, la vraie demeure des rois, la maison des siècles; peut-être n'était-ce pas rigoureusement un palais d'architecte, mais bien assurément un lieu d'habitation bien calculé et parfaitement convenable. C'était ce qu'il y avait sans doute de plus commode, de plus heureusement situé en Europe pour le souverain, etc. »

Il passait alors en revue les capitales qu'il avait visitées, les maisons des rois qu'il avait parcourues, et nous donnait de beaucoup la supériorité. Fontainebleau, ajoutait-il encore, était aussi en même temps la situation politique et militaire la plus convenable. L'Empereur se reprochait des dépenses qu'il avait faites à Versailles; mais fallait-il

bien encore, disait-il, l'empêcher de tomber en ruines. Il avait été question, dans la révolution, de détruire en grande partie ce palais; d'en enlever le milieu, et de séparer par là les deux côtés. « On m'eût rendu un grand service, disait-il; car rien n'est dispendieux, ni véritablement inutile comme cette multitude de palais; et si pourtant on m'a vu entreprendre celui du roi de Rome, c'est que j'avais des vues à moi; et puis encore c'est qu'au vrai je n'ai jamais songé qu'à préparer le terrain: je m'en fusse tenu là<sup>1</sup>. »

« Mes erreurs en dépenses de ce genre, ajoutait-il, ne pouvaient, après tout, être grandes. Grâce à mes budgets, ces erreurs s'apercevaient et se corrigeaient de force chaque année; elles ne pouvaient jamais aller au delà d'une petite quotité de la faute principale. »

L'Empereur avait eu toutes les peines du monde, assurait-il, à faire comprendre et adopter son système de budgets en bâtisses et autres grandes entreprises pareilles. « Me proposait-on un plan de trente millions, qui me convînt? Accordé, disais-je; mais à faire en vingt ans, c'est-à-dire à quinze cent mille francs par an. Cela allait très bien jusque-

1. Tout le monde sait, ou devrait avoir su (si par une fatalité toute particulière à Napoléon, la plupart de ses actes les plus recommandables n'eussent été, dans le temps, étouffés sous le poids de la malveillance et des libelles) l'histoire de cette misérable cahute enclavée dans l'enceinte du palais du roi de Rome, dont le propriétaire demanda successivement dix, vingt, cinquante, cent fois la valeur réelle. Arrivé à ce taux ridicule, l'Empereur, de qui on prenait les ordres à cet égard, ordonna tout à coup de se refuser désormais à tout marché quelconque, s'écriant que cette misérable échoppe, au lieu de toutes les magnificences du palais du roi de Rome, serait, après tout, *la vigne de Naboth*, le plus grand témoignage de sa justice, le plus beau trophée de son règne.



là. Mais que me donnerez-vous, ajoutais-je, pour ma première année ? car si je veux que ma dépense soit morcelée, je veux néanmoins que le résultat, le travail m'arrive entier et fini. Ainsi je veux d'abord un abri, une chambre, un appartement, n'importe quoi ; mais quelque chose de complet pour mes quinze cent mille francs. Les architectes ne voulaient plus y entendre ; cela gênait leur grandiose, leur grand effet. Ils auraient voulu d'abord produire toute une façade longtemps inutile, et vous engrener ainsi dans des dépenses immenses, qui, si elles étaient interrompues, ne vous laissaient rien.

« C'est avec cette manière à moi, et en dépit de tant de circonstances politiques et militaires, que j'ai fait néanmoins tant de choses. J'avais réuni quarante millions de meubles à la couronne, quatre millions au moins d'argenterie. Que de palais j'ai restaurés ! Peut-être trop : j'y reviens. Grâce à ma manière de faire, j'ai pu habiter Fontainebleau dès la première année de travail ; il ne m'en coûta pas plus de cinq à six cent mille francs. Si j'y ai dépensé depuis six millions, cela n'a été qu'en six ans ; j'en aurais dépensé bien davantage avec le temps ! Mon but principal avait pour objet que la dépense fût insensible, et le résultat éternel.

« A mes voyages de Fontainebleau, disait l'Empereur, douze à quinze cents personnes étaient invitées, logées et meublées ; plus de trois mille pouvaient y trouver à dîner, et ceci n'avait rien de coûteux pour le souverain, ou très peu, grâce à l'ordre établi ; Duroc l'avait rendu admirable. Plus de vingt ou vingt-cinq princes, dignitaires ou ministres étaient contraints d'y tenir maison,

« Je condamnais Versailles dans sa création, reprenait l'Empereur; mais, dans mes idées gigantesques sur Paris, je rêvais d'en tirer parti, et de n'en faire, avec le temps, qu'une espèce de faubourg, un site voisin, un point de vue de la grande capitale; et pour l'approprier davantage à cet objet, j'avais conçu une singulière idée, dont je m'étais même fait présenter le programme.

« De ces beaux bosquets, je chassais toutes ces nymphes de mauvais goût, ces ornements à la *Turcaret*, et je les remplaçais par des panoramas, en maçonnerie, de toutes les capitales où nous étions entrés victorieux, de toutes les célèbres batailles qui avaient illustré nos armes. C'eût été autant de monuments éternels de nos triomphes et de notre gloire nationale, posés à la porte de la capitale de l'Europe, laquelle ne pouvait manquer d'être visitée par force du reste de l'univers. » Et laissant tout à coup cela, il s'est mis à nous lire le *Distrain*, dont le volume était depuis longtemps sous sa main; mais il l'a presque aussitôt interrompu, soit qu'il ait été remué de ses propres pensées, soit qu'il s'y vît contraint par une toux nerveuse qui, depuis peu, lui revenait souvent après son dîner. Il est certain qu'il change beaucoup, et que sa santé se perd tout à fait.

Projet d'une Histoire européenne. — Sélim III. — Forces d'un sultan turc. — Les Mameloucks. — Sur la régence.

Lundi 5.

L'Empereur n'est sorti qu'à près de cinq heures; il était souffrant, avait pris un bain, que la venue de sir H. Lowe avait trop prolongé, n'ayant voulu



en sortir qu'après que ce gouverneur eût disparu de l'établissement.

L'Empereur avait lu dans son bain deux volumes de l'histoire ottomane. Il avait conçu l'idée, disait-il, et regrettait fort de n'avoir pu l'exécuter, de faire composer toutes les histoires de l'Europe depuis Louis XIV, sur les pièces mêmes de nos relations extérieures où se trouvent les rapports réguliers de tous les ambassadeurs.

« Mon règne, observait-il, eût été une époque parfaite pour cet objet. La supériorité de la France, son indépendance, sa régénération, mettaient le gouvernement actuel à même de publier tous ces objets sans inconvénient. C'eût été comme si l'on eût publié l'histoire ancienne : rien n'eût été plus précieux. »

Et de là, passant à Sélim III, il disait lui avoir écrit un jour : « Sultan, sors de ton sérail, mets-toi à la tête de tes troupes, et recommence les beaux jours de la monarchie. »

Sélim, le Louis XVI des Turcs, disait l'Empereur, qui nous était très attaché et très favorable d'ailleurs, se contenta de lui répondre que c'était bon pour les premiers princes de sa dynastie, que les mœurs de ce temps étaient bien loin, que de pareils actes seraient aujourd'hui hors de saison et tout à fait sans fruit.

L'Empereur ajoutait néanmoins que personne ne connaissait, sans doute, la force de la développée, le débordement subit dont serait capable un sultan de Constantinople qui saurait se placer à la tête de son peuple, le retremper, et mettre en marche sa multitude fanatisée. Plus tard, il disait que, pour son propre compte, si, en Égypte, il eût pu à ses

Français joindre les Mameloucks, il se serait regardé comme le maître du monde. « Avec cette poignée choisie et la canaille, ajoutait-il en riant, recrutée sur les lieux, pour être dépensée au besoin, je ne connais rien que je n'eusse renversé. Alger en trembla. »

« — Mais si jamais il prenait fantaisie à ton sultan, disait un jour le dey d'Alger au consul français, de venir nous visiter, quelle serait notre sûreté ; car il a défait les Mameloucks ? C'est que les Mameloucks, dans tout l'Orient, observait l'Empereur, étaient, en effet, des objets de vénération et de terreur, c'était une milice regardée jusqu'à nous comme invincible. »

L'Empereur, en attendant son dîner au milieu de nous, a ouvert un livre qui se trouvait à côté de lui sur le canapé : c'était la *Régence*. Il a dit que c'était là une des époques les plus hideuses de nos annales ; il était fâché qu'on l'eût peinte avec la légèreté du temps, et non la sévérité de l'histoire. On avait jeté dessus les fleurs du bon ton et le vernis des grâces, au lieu d'en faire une exacte justice. La régence, au vrai, observait-il, avait été le règne de la dépravation du cœur, du dévergondage de l'esprit, de l'immoralité la plus profonde en tout genre ; c'était au point qu'il croyait, disait-il, à toutes les horreurs, à toutes les abominations qu'on reprochait aux mœurs du régent, dans le sein de sa propre famille ; tandis qu'il ne le croyait pas de Louis XV, qui, bien que plongé dans le plus sale, le plus hideux libertinage, ne lui laissait pourtant pas le droit d'ajouter foi à des choses si révoltantes et si monstrueuses ; et il le justifiait très bien de certaines imputations qui eussent touché de fort



près à la personne d'un de ses anciens aides de camp, de lui, Napoléon. De là il est revenu à dire que l'époque du régent avait été le renversement de toutes les fortunes, la perte de la morale publique. Rien n'avait été sacré, ni dans les mœurs, ni dans les principes. Le régent s'était personnellement couvert d'infamie. Dans l'affaire des princes légitimés, il avait montré la dernière bassesse, et commis un grand abus d'autorité. Le roi seul pouvait autoriser un tel jugement, et lui régent s'était plu à se déshonorer gratuitement dans la personne de sa femme, fille naturelle de Louis XIV, qu'il avait trouvé très bien néanmoins d'épouser quand ce roi régnait, etc., etc.

Mardi 6.

Pour essayer la tente, qui venait d'être achevée, on y a dressé la table de service, et nous avons invité à déjeuner avec nous les officiers anglais qui avaient surveillé le travail.

L'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre; il a fait sa toilette, je l'ai accompagné à sa sortie jusqu'au fond du bois, où nous nous sommes promenés quelque temps : il discutait des objets graves..., etc.<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Je dois avoir dit qu'en travaillant mon Journal de Longwood, la circonspection et la prudence m'ordonnaient souvent d'exprimer mystérieusement ma pensée. Aujourd'hui, depuis le temps que tout cela a été écrit, l'intervalle qui m'en sépare, les différentes situations où je me suis trouvé, font qu'il est bien des choses que je ne sais plus m'expliquer à moi-même. Par exemple, il y avait dans cet endroit des initiales et autres caractères dont je n'ai pu, en dépit de tous mes efforts, soupçonner, en quoi que ce fût, la véritable signification. Il est pourtant sûr qu'elles devaient exprimer des choses d'autant plus importantes et plus délicates, que j'ai mis plus de soin à les rendre intelligibles.

L'Empereur est revenu vers la calèche pour la demander, et nous avons continué la promenade jusqu'à ce qu'elle nous ait rejoints. En finissant le premier tour, on a dit que l'amphitryon était là. L'Empereur l'a fait demander, et nous avons fait deux tours de plus. En revenant, l'Empereur a visité la tente, et a dit quelques mots de satisfaction à l'officier et aux matelots qui la finissaient.

Campagnes d'Italie, etc. — Époque de 1815, etc. — Gustave III.  
— Gustave IV. — Bernadotte. — Paul I<sup>er</sup>.

Mercredi 7.

Après le déjeuner, que l'Empereur a fait sous la tente, il lui a pris fantaisie de revoir quelques chapitres de la Campagne d'Italie; il a fait venir mon fils, dont le pied était enfin beaucoup mieux, et les yeux en meilleur état. Il a donné la dernière main aux chapitres de Pavie et de Livourne qui portent, l'un les fruits d'une heureuse témérité, l'autre ceux d'une sage prudence. L'audace, la vigueur et la célérité qui enlevèrent Pavie y étouffèrent l'étincelle d'une insurrection générale qui eût pu prévenir les merveilles de la campagne, tandis que la lointaine et diplomatique occupation de Livourne maintint la neutralité de la Toscane.

L'Empereur s'est ensuite promené vers le fond du bois, ayant commandé que la calèche vint l'y joindre. Chemin faisant, l'Empereur disait regarder les Campagnes d'Italie et d'Égypte comme entièrement finies, il les croyait en état d'être données au public; et ce serait, disait-il, sans doute une chose bien agréable aux Français et aux Italiens; c'était le livre de leur gloire et de leurs droits, etc.



Il ne croyait pas néanmoins qu'il dût y mettre son nom, et répétait que les diverses époques de ses mémoires consacraient ceux de ses compagnons fidèles, etc.

A l'arrivée de la calèche, la conversation continuant sur le même sujet, on l'a fortement pressé de finir 1815; on en a vivement développé l'importance, la gravité, les résultats. « Eh bien! a-t-il dit en souriant, il faut que je m'y remette tout à fait : cela fait plaisir de se voir encourager; mais encore faut-il de la bonne humeur pour travailler. L'on ne nous abreuve ici que de dégoûts et de tracasseries; on semble nous envier l'air que nous respirons. »

Rentré dans sa chambre, où je l'ai suivi, la conversation a été des plus intéressantes et fort remarquable. Il a été question de Gustave III, de la Suède, de la Russie, de Gustave IV, de Bernadotte, de Paul I<sup>er</sup>, etc.

J'ai raconté qu'à Aix-la-Chapelle, *Gustave III* vivait au milieu de nous en simple particulier, sous le nom de *comte de Haga*. Il faisait le charme de la société par la vivacité de son esprit et l'intérêt de ses récits. J'avais ouï de sa bouche *sa fameuse révolution de 1772*, et j'étais dans la position la plus heureuse pour connaître à fond cette époque de l'histoire de Suède; je me trouvais fort de connaissance dans le même temps avec le Suédois baron de *Sprengporten*, qui, après avoir été fort zélé pour Gustave, avait eu le malheur de passer en Russie pour revenir à la tête des étrangers combattre sa patrie. Il en était résulté qu'il se trouvait, par ce fait, sous une condamnation à mort en Suède : or, il était aussi à Aix-la-Chapelle en ce moment, et s'en était banni par courtoisie, disait-il,

à l'arrivée de Gustave. Il ne s'était pourtant pas éloigné de plus d'une demi-lieue, de sorte que tout ce que j'entendais raconter au roi dans la soirée, m'était, le lendemain à déjeuner, combattu, modifié ou confirmé par le baron. Il avait été fort avant dans la confiance de ce prince.

L'Empereur faisait observer que ce même Sprengporten avait été précisément l'envoyé de Paul auprès de lui lors de son consulat. Et sur Gustave IV, il a dit que ce prince s'était annoncé au début pour un héros, et n'avait fini que comme un fou; qu'il avait marqué de bonne heure par des traits fort remarquables. Encore enfant, on l'avait vu, disait-il, insulter Catherine par le refus de sa petite-fille au moment même où cette grande impératrice, sur son trône et au milieu de sa cour, n'attendait plus que lui pour la cérémonie du mariage.

Plus tard, il n'avait pas moins insulté Alexandre, en refusant après la catastrophe de Paul, l'entrée de ses Etats à l'un des officiers du nouvel empereur; et répondant aux plaintes officielles qui lui étaient adressées à ce sujet, qu'Alexandre ne devait pas trouver mauvais que lui, Gustave, qui pleurait encore l'assassinat de son père, fermât l'entrée de ses Etats à l'un de ceux que la voix publique accusait d'avoir immolé le sien (de lui Alexandre).

« A mon apparition à la souveraineté, disait l'Empereur, il se déclara mon grand antagoniste; on eût dit qu'il ne voulait rien moins que recommencer le grand Gustave-Adolphe. Il courut toute l'Allemagne pour l'ameuter contre moi. Lors de la catastrophe du duc d'Enghien, il jura de le venger de sa personne, et plus tard renvoya insolemment



l'aigle noir au roi de Prusse, parce que celui-ci avait reçu ma Légion d'honneur, etc., etc.

« Enfin son moment fatal arriva, disait l'Empereur; une conspiration peu commune l'arracha du trône et le déporta hors de ses États. L'unanimité contre lui prouve ses torts sans doute. Je veux qu'il fût inexcusable, même fou; toutefois il est extraordinaire et sans exemple que, dans cette crise, il ne se soit pas tiré une seule épée pour sa défense, soit par affection, par reconnaissance, par vertu, ou par niaiserie même, si l'on veut; et vraiment c'est là une circonstance qui honore peu l'atmosphère des rois. »

Ce prince, ballotté, trompé par les Anglais, qui voulaient en faire leur instrument, repoussé par ses proches, parut vouloir renoncer au monde, et, comme s'il eût senti son existence flétrie par son mépris des hommes et son dégoût des choses, il fut volontairement se perdre tout à fait dans la foule.

L'Empereur disait qu'après la bataille de Leipsick, Gustave lui avait fait parvenir qu'il lui en avait voulu beaucoup sans doute; mais que depuis longtemps il était celui des souverains dont il avait le moins à se plaindre; et que depuis longtemps aussi, il n'avait plus pour lui qu'admiration et sympathie; que les malheurs du moment lui permettaient de l'exprimer sans embarras; qu'il s'offrait pour être son aide de camp<sup>1</sup>, et lui demandait un

1. Je dois faire connaître que M. le colonel Gustafsson (Gustave IV) s'est élevé contre l'inexactitude de ce fait. Mais par sa lettre même on pourrait être conduit à penser que l'erreur ne provient que d'une interprétation forcée, donnée à ses paroles véritables; or chacun sait combien cette inexactitude est facile,

asile en France. « Je fus touché, ajoutait l'Empereur ; mais je considérai bientôt que si je l'accueillis, il était de ma dignité de faire des efforts en sa faveur. Or, je ne gouvernais plus le monde ; puis les esprits communs n'auraient pas manqué de voir dans mon intérêt pour lui, une haine impuissante contre Bernadotte ; enfin, Gustave avait été déchu par le vœu du peuple, qui, moi, m'avait élevé ; il y aurait eu inconséquence en moi, dés-harmonie de principes, à prendre sa cause. Bref, je craignais de compliquer encore les affaires, et fis taire la générosité. Je fis répondre que j'appréciais ce qu'il m'offrait, et que j'y étais sensible ; mais que la politique de la France ne me permettait pas de me livrer à mes sentiments particuliers, qu'elle m'imposait même la douleur de lui refuser pour le moment l'asile qu'il demandait. Que du reste il se tromperait fort s'il me supposait d'autres sentiments qu'une bienveillance extrême et des vœux sincères pour son bonheur, etc., etc.

« Quelque temps après l'expulsion de Gustave, disait encore l'Empereur, et la succession au trône vacante, les Suédois, voulant m'être agréables, et s'assurer de la France, me demandèrent un roi. Il fut question un moment du vice-roi ; mais il eût fallu qu'il changeât de religion ; ce que je trouvais au-dessous de ma dignité et de celle de tous les miens. Puis je ne jugeais pas le résultat politique

même habituelle, lorsqu'il s'agit d'un fait qui ne peut avoir été transmis qu'à l'aide de plusieurs intermédiaires. Dans la crainte d'avoir mal entendu moi-même, ce qui eût été possible, je n'aurais pas hésité un instant à prendre l'erreur sur mon compte ; mais chaque lecteur jugera que l'étendue de la conversation de Napoléon, le développement de ses idées sur le sujet ne pouvaient me laisser aucun doute.



assez grand pour excuser un acte si contraire à nos mœurs. Toutefois j'attachai trop de prix, peut-être, à voir un Français occuper le trône de Suède. Dans ma position, ce fut un sentiment puéril. Le vrai roi de ma politique, celui des vrais intérêts de la France, c'était le roi de Danemark, parce que j'eusse alors gouverné la Suède par mon simple contact avec les provinces danoises. *Bernadotte* fut élu, et il le dut à ce que sa femme était belle-sœur de mon frère Joseph, régnant alors dans Madrid.

« Bernadotte, affichant une grande dépendance, vint me demander mon agrément, protestant avec une inquiétude trop visible, qu'il n'accepterait qu'autant que cela me serait agréable.

« Moi monarque élu du peuple, j'avais à répondre que je ne savais point m'opposer aux élections des autres peuples. C'est ce que je dis à Bernadotte, dont toute l'attitude trahissait l'anxiété que faisait naître l'attente de ma réponse, ajoutant qu'il n'avait qu'à profiter de la bienveillance dont il était l'objet, que je ne voulais avoir été pour rien dans son élection, mais qu'elle avait mon assentiment et mes vœux. Toutefois, le dirais-je, j'éprouvais un arrière-instinct qui me rendait la chose désagréable et pénible; en effet, Bernadotte a été le serpent nourri dans notre sein; à peine il nous avait quittés, qu'il était dans le système de nos ennemis, et que nous avions à le surveiller et à le craindre. Plus tard il a été une des grandes causes actives de nos malheurs; c'est lui qui a donné à nos ennemis la clef de notre politique, la tactique de nos armées; c'est lui qui leur a montré les chemins du sol sacré! Vainement disait-il pour excuse qu'en acceptant le trône de la Suède il n'a

plus dû qu'être Suédois ; excuse banale, bonne tout au plus pour la multitude et le vulgaire des ambitieux. Pour prendre femme on ne renonce point à sa mère, encore moins est-on tenu à lui percer le sein et à lui déchirer les entrailles. On dit qu'il s'en est repenti plus tard, c'est-à-dire quand il n'était plus temps et que le mal était accompli. Le fait est qu'en se retrouvant au milieu de nous, il s'est aperçu que l'opinion en faisait justice ; il s'est senti frappé de mort. Alors ses yeux se sont dessillés ; car on ne sait pas, dans son aveuglement, à quels rêves n'auront pas pu le porter sa présomption et sa vanité, etc., etc. » Et comme à la suite de cela et de beaucoup d'autres choses encore, j'ai osé me permettre de lui faire observer comme un jeu du hasard bien bizarre, bien extraordinaire, que le soldat Bernadotte, appelé à une couronne où le protestantisme était de rigueur, se trouvait précisément né protestant, et que son fils, destiné par là à régner sur des Scandinaves, se présentait au milieu d'eux précisément avec le nom national d'*Oscar* ! « Mon cher, a repris l'Empereur, c'est que ce hasard tant cité, ce hasard dont les anciens faisaient un dieu, qui nous étonne chaque jour, nous frappe à chaque instant, ne nous apparaît après tout si singulier, si bizarre, si extraordinaire, que parce que nous ignorons les causes secrètes et toutes naturelles qui l'ont amené ; et pourtant il suffit de cette seule combinaison occulte pour créer du merveilleux et enfanter des mystères ; ici, par exemple, quant au premier article de s'être trouvé né protestant, n'en faites pas honneur au hasard : rayez celui-là. Quant au second, le nom d'*Oscar*, c'est moi qui fus le parrain ; et quand je le nom-



mai, je radotais d'Ossian : il se présenta donc tout naturellement. Vous voyez à présent combien est simple ce qui vous étonne si fort, etc., etc. <sup>1</sup> »

Sur la fin de la conversation, l'Empereur est revenu sur Paul ; il a parlé des fureurs que lui causa, dans le temps, la déloyauté du ministère anglais. On lui avait promis Malte dès qu'on s'en serait emparé ; aussi s'empressa-t-il de s'en faire nommer grand-maître. Malte rendue, les ministres anglais nièrent la lui avoir promise. On assure qu'à la lecture de ce honteux mensonge, Paul se montra si indigné, qu'en plein conseil, saisissant la dépêche, il la perça de son épée, ordonnant qu'on la renvoyât en cet état pour toute réponse. « Si c'est une folie, disait l'Empereur, il faut convenir que c'est celle d'une belle âme : c'est l'indignation de la vertu, qui jusque-là n'a pu soupçonner une telle bassesse. »

Dans le même temps, les ministres anglais traitant avec nous de l'échange des prisonniers, refusaient d'y comprendre sur la même échelle les prisonniers russes faits en Hollande au propre service et pour la seule cause des Anglais. « J'avais deviné, disait l'Empereur, la trempe du caractère de Paul : je saisis l'occasion aux cheveux ; je fis réunir ces Russes ; je les habillai, et les lui renvoyai pour rien. Dès lors, ce cœur généreux fut tout à moi, et comme je n'avais aucun intérêt opposé à la Russie, que je n'avais jamais parlé que justice et

1. On trouve dans les Mémoires publiés par M. le général Montholon, tome I, page 209, des notes bien curieuses dictées par Napoléon, touchant le prince de Ponte-Corvo, sa nomination à ce titre, sa conduite à la bataille d'Iéna, son élection au trône de Suède, etc.

procédés, nul doute que je n'eusse disposé désormais du cabinet de Saint-Pétersbourg. Nos ennemis sentirent le danger, et l'on a voulu que cette bienveillance de Paul lui ait été funeste : cela pourrait bien être ; car il est des cabinets pour qui rien n'est sacré. »

Napoléon, plus tard, a dicté les détails de la fin tragique de l'infortuné Paul. L'importance et le crédit d'une telle source nous portent à les transcrire ici. « Paul fut assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars 1801. Lord Withworth était ambassadeur à sa cour ; il était fort lié avec le comte de P<sup>\*\*\*</sup>, le général B<sup>\*\*\*</sup>, les O<sup>\*\*\*</sup>, les <sup>\*\*\*</sup>, et autres personnes authentiquement reconnues pour être les auteurs et acteurs de cet horrible parricide. Ce monarque avait indisposé contre lui, par un caractère irritable et très susceptible, une partie de la noblesse russe. La haine de la révolution française avait été le caractère distinctif de son règne. Il considérait comme une des causes de cette révolution la familiarité du souverain et des princes français, et la suppression de l'étiquette de la cour. Il établit donc à la sienne une étiquette très sévère, et exigea des marques de respect peu conformes à nos mœurs, et qui révoltaient généralement. Être habillé d'un frac, avoir un chapeau rond, ne point descendre de voiture quand le czar ou un des princes de sa maison passait dans les rues ou promenades, enfin la moindre violation des moindres détails de son étiquette excitait toute son animadversion, et par cela seul on était jacobin. Depuis qu'il s'était rapproché du premier consul, il était revenu sur une partie de ses idées, et il est probable que s'il eût vécu encore quelques années, il eût reconquis



l'opinion et l'amour de sa cour, qu'il s'était aliénés. Les Anglais, mécontents, et même extrêmement irrités du changement qui s'était opéré en lui depuis un an, n'oublièrent rien pour encourager ses ennemis intérieurs. Ils parvinrent à accréditer l'opinion qu'il était fou, et enfin nouèrent une conspiration pour attenter à sa vie. L'opinion générale est que. . . . la veille de sa mort, Paul, étant à souper avec sa maîtresse et son favori, reçut une dépêche où on lui détaillait toute la trame de la conspiration; il la mit dans sa poche, en ajournant la lecture au lendemain. Dans la nuit il périt.

« L'exécution de cet attentat n'éprouva aucun obstacle : le comte<sup>\*\*\*</sup> avait tout crédit au palais ; il passait pour le favori et le ministre de confiance du souverain. Il se présente à deux heures du matin à la porte de l'appartement de l'Empereur, accompagné du général<sup>\*\*\*</sup>, de<sup>\*\*\*</sup> et de<sup>\*\*\*</sup>. Un cosaque affidé, qui était à la porte de sa chambre, fit des difficultés pour les laisser pénétrer chez lui ; ils le massacrèrent aussitôt. L'empereur s'éveilla au bruit, et se jeta sur son épée ; mais les conjurés se précipitèrent sur lui, le renversèrent et l'étranglèrent. Le général B<sup>\*\*\*</sup> fut celui qui lui donna le dernier coup, il marcha sur son cadavre. L'impératrice, femme de Paul, quoi qu'elle eût beaucoup à se plaindre des galanteries de son mari, témoigna une vive et sincère affliction ; et tous ceux qui avaient pris part à cet assassinat furent constamment dans sa disgrâce. . . . .

. . . . .  
« Bien des années après, le général B<sup>\*\*\*\*</sup> commandait encore. . . . Quoi qu'il en soit, ce terrible événement glaça d'horreur toute l'Europe,

qui fut surtout scandalisée de l'affreuse franchise avec laquelle les Russes en donnaient des détails dans toutes les cours. Il changea la position de l'Angleterre et les affaires du monde. Les embarras d'un nouveau règne. . . . .

. . . . . donnèrent une autre direction à la politique de la cour de Russie. Dès le 5 avril, les matelots anglais qui avaient été faits prisonniers de guerre par suite de l'embargo, et envoyés dans l'intérieur de l'empire, furent rappelés. La commission qui avait été chargée de la liquidation des sommes dues par le commerce anglais fut dissoute. Le comte \*\*\* , qui continua à être le principal ministre, fit connaître aux amiraux anglais, le 20 avril, que la Russie accédait à toutes les demandes du cabinet anglais ; que l'intention de son maître était que, d'après la disposition du gouvernement britannique à terminer le différend à l'amiable par une convention, on cessât toutes hostilités jusqu'à la réponse de Londres. Le désir d'une prompte paix avec l'Angleterre fut hautement manifesté, et tout annonça le triomphe de cette puissance. » (*Mémoires de Napoléon, publiés par le général Gourgaud, tome II, page 151.*)

N. B. On vient de lire ci-dessus que l'Empereur se plaignait que le prince de Ponte-Corvo (Bernadotte) était à peine en Suède qu'il avait eu à s'en défier et à le combattre. Voici une lettre du moment, tout à fait à l'appui de cette assertion, renfermant d'ailleurs un exposé précieux du système continental :



Aux Tuileries, le 8 août 1811.

« Monsieur le Prince royal de Suède, votre correspondance particulière m'est parvenue ; j'ai apprécié, comme la preuve des sentiments d'amitié que vous me portez, et comme une marque de la loyauté de votre caractère, les communications que vous me faites. Aucune raison politique ne m'empêche de vous répondre.

« Vous appréciez sans doute les motifs de mon décret du 21 novembre 1806 : il ne prescrit point de lois à l'Europe ; il trace seulement la marche à suivre pour arriver au même but : les traités que j'ai signés font le reste. Le droit de blocus que s'est arrogé l'Angleterre nuit autant au commerce de la Suède, est aussi contraire à l'honneur de son pavillon et à sa puissance maritime, qu'il nuit au commerce de l'empire français et à la dignité de sa puissance. Je dirai même que les prétentions dominatrices de l'Angleterre sont encore plus offensives envers la Suède ; car votre commerce est plus maritime que continental : la force réelle du royaume de Suède est autant dans l'existence de sa marine que dans l'existence de son armée.

« Le développement des forces de la France est tout continental. J'ai su créer dans mes États un commerce intérieur qui porte la vie et l'argent des extrémités de l'empire au centre, et du centre aux extrémités, par l'impulsion donnée aux industries agricoles et manufacturières, par la rigoureuse prohibition des produits étrangers : cet état de choses est tel, que je ne sais pas si le commerce français aurait beaucoup à gagner par la paix avec l'Angleterre.

« Le maintien, l'observance ou l'adoption du décret de Berlin est donc, j'ose le dire, plus dans les intérêts de la Suède et de l'Europe que dans les intérêts privés de la France.

« Telles sont les raisons que ma politique ostensible peut proposer à la politique ostensible de l'Angleterre. Les raisons secrètes de l'Angleterre, les voici : Elle ne veut pas la paix ; elle s'est refusée à toutes les ouvertures que je lui ai fait faire ; la guerre agrandit son commerce et son territoire ; elle craint des restitutions ; elle ne veut pas consolider le nouveau système par un traité ; elle ne veut pas que la France soit puissante. Je veux la paix ; je la veux entière, parce qu'elle seule peut assurer les nouveaux intérêts et les états créés par la conquête. Je pense que, sur ce point, votre altesse royale ne doit pas différer de sentiments avec moi.

« J'ai beaucoup de vaisseaux, je n'ai point de marins ; je ne puis lutter avec l'Angleterre pour l'obliger de faire la paix : il n'y a que le système continental qui puisse réussir. Je n'éprouve à cela aucun obstacle de la part de la Russie et de la Prusse : leur commerce n'a qu'à gagner au régime prohibitif.

« Votre cabinet se compose d'hommes éclairés. Il y a de la dignité et du patriotisme dans la nation suédoise. L'influence de Votre Altesse Royale dans le gouvernement est généralement approuvée : elle trouvera peu d'obstacles à soustraire ses peuples à une soumission mercantile envers une nation étrangère. *Ne vous laissez pas prendre à des appâts trop flatteurs que vous présenterait l'Angleterre.* L'avenir vous prouvera que, quelles que soient les



révolutions que le temps doit produire, les souverains de l'Europe donneront des lois prohibitives qui les laisseront maîtres chez eux.

« L'article III du traité du 24 février 1802 corrige les stipulations incomplètes du traité de *Frédérisham*. Il faut qu'il soit rigoureusement observé pour tout ce qui regarde les denrées coloniales. Vous me dites que vous ne pouvez vous passer de ces denrées, et que, par défaut de leur introduction, les revenus de vos douanes diminuent. Je vous donnerai pour vingt millions de denrées coloniales que j'ai à Hambourg; vous me donnerez pour vingt millions de fer: vous n'aurez point d'argent à exporter de la Suède. Cédez ces denrées à des marchands: il paieront des droits d'entrée; vous vous débarrasserez de vos fers: cela m'arrangera. J'ai besoin de fer à ~~Avers~~, et je ne sais que faire des denrées anglaises.

« Soyez fidèle au traité du 24 février; chassez les contrebandiers anglais de la rade de Gothenbourg; chassez-les de vos côtes, où ils trafiquent librement; je vous donne ma parole que, de mon côté, je garderai scrupuleusement les conditions de ce traité. Je m'opposerai à ce que vos voisins s'approprient vos possessions continentales. Si vous manquez à vos engagements, je me croirai dégagé des miens.

« Je désire toujours m'entendre amicalement avec Votre Altesse Royale. Je verrai avec plaisir qu'elle communique cette réponse à S. M. Suédoise, dont j'ai toujours apprécié les bonnes intentions.

« Mon ministre des affaires étrangères répondra officiellement à la dernière note que le comte d'Essen fait mettre sous mes yeux.

« Cette lettre n'étant à autre fin, etc.

« NAPOLEÓN. »

Vigne patrimoniale de Napoléon, etc. — Sa nourrice, etc. —  
Son toit paternel. — Larmes de Joséphine durant les échauf-  
fourées de Wurmser aux environs de Mantoue.

Jedi 8.

Je suis entré chez l'Empereur sur les onze heures ; il faisait sa toilette, et passait en revue, avec son valet de chambre, plusieurs échantillons de parfumeries et d'odeurs envoyés d'Angleterre ; il s'informait de tous, n'en connaissait aucun, et riait fort de sa crasse ignorance, disait-il. Il a désiré déjeuner sous la tente, et nous y a tous réunis.

Il se plaignait de la mauvaise qualité du vin, et appelait en témoignage son maître d'hôtel, Cipriani, qui est Corse, pour affirmer qu'ils en avaient de bien meilleur chez eux. A ce sujet, il disait avoir eu en patrimoine la première vigne de l'île, grande et considérable, *l'Esposata*, c'était son nom ; il n'en devait parler, disait-il, qu'avec reconnaissance. C'était grâce à elle qu'il avait, dans sa jeunesse, fait ses voyages de Paris ; c'était elle qui fournissait aux frais de ses semestres. Nous lui demandions ce qu'elle allait devenir. Il nous a dit en avoir disposé depuis longtemps en faveur de sa nourrice, à laquelle il croyait bien avoir donné dans l'île peut-être cent vingt mille francs de biens-fonds ; il avait voulu lui donner même, disait-il, sa maison patrimoniale ; mais la trouvant trop au-dessus de l'état de sa nourrice, il l'avait donnée à la famille Romalino, sa plus proche du



côté maternel, à condition que celle-ci ferait passer son habitation à la nourrice<sup>1</sup>.

En somme, il en avait fait une grande dame, disait-il. Elle était venue à Paris lors du couronnement; elle avait eu une audience du pape de plus d'une heure et demie. « Pauvre pape! disait l'Empereur, il fallait qu'il eût bien du temps de reste! Elle était, au demeurant, extrêmement dévote. Elle avait pour mari un caboteur de l'île. Elle plut beaucoup aux Tuileries, et enchanta toute la famille par la vivacité de son langage et de ses gestes. L'impératrice Joséphine lui donna des diamants. »

Après le déjeuner, l'Empereur, fidèle à sa résolution d'hier, a voulu se mettre au travail; il a mis la dernière main au chapitre de la bataille de Castiglione, si remarquable pour la précision des manœuvres et l'importance des résultats éloignés.

Après ce travail il a gagné le bois, dans l'intention d'y attendre la calèche. Continuant la conversation qu'avait amenée le chapitre, il racontait que Joséphine était partie de Brescia avec lui, et avait ainsi commencé la campagne contre Wurmser.

1. La maison patrimoniale de Napoléon, son berceau, posée en effet aujourd'hui par M. Romalino, membre de la Chambre des députés, est demeurée comme on le pense un objet de vive curiosité et de grande vénération pour les voyageurs et surtout pour les militaires.

Je tiens de témoins oculaires, qu'à l'arrivée de chaque régiment en Corse elle a été l'objet d'un spectacle constamment renouvelé, les soldats y accourant aussitôt en foule, et s'y faisant introduire d'autorité, comme y ayant droit. Une fois admis, chacun s'y montre selon sa chaleur de sentiment : l'un, en parcourant des yeux, lève les mains vers le ciel; celui-ci s'agenouille, celui-là baise le plancher; des larmes roulent dans les yeux d'un autre : il en est qui semblent en démente. On a dit quelque chose de pareil du tombeau du grand Frédéric. Voilà l'empire des héros.

Arrivée à Vérone, elle avait été témoin des premières fusillades. Revenue à Castel-Novo, et voyant le passage des blessés, elle voulait gagner Brescia ; mais elle se trouva arrêtée par l'ennemi déjà à Ponte-Marco. Dans l'inquiétude, l'agitation du moment, la crainte la saisit, et elle pleura beaucoup en quittant son mari, qui lui dit en l'embrassant et avec une sorte d'inspiration : « Wurmser va payer cher les pleurs qu'il te cause ! » Elle fut obligée de longer en voiture et de très près, le siège de Mantoue. On tira sur elle de la place, et quelqu'un de sa suite fut même atteint. Elle traversa le Pô, Bologne, Ferrare, et gagna Lucques, poursuivie par la crainte et les mauvais bruits qui volaient d'ordinaire autour de nos armées patriotes ; mais soutenue intérieurement par son extrême confiance en l'étoile de son mari.

Telle était pourtant déjà l'opinion de l'Italie, observait l'Empereur, et les sentiments imprimés par le général français, qu'en dépit de la crise du moment et de tous les faux bruits qui l'accompagnaient, sa femme fut reçue à Lucques par le sénat, et traitée par lui comme l'eût été la plus grande princesse : il vint la complimenter, et lui présenta les huiles d'honneur ; il eut lieu de s'en applaudir. Peu de temps après, les courriers annoncèrent les prodiges de son mari, et l'anéantissement de Wurmser.

L'Empereur est revenu au salon pour la première fois depuis l'incendie. On le meuble peu à peu avec des objets envoyés de Londres. Il est un tant soit peu plus supportable. Après dîner, l'Empereur a d'abord commencé *Turcaret*, dont, en dépit de tout son esprit, a-t-il dit, il se sentait



rebuté par son abjection ; mais c'était le cachet de Le Sage, a-t-il observé. Puis il a passé à l'*Avocat Patelin*, dont le vrai comique l'a fort amusé.

Vendredi 9.

L'Empereur a déjeuné sous la tente ; il y a travaillé le chapitre de la Brenta, où l'audace des entreprises, la multitude des combats, le prodige des hauts faits, semblent appartenir bien plus aux fictions du Tasse qu'aux vérités de nos temps modernes.

A trois heures, il est monté en calèche. Le gouverneur s'était présenté durant notre promenade ; il eût désiré parler à l'Empereur au sujet, croit-on, de la fête du prince régent, qui est lundi prochain, 12 du courant, et le prévenir des salves que cette circonstance occasionnera au camp, si près de nous. D'un autre côté, on dit qu'il a donné l'ordre de ne fournir que la table de l'Empereur, et de faire un compte particulier pour chacun de nous, trouvant la dépense fort au-dessus de son crédit. Cela est à peine croyable ; toutefois nous verrons.

Catherine II. — Gardes impériales. — Paul I<sup>er</sup>, etc. — Projets sur l'Inde, etc.

Samedi 10.

L'Empereur a été souffrant et a pris un bain. Sur les trois heures il s'est promené et a demandé la calèche. Il venait de lire l'histoire de Catherine. « C'était une maîtresse femme, disait-il : elle était digne d'avoir de la barbe au menton. La catastrophe de Pierre, celle de Paul, étaient des révolutions de sérail, des coups de main de janissaires. Ces milices de palais sont terribles, ajoutait-il, et

d'autant plus dangereuses que le souverain est plus absolu. Ma garde impériale aussi eût pu devenir fatale sous une autre main que la mienne. »

L'Empereur disait que lui et Paul avaient été au mieux ensemble. Lors de la catastrophe de celui-ci, dans laquelle du reste le public n'a épargné ni les siens, ni ses alliés, Napoléon complotait, ajoutait-il, précisément en ce moment-là même avec lui une expédition des Indes, et il l'eût certainement porté à l'exécuter. Paul lui écrivait très souvent et fort au long : sa première communication avait été curieuse et originale. « Citoyen premier consul, lui avait-il écrit de sa main, je ne discute point le mérite des droits de l'homme ; mais quand une nation met à sa tête un homme d'un grand mérite et digne d'estime, elle a un gouvernement, et la France en a désormais un à mes yeux, etc., etc. »

Au retour, nous avons trouvé l'amiral et sa femme ; l'Empereur les a fait monter en calèche, et a fait un tour de plus ; il s'est ensuite promené quelque temps d'une manière tout à fait gracieuse avec lady Malcolm.

Après dîner, l'Empereur a feuilleté deux volumes du *Théâtre français*, sans pouvoir rien rencontrer qui pût le fixer.

L'Empereur évêque, etc. — N'avait jamais souffert de l'estomac.

Dimanche 11.

Après le déjeuner sous la tente et quelques tours de jardin, l'Empereur a fait une dernière lecture du chapitre d'Arcole<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> On le trouve imprimé dans un chapitre précédent.



Durant notre tour en calèche : « C'est dimanche, a fait observer quelqu'un. Nous aurions la messe, a dit l'Empereur, si nous étions en pays chrétien, si nous avions un prêtre, et cela nous eût fait passer un instant de la journée. J'ai toujours aimé le son des cloches de campagne, disait-il. Il faudrait se décider, ajoutait-il gaiement, à faire un prêtre parmi nous : le curé de Sainte-Hélène. — Mais comment l'ordonner, a-t-on dit, sans évêque? — Et ne le suis-je pas? a repris l'Empereur, n'ai-je pas été oint du même chrême, sacré de la même manière? Clovis et ses successeurs n'avaient-ils pas été oints, dans le temps, avec la formule de *rex Christique sacerdos*? N'était-ce pas là réellement de vrais évêques? La jalousie et la politique des évêques et des papes n'a-t-elle pas seule amené depuis la suppression de cette formule, etc., etc. »

A dîner, je ne mangeais pas; l'Empereur a voulu en connaître la cause. J'avais un grand mal d'estomac, souffrance à laquelle je disais être fort sujet. « Je suis plus heureux que vous, a dit l'Empereur. De ma vie je n'ai senti ma tête, *ni mon estomac*. » L'Empereur se répétait volontiers; aussi a-t-il prononcé ces mêmes paroles peut-être dix, vingt, trente fois au milieu de nous en différents moments<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> D'ordinaire je passe tous les détails de ce genre, à cause de leur minutie; mais celui que je viens de mentionner en cet instant n'acquiert qu'une trop grande importance par la nature de la mort et les agonies prolongées et terribles de l'immortelle victime, qui a succombé sous les triples tourments du corps, de l'esprit et du cœur. Il eût eu bien moins à souffrir entre les mains des Cannibales!... Et ce supplice, ces tourments, lui ont été froidement ménagés par une administration barbare qui a entaché de cet acte les annales d'un peuple si justement renommé

Campagne de 1809, dite de Wagram : espace de six mois. — État de l'Europe. — Plans de la cinquième coalition. — Machinations intérieures. — Bataille d'Eckmühl. — Belles leçons de stratégie. — Réflexions ; conséquences. — Bataille d'Essling. — Bataille de Wagram. — Traité de Vienne, le 14 octobre.

Lundi 12.

L'Empereur a passé la matinée dans son bain, à lire les journaux des *Débats* de mars et d'avril, venus hier par la voie du Cap. L'Empereur s'en est fort occupé : ils lui laissaient beaucoup d'agitation.

En général, depuis que l'Empereur avait reçu des livres et surtout les *Moniteurs*, il demeurait beaucoup plus chez lui, il sortait à peine : plus de cheval, pas même la calèche ; à peine respirait-il quelques instants dans le jardin ; il ne s'en portait pas mieux ; ses traits et sa santé s'altéraient visiblement.

Aujourd'hui je l'ai trouvé lisant les *Croisades* de Michaud, qu'il a quittées pour parcourir les *Mémoires* de Bezenval. Il s'est arrêté sur le duel de M. le comte d'Artois et du duc de Bourbon ; il en trouvait les détails curieux, mais bien loin de nous. « Il est difficile, disait-il, de voir des temps plus rapprochés et des mœurs aussi différentes. »

Dans le cours des conversations du jour, il est arrivé à l'Empereur de dire de nouveau, ce que je dois avoir déjà mentionné ailleurs, que sa plus

par l'élévation de ses sentiments et sa sympathie pour le malheur!... Mais aussi une triste et pénible célébrité s'attachera au nom des bourreaux de Napoléon. L'indignation des cœurs généreux de tous les pays et de tous les âges les frappe à jamais d'une éternelle réprobation!



belle manœuvre avait été à Eckmühl, sans toutefois la spécifier davantage.

J'exprimais, et au moment même de l'impression de ce volume, mes regrets à cet égard à un de mes amis<sup>1</sup> auquel je laissais parcourir mon manuscrit. Il m'a dit qu'il n'hésitait pas à prononcer que ces mots de l'Empereur dussent s'entendre, non seulement de tout l'ensemble de la bataille, mais encore de celui de toute la campagne, qu'il disait être celle qui avait renfermé le plus d'embarras et requis le plus de combinaisons et de génie. « L'Empereur, me disait-il, y est toujours en action ; il tient constamment les fils qui, non seulement vont déterminer la victoire sur le terrain où il opère, mais réagiront encore sur l'universalité de l'Europe. » Il a voulu me le prouver, et cette circonstance m'a valu son secret. Cet officier, d'un rang élevé dans la garde, rendu à l'étude et à la vie paisible, s'occupe dans sa retraite, avec autant de talent que de modestie, d'une entreprise vraiment nationale : le *Tableau des campagnes de Napoléon sur le continent de l'Europe, par un témoin oculaire*.

Sa campagne de 1809 étant entièrement finie, sauf rédaction, il a bien voulu me la confier ; il a fait plus, il m'a fait l'insigne faveur de la mettre à mon entière et libre disposition. Elle m'a vivement attaché, et y trouvant grand nombre de circonstances et de choses inédites, des opinions, des sentiments tout à fait identiques avec les miens et marchant directement à mon but, je n'ai pas hésité

<sup>1</sup> Le général baron Pelet, aujourd'hui directeur du dépôt de la guerre, et pour la seconde fois député de Toulouse, sa ville natale.

à en introduire ici de grandes portions; mon embarras n'a été que celui du choix à faire sur trois cents pages, appuyées de pièces, notes et documents authentiques. Je ne doute pas que la satisfaction de ceux qui liront ce que j'en extrais ne les porte à joindre leurs vœux à mes vives sollicitations, pour déterminer leur auteur à nous faire jouir bientôt de la publicité de son grand et glorieux travail; car dans l'obligation d'abrégé ce qu'il m'a confié, je mutile sans cesse, c'est-à-dire, je gâte.

L'auteur a commencé par démontrer très bien que la coalition contre la France n'a cessé d'exister depuis 1793 jusqu'en 1814, soit ouvertement, soit dans les secrets des cabinets et au fond du cœur de la haute aristocratie européenne; que le cabinet anglais a été constamment l'âme et le guide de cette ligue permanente; que toutes les campagnes du continent n'étaient que des épisodes de la grande lutte entre l'Angleterre et la France. Il fait observer que la coalition a pris une activité nouvelle, du moment qu'elle a vu les institutions de la Révolution raffermies par l'établissement du trône impérial. Il prouve que, dès la fin de 1804, d'après des traités conclus à cette époque même entre les puissances étrangères, et surtout d'après la fameuse note du 19 janvier 1805, ainsi que beaucoup d'autres pièces non connues, le but constant de la coalition a été le démembrement de la nouvelle France, le renversement du trône impérial, soutien des institutions de la Révolution; enfin, le rétablissement de l'ancien ordre de choses. Il fait voir Napoléon perpétuellement réduit à se défendre contre les attaques du moment, à se mettre en



mesure contre celles de l'avenir, et forcé d'opposer à ce système de coalition permanente du nord de l'Europe, et de guerre perpétuelle de l'Angleterre, le système défensif du midi, établi par l'organisation nouvelle de l'Italie, de la confédération germanique et de la péninsule espagnole.

« Vainement Napoléon, pour désarmer cette inimitié des souverains, a-t-il pardonné à l'Autriche en 1805, à la Prusse en 1806 ; accordé la paix à la Russie en 1807 ; demandé constamment la paix du monde à l'Angleterre, chacune de ces puissances ne se soumet qu'à la force, et ne souscrit des traités qu'avec l'intention de les rompre, etc., etc.

« Napoléon, au milieu de son expédition d'Espagne, est contraint de quitter inopinément ce pays, et reparaît tout à coup aux Tuileries le 23 janvier. Il devenait urgent pour lui d'accourir à la défense de l'empire immédiatement menacé.

« Quelque rapide qu'eût été l'incursion de l'Empereur dans la Péninsule, ce court intervalle avait suffi aux intrigues du ministère anglais et à la surveillance des cabinets du continent pour accomplir une nouvelle coalition.

« La Prusse avait armé furtivement, et s'engageait à se déclarer dans l'occasion ; l'enthousiasme d'Alexandre pour Napoléon s'était déjà éteint. Un voyage du roi et de la reine de Prusse à Pétersbourg avait opéré ce changement : la Russie épiait le moment favorable, se concertant déjà en secret avec la Prusse, et liant des intelligences mystérieuses avec Vienne. Quant à l'Autriche, qui, laissée trop forte par le traité de Presbourg, n'avait eu depuis d'autre sentiment que de dévorer ses peines en multipliant les protestations d'amitié,

d'autre occupation que de songer à recouvrer ses pertes et à se donner des forces, elle ne dissimulait plus ; elle se mettait en campagne, fière et menaçante, mais destinée encore une fois à devenir dupe de l'égoïsme du cabinet anglais, et à tomber seule victime de cette nouvelle coalition. Elle avait pour elle, en ce moment, sa population sous les armes, les engagements ou les promesses de ses voisins, le vœu des Allemands, le concours de l'Angleterre, et les préventions universelles que les intrigues des cabinets et la haine de l'aristocratie européenne avaient amassées contre Napoléon ; enfin, les nombreuses machinations ourdies contre lui, tant au dehors qu'au dedans de son empire.

« A cette époque, toute l'Allemagne, et surtout le nord de ce pays, était remplie d'associations secrètes dirigées contre la France. La masse démocratique, conduite par des publicistes et des professeurs exaltés, rêvait la régénération politique, besoin du siècle. Les intérêts aristocratiques se joignaient ardemment à ceux-là, sous l'apparence patriotique de la libération allemande, ne calculant au fond que le retour de leurs privilèges. Tous étaient unis sous le nom généralement connu de *Tugendbund* (Association de la vertu).

« Ainsi la cinquième coalition se présente tout à la fois guerrière et conspiratrice. Soumise à la direction machiavélique du ministère anglais, tout lui sera bon.

« On résolut donc de diriger des armées régulières au cœur de la France, et d'employer en même temps de grandes diversions sur les points les plus éloignés de son territoire, les plans d'insurrection des peuples alliés, celle même de nos



armées, de nos départements, tout cela est aujourd'hui reconnu et bien prouvé.

« Mais pour exécuter un tel projet, il avait fallu avant tout pervertir l'opinion des peuples. L'Angleterre avait répandu ses agents et son or sur tous les points de l'Europe; elle avait des intelligences dans tous les pays et des dépôts d'armes en Sicile, à Gibraltar, à Heligoland, sur toutes les escadres. La Prusse et l'Autriche avaient travaillé l'Allemagne, le Tyrol, l'Italie.

« On avait constamment combattu, sous toutes les formes, tous les résultats de la Révolution propres à régénérer l'Europe; on mit habilement à profit les admirables succès de nos armées qui, à la suite de tant de provocations, avaient parcouru et occupé tant de territoires; on s'en servit pour irriter l'orgueil humilié, les intérêts froissés, pour créer des animosités particulières et exciter des haines invétérées; et quand la Révolution eut cherché à se consolider par les formes, la centralisation et l'unité de l'empire, alors toutes les machinations des étrangers dirigées jusque-là contre elle, toutes les malveillances ennemies, furent dès cet instant reportées en entier sur la personne de l'Empereur, dont les destinées, jugeait-on, devaient entraîner désormais tout le système.

« Napoléon, bien que toujours provoqué, fut représenté partout comme le seul auteur de la guerre perpétuelle, insatiable de conquêtes, aspirant à la monarchie universelle. Ses ennemis, au contraire, furent dépeints comme les défenseurs de la liberté générale, les victimes d'une noble et juste opposition, tandis que ses partisans ne furent plus que les courtisans intéressés d'un usurpateur heu-

reux, avides de s'élever avec lui, ennemis de tous les droits des nations et de toutes leurs libertés. Chacun des actes de l'Empereur fut cité comme une oppression; la défense à laquelle on le réduisait constamment n'était plus qu'une offensive perpétuelle. Tous les gouvernements qu'il avait déjà vaincus, bien qu'il les eût épargnés, n'en demeureraient pas moins, disait-on, les objets constants de sa haine, et ne devaient s'attendre plus tard qu'à une destruction finale, etc., etc.

« Qu'on ne soit pas étonné que d'aussi fausses allégations aient obtenu quelque crédit à cette époque. Les négociations des coalisés, qui eussent pu éclairer la vérité, restaient tellement secrètes, qu'encore aujourd'hui, malgré le temps écoulé, on connaît à peine quelques-uns de leurs documents; ils étaient servis en cela par Napoléon même, qui se voyait contraint de cacher aux siens les complots de ses ennemis et leurs projets homicides.

« Toutes ces inculpations, soigneusement propagées dans les pays étrangers, trouvaient accès jusqu'au sein de notre France, parmi les chauds partisans de la Révolution, qui disputaient sur les garanties sociales, quand l'existence même de la société était en danger. Ces inculpations étaient accueillies en tout pays par les hommes prématurément occupés d'idées républicaines, et qui s'effrayaient de voir un bras vigoureux régulariser les monarchies; elles pénétraient jusque dans nos glorieuses bandes: tous les enfants de la victoire ne savaient pas s'en préserver. La longue occupation de l'Allemagne et de l'Italie les avaient intéressées au sort de leurs habitants; et s'ils ne partageaient



pas précisément tous leurs sentiments, du moins n'y restaient-ils pas assez étrangers. Nos armées d'Espagne étaient attaquées par d'autres idées ; une généreuse commisération en faveur d'un peuple qu'on disait opprimé et injustement assailli, l'éloignement de l'Empereur, cette source immédiate de toute gloire et de toute faveur, tout concourait à rendre plus pénible la guerre de la Péninsule. Ce qui, chez l'étranger, excitait la haine et la vengeance, produisait chez nous le refroidissement. Il était accru dans la masse par la fatigue d'un service trop prolongé, et dans les chefs par le regret de ne pas jouir des avantages acquis, après cet âge où le mouvement n'est plus un besoin ; car il est bon de considérer dans l'histoire de nos événements la progression de l'âge dans la glorieuse génération dont la jeunesse avait opéré les merveilles de la Révolution. Or, cette génération avait atteint désormais la maturité, et pour la plupart de ceux qui la composaient, le terme probable de leurs espérances.

« Cette fois, continue l'auteur, les armées autrichiennes devaient attaquer de front et marcher droit sur nos frontières, non comme en 1799, 1805 ou 1814, en cherchant les endroits faibles ; mais comme gens, au contraire, qui ne craignent pas les parties les plus fortes, étant assurés d'y trouver de l'appui. En même temps on devait détacher au loin des corps autrichiens, dans la Prusse méridionale, sur la Vistule, dans la Saxe, dans la Bavière, dans le Tyrol et le Vorarlberg, appelant partout à des insurrections qu'on avait préparées, et auxquelles devaient prendre part surtout les anciens sujets prussiens, plus exaspérés que tous les

autres, excités en dessous main par leur ancien gouvernement.

« Le corps de l'archiduc Ferdinand devait arriver jusqu'à Thorn, amenant cent pièces de canon dont la Prusse avait besoin avant de se déclarer. La coalition comptait que les souverains de la confédération du Rhin se joindraient à elle, soit de gré, soit de force, à mesure que les armées autrichiennes s'avanceraient sur leur territoire. Des promesses et des menaces leur avaient été déjà adressées ; et, s'il faut juger de cette époque par celles qui ont suivi, les espérances des coalisés n'étaient pas entièrement dénuées de fondement.

« L'Angleterre devait opérer conjointement avec l'Autriche, et faire en même temps de fortes diversions. Un armement, le plus considérable qu'elle eût jamais rassemblé, était dans ses ports de la Manche, et pouvait jeter une armée de plus de quarante mille hommes, soit dans le nord de l'Allemagne, soit dans la Hollande ou dans la Belgique, qu'on supposait mécontentes. Cette armée, marchant au devant de la grande armée autrichienne, pouvait se rejoindre à elle sur le Rhin, au travers des pays insurgés. Des troubles éclatèrent effectivement dans le nord de l'Allemagne, en Hollande et dans l'ancien électorat de Trèves, pays le plus favorablement situé pour une telle opération. Des bouches du Weser et des côtes de la Hollande aux frontières de la Bohême, il n'y a guère plus de cent lieues de distance. Il suffisait donc de quelques jours pour accomplir cette jonction. Une autre armée anglaise de quinze mille hommes, réunie en Sicile, devait débarquer à Naples, faire soulever l'Italie méridionale, et aider ainsi aux opérations



de l'armée autrichienne dans la Lombardie.

« A l'aide de toutes ces attaques des armées et des nations étrangères, des machinations peut-être plus terribles se tramaient dans l'intérieur de la France. Il est reconnu maintenant que le conventionnel Fouché, réunissant alors les ministères de l'intérieur et de la police, servait depuis longtemps la famille des Bourbons. Chaque semaine il lui livrait le bulletin secret destiné à Napoléon seul. « On prétend aussi que Fouché *voulait se saisir du pouvoir* lors des nouvelles de la bataille d'Essling et de la rupture des ponts du Danube. » D'autres disent « qu'en cette circonstance *la couronne impériale devait être déférée à Bernadotte*<sup>1</sup>. » Il est plus aisé de pressentir que de connaître

1. *Montvéran*, tome V; *Galerie historique*, tomes II et IV, etc.

2. Ceci me rappelle une circonstance personnelle qui présente un singulier rapprochement avec ce que rapporte cette histoire.

Lors de l'attaque sur Anvers, ayant demandé à m'y rendre comme volontaire, le duc de Feltre, ministre de la guerre, avec lequel je me trouvais lié, me destina à l'état-major général du prince de Ponte-Corvo (Bernadotte). Ce ministre me dit en m'expédiant qu'il allait me charger pour son beau-frère, chef de l'état-major du prince, d'un message verbal qu'il n'eût pas voulu confier au papier, me priant d'en bien retenir les expressions; elles étaient celles-ci : « Nous avons des raisons de croire à d'étranges menées de la part de Bernadotte, à une ambition tout à fait extravagante. Ainsi point de démarches, point de signatures qui puissent vous compromettre : veillez aux pièges. » Ces paroles, sans explications ni commentaires, et avec l'état politique des choses telles qu'elles me paraissaient alors à moi, portion du vulgaire, me semblèrent du véritable grec. Je les rendis comme je les avais reçues, sans m'en inquiéter autrement; et encore aujourd'hui je suis loin de prétendre qu'elles dussent être d'un poids décisif; seulement je les rapporte.

En addition à cette anecdote, en voici une autre qui m'a été contée depuis la publication du *Mémorial*, par quelqu'un qui prétendait la garantir. Elle est bien propre à corroborer l'opi-

exactement les intrigues auxquelles put se livrer ce ministre (Fouché), investi d'un si grand pouvoir, et ayant des relations si étendues. D'un autre côté l'Angleterre n'avait cessé d'entretenir des correspondances dans la Vendée ; et quoique ce pays fût ramené par une administration douce et éclairée, les agents de l'étranger y trouvaient toujours quelques accès. Déjà pendant la campagne de 1807, on avait tenté de le faire soulever de nouveau : « On voulait, dans la supposition où Napoléon viendrait à être défait dans une grande bataille, prendre les armes et recevoir le duc de Berri... Dix mille conscrits réfractaires étaient prêts à se soulever... De la Vendée, le complot s'étendait dans la Bretagne, le Maine, la Basse-Normandie : Bordeaux n'y était pas étranger... Au moindre revers des armées de Napoléon, et à la moindre crise politique, le feu de l'insurrection laissait échapper ses étincelles. Le parti de l'opposition avait dans la Vendée ses points de correspondance et de ralliement. (*Beauchamps*, t. IV.) » Ainsi les espérances de la coalition sur ce pays n'étaient pas sans quelque fondement.

nion émise au texte ci-dessus, touchant les machinations intérieures, ourdies de longue main.

Immédiatement après la bataille d'Essling, m'a-t-on dit, un émissaire arriva du champ de bataille à Fouché pour lui faire connaître l'état désespéré des affaires, qu'on pensait pouvoir être très favorable à certains projets. Cet émissaire était chargé de prendre ses avis, et de savoir ce qu'on pouvait attendre du dedans. A quoi Fouché répondit, dans un état de véritable indignation : « Mais comment revenir nous demander quelque chose, quand vous auriez déjà dû avoir tout accompli à vous seuls ? Mais vous n'êtes là-bas que des poules mouillées qui n'y entendent rien : on vous le fourre dans un sac, on le noie dans le Danube, et puis tout s'arrange facilement et partout. »



« L'Angleterre avait préparé une autre machination en Espagne. Là, c'était une conspiration toute militaire. Il ne s'agissait rien moins que de soulever l'armée française de Portugal; de la réunir avec l'armée anglaise; d'engager les autres corps français en Espagne à imiter cet exemple; de marcher sur les Pyrénées, où se trouverait une autre armée anglaise plus considérable, avec Moreau qui reviendrait de l'Amérique. On devait s'avancer sur Paris et mettre Moreau à la tête du gouvernement. Les Anglais avaient répandu dans le pays et parmi les troupes françaises le manifeste et les proclamations de l'Autriche. Des officiers de notre armée de Portugal étaient gagnés, ils avaient communiqué avec Wellington et Beresford; un crédit de six cent mille francs leur était ouvert à Porto. On annonçait l'espoir de se concerter avec les armées d'Allemagne et d'Italie. (*Le Noble, Montvéran.*) Du reste, ce plan était loin d'être inexécutable. Bordeaux et la Vendée étaient sur le chemin de cette armée à Paris. Or, de cette capitale à Bayonne et à Augsbourg, la distance est la même. Ainsi, à mesure que Napoléon dépassait cette dernière ville, les chances augmentaient en faveur de la conspiration. Car si l'Empereur eût voulu revenir sur ses pas pour s'opposer à cette entreprise, sa marche eût été retardée par les attaques combinées des Autrichiens et les insurrections de l'Allemagne; tandis que celle des armées révoltées, à peu près libre et même favorisée par tant d'intrigues, eût été bien plus rapide. Elles pouvaient donc arriver bien avant l'Empereur à Paris, où elles eussent trouvé les secours de Fouché, etc.

« Ainsi, tout semblait favoriser les espérances

de la coalition. Si Napoléon était arrêté sur nos frontières par les forces coalisées, l'Allemagne se soulevait, et la confédération du Rhin, ainsi que l'Italie, étaient obligées de s'armer contre leur protecteur. Si Napoléon faisait, au contraire, des progrès en Bavière et en Autriche, il s'éloignait d'autant du centre de la France et la livrait aux attaques de ses ennemis, pendant que ses derrières étaient menacés par leurs machinations.

« Tels étaient les apprêts de cette guerre machiavélique que nous suscitaient les puissances de l'Europe. Le signal en fut donné par des proclamations, où se trouvent les proclamations à la révolte et à l'insurrection, dont jusqu'à cette époque s'étaient abstenus les gouvernements monarchiques. On fut encore plus étonné de retrouver dans la bouche des princes autrichiens ces provocations adressées à des peuples qui avaient été de tout temps étrangers à l'Autriche, et dont elle avait reconnu les gouvernements. « C'est, disaient-ils, pour la liberté de l'Europe, pour la délivrance des Allemands, pour l'indépendance de l'Italie que l'Autriche combat. Sa cause est celle de l'Allemagne. Elle ne reconnaît pour ennemi que celui qui oublie qu'il est Allemand... Elle promet l'appui prochain des troupes étrangères, etc. » Ainsi, la coalition, aveuglée par sa haine, puisant ses armes dans l'arsenal révolutionnaire, imitait l'exaltation des insurgés espagnols. Ainsi, après avoir employé tant de temps et de moyens, versé tant de sang, pour combattre la révolution française, elle en invoquait les principes et en empruntait le langage. L'histoire remarquera que c'est du conseil aulique de Vienne que partirent ces cris de



*liberté, d'indépendance, d'insurrection*, contre celui qui voulait raffermir les trônes ébranlés. Les rois allaient tenter de corrompre les armées, d'ébranler la fidélité des chefs et des soldats. Ils livraient, au Nord comme au Midi (en Portugal, en Suède, en Prusse), le sort des nations et des souverains à des troupes aveuglées, à des chefs parjures, à des conspirateurs flétris par des jugements. Cependant, qui assurait les rois que ces armées ou ces insurrections, appartenant à des chefs ou à des partis opposés, ne renouvelleraient pas de nos jours, au centre de l'Europe, les déchirements de l'empire romain? Quels exemples pour l'avenir! Lequel d'entre ces rois pouvait se confier assez en son entourage de famille, de généraux, de courtisans, en son peuple, pour risquer de telles chances; singulier contraste! Pendant que l'homme de la démocratie et des peuples employait tous ses efforts pour éteindre les révolutions, les anciens gouvernements et leur vieille aristocratie en semailent les germes à pleines mains sur toute la surface de l'Europe. En vain prétendront-ils les comprimer à jamais: ces provocations à l'insurrection, ces promesses de liberté, de garanties, d'institutions libérales; ces appels aux droits des nations ne seront plus oubliés: tôt ou tard ces cabinets recueilleront les fruits de leurs imprudents travaux.

« Au printemps de 1809, toutes les chances de la guerre et de la politique étaient donc contre la France; l'Autriche avait sous les armes trois cent vingt mille hommes et sept cent quatre-vingt-onze pièces de canon; cette armée avait été divisée, comme les armées françaises, en neuf corps actifs et deux réserves. Ces corps avaient en eux tous les

moyens d'administration et d'exécution, de manière à pouvoir agir isolément ou combinés. En arrière de ces forces, entièrement disponibles, était une réserve imposante, préparée depuis longtemps, non entièrement organisée, mais qui, pendant la campagne même, fournit d'abondants secours. Elle se composait des *landwerth* ou *défenseurs de la patrie*, des dépôts d'infanterie et de cavalerie, enfin de l'insurrection hongroise et pouvait s'évaluer à deux cent vingt-quatre mille hommes, qui, joints aux forces régulières indiquées ci-dessus, composaient à l'Autriche une masse de cinq cent quarante-quatre mille combattants. Le prince Charles, ministre de la guerre et généralissime, commandait en Allemagne la principale armée, composée des six premiers corps et des deux réserves. Le prince Ferdinand était avec le septième en Pologne; le prince Jean avec les huit et neuvième en Italie. Tous les princes de cette maison prenaient part à la guerre.

« Napoléon n'avait à opposer à toutes ces forces que deux cent vingt mille hommes en Allemagne, qui étaient loin d'être tous Français; cinquante-sept mille en Italie, dix-huit mille en Pologne, et un total de quatre cent vingt-cinq pièces de canon. Il avait la diversité des nations contre lui, et quarante mille hommes de moins que le prince Charles lorsqu'il opéra en Bavière, etc.

« Les deux grandes lignes d'opération du Nord et du Midi de l'Allemagne sont éloignées de quarante lieues de distance moyenne entre Augsbourg et Bamberg. On peut agir sur chacune d'elles, ou passer de l'une à l'autre; mais il est difficile et surtout dangereux d'opérer sur les deux à la fois, parce



que l'armée ennemie qui se placerait au milieu des deux lignes pourrait détruire successivement les corps séparés de son adversaire, même avec des forces inférieures, ou deviendrait du moins maîtresse des opérations. L'armée, ainsi placée, arrêterait les mouvements de son ennemi, sur les derrières duquel elle peut manœuvrer. Il résulte de là que les points militaires les plus importants de ce théâtre sont les passages du Danube, surtout ceux où aboutissent les grandes communications, les confluent des rivières qui servent de lignes de défense, ceux qui maîtrisent les deux lignes d'opération, et les défilés de l'Est et de l'Ouest (Ulm et Passau); ensuite viennent les principaux passages, sur les grands affluents du Danube, les capitales, les villes, les nœuds de route, etc. Parmi celles-ci, le point de Ratisbonne est un des plus essentiels : il devint, en cette occasion, de la plus haute importance pour les deux armées, afin de maîtriser les opérations sur les deux rives du Danube, etc.

« L'Autriche ayant conservé des relations avec la Belgique et les pays allemands cédés depuis longtemps à la France, espérait les soulever en y faisant pénétrer ses armées. Pour cela les principales forces autrichiennes, réunies en Bohême, et débouchant de ce pays, devaient d'abord suivre la ligne d'opération du Nord, par la Franconie. En quinze ou dix-huit marches elles devaient atteindre facilement l'embouchure du Mein. Traversant tous les cantonnements de l'armée du Rhin, elles pouvaient espérer, avec leurs masses supérieures, de les battre en détail, et d'empêcher ainsi les divers corps français du Nord et du Midi de se réunir.

C'était un avantage capital, c'en était un autre considérable que de gagner rapidement du terrain, pour faire déclarer les souverains de la confédération, et insurger les peuples. On attribua dans le temps au général Mayer les dispositions militaires de ce plan, qui eut un commencement d'exécution, puisque les cinq premiers corps de l'armée autrichienne, outre la première réserve, étaient placés en Bohême, tandis que le sixième et la deuxième réserve agissaient seuls en Bavière. Les opérations qui avaient dû commencer dès le mois de mars, furent ensuite renvoyées au 8 avril.

« Les inconvénients du plan de Mayer n'avaient pas échappé à la pénétration de l'archiduc, dont le grand mérite était de bien connaître son ennemi et son terrain. Pendant que la grande armée autrichienne aurait marché par la ligne d'opération du nord vers les frontières de France, où elle eût trouvé nos réserves et la défense nationale, le cœur de la monarchie autrichienne, sa capitale même restaient à découvert devant un ennemi tellement actif, qu'il pouvait des Alpes Noriques y porter encore d'autres corps. Mais cette grande armée autrichienne elle-même était exposée aux manœuvres que Napoléon, laissé maître du Danube, pouvait exécuter sur ses flancs et ses derrières, soit par Straubing, après avoir battu le corps de Bavière, soit en débouchant de suite sur Bamberg, Wursbourg et Hanau. Le prince Charles n'avait pas oublié la poursuite du Tagliamento jusqu'au delà de Léoben en 1797; surtout la prise de Vienne, une vingtaine de jours après la capitulation d'Ulm, en 1805; la destruction des armées prussiennes à Iéna, opérée en quelques instants, par une ma-



nœuvre de flanc. L'archiduc savait bien qu'il n'avait plus affaire à un Moreau, qui, sans bouger, le laisserait derrière lui aller tranquillement de l'Iser sur le Bas-Rhin. Le prince sentit la nécessité d'occuper avant tout la ligne d'opération sur la rive droite du Danube : il revint à un projet d'offensive directe, qui le tenait sur le chemin de la capitale, et fit repasser le Danube, à Lintz, par la majeure partie de son armée, ne laissant en Bohême que les premier et deuxième corps. D'après les retards qu'éprouvait le commencement des hostilités, il eut le temps de terminer cette nouvelle disposition.

« Quant à Napoléon, il attend tout des mouvements de l'ennemi. Son but est de battre la grande armée autrichienne et de retourner dans Vienne, pour y dissoudre cette nouvelle coalition, punir l'injuste agression et dicter encore une fois la paix. Son unique disposition préparatoire est de se tenir sur les deux rives du Danube, maître de se concentrer, selon l'occasion, sur l'une ou l'autre, entre Donawerth et Ratisbonne. Il attend que les mouvements de l'ennemi soient démasqués, et c'est sur le terrain même qu'il improvisera ses dernières dispositions. Il abandonne tout à fait les montagnes, dont il deviendra maître lorsqu'il le sera de la plaine où se trouve le chemin de Vienne, et au travers de laquelle il fera voler rapidement ses masses. Sans s'inquiéter de la composition de son armée, des conscrits qui s'y trouvent en quantité, des corps allemands avec lesquels il devra agir, il a résolu de ne pas retirer un seul homme de ses vieilles bandes d'Espagne, où elles combattent plus directement nos véritables ennemis, les Anglais.

« Au 20 mars, le corps de Davout occupait les deux grandes routes qui conduisent de Bohême sur le Mein et dans le Palatinat du Rhin. Les corps de Masséna, Oudinot, Lefèvre et Vandamme étaient en Souabe sur la grande route de Vienne, par Munich, Augsbourg et Ulm. Tous ces corps devaient, en cas d'attaque, manœuvrer de manière à se réunir sur le Danube, vers Ingolstadt ou Donawerth. Ainsi l'armée française, qui s'étendait d'abord des montagnes de Thuringe au pied des Alpes, et dont les deux masses principales gardaient les lignes d'opération du Nord et du Midi, dans la Franconie et la Souabe, était soumise d'avance à un plan général de concentration sur le Danube, vers les points d'où elle pouvait le mieux manœuvrer sur l'une ou l'autre rive. A cette même époque, les armées autrichiennes, d'abord réunies dans la Bohême, faisaient leur mouvement par Lintz, pour joindre les corps de Hiller au camp de Wels ; laissant Bellegarde et Kollowrath sur les frontières de la Bohême, en face de Bareuth et d'Amberg. Ce mouvement de l'archiduc avait été fort long, et ne s'était terminé qu'au commencement d'avril. On peut voir maintenant, d'après la position de l'armée française, qui devait être bien connue de l'archiduc, qu'en sortant vivement de la Bohême, il pouvait espérer de culbuter les cantonnements de Davout et gagner leur droite vers le Danube : du moins il pouvait atteindre directement les bords du fleuve et de l'Altmulh, au-dessus de Ratisbonne, et y faire sa jonction avec les corps de Hiller. Ce mouvement, opéré rapidement, empêchait ou reculait fort en arrière la réunion des corps de l'armée française ; rendait l'archiduc



maître des clés du terrain et de la plaine, au moins jusqu'au Lech ; il le tenait à portée en même temps de la route directe de Vienne, comme des insurrections du Nord, dont il s'éloignait trop. Plus tard le prince Charles revint à cette opération, mais par un trop long détour ; alors il n'était plus temps.

« Bientôt la guerre commença. Les armées françaises ne s'attendaient nullement à être attaquées aussitôt ; elles eussent été surprises, si cela eût été possible. Napoléon était encore à Paris, et n'en partit que sur la nouvelle de l'agression.

« Le 4 avril, Berthier arrivait à Strasbourg et s'y établissait.

« L'archiduc avait quitté Vienne le 1<sup>er</sup> ; le 6, sa proclamation à l'armée autrichienne annonce la guerre. *Le salut de la patrie nous appelle à de nouveaux exploits, etc.*, dit-il. Quel long commentaire mériterait ce peu de mots !

« Le 8, les Autrichiens violent la foi des traités existants, surprennent le passage de l'Inn. Le lendemain seulement, un simple billet de l'archiduc au commandant de l'armée française dénonce les hostilités, avec moins de formalités qu'on n'en met à la rupture du plus simple armistice. L'agression des Autrichiens avait commencé en même temps sur tous les points ; ils envahissent à la fois la Bavière, la Franconie, le Tyrol, l'Italie et la Pologne. L'armée de l'archiduc Charles marche au delà de l'Inn, et les corps de Bellegarde débouchent de la Bohême.

« Le 9, l'empereur François arrive à l'armée, établit son quartier général à Lintz.

« Ici, je dois faire observer, dit mon auteur, que travaillant d'après les documents de l'armée

française, et d'après mon journal fort exact de cette campagne, osant espérer de deviner, d'après les règles de l'art, ce qui est resté caché des dispositions méthodiques qui ont dirigé les événements; enfin, ne possédant sur l'armée autrichienne que les relations officielles, je ne pourrai, dans tout ce qui regarde cette armée, que rapporter les faits connus et constatés. L'archiduc ayant été, dès les premiers jours, sous l'influence des manœuvres de Napoléon, il devient d'autant plus difficile de spécifier les motifs de certaines opérations des ennemis. Pour deviner ceux-ci, il faudrait qu'il n'y eût eu ni fautes ni contre-temps; ce qu'on ne saurait admettre. »

Ici l'auteur expose les vues qu'il suppose à l'archiduc, ses intérêts, ses dispositions; il blâme la lenteur des Autrichiens, qui mettent onze jours à faire vingt-huit lieues, etc.

« Le 16, Napoléon arrivait à Stuttgart et donnait ses ordres directement à l'armée. Il était temps qu'il vînt en prendre le commandement pour s'opposer à la marche de l'ennemi; mais surtout pour remédier aux fausses manœuvres de Berthier, et pour terminer ses incertitudes. Celui-ci, arrivé à Donawerth le 13 avril, se trouvait accablé sous le poids de ce commandement momentané; il se portait tantôt à Neustadt, tantôt à Augsbourg; ordonnait à Oudinot de se rendre à Ratisbonne; à Davout d'envoyer la division Saint-Hilaire et la cavalerie de réserve sur Landshut et Freysingen. L'arrivée de Napoléon suspendit tout mouvement. Il attendit pour agir des nouvelles de la Bohême et de la Bavière. Le 17, il se rendit à Donawerth. Son arrivée à l'armée fut annoncée par cette belle proclama-



tion : « Soldats ! disait-il, le territoire de la confédération a été violé... J'étais entouré de vous lorsque le souverain d'Autriche vint à mon bivouac de Moravie ; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité ; trois fois elle a été parjure !!! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

« Le 16, à l'arrivée de Napoléon à Stuttgart, nos deux grandes masses se trouvaient rangées autour de Ratisbonne et d'Augsbourg. Le troisième corps à Eterhauzen, Riedembourg, Hemau, ayant sa deuxième division à Dassvang, sa grosse cavalerie autour de Ratisbonne, le corps de la Saxe ducal à Ingolstadt, où allait arriver bientôt la division de réserve du troisième corps. L'ennemi, qui avait manœuvré de manière à couper la division Friant, trompé dans ses projets, se montre le lendemain 17 devant Ratisbonne, et fait trop tard quelques tentatives sur le pont de la Régen. Les troupes commandées par Masséna se trouvaient à Augsbourg. Le centre de la ligne française semblait dégarni ; mais barré par le Danube et le Lech, il était gardé par les Bavares, les Wurtembergeois et la division ducal de Saxe. Cette ligne de notre armée était brisée : des deux ailes placées aux saillants, les corps français pouvaient tomber sur leurs ennemis, s'ils s'engageaient dans ce piège qui leur était tendu.

« En arrivant à l'armée, Napoléon trouve le mouvement de la grande masse ennemie prononcé par la rive droite du Danube, entre ce fleuve et le

Bas-Iser, de telle manière qu'elle ne peut plus atteindre la rive gauche du Danube qu'en forçant le passage de ce fleuve ou celui du Lech. Napoléon occupait, par la place d'Augsbourg, qu'il fait mettre dans le plus grand état de défense, par les postes retranchés de Landsberg, de Rain et de Donawerth, tous les passages qui, sur la rive droite du Danube, portent en Souabe. Il donne aussi l'ordre de défendre à Ratisbonne le passage vers la Franconie. L'armée autrichienne étendue sur l'Iser, depuis Landshut jusqu'à Munich, mais attaquant en grande force sur Landsuth, et débouchant par là, menaçait évidemment le centre de la ligne française. C'est au plus actif à réunir ses forces. Mais sommes-nous à temps de le faire sur la rive droite du Danube? et oserons-nous le tenter? En marchant sur la rive opposée, il y aura un passage de fleuve à opérer, et par conséquent rien de décisif n'en peut résulter. Cependant l'ennemi était plus rapproché de Neustadt sur le Danube, et du point de concentration que de nos ailes; il avait son ordre de marcher en avant, ses derrières, ses lignes de retraite, tout bien assuré. Malgré tous ces avantages, Napoléon ordonne le mouvement général sur la rive droite, et par des marches de flanc, à Davout, de Ratisbonne sur Neustadt; à Masséna, d'Augsbourg sur Pfaffenhoffen; lui-même se porte au centre, au poste du danger et des difficultés, pour arrêter les têtes de colonnes de l'ennemi, et laisser le temps à ses rapides ailes de se rejoindre. Pour tout autre, et avec d'autres troupes, cette manœuvre eût été fort scabreuse; mais pour Napoléon, *c'est*, comme il le disait, *un calcul d'heures*; c'est aussi un calcul de terrain; mais il ne faut s'y



tromper ni de quelques minutes ni de quelques toises, car il y va du salut de l'armée. Quant à lui, il s'est rendu par ses dispositions cette manœuvre absolument sûre. Si l'ennemi s'avance sur le centre, Napoléon le battra ; s'il cherche à le tourner par son extrême gauche, il trouvera Augsbourg fermé, de manière à tenir tête à toute son armée réunie ; s'il veut gagner Ratisbonne, il doit le trouver aussi en défense.

Dans ces deux derniers cas, Napoléon tombait sur les derrières de l'ennemi, et le poussait, soit sur le Danube, soit sur les Alpes. Ainsi la manœuvre contre l'ennemi, qui finit par se diriger sur Ratisbonne, va être aussi désastreuse pour lui, que brillante pour nous ; car, avec sa droite, avancée entre le Danube et l'Iser, Napoléon va refouler dans le cul-de-sac entre ces deux rivières, l'archiduc qui s'y est si imprudemment enfoncé. Il ne s'agissait de rien moins que de la destruction totale de l'armée ennemie, si les ponts de Ratisbonne et de Landshut ne s'étaient pas trouvés ouverts.

« Napoléon annonce à Masséna que, pour cette grande et décisive manœuvre, *il va refuser sa gauche, avancer sa droite ; et qu'entre le 18, le 19 et le 20, toutes les affaires de l'Allemagne seront décidées.* »

Ici se trouve cette belle manœuvre qu'a voulu probablement mentionner l'Empereur, c'est-à-dire les dispositions préparatoires de la bataille, et elles sont en effet admirables. L'auteur décrit le placement et la marche de tous nos corps, ceux de l'ennemi, les engagements partiels, le résultat général, les fautes de l'archiduc ; les nôtres même, dans les exécutions subalternes du moins ; car pour

la conception du chef, il nous la montre complète et devant amener infailliblement l'annihilation entière de toutes les forces ennemies. Je saute à pieds joints sur tous ces détails très curieux : ils seraient bien accueillis sans doute par les militaires ; mais ils pourraient paraître longs à tous les autres, et ils m'écarteraient de mon but outre mesure. Je passe tout de suite aux grands résultats exprimés dans la proclamation suivante de Napoléon, et puis aux réflexions de l'auteur :

« Soldats ! dit l'Empereur, vous avez justifié mon attente, vous avez suppléé au nombre par votre bravoure ! En peu de jours vous avez triomphé dans les trois batailles de Thann, d'Abensberg et d'Eckmühl, et dans les combats de Peissing, de Landshut et de Ratisbonne. Cent pièces de canon, quarante drapeaux, cinquante mille prisonniers, trois équipages, trois mille voitures attelées portant les bagages, toutes les caisses des régiments : voilà le résultat de la rapidité de vos marches et de votre courage.

« Naguère l'ennemi se promettait de porter la guerre au sein de notre patrie ; aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà l'avant-garde a passé l'Inn ; avant un mois nous serons à Vienne. »

« Cette proclamation, envoyée de tous côtés, annonça aux amis comme aux ennemis de la France les victoires et les projets de l'Empereur, etc., etc.

« Ainsi en quatre jours de combat et de manœuvres sont accomplies les destinées de l'armée autrichienne, de cette armée si arrogante, si nombreuse, la plus belle qu'eût jamais mise sur pied la maison d'Autriche ! Par ses premières disposi-



tions, Napoléon a organisé le plan de sa grande bataille ; il a assuré la défense de ses postes, fait reconnaître le terrain pour une bataille en avant d'Augsbourg, dans la direction par laquelle l'ennemi semblait devoir s'avancer. Il a rectifié les fausses dispositions de Berthier, ramassé ses forces aux ailes, laissant libre le terrain où il voulait attirer l'ennemi. Il l'y a amené peu à peu, tout en prenant ses mesures pour le battre ensuite, de quelque côté qu'il se tournât. Le 17 à midi, Napoléon arrive à l'armée, le 18 il donne ses ordres, et annonce que dans trois jours tout doit être fini : si sa prédiction éprouve un retard de quelques heures, c'est que sa jeune armée, composée en grande partie de conscrits, n'a pas cette vigueur des troupes d'Austerlitz et d'Iéna. Le 19 commence l'exécution de ce plan dont on est obligé de reconnaître les fondements dans les premières dispositions des mois précédents ; la jonction de l'armée s'opère sous le canon de l'archiduc. Le 20, Napoléon rompt, à Abensberg, la ligne de l'ennemi et sépare totalement la gauche du centre. Le 21, il détruit à Landshut cette gauche, s'empare des magasins, du parc, de tous les équipages, et des communications de la grande armée ennemie. Le 22, il revient à Eckmühl porter les derniers coups à l'armée de l'archiduc, dont les débris se sauvent honteusement au travers de Ratisbonne et des montagnes de la Bohême. Si Landshut eût été attaqué à temps par la rive droite, les corps de Hiller ne pouvaient plus se retirer, et étaient entièrement écrasés sur les bords de l'Iser. Si Ratisbonne n'eût pas été livrée à l'archiduc, ses débris, accablés par toute l'armée française sur les bords du Danube,

coupés de Straubing, privés de tout passage et de tout moyen de faire des ponts, étaient réduits aux dernières extrémités. Ainsi, sans ces deux contretemps, l'armée du prince Charles était entièrement détruite en quatre jours : rien, du reste, n'en est échappé que par morceaux et en fuite.

« A aucune époque de l'histoire, on n'a vu une telle bataille, livrée sur un aussi grand terrain et dans des directions opposées, conduite à vue par la même tête, exécutée par les mêmes bras, avec une aussi rigoureuse précision, une telle rapidité et le meilleur emploi de tous les moyens : à moins qu'on en excepte toutefois dans le début de Napoléon en Italie, Castiglione, Arcole, et Rivoli surtout, où le génie avait devancé l'expérience.

« Il faut que les militaires se gardent bien de confondre ces manœuvres exécutées au loin, mais toujours en partant d'un centre unique, avec le système opposé de lignes étendues démesurément, sur lesquelles les plus grandes forces disparaissent ; où le commandement suprême ne pouvant atteindre sur tous les points, la grande direction manque partout. L'un est le système des Daun, des Lascy, des Moreau : l'autre celui de Frédéric et de Napoléon.

« Pendant ces batailles, tous ces mouvements de concentration et d'extension furent faits à la minute et dans la circonstance la plus opportune. Les troisième et quatrième corps, d'abord éloignés de plus de quarante lieues, se trouvèrent réunis dès le second jour par la manœuvre la plus audacieuse, pour entrer sur la même ligne de bataille. Le quatrième corps fit en trois jours trente-six lieues, en poursuivant les lauriers que d'autres



corps venaient saisir en avant de lui. Ensuite Napoléon fait les détachements successifs, à mesure des besoins de tout ce vaste champ, qu'il embrasse dans tous ses points. Avant d'attaquer à Landshut, il détache Lefèvre pour venir au secours de Davout ; avant Eckmühl, Bessièrès à la poursuite d'Hiller ; avant Ratisbonne, Masséna sur le Bas-Danube et le Bas-Inn ; à peine Ratisbonne est enlevé, qu'il envoie à Landshut les grenadiers d'Oudinot, les Bavarois de Lefèvre, le corps de Lannes pour soutenir Bessièrès et former la tête de la colonne qui doit prévenir l'archiduc sur Vienne. Cependant Napoléon ne laisse pas un instant douteux le succès de ces belles combinaisons, car les corps de Masséna et d'Oudinot, qui ont tourné constamment la gauche de l'ennemi, sont toujours à même d'aider les corps engagés dans les journées des 20, 21 et 22. Davout tenant tête à la majeure partie de l'armée ennemie, reçut à propos les secours dont il avait besoin ; et s'il eût été poussé un peu le 21, l'armée aurait eu quelques lieues de moins à faire le 22, et des chances de succès de plus.

« Jamais on n'a mieux vu tout ce que peuvent *le coup d'œil et l'à-propos*. Ici, dans cet immense champ, pas un homme, pas un moment, pas le moindre avantage du terrain n'ont été perdus devant des ennemis qui ne savaient tirer parti ni des forces, ni du temps, ni des positions. Pas un combat n'était livré qui n'eût un but déterminé et souvent décisif. Il résultait de là non seulement grande gloire pour l'armée, mais grand profit pour l'humanité ; car, dans les guerres mal conduites, on perd plus de moitié des hommes inutilement, soit par les combats livrés mal à propos, soit

par les maladies qui suivent les campagnes prolongées. »

La stratégie semble surtout être la prédilection de l'auteur ; il en a fait et avec succès sa constante occupation. Il m'a montré la preuve authentique qu'il s'était exprimé, il y avait déjà deux ans, sur les célèbres campagnes d'Italie, en 1796, et celle de Marengo, précisément comme le fait l'Empereur dans ses dictées de Sainte-Hélène, qu'on vient de publier en cet instant ; c'est-à-dire qu'il avait deviné, saisi toutes ses idées et ses vues à cet égard. Il a fait un travail sur la topographie militaire du théâtre de la guerre en Italie, qui, présenté à Napoléon lors de son couronnement, le frappa tellement, qu'il s'écria : *J'aurais payé des millions pour avoir une telle chose quand je commandais ici*. A ce talent reconnu, mais ignoré de Napoléon, se trouvaient réunis encore beaucoup de traits de courage très remarquables, et grand nombre de blessures. Malheureusement la fatalité a voulu que les hautes chances offertes à nos braves se soient trouvées finies précisément à l'instant où celui-ci, entrant dans la garde, allait sortir de la foule. On sait que l'Empereur se plaisait à y puiser ; et son coup d'œil si juste le faisait toujours à coup sûr. C'est sans entourage, sans intrigue, sans sollicitations aucunes, qu'on a vu surgir inopinément les Lobau, les Drouot, les Bernard : mon ami allait avoir son tour ; son heure était venue.

« Les bords de l'Abens et de la Laber, dit-il, sont désormais devenus classiques pour l'art de la guerre. Les militaires iront étudier là, bien mieux que dans les livres, les théories des grandes opérations. Là ils verront inscrite pour des siècles la res-



plendissante gloire des armées françaises ! là est un de ses plus beaux monuments, impérissable à jamais, tant qu'on lira dans l'histoire que des batailles ont été livrées par le même général et les mêmes troupes, le 19 à Thann, le 20 à Abensberg, le 21 à Landshut, le 22 à Eckmüllh, le 23 à Ratisbonne ; là les militaires apprendront la connaissance du terrain, la pratique du coup d'œil, l'emploi des forces, l'opportunité des détachements, tout le secret des grandes batailles, qui consiste à savoir s'étendre et se concentrer à propos, et diriger ses masses selon le terrain et les dispositions de l'ennemi. Mais ces manœuvres doivent servir de leçon, et non pas d'exemple ; il faut les étudier et non les copier. Malheur à qui s'aviserait d'en exécuter de pareilles, même dans des conjonctures analogues ; car il y perdrait certainement son honneur et son armée. Pour oser les tenter et pour en venir à bout, il fallait la toute-puissance du génie et du commandement dans le chef, jointe au plus absolu dévouement de la part de toute l'armée.

« Ces manœuvres présentent une leçon précieuse sur une des parties les plus difficiles de la guerre. On y apprendra comment on peut arrêter l'exécution d'une opération commencée, et détruire ces avantages si vantés de l'initiative. Ici, en effet, l'archiduc était en pleine opération quand Napoléon est arrivé. Si ces deux généraux avaient été d'une égale force secondaire, le chef français se serait hâté de gagner, par Donawerth et Ratisbonne, la rive gauche du Danube ; il aurait gardé ces deux têtes en se réunissant entre Neustadt et Neubourg. Le chef autrichien aurait longuement manœuvré sans passer le Danube. Des semaines,

des mois se seraient écoulés sans qu'il y eût rien de fait ; on eût vu une campagne à la Daun ou à la Moreau. Si les deux généraux avaient été également supérieurs, le chef autrichien aurait continué sa pointe malgré celle des Français, se serait précipité sur le corps de Davout, et l'aurait culbuté sur Ratisbonne : là, le livrant au corps de la rive gauche ou au canon de Stadtamhof, si la ville tenait encore, il serait venu avec sa masse tomber successivement sur le centre et la gauche de l'armée française, dont il aurait eu probablement bon marché. On peut supposer que Napoléon aurait manœuvré avec moins d'audace s'il eût eu affaire à un ennemi de cette force ; car il a dit dès le début de sa carrière : *La guerre est une affaire de tact*. La première chose est de savoir contre qui et avec qui on guerroye. L'archiduc le savait bien.

« Masséna, toujours grand à la guerre ; Davout, se montrant tous les jours plus digne des plus grands commandements, donnèrent à Napoléon des preuves de zèle et de dévouement, qualités qui commençaient à devenir assez rares pour pouvoir être louées ; mais Lannes fut l'*Achille* de l'armée, *glaive exterminateur* dans les cinq journées, où, avec les mêmes troupes, il combattit à de si grandes distances : à Arnhofen, à Attuhausen, à Rottembourg, à Landshut, à Eckmühl, à Ratisbonne. Pourquoi des destinées qui se développaient si éclatantes, et qui alors atteignaient la maturité du premier talent, devaient-elles être si vite terminées !!! Après ces illustres personnages, les généraux, les officiers, toute l'armée, jeunes et vieux soldats, cavaliers et fantassins, Allemands et Français, tous se montrèrent dignes du grand capitaine.



« Ces victoires de Napoléon furent couronnées par les plus grands résultats. La désorganisation des armées de l'Autriche, l'ouverture des chemins de sa capitale, l'envahissement de ses provinces et la destruction des préparatifs d'invasion, des magasins, de la landwerth, des milices, etc.; enfin, la perte des conquêtes éphémères des archiducs Jean et Ferdinand, etc.

« L'Autriche se trouvait violemment frappée et plus qu'à demi vaincue. Mais ce coup terrible se ressentait bien plus loin encore, dans toute l'Allemagne et même dans toute l'Europe. La coalition de 1809 venait d'être terrassée tout entière dans les champs de la Laber. Tous ses projets dépendaient de l'issue de la première bataille. Si l'affaire eût été douteuse, ou si elle eût été contraire à Napoléon, si seulement il avait différé son attaque, qu'il eût attendu ses ennemis ou porté des coups moins assurés, il eût été bientôt rejeté de l'autre côté du Rhin et accablé par l'Europe entière. En ce même moment éclataient les insurrections organisées dans le Tyrol, la Westphalie, la Prusse; mais les triomphes d'Eckmühl arrêtaient l'embrasement qui allait s'étendre du Tyrol à la Baltique, raffermirent pour le moment la foi chancelante de la Prusse et de la Russie, retardèrent le départ de l'expédition anglaise, et dérangèrent le plan combiné contre la Belgique et la Hollande. Enfin, ces triomphes comprimèrent aussi, à l'intérieur de la France et dans nos armées, ces intrigues que nous verrons s'y développer plus tard, etc.

« Cependant, Napoléon ne devait pas laisser à l'Autriche le temps de réparer ses pertes; à la coalition celui de réunir ses forces et de renouer ses

intrigues. Il fallait aller à Vienne pour forcer l'une et l'autre à la paix ; car celle-ci était toujours le but de toutes nos guerres, comme le prix de tous nos triomphes.

« Après Eckmühl se présente une grande question de guerre et de politique. Que devaient faire les chefs des deux armées ? On a récemment approuvé l'archiduc de s'être retiré en Bohême : on a blâmé Napoléon de ne pas avoir poursuivi une armée battue.

« Mais le prince Charles ne pouvait absolument faire autre chose que ce qu'il a fait. Il devait se mettre au plus vite à couvert ; il n'avait pas de choix. Seulement il a marché encore trop lentement, etc.

« Napoléon aussi a fait ce qu'il devait. A deux marches en arrière de Ratisbonne, le prince Charles avait trouvé un pays de montagnes et de défilés, la Bohême, où la défensive est si favorable. A la droite du Danube, Hiller s'était rallié, renfoncé sur l'Inn, et même s'avancait sur Neumarek. Si Napoléon s'était engagé d'une ou deux marches au delà de Ratisbonne, il laissait toute liberté au prince Charles de regagner, à Passau ou à Lintz, la rive droite du Danube, d'y faire sa jonction avec Hiller, de défendre les approches de Vienne et de se réunir plus tard au prince Jean. Napoléon perdait alors le plus beau fruit de la bataille d'Eckmühl ; et ce n'était pas pour les laisser rejoindre qu'il avait séparé les deux armées autrichiennes. Il eût abandonné par là tout l'avantage de la victoire, de sa position et du terrain. Pour aller de Ratisbonne à Vienne, par la Bohême, le chemin est mauvais, difficile ; il forme un grand contour, un



arc dont une autre route, belle, facile, directe, forme la corde. Or, c'est cette dernière qu'occupait Napoléon sur la rive droite du Danube. Vienne est sur cette même rive, entourée d'une forte enceinte, susceptible d'une grande défense. Il ne pouvait espérer de l'occuper que par une marche rapide, par un coup de main. Il ne pouvait donc hésiter un instant à y courir. Cette détermination lui présentait toutes sortes d'avantages : elle maintiendrait la séparation des diverses armées autrichiennes, concentrerait autour de cette capitale toutes les forces françaises de l'Allemagne et de l'Italie ; rappellerait au centre de la monarchie tous les corps ennemis destinés à faire insurger au loin les peuples contre la France : toute autre conduite eût été une faute.

« Aussi la marche sur Vienne s'exécute avec la même habileté qui en avait ouvert la route. C'est la même célérité dans la course, la même précision dans les mouvements, la même étendue dans l'ensemble. Des ordres partent aussitôt pour Eugène, Bernadotte, Poniatowski. Napoléon fait écrire au premier : « Avancez en toute confiance, l'Empereur va percer au cœur de l'Autriche ; l'ennemi ne tiendra pas devant vous, etc., etc. » Au dernier : « *qu'il s'en rapporte à son zèle.* » — Bataille d'Ebersberg, nullement connue.

« Cependant à côté de tant d'audace se multiplient toutes les mesures de prudence ; une première réserve se forme à Ratisbonne pour nous garantir la ligne d'opération sur la rive gauche du Danube ; une deuxième se forme à Augsbourg, pour assurer la ligne d'opération de la rive droite ; une troisième se forme sous le nom de corps d'observation de l'Elbe. Les places intermédiaires sont

mises en état de défense. A Mayence, les conscrits, à mesure qu'ils arrivent de l'intérieur, sont organisés en bataillons provisoires et acheminés vers l'armée, etc., etc. »

L'auteur, après avoir décrit ici les dispositions nouvelles, continue :

« Ainsi cette armée française, tellement concentrée quand il faut combattre, s'étend maintenant en colonnes de corps échelonnés au fond de la vallée du Danube, suivant parallèlement la marche de l'archiduc sur la rive opposée aux frontières de la Bohême, prête à faire face par la gauche le long du Danube, si l'armée de l'archiduc se présentait. L'armée pouvait se concentrer aussi sur un point quelconque de sa ligne en quarante-huit heures. C'est par cet heureux mélange de concentration et d'extension de corps si nombreux, manœuvrant avec la précision d'un régiment, que Napoléon déterminait d'aussi immenses succès et déconcertait les plans de ses ennemis, etc., etc.

« Nous vivons à une époque, remarque l'auteur, où les capitales prennent une telle importance sur les affaires de la guerre, que tout doit être sacrifié à la conservation de ces centres de l'administration et de la vie des empires : de leur occupation dépend presque toujours la défense et le sort des Etats. Les exemples de Vienne et de Berlin, dans les deux guerres précédentes, l'avaient assez démontré. Depuis, l'occupation de Paris en a fourni deux nouvelles preuves. Si la prise de Moscou et de Madrid semblait en donner de contraires, on a été réduit à brûler la première, ne l'ayant pas su conserver ; et quant à la deuxième, il a fallu toutes les particularités de l'Espagne, qui ne se trouvent nulle



autre part, tous les secours de l'Angleterre, les diversions de l'Europe, et une foule d'accidents pour sauver la Péninsule et produire cette exception à la règle générale. Les capitales doivent donc être mises à l'abri de l'invasion étrangère, afin de laisser aux armées la liberté de manœuvrer, et aux nations le temps de pourvoir à la défense générale. » Et à ce sujet il veut que Paris soit fortifié. C'était l'avis de Napoléon, dit-il; c'était aussi celui de Vauban, et c'est encore celui de l'ingénieur qui chez nous le remplace aujourd'hui, et qui ne porte qu'à cinquante millions les frais de cette défense toute extérieure, c'est-à-dire au triple seulement de ce qu'on consacre chaque année en embellissements, constructions, etc. (*Projet du général H.*)

« Vienne, capitale de l'Autriche, était donc le but où tendaient également les deux commandants en chef, etc., etc.

« Or aucune capitale n'était à cette époque dans une meilleure situation pour être défendue. A moitié couverte par le Danube, elle était entourée de deux fortifications : l'une extérieure, angulaire, à demi revêtement, qui enferme ses faubourgs; l'autre intérieure, formée d'une très forte enceinte, etc.

« Napoléon se présente devant Vienne le 10 mai au matin, quinze jours après Eckmühl, moins d'un mois après l'ouverture de la campagne; il fait occuper les faubourgs sans résistance; mais lorsque l'avant-garde se présente sur les glacis qui séparent les faubourgs de la ville, elle est reçue à coups de canon. Le maréchal Lannes envoie dans la place un aide de camp porteur d'une sommation. Cet officier est maltraité, retenu et la ville tire contre ses fau-

bourgs. Ceux-ci envoient une députation à Napoléon pour intercéder en faveur de Vienne. Il la renvoie avec une lettre de Berthier à l'archiduc Maximilien, qui commandait dans cette capitale; mais à l'arrivée de cette députation le feu des remparts redouble. Dès lors Napoléon, qui voulait ménager cette capitale plus que ne le faisaient les princes autrichiens eux-mêmes, prend le moyen convenable pour forcer l'archiduc à l'évacuer sur-le-champ. Profitant de l'énorme faute qu'on avait commise en négligeant de lier la place au Danube, il conduit lui-même le quatrième corps, jette un pont sur le petit bras qui sépare le faubourg *Landtraff* du *Prater* et fait occuper le petit pavillon de *Lusthauss*. En même temps, pour répondre au feu de la place qui ne cessait de battre les faubourgs, et pour détourner l'attention de l'archiduc, Napoléon fait établir une batterie d'obusiers à peu près sur le même emplacement où se fit l'attaque des Turcs en 1684.

« A neuf heures du soir des obus sont lancés dans la ville. Alors se trouvait malade dans le palais paternel la jeune archiduchesse Marie-Louise. Sur un simple avis de cette circonstance, la direction du feu est aussitôt changée et le palais respecté. O jeux de la fortune! qui eût dit alors à Marie-Louise qu'à peu de mois de là ces mêmes mains qui faisaient trembler Vienne, tresseraient des couronnes pour sa tête; qu'au palais des Tuileries, épouse et mère, elle régnerait sur ces Français qui la frappaient d'épouvante!

« Cette résistance de l'archiduc Maximilien dans Vienne était coupable, puisqu'il avait négligé tous les moyens de la rendre le moins préjudiciable aux



habitants, et qu'elle ne pouvait d'ailleurs être utile ni à l'État ni à l'armée : Vienne pouvait être brûlée par un ennemi moins généreux, sans retarder d'une heure la possession de son enceinte. »

L'auteur fait ressortir les fautes des deux archiducs, puis il continue ainsi :

« C'était beaucoup aux yeux de l'armée et de l'Europe d'avoir pris Vienne. Pour Napoléon c'était peu, lorsqu'il n'avait pas les ponts du Danube, parce que la fin d'une guerre de coalition n'était pas à Vienne, mais dans la dispersion des restes de l'armée autrichienne et de la ligue des souverains, etc.

« Mais pour cela il fallait passer le Danube si impétueux, dans un moment où les eaux étaient les plus élevées, devant une armée encore formidable, et au milieu du pays ennemi, etc., etc.

« Cependant le bruit de l'entrée des Français à Vienne vint confirmer dans les cours et chez les peuples d'Allemagne la sensation produite par la nouvelle des victoires d'Eckmühl. Les projets d'insurrection et d'armement furent suspendus, les trahisons politiques ajournées, les associations particulières refroidies et comprimées. Schill, parvenu à réunir un corps de six mille hommes, en compromettant les noms des rois de Prusse et d'Angleterre, ne trouvait plus de pays qui osât se déclarer pour lui, etc.

« Le cabinet de Londres même se ressentit de l'influence de ces triomphes. Les intrigues et les indécisions de son ministère n'en furent pas peu augmentées, et ses grandes diversions promises, de plus en plus retardées.

« La cour de Prusse multiplia les démonstra-

tions de fidélité aux traités et feignit de poursuivre les partisans de Schill. Celle de Russie, notre alliée en apparence, se décida enfin à nous fournir son contingent; elle mit en mouvement, sur la Galicie, un corps de quinze mille hommes, beaucoup moindre que ne le portaient ses engagements, et encore pense-t-on généralement que les Russes ne s'avancèrent que pour contrarier les progrès très rapides des Polonais et surtout leurs principes.

« Le passage d'un fleuve comme le Danube est une opération fort difficile. Il ne suffit pas d'avoir un pont et de passer à l'autre rive, il faut déboucher au delà, se maintenir et conserver le pont. Quand on considère l'effrayante immensité des objets nécessaires pour une telle construction et leur fragilité, ainsi que la terrible violence des obstacles qu'il faut vaincre, on a peine à concevoir que de telles opérations réussissent jamais.

« Ici il fallait traverser d'abord un premier bras du Danube, large de deux cent trente toises; un second bras de cent quarante toises, où se trouvait le grand courant, séparé du premier par une île large de cent toises; après cela on n'était encore arrivé que dans la grande île de Lobau, plantée d'arbustes et coupée de petits canaux. Il fallait enfin traverser, pour atteindre la rive gauche, un troisième bras, dont la largeur variait de cinquante à soixante-dix toises. Le Danube, en cet endroit, est divisé en tant de bras, parsemé de tant d'îles, que c'est un véritable labyrinthe, à l'abri duquel l'ennemi pouvait approcher beaucoup de nos travaux. Ainsi, c'était une triple rivière à passer, un triple pont à construire, dont un était de la plus grande dimension, au milieu des ennemis, qui, de tous



côtés, nous voyaient et nous entouraient. Dans la construction de ces ponts, il fallait se servir de bateaux de formes et de grandeurs diverses, ramassés au hasard, retenus par quelques cordages et quelques clous, pour lutter contre la violence de l'impétueux Danube. Tout cela fut fait et même fort vite, en raison de l'immensité des préparatifs que tous ces ponts exigeaient. Il faut néanmoins reconnaître que les inconvénients que présentait ce passage étaient rachetés par de grands avantages. Si le Danube était plus large et divisé en plusieurs bras, il était aussi moins rapide et moins profond. Ces îles servaient à assurer les ponts partiels; enfin celle de Lobau était comme une tête du grand pont, une vaste place d'armes, d'où on pouvait arriver avec plus d'assurance sur la rive gauche, etc., etc.

« Les ponts, commencés le 18 au matin, furent terminés assez vite. Aussi, dès le 20, le quatrième corps avait gagné l'île de Lobau. L'Empereur s'y rendit lui-même, et fit jeter le dernier pont devant lui. Son intention était de marcher directement à l'ennemi et de terminer l'œuvre si brillamment commencée à Eckmühl. Il avait rapproché de lui la majeure partie de l'armée, afin qu'elle pût défilér sans interruption sur la rive gauche.

« Le terrain où devait déboucher l'armée française était des plus favorables. En avant du coude que le fleuve formait en cet endroit et dont les bras s'élargissaient considérablement, se trouvaient les villages d'*Asparn* et d'*Essling* : le premier, à gauche, touchant à un bras du fleuve où il y avait fort peu d'eau; le deuxième, à droite, à deux ou trois cents toises en face du saillant du Danube. Plus à droite encore et à égale distance du fleuve, se trouve le

bourg d'*Enzersdorf*. Entre Asparn et Essling il y a un millier de toises, et à peu près autant entre Essling et Enzersdorf. Les deux premiers villages, bâtis en maçonnerie, entourés de petites levées de terre, présentaient des espèces de forts très aisés à défendre, deux excellents appuis pour notre ligne, couverte aussi par un bas-fond ou fossé : cette ligne pouvait être tournée, il est vrai, par ses deux flancs, au-dessous d'Essling du côté d'Enzersdorf, et sur les derrières d'Asparn, où le petit bras du Danube était facilement guéable.

« En avant des villages s'étendait une plaine immense, parfaitement unie, sans ruisseau ni le moindre obstacle. On n'y apercevait que quelques villages au milieu des moissons verdoyantes : c'était le terrain le plus favorable pour deux armées égales qui avaient à disputer de bravoure et d'habileté. Ce l'était aussi pour une armée inférieure, qui aurait à lutter contre des forces supérieures, à l'aide des villages indiqués.

« Napoléon, plein de son projet de marcher à l'ennemi, n'attendait que d'être rejoint par une partie de l'armée ; il ne pensa pas devoir être attaqué lui-même : les rapports de la cavalerie légère le maintinrent dans cette sécurité ; aussi ne s'occupait-il nullement d'établir le quatrième corps, ni de profiter des avantages de la ligne d'Asparn à Essling. Il faut le dire, parce qu'il n'y a rien d'indifférent à la guerre, ni dans ce qui décide de la vie des hommes et du sort des empires, si Napoléon ou Masséna avaient fait occuper convenablement Asparn, il est probable que ce village n'eût pas été pris par l'ennemi, ou si nous avions préparé à l'avance ce qui fut exécuté par le corps



d'Hiller, en s'en emparant, jamais les Autrichiens ne s'y seraient maintenus. Le mur du cimetière d'Asparn fut abattu par eux de leur côté, et ce cimetière leur devint par là une citadelle qu'il nous fallait escalader sous le feu le plus terrible, pour y parvenir, et quand nous nous en étions emparés, il n'était plus pour nous qu'un coupe-gorge, dans lequel nous demeurions entièrement à découvert. »

Ici se trouve décrite la première journée d'Essling (le 21 mai), où Masséna résiste avec son seul corps, pendant tout le jour, à toutes les forces autrichiennes, et conserve Asparn par cette opiniâtreté héroïque qui le caractérisait si éminemment. Les ponts déjà dérangés dès ce jour-là, interrompent fréquemment le passage des troupes, déjouent les projets de Napoléon, sauvent l'ennemi et amènent la terrible journée du lendemain, ainsi décrite par l'auteur :

« Tant d'héroïsme dans la défense de Masséna et de ses braves avait produit la plus grande sensation au milieu des deux armées, et singulièrement augmenté chez nous l'ardeur pour attaquer le lendemain, et l'espoir d'une complète victoire. Napoléon, renforcé par le corps de Lannes, veut attendre l'arrivée de Davout et de la réserve pour faire sa grande attaque ; mais dès deux heures du matin, avant le point du jour, le combat avait recommencé à Asparn, et quelque temps après sur toute la ligne. Le généralissime autrichien s'était enfin décidé à faire avancer la réserve de grenadiers qu'il avait jusque-là si mal à propos laissée en arrière. Ce prince aurait dû sentir dès le premier moment la nécessité de brusquer une telle affaire. Ses retards avaient laissé arriver trois de nos

divisions de plus à la rive gauche. Il persiste dans son même système de bataille, et s'acharne de nouveau contre Asparn ; il attaque moins vivement Essling, où Lannes se trouve renforcé par deux divisions. Mais le général ennemi ne s'occupe nullement des moyens de tourner ces deux villages et surtout Asparn. Son feu et ses masses l'écrasent de nouveau et lui facilitent les moyens de s'en emparer. Masséna fait relever la division Molitor par celle de Saint-Cyr. Le 24<sup>e</sup> léger pénètre dans le village, culbute l'ennemi dans la grande rue, et coupe une colonne qui s'avavançait par la rue parallèle. Huit cents hommes, dont onze officiers et un général, avec six pièces de canon, sont enlevés et conduits dans l'île de Lobau. Le 24<sup>e</sup> finit par être repoussé, le 4<sup>e</sup> arrive au secours et reprend le village, qui, perdu de nouveau, est de nouveau repris par les Hessois. Tous ces régiments montrèrent la plus brillante valeur. L'ardeur de Masséna soutient l'enthousiasme du quatrième corps au milieu de ce théâtre, le plus horrible que la guerre ait jamais présenté. En ce moment on annonce l'arrivée de la garde à Asparn : tout le monde croit tenir la victoire.

« Napoléon, voyant l'ennemi persister dans ses fautes de la veille, et diriger ses grandes masses sur Asparn, avec une forte colonne sur Essling, ce qui dégarnissait beaucoup son centre, fait aussitôt des dispositions pour profiter de cette faute et exécuter immédiatement l'attaque projetée, dont il n'avait fait la veille qu'une démonstration : elle devait détruire l'ennemi en le perçant par le centre. Se croyant au moment de voir arriver le corps de Davout, l'Empereur envoya les tirailleurs de sa



garde à Asparn, et donna l'ordre à Lannes de commencer l'attaque avec son corps d'armée, dans l'intervalle entre Essling et Asparn, contre l'aile gauche de Hohenzollern et la droite de Lichteinstein. Ainsi Napoléon fait avancer sa droite et pivote sur sa gauche, appuyée à la défense d'Asparn. Par là, il partageait l'armée ennemie en deux portions qui allaient se trouver fort compromises l'une et l'autre. Lannes à la tête de la division Saint-Hilaire, ayant à sa gauche les grenadiers d'Oudinot, à sa droite la division Boudet, la cavalerie par masses dans les intervalles, marche fièrement à l'ennemi, et s'avance sur ce léger glacis, au sommet duquel se trouve le centre des Autrichiens.

« Averti du danger qui menace cette partie si importante de sa ligne, l'archiduc accourt en toute hâte, appelle momentanément à lui une partie du corps de Bellegarde, dispose ceux de Hohenzollern et de Rosenberg ; place derrière eux, en troisième ligne, afin de les renforcer encore, plusieurs régiments de l'aile droite de sa cavalerie, dont l'aile gauche est formée sur plusieurs lignes. Il attend ainsi l'attaque du maréchal Lannes. Cette attaque, exécutée sous les yeux mêmes de Napoléon, vive et impétueuse, culbute les premières troupes de l'ennemi. Bessières, à la tête des cuirassiers, fait plusieurs charges brillantes sur la cavalerie et l'infanterie des Autrichiens. Celle-ci cédait du terrain. L'archiduc se met à la tête des régiments battus, et les ranime par l'exemple de la plus brillante valeur ; il saisit le drapeau de Zach, et se précipite dans le fort de la mêlée. Plusieurs de ses officiers sont blessés autour de lui.

« Cependant les Français redoublaient de vi-

gueur et poussaient leurs avantages ; la victoire la plus complète se montrait déjà aux yeux de Napoléon, lorsqu'au lieu de l'arrivée du maréchal Davout, il reçoit, vers sept heures du matin, la nouvelle de la rupture de ses ponts, telle qu'il était impossible de songer à les réparer dans la journée<sup>1</sup>. La fortune lui arrachait le plus beau triomphe. Dans de telles dispositions, avec ce qu'il avait de troupes sous la main. Napoléon pouvait encore se livrer à l'espoir de vaincre ; mais sa prudence l'emporta : il ne voulut pas exposer à quelques nouveaux contretemps le sort de tant de braves, dans cette plaine découverte, où les colonnes d'attaque pouvaient, à mesure qu'elles s'avançaient, être prises de flanc et à revers. Il ordonna donc à Lannes de suspendre son attaque et de ramener ses troupes lentement dans leur première position, sa droite à Essling, et sa gauche dans la direction d'Asparn.

« Si cette brillante attaque ne fut pas couronnée d'un succès complet, elle en imposa pour tout le jour à l'ennemi ; elle arrêta les attaques qu'il préparait, elle dégagea pour le moment nos ailes vivement pressées, etc.

1. Ce cruel accident, essuyé aussi la veille, provenait non seulement de la crue du Danube, mais encore du choc de nombreux radeaux, de grosses barques et de grands arbres lancés par des paysans et des soldats postés dans des îles supérieures dont on avait négligé de se rendre maître.

Une crue extraordinaire du Danube en double subitement l'élévation, et la porte en moins de trois jours de quatorze pieds à vingt-huit.

Le volume II, page 73, des *Mémoires de Napoléon*, chez Hector Bossange, contient sur la bataille d'Essling une note dictée par lui ; il la termine par les beaux portraits du duc de Montebello et du général Saint-Hilaire.



« Masséna tenait toujours Asparn ; l'ennemi venait d'y rentrer ; les tirailleurs de la jeune garde demandèrent à l'en chasser. Nouvellement formés, ils n'avaient de la garde que le nom et le dévouement. Ils gagnèrent là leurs grenades ; mais ce ne fut pas sans beaucoup de peines et de pertes. Ce village devait être encore disputé, et pendant toute la journée pris et repris par l'un et l'autre parti ; toujours avec plus de facilité par l'ennemi, qui continuait à l'entourer ; toujours avec plus de peine et de courage par nous, qui n'y parvenions qu'au travers d'un défilé. Les morts s'amoncèlent dans Asparn, les boulets le détruisent, l'incendie finit par en dévorer les restes ; on s'y bat corps à corps, à l'arme blanche, avec le plus grand acharnement. Masséna se multiplie, tous ses officiers sont frappés à deux pas de lui ; il est le seul que le feu de l'ennemi n'atteint pas, semblant connaître et respecter le fils chéri de la Victoire. Il fallait toute l'opiniâtreté de Masséna pour conserver ce poste si périlleux, mais si important, pris et repris quatorze fois dans ces deux jours. Après la rupture des ponts, le combat n'était plus qu'une horrible boucherie sans résultat, mais absolument nécessaire pour sauver l'honneur français et même cette partie de l'armée sur la rive gauche du fleuve ; car il ne fallait pas songer à repasser au milieu du combat, de jour et en présence d'un ennemi si nombreux, un défilé tel que le faible pont de pontons ; il fallait absolument gagner la nuit, et jusque-là en imposer à l'archiduc. Vers midi, l'ennemi s'avisa enfin d'attaquer l'îlot qui est en arrière d'Asparn, et qui n'opposait qu'un bras étroit presque dépourvu d'eau. Quelques postes des

nôtres, en très faible quantité, garnissaient cet îlot extrêmement boisé ; ils sont repoussés et ramenés de l'autre côté. Les balles de l'ennemi arrivent assez épaisses sur la communication d'Asparn avec le pont : le danger était des plus grands. Si l'ennemi s'avavançait en forces de ce côté, si seulement il se maintenait sur les bords de l'îlot, les troupes qui étaient à Asparn se trouvaient prises à dos et ramenées près du pont ; on perdait une demi-lieue de terrain et l'appui principal de la position. Deux pièces à mitraille furent aussitôt tournées de ce côté. Heureusement l'ennemi laissa le temps à la brigade Vivier d'accourir ; mais il fallut y envoyer aussi toute la division Molitor, réduite à quelques centaines d'hommes ; elle réussit à contenir l'ennemi, et ce ne fut pas le moindre des services que Molitor rendit dans cette terrible journée.

« L'archiduc avait reformé sa ligne, rétabli ses batteries et recommencé ses attaques sur Asparn et Essling. Il fait marcher contre ce dernier quatre bataillons de grenadiers de la réserve, qu'il avait enfin rapprochée de la ligne. Ceux-ci n'éprouvent pas moins de résistance. La division Boudet, enfermée en partie dans un grand clos, repousse cinq assauts avec la plus grande valeur. Les grenadiers hongrois sont si malmenés, que l'archiduc est obligé d'accourir encore pour les retenir sur la ligne.

« Cependant, à force d'essayer de tous les points de la position, le prince Charles finit par disposer sur le centre une attaque effrayante pour l'armée française. Ceux qui voyaient clair aux affaires de la guerre concurent dans cet instant les plus vives inquiétudes. On apercevait en face de l'intervalle trop dégarni qui sépare Asparn d'Essling, la crête



du rideau se couronner d'artillerie, de masses de cavalerie, de colonnes profondes d'infanterie. Ces préparatifs formidables menaçaient le terrain vide qui séparait les corps de Lannes et de Masséna, et la direction la plus courte sur nos ponts. Une attaque vive et franche de l'archiduc avec ses réserves et les troupes inutiles sur la ligne pouvait en peu de minutes accomplir la perte de l'armée. Déjà ces masses étaient à petite portée de notre ligne; heureusement l'ennemi perd, en examens et en mouvements préparatoires, le temps qu'il fallait employer à agir avec vigueur. Napoléon, qui voit ce danger terrible, dirige au centre tout ce qu'il peut trouver de disponible dans notre artillerie, en très grande partie démontée; il fait marcher vers les flancs des masses autrichiennes quelques troupes déjà excédées de fatigue, et envoie Bessières charger avec la cavalerie, non plus pour la victoire, mais pour le salut de l'armée. Il faut donner tête baissée dans cette colonne pour l'arrêter, c'était un acte d'absolu dévouement. Nous n'avions plus en arrière de notre centre qu'une seule réserve d'infanterie; il est vrai que c'était la vieille garde; cette héroïque élite que pendant si longtemps il a suffi de montrer à nos ennemis pour arrêter ou contenir leurs plus grands efforts.

« Bessières, malgré les pertes de sa cavalerie, charge audacieusement et renverse la tête de la colonne. Il n'en faut pas davantage pour arrêter cet ennemi irrésolu. Dès lors, le sort de la journée est fixé, et Napoléon pourra attendre la nuit pour exécuter sa retraite: il se rapproche du petit pont pour veiller à ses préparatifs et ordonner les dispositions devenues nécessaires.

« La journée s'avavançait, et il en était temps, car nos munitions étaient épuisées. L'artillerie et l'infanterie allaient se trouver sans cartouches ; la communication était interrompue avec les parcs de réserve ; la plus grande partie de nos pièces étaient endommagées, les attelages tués depuis longtemps. On avait été obligé de ralentir le feu ; l'ennemi, au contraire, continuait le sien avec sa terrible artillerie, qui nous écrasait. Il renouvelait constamment ses attaques contre les deux villages. Dans l'une de ces attaques, vers le soir, Lannes, qui jusque-là était demeuré constamment au plus fort du danger, descendant de cheval pour prendre quelque repos, est frappé d'un boulet qui lui emporte les deux jambes. L'armée va perdre un de ses premiers chefs, dont les talents s'étaient si prodigieusement développés ; la France, un de ses appuis les plus solides ; l'Empereur, un ami zélé. Lannes fut transporté dans l'île de Lobau ; Napoléon alla à sa rencontre près le petit pont. Leur entrevue fut des plus touchantes, leurs embrassements des plus tendres. Napoléon pleurait à chaudes larmes à genoux devant le héros mourant. C'eût été en toute circonstance un grand spectacle ; il l'était bien davantage le soir d'une bataille si douteuse qui nous coûtait tant de braves.

« Nos troupes avaient comme oublié la faim et l'extrême fatigue dans ces deux longues journées, où la chaleur fut excessive, où elles soutinrent quarante heures de combat. Belle époque de gloire !!! Dans une situation aussi critique, notre ardeur et notre confiance ne se refroidirent pas un instant ! L'âme du chef était passée dans celle de tous les soldats... Pendant ces journées mémorables, huit



divisions françaises, qui ne formaient pas la moitié de notre armée, repoussèrent constamment les attaques de toute l'armée autrichienne, qui ne put conquérir quelques toises de terrain, et fut même souvent sur le point d'être culbutée.

« Dès le commencement de la nuit, on fit filer sur le petit pont les nombreux blessés entassés sur la rive gauche. Tous ceux qui donnaient signe de vie furent emportés dans l'île de Lobau. On fit ensuite passer l'artillerie, les caissons; on enleva même tous leurs débris. Les pièces prises à l'ennemi avaient été emmenées, rien ne fut laissé sur le champ de bataille, pas même les fusils et les cuirasses de nos morts.

« L'ennemi fit la faute inconcevable de ne pas poursuivre immédiatement ses avantages, et de nous laisser surtout cette île de Lobau, qui, saillante au milieu de son terrain, fut notre sûreté dans le revers, et nous devint bientôt le moyen du triomphe. »

Dans cette campagne tout est classique chez Napoléon, pour quiconque peut en suivre et en juger les détails : on l'a vu jusque-là préparer et suivre rapidement la victoire ; le voici à présent dans une circonstance imprévue, terrible. Qu'on le considère remédiant, en un clin d'œil, à de grands désastres, et déterminant à l'instant même les dispositions qui doivent lui assurer de nouveau la victoire ! Réduit à une défensive momentanée, il va créer dans l'île de Lobau, aux portes de Vienne même, une véritable forteresse française, qui maîtrisera le fleuve et le terrain. Trahi par les vagues du Danube, il va l'enchaîner ; et le tout se fera en vue d'un ennemi qui se proclame triomphant, et ne

songe point à troubler des prodiges qu'il ne sait pas deviner : et peut-être est-il en quelque sorte excusable, car l'auteur s'écrie à ce sujet : « Heureux ceux qui ont pu deviner ces miracles du génie!!!... Ce ne furent pas toujours ceux qui l'approchaient le plus. »

Les premiers ordres, dit-il, sont donnés à l'instant même du désastre, et les préparatifs sont si rapides, que deux ou trois jours après la bataille, on voit déjà plusieurs sonnettes battre des pilotis au travers des deux grands bras du Danube ; mais les bulletins, pour tromper l'ennemi, annoncèrent qu'il s'agissait d'une sorte d'estacade pour couvrir les ponts et arrêter les brûlots. Le même jour, Napoléon détermine sur les lieux, et trace, de sa cravache sur le sable, le plan des ouvrages qui doivent former la tête des grands ponts et le réduit de Lobau.

A compter de cet instant, chacun travaille sans relâche ; le chef se multiplie et les soldats sont infatigables. Leur constance, leur ardeur sont sans égales. Napoléon, dans ses projets et pour mieux se dérober à l'ennemi, a besoin de s'établir dans une petite île en face d'Essling, touchant presque à la rive autrichienne. Les généraux du génie et de l'artillerie en déclarent l'attaque à peu près impossible. Mais Napoléon ordonne, et, en plein midi, un aide de camp de Masséna traverse le Danube, avec cinq cents voltigeurs, sous le feu de toute l'artillerie autrichienne, atteint l'île, en chasse l'ennemi, s'y maintient contre toutes ses attaques, et en deux heures un pont de bateaux est construit en dépit de toutes les batteries qui enfilèrent le Danube et jetèrent plus de deux cents boulets dans les



œuvres du pont. Sous un chef tel que Napoléon, tout avait cessé d'être impossible; personne ne s'occupait plus de sa propre conservation : la vie, c'était la gloire ! Il est vrai que le général ne s'épargnait guère. Napoléon faisait souvent lui-même la tournée des postes de l'ennemi, et en approcha, dans l'île du Moulin, jusqu'à vingt-cinq toises. Un officier autrichien le reconnaissant un jour sur les bords d'un canal large de cinquante toises, lui cria : *Retirez-vous, Sire, ce n'est pas là votre place.* Paroles admirables qui, vu le ressentiment d'alors contre Napoléon, la crise du moment, et l'importance de sa mort, honorent à jamais les rangs dont elles sortirent, et montrent, dans celui qui les prononça, une loyauté et un culte à l'honneur qui ne sauraient être surpassés !!!

Enfin au bout de quarante-trois jours, durant lesquels on a le droit de se demander : qu'a fait l'archiduc ? que devait-il, que pouvait-il faire ? ce que l'auteur au surplus discute rigoureusement ; au bout de quarante-trois jours, disons-nous, tous les travaux se trouvent accomplis ; ils étaient immenses et merveilleux : en voici un échantillon.

« Il y avait à chacun des deux grands bras du Danube, larges, l'un de deux cent trente, et l'autre de cent quarante toises, des ponts sur pilotis où trois voitures pouvaient marcher de front. Au-dessus de ceux-ci, de petits ponts, larges de huit pieds, pour l'infanterie, au-dessous des ponts de bateaux. Ainsi les débouchés étaient préparés pour trois colonnes, et le tout était couvert par des estacades qui se rejoignaient sur une île, à deux cents toises au-dessus des ponts. Le soin fut poussé à un tel point, qu'on éclaira ces ponts par des lanternes

de dix en dix toises, continuées tout au travers de l'île de Lobau, le long des chaussées qu'on y avait pratiquées sur une largeur de quarante pieds. Au moyen de ces lanternes, le chemin demeurerait aussi praticable de nuit que de jour. De grands écritaux indiquaient, à chaque embranchement, toutes les directions pour les divers corps de l'armée. Ainsi les plus minutieuses précautions avaient été ajoutées au développement des plus grands moyens, etc.

« Cependant l'Empereur avait employé l'intervalles des travaux à réorganiser son armée, et à rapprocher de lui tous les corps dont il pouvait disposer. Le prince Eugène lui avait amené l'armée d'Italie, au travers de beaux faits d'armes, couronnés par la victoire de Raab ; Marmont était arrivé avec son corps du fond de la Dalmatie.

« Le plan de Napoléon, des plus vastes, des plus décisifs, embrasse l'ensemble de ses armées et les divers pays qu'elles occupent. Toutefois, tant de coopérations, et à de si grandes distances, n'ont à ses yeux et dans sa pensée que l'unité de but et d'action. Il va jeter sa grande armée au delà du Danube et sur la gauche de l'ennemi, pour le séparer de la Hongrie, il l'attaquera sur le champ de bataille qu'il aura conquis, le battra et l'acculera sur la Bohême, où cet ennemi se trouvera prévenu et entouré de toutes parts. Le tout s'accomplira de point en point, ainsi qu'il l'aura réglé, jusqu'au moment où l'ennemi, frappé de sa situation désespérée, implorera un armistice.

« Les ordres furent donc donnés à Masséna de porter ses divisions vers la partie septentrionale de Lobau ; à Oudinot de passer, le 1<sup>er</sup> juillet, dans cette île, et de s'y établir ; à Eugène d'être rendu, le 4, à



Ebersdorf, avec des vivres pour deux jours, et de passer les ponts sans s'arrêter; à Davout de ne partir que dans la nuit du 4 au 5, et de filer sur-le-champ dans l'île de Lobau; à Bernadotte et à Bessièrès d'être rendus, le 2, à Ebersdorf; à Vandamme d'occuper Vienne, le 2, au soir; à Lefèvre d'envoyer Wrede à Vienne pour se réunir à la garde impériale, et de se tenir lui-même à Lintz, pour, dès que la grande armée aurait passé le Danube, entrer en Bohême par le sud, en même temps que Jérôme y entrerait de Dresde par le nord, et que Junot, de Bareuth, la menacerait par l'ouest. Enfin, il n'est pas jusqu'à Poniatowsky, auquel Napoléon prescrivait d'emmener ses Polonais sur Olmutz pour contenir l'archiduc Ferdinand, et d'y entraîner les Russes, si ces alliés douteux avaient la loyauté de nous servir de bonne foi.

« C'est pour les gens du métier surtout que sont intéressants et précieux les ordres donnés en cette occasion : ils sont le programme exact des batailles qui suivirent. Jamais on n'avait vu diriger une aussi grande opération à l'avance avec autant de précision, et jamais tout n'avait été prévu avec autant d'exactitude. Les détails du passage ne sont pas moins admirables.

« Le 4 juillet, à une heure après midi, on reçoit l'ordre de traverser le soir même. Tout avait été parfaitement préparé, les passages étaient multipliés, la direction de chaque corps jalonnée à l'avance; aussi tout fut exécuté avec la plus grande promptitude et dans le plus grand ordre. Jamais une armée aussi nombreuse n'avait aussi rapidement traversé tant de défilés et formé son ordre de bataille. En une nuit elle se trouva rangée de

l'autre côté du Danube, quand son ennemi surpris la croyait encore dans ses cantonnements. Du temps de Turenne et de Condé, on n'eût pas cru la chose possible; du temps de Villars et de Vendôme, on y eût employé plusieurs jours peut-être, sans y parvenir; enfin, du temps de Frédéric, à peine ce grand capitaine aurait-il espéré y réussir avec sa bonne armée. Nos adversaires, dans la plus belle plaine du monde, passaient des demi-journées à se mettre en ordre de bataille, etc.

« Napoléon ayant deux ponts à son extrême gauche, dont le premier sur pilotis, à l'abri de tout accident, devant servir de ligne de communication pour l'armée, voulut avoir un autre pont comme de réserve à son extrême droite; il se ménageait ainsi, pour tous les cas, la possibilité de manœuvrer, par les deux extrémités du saillant de Lobau, le plus près possible des grands bras du Danube. C'est par ce dernier pont que commença la grande opération.

« A neuf heures du soir, vers l'embouchure du bras de Lobau, dans le grand Danube, Oudinot fait embarquer quinze cents voltigeurs dans des bacs et des bateaux préparés par la marine; ils passent à la rive gauche et s'y établissent. Dès le premier coup de canon d'Oudinot, toutes les batteries de Lobau font un feu terrible, les unes sur les ouvrages ennemis, les autres sur le terrain qu'il occupe, le plus grand nombre sur Enzersdorf et ses alentours. On voit perpétuellement en l'air une quantité de bombes et d'obus enflammés. Masséna jette de son côté dix-huit cents hommes sur l'autre rive; ils passent dans cinq bacs. Le premier a de la peine à aborder, les hommes se jettent à la nage



et le tirent à terre ; alors le passage continue sans interruption. Les postes de l'ennemi sont enlevés ou surpris, et on établit les ponts préparés à l'avance. Celui d'une seule pièce se trouve placé en huit ou dix minutes, malgré la baisse des eaux. Le quatrième corps commence immédiatement à défilér, le transport continue sur les bacs. On commence des ponts de radeaux et de bateaux sur l'île Alexandre. Le premier est fini à trois heures, le second à deux ; un quatrième est jeté plus haut ; le cinquième avance rapidement. Cependant la canonnade continuait d'une manière épouvantable ; Enzersdorf est bientôt la proie des flammes. L'ennemi ne répondait que faiblement en face des ponts ; mais il tonnait de tous ses ouvrages sur le terrain de l'ancien passage, où il croyait que notre armée débouchait. A tout ce fracas vint se joindre un orage terrible et une pluie par torrents, qui produisit un froid extraordinaire. Les travaux n'en sont nullement dérangés. Napoléon est partout, courant à pied d'un pont à l'autre, au milieu des boues et de ces rives glissantes où on culbute à chaque instant. Infanterie, artillerie, cavalerie, tout défile sans relâche. A mesure qu'on gagne du terrain sur la rive gauche, Napoléon fait assurer ses premiers progrès. Il a donné à l'avance aux officiers du génie l'ordre de tracer quatre immenses redans pour couvrir les ponts. Ainsi chaque pas que font les troupes, préparé par le feu terrible qui écrase l'ennemi, est protégé par des ouvrages contre tout accident. L'avant-garde ennemie, qui se trouvait dans cette partie, cède le terrain presque sans combattre, et se retire au delà d'Enzersdorf, selon l'ordre qu'elle en a reçu !

« Malgré la multiplicité des ponts, il fallait encore plusieurs heures pour faire défiler une armée aussi nombreuse que la nôtre. Les corps des deuxième et troisième lignes non encore formées, arrivaient successivement. Ce n'est que vers midi que la première ligne se trouve établie perpendiculairement au Danube, selon l'ordre donné : Masséna à gauche, Oudinot et Bernadotte au centre, Davout à droite. Ces corps sont par régiments serrés en masse. Ils occupent ainsi un bien petit espace. L'armée d'Italie, la garde, avec le onzième corps, viennent former la deuxième ligne, et les réserves de cavalerie la troisième. Le reste de l'armée étant arrivé, ou près de l'être, Napoléon porte en avant sa première ligne et s'étend en éventail, etc. »

Ici se trouvent les développements de cette célèbre bataille de Wagram, tellement remarquable par les mouvements préparatoires et les grandes manœuvres instantanées qui la rendent une des plus longues qui aient été livrées : ils remplissent toute une semaine. Cette bataille est encore une des plus mémorables des temps modernes, par les forces qui combattirent de part et d'autre, la réputation des deux généraux opposés, les pertes des deux armées, et son grand résultat, la paix de Vienne. Cet événement fournit à l'auteur les détails les plus lucides, les réflexions les plus judicieuses. Mais je passerai tout de suite aux premiers résultats de la bataille proprement dite. Elle coûta aux Autrichiens vingt-quatre mille morts ou blessés, et nous laissa vingt mille prisonniers. Toutefois elle fut loin encore de remplir les espérances de Napoléon ; l'armée reprocha à un de ses lieutenants, dont elle



s'était déjà plaint à Austerlitz, à Iéna, à Than, etc., d'avoir, le 5, attaqué trop tard Wagram ; évacué, le 6, sans combattre, Adercla, tête de notre position, appui des manœuvres de Napoléon, et qui, entre les mains de l'archiduc, devint celui de sa résistance et de ses attaques. Peut-être ce lieutenant de l'Empereur eût-il pu se rejeter sur la mauvaise conduite des troupes étrangères qui lui étaient confiées ; mais loin de là, il se permit même, contre l'usage reçu, une proclamation individuelle dans laquelle il les qualifiait de *colonne de granit* ; ce qui remplit d'étonnement les autres corps, et porta l'Empereur à le renvoyer en France.

« Napoléon, compagnon et juge des hauts faits de ses braves, leur distribua de nombreuses récompenses. Passant en revue l'armée d'Italie, le lendemain de la bataille, il dit aux soldats : « Vous êtes de braves gens, vous vous êtes tous couverts de gloire ! » Une proclamation témoigna à l'armée la satisfaction de son Empereur, et s'adressa plus particulièrement au génie, à l'artillerie et aux pontonniers, qui, par leurs immenses travaux, avaient préparé tous ces miracles.

« Napoléon fit trois maréchaux sur le champ de bataille : Oudinot, Marmont et Macdonald. Il embrassa ce dernier, délaissé longtemps à cause des dissentiments antérieurs. Le nouveau maréchal, attendri jusqu'aux larmes, s'écria, dans l'effusion de son cœur, qu'il lui vouait désormais une fidélité sincère, engagement que Napoléon, du reste, a eu l'occasion de témoigner avoir été rempli. »

L'auteur, après avoir analysé la conduite et les fautes de l'archiduc en cette circonstance, dit : « Pour Napoléon, il s'est conduit, dans cette ba-

taille, d'après les mêmes principes que dans l'ensemble de la campagne. Il a tenu ses troupes sous sa main, et a manœuvré excentriquement. Attaqué et prévenu, il a laissé l'ennemi démasquer son mouvement, l'a attaqué lui-même à son tour au moment et au point favorables. Rien ne lui a échappé, ni les dangers de la gauche et de l'île de Lobau, où il envoie Boudet; ni les dangers de la droite, où il renforce Davout, au cas que le prince Jean arrivât. Cependant il a éprouvé de grands contretemps: si l'attaque du 5 au soir eût été convenablement faite, elle eût réussi, et dès lors l'armée de l'archiduc, percée par le centre, était séparée en deux parties qui pouvaient être fortement entamées, et qui, rejetées, l'une sur la Bohême, l'autre sur la Hongrie, ne se seraient plus rejointes. On eût évité, dès lors, la grande bataille et toutes les chances du lendemain. Si Adercla n'eût pas été abandonné sans coup férir, le 6 au jour, l'armée française, qui se trouvait concentrée, aurait culbuté du premier effort le centre dégarni de l'ennemi, et serait retombée sur sa droite, qui eût été écrasée ou noyée dans le Danube, etc., etc.

« Cependant l'archiduc se retirait en toute hâte sur la Bohême, et sa retraite, quoique faite avec une grande habileté, allait développer les conséquences de la bataille, bien plus désastreuse encore que la perte de la bataille elle-même. Chaque jour, chaque instant voyait entamer l'armée ennemie: elle était menacée de périr en détail. La cour de Vienne sentit toute l'imminence du danger, et se hâta de le prévenir. Le 10, vers le soir, Masséna, poursuivant ses avantages, et maître des faubourgs de Znaïm, allait enlever la ville, quand



un cri universel se fit entendre tout le long de la ligne, celui de *cessez le feu, cessez le feu*. Une députation autrichienne avait atteint Napoléon, pour traiter de la paix et solliciter un armistice. Ce dernier point devint un grand sujet de dissertation dans toute l'armée et sous la tente même de l'Empereur. La situation vraiment critique des forces autrichiennes était visible à tous les yeux, et grand nombre pensaient que c'était un devoir que de recueillir inflexiblement le prix de tant d'efforts, que le temps était venu d'en finir une fois pour toutes avec une cour sans bonne foi, dont les protestations et les serments n'avaient jamais pour but que de gagner du temps et de machiner de nouvelles attaques. Napoléon ne pensa pas ainsi, et, prenant une plume, signa l'armistice, disant : « *Il y a eu assez de sang versé.* »

« Cet armistice nous livra les deux rives du Danube jusqu'à Raab, et toutes les provinces allemandes ; c'est-à-dire que nos troupes eurent à occuper un tiers de la monarchie autrichienne avec plus de huit millions de population. L'armée ennemie se retira par le nord de la Moravie, au delà de Presbourg, dans le reste de la Hongrie, abandonnant désormais la défense de la Bohême à ses seules et propres forces. Le commandement en fut retiré à l'archiduc Charles, qui emporta, quelles qu'eussent été d'ailleurs ses combinaisons militaires, l'intérêt le plus vif des militaires français, leur admiration même pour la valeur personnelle dont il avait prodigué les preuves. Son malheur, disait-on, avait été d'avoir eu Napoléon à combattre, et chacun pensait qu'aucun général en Europe n'eût pu même faire aussi bien.

« Là se termine une campagne de moins de trois mois, qui pourrait même compter une autre espèce de suspension d'armes tacite de quarante-trois jours; et durant ce court intervalle, que de choses ! et quels résultats !!!...

« La victoire de Wagram eut sur les esprits et la politique l'influence devenue habituelle. Napoléon avait ouvert la campagne au moment d'une crise vraiment effrayante : la ligue était générale contre lui, les machinations universelles. La victoire d'Eckmühl frappa de terreur toutes les malveillances, et contint tous les mouvements; le revers d'Essling ranima tous les plans et réveilla toutes les espérances. Wagram les confondit de nouveau; chacun s'empessa de reprendre son attitude soumise, et de multiplier ses protestations de dévouement et de bonne amitié.

« Le cabinet anglais, qui n'avait pas su ou voulu aider l'Autriche quand elle luttait encore, se hâta, aussitôt qu'il la vit abattue, d'effectuer, avant le retour des troupes françaises, son expédition contre le port d'Anvers, dont la destruction lui tenait si fort à cœur : il la manqua par impéritie. Toutefois cette diversion suffit encore pour ranimer les secrètes espérances de l'Autriche, et lui faire traîner les négociations en longueur. C'est dans cet intervalle qu'un événement imprévu fut sur le point de déjouer toutes les combinaisons, et de donner un tout autre cours aux événements de l'Europe : Napoléon fut à l'instant de tomber à Schœnbrun sous le couteau d'un fanatique. Si l'acte eût été consommé, qui peut dire ce qui se serait passé en Europe !!!

<sup>1</sup> J'ai entendu l'Empereur se faire précisément la même ques-



« Enfin l'expédition d'Anvers avortée, et Napoléon prenant le ton menaçant, l'Autriche signa, le 14 octobre, la paix de Vienne, dont les conditions, vu le véritable état des choses, purent être regardées comme de nouveaux actes de la clémence du vainqueur.

« Napoléon épargna donc encore une fois l'Autriche; c'est qu'il était loin de vouloir la détruire, qu'il la jugeait nécessaire à sa politique, et qu'il espérait se l'attacher enfin à force de bienfaits. Il s'est cruellement trompé!!!... Et toutefois on a pu lire plus haut, quelque part dans ce recueil, qu'il s'accusait, comme d'une véritable faute, de l'avoir laissée trop forte après Wagram. « Le lendemain de la bataille, j'eusse dû, disait-il, faire connaître par l'ordre du jour, que je ne traiterais avec l'Autriche qu'après la séparation préalable des couronnes d'Autriche, de Hongrie, de Bohême, placées sur des têtes différentes. »

Ici l'auteur, après des réflexions générales sur cette magnifique campagne, récapitule ce que la patrie, en cette dernière occasion, doit en aussi peu de temps, à l'activité, à la force d'âme et à l'immensité du génie d'un seul homme; il démontre que la gloire, l'indépendance, la splendeur, la félicité de cette patrie, étaient le premier, l'unique

tion, et y répondre en parcourant en peu d'instants huit ou dix hypothèses diverses avec cette fécondité d'idées et cette rapidité d'expressions qui lui étaient si particulières. Si je ne l'ai pas mentionné en son lieu, c'est que, ne voyant pas qu'il en pût ressortir aucun bien, et y jugeant de nombreux inconvénients, j'ai cru devoir omettre le tout; seulement il termina disant : « Je n'hésite pas à prononcer que mon assassinat à Schoenbrunn eût été moins funeste pour la France que ne l'a été mon union avec l'Autriche. »

sentiment de cet homme vraiment grand ; et il termine en expliquant ainsi son extrême modération dans son dernier triomphe. « C'est que Napoléon, dit-il, bien au-dessus de ses victoires et des ambitions ordinaires, s'était imposé la plus belle, la plus grande des missions. Poussé à une haute dictature, d'abord en France, par les factions qui la divisaient et mettaient son existence en péril ; ensuite sur toute l'Europe, par la constante coalition de ses ennemis, leurs attaques perpétuelles, le refus obstiné de la paix générale, il avait su juger inévitable la régénération moderne, et prétendait à la diriger... Placé au plus haut point des lumières, au-dessus des intérêts comme des passions, il avait pu peser les nécessités du temps... Chef de la cause des peuples triomphants, il voulait en traiter à l'amiable avec les rois vaincus, etc. »

Dans mon recueil, l'auteur trouvera plus d'une fois, dans les paroles de Napoléon même, l'occasion d'être fier de l'avoir si bien deviné, et il goûtera surtout la douce satisfaction de cœur de l'avoir admiré, aimé, en pleine connaissance de cause.

Sur la guerre de Russie. — Fatalités, etc. — M. de Talleyrand, etc. *Corinne*, de M<sup>me</sup> de Staël. — M. Necker, etc.

Mardi 13.

L'Empereur m'a emmené de bon matin fort loin dans le bois ; il a causé plus d'une heure sur la situation de la France : de là, il est revenu sur les gens qui l'avaient trahi, sur les fatalités nombreuses qui l'avaient entraîné ; la sécurité perfide causée par son mariage avec l'Autriche ; l'aveuglement des Turcs, qui font la paix précisément quand ils de-



vaient faire la guerre; celui de Bernadotte, qui obéit à son amour-propre et à ses ressentiments plutôt qu'à sa véritable grandeur et à sa stabilité; une saison rigoureuse outre mesure; jusqu'à la supériorité de M. de Narbonne à Vienne, qui, découvrant l'Autriche à nu, la força de se hâter; enfin les succès même de Lutzen et de Bautzen, qui, ramenant le roi de Saxe à Dresde, le mirent, lui Napoléon, en possession des signatures hostiles de l'Autriche, et ne lui laissèrent plus aucun faux-fuyant. « Quel malheureux concours pourtant! disait-il d'un accent tout à fait expressif; et toutefois, continuait-il, le lendemain de la bataille de Dresde, François avait envoyé déjà quelqu'un pour traiter. Il fallait que l'échec de Vandamme arrivât à point nommé comme pour aider à l'arrêt du destin. »

M. de Talleyrand, sur la conduite duquel l'Empereur revenait beaucoup, pour savoir, disait-il, quand il avait commencé véritablement à le trahir, l'avait poussé fortement à la paix au retour de Leipsick.

« Je lui dois, observait-il, cette justice : il blâma mon discours au Sénat, mais approuva fort celui au Corps législatif. Il ne cessait de me répéter que je me méprenais sur l'énergie de la nation; qu'elle ne seconderait pas la mienne, que je m'en verrais abandonné, qu'il me fallait m'accommoder à tout prix. Il paraît qu'il était alors de bonne foi, qu'il ne trahissait point encore. Talleyrand n'a jamais été pour moi éloquent ni persuasif; il roulait beaucoup et longtemps autour de la même idée. Peut-être aussi, me connaissant de vieille date, s'était-il fait une manière pour moi; du reste, il était si

adroitement évasif et divagant, qu'après des conversations de plusieurs heures, il s'en allait ayant échappé souvent aux éclaircissements ou aux objets que je m'étais promis d'en obtenir, lorsque je l'avais vu arriver, etc., etc. »

Quant aux affaires du moment et au sujet des derniers journaux, qui peignaient la France en agitation toujours croissante, le résultat a été que, pour toute l'Europe, les chances de l'avenir semblaient indéfinies, multipliées, inépuisables ; qu'il existait un fait constant qui nous parvenait de tous côtés, c'est que personne en Europe ne se croyait dans une attitude stable. Chacun semblait redouter ou pressentir des événements nouveaux, etc.

L'Empereur m'a retenu à déjeuner avec lui sous la tente ; il a fait ensuite apporter *Corinne* de M<sup>me</sup> de Staël, dont il a lu quelques chapitres. Il ne pouvait l'achever, disait-il. M<sup>me</sup> de Staël s'était peinte si bien dans son héroïne, qu'elle était venue à bout de la lui faire prendre en grippe. « Je la vois, disait-il, je l'entends, je la sens, je veux la fuir, et je jette le livre. Il me restait de cet ouvrage un meilleur souvenir que ce que j'éprouve aujourd'hui. Peut-être est-ce parce que dans le temps je le lus avec le ponce, comme dit fort ingénieusement M. l'abbé de Pradt, et non sans quelque vérité. Toutefois je persisterai, j'en veux voir la fin ; il me semble toujours qu'il n'était pas sans quelque intérêt. Je ne puis du reste pardonner à M<sup>me</sup> de Staël d'avoir ravalé les Français dans son roman. C'est assurément une singulière famille que celle de M<sup>me</sup> de Staël ! Son père, sa mère et elle, tous trois à genoux, en constante adoration les uns des autres, s'enfumant d'un encens réciproque pour la meilleure édifica-



tion et mystification du public. M<sup>me</sup> de Staël, toutefois, peut se vanter d'avoir surpassé ses nobles parents, lorsqu'elle a osé écrire que ses sentiments pour son père étaient tels, qu'elle s'était surprise à se trouver jalouse de sa mère.

« M<sup>me</sup> de Staël était ardente dans ses passions, continuait-il; elle était furieuse, forcenée dans ses expressions. Voici ce que lisait la police durant sa surveillance : — Je suis loin de vous, écrivait-elle à son mari apparemment. Venez à l'instant, je l'ordonne, je le veux, je suis à genoux... je vous implore!... Ma main est saisie d'un poignard!... Si vous hésitez, je me tue, je me donne la mort, et vous serez coupable de ma destruction. »

C'était Corinne, tout à fait Corinne.

Elle avait accumulé, dans le temps, tous ses efforts, toutes ses ressources sur le général de l'armée d'Italie, disait l'Empereur; elle lui avait écrit au loin sans le connaître; elle le harcela présent. A l'en croire, c'était une monstruosité que l'union du génie à une petite insignifiante créole, indigne de l'apprécier ou de l'entendre, etc. Le général ne répondit malheureusement que par une indifférence qui n'est jamais pardonnée par les femmes, et n'est guère pardnable en effet, disait-il en riant.

A son arrivée à Paris, il se trouva poursuivi du même empressement, continuait-il; mais de sa part même réserve, même silence. M<sup>me</sup> de Staël, cependant, résolue d'en tirer quelques paroles et de lutter avec le vainqueur de l'Italie, l'aborda debout au corps dans la grande fête que M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, donnait au général victorieux. Elle l'interpella au milieu d'un

grand cercle, lui demandant quelle était à ses yeux la première femme du monde, morte ou vivante. « Celle qui a fait le plus d'enfants », répondit Napoléon avec beaucoup de simplicité. M<sup>me</sup> de Staël, d'abord un peu déconcertée, essaya de se remettre en lui faisant observer qu'il avait la réputation d'aimer peu les femmes. « Pardonnez-moi, reprit Napoléon, j'aime beaucoup la mienne, Madame. »

Le général de l'armée d'Italie eût pu sans doute mettre le comble à l'enthousiasme de la Corinne genevoise, disait l'Empereur; mais il redoutait ses infidélités politiques et son intempérance de célébrité; peut-être eut-il tort. Toutefois l'héroïne avait fait trop de poursuites, elle s'était vue trop rebutée pour ne pas devenir une chaude ennemie. « Elle suscita d'abord Benjamin Constant, qui n'entra pas bien loyalement dans la carrière, remarquait l'Empereur : lors de la formation du tribunal, il employa les plus vives sollicitations près du premier consul pour s'y trouver compris. A onze heures du soir il suppliait encore à toute force; à minuit, et la faveur prononcée, il était déjà relevé jusqu'à l'insulte. La première réunion des tribuns fut pour lui une superbe occasion d'invectiver. Le soir, illumination chez M<sup>me</sup> de Staël. Elle couronna son Benjamin au milieu d'une assemblée brillante et le proclama un second Mirabeau. A cette farce, qui n'était que ridicule, succédèrent des plans plus dangereux. Lors du concordat, contre lequel M<sup>me</sup> de Staël était forcenée, elle unit tout à coup contre moi les aristocrates et les républicains. — Vous n'avez plus qu'un moment, leur criait-elle; demain le tyran aura quarante mille êtres à son service. »



M<sup>me</sup> de Staël ayant enfin lassé toute patience, disait Napoléon, fut envoyée en exil. Son père avait déjà vivement déplu lors de la campagne de Marengo. « A mon passage, j'avais voulu le voir, disait l'Empereur, et n'avais trouvé qu'un lourd régent de collège, bien boursoufflé. Peu de temps après, et dans l'espoir sans doute de reparaître avec mon secours sur la scène du monde, il publia une brochure dans laquelle il prouvait que la France ne pouvait plus être république ni monarchie. On ne voit pas trop, disait l'Empereur, ce qui lui restait. Il appelait dans cet ouvrage le premier consul *l'homme nécessaire*, etc., etc. Lebrun lui répondit par une lettre en quatre pages, dans son beau style et d'une façon très mordante : il lui demandait s'il n'avait pas assez fait de mal à la France et s'il ne se lassait pas, après son épreuve de la Constituante, de prétendre à la régenter de nouveau.

« M<sup>me</sup> de Staël, dans sa disgrâce, combattait d'une main et sollicitait de l'autre. Le premier consul lui fit dire qu'il lui laissait l'univers à exploiter, qu'il lui abandonnait le reste de la terre et ne se réservait que Paris, dont il lui défendait d'approcher. Mais Paris était précisément l'objet de tous les vœux de M<sup>me</sup> de Staël. N'importe, le consul fut constamment inflexible. Toutefois M<sup>me</sup> de Staël renouvelait de temps à autre ses tentatives. Sous l'empire, elle voulut être dame du palais ; il y avait sans doute à dire oui et non ; car le moyen qu'on pût tenir M<sup>me</sup> de Staël tranquille dans un palais ! etc., etc. »

Après dîner l'Empereur nous a lu *les Horaces*, que notre admiration a souvent interrompus. Ja-

mais Corneille ne nous avait semblé plus grand, plus beau, plus nerveux que sur notre rocher.

De la chasse à Sainte-Hélène, etc. — Veille du 15 août, etc.

Mercredi 14.

L'Empereur est sorti de bonne heure. Avant neuf heures il m'a fait appeler; il était dans l'intention de monter à cheval et d'essayer de pouvoir tirer quelques perdrix que nous apercevons toutes les fois que nous sommes en voiture, qui se laissent toujours approcher tant que nous sommes sans armes, mais jamais autrement. L'Empereur s'est mis à marcher pour tâcher de se poster à propos; mais on n'a pu retrouver les perdrix; il s'est fatigué promptement et a pris le parti de monter à cheval, faisant observer que tout ceci n'était point précisément les chasses de Rambouillet ni de Fontainebleau. Au retour, nous avons déjeuné sous la tente; l'Empereur a fait asseoir à table le petit Tristan, qu'il a vu traverser la prairie, et s'en est fort amusé pendant tout le repas.

Après le déjeuner, l'Empereur a fait relire et a clos le chapitre de Rivoli<sup>1</sup>. Nous en étions aux trois quarts, quand l'annonce du gouverneur nous a fait quitter précipitamment la tente et prendre refuge chacun dans notre tanière. L'Empereur a voulu beaucoup moins qu'un autre se laisser relancer; ses conversations avec le gouverneur lui sont par trop pénibles et désagréables. « Je n'en veux plus avoir, dit-il. Il m'échappe des choses dures qui compromettent mon caractère et ma di-

<sup>1</sup> Il se trouve imprimé dans ce recueil.



gnité : il ne doit sortir de ma bouche que des choses flatteuses. » Il se trouvait fatigué de sa course du matin ; il s'est mis au bain.

Sur les cinq heures, il a fait un tour en calèche. Le temps était délicieux.

Le gouverneur avait vivement désiré voir l'Empereur ; il avait, disait-il, à lui parler d'affaires. On soupçonne que c'était pour lui dire qu'il n'avait plus d'argent, qu'il avait tout épuisé et ne savait plus comment faire, ce qui eût été fort indifférent à l'Empereur, qui n'eût pas manqué de le prier de nouveau de le laisser tranquille.

Avant de dîner, l'Empereur jouait aux échecs dans le salon ; il avait pris du punch. Je suis arrivé tard ; en entrant il m'a dit de prendre ma part du punch ; mais on a fait observer qu'il n'y avait plus de verres. « Oh ! que si, a-t-il dit en me donnant le sien, et il boira, j'en suis sûr... » Puis il a ajouté : « C'est à l'anglaise, n'est-ce pas ? Chez nous on ne boit guère qu'après sa maîtresse. »

Pendant le dîner, on a fait l'observation que c'était la veille du 15 août. L'Empereur a dit alors : « Demain en Europe bien des santés seront portées à Sainte-Hélène. Il est bien quelques sentiments, quelques vœux qui traverseront l'Océan. » Il en avait déjà eu la pensée ce matin durant la course à cheval, et m'avait dit les mêmes choses.

Après le dîner, *Cinna*. Corneille nous semble divin.

Fête de l'Empereur.

Jeudi 13.

Aujourd'hui, 15 août, c'était la fête de l'Empereur ; nous avions projeté de nous présenter tous

chez lui vers les onze heures : il nous a déjoués en paraissant gaiement lui-même à nos portes dès neuf heures. Il faisait fort doux ; il a gagné le jardin ; chacun s'y est successivement réuni ; le grand-marchal, sa femme, ses enfants sont arrivés ; l'Empereur a déjeuné, entouré de tous ses fidèles, sous la grande et belle tente, qui est une véritable et heureuse acquisition. La température était belle ; lui-même était gai et fort causant ; il a semblé jouir quelques instants de nos sentiments et de nos vœux ; il a voulu, nous a-t-il dit, passer toute la journée entouré de nous tous ; ce qui en effet a eu lieu, causant, travaillant et nous promenant à pied ou en voiture.

École polytechnique supprimée, etc. — Indécences des journaux anglais, etc. — Machine à glace.

Vendredi 16.

Mon fils et moi nous nous sommes rendus de très bonne heure sous la tente auprès de l'Empereur, qui a travaillé divers chapitres de la campagne d'Italie jusqu'à deux heures, qu'il s'est retiré sur l'annonce du gouverneur, marmottant : « Le misérable m'envie, je crois, l'air que je respire ! »

Pendant le déjeuner il avait demandé le journal des *Débats*, qui contenait la nouvelle organisation des académies ; il voulait voir les membres qu'on avait chassés de l'Institut. Cela a conduit à revenir sur la suppression de l'École polytechnique, que l'on disait inutile et dangereuse. Le journal anglais que nous avons reçu ne jugeait pas ainsi ; il disait que cette suppression seule valait aux ennemis de la France plus qu'une grande victoire ; que rien



ne pouvait prouver davantage les véritables intentions pacifiques et l'extrême modération de la dynastie qui venait gouverner la France, etc., etc. ; il disait encore beaucoup d'autres choses.

Quelqu'un remarquait à ce sujet que les papiers anglais devenaient, pour le gouvernement français, malveillants jusqu'à la grossièreté et à l'indécence.

Lord ou lady Holland avait, par une galanterie toute particulière, adressé à Longwood, pour l'usage de l'Empereur, une machine d'invention nouvelle, propre à créer de la glace : elle nous est arrivée aujourd'hui par l'entremise de l'amiral Malcolm. L'Empereur, en ressortant vers les quatre heures, en a voulu voir l'expérience ; l'amiral s'y trouvait ; elle a été des plus imparfaites. L'Empereur au bout de quelque temps a pris le parti de la promenade et a emmené l'amiral, avec lequel la conversation a roulé sur une foule d'objets, et, de la part de l'Empereur, sur le ton le plus affable et le plus amical.

*Idées religieuses de Napoléon. — Evêque de Nantes (de Voisins). — Le pape. — Libertés de l'église gallicane. — Anecdotes. — Concordat de Fontainebleau.*

Samedi 17.

L'Empereur a déjeuné sous la tente ; durant le repas, deux de ces messieurs racontaient à l'Empereur les excès dont ils avaient été témoins à l'armée, et qui lui étaient demeurés inconnus. Les violations multipliées de ses ordres, les violents abus d'autorité, d'autres grands torts encore, etc. L'Empereur écoutait : quelques détails étaient si forts qu'il ne pouvait les croire, disait-il. « Allons,

Messieurs, a-t-il repris, vous faites ici des libelles. »

Le vent était très violent; il y avait tempête; il pleuvait de temps à autre. L'humidité a forcé l'Empereur de rentrer.

Après le dîner on a lu *Zaïre*, et les belles scènes d'*Œdipe*, parmi lesquelles l'Empereur distinguait surtout celle de la reconnaissance qu'il a dit être la plus belle, la plus complète du théâtre.

En parlant de prêtres et de religion, la conversation a conduit l'Empereur à dire : « L'homme lancé dans la vie se demande : D'où viens-je ? Qui suis-je ? Où vais-je ? Ce sont autant de questions mystérieuses qui nous précipitent vers la religion. Nous courons au-devant d'elle, notre penchant naturel nous y porte ; mais arrive l'instruction qui nous arrête : l'instruction et l'histoire, voilà les grands ennemis de la vraie religion, défigurée par les imperfections des hommes. Pourquoi, se dit-on, celle de Paris n'est-elle pas celle de Londres, ni de Berlin ? Pourquoi celle de Pétersbourg diffère-t-elle de celle de Constantinople ? Celle-ci, de celle de la Perse, du Gange et de la Chine ? Pourquoi celle des temps anciens n'est-elle pas celle d'aujourd'hui ? Alors la raison se replie douloureusement ; elle s'écrie : Religions ! religions ! O enfants des hommes !... On croit à Dieu, parce que tout le proclame autour de nous, et que les plus grands esprits y ont cru ; non seulement Bossuet, dont c'était le métier, mais encore Newton, Leibnitz, qui n'y avaient que faire ; mais on ne sait que penser de la doctrine qu'on nous enseigne, et nous nous retrouvons la montre qui va sans connaître son horloger... Et voyez un peu la gaucherie de



ceux qui nous forment ; ils devraient éloigner de nous l'idée du paganisme et de l'idolâtrie, parce que leur absurdité provoque nos premiers raisonnements, et nous prépare à résister à la croyance passive ; et pourtant ils nous élèvent au milieu des Grecs et des Romains, avec leurs myriades de divinités. Tel a été, pour mon compte et à la lettre, la marche de mon esprit. J'ai eu besoin de croire, j'ai cru ; mais ma croyance s'est trouvée heurtée, incertaine, dès que j'ai su, dès que j'ai raisonné ; et cela m'est arrivé d'aussi bonne heure qu'à treize ans. Peut-être croirais-je de nouveau aveuglément, Dieu le veuille ! je n'y résiste assurément pas, je ne demande pas mieux ; je conçois que ce doit être un grand et vrai bonheur.

« Toutefois, dans les grandes tempêtes, dans les suggestions accidentelles de l'immoralité même, l'absence de cette foi religieuse, je l'affirme, ne m'a jamais influencé en aucune manière, et je n'ai jamais douté de Dieu ; car si ma raison n'eût pas suffi pour le comprendre, mon intérieur ne l'adoptait pas moins. Mes nerfs étaient en sympathie avec ce sentiment.

« Lorsque je saisis le timon des affaires, j'avais déjà des idées arrêtées sur tous les grands éléments qui cohésionnent la société ; j'avais pesé toute l'importance de la religion ; j'étais persuadé, et j'avais résolu de la rétablir. Mais on croirait difficilement les résistances que j'eus à vaincre pour ramener le catholicisme. On m'eût suivi bien plus volontiers si j'eusse arboré la bannière protestante ; c'est au point qu'au Conseil d'État, où j'eus grande peine à faire adopter le Concordat, plusieurs ne se rendirent qu'en complotant d'y échapper. Eh bien ! se

disaient-ils l'un à l'autre, faisons-nous protestants, et cela ne nous regardera pas. Il est sûr qu'au désordre auquel je succédais, que sur les ruines où je me trouvais placé, je pouvais choisir entre le catholicisme et le protestantisme; et il est vrai de dire encore que les dispositions du moment poussaient toutes à celui-ci; mais, outre que je tenais réellement à ma religion natale, j'avais les plus hauts motifs pour me décider. En proclamant le protestantisme, qu'eussé-je obtenu? J'aurais créé en France deux grands partis à peu près égaux, lorsque je voulais qu'il n'y en eût plus du tout; j'aurais ramené la fureur des querelles de religion, lorsque les lumières du siècle et ma volonté avaient pour but de les faire disparaître tout à fait. Ces deux partis en se déchirant eussent annihilé la France, et l'eussent rendue l'esclave de l'Europe, lorsque j'avais l'ambition de l'en rendre la maîtresse. Avec le catholicisme j'arrivais bien plus sûrement à tous mes grands résultats: dans l'intérieur, chez nous, le grand nombre absorbait le petit, et je me promettais de traiter celui-ci avec une telle égalité, qu'il n'y aurait bientôt plus lieu à connaître la différence. Au dehors, le catholicisme me conservait le pape: et avec mon influence et nos forces en Italie, je ne désespérais pas tôt ou tard, par un moyen ou par un autre, de finir par avoir à moi la direction de ce pape; et dès lors quelle influence! Quel levier d'opinion sur le reste du monde! etc., etc.; et il a terminé disant: « François I<sup>er</sup> était placé véritablement pour adopter le protestantisme à sa naissance, et s'en déclarer le chef en Europe. Charles-Quint, son rival, prit vivement le parti de Rome, c'est qu'il



« croyait voir là pour lui un moyen de plus d'ob-  
« tenir l'asservissement de l'Europe. Cela seul ne  
« suffisait-il pas pour indiquer à François I<sup>er</sup> la  
« nécessité de se charger de défendre l'indépen-  
« dance de cette même Europe ; mais il laissa le  
« plus pour courir après le moins. Il s'attacha à  
« poursuivre ses mauvais procès d'Italie ; et, dans  
« l'intention de faire sa cour au pape, il se mit à  
« brûler des réformés dans Paris.

« Si François I<sup>er</sup> eût embrassé le luthérianisme,  
« si favorable à la suprématie royale, il eût épargné  
« à la France les terribles convulsions religieuses  
« amenées plus tard par les calvinistes, dont l'at-  
« teinte, toute républicaine, fut sur le point de ren-  
« verser le trône et de dissoudre notre belle mo-  
« narchie. Malheureusement, François I<sup>er</sup> ne com-  
« prit rien de tout cela, car il ne saurait donner  
« ses scrupules pour excuse, lui qui s'allia avec les  
« Turcs et les amena au milieu de nous. Tout bon-  
« nement c'est qu'il n'y voyait pas si loin. Bêtise  
« du temps ! intelligence féodale ! François I<sup>er</sup>,  
« après tout, n'était qu'un héros de tournois, un  
« beau de salon, un de ces grands hommes pyg-  
« mées. »

« L'évêque de Nantes (De Voisins), disait encore  
l'Empereur, me rendait réellement catholique par  
la sagesse de ses raisonnements, son excellente  
morale et sa tolérance éclairée. Marie-Louise, dont  
il était le confesseur, le consulta un jour sur l'obli-  
gation de faire maigre les vendredis. — A quelle table  
mangez-vous ? lui dit l'évêque. — A celle de l'Em-  
pereur. — Y commandez-vous ? — Non. — Vous  
n'y pouvez donc rien ; le ferait-il lui-même ? — Il  
est à croire que non. — Soumettez-vous, alors, et

ne provoquez pas un sujet de scandale. Votre premier devoir est de lui obéir et de le faire respecter ; vous ne manquerez pas d'autres moyens de vous amender et de vous priver aux yeux de Dieu.

« Ce fut la même chose encore pour une communion publique que quelques-uns mirent en tête à Marie-Louise pour le jour de Pâques. Elle ne le voulut pourtant pas sans avoir pris l'avis de son sage confesseur, qui l'en dissuada par les mêmes raisonnements. Quelle différence, disait l'Empereur, si elle eût été travaillée par un fanatique ! quelles querelles, quelle désunion n'eût-il pas pu amener entre nous ! Quel mal n'eût-il pas pu faire dans les circonstances où je me trouvais !

« L'évêque de Nantes, nous faisait observer l'Empereur, avait vécu avec Diderot, au milieu des incrédules, et y avait toujours été convenablement ; aussi avait-il réponse à tout : il avait surtout le bon esprit d'abandonner tout ce qui n'était pas soutenable, de faire rétrograder la religion de tout ce qu'il n'eût pu défendre. — Un animal qui se meut, combine et pense, n'a-t-il pas une âme ? lui disait-on. — Pourquoi pas, répondait-il. — Mais où va-t-elle ? car elle n'est pas à l'égal de la nôtre. — Que vous importe, elle demeure peut-être dans les limbes. Il se retirait donc dans les derniers retranchements, dans la forteresse même, et là se ménageait toujours ainsi un excellent terrain. Aussi argumentait-il bien mieux que le pape, et souvent il le désolait. C'était, parmi nos évêques, le plus ferme appui des libertés gallicanes. C'était mon oracle, mon flambeau ; il avait ma confiance aveugle sur les matières religieuses ; car, dans mes querelles avec le pape, j'avais pour premier soin,



bien qu'en aient dit les intrigants et les brouillons à soutane, de ne pas toucher au dogme ; si bien que, dès que ce bon et vénérable évêque de Nantes me disait : Prenez garde, vous voilà en face du dogme ; sans m'amuser à dissenter avec lui, sans chercher même à le comprendre, je déviais aussitôt de ma route pour y revenir par d'autres voies ; et comme il n'avait pas mon secret, combien il aura été étonné de mes circuits ! Que j'aurai dû lui paraître bizarre, obstiné, capricieux, inconséquent ! C'est que j'avais un but, et qu'il ne le connaissait pas.

« Les papes ne pouvaient nous pardonner nos libertés de l'église gallicane : les quatre fameuses propositions de Bossuet surtout excitaient leur ressentiment ; c'était, selon eux, un véritable manifeste de guerre ; aussi nous considéraient-ils hors du giron au moins autant que les protestants. Ils nous trouvaient aussi coupables, peut-être plus, et s'ils ne nous avaient pas accablés de foudres ostensibles, c'est qu'ils avaient craint les conséquences : notre séparation. L'exemple de l'Angleterre était là. Ils n'avaient donc pas voulu se couper le bras droit de leur propre main ; mais ils ne cessaient de veiller pour une occasion favorable ; ils l'attendaient du temps. Nul doute qu'ils vont la croire arrivée aujourd'hui. Toutefois, les lumières et les mœurs du siècle les repousseront encore.

« Quelque temps après, avant mon couronnement, disait l'Empereur, le pape voulut me voir, et tint à se rendre lui-même chez moi. Il avait fait bien des concessions. Il était venu à Paris me couronner, il consentait à ne pas me poser la couronne, il me dispensait de communier en public

avant la cérémonie; il avait donc, selon lui, bien des récompenses à attendre en retour; aussi avait-il rêvé d'abord la Romagne, les légations, et il commençait à soupçonner qu'il faudrait renoncer à tout cela. Il se rabattit alors sur une bien petite grâce, disait-il, seulement à voir signer un titre ancien, un chiffon bien usé qu'il tenait de Louis XIV. — Faites-moi ce plaisir, disait-il; au fond, cela ne signifie rien. — Volontiers, Très Saint-Père, et la chose est faite si elle est faisable. » Or, c'était une déclaration dans laquelle Louis XIV, sur la fin de ses jours, séduit par M<sup>me</sup> de Maintenon, ou gagné par ses confesseurs, désapprouvait les fameux articles de 1682, bases des libertés de l'église gallicane. L'Empereur répondit malignement qu'il n'avait pour son propre compte, aucune objection personnelle; mais qu'il fallait toutefois, pour la règle, qu'il en parlât avec les évêques; sur quoi le pape se tuait de répéter que cela n'était nullement nécessaire, que cela ne méritait pas tant de bruit. « Je ne montrerai jamais cette signature, disait-il, pas plus qu'on n'a montré celle de Louis XIV. — Mais si cela ne signifie rien, disait Napoléon, à quoi bon ma signature? et si cela peut signifier quelque chose, il faut bien que décemment je consulte mes docteurs. »

Toutefois, pour ne pas refuser sans cesse, l'Empereur voulut paraître n'en être pas éloigné. Alors l'évêque de Nantes et les vrais évêques français accoururent aussitôt. « Ils étaient furieux, et me gardaient, disait l'Empereur, comme ils eussent gardé Louis XIV au lit de mort, pour l'empêcher de se faire protestant. Les Sulpiciens furent appelés, c'étaient des *Jésuites au petit pied*; ceux-là



cherchaient quelle était ma pensée : ils ne demandaient qu'à faire ce que j'aurais voulu. »

L'Empereur a terminé disant : « Le pape m'avait dispensé de la communion publique, et c'est sur cette détermination de sa part que je juge de la sincérité de sa croyance religieuse. Il avait tenu une congrégation de cardinaux pour arrêter le cérémonial. La plus grande partie avait insisté fortement pour que je communiasse en public, soutenant que l'exemple serait d'un grand poids sur les peuples, et qu'il fallait que je le donnasse. Le pape, au contraire, craignant que je n'accomplisse cet acte que comme un des articles du programme de M. de Ségur, n'y voyait qu'un sacrilège, et s'y opposa inflexiblement. Napoléon ne croit peut-être pas, disait-il : un temps viendra sans doute où il croira ; en attendant ne chargeons pas sa conscience ni la nôtre.

« Dans sa charité chrétienne, car c'est véritablement un bon, doux et brave homme, disait l'Empereur, il n'a jamais désespéré de me tenir pénitent à son tribunal ; il en a laissé souvent échapper l'espoir et la pensée. Nous en causions quelquefois gaiement et de bonne amitié. Vous y viendrez tôt ou tard, me disait-il, avec une innocente douceur, je vous y tiendrai, ou d'autres si ce n'est pas moi ; et vous verrez alors quel contentement, quelle satisfaction pour vous-même, etc., etc. En attendant, mon influence sur lui était telle, que je lui arrachai, par la seule force de ma conversation privée, ce fameux Concordat de Fontainebleau, dans lequel il a renoncé à la souveraineté temporelle, acte pour lequel il a fait voir depuis qu'il redoutait le jugement de la postérité, ou plutôt la

réprobation de ses successeurs. Il n'eut pas plutôt signé qu'il s'en repentit. Il devait, le lendemain, dîner en public avec moi ; mais dans la nuit il fut malade ou feignit de l'être. C'est qu'immédiatement après que je l'eus quitté il retomba dans les mains de ses conseillers habituels, qui lui firent un épouvantail de ce qu'il venait d'arrêter. Si nous eussions été laissés à nous seuls, j'en eusse fait ce que j'aurais voulu ; j'eusse gouverné alors le monde religieux avec la même facilité que je gouvernais le monde politique. Pie VII est vraiment un agneau, tout à fait un bon homme, un véritable homme de bien que j'estime, que j'aime beaucoup, et qui, de son côté, me le rend un peu, j'en suis sûr. Vous ne le verrez pas trop se plaindre de moi, ni porter surtout aucune accusation directe et personnelle. Vous ne verrez pas non plus les autres souverains le faire davantage. Peut-être des déclarations vagues et banales d'ambition et de mauvaise foi ; mais rien de positif et de direct : parce que les hommes d'Etat savent bien que, l'heure des libelles passée, on ne saurait se permettre d'accusation publique sans des preuves à l'appui ; or ils n'auraient rien à produire en ce genre : telle sera l'histoire. Il n'y aura rien de contraire, au plus, que quelques mauvais chroniqueurs assez bornés pour avoir pris des radotages de coterie, ou des intrigues, pour des faits authentiques, ou bien encore les mémorialistes, qui, trompés par les erreurs du moment, seront morts avant d'avoir pu se redresser, etc.

« Quand on connaîtra la vérité de mes querelles avec le pape, on s'étonnera de tout ce qu'il fit souffrir à ma patience ; car on sait que je n'étais



pas endurant. Lorsqu'il me quitta, après mon couronnement, il partit avec le secret dépit de n'avoir pas obtenu de moi les récompenses qu'il croyait avoir méritées. Mais, quelque reconnaissance que je lui eusse portée d'ailleurs, je ne pouvais, après tout, trafiquer des intérêts de l'empire, pour l'acquiescer de mes propres sentiments ; et puis j'étais trop fier pour sembler avoir acheté ses complaisances. A peine eut-il le pied sur le sol italien, que les intrigants, les brouillons, les ennemis de la France profitèrent de ses dispositions pour s'en saisir, et dès cet instant tout fut hostile de sa part. Ce n'était plus le doux, le paisible *Chiaramonti*, ce bon évêque d'Imola, qui s'était proclamé de si bonne heure digne des lumières de son siècle. Sa signature n'était plus apposée qu'à la suite d'actes tenant bien plus des Grégoire et des Boniface, que de lui. Rome devint le foyer de tous les complots tramés contre nous. J'essayai vainement de le ramener par la raison, il ne m'était plus possible d'arriver jusqu'à ses sentiments. Les torts devinrent si graves, les insultes si patentes, qu'il me fallut bien agir à mon tour. Je me saisis donc de ses forteresses, je m'emparai de quelques provinces, je finis même par occuper Rome, tout en lui déclarant et en observant strictement qu'il demeurerait sacré pour moi dans ses attributions spirituelles, ce qui était loin de faire son compte. Cependant il se présenta une crise, on crut que la fortune m'abandonnait à Essling ; et aussitôt on fut prêt à Rome, pour soulever la population de cette grande capitale. L'officier qui y commandait ne crut pouvoir échapper au danger qu'en se défaisant du pape, qu'il mit en route pour la France. Un tel événement s'était

opéré sans ordres, et même il me contrariait fort. J'expédiai donc sur-le-champ pour qu'on fit demeurer le pape où on le rencontrerait, et on l'établit à Savone, où on l'entoura de soins et d'égards; car je voulais bien me faire craindre, mais non le maltraiter; le soumettre, mais non l'avilir: j'avais bien d'autres vues! Ce déplacement ne fit qu'accroître le ressentiment et les intrigues. Jusque-là, la querelle n'avait été que temporelle; les meneurs du pape, dans l'espoir de relever leurs affaires, la compliquèrent de tout le mélange du spirituel. Alors il me fallut le combattre aussi sur ce point: j'eus mon conseil de conscience, mes conciles, et j'investis mes cours impériales de l'appel comme d'abus; car mes soldats ne pouvaient plus rien à tout ceci; il me fallait bien combattre le pape avec ses propres armes. A ses érudits, à ses ergoteurs, à ses légistes, à ses scribes, je devais opposer les miens.

« Il y eut une trame anglaise pour l'enlever de Savone: elle me servait; je le fis transporter à Fontainebleau; mais là devait être le terme de ses misères et la régénération de sa splendeur. Toutes mes grandes vues s'étaient accomplies sous le déguisement et le mystère, j'avais amené les choses au point que le développement en était infaillible, sans nul effort et tout naturel. Aussi, voit-on le pape le consacrer dans le fameux concordat de Fontainebleau, en dépit de mes revers de Moscou. Qu'eût-ce donc été si je fusse revenu victorieux et triomphant? J'avais donc enfin obtenu la séparation tant désirée du spirituel d'avec le temporel, dont le mélange est si préjudiciable à la sainteté du premier, et porte le trouble dans la société au nom et



par les mains mêmes de celui qui doit en être le centre d'harmonie; et, dès lors, j'allais relever le pape outre mesure, l'entourer de pompe et d'hommage; je l'eusse amené à ne plus regretter son temporel, j'en aurais fait une idole; il fût demeuré près de moi; Paris fût devenu la capitale du monde chrétien, et j'aurais dirigé le monde religieux ainsi que le monde politique. C'était un moyen de plus de resserrer toutes les parties fédératives de l'empire, et de contenir en paix tout ce qui demeurerait en dehors. J'aurais eu mes sessions religieuses comme mes sessions législatives; mes conciles eussent été la représentation de la chrétienté, les papes n'en eussent été que les présidents; j'eusse ouvert et clos ces assemblées, approuvé et publié leurs décisions, comme l'avaient fait Constantin et Charlemagne; et si cette suprématie avait échappé aux empereurs, c'est qu'ils avaient fait la faute de laisser résider loin d'eux les chefs spirituels, qui ont profité de la faiblesse des princes, ou de la crise des événements, pour s'en affranchir et les soumettre à leur tour.

« Mais, reprenait l'Empereur, pour en arriver là, j'avais dû manœuvrer avec beaucoup d'adresse, déguiser surtout ma véritable pensée, et donner tout à fait le change à l'opinion; présenter à la pâture publique des petitesesses vulgaires, afin de lui mieux dérober l'importance et la profondeur du but secret. Aussi était-ce avec une espèce de satisfaction que je me voyais accusé de barbarie envers le pape, de tyrannie en matière religieuse. Les étrangers surtout me servaient à mon gré, en remplissant leurs mauvais libelles de ma mesquine ambition, qui, selon eux, avait eu besoin de dé-

voré le misérable patrimoine de saint Pierre, etc.<sup>1</sup> Mais je savais bien qu'en résultat on me reviendrait au dedans, et qu'au dehors on ne serait plus à même d'y remédier. Que n'eût-on pas fait pour le prévenir, si on l'eût deviné à temps; car quel empire désormais sur tous les pays catholiques, et quelle influence sur ceux qui même ne le sont pas, à l'aide des membres de cette religion qui s'y trouvent répandus, etc., etc. »

L'Empereur disait que cet affranchissement de la cour de Rome, cette réunion légale, la direction religieuse dans la main du souverain, avaient été longtemps et toujours l'objet de ses méditations et de ses vœux. « L'Angleterre, la Russie, les couronnes du Nord, une partie de l'Allemagne la possèdent, disait-il; Venise, Naples en avaient joui : on ne saurait gouverner sans elle; autrement une nation est à chaque instant blessée dans son repos, sa dignité, son indépendance. Mais c'était fort difficile, ajoutait-il; à chaque tentative j'en voyais le danger. Je pouvais juger qu'une fois embarqué, la nation m'eût abandonné. J'ai plus d'une fois sondé l'opinion, essayé de la provoquer; mais en vain, et j'ai pu me convaincre que je n'eusse jamais eu la coopération nationale, etc., etc. » Et ceci m'a expliqué une sortie dont j'avais été témoin dans le temps aux Tuileries.

L'Empereur, à une de ses grandes audiences du

1. On trouve, tome I<sup>er</sup>, page 113 des *Mémoires de Napoléon*, des notes dictées par lui sur les *Quatre Concordats* de M. l'abbé de Pradt, dans lesquelles se trouvent des développements précieux de certains passages de ce chapitre, et auxquelles ce chapitre à son tour ne laisse pas que d'ajouter quelques lumières et quelque intérêt.



dimanche, la réunion extrêmement nombreuse, apercevant l'archevêque de Tours (De Barral), lui dit d'une voix très élevée : « Eh bien ! monsieur l'archevêque, comment vont nos affaires avec le pape ? — Sire, la députation de vos évêques va se mettre en route pour Savone. — Eh bien ! tâchez de faire entendre raison au pape, rendez-le sage ; autrement il n'a qu'à perdre avec nous. Dites-lui bien qu'il n'est plus au temps des Grégoire, et que je ne suis pas un débonnaire. Il a l'exemple de Henri VIII ; sans avoir sa méchanceté, j'ai plus de force et de puissance que lui. Qu'il sache bien que quelque parti que je prenne, j'ai six cent mille Français en armes, même un million qui, dans tous les cas, marcheront avec moi, pour moi et comme moi ; les paysans, les ouvriers, ne connaissent que moi, ils me portent une confiance aveugle. La partie sage, éclairée de la classe intermédiaire, ceux qui soignent leurs intérêts et recherchent la tranquillité me suivront. Il ne restera donc plus pour lui que la classe bourdonnante, qui au bout de huit jours l'aura oublié, pour commérer sur de nouveaux objets. » Et comme l'archevêque, fort embarrassé de sa contenance, voulait balbutier quelques paroles. « — Vous êtes en dehors de tout souci, monsieur l'archevêque, reprit l'Empereur d'une voix toute radoucie ; je partage vos doctrines, j'honore votre piété, je respecte votre caractère. »

L'Empereur, je le comprends bien aujourd'hui, n'avait jeté sans doute tout cela en avant, que pour que nous le fissions fructifier au dehors ; mais il se méprenait bien sur nos dispositions, celles du palais du moins. Une portion, la moins réfléchie,

n'hésitait pas dans ces occasions à le blâmer tout bonnement et hautement; l'autre portion, la mieux intentionnée, se donnait bien de garde d'en divulguer un seul mot, dans la crainte de lui faire tort dans l'opinion; car tel était en général notre travers d'esprit, notre manière singulière de juger, d'interpréter l'Empereur, bien que sans malveillance, mais seulement par légèreté, par inconséquence ou par mode, qu'au lieu de chercher à le rendre populaire, nous sommes peut-être ceux qui lui ont fait le plus de mal. Je me souviens très bien que, précisément pour ce fameux concordat de Fontainebleau, le matin qu'il parut inopinément dans le *Moniteur*, on se disait confidentiellement dans les salons de Saint-Cloud, que rien n'était moins vrai que cette pièce, qu'elle était fausse et controuvée; d'autres disaient à l'oreille, que le fond en était vrai sans doute, mais qu'il avait été arraché au pape par la frayeur que lui avaient causée la colère de l'Empereur et sa violence; si bien que je ne serais pas étonné que cet heureux épisode, si dramatique, de Napoléon à Fontainebleau, *trainant le père des fidèles par ses cheveux blancs*, ne fût pas sorti précisément de l'imagination du prosateur poétique, mais qu'il l'eût en effet recueilli de la bouche des courtisans, des serviteurs même de l'Empereur. Et pourtant voilà comme on écrit l'histoire!

Conversation vive de l'Empereur avec le gouverneur, en tiers avec l'amiral.

Dimanche 18.

Le temps, toute la nuit et le jour, a été des plus affreux. Sur les trois heures, l'Empereur est



sorti, profitant d'une éclaircie : il est entré chez moi ; nous sommes passés chez le général Gourgaud, qui était malade, et de là chez M<sup>me</sup> de Montholon, qui a suivi dans le jardin. L'Empereur était d'une extrême gaieté, la conversation s'en ressentait ; il a entrepris d'amener M<sup>me</sup> de Montholon à faire sa confession générale, insistant surtout sur le point de départ. « Allons, disait-il, parlez sans crainte, que le voisin ici ne vous gêne pas, ne voyez en lui que le confesseur, nous n'en saurons rien le quart d'heure d'après, etc., etc. »

Et vraiment, je crois qu'il allait persuader, quand malheureusement le gouverneur est venu interrompre de si heureuses dispositions : il a paru, et l'Empereur a gagné brusquement le fond du bois pour ne pas le recevoir. M. de Montholon nous a rejoints peu d'instants après, pour faire connaître à l'Empereur que le gouverneur et l'amiral demandaient instamment l'honneur de lui parler : l'Empereur a cru à quelque communication de leur part, il est revenu dans le jardin, où il les a reçus.

Nous sommes demeurés en arrière avec les officiers du gouverneur. Bientôt, la conversation a été vive de la part de l'Empereur, qui, se promenant entre le gouverneur et l'amiral, n'adressait guère la parole qu'à celui-ci, même en parlant de l'autre. Nous demeurions à une assez grande distance pour ne rien entendre distinctement ; mais j'ai su plus tard qu'il lui a répété de nouveau, et avec plus de force et de chaleur peut-être, tout ce qu'il lui avait déjà dit dans les conversations précédentes.

Sur les bonnes interprétations que l'amiral, qui jouait le rôle de médiateur, s'efforçait de donner aux intentions du gouverneur, l'Empereur a dit :

« Les fautes de M. Lowe viennent de ses habitudes dans la vie. Il n'a jamais commandé que des déserteurs étrangers, des Piémontais, des Corses, des Siciliens, et tous renégats traîtres à leur patrie; la lie, l'écume de l'Europe. S'il eût commandé des hommes, des Anglais; s'il l'était lui-même, il aurait des égards pour ceux qu'on doit honorer. » Dans un autre moment l'Empereur a dit qu'il était un courage moral aussi nécessaire que le courage du champ de bataille; que M. Lowe ne l'avait pas ici vis-à-vis de nous, en ne rêvant que notre évasion, plutôt que d'employer pour l'empêcher les seuls moyens vrais, sages, raisonnables, froids. L'Empereur lui a dit aussi que du reste son corps était entre les mains des méchants; mais que son âme demeurerait aussi fière, aussi indépendante qu'à la tête de quatre cent mille hommes, ou sur le trône quand il faisait des rois.

A l'article des réductions de nos dépenses et de l'argent qu'on demandait à l'Empereur, il a répondu: « Tous ces détails me sont trop pénibles, ils sont ignobles. Vous me mettriez sur les charbons ardents de Montézuma ou de Guatimozin, que vous ne tireriez pas de moi l'or que je n'ai pas. D'ailleurs, qui vous demande quelque chose? Qui vous prie de me nourrir? Quand vous discontinueriez vos provisions, si j'ai faim, ces braves soldats que voilà, en montrant de la main le camp du 53°, prendront pitié de moi; j'irai m'asseoir à la table de leurs grenadiers; et ils ne repousseront pas, j'en suis sûr, le premier, le plus vieux soldat de l'Europe. » L'Empereur ayant reproché au gouverneur d'avoir gardé quelques ouvrages qui lui étaient adressés, il a répondu que c'était parce que



l'adresse portait la qualification d'*Empereur*. « Et qui vous a donné le droit, a répliqué l'Empereur, de me disputer ce titre ? Dans peu d'années votre lord Castlereagh, votre lord Bathurst et tous les autres, vous qui me parlez, vous serez ensevelis dans la poussière de l'oubli ; ou si on connaît vos noms ce sera par les indignités que vous aurez exercées contre moi ; tandis que l'empereur Napoléon demeurera toujours sans doute le sujet, l'ornement de l'histoire et l'étoile des peuples civilisés. Vos libelles ne peuvent rien contre moi ; vous y avez dépensé des millions : qu'ont-ils produit ? La vérité perce les nuages, elle brille comme le soleil ; comme lui elle est impérissable ! »

L'Empereur convenait, dans cette conversation, avoir fort maltraité, et souvent, sir Hudson Lowe ; et il lui rendait la justice d'avouer encore que sir Hudson Lowe ne lui avait jamais précisément manqué ; il s'était contenté de marmotter souvent entre ses dents des choses qu'il n'avait pas laissé entendre. Une fois il a dit qu'il avait demandé son rappel, et l'Empereur lui a répondu que c'était la parole la plus agréable qu'il pût lui faire entendre. Il a dit encore que nous flétrissions son caractère en Europe ; mais que cela lui était égal, etc. Le seul manquement peut-être du gouverneur, disait l'Empereur, et qui serait léger auprès de tout ce qu'il avait reçu, avait été de se retirer brusquement quand l'amiral ne s'éloignait qu'avec lenteur et avec de nombreuses salutations. « L'amiral était précisément là, me disait gaiement l'Empereur, le marquis de Gallo lors de ma rupture de Pessieriano, etc. » Allusion à un des chapitres de la campagne d'Italie qu'il m'avait dicté.

Au surplus, l'Empereur disait qu'après tout, il se reprochait cette scène. « Je ne dois plus recevoir cet officier : il fait que je m'emporte, c'est au-dessous de ma dignité ; il m'échappe vis-à-vis de lui des paroles qui eussent été impardonnables aux Tuileries ; si elles peuvent avoir une excuse ici, c'est de me trouver entre ses mains et sous son pouvoir. »

Après le dîner, l'Empereur a fait lire une lettre en réponse au gouverneur, qui avait envoyé officiellement le traité du 2 août, par lequel les souverains alliés stipulaient l'emprisonnement de Napoléon. Sir Hudson Lowe demandait, par la même occasion, à introduire les commissaires étrangers à Longwood. L'Empereur avait dicté cette lettre, dans la journée, à M. de Montholon ; il a voulu que chacun de nous proposât ses objections et donnât son avis. Elle nous a semblé un chef-d'œuvre de dignité, de force et de logique. On la trouvera plus bas lors de son envoi, ou bien encore aux pièces officielles.

Retour sur la conversation avec le gouverneur, etc. — Effet des libelles sur Napoléon. — Traité de Fontainebleau. — Ouvrage du général Sarazin.

Lundi 19.

Le temps a continué d'être aussi affreux que nous l'eussions jamais vu. Depuis trois ou quatre jours, c'est un de nos véritables ouragans d'équinoxe en Europe. L'Empereur l'a bravé pour entrer sur les dix heures chez moi. En sortant il s'est accroché la jambe à un clou près de la porte ; son bas a été déchiré jusqu'à mi-jambe ; heureusement la peau n'a été qu'effleurée. Il s'est vu forcé de



rentrer pour changer. « Vous me devez une paire de bas, me disait-il pendant le temps que son valet de chambre lui en mettait une autre ; un honnête homme ne présente point de pareils dangers dans ses appartements. Vous êtes logé trop en marin : il est vrai que ce n'est pas tout à fait votre faute. Je me croyais indifférent sur ce point ; mais, morbleu, vous me surpassez. — Sire, disais-je, mon mérite n'est pas grand, on ne me laisse pas de choix. Je suis vraiment un cochon dans sa fange, je dois l'avouer ; mais, comme dit Votre Majesté, ce n'est pas tout à fait ma faute. »

Nous avons gagné le jardin à la faveur d'une éclaircie. L'Empereur revenait sur la conversation qu'il avait eue la veille, dans ce même endroit avec le gouverneur, en présence de l'amiral, et se reprochait de nouveau la violence de ses expressions. « Il eût été plus digne de moi, disait-il, plus beau, plus grand, d'exprimer toutes ces choses de sang-froid ; elles n'en eussent eu d'ailleurs que plus de force. » Il lui revenait surtout une qualification qu'il avait laissé échapper contre Hudson Lowe (*scribe d'état-major*), qui avait dû le choquer d'autant plus qu'elle rendait une vérité, et l'on sait qu'elle offense toujours. « Je l'ai bien éprouvé moi-même à l'île d'Elbe, continuait l'Empereur. Quand je me suis mis à parcourir les libelles les plus infâmes, ils ne me faisaient rien, mais rien du tout. Quand on m'apprenait ou que je lisais que j'avais *étranglé, empoisonné, violé*, que j'avais fait massacrer mes malades, que ma voiture avait roulé sur mes blessés, j'en riais de pitié. Combien de fois n'ai-je pas dit alors à *Madame* : Accourez, ma mère, voici le *sauvage, l'homme tigre, le dévoreur*

*du genre humain* ; venez admirer le fruit de vos entrailles. Mais sitôt qu'on approchait un peu de la vérité, il n'en était plus de même ; je sentais le besoin de me défendre, j'accumulais les raisons pour me justifier, et encore n'était-ce jamais sans qu'il restât quelques traces d'une peine secrète. Mon cher, voilà l'homme ! »

De là l'Empereur est revenu sur sa protestation contre le traité du 2 août, qui nous avait été lue hier après dîner. J'ai osé lui demander si, mettant en avant la reconnaissance de son titre d'empereur par les Anglais, lors de leurs négociations à Paris et à Chatillon, il n'avait pas oublié de mentionner celle qu'ils avaient dû faire au traité de Fontainebleau, et qui me paraissait omise. « C'est à dessein, a-t-il dit vivement ; je ne veux point de ce traité, je le renie ; je suis loin de m'en vanter, j'en rougis plutôt. On l'a discuté pour moi. Celui qui me l'apporta me trahissait. Cette époque appartient à mon histoire, mais à mon histoire en grand. Si j'eusse voulu traiter alors sensément, j'aurais obtenu le royaume d'Italie, la Toscane ou la Corse, etc., etc., tout ce que j'aurais voulu. Ma décision fut une faute de mon caractère, une boutade de ma part, un véritable excès de tempérament. Je pris du dégoût et du mépris pour tout ce qui m'entourait ; j'en pris pour la fortune, que je me plus à braver. Je jetai les yeux sur un coin de terre où je pusse être mal, et profiter des fautes que l'on ferait. Je me décidai pour l'île d'Elbe. Cet acte fut celui d'une âme de rocher. Mon cher, je suis d'un caractère bien singulier, sans doute, mais on ne serait point extraordinaire si l'on n'était d'une trempe à part : je suis une parcelle de rocher



lancée dans l'espace ! Vous me croirez peut-être difficilement ; mais je ne regrette point mes grandeurs : vous me voyez faiblement sensible à ce que j'ai perdu. — Et pourquoi ne vous croirais-je pas, Sire ? répondais-je ; que regretteriez-vous ?... La vie de l'homme n'est qu'un atome dans la durée de l'histoire. Or, chez Votre Majesté, l'une est déjà si pleine que vous ne devez plus guère prendre d'intérêt qu'à l'autre : s'il en coûte ici à votre corps, votre mémoire y gagne au centuple ; si vous eussiez dû finir au sein d'une prospérité non interrompue, que de grandes et belles choses eussent passé ignorées ! Votre Majesté me l'a déjà dit elle-même, et je suis demeuré frappé d'une telle vérité.

« Il n'est pas de jour, en effet, que ceux qui furent vos ennemis ne répètent avec nous, qui sommes vos fidèles, que vous êtes bien certainement plus grand ici qu'aux Tuileries. Et même sur ce roc où vous ont déporté la violence et la mauvaise foi, n'y commandez-vous pas encore ? Vos geôliers, vos maîtres, sont à vos pieds ; votre âme soumet tout ce qui l'approche : vous vous montrez ici ce que l'histoire dit de saint Louis sous les chaînes des Sarrasins : *Le vrai maître de ses vainqueurs*. Votre irrésistible ascendant vous accompagne ici. Nous le pensons tous autour de vous, Sire ; le commissaire russe le disait l'autre jour, nous assure-t-on, et ceux qui vous gardent l'éprouvent..... Que regretteriez-vous ? etc., etc. »

En rentrant, l'Empereur a demandé son déjeuner sous la tente, en dépit de l'ouragan, et m'a gardé. L'eau ne perçait pas, nous en étions quittes pour une forte humidité ; mais les rales de pluie et de vent tourbillonnaient autour de nous, et se

précipitaient au loin devant nous vers le fond des vallées : ce spectacle n'était pas sans quelque beauté.

L'Empereur s'est retiré vers les deux heures ; il m'a fait revenir à quelque temps de là dans son cabinet. « Je viens de lire le général Sarazin, disait-il, en posant le livre : c'est un fou, un écervelé ; il dit des bêtises. Après tout, cependant, il se laisse lire, il amuse ; il coupe, tranche, juge et prononce sur les hommes et sur les choses. Il n'hésite point à donner maints conseils à Wellington, et dit qu'il eût dû faire quelques campagnes sous Kléber, etc. Il fait de Soult le premier général du monde. Kléber était sans doute un grand général ; mais dans Soult ce n'est pas précisément la partie la plus forte ; il est bien plus encore un excellent ordonnateur, un bon ministre de la guerre.

« Ce Sarazin, a-t-il continué, a déserté du camp de Boulogne, portant tous mes secrets aux Anglais : cela pouvait avoir des suites fort graves. Sarazin était général, son acte fut hideux, irrémissible. Mais pourtant regardez comme en révolution un homme peut être mauvais sujet, dévergondé, éhonté. Je l'ai trouvé à mon retour de l'île d'Elbe, il m'attendait de pied ferme ; il m'écrivait une longue lettre dans laquelle il pactisait avec moi. Les Anglais étaient des misérables, écrivait-il, il avait été longtemps au milieu d'eux, il en avait été maltraité ; il connaissait leurs ressources, leurs moyens ; il allait m'être fort utile. Il savait que j'étais trop magnanime, trop grand pour me souvenir encore des torts qu'il avait pu avoir, etc. Je le fis arrêter ; et, comme il avait été déjà jugé



et condamné, je suis encore à savoir pourquoi on ne l'a pas fusillé ; il faut qu'on n'en ait pas eu le temps, ou qu'il ait été oublié ; c'était un châtiment que réclamait la patrie : il ne saurait y avoir ni transaction ni indulgence pour le général qui a l'infamie de se prostituer à l'étranger. »

Le grand-maréchal est arrivé ; l'Empereur, après avoir continué la conversation quelque temps, l'a emmené jouer aux échecs. Il souffrait beaucoup du mauvais temps.

Après dîner, il nous a lu le *Tartufe* ; mais il n'a pu l'achever, il se sentait trop fatigué : il a posé le livre, et après le juste tribut d'éloges donné à Molière, il a terminé d'une manière à laquelle nous ne nous attendions pas. « Certainement, a-t-il dit, l'ensemble du *Tartufe* est de main de maître ; c'est un des chefs-d'œuvre d'un homme inimitable ; toutefois cette pièce porte un tel caractère, que je ne suis nullement étonné que son apparition ait été l'objet de fortes négociations à Versailles, et de beaucoup d'hésitation dans Louis XIV. Si j'ai le droit de m'étonner de quelque chose, c'est qu'il l'ait laissé jouer ; elle présente, à mon avis, la dévotion sous des couleurs si odieuses ; une certaine scène offre une situation si décisive, si complètement indécente, que, pour mon propre compte, je n'hésite pas à dire que, si la pièce eût été faite de mon temps, je n'en aurais pas permis la représentation. »

Violent accès d'indignation de ma part qui amuse fort  
l'Empereur.

Mardi 20.

Sur les quatre heures, j'ai été joindre l'Empe-

reur, par ses ordres, dans la salle du billard. Le temps était toujours aussi affreux ; il ne lui avait pas permis, disait-il, de mettre le pied dehors, et pourtant il s'était vu chassé de la chambre et du salon par la fumée. Il m'a trouvé, disait-il, la figure toute renversée : c'était de l'indignation la plus vive, et il a voulu en connaître la cause.

« Il y a deux ou trois ans, ai-je dit, qu'un commis au bureau de la guerre, très brave homme pour ce que j'en connais, venait chez moi donner des leçons d'écriture et de latin à mon fils. Il avait une fille dont il comptait faire une gouvernante, et nous priait de la recommander, si nous en trouvions l'occasion. M<sup>me</sup> de Las Cases se la fit amener ; elle était charmante et de l'ensemble le plus séduisant. A compter de cet instant, M<sup>me</sup> de Las Cases l'invitait parfois chez elle, cherchant à lui faire faire quelques connaissances dans le monde qui pussent lui être utiles. Or, voilà que cette jeune personne, notre connaissance, notre amie, notre obligée, se trouve être précisément aujourd'hui la femme d'un des commissaires des puissances près de Votre Majesté, arrivé dans l'île il y a près d'un mois.

« Que Votre Majesté juge de mon étonnement et de toute ma joie à cette précieuse bizarrerie du hasard ! Je vais donc, me disais-je, en dépit de tant d'obstacles, avoir des nouvelles positives, détaillées, secrètes même de tout ce qui m'intéresse. J'ai vu passer huit ou dix jours de silence sans inquiétude, même pas sans quelque contentement. Car, pensais-je, plus on met de circonspection, plus on doit avoir à me dire. Enfin, il y a trois ou quatre jours, qu'entraîné par mon impatience, j'ai dépêché mon



domestique vers la nouvelle arrivée; je l'avais bien stylé, et son titre d'habitant de l'île lui facilitait l'accès, et sans nul inconvénient. Il est revenu me disant que cette dame avait répondu qu'elle ne savait ce dont on voulait lui parler. A toute rigueur je pouvais croire que c'était encore un excès de prudence, et qu'elle n'avait pas voulu s'en fier à un inconnu. Mais voilà qu'aujourd'hui je reçois du gouverneur l'avertissement de ne chercher à lier aucun rapport secret dans l'île, que je dois savoir à quoi je m'exposerais, que la tentative qu'il me reproche n'est point douteuse, car il la tient de la source même à laquelle je me suis adressé. Votre Majesté voit à présent ce qui m'a bouleversé. Trouver une si vilaine délation où je devais supposer de l'intérêt, de la reconnaissance même, m'a indigné au dernier degré: j'en suis hors de moi. »

L'Empereur m'a ri au nez: « Que vous connaissez peu le cœur humain, m'a-t-il dit! Quoi! son père a été précepteur de votre fils, ou quelque chose de semblable; votre femme l'a protégée dans sa nullité, et elle est devenue baronne allemande! Mais, mon cher, vous êtes celui qu'elle redoute le plus ici, qui la gêne davantage; elle n'aura pas même vu votre femme à Paris; et puis encore ce méchant sir Hudson Lowe se sera plu peut-être à donner à la chose une tournure odieuse: il est si astucieux, si méchant!..... » Et il a recommencé à se moquer de moi et de ma colère.

Après dîner, l'Empereur a continué le *Tartufe*, qu'il n'avait pu achever hier, et cela a été encore assez pour aujourd'hui. L'Empereur était accablé: le mauvais temps prend visiblement sur lui.

Corvisart, etc. — Anecdotes des salons de Paris.

Mercredi 21.

Le temps est toujours aussi affreux ; l'humidité est au dernier point dans nos chambres, la pluie y pénètre de toute part.

Le secrétaire du gouverneur m'a apporté une lettre d'Europe ; elle m'a procuré quelques instants de vrai bonheur, elle m'apportait les souvenirs et les vœux de mes amis les plus chers. J'ai été la lire à l'Empereur.

L'Empereur souffrait beaucoup de ce mauvais temps. Il a gagné son salon vers les quatre heures ; il croyait avoir eu de la fièvre, il se trouvait abattu : il a demandé du punch, et a fait quelques parties d'échecs avec le grand-maréchal. Le docteur est venu de la ville. Les deux bâtiments arrivés venaient du Cap ; l'un d'eux était le *Podargus*, parti d'Europe dix jours avant le *Griffon* ; l'autre était une petite frégate venant de l'Inde et retournant en Europe. Il y avait, nous a-t-on dit, une lettre pour *l'empereur Napoléon* ; mais elle n'a pas été remise, et nous ignorons ce que ce pouvait être.

Après dîner, on a dit que les médicaments étaient épuisés dans l'île, et l'on observait que l'Empereur ne serait pas accusé d'y avoir contribué. Cela l'a conduit à dire qu'il ne se rappelait pas d'avoir jamais pris une médecine. Aux Tuileries, ayant eu jusqu'à trois vésicatoires à la fois, il les avait supprimés sans vouloir prendre de médecine. Il avait eu à Toulon une blessure grave, comme celle d'Ulysse, disait-il ; celle à laquelle sa vieille nourrice l'avait reconnu, il en avait guéri,



tout en échappant de même aux médicaments. L'un de nous s'est permis de lui demander : « Si Votre Majesté avait la dysenterie demain, se refuserait-elle encore aux médicaments? — A présent que je me porte bien, je réponds oui sans hésiter, disait l'Empereur; mais si je devenais bien malade, peut-être changerais-je, et ce serait alors en moi la conversion qu'amène la peur du diable dans l'homme qui va mourir. » Et alors il répétait son incrédulité à la médecine; mais il n'en était pas ainsi, observait-il, de la chirurgie; il avait, disait-il, commencé trois fois des cours d'anatomie : les affaires et le dégoût les avaient toujours interrompus. « Dans une certaine occasion, disait-il, et à la suite d'une longue discussion, Corvisart, désireux de me parler pièce en main, eut l'abomination, la scélératesse de m'apporter à Saint-Cloud, dans son mouchoir de poche, un estomac; et cette horrible vue me fit rendre à l'instant même tout ce que j'avais dans le mien. »

L'Empereur, après le dîner, a essayé d'une comédie; mais il était si fatigué, si souffrant, qu'il a été contraint d'interrompre et de se retirer avant neuf heures : je l'ai suivi, et comme il ne se sentait aucune envie de dormir, « Allons, mon cher, m'a-t-il dit, voyons : un conte sur votre faubourg Saint-Germain : comme dans les *Mille et une Nuits*, essayons de rire. — Eh bien ! Sire, il était autrefois un chambellan de Votre Majesté, qui avait un grand-oncle, bien vieux, bien vieux..., et je me souviens que Votre Majesté nous a raconté l'histoire d'un gros officier allemand, qui, prisonnier au début de la campagne d'Italie, se plaignait qu'on eût envoyé pour les combattre un jeune étourneau

qui détruisait le métier et le rendait insupportable ; or, nous avions parmi nous précisément son pareil ; c'était le vieux grand-oncle, encore presque avec le costume de Louis XIV. Il donnait la comédie toutes les fois que vous nous faisiez parvenir quelques merveilles d'au-delà du Rhin ; vos bulletins d'Ulm et d'Iéna étaient pour lui autant de révolutions de bile. Il était loin de vous admirer ; vous gâtiez là aussi le métier. Il avait fait, répétait-il souvent, les campagnes du maréchal de Saxe, et voilà, disait-il, qui étaient vraiment des prodiges de guerre, et qu'on n'avait pas assez appréciés. Alors la guerre était sans doute un art ; mais aujourd'hui, ajoutait-il en haussant les épaules!!!... De notre temps nous la faisons en toute décence ; nous avons nos mulets, nous étions suivis de nos cantines, nous avons notre tente, nous faisons bonne chère, nous avons même la comédie au quartier général ; les armées s'approchaient, on prenait de belles positions, on donnait une bataille, quelquefois on faisait un siège, et puis on prenait ses quartiers d'hiver pour recommencer au printemps. Voilà ce qui s'appelle, disait-il avec satisfaction, faire la guerre. Mais aujourd'hui une armée tout entière disparaît devant une autre dans une seule bataille, et une monarchie est renversée ; on parcourt cent lieues de pays en dix jours ; dort qui peut, mange qui en trouve. Ma foi, si vous appelez cela du génie, moi je suis forcé d'avouer alors que je n'y entends plus rien ; aussi vous me faites pitié quand je vous vois le prendre pour un grand homme. » L'Empereur riait aux éclats, surtout des cantines et des mulets, puis il ajoutait : « Vous disiez donc bien des bêtises à mon sujet ? — Oh ! oui, Sire, et



en grande abondance. — Eh bien ! nous sommes seuls, il n'y a pas d'intrus ici, dites encore. — Eh bien ! Sire, un jour dans une société choisie, entre un *beau*, bien content de lui, ancien capitaine de cavalerie, ne doutant de rien. — J'arrive, nous dit-il, de la plaine des Sablons ; je viens de voir manœuvrer *notre Ostrogoth*. — C'était Votre Majesté, Sire. — Il avait deux ou trois régiments qu'il a culbutés les uns sur les autres, et le tout a été se perdre dans des buissons. J'aurais voulu avec cinquante maîtres (cavaliers dans le temps passé) seulement le faire prisonnier lui et tous les siens. Réputation usurpée ! répétait-il. Aussi Moreau n'a cessé de dire que c'était à l'Allemagne qu'il l'attendait. On parle de guerre avec l'Autriche ; si elle a lieu nous verrons comment il s'en tirera. On nous en fera justice.

« La guerre eut lieu, et Votre Majesté en très peu de jours nous envoya le bulletin d'Ulm, celui d'Austerlitz, etc. : notre monsieur reparut dans notre cercle, et pour le coup, malgré toute notre malveillance, nous nous écriâmes tous à la fois. — Et vos cinquante maîtres ? — Oh ! ma foi, dit-il, on n'y entend plus rien ; cet homme déroute tout, la fortune le mène par la main ; et puis ces Autrichiens sont si lourds, si bêtes !.... »

L'Empereur riait beaucoup et me demandait quelque chose de plus fort encore. — « Sire, cela devient bien difficile ; cependant il me revient encore une vieille douairière qui est morte avec l'obstination de n'avoir pas voulu croire à aucun de vos succès en Allemagne. Quand on parlait devant elle d'Ulm, d'Austerlitz, de votre entrée à Vienne. — Et vous croyez cela, vous autres, disait-elle,





le seul... » Et après quelques secondes de silence, il a ajouté avec un ton bien propre à me dédommager : « Mais mon cher, si cela vous était d'un si grand prix, si vous y teniez tant, que n'êtes-vous venu frapper à ma porte. Je ne suis point inabordable pour vous. »

Le docteur a été introduit ; il a dit que le gouverneur avait promis de ne plus mettre les pieds à Longwood. Un méchant qui était là a fait observer qu'il commençait à vouloir se rendre agréable.

L'Empereur a passé de là dans sa bibliothèque ; il s'est fait lire par mon fils une longue lettre que j'écrivais à Rome<sup>1</sup>. L'humidité l'a chassé, il a gagné le salon, la salle de billard ; arrivé au perron, il n'a pu résister au désir de marcher un peu. « Ce que je fais n'est pas sage », a-t-il dit. Heureusement l'extrême humidité l'a forcé de rentrer presque aussitôt. Il s'est fixé dans le salon, où il y avait un bon feu, il a demandé de la tisane de feuilles d'oranger et a fait quelques parties d'échecs.

Plus tard, après dîner, l'Empereur a parcouru les *Contes* de Marmontel, s'est arrêté sur *le Philosophe soi-disant*. Il toussait beaucoup, il a redemandé de la feuille d'oranger. Il a disserté longtemps et de la manière la plus intéressante sur Jean-Jacques, son talent, son influence, sa bizarrerie, ses turpitudes privées. Il s'est retiré à dix heures. Je suis bien fâché de ne pouvoir aujourd'hui me rappeler les détails de tous ces objets.

Dans la journée, M. de Montholon a adressé la réponse officielle suivante au gouverneur, qui avait

1. C'est ma lettre au prince Lucien, si fameuse depuis dans l'histoire de mes persécutions, et qu'on trouvera plus bas en son lieu.

écrit touchant les commissaires des puissances, et les embarras de son budget : c'est la lettre que j'ai mentionnée plus haut, le 18 de ce mois ; la voici.

*Pièce officielle.*

« Monsieur le général, j'ai reçu le traité du 2 août 1815, conclu entre Sa Majesté britannique, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse, qui était joint à votre lettre du 23 juillet.

« L'empereur Napoléon proteste contre le contenu de ce traité ; il n'est point prisonnier de l'Angleterre. Après avoir abdiqué entre les mains des représentants de la nation, au profit de la constitution adoptée par le peuple français, et en faveur de son fils, il s'est rendu volontairement et librement en Angleterre, pour y vivre en particulier, dans la retraite, sous la protection des lois britanniques. La violation de toutes les lois ne peut pas constituer un droit de fait. La personne de l'empereur Napoléon se trouve au pouvoir de l'Angleterre ; mais de fait ni de droit il n'a été ni n'est au pouvoir de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, même selon les lois et coutumes de l'Angleterre, qui n'a jamais fait entrer dans la balance des prisonniers, les Russes, les Autrichiens, les Prussiens, les Espagnols, les Portugais, quoique unie à ces puissances par des traités d'alliance, et faisant la guerre conjointement avec elles. La convention du 2 août, faite quinze jours après que l'empereur Napoléon était en Angleterre, ne peut avoir en droit aucun effet ; elle n'offre que le spectacle de la coalition des quatre plus grandes puissances de



l'Europe, pour l'oppression d'un seul homme; coalition que désavoue l'opinion de tous les peuples, comme tous les principes de la saine morale. Les Empereurs d'Autriche et de Russie, le Roi de Prusse, n'ayant de fait ni de droit aucune action sur la personne de l'empereur Napoléon, ils n'ont pu rien statuer relativement à lui. — Si l'empereur Napoléon eût été au pouvoir de l'Empereur d'Autriche, ce prince se fût ressouvenu des rapports que la religion et la nature ont mis entre un père et un fils, rapports qu'on ne viole jamais impunément. Il se fût ressouvenu que quatre fois Napoléon lui a restitué son trône : à Léoben, en 1797, et à Lunéville, en 1801, lorsque ses armées étaient sous les murs de Vienne ; à Presbourg, en 1806, et à Vienne en 1809, lorsque ses armées étaient maîtresses de la capitale et des trois quarts de la monarchie. Ce prince se fût ressouvenu des protestations qu'il lui fit au bivouac de Moravie, en 1806, et à l'entrevue de Dresde, en 1812. — Si la personne de l'empereur Napoléon eût été au pouvoir de l'empereur Alexandre, il se fût ressouvenu des liens d'amitié contractés à Tilsitt, à Erfurt, et pendant douze ans d'un commerce journalier; il se fût ressouvenu de la conduite de l'empereur Napoléon le lendemain de la bataille d'Austerlitz, où, pouvant le faire prisonnier avec les débris de son armée, il se contenta de sa parole, et lui laissa opérer sa retraite ; il se fût ressouvenu des dangers que personnellement l'empereur Napoléon a bravés pour éteindre l'incendie de Moscou et lui conserver cette capitale ; certes ce prince n'eût pas violé les devoirs de l'amitié et de la reconnaissance envers un ami dans le malheur. — Si la personne

de l'empereur Napoléon eût été même au pouvoir du roi de Prusse, ce souverain n'eût pas oublié qu'il a dépendu de l'Empereur, après Friedland, de placer un autre prince sur le trône de Berlin ; il n'eût point oublié un ennemi désarmé, les protestations de dévouement et les sentiments qu'il lui témoigna en 1812, aux entrevues de Dresde. Aussi voit-on par les articles II et V dudit traité, que ne pouvant influencer en rien sur le sort et la personne de l'empereur Napoléon, qui n'est pas en leur pouvoir, ces princes s'en rapportent à ce que fera là-dessus Sa Majesté britannique, qui se charge de remplir toutes les obligations. Ces princes ont reproché à l'empereur Napoléon d'avoir préféré la protection des lois anglaises à la leur. — Les fausses idées que l'empereur Napoléon avait de la libéralité des lois anglaises et de l'influence d'un peuple grand, généreux et libre sur son gouvernement, l'ont décidé à préférer la protection de ses lois à celle de son beau-père ou de son ancien ami. L'empereur Napoléon a toujours été le maître de faire assurer ce qui lui était personnel par un traité diplomatique, soit en se remettant à la tête de l'armée de la Loire, soit en se remettant à la tête de l'armée de la Gironde, que commandait le général Clausel ; mais ne cherchant désormais que la retraite et la protection des lois d'une nation libre, soit anglaise, soit américaine, toutes stipulations lui ont paru inutiles. Il a cru le peuple anglais plus lié par sa démarche franche, noble et pleine de confiance, qu'il ne l'eût pu être par les traités les plus solennels. Il s'est trompé ; mais cette erreur fera à jamais rougir les vrais Bretons ; et, dans la génération actuelle comme dans les générations futures,



elle sera une preuve de la déloyauté de l'administration anglaise. — Des commissaires autrichien et russe sont arrivés à Sainte-Hélène; si leur mission a pour but de remplir une partie des devoirs que les Empereurs d'Autriche et de Russie ont contractés par le traité du 2 août, et de veiller à ce que les agents anglais, dans une petite colonie, au milieu de l'Océan, ne manquent pas aux égards dus à un prince lié avec eux par les liens de parenté, et par tant d'autres rapports, on reconnaît dans cette démarche des marques du caractère de ces deux souverains. Mais vous avez, monsieur, assuré que ces commissaires n'avaient ni le droit, ni le pouvoir d'avoir aucune opinion sur tout ce qui peut se passer sur ce rocher.

« Le ministère anglais a fait transporter l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène, à deux mille lieues de l'Europe. Ce rocher, situé sous le tropique, à cinq cents lieues de tout continent, est soumis à la chaleur dévorante de cette latitude; il est couvert de nuages et de brouillards les trois quarts de l'année; c'est à la fois le pays le plus sec et le plus humide du monde. Ce climat est le plus contraire à la santé de l'Empereur. C'est la haine qui a présidé au choix de ce séjour, comme aux instructions données par le ministère anglais aux officiers commandant dans ce pays: on leur a ordonné d'appeler l'empereur Napoléon, *général*, voulant l'obliger à reconnaître qu'il n'a jamais régné en France, ce qui l'a décidé à ne pas prendre un nom d'incognito, comme il y était résolu en sortant de France. Premier magistrat à vie de la République, sous le titre de premier consul, il a conclu les préliminaires de Londres et le traité

d'Amiens avec le Roi de la Grande-Bretagne. Il a reçu pour ambassadeurs, lord Cornwallis, M. Merry, lord Whitwort qui ont séjourné en cette qualité à sa Cour. Il a accrédité auprès du Roi d'Angleterre le comte Otto et le général Andréossi, qui ont résidé comme ambassadeurs à la Cour de Windsor. Lorsqu'après un échange de lettres entre les ministères des affaires étrangères des deux monarchies, lord Lauderdale vint à Paris, muni des pleins pouvoirs du Roi d'Angleterre, il traita avec les plénipotentiaires munis des pleins pouvoirs de l'empereur Napoléon, et séjourna plusieurs mois à la Cour des Tuileries. Lorsque, depuis, à Châtillon, lord Castlereagh signa l'ultimatum que les puissances alliées présentèrent aux plénipotentiaires de l'empereur Napoléon, il reconnut par là la quatrième dynastie. Cet ultimatum était plus avantageux que le traité de Paris; mais on exigeait que la France renonçât à la Belgique et à la rive gauche du Rhin, ce qui était contraire aux propositions de Francfort, et aux proclamations des puissances alliées; ce qui était contraire au serment par lequel, à son sacre, l'Empereur avait juré l'intégrité de l'empire. L'Empereur pensait alors que ces limites naturelles étaient nécessaires à la garantie de la France, comme à l'équilibre de l'Europe; il pensait que la nation française, dans les circonstances où elle se trouvait, devait plutôt courir toutes les chances de la guerre, que de s'en départir. La France eût obtenu cette intégrité, et avec elle conservé son honneur, si la trahison n'était venue au secours des alliés. Le traité du 2 août, le bill du parlement britannique appellent Bonaparte l'empereur Napoléon, et ne lui donnent que le titre de général. —



Le titre de *général Bonaparte* est sans doute éminemment glorieux, l'Empereur le portait à Lodi, à Castiglione, à Rivoli, à Arcole, à Léoben, aux Pyramides, à Aboukir; mais depuis dix-sept ans, il a porté celui de premier consul et d'empereur; ce serait convenir qu'il n'a été ni premier magistrat de la République, ni souverain de la quatrième dynastie. — Ceux qui pensent que les nations sont des troupeaux qui, de droit divin, appartiennent à quelques familles, ne sont ni du siècle, ni même dans l'esprit de la législature anglaise, qui changea plusieurs fois l'ordre de sa dynastie, parce que les grands changements survenus dans les opinions, auxquels n'avaient pas participé les princes régnants, les avaient rendus ennemis du bonheur et de la grande majorité de cette nation. Car les rois ne sont que des magistrats héréditaires, qui n'existent que pour le bonheur des nations, et non les nations pour la satisfaction des rois. C'est le même esprit de haine qui a ordonné que l'empereur Napoléon ne pût écrire ni recevoir aucune lettre sans qu'elle soit ouverte et lue par les ministres anglais et les officiers de Sainte-Hélène. On lui a, par là, interdit la possibilité de recevoir des nouvelles de sa mère, de sa femme, de son fils, de ses frères; et lorsque voulant se soustraire aux inconvénients de voir ses lettres lues par des officiers subalternes, il a voulu envoyer des lettres cachetées au prince régent, on a répondu qu'on ne pouvait se charger que de laisser passer les lettres ouvertes; que telles étaient les instructions du ministère. Cette mesure n'a pas besoin de réflexions, elle donnera d'étranges idées de l'esprit de l'administration qui l'a dictée; elle serait désavouée à

Alger même ! — Des lettres sont arrivées pour des officiers généraux de la suite de l'Empereur : elles étaient décachetées et vous furent remises ; vous ne les avez pas communiquées, parce qu'elles n'étaient pas passées par le canal du ministère anglais ; il fallut leur faire refaire quatre mille lieues, et ces officiers eurent la douleur de savoir qu'il existait sur ce rocher des nouvelles de leurs femmes, de leurs mères, de leurs enfants, et qu'il ne pouvaient les connaître que dans six mois !!!... Le cœur se soulève ! on n'a pas pu obtenir d'être abonné au *Morning-Chronicle*, au *Morning-Post*, à quelques journaux français ; de temps à autre on fait passer à Longwood quelques numéros dépareillés du *Times*. — Sur la demande faite à bord du *Northumberland*, on a envoyé quelques livres ; mais tous ceux relatifs aux affaires des dernières années ont été soigneusement écartés. Depuis on a voulu correspondre avec un libraire de Londres, pour avoir directement les livres dont on pouvait avoir besoin et ceux relatifs aux événements du jour ; on l'a empêché. Un auteur anglais ayant fait un voyage en France et l'ayant imprimé à Londres, prit la peine de nous l'envoyer pour l'offrir à l'Empereur ; mais vous n'avez pas cru pouvoir le lui remettre, parce qu'il ne vous était pas parvenu par la filière de votre gouvernement. On dit aussi que d'autres livres envoyés par leurs auteurs n'ont pu être remis, parce qu'il y avait sur l'inscription de quelques-uns : *A l'empereur Napoléon*, et sur d'autres : *A Napoléon le Grand*. Le ministère anglais n'est autorisé à ordonner aucune de ces vexations. La loi, quoique unique, considère l'empereur Napoléon comme prisonnier de guerre ; or,



jamais on n'a défendu aux prisonniers de guerre de s'abonner aux journaux, de recevoir les livres qui s'impriment : une telle défense n'est faite que dans les cachots de l'inquisition.

« L'île de Sainte-Hélène a dix lieues de tour, elle est inabordable de toutes parts, des bricks enveloppent la côte, les postes placés sur le rivage peuvent se voir de l'un à l'autre et rendent impraticable la communication avec la mer. Il n'y a qu'un seul petit bourg, James-Town, où mouillent et d'où s'expédient les bâtiments. Pour empêcher un individu de s'en aller de l'île, il suffit d'exercer la côte par terre et par mer. En interdisant l'intérieur de l'île, on ne peut donc avoir qu'un but, celui de priver d'une promenade de huit ou dix milles qu'il serait possible de faire à cheval, et, dont, d'après l'avis des hommes de l'art, la privation abrège les jours de l'Empereur.

« On a établi l'Empereur dans la position de Longwood, exposée à tous les vents ; terrain stérile, inhabité, sans eau, n'étant susceptible d'aucune culture. Il y a une enceinte d'environ douze cents toises incultes. A onze ou douze cents toises, sur un mamelon, on a établi un camp ; on vient d'en placer un autre à peu près à la même distance, dans une direction opposée, de sorte qu'au milieu de la chaleur du tropique, de quelque côté qu'on regarde, on ne voit que des camps. L'amiral Malcom ayant compris l'utilité dont, dans cette position, une tente serait pour l'Empereur, en a fait établir une par ses matelots, à vingt pas de la maison : c'est le seul endroit où l'on puisse trouver de l'ombre. Toutefois l'Empereur n'a lieu que d'être satisfait de l'esprit qui anime les officiers et soldats

du 53°, comme il l'avait été de l'équipage du *Nor-thumberland*. La maison de Longwood a été construite pour servir de grange à la ferme de la compagnie; depuis, le sous-gouverneur de l'île y a fait établir quelques chambres; elle lui servait de maison de campagne; mais elle n'était en rien convenable pour une habitation. Depuis un an qu'on y est, on y a toujours travaillé et l'Empereur a constamment eu l'incommodité et l'insalubrité d'habiter une maison en construction. La chambre dans laquelle il couche est trop petite pour contenir un lit d'une dimension ordinaire; mais toute bâtisse à Longwood prolongerait l'incommodité des ouvriers. Cependant, dans cette misérable île, il existe de belles positions offrant de beaux arbres, des jardins et d'assez belles maisons, entre autres Plantation-House; mais des instructions positives du ministère vous interdisent de donner cette maison, ce qui eût épargné beaucoup de dépenses employées à bâtir à Longwood des cahutes couvertes de papier goudronné, et qui sont déjà hors de service. — Vous avez interdit toute correspondance entre nous et les habitants de l'île; vous avez mis de fait la maison de Longwood au secret, vous avez même entravé les communications avec les officiers de la garnison. — On semble s'être étudié à nous priver du peu de ressources qu'offre ce misérable pays, et nous y sommes comme nous serions sur le rocher de l'Ascension. Depuis quatre mois que vous êtes à Sainte-Hélène vous avez, monsieur, empiré la position de l'Empereur. Le comte Bertrand vous a fait observer que vous violiez même la loi de votre législature, que vous fouliez aux pieds les droits des officiers géné-



aux prisonniers de guerre; vous avez répondu que vous ne connaissiez que la lettre de vos instructions, qu'elles étaient pires encore que nous paraissait votre conduite.

« J'ai l'honneur, etc., etc.

« *Signé* : le comte DE MONTHOLON. »

« *P. S.* J'avais signé cette lettre, monsieur, lorsque j'ai reçu la vôtre du 17 : vous y joignez le compte par aperçu d'une somme annuelle de vingt mille livres sterling, que vous jugez indispensable pour subvenir aux dépenses de l'établissement de Longwood, après avoir fait toutes les réductions que vous avez crues possibles. La discussion de cet aperçu ne peut nous regarder en aucune manière ; la table de l'Empereur est à peine le strict nécessaire ; tous les approvisionnements sont de mauvaise qualité et quatre fois plus chers qu'à Paris. — Vous demandez à l'Empereur un fonds de douze mille livres sterling, votre gouvernement ne vous allouant que huit mille livres sterling pour toutes ces dépenses. J'ai eu l'honneur de vous dire que l'Empereur n'avait pas de fonds, que depuis un an on n'a reçu ni écrit aucune lettre, et qu'il ignorait complètement tout ce qui se passe ou a pu se passer en Europe. Transporté violemment sur ce rocher, à deux mille lieues, sans pouvoir recevoir ou écrire aucune lettre, il se trouve aujourd'hui entièrement à la discrétion des agents anglais. L'Empereur a toujours désiré et désire pourvoir lui-même à toutes ses dépenses quelconques, et il le fera aussitôt que vous le lui rendrez possible, en levant l'interdiction faite aux négociants de l'île de servir sa correspondance, et qu'elle ne sera soumise à

aucune inquisition de votre part ou d'aucun de vos agents. Dès que l'on connaîtra en Europe les besoins de l'Empereur, les personnes qui s'intéressent à lui enverront les fonds nécessaires pour y pourvoir.

« La lettre de lord Bathurst, que vous m'avez communiquée, fait naître d'étranges idées ! Vos ministres ignoreraient-ils donc que le spectacle d'un grand homme aux prises avec l'adversité est le spectacle le plus sublime ? Ignoreraient-ils que Napoléon, à Sainte-Hélène, au milieu des persécutions de toute espèce, auxquelles il n'oppose que la sérénité, est plus grand, plus sacré, plus vénérable que sur le premier trône du monde, où si longtemps il fut l'arbitre des rois ? Ceux qui, dans cette position, manquent à Napoléon n'avilissent que leur propre caractère et la nation qu'ils représentent ! »

Ma famille anglaise ; juste dette de reconnaissance de l'émigration envers les Anglais, etc. — Général Joubert. — Pétersbourg. — Moscou ; son incendie. — Projet de Napoléon, s'il fût revenu vainqueur.

Samedi 24.

J'ai été, sur les deux heures, joindre l'Empereur dans sa chambre. Il m'avait, dès le matin, fait demander mon *Atlas*. Je l'ai trouvé achevant de parcourir la carte de la Russie et la partie de l'Amérique avoisinant les établissements russes.

Il avait beaucoup souffert durant la nuit, beaucoup toussé. Cependant le temps était redevenu tout à fait doux. Il s'était habillé pour sortir. Durant sa toilette, il revenait souvent sur l'heureuse idée de l'*Atlas*, le mérite de son exécution, l'immensité des choses qu'il contenait, finissant comme



de coutume, par dire : Quel recueil ! quels détails ! quel ensemble ! etc.

L'Empereur a gagné le jardin. Je lui ai dit que j'avais écrit le matin en Angleterre, et répondu à une lettre que je lui avais lue deux ou trois jours auparavant. « Votre famille anglaise, m'a-t-il dit alors, semble composée de bien braves gens ; ils vous aiment beaucoup et vous leur êtes bien attaché. — Sire, ai-je répondu, je les ai soignés en France durant leurs dix années de captivité, et ils avaient pris soin de moi en Angleterre, durant mes dix années d'émigration. C'est désormais entre nous tout à fait l'hospitalité des anciens. Je compte sur eux en toute chose, et ils pourraient disposer de toute ma fortune. — Voilà une liaison bien heureuse, a-t-il dit. Qui est-ce qui vous l'a procurée ? Comment est-elle venue ? » Je lui ai fait alors l'histoire de ma connaissance avec cette famille.

« Jamais, lui disais-je, la planche de laquelle le malheureux naufragé reçut son salut ne lui fut plus chère que me l'est cette famille. Sire, il n'est point de faveur, il n'est point de trésors qui puissent acquitter les soins que j'en ai reçus, ni le bonheur qu'elle m'a donné.

« Quand les hideux excès de notre révolution nous forcèrent d'aller chercher notre refuge en Angleterre, notre émigration y causa la plus vive sensation ; l'arrivée de tant d'illustres exilés, leur fortune passée, leur affreuse condition présente, occupèrent tous les esprits, remplirent tous les sentiments. Il en fut question dans les assemblées politiques, dans les églises, dans les cercles, dans les ménages. Cette catastrophe remua toutes les classes, excita toutes les sympathies. Une foule gé-

néreuse et sensible s'empressa autour de nous. Nous fûmes l'objet des soins les plus délicats et des bienfaits les plus réels. Tel fut, il faut l'avouer, le spectacle attendrissant que présenta la grande portion de la société d'Angleterre, en dépit même du dissentiment d'opinions. C'est un témoignage que notre reconnaissance doit à la vérité de l'histoire.

« Or, je me trouvais à Londres avec une cousine de mon nom, que sa place à la cour de Versailles avait mise à même d'être agréable à tout ce qu'il y avait de distingué en Europe, lorsqu'elle était dame d'honneur de la princesse Lamballe, qui était elle-même sous-intendante de la maison de la reine. Cette circonstance se trouva heureuse pour ma famille. La plus grande bienveillance entoura ma parente; un grand nombre de personnes accoururent auprès d'elles, entre autres un jeune ménage : la femme était charmante, pleine de manières nobles et grandes; elle était Française; le mari, doux, facile, plein d'honneur. Ils avaient une grande fortune, un bon cœur; leur maison devint presque aussitôt celle de ma cousine et de tous les siens, qui durent s'y croire dans leur propre famille.

« Ce digne ménage fut sans cesse plein de prévenances et de soins pour nos réfugiés. On voyait constamment chez eux ce que l'émigration avait de plus distingué. Nous sommes un grand nombre qui contractâmes envers eux une dette de reconnaissance, qui, malgré toute son étendue, ne saurait effrayer mon cœur, dussé-je l'acquitter à moi seul. Je la léguerais à mes enfants, qui, s'ils me ressemblent, la tiendront pour sacrée et seront heureux de pouvoir jamais l'acquitter à leur tour.



« L'élévation d'âme et le cœur français étaient caractéristiques chez lady \*\*\*. Lorsque le prince de Condé, arrivé à Londres, cherchait une demeure à la campagne, elle me dépêcha pour lui offrir la superbe maison qu'elle possédait dans le comté de Durham. Le prince, après s'en être fait donner les détails, ayant remarqué que cela lui coûterait sans doute la rançon d'un roi, fut agréablement ému d'entendre qu'elle lui était offerte par une Française, qui croirait, disait-elle, en avoir reçu un prix inestimable si un Condé daignait l'habiter ; et il voulut aussitôt l'aller remercier en personne.

« Cette famille vint à Paris après la paix d'Amiens, et ce fut en contrebande au milieu d'elle, à la faveur de son intimité, que je respirai quelques jours plus tôt l'air de la patrie. Je sauvai par elle les longues et pénibles formalités que l'acte d'amnistie exigeait de moi à la frontière, et je dus à ces amis de pouvoir les remplir à Paris avec beaucoup plus de facilité et moins de désagrément ; mais aussi, lors de la mesure d'arrestation contre les Anglais voyageurs, qui mit cette famille au nombre des détenus, j'eus le bonheur inestimable d'adoucir à mon tour sa situation, et de devenir son répondant.

« Le temps, les événements nous ont enfin séparés ; mais ils n'ont rien pu sur mes souvenirs, et l'aiguille aimantée est moins constante, moins fidèle dans sa direction, que ne le sont mes pensées et ma reconnaissance envers ces bons et chers amis. Telle est, Sire, ce que Votre Majesté appelle ma famille anglaise. »

Cependant, durant mon histoire, nous avons marché vers l'écurie et demandé la calèche. L'Em-

pereur a voulu qu'elle vînt nous joindre au fond du bois ; elle s'est fait longtemps attendre, parce que M<sup>me</sup> de Montholon s'était trouvée indisposée. Son mari est arrivé pour excuser ce retard, et l'Empereur a voulu qu'il montât.

La conversation a été, durant toute la course, sur le général Joubert, dont M. de Montholon avait été le beau-frère et l'aide de camp.

« Joubert avait une haute vénération pour moi, a dit l'Empereur ; à chaque revers éprouvé par la république, durant l'expédition d'Egypte, il déplo-rait mon absence. Se trouvant en cet instant chef de l'armée d'Italie, il m'avait pris pour modèle, aspirait à me recommencer, et ne prétendait à rien moins qu'à tenter ce que j'ai exécuté depuis en brumaire, seulement il eût agi avec les jacobins. Les mesures et les intrigues de ce parti, pour le mettre sur la voie de cette grande entreprise l'avaient porté au commandement en Italie, après les désastres de Scherer ; de ce Scherer, dilapidateur ignorant, digne de tous les blâmes. Mais Joubert fut tué à Novi dans son premier choc contre Souvarof ; il n'eût exécuté à Paris qu'une échauffourée, il n'avait point encore assez de gloire, de consistance et de maturité ; il était de nature à acquérir tout cela ; mais, en cet instant, il n'était pas assez fait ; il était trop jeune encore, et cette entreprise était pour le moment au-dessus de ses forces. »

Au reste, voici le portrait de ce général, dicté par l'Empereur pour ses campagnes d'Italie, et dont je trouve le brouillon.

« *Joubert*, né au département de l'Ain, dans l'ancienne Bresse, avait étudié pour le barreau. La révolution lui fit prendre le parti des armes ; il servit



à l'armée d'Italie et y fut fait général de brigade. Il était grand, maigre, semblait naturellement d'une faible complexion ; mais il l'avait mise à l'épreuve des grandes fatigues dans les Alpes, et s'y était endurci. Il était intrépide, vigilant, fort actif, marchant à la tête des colonnes. Il fut fait général de division pour remplacer Vaubois, dont il prit le corps d'armée. Il se fit beaucoup d'honneur dans la campagne de Léoben, commandant l'aile gauche qu'il amena au gros de l'armée, des montagnes du Tyrol, par les défilés du Putherstal. Il était fort attaché à Napoléon, qui le chargea de porter au Directoire les derniers drapeaux enlevés par l'armée d'Italie. Resté à Paris pendant la campagne d'Egypte, il y épousa la fille du sénateur Sémonville, mariée depuis au maréchal Macdonal. Ce mariage le jeta dans les intrigues du Manège et le fit nommer général en chef de l'armée d'Italie, après la défaite de Scherer<sup>1</sup>. Il fut tué à la bataille de Novi. Il était jeune encore, et n'avait pas acquis toute l'expérience nécessaire. Il eût pu arriver à une grande renommée. »

L'Empereur n'a pu faire qu'un tour, il se trouvait trop fatigué ; il était loin d'être bien.

A huit heures et demie, l'Empereur m'a fait appeler ; il avait été obligé de se mettre au bain, m'a-t-il dit, et croyait avoir un peu de fièvre. Il s'était senti subitement enrhumé ; mais il ne tousait plus depuis qu'il était dans l'eau ; il y était depuis longtemps. Il y a dîné ; on a dressé pour moi

1. Quelques-uns affirment qu'il y a ici anachronisme ; que ce n'est pas le mariage de Joubert qui fit jeter les yeux sur lui pour le porter à la tête des affaires, que ce fut bien plutôt le choix qu'on en avait fait, qui, au contraire, amena le mariage.

une petite table à côté. L'Empereur est revenu sur l'histoire de Russie. « Pierre le Grand, disait-il, avait-il bien fait de fonder une capitale à Pétersbourg à si grands frais ? N'eût-il pas obtenu de bien plus grands résultats, s'il eût dépensé tout son argent à Moscou ? Quel avait été son but ? L'avait-il atteint ? Je répondais : Si Pierre fût resté à Moscou, sa nation fût demeurée Moscovite ; un peuple tout à fait asiatique ; il avait fallu la déplacer pour la réformer et la changer. Alors il s'était transporté sur les frontières mêmes enlevées à l'ennemi, et, en y asseyant sa capitale, en y accumulant toutes ses forces, il la rendait plus invulnérable ; il s'affiliait à la société européenne ; il s'établissait dans la mer Baltique, d'où il tournait facilement ses ennemis naturels, les Polonais et les Suédois, pour venir s'allier, au besoin, avec les nations placées derrière eux, etc., etc. »

L'Empereur disait n'être pas tout à fait satisfait de ces raisons. « Quoi qu'il en soit, disait-il, Moscou a disparu, et qui peut assigner les richesses qui y ont été dévorées ? Qu'on se figure, ajoutait-il, Paris avec l'accumulation de l'industrie et des travaux des siècles. Son capital, depuis quatorze cents ans qu'existe cette cité, ne se fût-il accru que d'un million par an, quelles sommes ! Qu'on joigne à cela les magasins, le mobilier, la réunion des sciences, des arts, les correspondances d'affaires et de commerce toutes établies, etc..., et voilà pourtant Moscou, et tout cela a disparu en un instant ! Quelle catastrophe ! la seule idée n'en fait-elle pas frémir !... Je ne pense pas que pour deux milliards on pût le rétablir. »

L'Empereur s'est étendu longuement sur tous ces



événements, et a laissé échapper une parole trop caractéristique pour que je ne l'aie pas notée. Le nom de *Rostopchin* ayant été prononcé, j'ai osé observer que la couleur donnée dans le temps à son acte patriotique m'avait fort surpris, car il m'avait ému loin de m'indigner; bien plus, je l'avais envié!... A quoi l'Empereur a répondu avec une vivacité singulière, et dans une espèce de contradiction qui trahissait le dépit: « Si beaucoup à Paris eussent pu le lire et sentir de la sorte, croyez que je le leur aurais vanté; mais je n'avais pas le choix. » Et revenant à Moscou, il a dit:

« Jamais, en dépit de la poésie, toutes les fictions de l'incendie de Troie n'égalerent la réalité de celui de Moscou. La ville était de bois, le vent était violent; toutes les pompes avaient été enlevées. C'était littéralement un océan de feu. Rien n'en avait été soustrait, tant notre marche avait été rapide et notre entrée soudaine. Nous trouvâmes jusqu'à des diamants sur la toilette des femmes, tant elles avaient fui avec précipitation. Elles nous écrivirent à quelque temps de là qu'elles avaient cherché à échapper aux premiers moments d'une soldatesque dangereuse; qu'elles recommandaient leurs biens à la loyauté des vainqueurs, et ne manqueraient pas de reparaitre sous peu de jours, pour solliciter leurs bienfaits et leur apporter leur reconnaissance.

« La population, ajoutait l'Empereur, était loin d'avoir comploté cet attentat. C'est même elle qui nous livra les trois ou quatre cents malfaiteurs échappés des prisons qui l'avaient exécuté. — Mais, ai-je osé demander, Sire, si Moscou n'eût pas été livré aux flammes, Votre Majesté comptait-

elle y prendre ses quartiers ? — Sans doute, a répondu l'Empereur, et j'aurais alors donné le spectacle singulier d'une armée hivernant paisiblement au milieu d'une nation ennemie qui la presse de toutes parts : c'eût été le vaisseau pris par les glaces. Vous vous seriez trouvés en France privés plusieurs mois de mes nouvelles ; mais vous fussiez demeurés tranquilles, vous eussiez été sages ; Cambacérès, comme de coutume, eût mené les affaires en mon nom, et tout eût été son train comme si j'eusse été présent. L'hiver, en Russie, eût pesé sur tout le monde ; l'engourdissement eût été général. Le printemps fût revenu aussi pour tout le monde. Chacun se fût réveillé à la fois, et l'on sait que les Français sont aussi lestes qu'aucuns.

« Au premier retour de la belle saison, j'eusse donc marché aux ennemis ; je les eusse battus ; j'eusse été maître de leur empire. Mais Alexandre, croyez-le bien, ne m'eût pas amené jusque-là ; il eût passé avant par toutes les conditions que j'eusse dictées ; et alors la France eût enfin commencé à pouvoir jouir. Et vraiment, cela a tenu à bien peu de chose ! car j'avais été pour combattre des hommes en armes, et non la nature en courroux : j'ai défait des armées, mais je n'ai pu vaincre les flammes, la gelée, l'engourdissement, la mort ! Le destin a dû être plus fort que moi. Et pourtant, quel malheur pour la France, pour l'Europe !

« La paix dans Moscou accomplissait et terminait mes expéditions de guerre. C'était pour la grande cause, la fin des hasards et le commencement de la sécurité. Un nouvel horizon, de nouveaux travaux allaient se dérouler, tout pleins du



bien-être et de la prospérité de tous. Le système européen se trouvait fondé ; il n'était plus question que de l'organiser.

« Satisfait sur ces grands points, et tranquille partout, j'aurais eu aussi mon *congrès* et ma *sainte-alliance*. Ce sont des idées qu'on m'a volées. Dans cette réunion de tous les souverains, nous eussions traité de nos intérêts en famille, et compté de clerc à maître avec les peuples.

« La cause du siècle était gagnée, la révolution accomplie ; il ne s'agissait plus que de la raccommoder avec ce qu'elle n'avait pas détruit. Or, cet ouvrage m'appartenait ; je l'avais préparé de longue main, *aux dépens de ma popularité peut-être*. N'importe. Je devenais l'arche de l'ancienne et de la nouvelle alliance, le médiateur naturel entre l'ancien et le nouvel ordre de choses. J'avais les principes et la confiance de l'un, je m'étais identifié avec l'autre ; j'appartenais à tous les deux ; j'aurais fait en conscience la part de chacun.

« *Ma gloire eût été dans mon équité.* »

Et après avoir énuméré ce qu'il eût proposé de souverain à souverain, et de souverains à peuples : « Forts comme nous l'étions, continuait-il, tout ce que nous eussions concédé eût semblé grand. Il nous eût mérité la reconnaissance des peuples. Aujourd'hui, ce qu'ils arracheront ne leur semblera jamais assez, et ils ne cesseront de se défier, ni d'être mécontents. »

Il passait ensuite en revue ce qu'il eût proposé pour la prospérité, les intérêts, la jouissance et le bien-être de l'association européenne. Il eût voulu les mêmes principes, le même système partout ; un code européen, une cour de cassation euro-

péenne, redressant pour tous les erreurs, comme la nôtre redresse chez nous celles de nos tribunaux. Une même monnaie sous des coins différents; les mêmes poids, les mêmes mesures, les mêmes lois, etc., etc.

« L'Europe, disait-il, n'eût bientôt fait de la sorte véritablement qu'un même peuple, et chacun, en voyageant partout, se fût trouvé toujours dans la patrie commune. »

Il eût demandé toutes les rivières navigables pour tous; la communauté des mers; que les grandes armées permanentes fussent réduites désormais à la seule garde des souverains, etc.

Enfin, c'était une foule d'idées, la plupart nouvelles, les unes des plus simples, d'autres tout à fait sublimes, sur les diverses branches politiques, civiles, législatives; sur la religion, les arts, le commerce: elles embrassaient tout.

Il a conclu: « De retour en France, au sein de la patrie, grande, forte, magnifique, tranquille, glorieuse, j'eusse proclamé ses limites immuables; toute guerre future, purement *défensive*; tout agrandissement nouveau, *antimational*. J'eusse associé mon fils à l'empire; ma *dictature* eût fini, et son règne constitutionnel eût commencé...

« Paris eût été la capitale du monde, et les Français l'envie des nations!...

« Mes loisirs ensuite et mes vieux jours eussent été consacrés, en compagnie de l'Impératrice, et durant l'apprentissage royal de mon fils, à visiter lentement et en vrai couple campagnard, avec nos propres chevaux, tous les recoins de l'empire, recevant les plaintes, redressant les torts, semant de toutes parts et partout les monuments et les bien-



faits!!!... Mon cher, voilà encore de mes rêves!!! »

L'Empereur avait beaucoup parlé de l'intérieur de la Russie, de la prospérité de laquelle nous n'avions nul soupçon, disait-il ; il s'était arrêté beaucoup sur Moscou, qui l'avait fort étonné sous tous les rapports, et pouvait supporter sans embarras le parallèle avec toutes les capitales de l'Europe, dont il surpassait le plus grand nombre. Malheureusement je ne trouve ici que des indications, et je ne saurais plus aujourd'hui reproduire aucun des développements.

Les clochers dorés de Moscou avaient surtout frappé ses regards, et c'est ce qui le porta, lors de son retour, à faire redorer le dôme des Invalides<sup>1</sup> ; il se proposait d'appliquer cet embellissement à beaucoup d'autres édifices de Paris.

N. B. Comme la ville de Moscou semble avoir été si différente de l'idée que nous nous en formions en général, dans notre occident, je pense qu'il sera agréable d'en trouver la description fournie par un témoin oculaire, personnage important de l'expédition, le baron Larrey, chirurgien en chef de la grande armée. Je tire cette description d'un ouvrage de ce savant célèbre (les *Mémoires de la Chirurgie militaire*), peu répandu, peut-être à

1. Depuis la publication du *Mémorial*, on m'a fait observer qu'il y avait ici anachronisme, la dorure du dôme des Invalides ayant été commencée en effet avant la campagne de Russie. Ce seront les minarets du Caire, et non les clochers de Moscou qui en auront donné l'idée à Napoléon ; et c'est sans doute ce qu'il aura voulu dire ; mais cette méprise de sa part, dans une conversation courante, et sans but spécial, est facile à comprendre ; il en arrive de pareilles à tout le monde.

cause de sa nature particulièrement scientifique.

C'est au moment de se mettre en route pour Moscou, après la bataille de Mozaïsk ou de la Moskowa :

« A peine étions-nous, y est-il dit, éloignés de quelques milles de Mozaïsk, que nous fûmes tout étonnés de nous trouver, malgré le voisinage où l'on était d'une des plus grandes capitales du monde, sur une plaine sablonneuse, aride et complètement déserte. L'aspect lugubre de cette solitude, qui jetait tous les soldats dans le découragement, semblait nous présager la désertion entière de Moscou et les malheurs qui nous attendaient dans cette cité, dont la richesse devait nous promettre un autre sort.

« L'armée traversa cet espace avec peine. Les chevaux étaient harassés, épuisés par la faim et la soif ; car l'eau était aussi rare que les fourrages. Les hommes eurent aussi beaucoup à souffrir. On était en effet accablé de fatigues et privé de subsistances. La troupe n'avait reçu depuis longtemps aucune distribution, et le peu de ressources que l'on trouva dans Mozaïsk ne servit qu'à la jeune et la vieille garde. Un assez grand nombre de conscrits de ce premier corps furent victimes de l'abus qu'ils firent du chenaps (eau-de-vie du pays). On les voyait s'éloigner à quelques pas de leurs compagnons, chanceler, tourner sur eux-mêmes, puis tomber sur leurs genoux ou s'asseoir involontairement ; ils restaient immobiles dans cette attitude, et expiraient bientôt après, sans proférer une seule plainte. Ces jeunes sujets étaient prédisposés aux effets pernicioeux de cette liqueur, par l'ennui, les privations et les fatigues excessives.



« Cependant nous arrivâmes le 14 septembre au soir dans l'un des faubourgs de Moscou ; nous y apprîmes que l'armée russe, à son passage dans la ville, avait entraîné avec elle tous les citoyens et les fonctionnaires publics ; il n'était resté que quelques gens du bas peuple et de la domesticité : en sorte qu'en parcourant les principales rues de cette grande cité, où nous entrâmes le lendemain au matin, nous ne rencontrâmes presque personne : toutes les maisons étaient entièrement abandonnées. Mais ce qui nous surprit beaucoup, ce fut de voir le feu se manifester dans plusieurs quartiers éloignés, où aucun de nos soldats n'avait encore paru, et particulièrement dans le bazar du Kremlin, bâtiment très vaste, garni de portiques qui ont quelque ressemblance avec ceux du Palais-Royal à Paris.

« D'après ce que nous avons vu sur notre passage, en traversant la petite Russie, nous restâmes étonnés de la grandeur de Moscou, du grand nombre d'églises et de palais qu'il renfermait, de la belle architecture de ces édifices, de la distribution commode des maisons principales, de la richesse de l'ameublement et de tous les objets de luxe que l'on trouvait dans la plupart. Les rues sont généralement spacieuses, régulières et bien percées. Rien ne semblait être en discordance dans cette cité. Tout annonçait son opulence et le commerce immense qu'elle faisait des produits des quatre parties du monde.

« La construction variée des palais, des maisons et des églises, ajoutait infiniment à la beauté de la ville. Il y avait des quartiers qui, par le genre d'architecture des différents édifices, indiquaient

par quelles nations en général ils étaient habités : ainsi, on distinguait facilement le quartier des Francs, celui des Chinois ou des Indiens, celui des Allemands. Le Kremlin pouvait être considéré comme la citadelle de Moscou : il est au centre de la ville, sur un promontoire assez élevé, entouré d'une muraille à crénaux, et flanqué, de distance en distance, par des tours armées de canons. Le bazar, dont nous avons parlé, ordinairement rempli de marchandises de l'Inde et de fourrures précieuses, était devenu la proie des flammes, et l'on ne put profiter que des objets qui avaient été emmagasinés dans les caves, où les soldats pénétrèrent après l'incendie, qui consuma presque tout l'extérieur de ce bel édifice. Le palais des empereurs, celui du sénat, les archives, l'arsenal, et deux temples fort anciens, occupent le reste du Kremlin. Ces divers monuments, d'une riche architecture, se présentent majestueusement tout autour de la place d'armes. On s'imagine être transporté sur la place publique de l'antique Athènes, où l'on admirait, d'un côté, l'aréopage et le temple de Minerve ; de l'autre, l'académie et l'arsenal. Entre les deux temples s'élève une tour cylindrique, en forme de colonne, désignée sous le nom de tour d'Ivan : c'est plutôt un minaret égyptien, dans l'intérieur duquel on a suspendu plusieurs cloches de diverses grandeurs. Au pied de cette tour on en voit une d'une grosseur prodigieuse, dont il est parlé par tous les historiens. Du haut de la tour on découvre toute la ville et ses environs : elle se dessine sous la forme d'une étoile à quatre branches bifurquées. Les couleurs variées des toits des maisons ; l'or et l'argent qui recouvrent les dômes et les chapiteaux des clo-



chers, dont le nombre est considérable, donnent à cette cité l'aspect le plus pittoresque. Rien n'égale la richesse de l'un des temples ou églises du Kremlin (c'était le tombeau des empereurs) : ses parois sont recouvertes de plaques de vermeil de cinq à six lignes d'épaisseur, sur lesquelles est représentée en relief l'histoire de l'ancien et du nouveau Testament : les lustres et les candélabres d'argent massif étaient surtout remarquables par leurs proportions extraordinaires.

« Les hôpitaux, qui fixèrent particulièrement mon attention, sont dignes de la nation la plus civilisée du monde : je les distingue en hôpitaux militaires et en hospices civils. Le grand hôpital militaire est divisé en trois parties présentant ensemble un parallélogramme. La principale partie a été construite sur le bord d'une grande route, en face d'une caserne immense, qu'on peut comparer à l'Ecole Militaire de Paris. Deux bâtiments latéraux, en coupant à angles droits le premier, forment l'enceinte de la cour, d'où l'on communique dans un beau et vaste jardin qui sert de promenade aux malades. Un portique, à colonnes d'ordre composite, forme la façade de ce bâtiment, élevé de deux étages. On entre d'abord dans un vestibule spacieux, où correspondent les portes d'entrée des salles du rez-de-chaussée, et où est placé un grand et magnifique escalier qui conduit aux étages supérieurs. Les salies occupent toute la longueur du bâtiment : elles sont percées, de chaque côté, de fenêtres qui vont du plancher jusqu'au plafond : elles sont à doubles châssis de vitres, comme dans toute la Russie, et parfaitement closes en hiver : des poêles sculptés sont placés dans l'intérieur aux dis-

tances convenables. Il règne dans les salles quatre rangs de lits uniformes, séparés par les espaces que commande la salubrité; chaque rang est composé de cinquante lits, dont le nombre total pouvait se monter à plus de trois mille: les trois corps de logis de l'hôpital renferment quatorze salles principales, à peu près de la même étendue. Les usines, la pharmacie, la cuisine et tous les accessoires sont établis très commodément dans autant d'endroits isolés, à portée des salles. Cet hôpital est un des mieux construits, des plus vastes et des plus beaux que j'aie jamais vus.

« Les hospices civils sont également dignes d'attention. Les quatre principaux sont l'hôpital de Cheremetow, celui de Galitzin, l'hôpital d'Alexandre, et celui des Enfants-Trouvés.

« Le premier, remarquable par sa forme, sa construction et ses distributions intérieures, fut destiné à recevoir les blessés et malades de la garde.

« Cet hospice, élevé de trois étages, a la forme d'un croissant: derrière cet édifice se trouvent les accessoires. Un beau portique, qui fait saillie au centre de cette demi-lune, forme l'entrée d'une chapelle qui occupe le milieu du bâtiment; cette chapelle, surmontée d'un dôme, autour de laquelle correspondent les principales salles destinées aux malades, renferme le mausolée du prince fondateur: elle est ornée de colonnes de stuc, de statues et de beaux tableaux. La pharmacie est une des plus belles et des plus riches que je connaisse.

« L'hôpital des Enfants-Trouvés, situé sur le bord de la Moscowa, protégé par le canon du Kremlin, est sans contredit le plus vaste et le plus



bel établissement de ce genre qu'il y ait en Europe. Il se compose de deux portions d'édifices : la première, où est la porte d'entrée, est destinée au logement du gouverneur, pris parmi les anciens généraux d'armée, à celui de l'administration, des officiers de santé, des bureaux et de toutes les personnes attachées au service de l'hospice ; la deuxième forme un carré parfait. Au milieu de la cour, qui est très grande, est une fontaine à réservoir, qui distribue l'eau de la rivière dans tout l'hôpital. Chacun des côtés se compose de quatre grands étages, autour desquels règne un corridor régulier, peu large, assez spacieux cependant pour que l'air et les individus y circulent librement. Les salles occupent le reste de la largeur et toute la longueur de chaque aile du bâtiment. Dans chaque salle sont placés deux rangs de lits à rideaux : leur grandeur est relative à celle des enfants ; le quartier des garçons est séparé de celui des filles ; la plus grande propreté et le plus grand ordre règnent partout.

« A peine avons-nous pris possession de la ville, et étions-nous parvenus par nos efforts à éteindre le feu que les Russes avaient allumé dans les plus beaux quartiers, que, par suite de deux causes majeures, l'incendie se renouvela d'une manière plus vive, se propagea rapidement d'une section de la ville à l'autre, et embrasa toute la cité. La première de ces causes est justement rapportée à la volonté bien prononcée d'une certaine classe de Russes, que l'on dit être les individus détenus dans les prisons, dont les portes avaient été ouvertes au départ de l'armée : ces misérables, excités soit par un ordre supérieur, soit par un mouvement spon-

tané, dans la vue sans doute d'exercer le pillage, se portaient, aux yeux de tout le monde, d'un palais à l'autre, ou d'une maison à une autre, pour y mettre le feu. Les patrouilles françaises, quoique nombreuses et fréquentes, n'avaient pu les empêcher. J'ai vu prendre plusieurs de ces misérables sur le fait; on avait saisi dans leurs mains des mèches allumées et des matières combustibles. La peine de mort, appliquée à ceux qu'on prenait en flagrant délit, ne faisait nulle impression sur les autres; et l'incendie continua trois jours et trois nuits sans interruption. En vain nos soldats couvèrent les maisons pour l'arrêter; la flamme franchissait bientôt les espaces, et en un clin d'œil les bâtiments ainsi isolés étaient embrasés. La deuxième cause devait être attribuée aux vents impétueux de l'équinoxe, toujours très forts dans ces contrées, et à la faveur desquels le feu croissait et se déployait avec une activité extraordinaire.

« Il serait difficile, dans quelque circonstance que ce soit, d'avoir un tableau plus horrible que celui qui affligeait nos regards. Ce fut surtout pendant la nuit du 18 au 19 septembre, époque où l'incendie était au plus haut degré, que ces effets offraient un spectacle étonnant : le temps était beau et sec, les vents n'ayant cessé de régner de l'est au nord, ou du nord à l'est. Pendant cette nuit, dont l'image effrayante restera toujours gravée dans mon souvenir, toute la cité était embrasée; des gerbes épaisses de flammes de couleurs variées s'élevaient de toutes parts jusqu'aux nues, couvraient en entier l'horizon, portant au loin une lumière éclatante et une chaleur brûlante. Ces gerbes de feu, projetées dans tous les sens, et entraînées par la violence des



vents, étaient accompagnées dans leur ascension et dans leur marche rapide par un sifflement épouvantable et par des détonations foudroyantes, résultat de la combustion des poudres, du salpêtre, des huiles, résines et eaux-de-vie, dont la plupart des maisons et des boutiques étaient remplies. Les plaques de tôle vernissées, qui couvraient les bâtiments, se détachaient brusquement par l'effet de la chaleur, et allaient jaillir au loin. Des portions très considérables de poutres ou de solives de sapin enflammées, lancées à de très grandes distances, servaient à propager l'incendie jusqu'aux maisons que l'on croyait les moins exposées à cause de leur éloignement. L'épouvante et la terreur avaient frappé tout le monde. La garde, le quartier général et le chef de l'armée quittèrent le Kremlin et la cité, et allèrent établir un camp à Pétrowski, château de Pierre-le-Grand, sur la route de Pétersbourg. Je restai avec un très petit nombre de mes camarades dans une maison bâtie en pierre, isolée, et située au sommet du quartier franc, près du Kremlin : je pus facilement observer de là tous les phénomènes de cet épouvantable embrasement. Nous avions envoyé nos équipages au camp, étant toujours sur le qui-vive, pour parer aux événements ou pour les prévenir.

« Les hommes du bas peuple, qui étaient restés dans Moscou, pourchassés d'une maison à l'autre par l'incendie, jetaient des cris lamentables ; très jaloux de sauver ce qu'ils avaient de plus précieux, ils se chargeaient de ballots qu'ils avaient peine à porter, et que souvent on les voyait abandonner pour se soustraire aux flammes. Les femmes, conduites par un sentiment d'humanité bien naturel,

emportaient un ou deux enfants sur leurs épaules, traînaient les autres par la main ; et, pour échapper à la mort qui les menaçait de toutes parts, couraient, les jupes retroussées, se réfugier dans les recoins des rues et des places ; mais l'activité du feu les forçait bientôt d'abandonner cet asile et de fuir précipitamment de tous côtés sans pouvoir quelquefois sortir de cette espèce de labyrinthe, où plusieurs d'entre elles trouvèrent une fin malheureuse. J'ai vu des vieillards, dont la longue barbe avait été atteinte par les flammes, traînés sur de petits chariots par leurs propres enfants, qui s'empressaient de les enlever de ce véritable Tartare.

« Quant à nos soldats, tourmentés par la faim et la soif, ils bravaient tous les dangers pour ravir du fond des caves et boutiques embrasées les comestibles, les vins, les liqueurs ou autres objets plus ou moins utiles. On les voyait courir dans les rues, pêle-mêle avec les habitants désespérés, emportant tout ce qu'ils avaient pu arracher aux ravages de cet affreux incendie. Enfin, en huit ou dix jours, cette immense et superbe cité fut réduite en cendres, à l'exception du palais Kremlin, de quelques grandes maisons et de toutes les églises : ces édifices sont bâtis en pierre.

« Cette calamité jeta l'armée dans une grande consternation, et nous présagea de plus grands malheurs. Nous crûmes tous ne pouvoir plus trouver ni subsistances ni étoffes, ni les autres objets nécessaires à l'habillement des troupes, et dont on avait le plus pressant besoin. Quelle idée plus sinistre pouvait se présenter à notre imagination ! Cependant le quartier général vint, après l'in-



cendie, s'établir de nouveau au Kremlin, et la garde se logea dans quelques maisons du quartier franc qui avaient été épargnées. Chacun reprit l'exercice de ses fonctions.

« On découvrit, à force de recherches, des magasins de farine, de viande, de poisson salé, d'huile, d'eau-de-vie, de vins et de liqueurs. On en fit quelques distributions aux soldats; mais on voulut beaucoup trop épargner ou emmagasiner; et cet excès de prévoyance, qui n'est quelquefois qu'un prétexte, conduisit à brûler par la suite ou à laisser dans ces magasins des denrées de tout genre, dont on aurait pu tirer les plus grands avantages, et qui auraient même suffi aux besoins de l'armée pendant plus de six mois, si l'on fût resté à Moscou. Il en fut ainsi principalement pour les étoffes et les fourrures qu'on aurait dû s'empresser de faire confectionner, de manière à fournir à nos troupes tous les vêtements capables de les préserver, le plus possible, de la rigueur du froid auquel il fallait s'attendre. De leur côté, les soldats, qui ne songent jamais à l'avenir, loin de suppléer, pour leur intérêt, à ce défaut de précaution, ne s'occupaient qu'à recueillir les vins, les liqueurs, les matières d'or et d'argent, et méprisaient tout le reste.

Cette abondance inattendue, qu'ils devaient à leurs infatigables recherches, altéra la discipline de l'armée et la santé des hommes intempérants. Ce seul motif aurait dû nous faire presser notre départ pour la Pologne. Moscou devint pour nos troupes une nouvelle Capoue. Les chefs de l'armée ennemie entretenaient les nôtres dans des espérances de paix: Les préliminaires devaient être signés d'un jour à l'autre. Pendant des nuées de

Cosaques couvraient nos cantonnements, et nous enlevaient tous les jours un grand nombre de fourrageurs. Le général Kutusoff rassemblait les débris de son armée et la fortifiait des recrues qu'il recevait de toutes parts. Insensiblement et sous divers prétextes de pacification, ses avant-gardes se rapprochèrent des nôtres. Enfin, le terme des négociations était arrivé, et c'est au moment où l'ambassadeur français devait obtenir une première décision, que le corps d'armée du prince Joachim fut enveloppé. Notre général ambassadeur put à peine franchir les obstacles qu'il rencontra pour se rendre à Moscou. Déjà plusieurs portions de nos troupes et quelques pièces de canon avaient été enlevées. Néanmoins, les divers corps de cette avant-garde, d'abord dispersés, se rallient, rompent la colonne russe qui les cernait, prennent une position favorable, et s'élancent tour à tour sur la cavalerie nombreuse de l'ennemi, qu'ils repoussent avec force en reprenant une partie des pièces d'artillerie et des soldats faits prisonniers dans la première attaque. Enfin, l'arrivée du général Lauriston et des blessés nous confirma, au quartier général, la reprise des hostilités. Des ordres sont aussitôt donnés pour le départ subit de l'armée; la générale se fait entendre : tous les corps se disposent à exécuter ce mouvement précipité. On se hâte de faire quelques provisions, et l'on se met en marche dans la journée du 19 octobre. »

Sur le couronnement, etc. — Décrets de Berlin et de Milan. — Grande cause de la haine des Anglais.

Dimanche 25.

Le temps s'est remis tout à fait au beau. L'Em-



pereur a déjeuné sous la tente ; il nous y a tous fait appeler. La conversation a conduit à parler des cérémonies du couronnement. Il demandait des renseignements à l'un de nous qui y avait assisté, et qui n'a pu les donner. Il les a demandés à un autre ; mais celui-ci n'y avait pas été. « Où étiez-vous donc alors ? lui a dit l'Empereur. — Sire, à Paris. — Et comment ! vous n'avez pas vu le couronnement ? — Non, Sire. » L'Empereur alors le regardant de travers et saisissant son oreille, lui a dit : « Vous seriez-vous avisé de faire l'aristocrate à ce point ? — Mais, Sire, mon heure n'était pas venue. — Mais vous avez du moins vu le cortège ? — Ah ! Sire, si ma curiosité l'eût emporté, j'aurais couru du moins à ce qu'il y avait de plus digne, de plus précieux à voir, et je ne dois rien diminuer ici de mon mérite ou de mes torts. J'avais pourtant un billet, et j'aimai mieux en faire hommage à la dame anglaise dont je parlais dernièrement à Votre Majesté, laquelle, par parenthèse, y attrapa un rhume dont elle manqua mourir. Moi, je restai tranquillement chez moi. — Ah ! c'est trop fort, dit l'Empereur, le vilain aristocrate ! Comment ? Vraiment, vous en étiez à ce point ? — Hélas ! oui, Sire, a repris l'accusé, et pourtant me voici près de vous, et à Sainte-Hélène. » Et l'Empereur, lâchant l'oreille, a souri.

Après déjeuner, il m'est venu un capitaine de l'artillerie anglaise, ayant été six ans à l'île de France. Il devait partir le lendemain pour l'Europe. Il m'a supplié, sous mille formes et mille manières, de lui obtenir le bonheur de voir l'Empereur. Il eût, disait-il, donné tout au monde pour une telle faveur, sa reconnaissance serait sans

bornes, etc. Nous avons causé fort longtemps : l'Empereur faisait son tour en calèche, je n'avais pas été de la course. A sa rentrée, j'ai été assez heureux pour remplir les vœux de l'officier anglais. Il a été reçu plus d'un quart d'heure par l'Empereur ; il en était ivre de satisfaction, n'ignorant pas que cette faveur devenait chaque jour plus rare. Tout l'avait frappé, disait-il, au dernier degré dans Napoléon ; ses traits, son affabilité, le son de sa voix, ses expressions, les questions qu'il avait faites ; c'était, me disait-il, un héros, un dieu !

Le temps était délicieux. L'Empereur a continué de se promener dans le jardin, entouré de nous. Il discutait sur le non-succès de la négociation de l'un de nous ; chose que l'Empereur avait jugée des plus simples, et qui s'était trouvée des plus délicates pour le négociateur. Il avait dû proposer un papier à des officiers anglais, pour qu'ils le publiassent en Angleterre.

L'Empereur s'acquittait de sa censure avec sa logique ordinaire, avec l'esprit et le sel qui lui sont familiers ; toutefois, il en était fort contrarié ; sa conversation est devenue forte, il l'a poussée jusqu'à l'humeur, et c'était pour la première fois peut-être que le patient en éprouvait les marques. « Enfin, a-t-il conclu, ce que vous proposiez là à d'autres, monsieur, après tout, vous l'eussiez accepté vous-même à leur place. — Non, Sire. — Comment non ? Eh bien ! a-t-il ajouté d'une manière réprobative, vous ne seriez pas mon ministre de la police. — Et Votre Majesté aurait raison, a répliqué vivement celui-là, qui s'était ému à son tour ; je ne me sens aucune disposition pour un tel poste. » Un instant avant le dîner, l'Empereur, le



voyant entrer dans le salon, a dit : « Ah ! voilà notre petit officier de police. Venez, approchez, mon petit officier de police ; » et lui a pincé l'oreille. Bien que des heures se fussent écoulées depuis la conversation vive, l'Empereur se la rappelait ; il savait celui qui en avait été l'objet très sensible ; et il était visible qu'il voulait en effacer l'impression. Voilà des nuances caractéristiques ; et celles qui ressortent des objets les plus petits sont les plus naturelles, les plus sûres.

Après le dîner, la conversation a conduit l'Empereur à parcourir le sujet spécial de sa querelle maritime avec l'Angleterre. « La prétention du blocus sur le papier, disait-il, lui valut mon fameux décret de Berlin. Le Conseil britannique, dans sa colère, lance ses arrêts ; il établissait un octroi sur les mers. Riposté aussitôt par les célèbres décrets de Milan, qui dénationalisent tout pavillon qui se soumettrait aux actes anglais ; et c'est alors que la guerre devint, en Angleterre, vraiment personnelle. La rage contre moi saisit tous ceux qui tenaient au commerce, l'Angleterre s'indigna d'une lutte et d'une énergie qu'elle ne connaissait pas. Elle avait toujours trouvé ceux qui m'avaient devancé plus complaisants. »

L'Empereur, plus tard, a développé les mesures par lesquelles il avait forcé les Américains à se battre contre les Anglais ; il avait trouvé le moyen, disait-il, d'attacher leurs intérêts à leurs droits ; car c'est pour les premiers qu'on se bat, disait-il, beaucoup plus que pour les seconds.

Aujourd'hui, l'Empereur s'attendait, disait-il, à quelques tentatives prochaines des Anglais sur la souveraineté des mers, à quelque octroi univer-

sel, etc. « C'est pour eux, disait-il, un des grands moyens d'acquitter leurs dettes, de sortir de l'abîme où ils se trouvent plongés ; en un mot, de se tirer d'affaire. S'ils ont parmi eux un génie hardi, une tête forte, ils doivent entreprendre quelque chose de la sorte. Personne ne saurait s'y opposer, et ils peuvent présenter la chose avec une espèce de justice. Ils ont à faire valoir que c'est pour le salut de l'Europe qu'ils en sont arrivés là ; qu'ils ont réussi ; qu'on leur en doit quelque récompense. Et puis, il n'est plus en Europe de vaisseaux de guerre que les leurs. Ils règnent aujourd'hui de fait sur les mers. Il n'existe plus de droits publics quand l'équilibre est rompu, etc., etc.

« Les Anglais peuvent tout aujourd'hui, s'ils veulent se réduire à rentrer dans leurs vaisseaux. Mais ils exposeront leur supériorité, compliqueront leurs affaires, et perdront insensiblement jusqu'à la considération, s'ils s'obstinent à conserver des soldats sur le continent. »

Relation de la campagne de Waterloo, dictée par Napoléon.

Lundi 26.

L'Empereur est sorti de très grand matin, même avant sept heures ; il n'a voulu faire lever aucun de nous. Le temps était fort beau ; il s'est mis à travailler seul dans le jardin, sous la tente, où il nous a fait appeler tous pour déjeuner. Il y est demeuré jusqu'à deux heures.

A dîner, il a beaucoup parlé de notre situation dans l'île. Il ne voulait pas, disait-il, bouger de Longwood ; ne se souciait d'aucune visite ; mais il désirait que nous prissions quelque diversion ; que



nous cherchassions à nous égayer. Il nous aurait vus avec plaisir, disait-il, nous mouvoir et nous produire davantage, etc.

L'Empereur a fait lire ses premières dictées sur la bataille de Waterloo au général Gourgaud. Quelles pages!... elles font mal!... Les destinées de la France ont tenu à si peu de chose!!!...

*N. B.* La dernière rédaction a été publiée en Europe, en 1820<sup>1</sup>. On était venu à bout de la faire sortir furtivement de Sainte-Hélène, en dépit de toute vigilance. Dès que cette relation de Waterloo parut dans le monde, personne ne se trompa sur son auteur. On s'est écrié : Napoléon seul pouvait la décrire de la sorte ; et l'on assure que c'est précisément ainsi que s'est exprimé le généralissime son antagoniste lui-même. Quels beaux chapitres!... Il serait impossible d'en essayer une analyse ; il faut lire l'original. Toutefois, nous transcrivons littéralement ici les dernières pages, contenant, en forme de résumé, neuf observations de Napoléon sur les fautes qu'on lui a reprochées dans cette campagne.

Ce sont des points qui demeureront classiques, et nous avons pensé qu'on ne serait pas fâché de retrouver ici des objets qui deviennent, toutes les fois que l'occasion s'en présente, le sujet de vives et importantes discussions.

Nous ferons précéder ces observations, et toujours de la dictée de Napoléon, du tableau des ressources qui restaient encore à la France après la perte de la bataille.

1. Mémoires pour servir à l'Histoire de France en 1815.

« La position de la France était critique après la bataille de Waterloo, mais non désespérée. Tout avait été préparé dans l'hypothèse qu'on échouât dans l'attaque de la Belgique. Soixante-dix mille hommes étaient ralliés le 27 entre Paris et Laon; vingt-cinq\* à trente mille hommes, y compris les dépôts de la garde, étaient en marche de Paris et des dépôts; le général Rapp, avec vingt-cinq mille hommes de troupes d'élite, devait être arrivé, dans les premiers jours de juillet, sur la Marne; toutes les pertes du matériel de l'artillerie étaient réparées. Paris seul contenait cinq cents pièces de canons de campagne, et on n'en avait perdu que cent soixante-dix. Ainsi, une armée de cent vingt mille hommes, égale à celle qui avait passé la Sambre le 15, ayant un train d'artillerie de trois cent cinquante bouches à feu, couvrait Paris au 1<sup>er</sup> juillet. Cette capitale avait, indépendamment de cela, pour sa défense, trente-six mille hommes de garde nationale, trente mille tirailleurs, six mille canonniers, six cents bouches à feu en batterie, des retranchements formidables sur la rive droite de la Seine, et en peu de jours ceux de la rive gauche eussent été complètement terminés. Cependant les armées anglo-hollandaises et prusso-saxonnes, affaiblies de plus de quatre-vingt mille hommes, n'étant plus que de cent quarante mille, ne pouvaient dépasser la Somme avec plus de quatre-vingt-dix mille hommes; elles y attendraient la coopération des armées autrichiennes et russes, qui ne pouvaient être avant le 15 juillet sur la Marne. Paris avait donc vingt-cinq jours pour préparer sa défense, achever son armement, ses fortifications, ses approvisionnements et attirer des



troupes de tous les points de la France. Au 15 juillet même, il n'y aurait que trente ou quarante mille hommes arrivés sur le Rhin. La masse des armées russes et autrichiennes ne pouvait entrer en action que plus tard. Ni les armes, ni les munitions, ni les officiers ne manquaient dans la capitale; on pouvait porter facilement les tirailleurs à quatre-vingt mille hommes, et augmenter l'artillerie de campagne jusqu'à six cents bouches à feu.

« Le maréchal Suchet, réuni au général Lecourbe, aurait, à la même époque, plus de trente mille hommes devant Lyon, indépendamment de la garnison de cette ville, qui serait bien armée, bien approvisionnée et bien retranchée. La défense de toutes les places fortes était assurée: elles étaient commandées par des officiers de choix, et gardées par des troupes fidèles. Tout pouvait se réparer, mais il fallait du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouvernement, des chambres, de la nation tout entière!!! Il fallait qu'elle fût animée par le sentiment de l'honneur, de la gloire, de l'indépendance nationale; qu'elle fixât les yeux sur Rome après la bataille de Cannes, et non sur Carthage après Zama!!! Si la France s'élevait à cette hauteur, elle était invincible. Son peuple contenait plus d'éléments militaires qu'aucun autre peuple du monde. Le matériel de guerre était en abondance, et pouvait suffire à tous les besoins.

« Le 21 juin, le maréchal Blücher et le duc de Wellington entrèrent sur deux colonnes sur le territoire français. Le 22, le feu prit au magasin à poudre d'Avesnes; la place se rendit. Le 24, les Prussiens entrèrent dans Guise, et le duc de Wellington à Cambrai. Le 26, il était à Péronne. Pen-

dant tout ce temps, les places de première, deuxième et troisième lignes de la Flandre étaient investies. Cependant ces deux généraux apprirent le 25 l'abdication de l'Empereur, qui avait eu lieu le 22 ; l'insurrection des Chambres, le découragement que ces circonstances jetèrent dans l'armée, et les espérances qu'en concevaient les ennemis intérieurs. Dès lors, ils ne songèrent plus qu'à marcher sur la capitale, sous les murs de laquelle ils arrivèrent les derniers jours de juin, avec moins de quatre-vingt-dix mille hommes ; démarche qui leur aurait été funeste et eût entraîné leur ruine totale, s'ils l'eussent hasardée devant Napoléon ; mais ce prince avait abdiqué !!! Les troupes de ligne qui se trouvaient à Paris, plus de six mille hommes des dépôts de la garde, les tirailleurs de la garde nationale, choisis dans le peuple de cette grande capitale, lui étaient tout dévoués ; il pouvait foudroyer les ennemis intérieurs !!!... Mais pour développer les motifs qui ont réglé sa conduite dans cette occasion si importante, et qui a eu de si funestes conséquences pour lui et la France, il faut reprendre le récit de plus loin, etc., etc.

*Première observation.*

« On a reproché à l'Empereur : 1° de s'être démis de la dictature au moment où la France avait le plus grand besoin d'un dictateur ; 2° d'avoir changé les constitutions de l'empire dans un moment où il ne fallait songer qu'à le préserver de l'invasion ; 3° d'avoir souffert qu'on alarmât les Vendéens, qui d'abord avaient refusé de prendre les armes contre le régime impérial ; 4° d'avoir



réuni les Chambres, lorsqu'il suffisait de réunir les armées ; 5° d'avoir abdiqué et laissé la France à la merci d'une Assemblée divisée et sans expérience ; car enfin, s'il est vrai qu'il fût impossible de sauver la patrie sans la confiance de la nation, il ne l'est pas moins que la nation, dans ces circonstances critiques, ne pouvait sauver ni son honneur ni son indépendance sans Napoléon. »

Nous ne ferons aucune réflexion sur des matières qui sont approfondies et longuement traitées dans le livre X.

« L'art avec lequel les mouvements des divers corps d'armée ont été dérobés à la connaissance de l'ennemi, au début de la campagne, ne saurait être trop remarqué. Le maréchal Blücher et le duc de Wellington ont été surpris ; ils n'ont rien vu, rien su de tous les mouvements qui s'opéraient près de leurs avant-postes. »

#### *Deuxième observation.*

« Pour attaquer les deux armées ennemies, les Français pouvaient déborder leur droite, leur gauche et percer leur centre. Dans le premier cas, ils déboucheraient par Lille et rencontreraient l'armée anglo-hollandaise ; dans le second, ils déboucheraient par Givet et Charlemont, et rencontreraient l'armée prusso-saxonne. Ces deux armées restaient réunies, puisqu'elles seraient pressées l'une sur l'autre, de la droite sur gauche et de la gauche sur la droite. L'Empereur adopta le parti de couvrir ses mouvements par la Sambre et de percer la ligne des deux armées à Charleroi, point de leur jonction, manœuvrant avec rapidité et habi-

leté. Il trouva ainsi dans les secrets de l'art des moyens supplémentaires qui lui tinrent lieu de cent mille hommes qui lui manquaient. Ce plan fut conçu et exécuté avec audace et sagesse. »

*Troisième observation.*

« Le caractère de plusieurs généraux avait été détrempé par les événements de 1814; ils avaient perdu quelque chose de cette audace, de cette résolution et de cette confiance qui leur avaient valu tant de gloire et avaient tant contribué au succès des campagnes passées.

« 1<sup>o</sup> Le 15 juin, le troisième corps devait prendre les armes à trois heures du matin, et arriver devant Charleroi à dix heures; il n'arriva qu'à trois heures après midi.

« 2<sup>o</sup> Le même jour, l'attaque des bois en avant de Fleurus, qui avait été ordonnée pour quatre heures après midi, n'eut lieu qu'à sept heures. La nuit survint avant qu'on pût entrer à Fleurus, où le projet du chef avait été de placer son quartier général ce même jour. Cette perte de sept heures était bien fâcheuse au début d'une campagne.

« 3<sup>o</sup> Ney reçut l'ordre de se porter le 16, avec quarante-trois mille hommes qui composaient la gauche qu'il commandait, en avant des Quatre-Bras, d'y prendre position à la pointe du jour, et même de s'y retrancher. Il hésita, perdit huit heures. Le prince d'Orange, avec neuf mille hommes seulement, conserva, le 16, jusqu'à trois heures après midi, cette importante position. Lorsqu'enfin le maréchal reçut à midi l'ordre daté de Fleurus, et qu'il vit que l'Empereur allait en venir



aux mains avec les Prussiens, il se porta sur les Quatre-Bras, mais seulement avec la moitié de son monde, et laissa l'autre moitié pour appuyer sa retraite, à deux lieues derrière ; il l'oublia jusqu'à six heures du soir, où il en sentit le besoin pour sa propre défense. Dans les autres campagnes, ce général eût occupé à six heures du matin la position en avant des Quatres-Bras, eût défait et pris toute la division belge ; et eût, ou tourné l'armée prussienne en faisant, par la chaussée de Namur, un détachement qui fût tombé sur les derrières de la ligne de bataille ; ou, en se portant avec rapidité sur la chaussée de Gennapes, il eût surpris en marche et détruit la division de Brunswick et la cinquième division anglaise, qui venaient de Bruxelles, et de là eût marché à la rencontre des première et troisième divisions anglaises, qui arrivaient par la chaussée de Nivelles, l'une et l'autre sans cavalerie ni artillerie, et harassées de fatigue. Toujours le premier dans le feu, Ney oubliait les troupes qui n'étaient pas sous ses yeux. La bravoure que doit montrer un général en chef est différente de celle que doit avoir un général de division, comme celle-ci ne doit pas être celle d'un capitaine de grenadiers.

« 4° L'avant-garde de l'armée française n'arriva le 17 devant Waterloo, qu'à six heures du soir : sans de fâcheuses hésitations, elle y fût arrivée à trois heures. L'Empereur en parut fort contrarié ; il dit, en montrant le soleil : « Que ne donnerais-je pas pour avoir aujourd'hui le pouvoir de Josué, et retarder sa marche de deux heures. »

*Quatrième observation.*

« Jamais le soldat français n'a montré plus de courage, de bonne volonté et d'enthousiasme ; il était plein du sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. Sa confiance dans l'Empereur était tout entière, et peut-être encore accrue ; mais il était ombrageux et méfiant envers ses autres chefs. Les trahisons de 1814 étaient toujours présentes à son esprit ; tout mouvement qu'il ne comprenait pas l'inquiétait ; il se croyait trahi. Au moment où les premiers coups de canon se tiraient près de Saint-Amand, un vieux caporal s'approcha de l'Empereur, et lui dit : « Sire, méfiez-vous du maréchal Soult ; soyez certain qu'il nous trahit. — Sois tranquille, lui répond ce prince, j'en réponds comme de moi. » Au milieu de la bataille, un officier fit le rapport au maréchal Soult, que le général Vandamme était passé à l'ennemi ; que ses soldats demandaient à grands cris qu'on en instruisît l'Empereur. Sur la fin de la bataille, un dragon, le sabre tout dégouttant de sang, accourut criant : « Sire, venez vite, à la division, le général Dhénin harangue les dragons pour passer à l'ennemi. — L'as-tu entendu ? — Non, sire, mais un officier qui vous cherche l'a vu et m'a chargé de vous le dire. » Pendant ce temps, le brave général Dhénin recevait un boulet de canon qui lui emportait une cuisse, après avoir repoussé une charge ennemie.

« Le 14 au soir, le lieutenant général Bourmont, le colonel C..... et l'officier de l'état-major V..... avaient déserté du quatrième et passé à l'ennemi. Leurs noms seront en exécration tant que le



peuple français formera une nation. Cette désertion avait fort augmenté l'inquiétude du soldat. Il paraît à peu près constant qu'on a crié *saute qui peut!* à la quatrième division du premier corps, le soir de la bataille de Waterloo, à l'attaque du village de La Haye, par le maréchal Blücher. Ce village n'a pas été défendu comme il devait l'être<sup>1</sup>. Il est également probable que plusieurs officiers porteurs d'ordres ont disparu. Mais si quelques officiers ont déserté, pas un seul soldat ne s'est rendu coupable de ce crime. Plusieurs se tuèrent sur le champ de bataille où ils étaient restés blessés, lorsqu'ils apprirent la déroute de l'armée.

*Cinquième observation.*

« Dans la journée du 17, l'armée française se trouva partagée en trois parties: soixante-neuf mille hommes, sous les ordres de l'Empereur, marchèrent sur Bruxelles par la chaussée de Charleroi; trente-quatre mille hommes, sous les ordres du maréchal Grouchy, se dirigèrent sur cette capitale par la chaussée de Wavres, à la suite des Prussiens; sept à huit mille hommes restèrent sur le champ de bataille de Ligny, savoir: trois mille hommes de la division Girard, pour porter secours aux blessés, et former, dans tous les cas imprévus, une réserve aux Quatre-Bras; quatre à cinq mille

1. M. le lieutenant général Durutte, mutilé dans cette désastreuse journée, et qui commandait la quatrième division mentionnée ici, déclare qu'il y a erreur de numéro, sans doute, dans la dictée de Napoléon, ou qu'il y aurait eu inexactitude ou malveillance dans le rapport qu'on lui aurait fait. (Voyez sa lettre insérée dans le *Constitutionnel* du 25 janvier 1820.)

hommes, formant les parcs de réserve, restèrent à Fleurus et à Charleroi. Les trente-quatre mille hommes du maréchal Grouchy, ayant cent huit pièces de canon, étaient suffisants pour culbuter l'arrière-garde prussienne dans toutes les positions qu'elle prendrait, presser la retraite de l'armée vaincue, et la contenir. C'était un beau résultat de la victoire de Ligny de pouvoir ainsi opposer trente-quatre mille hommes à une armée qui avait été de cent vingt mille hommes. Les soixante-neuf mille hommes sous les ordres de l'Empereur étaient suffisants pour battre l'armée anglo-hollandaise, de quatre-vingt-dix mille hommes. La disproportion qui existait le 15 entre les deux masses belligérantes, qui étaient alors dans le rapport d'un à deux, était bien changée; elle n'était plus que dans le rapport de trois à quatre. Si l'armée anglo-hollandaise avait battu les soixante-neuf mille hommes qui marchaient contre elle, on eût pu reprocher à Napoléon d'avoir mal calculé; mais il est constant, même de l'aveu des ennemis, que sans l'arrivée du général Blücher, l'armée anglo-hollandaise aurait perdu son champ de bataille entre huit et neuf heures du soir. Sans l'arrivée du maréchal Blücher à huit heures du soir, avec ses premier et deuxième corps, la marche sur Bruxelles, sur deux colonnes, pendant la journée du 17, avait plusieurs avantages. La gauche poussait et contenait l'armée anglo-hollandaise; la droite, sous les ordres du maréchal Grouchy, poursuivait et contenait l'armée prusso-saxonne, et le soir, toute l'armée française devait se trouver réunie sur une ligne de cinq petites lieues de Mont-Saint-Jean à Wavres, ayant ses avant postes au bord de la forêt. Mais la faute



que fit le maréchal Grouchy, de s'arrêter le 17 à Gembloux, n'ayant fait dans la journée que deux petites lieues, au lieu de continuer jusque vis-à-vis Wavres, c'est-à-dire d'en faire encore trois, fut aggravée et rendue irréparable par celle qu'il fit le lendemain 18, en perdant douze heures, et n'arrivant qu'à quatre heures après midi devant Wavres, au lieu d'y arriver à six heures du matin.

« 1° Chargé de poursuivre le maréchal Blücher, Grouchy le perdit de vue pendant vingt-quatre heures, depuis le 17 à quatre heures après midi, jusqu'au 18 à quatre heures après midi.

« 2° Le mouvement de la cavalerie sur le plateau, pendant que l'attaque du général Bulow n'était pas encore repoussée, fut un accident fâcheux. L'intention du chef était d'ordonner ce mouvement, mais une heure plus tard, et de le faire soutenir par les seize bataillons d'infanterie de la garde et cent pièces de canon.

« 3° Les grenadiers à cheval et les dragons de la garde, que commandait le général Guyot, s'engagèrent sans ordre. Ainsi, à cinq heures après midi, l'armée se trouva sans avoir une réserve de cavalerie. Si à huit heures et demie cette réserve eût existé, l'orage qui bouleversa le champ de bataille eût été conjuré, les charges de cavalerie ennemie repoussées, les deux armées eussent couché sur le champ de bataille, malgré l'arrivée successive du général Bulow et du maréchal Blücher; l'avantage eût encore été pour l'armée française, car les trente-quatre mille hommes du maréchal Grouchy ayant cent huit pièces de canon, étaient frais et bivouaquèrent sur le champ de bataille. Les deux armées ennemies se fussent dans la nuit cou-

vertes par la forêt de Soignes. L'usage constant dans toutes les batailles était que la division des grenadiers et dragons de la garde ne perdit pas de vue l'Empereur, et ne chargeât qu'en vertu d'un ordre donné verbalement par ce prince au général qui la commandait.

« Le maréchal Mortier, qui commandait en chef la garde, quitta ce commandement le 15 à Beaumont, comme les hostilités commençaient : il ne fut pas remplacé, ce qui eut plusieurs inconvénients. »

*Sixième observation.*

« 1° L'armée française manœuvra sur la droite de la Sambre, le 13 et le 14. Elle campa, la nuit du 14 au 15, à une demi-lieue des avant-postes prussiens ; et cependant le maréchal Blücher n'eut connaissance de rien ; et lorsque le 15, dans la matinée, il apprit à son quartier général de Namur, que l'Empereur entrait à Charleroi, l'armée prussosaxonne était encore cantonnée sur une étendue de pays de trente lieues ; il lui fallait deux jours pour se réunir. Il eût dû, dès le 15 mai, porter son quartier général à Fleurus ; concentrer les cantonnements de son armée dans un rayon de huit lieues, tenant des avant-gardes sur les débouchés de la Meuse et de la Sambre. Son armée eût pu alors être à Ligny le 15 à midi, y attendre l'attaque de l'armée française, ou, dans la soirée du 15, marcher contre elle pour la jeter dans la Sambre.

« 2° Cependant, quoique surpris, le maréchal Blücher persista dans le projet de réunir son armée sur les hauteurs de Ligny, derrière Fleurus, bravant la chance d'y être attaqué avant que son armée n'y



fût arrivée. Le 16 au matin, il n'avait encore réuni que deux corps d'armée, et déjà l'armée française était à Fleurus. Le troisième corps rejoignit dans la journée; mais le quatrième, que commandait le général Bulow, ne put arriver à la bataille. Le maréchal Blücher eût dû, aussitôt qu'il sut les Français à Charleroi, c'est-à-dire dans la soirée du 15, donner pour point de rassemblement à son armée, non Fleurus, non Ligny, qui se trouvaient déjà sous le canon de son ennemi, mais Wavres, où les Français ne pouvaient arriver que le 17. Il eût eu de plus toute la journée du 16 et la nuit du 16 au 17 pour opérer le rassemblement total de son armée.

« 3° Après avoir perdu la bataille de Ligny, le général prussien, au lieu de faire sa retraite sur Wavres, eût dû l'opérer sur l'armée du duc de Wellington, soit sur les Quatre-Bras, puisque celui-ci s'y était maintenu, soit sur Waterloo. Toute la retraite du maréchal Blücher, dans la matinée du 17, fut à contre-sens, puisque les deux armées, qui n'étaient qu'à trois mille toises l'une de l'autre pendant la soirée du 16, ayant pour communication une belle chaussée, ce qui les pouvait faire considérer comme réunies, se trouvèrent le soir du 17 éloignées de plus dix mille toises, et séparées par des défilés et chemins impraticables.

« Le général prussien a violé les trois grandes règles de la guerre : 1° Tenir ses cantonnements rapprochés; 2° donner pour point de rassemblement un lieu où ils puissent tous arriver avant l'ennemi; 3° opérer sa retraite sur ses renforts. »

*Septième observation.*

« 1° Le duc de Wellington a été surpris dans ses cantonnements; il eût dû, le 15 mai, les concentrer à huit lieues autour de Bruxelles, tenant des avant-gardes sur les débouchés de Flandres. L'armée française manœuvrait depuis trois jours à portée de ses avant-postes; elle avait, depuis vingt-quatre heures, commencé les hostilités; son quartier général était depuis douze heures à Charleroi, que le général anglais ignorait encore tout à Bruxelles, et tous les cantonnements de son armée étaient encore en pleine sécurité, occupant un terrain de plus de vingt lieues.

« 2° Le prince de Saxe-Weimar, qui faisait partie de l'armée anglo-hollandaise, était le 15, à quatre heures du soir, en position en avant de Frasné, et savait que l'armée française était à Charleroi. S'il eût envoyé directement un aide de camp à Bruxelles, il y serait arrivé à six heures du soir; et cependant ce ne fut qu'à onze heures du soir que le duc de Wellington fut instruit que l'armée française était à Charleroi. Il perdit ainsi cinq heures dans une circonstance et contre un homme où la perte d'une seule heure était d'une grande importance.

« 3° L'infanterie, la cavalerie et l'artillerie de cette armée étaient cantonnées séparément, de sorte que l'infanterie se trouva engagée aux Quatre-Bras, sans cavalerie ni artillerie, ce qui lui fit éprouver une grande perte, puisqu'elle fut obligée de se tenir en colonnes serrées pour faire face aux charges de cuirassiers, et sous la mitraille de cinquante bouches à feu. Ces braves étaient ainsi à la boucherie, sans cavalerie pour les protéger, et sans



artillerie pour les venger. Comme les trois armées ne peuvent pas se passer un moment l'une de l'autre, elles doivent toujours être cantonnées et placées de manière à pouvoir toujours s'assister.

« 4° Le général anglais, quoique surpris, donna pour point de réunion à son armée les Quatre-Bras, depuis vingt-quatre heures au pouvoir des Français. Il exposait ses troupes à être défaites partiellement et à mesure de leur arrivée; le danger qu'il leur faisait courir était bien plus considérable encore, puisqu'il les faisait arriver sans artillerie et sans cavalerie; il livrait son infanterie, morcelée et sans l'assistance des deux autres armées, à son ennemi. Son point de rassemblement devait être à Waterloo; il aurait eu alors la journée du 16 et la nuit du 16 au 17, ce qui était suffisant pour y réunir toute son armée, infanterie, cavalerie, artillerie. Les Français ne pouvaient y arriver que le 17, et eussent trouvé toute son armée en position. »

#### *Huitième observation.*

« 1° Le général anglais a livré le 18 la bataille de Waterloo. Ce parti était contraire aux intérêts de sa nation, au plan général de guerre adopté par les alliés; il violait toutes les règles de la guerre. Il n'était pas de l'intérêt de l'Angleterre, qui a besoin de tant d'hommes pour recruter ses armées des Indes, de ses colonies d'Amérique, et de ses vastes établissements, de s'exposer de gaieté de cœur à une lutte meurtrière, qui pouvait lui faire perdre la seule armée qu'elle eût, et lui coûter tout au moins le plus pur de son sang. Le plan de guerre des alliés consistait à agir en masse, et à

ne s'engager dans aucune affaire partielle. Rien n'était plus contraire à leur intérêt et à leur plan que d'exposer le succès de leur cause dans une bataille chanceuse, à peu près à force égale, où toutes probabilités étaient contre eux. Si l'armée anglo-hollandaise eût été détruite à Waterloo, qu'eût servi aux alliés ce grand nombre d'armées qui se disposaient à franchir le Rhin, les Alpes et les Pyrénées?

« 2° Le général anglais, en prenant la résolution de recevoir la bataille à Waterloo, ne la fondait que sur la coopération des Prussiens; mais cette coopération ne pouvait avoir lieu que dans l'après-midi : il restait donc exposé seul, depuis quatre heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, c'est-à-dire pendant treize heures : une bataille ne dure pas ordinairement plus de six heures : cette coopération était donc illusoire.

« Mais, pour compter sur la coopération des Prussiens, il supposait donc que l'armée française était tout entière vis-à-vis de lui, et si cela était, il prétendait donc, pendant treize heures, avec quatre-vingt-dix mille hommes de troupes des diverses nations, défendre son champ de bataille contre une armée de cent quatre mille Français. Ce calcul était évidemment faux : il ne se fût pas maintenu trois heures; tout aurait été décidé à huit heures du matin, et les Prussiens ne seraient arrivés que pour être pris à revers. Dans une même journée, les deux armées eussent été détruites. S'il comptait qu'une partie de l'armée française aurait, conformément aux règles de la guerre, suivi l'armée prussienne, il devait dès lors lui être évident qu'il n'en aurait aucune assistance, et que les



Prussiens, battus à Ligny, ayant perdu vingt-cinq à trente mille hommes sur le champ de bataille, en ayant eu vingt mille d'éparpillés, poursuivis par trente-cinq ou quarante mille Français victorieux, ne se seraient pas dégarnis, et se seraient crus à peine suffisants pour se maintenir. Dans ce cas, l'armée anglo-hollandaise aurait dû seule soutenir l'effort de soixante-neuf mille Français pendant toute la journée du 18; et il n'est pas d'Anglais qui ne convienne que le résultat de cette lutte n'était pas douteux, et que leur armée n'était pas constituée de manière à supporter le choc de l'armée impériale pendant quatre heures.

« Pendant toute la nuit du 17 au 18, le temps a été horrible, ce qui a rendu les terres impraticables jusqu'à neuf heures du matin. Cette perte de six heures depuis la pointe du jour, a été tout à l'avantage de l'ennemi; mais son général pouvait-il faire dépendre le sort d'une pareille lutte du temps qu'il faisait dans la nuit du 17 au 18? Le maréchal Grouchy, avec trente-quatre mille hommes et cent huit pièces de canon, a trouvé le secret, qui paraissait introuvable, de n'être, dans la journée du 18, ni sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean, ni sur Wavres. Mais le général anglais avait-il l'assurance de ce maréchal qu'il se fourvoierait d'une si étrange manière? La conduite du maréchal Grouchy était aussi imprévoyable, que si, sur sa route, son armée eût éprouvé un tremblement de terre qui l'eût engloutie. Récapitulons. Si le maréchal Grouchy eût été sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean, comme l'ont cru le général anglais et le général prussien, pendant toute la nuit du 17 au 18, et toute la matinée du 18, et que le temps

eût permis à l'armée française de se ranger en bataille à quatre heures du matin, avant sept heures l'armée anglo-hollandaise eût été écharpée, éparpillée ; elle eût tout perdu ; et si le temps n'eût permis à l'armée française de prendre son ordre de bataille qu'à dix heures, à une heure après-midi l'armée anglo-hollandaise eût fini ses destins ; les débris en eussent été rejetés au delà de la forêt ou dans la direction de Hal ; et l'on eût eu tout le temps dans la soirée d'aller à la rencontre du maréchal Blücher, et de lui faire éprouver un pareil sort. Si le maréchal Grouchy eût campé devant Wavres la nuit du 17 au 18, l'armée prussienne n'eût fait aucun détachement pour sauver l'armée anglaise, et celle-ci eût été complètement battue par les soixante-neuf mille Français qui lui étaient opposés.

« 3° La position de Mont-Saint-Jean était mal choisie. La première condition d'un champ de bataille, est de n'avoir pas de défilés sur ses derrières. Pendant la bataille, le général anglais ne sut pas tirer parti de sa nombreuse cavalerie, il ne jugea pas qu'il devait être et serait attaqué par sa gauche ; il crut qu'il le serait par sa droite. Malgré la diversion opérée en sa faveur par les trente mille Prussiens du général Bulow, il eût deux fois opéré sa retraite dans la journée, si cela lui eût été possible. Ainsi, par le fait, ô étrange bizarrerie des événements humains ! le mauvais choix de son champ de bataille, qui rendait toute retraite impossible, a été la cause de son succès !!!

*Neuvième observation.*

« On demandera : Que devait donc faire le gé-



néral anglais après la bataille de Ligny et le combat des Quatre-Bras? La postérité n'aura pas deux opinions : il devait traverser, dans la nuit du 17 au 18, la forêt de Soignes, sur la chaussée de Charleroi; l'armée prussienne la devait également traverser sur la chaussée de Wavres; les deux armées se réunir, à la pointe du jour, sur Bruxelles; laisser des arrière-gardes pour défendre la forêt; gagner quelques jours pour donner le temps aux Prussiens, dispersés par la bataille de Ligny, de rejoindre leur armée, se renforcer de quatorze régiments anglais qui étaient en garnison dans les places fortes de la Belgique, où ils venaient de débarquer à Ostende, de retour d'Amérique, et laisser manœuvrer l'Empereur des Français comme il aurait voulu. Aurait-il, avec une armée de cent mille hommes, traversé la forêt de Soignes pour attaquer au débouché, les deux armées réunies, fortes de plus de deux cent mille hommes et en position? C'était certainement tout ce qui pouvait arriver de plus avantageux aux alliés. Se serait-il contenté de prendre lui-même position? Son inaction ne pouvait pas être longue, puisque trois cent mille Russes, Autrichiens, Bavares, etc., étaient arrivés sur le Rhin : ils seraient dans peu de semaines sur la Marne, ce qui l'obligerait à accourir au secours de la capitale. C'est alors que l'armée anglo-prussienne devait marcher et se joindre aux alliés sous Paris. Elle n'aurait couru aucune chance, n'aurait éprouvé aucune perte, aurait agi conformément aux intérêts de la nation anglaise, au plan général de la guerre adopté par les alliés, et aux règles de l'art de la guerre. Du 15 au 18, le duc de Wellington a constamment manœuvré comme l'a désiré son

ennemi; il n'a rien fait de ce que celui-ci craignait qu'il fit. L'infanterie anglaise a été ferme et solide, la cavalerie pouvait mieux faire; l'armée anglo-hollandaise a été deux fois sauvée dans la journée par les Prussiens; la première fois, avant trois heures, par l'arrivée du général Bulow avec trente mille hommes, et la deuxième fois par l'arrivée du général Blücher avec trente et un mille hommes. Dans cette journée, soixante-neuf mille Français ont battu cent vingt mille hommes; la victoire leur a été arrachée entre huit et neuf heures; mais par cent cinquante mille hommes.

« Qu'on se figure la contenance du peuple de Londres au moment où il aurait appris la catastrophe de son armée, et que l'on avait prodigué le plus pur de son sang pour soutenir la cause des rois contre celle des peuples, des privilégiés contre l'égalité, des oligarques contre les libéraux, des principes de la sainte-alliance contre ceux de la souveraineté du peuple!!! »

Projet de nouvelle défense politique de Napoléon par lui-même.

Mardi 27.

J'ai été joindre l'Empereur sur les quatre heures. Il avait travaillé toute la matinée. Le vent était très fort; il n'a pas voulu faire le tour en calèche; il s'est promené longtemps dans la grande allée du bois; nous y étions tous. Il plaisantait beaucoup un de la bande, qu'il agaçait fort, prétendant qu'il boudait, et l'accusait d'être trop souvent mécontent et de mauvaise humeur, etc.

L'Empereur, au sortir de table, revenant sur sa protestation récente contre le traité du 2 août, et



s'animant sur son contenu, disait, en marchant à grands pas dans le salon, qu'il allait en tracer un autre sur un cadre bien autrement vaste et important, contre le bill même de la législature britannique. Il prouverait, disait-il, que ce bill n'était pas une loi, mais une violation de toutes les lois. Lui, Napoléon, y était proscrit, et n'était point jugé. Le parlement d'Angleterre avait fait ce qu'il croyait utile, et non pas ce qui était juste : il avait imité Thémistocle, sans vouloir écouter Aristide. De là, l'Empereur se mettait en jugement devant tous les peuples de l'Europe, et chacun d'eux l'absolvait successivement. Il a passé en revue tous les actes de son administration, et les a tous justifiés. « Les Français et les Italiens, a-t-il dit, gémissent de mon absence. J'emporte la reconnaissance des Polonais, et jusqu'aux regrets tardifs et amers des Espagnols mêmes, etc.

« L'Europe pleurera bientôt la perte de l'équilibre auquel mon empire français était absolument nécessaire. Elle est dans le plus grand danger ; elle peut être à chaque instant inondée de Cosaques et de Tartares. Et vous, Anglais, a-t-il dit en finissant, vous Anglais, vous pleurerez votre victoire de Waterloo ! On amènera les choses à ce que la postérité, les gens instruits, les vrais hommes d'Etat, les vrais hommes de bien, regretteront amèrement que je n'aie pas réussi dans toutes mes entreprises. »

L'Empereur a eu des moments sublimes. Je ne le suivrai point dans ses développements. Il a promis de les dicter et a dit en avoir déjà arrêté le cadre et les bases en quatorze paragraphes.

Catinat; Turenne; Condé. — De la plus belle bataille de l'Empereur. — Des meilleures troupes, etc.

Mercredi 28.

L'Empereur n'est sorti que sur les quatre heures. Il venait de passer trois heures dans son bain. Le temps était fort aigre; il s'est contenté de quelques tours dans le jardin. Il venait de faire écrire au gouverneur qu'il ne recevrait désormais personne, à moins qu'on n'admit à Longwood sur les passes du grand-maréchal, comme au temps de l'amiral Cockburn.

Avant de se mettre aux échecs, l'Empereur a trouvé sous sa main un volume de Fénelon. C'était la *Direction de conscience d'un roi*. Il nous en a lu bon nombre d'articles, les sabrant tout d'abord avec beaucoup d'esprit et de gaieté. Enfin, il a jeté le livre, disant que le nom d'un auteur n'avait jamais influé sur son opinion; qu'il avait toujours jugé les ouvrages sur ce qu'ils lui faisaient éprouver, louant volontiers, censurant de même, et qu'ici, en dépit du nom de Fénelon, il n'hésitait pas à prononcer que c'était autant de rapsodies, et vraiment il eût été difficile de le contredire.

Après dîner, l'Empereur parlait de l'ancienne marine, de M. de Grasse, de sa défaite du 12 avril. Il a voulu avoir quelques détails; il a demandé le *Dictionnaire des sièges et batailles*. L'Empereur l'a parcouru; il lui a fourni une foule d'observations. *Catinat*, pour son malheur, s'est trouvé sous sa main: il l'a rabaissé infiniment à nos yeux. Il l'avait trouvé, disait-il, fort au-dessous de sa réputation, à l'inspection des lieux où il avait opéré en Italie et à la lecture de sa correspondance avec Louvois. Sorti



du tiers état, observait-il, et du corps des avocats, avec des vertus douces, des mœurs, de la probité, affectant la pratique de l'égalité, établi à Saint-Gratien, aux portes de Paris, il était devenu l'affection des gens de lettres de la capitale, des philosophes du jour, qui l'avaient beaucoup trop exalté. Il n'était nullement comparable à Vendôme, prononçait-il.

L'Empereur disait qu'il avait cherché à étudier de même *Turenne* et *Condé*, soupçonnant aussi de l'exagération ; mais que là il avait fallu se rendre au mérite. Il avait même observé que, dans *Turenne*, l'audace avait crû chez lui avec l'expérience. Il en montrait plus en vieillissant qu'à son début. C'était peut-être le contraire chez *Condé*, qui en avait tant déployé en entrant dans la carrière.

Et au sujet de *Turenne*, de *Condé* et d'autres grands hommes, je ferai observer qu'il est assez bizarre que le hasard ne m'ait jamais laissé entendre le nom du grand Frédéric dans la bouche de Napoléon. Toutelois, la grosse montre ou espèce de réveil-matin de ce prince, emportée à Sainte-Hélène, et placée à la cheminée de l'Empereur, l'empressement avec lequel Napoléon, à Potsdam, s'élança sur l'épée du grand Frédéric, en s'écriant : Que d'autres saisissent d'autres dépouilles : voici, pour moi, qui est supérieur à tous les millions ! enfin, la contemplation longue et silencieuse de Napoléon au tombeau de Frédéric, prouvent assez à quel haut rang ce prince était dans l'esprit de l'Empereur, et combien il avait dû remuer son âme<sup>1</sup>.

1. Dans les temps qui ont suivi mon enlèvement de Longwood,

Dans le *Dictionnaire des sièges et batailles* que feuilletait l'Empereur, il trouvait son nom à chaque page, mais entouré d'anecdotes tout à fait fausses et défigurées, ce qui le portait à se récrier sur toute la fourmillière des petits écrivains et les indignes abus de la plume. La littérature, disait-il, devenait une nourriture du peuple, lorsqu'elle eût dû demeurer celle des gens délicats.

« On me fait, par exemple, à Arcole, durant la nuit, prendre le poste d'une sentinelle endormie. Cette idée est sans doute d'un bourgeois, d'un avocat, peut-être; mais sûrement pas celle d'un militaire. L'auteur me veut du bien, nul doute, et n'imagine rien de plus beau dans le monde que ce qu'il me fait faire. Il a certainement écrit cela pour me faire honneur; mais il ignorait que je n'étais guère capable d'un tel acte; j'étais trop fatigué pour cela; il est à croire que j'étais endormi avant le soldat dont il parle. »

On a alors compté cinquante à soixante grandes batailles données par l'Empereur. Quelqu'un ayant demandé quelle était la plus belle. Il disait qu'il était difficile de répondre; qu'il était nécessaire de s'expliquer d'abord sur ce qu'on entendait par la plus belle des batailles. « Les miennes, continuait-il, ne pouvaient être jugées isolément. Elles n'avaient point unité de lieu, d'action, d'intention. Elles n'étaient jamais qu'une partie de très vastes combinaisons. Elles ne devaient donc être jugées que par leur résultat. Celle de *Marengo*, si long-

Napoléon s'est occupé d'un travail spécial sur le grand Frédéric, de notes et de commentaires sur ses campagnes. (Voyez les *Mémoires de Napoléon*, tome VIII.)



temps indécise, avait donné toute l'Italie ; celle d'*Ulm* avait vu disparaître toute une armée ; celle d'*Iéna* avait livré toute la monarchie prussienne ; celle de *Friedland* avait ouvert l'empire russe ; celle d'*Eckmühl* avait décidé de toute une guerre, etc.

« Celle de la *Moskova*, disait-il, était une de celles où l'on avait déployé le plus de mérite et obtenu le moins de résultats.

« Celle de *Waterloo*, où tout avait manqué, quand tout avait réussi, eût sauvé la France et réassis l'Europe. »

M<sup>me</sup> de Montholon ayant demandé quelles étaient les meilleures troupes : « Celles qui gagnent les batailles, Madame, a répondu l'Empereur. Et puis, a-t-il ajouté, elles sont capricieuses et journalières comme vous, Mesdames. Les meilleures troupes ont été les *Carthaginois, sous Annibal ; les Romains, sous les Scipions ; les Macédoniens, sous Alexandre ; les Prussiens sous Frédéric*. Toutefois, il croyait bien, disait-il, pouvoir affirmer que les Français étaient ceux qu'il était le plus facile de rendre et de maintenir les meilleurs.

« Avec ma garde complète de quarante à cinquante mille hommes, je me serais fait fort de traverser toute l'Europe. On pourra peut-être reproduire quelque chose qui vaille mon armée d'Italie et celle d'Austerlitz, mais, à coup sûr, jamais rien qui les surpasse. »

L'Empereur, qui s'était arrêté longtemps sur ce sujet qui lui était cher, revenant tout à coup, a demandé quelle heure il était. — Onze heures, a-t-on dit. — « Eh bien ! a-t-il repris, en se levant, nous avons le mérite d'avoir gagné notre soirée sans le secours de la tragédie ni de la comédie. »

*Mathilde* et M<sup>me</sup> Cottin, etc. — Pas un Français que Napoléon n'eût remué. — Desaix et Napoléon à Marengo. — Sidney-Smith. — Cause involontaire du retour du général Bonaparte en France; historique de ce voyage. — Exemples bien bizarres de la Fortune.

Jeudi 29.

Sur les deux heures, l'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre et m'a donné quelques ordres particuliers . . . . .

A quatre heures j'ai été le retrouver sous la tente; il était entouré de tous, assis et se balançant sur une chaise, riant, causant, se battant les flancs pour être gai, et répétant néanmoins souvent qu'il se sentait mou, lâche, ennuyé. Il s'est levé et a fait un tour de calèche.

Après dîner, l'on parlait de roman; on citait M<sup>me</sup> Cottin et sa *Mathilde*, dont le théâtre est en Syrie. L'Empereur demandait s'il avait vu M<sup>me</sup> Cottin, si elle l'aimait, si son ouvrage lui était favorable; et comme on hésitait... « D'ailleurs, a-t-il dit, tout le monde m'a aimé et m'a haï; chacun m'a pris, laissé et repris. Je crois qu'on peut affirmer qu'il n'est point un Français que je n'aie remué. Tous m'ont aimé, depuis *Collot-d'Herbois*, s'il avait vécu, jusqu'au prince de Condé: seulement cela n'a pas été en même temps, mais par intervalle et à des époques différentes. J'étais le soleil qui parcourt l'écliptique en traversant l'équateur. A mesure que j'arrivais dans le climat de chacun, toutes les espérances s'ouvraient, on me bénissait, on m'adorait; mais dès que j'en sortais, quand on ne me comprenait plus, venaient alors les sentiments contraires, etc. »

Plus tard, la conversation s'est arrêtée sur l'E-



gypte. L'Empereur a répété beaucoup de choses sur Kléber et Desaix. Il n'hésitait pas à prononcer que Kléber était le meilleur officier de son armée, après Desaix, et il a raconté plusieurs circonstances de sa vie et de son caractère. Jusque-là, disait Napoléon, il avait passé généralement pour insubordonné; mais il n'en laissa jamais rien soupçonner vis-à-vis du jeune général en chef, ce qui étonnait fort, observait l'Empereur, les officiers de l'état-major, accoutumés à une toute autre allure dans Kléber. L'Empereur revenait à le blâmer extrêmement de la conduite qu'il avait tenue dès qu'il s'était trouvé généralissime en Égypte: il s'était ennuyé, disait-il, de la perspective d'une telle situation, et n'avait songé qu'à revenir en Europe, ce qui l'avait porté à écrire au Directoire une lettre des plus ridicules, pleine d'assertions fausses et absurdes, qui, par la plus bizarre des circonstances, et bien assurément contre toute prévoyance de la part de Kléber, vint tomber précisément entre les mains de celui contre lequel elle était principalement dirigée: Napoléon venait de succéder au Directoire<sup>1</sup>. Desaix arriva près du premier consul, au moment de Marengo. Napoléon lui demandait comment il avait pu signer la capitulation de l'Égypte; car l'armée, remarquait-il, était suffisante pour la garder. Nous ne devons plus la perdre. — « Cela est vrai, répondit Desaix, et l'armée était certainement assez nombreuse pour cela; mais le général

1. Le volume I de la publication du comte de Monthonlon renferme, pages 68 et suivantes, précisément une partie de ces mêmes objets, dictés par Napoléon, la biographie de Kléber, et sa fameuse lettre au Directoire, avec un grand nombre d'observations fort curieuses de Napoléon, en regard.

en chef ne voulait plus y demeurer. Or, le général en chef, à cette distance, n'est pas un seul homme dans l'armée, il en est la moitié, les trois quarts, les cinq sixièmes. Il ne me restait donc qu'à le déposséder ; mais il était douteux que j'eusse réussi, et puis c'eût été un crime ; car, en pareil cas, le lot d'un soldat est d'obéir ; je l'ai fait. »

Desaix à Marengo, aussitôt après son arrivée, reçut le commandement de la réserve. Sur la fin de la bataille, et au milieu du plus grand désordre apparent, Napoléon, arrivant près de lui : « Eh bien ! lui dit Desaix, nos affaires vont bien mal, la bataille est perdue : je ne puis qu'assurer la retraite, n'est-ce pas ? — Bien au contraire, lui dit le premier consul ; pour moi la bataille n'a jamais été douteuse ; tout ce que vous voyez en désordre, à droite et à gauche, marche pour se former sur votre queue : la bataille est gagnée. Poussez votre colonne en avant : vous n'avez qu'à recueillir le fruit de la victoire. »

Plus tard, l'Empereur a beaucoup parlé de sir Sidney-Smith. Il venait, disait-il, de lire dans le *Moniteur* les pièces de la convention d'El-Arisk et observait que Sydney-Smith y avait mis beaucoup d'esprit et s'y était montré honnête homme. Il avait embêté Kléber, disait-il, par tous les contes qu'il était venu à bout de lui faire croire. Mais quand le refus de ratification de la part de son gouvernement arriva, Sidney-Smith s'en montra fort mécontent et employa beaucoup de loyauté vis-à-vis de l'armée française. « Après tout, disait l'Empereur, Sidney-Smith n'est point un méchant homme, j'en prends aujourd'hui une meilleure opinion, surtout d'après ce que je vois chaque jour de ses confrères. »



Ce fut sir Sidney qui, en communiquant les journaux d'Europe, amena le départ de Napoléon, et par conséquent le dénouement de Brumaire. Les Français revenant de Saint-Jean-d'Acre ignoraient tout à fait ce qui s'était passé en Égypte depuis plusieurs mois. Napoléon, avide d'apprendre quelques nouvelles, envoya un parlementaire à bord de l'amiral turc, sous prétexte de traiter des prisonniers qu'il venait de faire à Aboukir, se doutant bien que ce parlementaire serait arrêté par sir Sidney-Smith, qui mettait le plus grand soin à empêcher toute relation directe entre les Français et les Turcs. En effet, le parlementaire français reçut de sir Sidney-Smith l'intimation de monter à son bord, et, tout en le comblant de bons traitements, sir Sidney-Smith, acquérant la certitude que les désastres d'Italie étaient inconnus à Napoléon, se fit un malin plaisir de lui envoyer une suite de journaux.

Napoléon passa la nuit dans sa tente à dévorer ces papiers, et résolut à l'instant même de passer en Europe, pour remédier, s'il en était temps, aux maux de la patrie et la sauver.

L'amiral Ganthaume, qui avait ramené Napoléon d'Égypte sur la frégate *le Muiron*, m'a souvent raconté son voyage. Cet officier était toujours demeuré au quartier général depuis la destruction de la flotte à Aboukir. Il me disait que peu de temps après le retour de Syrie, et immédiatement après une communication avec l'escadre anglaise, le général en chef le fit venir, et lui donna l'ordre d'aller en toute hâte à Alexandrie ; d'y armer, avec mystère, et avec toute la célérité possible, une des frégates vénitiennes qui s'y trouvaient, et de le prévenir aussitôt qu'elle serait prête.

Ce moment arrivé, le général en chef, qui faisait une tournée d'inspection, se rendit sur une plage non fréquentée, avec un escadron de ses guides ; des canots s'y trouvèrent pour les recevoir, et les conduisirent à la frégate, qu'ils gagnèrent, en évitant de passer par Alexandrie.

On appareilla le soir même, afin d'avoir disparu au jour devant les croiseurs anglais, et leur flotte mouillée à Aboukir. Malheureusement le calme survint qu'on était encore en vue des côtes, et que du haut des mâts, on pouvait distinguer les vaisseaux anglais au mouillage.

Dans cette situation, l'inquiétude fut grande ; on proposa même de rentrer à Alexandrie ; mais Napoléon s'y opposa. Les dés étaient jetés, et bientôt on fut assez heureux pour se trouver tout à fait au large.

La traversée fut fort longue et très défavorable ; on s'effraya souvent des Anglais : personne ne connaissait les intentions du général, chacun faisait sa conjecture ; on était fort agité : Napoléon seul paraissait calme et tranquille, renfermé la plus grande partie du jour dans sa chambre, où il lisait, dit Ganthaume, *tantôt la Bible, tantôt l'Alcoran*. S'il paraissait sur le pont, c'était de l'air le plus gai, le plus libre, et causant des choses les plus indifférentes.

Le général Menou était le dernier auquel Napoléon eût parlé sur le rivage, et l'on a su plus tard qu'il lui avait dit : « Mon cher, tenez-vous bien vous autres ici, si j'ai le bonheur de mettre le pied en France, le règne du bavardage est fini. »

Le sentiment de Napoléon sur nos désastres, après la lecture des papiers fournis par Sidney-



Smith, était tel, qu'il ne doutait pas que l'ennemi n'eût franchi les Alpes, et n'occupât déjà plusieurs de nos départements méridionaux. Aussi, quand on approcha d'Europe, fit-il gouverner sur Collioure et le Port-Vendre, dans le fond du golfe de Lyon. Un coup de vent l'en repoussa, et le fit rabattre sur la Corse. Alors on entra à Ajaccio, où l'on se procura les nouvelles.

Ganthaume me disait avoir vu là la maison de famille, le salon patrimonial de Napoléon.

La célébrité du compatriote, ajoutait-il, avait mis aussitôt toute l'île en mouvement; il pleuvait une nuée de cousins, la rue en était pleine, encombrée.

En remettant à la voile, on gouverna cette fois vers Marseille et Toulon; mais au moment d'aborder, on se crut encore perdu. Sur le flanc gauche du vaisseau, lors du coucher du soleil, et précisément dans ses rayons, on compta jusqu'à trente voiles qui arrivaient vent arrière. Ganthaume, dans son effroi, proposa au général d'armer le grand canot de la frégate de ses meilleurs matelots, et d'essayer, à la faveur de la nuit, de gagner la terre de sa personne. Napoléon s'y refusa, observant qu'il serait toujours temps de prendre ce parti, et commanda de continuer la route comme si de rien n'était. Cependant la nuit s'était faite, et plus tard l'on entendit les coups de canon, signaux de l'ennemi; mais au loin et de l'arrière, preuve évidente qu'on n'en avait pas été aperçu. Au jour, on mouilla dans Fréjus. On sait le reste.

L'Empereur a fini la soirée en citant trois exemples bien bizarres de fortune arrivés vers ces mêmes parages, et à peu près dans les mêmes temps.

Un caporal, déserteur d'un des régiments de

l'armée d'Egypte, qui s'était mis dans les Mameloucks, y est devenu bey. Il a écrit depuis à son ancien général.

Une grosse vivandière de l'armée est devenue favorite du pacha de Jérusalem : elle ne savait point écrire, mais elle a fait faire des compliments, et assurer qu'elle n'oublierait jamais sa nation, et protégerait toujours les Français et les chrétiens. « C'était, disait l'Empereur, la Zaire du jour. »

Enfin, une jeune paysanne du Cap Corse, saisie dans un bateau pêcheur par des barbaresques, a été gouverner le souverain de Maroc. L'Empereur, après quelques communications des relations extérieures, avait, disait-il, fait venir de Corse à Paris le frère de cette paysanne, l'avait tant soit peu décrassé, nippé convenablement, et l'avait envoyé à sa sœur ; mais il n'en avait jamais entendu parler depuis.

L'Empereur s'est retiré tard : il avait causé plus de trois heures.

Vendredi 30.

Sur les quatre heures, j'ai été joindre l'Empereur. Il venait de travailler sous la tente. Le gouverneur avait répondu aux différentes lettres dictées par l'Empereur à M. de Montholon.

A la première, contenant la protestation contre le traité du 2 août et une foule de griefs, il n'a trouvé d'autres réponses que de demander quelle lettre il nous avait retenue. Nous ne pouvions le lui dire précisément, puisque nous ne les avons jamais vues. C'était nous qui le lui demandions ; lui seul le savait.

Quant à la seconde lettre, qui portait que l'Em-



pereur ne recevrait plus jamais personne que par les passes du grand-maréchal, comme au temps de l'amiral Cockburn, le gouverneur a répondu qu'il était fâché que le *général Bonaparte* se trouvât importuné de visites indiscrètes à Longwood, et qu'il allait s'empressez d'y remédier; ironie révoltante et sans nom dans la position où se trouve l'Empereur, et le sens dans lequel lui avait écrit M. de Montholon !

Après le dîner, l'Empereur a gagné le salon et nous a fait asseoir autour de la même table, en séance académique, disait-il. Il s'est mis à dicter quelques objets, qu'il a rejetés après leur lecture, et la conversation alors a repris et s'est fort prolongée, partie sérieuse, partie gaie. Il était près d'une heure quand l'Empereur s'est retiré. Depuis quelque temps nous veillons plus que de coutume : c'est bon signe, l'Empereur est mieux portant, plus gai, plus causant.

Doutes historiques; le duc d'Orléans, régent; M<sup>me</sup> de Maintenon; son mariage avec Louis XIV.

Samedi 31.

L'Empereur s'est levé de très bonne heure. Il a fait le tour du parc tout seul. A son retour, ne voulant, disait-il, faire réveiller personne, il avait saisi mon fils, qu'il avait trouvé debout, et lui a dicté deux heures sous la tente. Nous avons tous déjeuné avec lui; puis est venue la promenade en calèche. Durant la course, l'Empereur parlait de doutes historiques: après plusieurs citations assez curieuses, il a conclu par une circonstance personnelle au régent. « Si Louis XV était mort enfant, disait-il,

et rien n'était si possible, qui eût douté que le duc d'Orléans n'eût été l'empoisonneur de toute la maison royale? Qui eût osé le défendre? Il a fallu qu'un enfant très délicat survécût pour qu'on pût sur ce point rendre justice à ce prince. » L'Empereur alors revenait sur le caractère du duc d'Orléans, et surtout sur ses torts dans l'affaire des princes légitimés. « Il s'y était dégradé, répétait-il; et ce n'est pas que la cause de ceux-ci ne fût mauvaise; Louis XIV usurpait un droit en les appelant à la succession. La nation, à l'extinction de la maison royale, rentre indubitablement dans ses droits: c'est à elle à choisir. L'acte de Louis XIV n'était sans doute qu'une erreur de sa grande élévation: il pensait que tout ce qui sortait de lui devait être grand, et il semblait se douter pourtant que tout le monde ne penserait pas comme lui; car il avait pris ses précautions pour affermir son ouvrage, en donnant ses filles naturelles aux princes de son sang, et faisant épouser à ses bâtards des princesses de sa maison. Quant à la régence, il est bien sûr qu'elle revenait de droit au duc d'Orléans. Le testament de Louis XIV n'était qu'une niaiserie: il violait nos lois fondamentales; nous étions une monarchie, et il nous donnait une république pour régence, etc. »

De là, passant à M<sup>me</sup> de Maintenon, l'Empereur lui trouvait une des carrières les plus extraordinaires; c'était la *Bianca-Capello*<sup>1</sup> du temps, disait-il;

1. Noble Vénitienne d'une grande beauté, dont la carrière et les aventures font une histoire toute romanesque et fort dramatique. Echappée de chez son père, errante à la suite d'un jeune marchand florentin, plongée dans la plus profonde misère, elle devient grande-duchesse de Toscane; et, dans cette situa-



moins romancière, mais aussi pas si amusante. Et poursuivant ses doutes historiques, il ne revenait pas du mystère de son mariage. Il était parfois tenté de le regarder comme un problème, malgré tout ce qu'en avaient dit les mémoires du temps.

« Le fait est, observait-il, qu'il n'existe et n'a jamais existé aucune preuve officielle et authentique. Or, quel pouvait être le motif de Louis XIV de tenir cette mesure si strictement secrète pour son temps et pour l'avenir ; ou comment la famille des Noailles, parente de M<sup>me</sup> de Maintenon, n'a-t-elle jamais rien laissé percer à cet égard, surtout encore M<sup>me</sup> de Maintenon ayant survécu à Louis XIV, etc. »

L'Empereur, se sentant fatigué, s'est retiré aujourd'hui de bonne heure : il paraissait souffrant, triste, abattu.

tion, s'empoisonne froidement à table, d'embarras et de dépit de voir son mari, le grand-duc, se servir d'un plat empoisonné qu'elle avait préparé contre son beau-frère, le cardinal de Médicis, lequel avait persisté de s'en abstenir par défiance.

## CHAPITRE IX

---

Les ministres, etc. — M. Daru ; anecdote. — Parures fanées de Sainte-Hélène.

Dimanche 1<sup>er</sup> septembre.

Sur les trois heures, l'Empereur est sorti : il disait avoir été mou, dégoûté toute la journée, pesant ; nous avons tous été de même : c'était le temps. Nous avons gagné la grande allée du bois, tandis qu'on attelait la calèche. Rendu à l'extrémité, la pluie est survenue : elle a été assez forte pour que l'Empereur fût obligé de chercher un abri au pied d'un arbre à gomme, ce qui n'était pas d'un grand secours, vu le peu de feuillage de cet arbuste. La calèche est accourue nous prendre. Nous revenions au galop, quand nous avons aperçu le gouverneur qui arrivait de son côté. L'Empereur a aussitôt ordonné de tourner, disant que de deux maux il fallait savoir choisir le moindre ; et nous avons fait deux tours au grandissime galop, en dépit de l'orage et de la pluie ; mais nous avons échappé sir Hudson Lowe, c'était encore un gain.

Avant le dîner, l'Empereur, dans sa chambre, passait en revue les personnes qui l'avaient servi



dans sa maison, au Conseil d'Etat, dans les ministères. Il a dit de M. Daru, que c'était un homme d'une extrême probité, sûr et grand travailleur. A la retraite de Moscou, la fermeté de M. Daru s'était fait particulièrement remarquer ; et depuis, l'Empereur répétait souvent qu'au travail du bœuf il joignait le courage du lion.

Le travail semblait l'élément de M. Daru, il avait toujours rempli tous ses instants ; si bien que quand il fut devenu ministre secrétaire d'Etat, quelqu'un le plaignant de l'immensité de travail qui devait l'absorber désormais : « Bien au contraire, répondit-il plaisamment, c'est depuis mes nouvelles fonctions qu'il me semble n'avoir plus rien à faire. » Il s'y trouva pourtant pris une fois. L'Empereur l'ayant demandé après minuit pour travailler, M. Daru était tellement accablé de fatigue, qu'il savait à peine ce qu'il écrivait, et que, la nature l'emportant, il s'endormit sur son papier. Après un sommeil profond, venant à rouvrir les yeux, quel fut son saisissement d'apercevoir l'Empereur travaillant tranquillement à ses côtés ! L'état des bougies l'avertissait assez que son absence devait avoir été longue. Atterré, confondu, ses yeux incertains vinrent rencontrer ceux de l'Empereur, qui lui dit : « Eh bien, oui, Monsieur, vous me voyez faisant votre travail, puisque vous n'avez pas voulu le faire. J'ai pensé que vous aviez bien soupé, passé une bonne soirée ; mais encore faudrait-il que le travail n'en souffrît point. — Ah ! Sire, lui dit alors M. Daru, moi, avoir passé une bonne soirée ! Voilà plusieurs nuits blanches que je passe au travail, et Votre Majesté vient d'en voir la triste conséquence, qui m'afflige cruellement. — Eh ! que

ne me disiez-vous cela ? lui dit l'Empereur, je n'ai point envie de vous tuer ; allez vous coucher : bonne nuit, monsieur Daru. »

Voilà certes un trait caractéristique et bien propre à déromper des fausses idées dans lesquelles nous étions généralement dans ce temps-là sur le naturel intraitable de Napoléon. Mais je ne sais par quelle fatalité, je le répète sans cesse, les traits de cette nature demeuraient perdus au milieu de nous, tandis que circulaient avec tant d'activité au contraire les fables et les absurdités qui pouvaient lui être défavorables. Serait-ce que les courtisans réservaient pour le château seul leur courtisannerie, et cherchaient un contre-poids au dehors dans une apparence d'opposition et d'indépendance ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il en était ainsi, et que celui qui se serait complu à répéter ces traits dans les salons, se serait entendu dire probablement qu'il les avait inventés, ou y aurait passé pour un benêt d'avoir pu les croire.

Le grand-maréchal et sa femme sont venus dîner comme de coutume : c'était leur jour ; ils venaient tous les dimanches.

Durant le dîner, l'Empereur plaisantait sur la parure fanée de ces dames. Ce serait bientôt, disait-il, celle de ces vieilles avares qui se pourvoient chez les revendeuses. Ce n'était plus la fraîcheur ni l'élégance des Leroi, des Despeaux, des Herbault. Ces dames demandaient de l'indulgence pour Sainte-Hélène. Les maris rappelaient à l'Empereur combien il était difficile pour elles aux Tuileries. C'était le fléau, disait-on, la ruine des ménages. L'Empereur riait, il n'en convenait pas. « Cela avait été imaginé par ces dames, disait-il,



comme prétexte ou justification auprès de leurs maris. » De là on s'est étendu sur notre luxe ici. L'Empereur a dit qu'il avait commandé à Marchand de lui faire porter l'habit de chasse qu'il avait en ce moment jusqu'à extinction ; et certes, il est déjà bien avancé.

Avant et après le dîner, l'Empereur a fait quelques parties d'échecs : il était ennuyé, décousu, nerveux ; il s'est retiré de bonne heure.

Campagne de Saxe, ou de 1813. — Violente sortie de Napoléon. — Réflexions ; analyse. — Batailles de Lutzen, Wurtchen. — Négociations. — Batailles de Dresde, de Leipsick, de Hanau, etc., etc.

Lundi 2.

Il y a eu aujourd'hui courses de chevaux au camp : un de nous y a assisté.

L'Empereur est sorti assez tard, et a voulu aller gagner la calèche à pied. Le vent était très fort ; il a renoncé à sa course et s'est réfugié sous la tente ; mais il ne s'y est pas bien trouvé encore. Il a été dans sa bibliothèque, y a pris les *Lettres de madame de Châteauroux*, et a parcouru l'expédition de Bohême, analysé le maréchal de Belle-Isle, etc., etc. Il a essayé ensuite de nouveau quelques tours dans le jardin ; mais il est rentré presque aussitôt, et je l'ai suivi dans sa chambre.

Prenant alors un ouvrage qui traitait de nos dernières campagnes, il l'a parcouru quelque temps, puis l'a jeté, disant : « C'est une véritable rapsodie, un tissu de contresens et d'absurdités. » S'arrêtant alors sur ce sujet de conversation, il a causé longuement sur la trop fameuse campagne de Saxe. Ses observations ont été principalement mo-

rales, peu ou point militaires. Voici ce que j'en ai recueilli de plus saillant. « Cette mémorable campagne, disait-il, sera le triomphe du courage inné dans la jeunesse française; celui de l'intrigue et de l'astuce dans la diplomatie anglaise; celui de l'esprit chez les Russes; celui de l'impudeur dans le cabinet autrichien; elle marquera l'époque de la désorganisation des sociétés politiques, celle de la grande séparation des peuples avec leurs souverains; enfin la flétrissure des premières vertus militaires : la fidélité, la loyauté, l'honneur. On aura beau écrire, commenter, mentir, supposer, il faudra toujours en arriver à ce hideux et triste résultat, et le temps en déroulera la vérité et les conséquences !

« Mais ce qu'il y a de bien remarquable ici, c'est que les infamies au fond demeurent étrangères aux rois, aux soldats et aux peuples. Elles ne sont l'ouvrage que de quelques *intrigants à épée*, de quelques casse-cou politiques, qui, sous le spécieux prétexte de secouer le joug de l'étranger, et de reprendre l'indépendance nationale, n'ont au fait que vendu et livré sciemment leurs maîtres particuliers à des cabinets rivaux et convoiteurs. Les vrais résultats ne se sont pas fait longtemps attendre : le roi de Saxe y a perdu la moitié de ses Etats, le roi de Bavière s'est vu forcé à des restitutions bien précieuses. Qu'importait aux traîtres ? Ils tenaient leurs récompenses, leurs richesses. Et ce sont les cœurs les plus droits, les âmes les plus innocentes qui présentent le spectacle solennel des plus grands châtiments. C'est un roi de Saxe, le plus honnête homme qui ait jamais tenu un sceptre, qu'on dépouille de la moitié de ses provinces; c'est



un roi de Danemark, si fidèle à tous ses engagements, dont on saisit une couronne! Voilà pourtant ce qu'ils ont prétendu le retour à la morale, son triomphe!... Et voilà la justice distributive d'ici-bas!

« Du reste, j'aime à le répéter pour l'honneur de l'humanité, et même des trônes, au milieu de tant d'infamies, jamais ne se trouvèrent plus de vertus. Je n'eus pas un instant à me plaindre de la personne individuelle des princes; le bon roi de Saxe me demeura fidèle jusqu'à l'extinction; le roi de Bavière me fit loyalement prévenir qu'il n'était plus le maître; la générosité du roi de Wurtemberg se fit particulièrement remarquer; le prince de Bade ne céda qu'à la force, et au dernier instant. Tous, je leur dois cette justice, m'avertirent à temps, afin que je pusse me garantir de l'orage. Mais, d'un autre côté, que d'abominations dans les subalternes!... les fastes militaires se désouilleront-ils jamais de l'acte des Saxons, se retournant dans nos rangs pour nous égorger; il est demeuré proverbe chez les soldats : *Saxonner*, parmi eux, veut dire à présent une troupe qui en assassine une autre. Et, pour comble de douleur, c'est un Français, un homme à qui le sang français a procuré une couronne, un nourrisson de la France, qui nous porte le coup de grâce. Grand Dieu!

« Et ce qu'il y avait de pire dans ma situation, ce qui comblait mon supplice, c'est que je voyais clairement avancer l'heure décisive. L'étoile pâlisait, je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver, car traiter, conclure, c'était se livrer en sot à l'ennemi. Je le voyais distinctement; et la suite a

suffisamment prouvé que je ne me trompais point. Il ne restait donc qu'à combattre; et chaque jour, par une fatalité ou une autre, nos chances diminuaient. Les mauvaises intentions commençaient à se glisser parmi nous; la fatigue, le découragement gagnaient le grand nombre; mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits et conséquemment malheureux; ce n'était plus là les hommes du début de notre Révolution, ni ceux de mes beaux moments. Plusieurs ont osé répondre à cela, m'assure-t-on, que c'est qu'au commencement on se battait pour la République, pour la patrie; tandis qu'à la fin on ne se battait plus que pour un seul homme, ses seuls intérêts, son insatiable ambition, etc.

« Indigne subterfuge !... et qu'on demande à cette immensité de jeunes et braves soldats, à cette foule d'officiers intermédiaires, s'il leur vint jamais l'idée d'un semblable calcul, si jamais ils virent autre chose devant eux que l'ennemi; en arrière, que l'honneur, la gloire, le triomphe de la France? Aussi ceux-là ne s'étaient-ils jamais mieux battus!... Pourquoi dissimuler? pourquoi ne pas le dire franchement? Le vrai est qu'en général les hauts généraux n'en voulaient plus; c'est que je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, et désormais ils ne demandaient que du repos : ils l'eussent acheté à tout prix. Le feu sacré s'éteignait : ils eussent voulu être des maréchaux de Louis XV. » Si les paroles ci-dessus avaient besoin de commentaires, si le sens demeurait, ainsi que dans tant d'autres parties de mon journal, en quelque chose incomplet, que l'on



ne m'en demande pas davantage : j'ai recueilli ce qui se prononçait, je ne sais pas au delà. J'ai déjà averti maintes fois que quand l'Empereur causait, je ne me permettais ni de questionner, ni de dissenter sur l'objet de ses récits. Toutefois, je puis ajouter touchant cette célèbre campagne de 1813, que par divers fragments de conversations éparses de Napoléon que je n'ai point tracés en leur place, j'ai pu me convaincre en effet qu'il était loin de s'abuser sur la crise qui menaçait la France, qu'il jugeait fort bien toute l'immensité du péril dont il se trouvait entouré quand il ouvrit la campagne. Dès son retour de Moscou, il avait vu le danger, disait-il, et s'était appliqué à le conjurer. Dès cet instant même, il fut constamment décidé aux plus grands sacrifices ; mais le moment de les proclamer lui semblait délicat, et c'est ce dernier point qui l'occupait surtout. Si sa puissance matérielle était grande, observait-il, sa puissance d'opinion l'était bien davantage encore ; elle allait jusqu'à la magie : or il s'agissait de ne pas la perdre, et une fausse démarche, une parole gauche prononcée mal à propos, pouvaient détruire à jamais tout le prestige. Une grande-circonspection, une confiance extrême apparente dans ses forces lui étaient donc commandées. Il lui fallait surtout voir venir.

Sa grande faute, son erreur fondamentale a été de croire toujours à ses adversaires autant de jugement et de connaissance de leurs vrais intérêts qu'à lui-même. Il soupçonnait bien l'Autriche dès le principe, disait-il, de chercher à profiter du mauvais pas où il se trouvait engagé, pour lui arracher de grands avantages, et il y était au fond tout à fait décidé ; mais il ne pouvait se persuader qu'il y

eût assez d'aveuglement dans le monarque, assez de trahison dans ses meneurs pour vouloir l'abattre tout à fait, lui, Napoléon, et livrer par là leur propre pays à la merci de la toute-puissance, non contrôlée désormais, de la Russie. L'Empereur faisait le même raisonnement à l'égard de la confédération du Rhin, qui pouvait bien, convenait-il, avoir à se plaindre de lui, peut-être, mais qui devait cependant redouter bien davantage encore de retomber sous la sujétion de l'Autriche et de la Prusse. La Prusse elle-même, dans la pensée de Napoléon, ne se trouvait pas en dehors de ces raisonnements : elle ne pouvait, selon lui, vouloir détruire tout à fait un contrepoids nécessaire à son indépendance, à son existence même. Ainsi Napoléon admettait bien de la haine dans ses ennemis, et de l'humeur, de la malveillance peut-être chez ses alliés; mais il ne pouvait supposer aux uns ni aux autres le désir de le détruire tout à fait, tant il se sentait nécessaire à tous; et il marchait en conséquence.

Voilà l'idée dominante de Napoléon dans toute cette grande circonstance. Elle est la clef constante de sa conduite jusqu'au dernier moment, à celui même de sa chute. Il ne faut pas la perdre de vue, elle explique bien des choses, peut-être tout; son attitude hostile, ses paroles fières, ses refus de conclure, sa détermination de combattre, etc., etc...

S'il avait des succès, disait-il, il ferait dès lors des sacrifices avec honneur, et la paix avec gloire; les prestiges de sa supériorité demeuraient intacts. S'il éprouvait, au contraire, de trop grands revers, il serait toujours alors temps d'effectuer ces sacrifices; et l'intérêt vital de l'Autriche, celui des vrais



Allemands était là pour le soutenir de leurs armes ou de leur diplomatie, tant il les supposait imbus, ainsi qu'il l'était lui-même, que son existence politique était absolument indispensable à la structure, au repos, à la sûreté de l'Europe. Hélas ! ce dont il pouvait douter fut ce qui lui réussit : la victoire lui demeura fidèle : ses premiers succès sont surprenants, admirables ; mais ce qui lui semblait infaillible fut précisément ce qui lui manqua : ses alliés naturels le trahirent et le précipitèrent.

A l'appui de ce que je viens de dire, et pour la meilleure intelligence des paroles prononcées plus haut par l'Empereur, je vais rassembler ici un léger résumé des événements et des actes de cette fatale campagne. Aussi bien dans le temps nous ne connûmes guère en France que ses résultats ; les bulletins nous disaient fort peu de choses, et nous ne recevions aucune publication étrangère ; puis d'ailleurs, il y a si longtemps, tant d'autres grandes circonstances sont survenues, que ces détails ne sauraient être aujourd'hui bien présents même à ceux qui les avaient sus ; les voici donc dans leur ordre chronologique.

Je puise ce résumé dans un ouvrage de M. de Montvéran publié en 1820.

Cette production, tout récemment écrite, porte le caractère d'un très grand soin dans la recherche des pièces officielles et des documents authentiques. L'auteur s'est aidé de tous ses devanciers. J'ai donc dû croire que c'était indubitablement ce qu'il y avait de mieux. L'écrivain est loin d'être favorable à Napoléon ; toutefois on lui doit la justice de convenir qu'une grande impartialité à cet égard honore son caractère, en même temps qu'elle ajoute

à tous les autres genres de mérite qui recommandent cet ouvrage.

### ÉVÉNEMENTS

Le 2 mai, Napoléon ouvre la campagne de Saxe par la victoire de Lutzen. Chose surprenante et d'un immortel honneur ! une armée toute nouvelle et sans cavalerie marche aux vieilles bandes russes et prussiennes ; le génie du chef, la valeureuse jeunesse qu'il commande suppléent à tout. On n'avait point de cavalerie ; mais les masses d'infanterie s'avancent en carrés flanqués d'une immense artillerie, et les voilà autant de forteresses mouvantes ! Quatre-vingt-un mille fantassins Français ou Rhénans et quatre mille cavaliers seulement battent cent sept mille Russes ou Prussiens, dont plus de vingt mille de cavalerie ! Alexandre et le roi de Prusse y étaient en personne, et leur garde célèbre n'a pu tenir contre nos jeunes conscrits.

Il en coûte aux ennemis dix-huit mille hommes ; mais notre perte est de douze mille, et notre manque de cavalerie nous prive des fruits habituels de nos victoires. Toutefois le résultat moral est immense. Le sentiment de nos soldats a pris son ascendant, et la puissance d'opinion revient toute à l'Empereur. Les alliés se retirent devant lui sans oser risquer une nouvelle bataille<sup>1</sup>.

1. La victoire de Lutzen fut pour l'Empereur le moment d'une perte sensible, celle du maréchal duc d'Istrie, le brave et loyal Bessièrre, qui lui était si sincèrement dévoué. Le digne roi de Saxe lui a fait élever un monument au lieu même où il fut frappé, et, par un bien glorieux rapprochement, il a été fait semblable à celui de Gustave-Adolphe, et se trouve non loin de celui-ci. Une simple pierre entourée de peupliers. Et cet



*Le 9 mai.* — Napoléon rentre victorieux dans Dresde, y ramenant le souverain, ce roi de Saxe, que le sentiment de ses vrais intérêts, que sa fidélité à ses engagements en avaient fait sortir à l'approche des alliés, dont il avait refusé constamment toutes les propositions.

*Le 21 et le 22 juin.* — Napoléon triomphe de nouveau à Wurtchen et à Bautzen. Les alliés avaient choisi leur terrain; les belles campagnes de Frédéric l'avaient rendu classique. Ils s'y étaient retranchés, et se croyaient inexpugnables; mais tout cède aux grandes vues, aux belles dispositions du général français, qui, en commençant le combat, se déclare déjà sûr de la victoire.

Les alliés perdent encore dix-huit ou vingt mille hommes, et ne tiennent plus; ils se retirent en désordre. L'Empereur les poursuit. Il a déjà franchi la Lusace, traversé la Silésie; il est sur l'Oder. Alors les alliés demandent un armistice pour traiter de la paix, et Napoléon, croyant tenir l'instant favorable, l'accorde.

Armistice de Pleisswitz si décisif dans la cause de nos malheurs, nœud fatal où se rattachent toutes les chances et les destinées de la campagne.

L'Empereur devait-il accorder cet armistice, ou poursuivre ses avantages? Ce put être à l'instant même un véritable problème, que le temps seul et les conséquences si terribles pour nous n'ont résolu que plus tard. L'Empereur, victorieux, s'arrêta vis-à-vis d'ennemis abattus, auxquels il pou-

exemple, du reste, n'est pas le seul d'étrangers rendant à la mémoire de nos braves un hommage négligé par les nationaux.

vait concéder désormais sans embarras : ses sacrifices ne seraient plus que de la modération. L'Autriche jusque-là incertaine, frappée de nos succès, nous revenait. Napoléon pouvait donc raisonnablement se flatter de voir conclure une paix qu'il désirait, et il ne voulait pas compromettre une occasion aussi heureuse, au hasard d'un échec qui eût tout perdu, et qui pouvait d'autant plus avoir lieu, que son armée était arrivée là en courant, et fort en désordre; que ses derrières étaient à découvert et parcourus par l'ennemi; et il se disait que l'armistice, dans tous les cas, lui donnait les moyens de resserrer et de bien organiser ses troupes; de nettoyer et d'assurer ses communications avec la France; qu'il recevrait d'immenses renforts, et se créerait une cavalerie, etc.

Malheureusement, au rebours des combinaisons de l'Empereur, ce fatal armistice ne fut avantageux qu'à nos ennemis; il se prolongea près de trois mois, et ne servit qu'à organiser leur triomphe et notre destruction; l'Autriche, encore notre alliée, et qui, par une déception que l'histoire caractérisera, mettait ce titre à profit pour nous combattre avec plus d'avantage, ayant besoin d'un délai, l'obtint. Les Russes, qui attendaient une armée, la reçurent; les Prussiens se doublèrent, les subsides anglais arrivèrent et l'armée suédoise rejoignit. On remua les associations secrètes, on opéra le soulèvement de toute la population allemande, la défection des cabinets rhénans, la corruption des officiers alliés, etc.

L'Empereur a bien reconnu, par l'événement, toutes les fautes de cet armistice, et qu'il eût mieux fait de pousser obstinément en avant; car s'il eût



continué d'être heureux, les alliés, effrayés de se trouver séparés du secours de l'Autriche, avec laquelle ils ne seraient plus entendus, coupés du prince de Suède, demeuré en arrière, voyant les places de l'Oder débloquées, et la guerre reportée en Pologne, aux portes de Dantzick, au milieu d'un peuple tout prêt à s'insurger en masse, les alliés se seraient infailliblement exécutés, et auraient conclu. Que si nous eussions éprouvé un échec, les conséquences n'en pouvaient pas être plus funestes que ce qui est arrivé. Les sages calculs de l'Empereur le perdirent; ce qui lui sembla inconsidération, témérité, l'eût probablement sauvé.

*Congrès de Prague, le 29 juillet.* — Ouverture, après deux mois de difficultés et d'incidents, du congrès, sous la médiation de l'Autriche, si toutefois on peut donner le nom de congrès à une réunion où il ne se traita rien, et où l'un des deux partis était résolu d'avance qu'il en serait ainsi.

Le médiateur et les adversaires étaient également nos ennemis, tous se présentaient d'accord contre nous, et avaient déjà arrêté la guerre. Mais pourquoi s'y présentaient-ils donc? C'est qu'il fallait à l'Autriche, par un reste de pudeur, un prétexte dans les débats, pour nous déclarer la guerre, et que la Prusse et la Russie, de leur côté, croyaient devoir à l'opinion publique de l'Europe cette démonstration illusoire de leur désir et de leurs efforts pour la paix. Tous ensemble ne faisaient là que sceller le système de leurs machiavéliques combinaisons.

Le véritable congrès pour eux ne fut pas l'instant où on se réunit à Prague, mais bien les deux mois qui l'avaient précédé. Le temps nous a livré depuis les documents authentiques de leurs intrigues et de leurs machinations, de leurs traités, même durant cet intervalle. On y trouve en effet que l'armistice n'a été employé par les amis apparents et les ennemis déclarés, qu'à cimenter artificieusement l'union qui devait renverser Napoléon, à créer ce triumvirat destiné à peser sur l'Europe qu'il prétendait délivrer.

L'Autriche avait par intérêt retardé longtemps l'ouverture de ce congrès. Résolue de réparer ses pertes à tout prix, elle n'hésitait pas à sacrifier son honneur pour mieux assurer son succès. C'est sous le manteau même de l'amitié qu'elle masque sa perfidie. Se disant toujours notre alliée, empressée à nous complimenter à chaque nouveau triomphe, elle insiste avec l'air du plus vif intérêt, pour être médiatrice, lors même qu'elle est déjà convenue avec nos ennemis de faire cause commune avec eux. On l'accepte; mais il lui fallait encore gagner du temps pour se trouver prête, et dès lors, ce furent chaque jour des incidents nouveaux, traités avec la dernière lenteur.

Dans le principe elle ne s'était offerte que comme médiatrice; mais changeant de ton à mesure qu'elle poussait ses armements, elle parla ensuite d'être arbitre, de prononcer entre les deux partis, laissant entrevoir qu'elle attendait de grands avantages des services qu'elle pourrait rendre, etc. Enfin, au bout de deux mois d'armistice, quand elle se crut prête et que tout se trouva d'accord entre les coalisés, ils ouvrirent le congrès, non pour y traiter



la paix et ramener l'amitié, mais pour mettre leurs véritables sentiments au grand jour, et insulter à visage découvert. Les Russes surtout s'y firent remarquer par un manque d'urbanité qui ne leur était pas habituel. Ce n'étaient plus ces Russes sollicitant anxieusement un armistice après les déroutes de Lutzen, Wurtchen, Bautzen, c'étaient les Russes se regardant désormais, et déjà devenus en effet par l'esprit de leur diplomatie, l'aveuglement de leurs coassociés, leur position géographique, enfin par la force des choses, les dictateurs de l'Europe. Qui Alexandre y envoie-t-il pour traiter ? Précisément quelqu'un qui, par ses circonstances personnelles, et d'après les lois françaises, ne pouvait y paraître, un homme né Français. Certes, il était difficile d'offrir un outrage plus personnel, plus direct ; et Napoléon le dévora.

Dans de telles dispositions, le congrès ne pouvait aller loin ; aussi le peu de jours qu'il dura ne laissa voir de la part de nos ennemis qu'une suite de notes plus ou moins acrimonieuses ; et, de la part de l'Autriche qu'une partialité révoltante.

Le 10 août, douze jours seulement après la réunion des négociateurs, les Russes et les Prussiens se retirèrent avec hauteur ; et le surlendemain, l'Autriche, cette alliée fidèle, cette amie si obséquieuse, si dévouée, qui avait sollicité si vivement d'être notre médiatrice, notre arbitre, quitte tout à coup ces titres pour nous déclarer la guerre, sans autre intervalle de temps que celui de la signature de son manifeste, ténébreusement concerté depuis deux mois avec ses nouveaux alliés !!! manifeste, du reste, qui consacre la dégradation et la honte, en ce qu'il avoue le sacrifice d'une archiduchesse,

par la nécessité de se plier en apparence à une alliance détestée. L'histoire prononcera sur de tels actes. Toutefois, il est à croire, pour l'honneur du trône et de la morale, que la plupart de ces transactions, et surtout la véritable marche des affaires demeurèrent inconnues à l'empereur François, réputé en Europe le plus doux, le plus droit, le plus moral, le plus religieux des princes. Le fait est qu'il a été dit que beaucoup de ces actes se traitèrent à son insu, que d'autres lui furent présentés entièrement dénaturés. On doit en attribuer l'odieux à l'or britannique, à la finesse de la diplomatie russe, aux passions de l'aristocratie autrichienne, excitées par la faction anglaise qui remuait et dominait en cet instant toute l'Europe.

On se sépara avec une irritation réciproque extrême. Alors l'Empereur s'exprima dans les pièces officielles et publiques avec la plus grande force et le ton de la plus haute supériorité. C'était pour les peuples ; car il demeurerait tellement maître de lui, que, bien que courant aux armes, il n'en fit pas moins demander de reprendre les négociations, ce qui eut lieu à Prague. Il ne fallait pas, pensait-il, se priver de communications constantes : l'Autriche devait être facile à détacher, si nous avions de grands succès ; elle devait être facile à convaincre, si nous avions quelques revers. Tel fut ce qu'on appela le congrès de Prague.

A présent, on se demandera peut-être : Napoléon a-t-il donc été dupe dans ce congrès et ses accessoires ? Non, ou du moins pas entièrement, s'il n'eut pas connaissance de tous les faits, il ne douta jamais des intentions, ni des véritables sentiments.

Napoléon, dès l'instant de sa première victoire à



Lutzen, avait proposé authentiquement un congrès général. C'était là, selon lui, la seule et unique manière de pouvoir traiter franchement du repos universel, et assurer l'indépendance de la France et la garantie du système moderne. Toute autre voie de négociation ne lui semblait qu'un leurre; et s'il sembla dévier de ce principe, en acceptant la médiation de l'Autriche et les conférences de Prague, c'est qu'à mesure que le temps s'écoulait, les affaires s'étaient compliquées. La défaite de Vittoria, l'évacuation de l'Espagne, et l'esprit de la France qui se détériorait, avaient empiré de beaucoup sa situation. Il devinait bien quelle serait l'issue de ces négociations, mais il lui fallait gagner du temps à son tour, attendre les événements. Il ne s'abusait nullement sur le rôle de l'Autriche; et, sans connaître précisément jusqu'à quel point elle pouvait porter la déception, il avait fort bien su démêler sa conduite tortueuse, ses lenteurs, sa détermination. Il avait eu à Dresde même des conversations personnelles avec le premier négociateur de cette puissance, qui s'était suffisamment laissé pénétrer. L'Empereur lui ayant dit qu'il avait, après tout, huit cent mille hommes à présenter à ses ennemis, le négociateur, disait-on, s'était empressé d'ajouter : « Votre Majesté pourrait dire douze cent mille; car il ne tient qu'à elle de pouvoir y joindre tous les nôtres. » Mais à quel prix voulait-on les faire acheter ! il ne s'agissait de rien moins que de la restitution de l'Illyrie, de la cession du duché de Varsovie, de la frontière de l'Inn, etc., etc. « Et sur quoi, je vous prie, aurais-je pu compter davantage après tout cela ? » disait l'Empereur. Accorder toutes ces choses, et fournir à l'Autriche le moyen

de nous demander encore, ou de nous combattre ensuite avec plus d'avantages? » Et il revenait toujours à penser que les vrais intérêts de l'Autriche se trouvant étroitement liés à notre péril, nous la retrouverions plus sûrement par nos malheurs que nous ne l'attacherions par nos concessions. Il fut donc sourd à toutes les demandes ; mais il doutait si peu des engagements déjà pris par l'Autriche avec nos ennemis, qu'il lui arriva, assure-t-on, de dire, moitié gaieté, moitié indignation, à son négociateur, qu'il traitait d'ailleurs avec une certaine familiarité : « Ah ça, un tel, combien vous a-t-on payé pour cela? Avouez-moi cela à moi, etc., etc. »

Tout ce qu'il dut néanmoins en coûter à Napoléon en cette occasion ! à quelles épreuves ne fut pas mise sa patience ! lui qu'on a tant accusé dans le temps de n'avoir pas voulu la paix ! « Quelles n'étaient pas mes tribulations, disait-il à ce sujet, de me trouver tout seul à juger de l'imminence du danger, et à y pourvoir ; de me voir placé contre les coalisés, qui menaçaient notre existence, et l'esprit de l'intérieur, qui, dans son aveuglement, semblait faire cause commune avec eux ; entre nos ennemis, qui s'apprêtaient à m'étouffer, et les harassements de tous les miens, de mes ministres mêmes, qui me poussaient à me jeter dans les bras de ces mêmes ennemis !... et j'étais obligé de faire bonne contenance dans une si gauche posture, de répondre fièrement aux uns, et de rembarquer avec dureté les autres, qui me créaient des difficultés sur les derrières, entretenaient la mauvaise pente de l'opinion publique au lieu de l'éclairer, et laissaient le cri public me demander la paix, lorsqu'ils eussent dû convaincre chacun que le seul moyen



de l'obtenir était de me pousser ostensiblement à la guerre.

« Du reste, mon parti était pris; j'attendais les événements, bien résolu de ne pas me prêter à des concessions ou à des traités qui n'auraient présenté qu'un replâtrage momentané et d'une conséquence inévitablement funeste. Tout parti mitoyen m'était mortel; il n'était de salut que dans la victoire qui me continuerait la puissance, ou dans la catastrophe qui me rendrait des alliés, etc., etc. »

Je prie de s'arrêter sur cette dernière pensée, que j'ai déjà indiquée plus haut: peut-être trouvera-t-on que je m'y appesantis beaucoup; mais c'est que je sens le besoin de la rendre intelligible; car bien que je la saisisse à merveille aujourd'hui, je fus longtemps à Longwood à la comprendre, tant elle me paraissait paradoxale et subtile.

« Quelle situation! continuait l'Empereur. Moi qui voyais que la patrie, ses destinées, ses doctrines, son avenir tenaient à ma seule personne! — Mais, Sire, me permis-je de remarquer alors, c'est bien aussi ce que chacun disait, et plusieurs nuances de partis vous en faisaient le reproche, ajoutant avec aigreur: Mais pourquoi s'est-il donc mis dans le cas de tout rattacher à sa seule personne? — Accusation banale et vulgaire, a repris l'Empereur: cette situation n'était pas de mon choix, elle ne venait pas de ma faute; elle était toute dans la nature et la force des circonstances, dans la lutte de deux ordres de choses opposés. Ceux qui s'exprimaient ainsi, s'ils étaient de bonne foi, auraient-ils mieux aimé se reporter avant Brumaire, où la dissolution intérieure était complète, l'invasion de l'étranger certaine, la destruction de

la France inévitable. A compter du jour où, adoptant l'unité, la concentration du pouvoir, qui seule pouvait nous sauver ; à compter de l'instant où, coordonnant nos doctrines, nos ressources, nos forces, qui nous créaient une nation immense, les destinées de la France ont reposé uniquement sur le caractère, les mesures et la conscience de celui qu'elle avait revêtu de cette dictature accidentelle ; à compter de ce jour, la chose publique, *l'État ce fut moi* ; ce moi, que j'avais prononcé pour ceux qui pouvaient me comprendre, a été forcément censuré par les esprits bornés et les gens de mauvaise foi. L'ennemi l'avait bien senti ; aussi s'est-il étudié tout d'abord à n'abattre que moi. On ne s'est pas moins récrié sur d'autres paroles échappées du fond de mon cœur : *que la France avait plus besoin de moi que moi d'elle*. On ne vit qu'un excès de vanité dans ce qui était pourtant une vérité profonde : et vous le voyez ; ici, mon cher, je peux me passer de tous, et s'il ne s'agissait que de souffrir, mes peines ne sauraient être longues ; mon existence est courte ; mais celle de la France !! » Et reprenant son idée première, il dit : « Nos circonstances étaient extraordinaires et toutes nouvelles : il ne faut point aller leur chercher de parallèle. J'étais, moi, toute la clef d'un édifice tout neuf et à de si légers fondements ! Sa durée dépendait de chacune de mes batailles ! Si j'eusse été vaincu à Marengo, vous eussiez eu dès ce temps-là tout 1814 et 1815, moins les prodiges de gloire qui ont suivi et demeurent immortels. Il en eût été de même à Austerlitz, à Iéna encore, à Eylau et ailleurs. Le vulgaire n'a pas manqué d'accuser mon ambition de toutes ces guerres ; mais, étaient-elles de mon



choix ; n'étaient-elles pas toujours dans la nature et la force des choses, toujours dans cette lutte du passé et de l'avenir, dans cette coalition constante et permanente de nos ennemis, qui nous plaçaient dans l'obligation d'abattre, sous peine d'être abattus, etc. »

Pour revenir aux négociations de 1813, il est sûr que quand on lit aujourd'hui toutes les pièces du temps, les documents, les manifestes des deux partis, on s'étonne beaucoup, soit qu'on ait pris plus de sang-froid, ou qu'on se trouve éclairé par la conduite de ceux qui ont triomphé, on s'étonne beaucoup, disons-nous, de la double erreur qui porta les Allemands à se soulever avec une telle fureur contre celui de qui ils prétendaient secouer le joug, et en faveur de ceux qu'ils purent croire devenir leurs régénérateurs!!!

*Reprise des hostilités ; bataille de Dresde, 26 et 27 août.* — On se présente de nouveau sur le champ de bataille ; les Français avec trois cent mille hommes, dont quarante de cavalerie, occupant le cœur de la Saxe, sur la rive droite de l'Elbe ; et les alliés avec cinq cent mille hommes, dont cent mille de cavalerie, les menaçant par les trois directions de Berlin, la Silésie et la Bohême, sur Dresde. La prodigieuse différence n'affecte pas Napoléon, qui a combiné et prend hardiment l'offensive. Il a fortifié la ligne de l'Elbe, devenue son point d'appui, et s'abritant des montagnes de la Bohême, sur son extrême droite, il dirige une de ces masses sur Berlin, contre Bernadotte, qui commande une armée de Prussiens et de Suédois ; une autre marche sur la Silésie, contre Blücher,

qui a sous ses ordres une réunion de Prussiens et de Russes ; une troisième stationne à Dresde, comme clef de position, pour observer la grande armée autrichienne et russe, en Bohême ; enfin une quatrième est placée en forme de réserve à Zittau, avec le triple objet : 1° de pénétrer en Bohême, si on a des succès contre Blücher ; 2° d'y contenir la grande masse des alliés, en leur faisant craindre de se voir attaqués sur leurs derrières, s'ils tentent de déboucher par les rives de l'Elbe ; 3° enfin, de fournir, au besoin, soit aux attaques contre Blücher, soit à la défense de Dresde, si elle se trouve attaquée.

L'Empereur, déjà lancé contre Blücher, le menait battant devant lui, quand il se trouve soudainement rappelé pour la défense de Dresde, où soixante mille Français se trouvaient avoir sur les bras cent quatre-vingt mille alliés. Le généralissime, prince de Schwartzemberg, avait attaqué Dresde mollement le 26, au lieu de brusquer l'affaire. Napoléon arrive avec la rapidité de l'éclair ; il a réuni cent mille Français contre les cent quatre-vingt mille alliés. La bataille n'est pas un instant douteuse ; et c'est à sa sagacité, à son coup d'œil qu'on doit tout. L'armée ennemie est abîmée, elle perd quarante mille hommes, et se trouve menacée un instant d'une destruction totale. L'empereur Alexandre y avait assisté en personne, et Moreau y tomba d'un des premiers boulets de la garde impériale, fort peu de temps après avoir parlé avec ce prince<sup>1</sup>.

1. Cette mort de l'illustre Moreau, sous les drapeaux russes, et contre une armée française, a été et demeure la désolation, le supplice de ses plus vrais amis, de ses plus zélés partisans.



Elle était donc enfin arrivée cette chance heureuse, tant attendue de Napoléon, qui devait rétablir ses affaires, procurer la paix et sauver la France ! En effet, dès le lendemain même, l'Autriche lui expédiait déjà un agent avec des paroles amicales. Mais, ô destinées humaines ! c'était là le dernier sourire de la fortune. A compter de cet instant, par un enchaînement de fatalités sans exemple, Napoléon ne comptera plus que des désastres. Partout où il ne se trouve pas, nous demeurons écrasés ; notre armée de Silésie éprouve une perte de vingt-cinq mille hommes, de la part de Blücher ; celle qui attaque sur Berlin est battue par le prince de Suède, qui lui cause les plus grands dommages ; enfin, presque tout le corps de Vandamme, qui après la victoire de Dresde a été envoyé en Bohême sur les derrières de l'ennemi, et devait accomplir sa destruction, abandonné à lui-même et à la témérité de son chef, succombe sous le refoulement de l'armée des alliés précipitant leur fuite. Ce fatal désastre et le salut des Autrichiens sont amenés par une indisposition subite de Napoléon, qu'on croit un moment empoisonné. Sa présence ne hâte plus l'ardeur des différents corps qui poursuivent ; l'indécision, la mollesse s'en mêlent. Vandamme est anéanti, et tout le fruit de la magnifique victoire de Dresde est perdu !

Après de tels échecs coup sur coup répétés, le prestige est détruit, le moral des Français est attaqué, celui des alliés s'en rehausse, la valeur numérique reprend ses droits, et tout marche vers une catastrophe. Napoléon, au désespoir, fait de vains efforts, il court vers chaque point menacé, et se trouve aussitôt rappelé ailleurs par quelque nouveau

désastre ; partout où il apparaît, les alliés reculent devant lui ; mais ils avancent avec succès sitôt qu'il tourne le dos. Cependant toutes les masses ennemies gagnent constamment du terrain, elles se trouvent toutes liées entre elles désormais, et forment un demi-cercle qui se resserre sans cesse autour des Français acculés sur l'Elbe, menaçant de les déborder. D'un autre côté, nos derrières dégarnis sont inondés de coureurs, de partisans. Le royaume de Westphalie est en pleine insurrection, nos convois demeurent interceptés ; il n'est plus de communication libre avec la France.

C'est dans cette situation que les négociations de Prague apportent à l'Empereur les résultats de leurs nouvelles conférences. Après de nombreuses restitutions exigées de lui et de ses alliés, on avait fait deux lots : d'un côté toute l'influence et toutes les acquisitions de la France en Italie ; de l'autre, toute l'influence et toutes les acquisitions de la France en Allemagne. On laissait à Napoléon à en choisir un ; mais il devait abandonner l'autre aux alliés, pour en disposer à leur gré, sans nulle intervention de sa part. Amies ou ennemies, pas un doute que Napoléon ne saisisse avec avidité de telles propositions ; « car, lui disaient les siens, si vous choisissez l'Italie, vous restez aux portes de Vienne, et les alliés se battront bientôt entre eux, pour les dépouilles de l'Allemagne. Si au contraire vous préférez d'abandonner l'Italie, vous vous attachez l'Autriche, dont elle sera le partage, et demeurez au cœur de l'Allemagne. Dans tous les cas, vous ne tarderez pas à reparaître en médiateur ou en maître. » Napoléon n'en jugea point ainsi, et refusa, persistant dans ses idées arrêtées.



Certes, se disait-il, de telles propositions en elles-mêmes, et dans le cours naturel des choses, sont des plus acceptables ; mais où est la garantie de leur sincérité ? Il voyait très bien que les alliés ne cherchaient qu'à le faire donner dans le piège. Ils avaient adopté désormais de n'avoir plus ni foi, ni loi. Ils ne se croyaient plus tenus à aucun droit des gens, à aucune moralité vis-à-vis de nous. Au retour de ses conseillers, il disait : « Si j'abandonne l'Allemagne, l'Autriche combattra avec plus d'ardeur, jusqu'à ce qu'elle obtienne l'Italie. Si je lui cède celle-ci, elle s'empressera, pour se la garantir, à me chasser de l'Allemagne. Ainsi une première concession obtenue ne serait, dans leurs mains, qu'un moyen de s'en faire accorder ou d'en saisir de nouvelles. La première pièce de l'édifice déplacée entraînerait l'écroulement de tout le reste ; je serais poussé de concessions en concessions jusqu'au château des Tuileries, d'où les Français, indignés de ma faiblesse, et m'accusant de leurs désastres, me chasseraient sans doute, et peut-être avec justice, pour être tout aussitôt eux-mêmes la proie de l'étranger.

Ne croirait-on pas lire la prédiction littérale des événements qui suivirent l'insidieuse déclaration de Francfort, les propositions de Châtillon, etc. ?

« Il valait cent fois mieux périr sous la violence de la victoire, continuait l'Empereur, car les défaites mêmes laissent après elles le respect de l'adversité, quand elles s'associent à une magnanime constance. Je préférerai donc combattre ; si j'étais vaincu, il nous restait toujours les vrais intérêts politiques de la plupart de nos ennemis. Si j'étais vainqueur, je pouvais tout sauver, et j'avais encore

des chances; j'étais loin de croire tout désespéré. »

#### MOUVEMENT INTENTIONNÉ SUR BERLIN

C'est dans cet état de choses que le roi de Bavière, ce chef de la confédération du Rhin, écrivit à l'Empereur, l'assurant confidentiellement qu'il tiendrait encore six semaines dans son alliance : « Et c'était assez, disait Napoléon, pour que très probablement il n'eût plus eu à nous quitter. » Et il se décida à commencer dès l'instant un grand mouvement qu'il méditait depuis longtemps, et qui montre bien toutes les ressources de son génie, et la trempe de son âme. Pressé sur l'Elbe, dont la grande masse des coalisés borde déjà la rive droite, et à peu près tourné sur ses derrières, il a conçu, préparé l'audacieuse idée de changer de position avec l'ennemi, place pour place; de percer sa ligne, d'aller se former sur ses derrières, et de le contraindre de passer à son tour entièrement sur la rive gauche. Si, dans cette situation, il leur abandonne toutes ses communications avec la France, il se donne pour nouveaux derrières précisément le territoire de l'ennemi, des pays non encore dévastés qui peuvent le nourrir, Berlin, le Brandebourg, le Meklembourg; il retrouve toutes ses places, leurs immenses garnisons, dont l'éparpillement et la perte seront une si grande faute après le revers, et eussent apparu comme des ressources du génie en cas de triomphe. Il va avoir devant lui un nouvel avenir, de nouvelles combinaisons, l'étonnement, la stupeur des ennemis, leurs fautes, le brillant de son audace et toutes ses espérances.



## BATAILLE DE LEIPSICK, 16, 18, 19 OCTOBRE

Tout semble sourire d'abord à l'Empereur ; mais presque aussitôt une lettre du roi de Wurtemberg lui donne avis que l'armée bavaroise, enlevée par des intrigues et l'esprit du moment, s'est jointe à l'armée autrichienne qu'elle avait à combattre, qu'elle marche sur le Rhin pour le couper de la France, et qu'il va se trouver lui-même dans l'obligation de se plier à ces circonstances. Ce nouveau contre-temps force Napoléon de tout interrompre pour revenir en arrière et songer à la retraite. Une telle complication de faux mouvements sert les alliés, qui nous pressent et nous entourent ; une grande bataille devient inévitable. Napoléon se masse dans les plaines de Leipsick ; son armée est forte de cent cinquante-sept mille combattants et de six cents pièces d'artillerie ; mais les alliés lui en présentent mille, et trois cent cinquante mille baïonnettes. On se bat avec fureur un premier jour ; les Français demeurent vainqueurs ; et la victoire eût été décisive, si l'un des corps laissés à Dresde fût venu prendre part à la bataille, ainsi que l'avait espéré l'Empereur. Le général Merfeld, fait prisonnier, est renvoyé sur parole, avec l'annonce que l'Empereur accepte enfin de renoncer à l'Allemagne ; mais les coalisés, enflés de l'arrivée sur le terrain d'un immense renfort, recommencent une seconde journée, et ils sont si nombreux, que quand leurs troupes se trouvent fatiguées, elles sont régulièrement relevées, comme à la parade, par des corps tout frais. Les fatalités les plus inouïes se joignent encore à l'inégalité du nombre ; la trahison la plus infâme éclate à l'improviste au

milieu de nous : les Saxons, nos alliés, dans nos propres rangs, se retournent, tirent sur nous et nous foudroient de leur artillerie. Toutefois, tel est le sang-froid du général français, son énergie, son habileté, le courage de nos soldats, qu'ils remédient à tout, et que le champ de bataille nous demeure encore.

Ces deux terribles journées, que l'histoire appellera des journées de géants, avaient coûté à l'ennemi cent cinquante mille hommes de ses meilleures troupes, dont cinquante mille tués sur le champ de bataille. Il n'y avait nulle parité avec nos pertes, qui ne s'élevaient pas à cinquante mille. L'immense différence de forces avait donc considérablement décru, et une troisième bataille se présentait avec des chances beaucoup plus favorables ; mais nous nous trouvions à bout de munitions, nos parcs n'offraient plus que seize mille coups ; nous en avions tiré deux cent vingt mille dans les deux batailles. Il fallut de nécessité ordonner la retraite ; elle se commença à la nuit sur Leipsick. Au jour les alliés nous assaillent ; ils pénètrent avec nous dans la ville, on s'y bat dans les rues ; notre arrière-garde s'y défendait vaillamment et sans grandes pertes, quand, par une fatalité désespérante, on fait sauter, à contre temps et par mal entendu, le seul pont de l'Elster par lequel s'effectuait notre retraite. Alors tout ce qui reste sur la rive de Leipsick est perdu, et ce qui se trouve sur l'autre rive se dirige en toute hâte et en désordre sur Mayence. A Hanau, il faut passer sur le ventre de cinquante mille Bavares ; de tristes débris seuls rentrent en France ; et, pour comble d'infortune, la contagion les y accompagne.



Telle est cette trop fatale campagne, notre dernier effort national, le véritable tombeau de notre gigantesque puissance, où quatre fois, contre toute l'Europe et en dépit de toutes les chances accumulées, le génie d'un seul homme fut sur le point de rétablir notre ascendant, et de le cimenter par la paix : après les victoires de Lutzen et de Bautzen, après celle de Dresde, lors du dernier mouvement sur Berlin, enfin dans les plaines de Leipsick.

Il n'échoua que par une complication de fatalités et de perfidies dont l'histoire ne fournit point d'exemples. J'inscris ici celles qui me tombent sous la main à la simple lecture.

#### *Fatalités.*

- (A). Incommodité subite de Napoléon.
- (B). Débordement soudain de la Bober.
- (C). Lettre confidentielle du roi de Bavière.
- (D). Ordres non parvenus aux corps de Dresde.
- (E). Manque inopportun de munitions militaires, après les deux journées de Leipsick.
- (F). Explosion du pont de l'Elster.

#### *Perfidies.*

- (G). Machinations, mauvaise foi de l'Autriche, première et véritable cause de nos désastres.
- (H). Violation de l'armistice de Pleisswitz, relativement à nos places bloquées.
- (I). Défection du gouvernement Bava-rois.
- (K). Trahison des Saxons, dans nos rangs, etc.
- (L). Capitulation de Dresde violée, etc.

Voici quelques lignes de développements :

(A). Après la victoire de Dresde, quelqu'un complimentait Napoléon sur un si grand succès. Ce n'est rien, remarqua-t-il, tout rayonnant de satisfaction, Vandamme est sur les derrières, et c'est là que vont être les grands résultats ; et l'Empereur marchait de sa personne pour aider et accomplir cette opération décisive, quand malheureusement il fut pris, après son repas, d'un vomissement subit tellement violent, qu'on le crut empoisonné, et qu'il fallut le ramener dans Dresde. Dès lors il y eut lacune dans les opérations. On en connaît les funestes conséquences. Quelle petite cause, et quels immenses résultats ! Ce que sont pourtant les choses d'ici-bas !

(B). Une crue subite de la Bober en Silésie fut la principale cause des désastres du maréchal Macdonald. Le débordement surprit ses corps en pleine opération, empêcha leurs communications et causa les pertes malheureuses qu'on a vues plus haut.

(C). Le roi de Bavière écrivit confidentiellement à Napoléon, vers la fin de septembre, qu'il tiendrait encore six semaines ou deux mois dans son alliance ; que jusque-là il se refuserait opiniâtrément à tous les avantages qui lui étaient offerts. L'Empereur, dans la situation critique où il se trouvait, qui, sans cette circonstance, eût pu se déterminer peut-être à entendre lui-même aux propositions qu'on lui faisait, n'hésita plus, et entreprit immédiatement le beau mouvement qu'il avait médité sur Berlin, pensant que les six semaines lui suffisaient pour changer la face des affaires et raffermir ses alliés ; malheureusement des intrigues



militaires furent plus fortes que la volonté du roi de Bavière, et Napoléon, forcé d'interrompre son mouvement, est obligé de combattre à Leipsick avec désavantage : on a vu quelles en furent les suites.

(D). Napoléon, en se préparant pour les combats de Leipsick, avait compté sur une diversion des corps d'armée qu'il avait laissés dans Dresde : leur coopération eût rendu la victoire décisive, et pouvait changer la face des affaires ; malheureusement les ennemis étaient si nombreux, nous demeurions tellement cernés, que les ordres de l'Empereur n'atteignirent point Dresde.

(F). Après les deux terribles journées de Leipsick, notre retraite s'opérait au delà de l'Elster sur un seul pont. Un officier commis à sa garde avait ordre de le faire sauter quand l'ennemi se présenterait à la suite de notre arrière-garde. Malheureusement on dit à tort à cet officier que l'Empereur le demande ; il y court, et un caporal de sapeurs, au premier aspect de quelques coureurs russes, met aussitôt le feu à la mine, et fait sauter le pont, vouant ainsi à la perdition tout ce qui demeurerait encore au delà : toute notre arrière-garde, les bagages, près de deux cents pièces d'artillerie et trente mille prisonniers, traînards, blessés ou malades.

A la lecture du bulletin qui contenait cette circonstance il n'y eut qu'un cri parmi la malveillance à Paris : il renfermait un mensonge, disait-on ; c'était l'Empereur lui-même qui avait ordonné l'explosion pour sauver sa personne aux dépens du reste de l'armée. Vainement objectait-on la version de l'officier, qui, en confirmant le fait, s'en justi-

fiait ; on répliquait que c'était un nouveau mensonge, ou bien une complaisance et un jeu bien joué de la part de l'officier. Tel était le langage du temps<sup>1</sup>.

(G). L'on a vu plus haut les déceptions de l'Autriche, sa duplicité, sa mauvaise foi, les nombreuses contradictions entre ses actes et ses paroles ; c'est qu'oubliant la générosité dont elle avait été l'objet après Léoben, Austerlitz et Wagram, elle s'acquittait selon les maximes de la politique, et en saisissait avidement l'occasion de réparer ses pertes à tout prix.

On a vu qu'elle nous a perdus en nous faisant consentir à l'armistice de Pleisswitz ; et sa conduite était d'autant plus odieuse, qu'elle était déjà décidée à nous faire la guerre, et qu'à peu de jours de là son cabinet, bien que toujours notre ami, notre allié, et s'offrant pour médiateur, prenait des engagements contre nous. On sait à présent son accession aux conventions de Rechembach, vers le milieu de juin, et sa participation aux conférences

1. Lors de mon dernier voyage à Londres en 1814, il n'était bruit que des événements récents, et la bataille de Leipsick y jouait un grand rôle. On racontait qu'au moment de sa défaite, Napoléon avait tellement perdu l'esprit, qu'il s'était égaré dans la ville, et que perdu dans une rue écartée, sur la muraille de laquelle, bien qu'à cheval, il s'était appuyé dans un moment de défaillance, il avait demandé à une bonne vieille son chemin et un verre d'eau-de-vie. L'explosion du pont n'était pas oubliée, et elle était racontée précisément comme à Paris. Ces détails et bien d'autres encore remplissaient les salons, et couraient les rues, étaient racontés sérieusement par les personnes les mieux élevées comme par celles du dernier vulgaire ; les gravures en étaient exposées à toutes les boutiques. On y voyait la rue de Leipsick, le point précis de l'événement, etc. ; et le torrent de ces absurdités était tel, qu'il ne restait d'autre ressource au bon sens que de hausser les épaules et de souffrir.



de Trachenberg, au commencement de juillet. La nécessité d'une certaine pudeur fit tenir ces choses secrètes un mois encore après le commencement des hostilités. On ne les présenta d'abord à François que comme des mesures éventuelles et précautionnelles ; et ce ne fut qu'en lui peignant Napoléon comme un fléau, et en lui attribuant les retards de l'ouverture du congrès qu'on reculait soi-même, qu'on vint à bout de le faire apposer sa signature. (*Montvérant*, t. VI, pag. 262.)

Telle fut la conduite de l'Autriche, et Napoléon pourtant ne cessa d'entretenir l'arrière-espérance de la voir revenir à lui, non qu'il pût compter sur aucuns procédés, mais parce qu'il la supposait assez clairvoyante sur ses véritables intérêts. Ce sentiment ne l'a abandonné qu'en signant son abdication<sup>1</sup>.

(H). Les forteresses occupées par les troupes françaises, comprises dans les parties occupées par les armées combinées, devaient avoir une lieue de rayon autour de leur enceinte, et être ravitaillées tous les cinq jours ; cet article ne fut pas exécuté de bonne foi.

Quand l'armistice fut prolongé, les commissaires français demandèrent que des officiers de leur

1. Il y avait quelque chose de si juste dans cette pensée, qu'il ne demeure nullement prouvé que le détronement de l'Empereur n'ait pas été plutôt escamoté à l'Autriche, que consenti par elle. Par une de ces fatalités si remarquables qui se sont attachées aux derniers pas de Napoléon, un de ses succès momentanés sépara les Autrichiens des Russes, et l'ordre de marcher sur Paris, ainsi que la fameuse déclaration qui proscrivit Napoléon et sa famille, émanèrent d'Alexandre seul. Quand François se présenta, il n'eut plus que l'obligation d'adopter des mesures déjà accomplies. Mais bien des circonstances ont porté à croire que ce fut avec une grande répugnance et un extrême dépit.

armée fussent envoyés aux commandants des forteresses ; mais le général en chef russe s'y refusa, et les circonstances étaient devenues telles qu'on fut obligé d'en passer par là. (*Monvérant*, t. VI, p. 270.)

(I). Une partie du plan de campagne arrêté par Napoléon avait été que l'armée bavaroise stationnée sur le Danube agirait de concert avec l'armée d'Italie stationnée en Illyrie, et que leurs efforts réunis se porteraient sur Vienne. On sent de quel poids eussent été de telles mesures sur les destinées de la campagne. Mais le chef de l'armée bavaroise, sous un prétexte ou un autre, et au vrai parce qu'il était d'intelligence avec l'ennemi, demeura constamment inactif ; paralysa le vice-roi, sur lequel se portèrent les principales forces autrichiennes. On a vu plus haut que la défection ouverte de cette armée, parvenue à l'Empereur, au plus fort de la crise, devint une des grandes causes de notre destruction.

(K). Mais de tout ce que nous venons de parcourir, rien n'égale encore le scandale et l'ignominie de la trahison des Saxons, qui, nos frères de périls et de fortune, dans nos rangs mêmes se retournent subitement contre nous pour nous égorger. Quel que étendu qu'ait été le dommage qu'ils nous ont causé, leur honte demeure encore plus grande que tout le mal qu'ils nous ont fait.

La conduite de Napoléon en cet instant, de lui qu'on se plaisait à cette époque à dépeindre comme l'homme de la déception et de la mauvaise foi par excellence, demeure une belle leçon de magnanimité et de véritable grandeur.

Il avait adjoint un corps de Saxons à sa garde



impériale; il les range autour de leur souverain, qu'il laisse à Leipsick <sup>1</sup>, et qu'il relève de tous ses engagements vis-à-vis de lui. Il se trouvait encore des Bava-rois dans son armée, et Napoléon fait écrire à leur chef, « que la Bavière venant de lui déclarer déloyalement la guerre, cette circonstance autoriserait à les désarmer et à les retenir prisonniers de guerre; mais que de tels actes sont contraires à la confiance que Napoléon veut que les troupes à ses ordres aient en lui. » Et il leur fait donner des vivres et les renvoie. L'histoire comparera <sup>2</sup>!

(L). J'ai sous les yeux des notes d'un officier très distingué, relatives à la capitulation de Dresde. Énumérant tout ce que nous avions laissé dans les places dont nous demeurions séparés, il porte leur total à cent soixante-dix-sept mille hommes!!! L'Empereur n'en avait que cent cinquante-sept mille à Leipsick, et quelle différence dans nos destinées si cette masse ou seulement une partie se fût trouvée sous sa main dans cet événement décisif! Mais les circonstances forcées, et non un système suivi, avaient amené cette malheureuse dispersion. Or, voici ce que je trouve littéralement dans ces notes touchant la violation de la capitulation de Dresde.

1. Le vénérable, le fidèle, le bon roi de Saxe avait suivi Napoléon, son allié, et s'était fixé à son quartier général. Les coalisés, en rentrant dans Leipsick, se saisirent de sa personne et prétendirent disposer de ses États. On connaît ses malheurs: ils intéressèrent vivement tous les cœurs généreux en Europe.

2. Au milieu de la déloyauté générale, le roi de Wurtemberg présente une exception bien honorable. Ce prince, quoique déjà en guerre avec nous, cassa la brigade de cavalerie et les corps d'infanterie de ses troupes qui passèrent à l'ennemi, et retira à leurs officiers la décoration de son ordre.

« Avant tout, il importe de savoir, y est-il dit, qu'il était arrêté dans le plan de la coalition contre la France, coalition dont le prince de Schwartzemberg était le prête-nom, qu'au fur et à mesure des offres de capitulation de chacune de nos nombreuses garnisons, on la lui accorderait belle et honorable; mais qu'aucune ne serait exécutée. Ce point de fait est matériellement prouvé; car le motif du refus de capitulation souscrite à Dresde entre M. le maréchal Saint-Cyr et MM. les généraux Toltstoy et Klénau, fut que le prince Schwartzemberg ne pouvait la ratifier, parce que M. le comte de Lobau, aide de camp de Napoléon, enfermé dans Dresde avec le maréchal, avait protesté contre cette capitulation; et, quelque temps après, la capitulation de Dantziak, souscrite avec le général Rapp, fut déclinée sous le prétexte atrocement faux que la garnison de Dresde, malgré les stipulations de la sienne, ayant repris du service sitôt son arrivée à Strasbourg, on ne pouvait plus dès lors approuver la capitulation de Dantziak sans s'exposer aux mêmes inconvénients. »

Voici ce qui met à nu encore plus, s'il est possible, la déloyauté des alliés. La garnison de Dresde, composée de deux corps d'armée, et formant quarante-cinq mille hommes, capitula le 11 novembre.

Le parti de rendre la place avait été loin d'être unanime dans la garnison. Il y eut, à cet égard, deux opinions: l'une fut de rentrer en France à l'aide d'une capitulation, et ce fut celle qu'on adopta; la seconde était bien autrement vigoureuse. Il ne s'agissait de rien moins que de sortir de Dresde avec l'élite de la garnison, de descendre



l'Elbe en débloquent successivement Torgau, où se trouvaient vingt-huit mille hommes, Wittemberg, où il y en avait cinq mille, Magdebourg, qui en comptait vingt mille, et d'arriver à Hambourg, où s'en trouvaient trente-deux mille ; alors avec cette armée de soixante ou quatre-vingt mille hommes agglomérés de la sorte, on fût rentré en France en marchant sur le ventre de l'ennemi ; ou bien encore on l'eût contraint de rétrograder en manœuvrant sur ses derrières ; on eût paralysé les grandes levées en masse qui sont venues accabler nos vieilles bandes ; et eût-on été malheureux, l'issue n'eût pas été plus funeste que la capitulation. Cet avis fut fortement soutenu par le comte de Lobau, les généraux Teste, Mouton-Duvernét et autres. La détermination était grande, digne de notre gloire, tout à fait en harmonie avec nos actes passés, et c'était l'intention de l'Empereur, qui expédia à cet effet des ordres qui ne purent parvenir. Le désespoir de se rendre était tel, qu'une partie de l'armée suggéra au chef de l'opposition de se saisir du commandement : mais le respect à la discipline l'emporta chez lui sur l'ardeur de combattre, toutefois ce ne fut pas sans s'exprimer avec la dernière violence dans le conseil, où l'on assure que, dans son intrépide indignation, il s'emporta au point de s'écrier au général en chef : « L'Empereur me dira que j'aurais dû, le pistolet au poing, me saisir du commandement et vous brûler la cervelle. »

« La capitulation portait que l'évacuation de la place par les Français se ferait en six colonnes et en six journées successives ; que la destination générale de la garnison serait Strasbourg.

« Cette capitulation s'exécuta quant à l'évacuation par nous et à la prise de possession par l'ennemi ; mais notre sixième colonne avait à peine fait une journée de route hors de la ville, que l'on déclara que cette même capitulation était déclinée et rejetée par le généralissime prince de Schwartzemberg, aux termes d'un ordre du 19 novembre.

« Lorsque le maréchal Saint-Cyr se plaignit de cette disposition, on lui offrit, en compensation de ce déni de justice, de le laisser rentrer à Dresde avec ses troupes, et de le remettre en possession de tous les moyens de défense dont il avait disposé avant la capitulation ; c'était une ironie.

« Le maréchal négociant en vain pour l'exécution littérale de tous les articles consentis, avec pouvoir valable, par le comte de Klénau, force fut pour cette malheureuse garnison disloquée et coupée, de se rendre aux différents cantonnements qui lui furent assignés dans la Bohême, au lieu de poursuivre sa marche vers le Rhin.

« Le maréchal, outré de cette violation manifeste, dépêcha, pour en prévenir Napoléon, un officier supérieur ; mais les alliés retardèrent sa marche sous divers prétextes. Il n'arriva à Paris que le 18 décembre ; la série des *événements postérieurs* avait rendu le mal sans remède. »

Après la nomenclature des déceptions et des perfidies que je viens d'énoncer, et que les coalisés avaient érigées en système, on doit être peu surpris que Napoléon, qui les apercevait clairement, ne comptât en aucune manière sur la fameuse déclaration de Francfort, et qu'il s'indignât de l'aveuglement de notre Corps législatif, dont la commission, par malveillance ou par travers d'esprit,



acheva de ruiner les affaires. Napoléon fut plus d'une fois sur le point de mander cette commission, me disait-il, afin de s'entretenir confidentiellement avec elle et à cœur ouvert sur le véritable état des choses, et le péril imminent dont nous étions menacés. Parfois, observait-il, il pensait qu'il eût indubitablement ramené leurs cœurs français, parfois il redoutait, au contraire, certaines opiniâtretés, peut-être malveillantes, qui eussent pu faire dégénérer l'affaire en polémique, ce qui, vu l'esprit du moment, eût encore affaibli nos ressources et hâté la dissolution.

L'Empereur est revenu souvent et en diverses circonstances sur ce point critique de nos destinées. Je l'ai toujours passé, parce que le détail n'en présentait rien d'agréable ni de consolant.

Trait de Bienfaisance. — Voyage à Amsterdam ; les Hollandais, etc. — Massacres de septembre. — Sur les révolutions en général ; fatalité contre Louis XVI.

Mardi 3.

Sur les trois heures, l'Empereur m'a fait demander dans sa chambre : il achevait sa toilette ; et comme il pleuvait en ce moment, il a gagné le salon, où il m'a dit des choses fort curieuses qu'on supposerait le concerner, et dans lesquelles je jouais un grand rôle . . . . .

Plus tard, l'Empereur a essayé quelques tours sur l'espèce de prairie qui avoisine sa bibliothèque. Le vent était très violent ; il est rentré et s'est mis à jouer au billard, chose dont il se doute à peine.

Dans la journée, l'Empereur disait que, voyageant avec l'impératrice, il se trouvait un jour à déjeuner dans une des îles du Rhin. Une petite ferme

était dans le voisinage; pendant qu'il était à table, il en fit venir le paysan, le questionna sur tout ce qui pouvait le rendre heureux, lui dit de le demander hardiment; et, pour lui donner plus de confiance, il lui fit boire, disait-il, plusieurs verres de vin. Le paysan, moins circonscrit et mieux avisé que dans les trois souhaits, parcourut le maximum de tous ses besoins. L'Empereur commanda au préfet d'y pourvoir sur-le-champ. On fit le compte, et la somme ne s'élevait pas au-dessus de six à sept mille francs.

Une autre fois, en Hollande, disait-il encore, faisant une traversée en yacht, et causant avec celui qui tenait le gouvernail, il lui demandait ce que pouvait valoir son bâtiment. « Mon bâtiment! il n'est pas à moi, dit l'homme; je serais trop heureux, il ferait ma fortune. — Eh bien! je te le donne », dit l'Empereur à cet homme, qui y parut fort peu sensible. On prit sa froide indifférence pour le flegme naturel du pays; mais ce n'était pas cela. « Quelle faveur m'a-t-il donc fait? dit-il à un de ses camarades qui le félicitait; il m'a parlé, et voilà tout; il m'a donné ce qui ne lui appartient pas: quel diable de présent! » Cependant Duroc avait été payer le maître du bâtiment; il en tenait la quittance de vente qu'on remit à l'homme. Dès qu'il commença à comprendre, sa joie fut jusqu'au délire; il fit des folies. La somme était encore à peu près la même que ci-dessus. « Ainsi, disait l'Empereur, on voit que les désirs des hommes ne sont pas aussi immodérés qu'on le pense, et qu'il est plus facile de les rendre heureux qu'on ne le croit! car, assurément, ces deux hommes trouvèrent le bonheur. »



Napoléon répétait souvent des traits de la sorte ; en voici un écrit sous sa dictée, il s'agit du passage du Saint-Bernard, avant la bataille de Marengo.

« Le consul montait, dans le plus mauvais pas, le mulet d'un habitant de Saint-Pierre, désigné comme étant le mulet le plus sûr de tout le pays. Le guide du consul était un grand et vigoureux jeune homme de vingt-deux ans, qui s'entretint beaucoup avec lui, en s'abandonnant à cette confiance propre à son âge, et à la simplicité des habitants des montagnes. Il confia au premier consul toutes ses peines, ainsi que les rêves de bonheur qu'il faisait pour l'avenir. Arrivé au couvent, le premier consul, qui jusque-là ne lui avait rien témoigné, écrivit un billet et le donna à ce paysan pour le remettre à son adresse. Ce billet était un ordre qui prescrivait diverses dispositions, qui eurent lieu immédiatement après le passage, et qui réalisaient toutes les espérances du jeune paysan ; telles que la bâtisse d'une maison, l'achat d'un terrain etc. Quelque temps après son retour, l'étonnement du jeune montagnard fut bien grand de voir tant de monde s'empresser de satisfaire ses désirs, et la fortune lui arriver de tous côtés. »

Quand l'Empereur fut visiter Amsterdam, la population, dit-il, était très montée contre lui ; mais à peine il avait paru qu'il avait remué les cœurs les plus froids. Il ne voulut d'autre garde que la garde d'honneur de la ville, et ce trait de confiance lui ramena aussitôt tous les sentiments hollandais. Il était sans cesse au milieu d'eux tous. Dans une certaine occasion, il aborda vis-à-vis d'eux franchement la question. « On vous dit mécontents ; mais pourquoi ? La France ne vous a pas conquis, elle vous

a adoptés ; il n'est aucune exclusion pour vous ; vous partagez toutes les faveurs de la famille. Considérez-vous : j'ai pris parmi vous des préfets, des chambellans, des conseillers d'État, dans le juste rapport de votre population, et j'ai accru ma garde de votre garde hollandaise. Vous vous plaignez de souffrir ; mais en France on souffre davantage ; nous souffrons, et cela durera tant que l'ennemi commun, le tyran des mers, le vampire de votre commerce, ne sera pas ramené à la raison. Vous vous plaignez de vos sacrifices ? Mais venez en France, et vous verrez tout ce qui vous reste encore au-dessus de nous ; alors vous vous estimerez moins malheureux peut-être... Mais pourquoi ne vous féliciteriez-vous pas plutôt de la fatalité qui amène votre réunion avec nous ? Dans la composition nouvelle de l'Europe, que seriez-vous désormais, laissés à vous-mêmes ? Les esclaves de tout le monde ; au lieu qu'identifiés à la France, vous êtes appelés à faire un jour avec éclat tout le commerce du grand empire. » Puis prenant le ton de la gaieté, il leur dit : « J'ai fait tout pour vous plaire et vous accommoder. Ne vous ai-je pas envoyé pour vous gouverner, justement l'homme qu'il vous fallait, le bon et pacifique Lebrun ? Vous pleurez avec lui, il pleure avec vous, vous pleurez ensemble ; que pouvais-je faire de mieux ? » Et à ces mots le flegme hollandais disparut ; tout l'auditoire se mit à rire aux éclats, et l'Empereur put compter sur eux. « Du reste, ajouta-t-il, espérons que ce ne sera pas long ; croyez que je le désire autant que vous. Ceux d'entre vous qui voient loin vous diront que rien de tout ceci n'est dans mon caprice, ni dans mes intérêts. »



L'Empereur laissa le peuple d'Amsterdam ivre de sa personne, et emporta lui-même des sentiments très prononcés en sa faveur. Il avait coutume de se plaindre, avant son voyage, que quiconque était envoyé par lui en Hollande, y devenait aussitôt Hollandais : il le rappela au Conseil d'Etat à son retour, et dit qu'il l'était devenu lui-même. Et un jour qu'un des orateurs parlait légèrement de l'esprit des Hollandais, « Messieurs, dit-il, vous pouvez être plus aimables, mais je vous souhaite leur moralité. »

Après dîner, quelqu'un ayant mentionné la date du jour (3 septembre), l'Empereur a dit à ce sujet des paroles bien remarquables. En voici quelques-unes : « C'est l'anniversaire d'exécutions bien épouvantables, bien hideuses, une réaction en petit de la Saint-Barthélemy, une tache pour nous, moindre sans doute, parce qu'elle a fait moins de victimes et qu'elle n'a pas porté la sanction du gouvernement, qui essaya même de punir le crime. Il a été commis par la commune de Paris, puissance spontanée, rivale de la législature, supérieure même.

« Au surplus, disait l'Empereur, ce fut bien plutôt l'acte du fanatisme que celui de la pure scélératesse ; on a vu les massacreurs de septembre massacrer l'un d'entre eux pour avoir volé durant leurs exécutions. Ce terrible événement, continuait l'Empereur, était dans la force des choses et dans l'esprit des hommes. Point de bouleversement politique sans fureur populaire, point de danger pour le peuple déchaîné, sans désordre et sans victimes. Les Prussiens entraient ; avant de courir à eux, on a voulu faire main basse sur leurs auxiliaires dans

Paris. Peut-être cet événement influa-t-il dans le temps sur le salut de la France. Qui doute que dans les derniers temps, lorsque les étrangers approchaient, si on eût renouvelé de telles horreurs sur leurs amis, ils eussent jamais dominé la France? Mais nous ne le pouvions, nous étions devenus légitimes; la durée de l'autorité, nos victoires, nos traités, le rétablissement de nos mœurs, avaient fait de nous un gouvernement régulier; nous ne pouvions nous charger des mêmes fureurs ni du même odieux que la multitude. Pour moi, je ne pouvais ni ne voulais être un *roi de la Jacquerie*.

« Règle générale : Jamais de révolution sociale sans terreur. Toute révolution de cette nature n'est et ne peut être dans le principe qu'une révolte. Le temps et les succès parviennent seuls à l'ennoblir, à la rendre légitime; mais encore une fois on n'a pu y parvenir que par la terreur. Comment dire à tous ceux qui remplissent toutes les administrations, possèdent toutes les charges, jouissent de toutes les fortunes : Allez vous-en ! Il est clair qu'ils se défendraient : il faut donc les frapper de terreur, les mettre en fuite, et c'est ce qu'ont fait la lanterne et les exécutions populaires. La terreur en France a commencé le 4 août, lorsqu'on a aboli la noblesse, les dîmes, les féodalités, et qu'on a jeté tous ces débris au peuple. Il se les est partagés, n'a plus voulu les perdre, et a tué. Alors seulement il a compris la révolution, et s'y est vraiment intéressé. Jusque-là, il existait assez de morale et de dépendance religieuse parmi eux, pour qu'un grand nombre doutât que sans le roi et les dîmes la récolte pût venir comme de coutume.



« Toutefois, concluait l'Empereur, une révolution est un des plus grands maux dont le ciel puisse affliger la terre. C'est le fléau de la génération qui l'exécute; tous les avantages qu'elle procure ne sauraient égaler le trouble dont elle remplit la vie de leurs auteurs. Elle enrichit les pauvres, qui ne sont point satisfaits; elle bouleverse tout; dans les premiers moments elle fait le malheur de tous, le bonheur de personne.

« Le vrai bonheur social, il faut en convenir, est dans l'usage paisible, dans l'harmonie des jouissances relatives de chacun. Dans les temps réguliers et tranquilles, chacun a son bonheur: le cordonnier est aussi heureux dans sa boutique que moi sur le trône; le simple officier jouit autant que son général. Les révolutions les mieux fondées détruisent tout à l'instant même, et ne remplacent que dans l'avenir. La nôtre a semblé d'une fatalité irrésistible; c'est qu'elle a été une éruption morale aussi inévitable que les éruptions physiques, un vrai volcan: quand les combinaisons chimiques qui produisent celui-ci sont complètes, il éclate; les combinaisons morales qui produisent une révolution étaient à point chez nous, elle a éclaté. »

Nous demandions à l'Empereur s'il croyait qu'il eût été possible d'arrêter la révolution à sa naissance. Il le croyait sinon impossible, du moins bien difficile. Peut-être, disait-il, aurait-on pu conjurer l'orage ou le détourner par quelque grand acte machiavélique, en frappant d'une main de grands individus, et en concédant de l'autre à la nation, en lui accordant franchement la réformation que demandait le temps, et dont une partie avait déjà été mentionnée dans la fameuse séance

royale. « Et encore tout cela, remarquait l'Empereur, n'eût-il été que se saisir de la révolution et la diriger soi-même. » Il pensait que quelque autre combinaison de la sorte eût pu réussir peut-être encore au 10 août, si le roi fût demeuré vainqueur. Ces deux époques, selon lui, étaient les seules qui eussent pu présenter quelques chances désespérées, parce que, lors de Versailles, la nation n'était point encore toute ébranlée, et qu'au 10 août elle était déjà bien fatiguée; mais les hauts intéressés, remarquait l'Empereur, n'étaient pas de ille pour ces difficiles époques.

L'Empereur a parcouru rapidement la série des utes commises. « L'ensemble en faisait pitié, concluait-il. Il eût fallu un premier ministre à Louis XVI, et M. Necker en sous-ordre pour les finances. Les premiers ministres eussent dû être inventés surtout pour les derniers règnes de notre monarchie; et précisément il était devenu dans les principes de l'amour-propre du jour de n'en vouloir point prendre. »

On a beaucoup parlé de la conduite équivoque de plusieurs grands personnages dans ces temps de crise, et l'Empereur a dit: « Nous condamnons Louis XVI; mais, indépendamment de sa faiblesse, il a été le premier prince attaqué. C'est celui sur lequel les nouveaux principes faisaient leur essai. Son éducation, ses idées innées le portaient à croire de bonne foi comme lui appartenant tout ce qu'il cherchait à défendre ouvertement ou en secret. Même dans ses manques de foi il pouvait y avoir une espèce de bonne foi, s'il est permis de parler ainsi. Plus tard, que chacun en sait davantage, une même conduite serait bien plus inexcusable,



bien autrement condamnable. Qu'on ajoute que Louis XVI avait tout le monde contre lui, et l'on pourra se faire une idée des difficultés sans nombre que la fatalité sembla prendre plaisir à accumuler sur ce prince infortuné. La fatalité des Stuarts, dont on a tant parlé n'a pas été plus malheureuse. »

Sur les gardes du corps ; un déserteur parmi nous.

Mercredi 4.

L'Empereur m'a fait appeler après son déjeuner. Il était étendu sur son canapé, au milieu de plusieurs livres. Sa tête demeurait encore couverte du madras de la nuit ; son visage semblait défait. « Mon cher, m'a-t-il dit, je me sens fatigué. Voilà bien des livres que je parcours, rien ne m'attache, tout m'y déplaît ; je m'ennuie. » Et son œil dirigé sur moi, cet œil si vif d'ordinaire, et terne en ce moment, m'en exprimait bien davantage. « Asseyez-vous là, m'a-t-il dit en montrant une chaise près de lui, chargée de livres, et causons. » Il s'est mis à parler de l'île d'Elbe, de la vie qu'il y avait menée, de quelques visites qu'il y avait reçues, etc., etc. Puis il m'a questionné sur notre existence à Paris à cette époque correspondante ; sur la cour, sa physionomie. Et la conversation l'ayant amené à mentionner les gardes du corps. « Sire, s'est permis de lui dire quelqu'un, dans votre suite, parmi nous, se trouve un de leurs déserteurs. — Comment cela ? Expliquez. — Sire, parce qu'au moment de la restauration, un des capitaines des gardes, pour qui j'ai beaucoup d'affection, et qui m'en avait toujours témoigné, malgré la différence

de nos opinions, m'offrit de placer mon fils dans sa compagnie, me disant qu'il l'y traiterait comme le sien. Je lui objectai qu'il était trop jeune, que cela ferait tort à ses études; et comme il m'assurait que non, je lui demandai la permission d'y réfléchir. Quand j'en parlai ailleurs, on se récria sur la bonne fortune que j'avais dédaignée; c'était une grande faveur, me disait-on, parce qu'en très peu de temps, et sans interrompre son éducation, mon fils deviendrait susceptible d'un très bel avancement. Je fus donc témoigner au capitaine des gardes qu'il avait dû me trouver très ridicule de ne pas m'être montré plus reconnaissant; et il m'avoua qu'il s'était bien aperçu que je n'avais pas compris. Toutefois, par une circonstance ou une autre, Votre Majesté est revenue avant que mon fils n'eût eu l'honneur d'être présenté à son colonel; et, comme à notre départ pour Sainte-Hélène j'ai été l'enlever à son lycée, le voilà pleinement et dûment un déserteur. » L'Empereur en a beaucoup ri, et a terminé en disant: « Ce que c'est pourtant que les révolutions! Quel croisement d'intérêts, de rapports, d'opinions! Heureux encore quand elles ne dissolvent pas les familles, ou qu'elles ne mettent pas aux prises les meilleurs amis. » Et de là il a passé à me questionner sur ma famille, et a fini par me dire: « Mais j'ai vu, dans Alphonse de Beauchamps, votre nom parmi les royalistes qui, le 30 mars, provoquèrent à la royauté sur la place Louis XV: je vois bien que ce n'est pas vous; je crois même que vous m'avez déjà expliqué cela; mais l'idée ne m'en est pas restée. — Sire, c'est un cousin de mon nom. Cette citation me gêna un peu dans le moment, et je



réclamai vainement dans les journaux ; ce qu'il y avait de plaisant, c'est que le cousin réclamait vivement de son côté, pour qu'on spécifiât bien que c'était lui. Je crois bien que la dénomination ainsi générale était une bienveillance de l'auteur, que j'avais vu jadis chez moi, et qui voulait peut-être par là me ménager une occasion de me faire valoir, si j'en avais l'envie. Du reste, je dois à ce cousin la justice de dire que, me trouvant, moi, près de Votre Majesté, je lui offris maintes fois de demander la faveur de vouloir bien le placer dans votre maison ou autrement, et il me refusa constamment. Je lui souhaite aujourd'hui d'en trouver la récompense. » L'Empereur a répété : « Bon Dieu ! ce que sont pourtant les révolutions ! Comme elles bouleversent tous les intérêts privés ! et c'est la masse de ces blessures privées qui cause le ferment général, et rend ses secousses si aigres, si haineuses, si violentes ! etc., etc. »

Le temps a été épouvantable, à ne pouvoir pas sortir de tout le jour. L'Empereur m'a congédié et a fait appeler le général Gourgaud, auquel il a dicté dans sa bibliothèque, depuis deux heures jusqu'à six heures, presque toute la campagne de Moreau, sous le Consulat. Après dîner, il nous a lu la fameuse lettre somptuaire de M<sup>me</sup> de Maintenon à son frère, dans laquelle elle lui fixe son ménage, article par article, à six mille francs par an. Cela a conduit à faire venir plusieurs volumes des *Grands Hommes*. L'Empereur en a parcouru quelques articles, et s'est amusé des figures au trait qui sont à la fin de chaque volume.

Bourrades de Napoléon, la plupart calculées, etc., etc. — Ça marchande notre existence.

Jeu*di* 5.

Aujourd'hui, dans ma conversation du matin, je racontais à l'Empereur je ne sais plus quelles vexations, quels actes iniques qui, à son insu, révoltaient l'esprit public, et le rendaient odieux, parce qu'ils s'exerçaient en son nom, et que beaucoup les croyaient de lui. « Mais comment, disait-il, ne se trouvait-il personne parmi cette foule de vous autres qui m'entouriez; comment parmi mes chambellans, surtout, n'y avait-il pas quelqu'un de cœur et d'indépendance qui vînt s'en plaindre et m'en donner connaissance? j'en aurais fait justice. — Ah! Sire, nous n'avions garde, nul n'aurait osé. — Pourquoi? J'étais donc bien terrible? — Sire, nous vous tenions pour tel. — J'entends, l'on redoutait mes bourrades; mais on savait aussi que j'écoutais volontiers, que j'étais juste, et c'eût été au bienveillant à savoir mettre en balance le prix de sa bonne action avec le danger de la bourrade. Et puis, mon cher, il était bien peu de ces bourrades qui ne tinssent du calcul; c'était souvent ma seule occasion de tâter un homme, de prendre au vol ses nuances de caractère; j'avais peu de moments à donner aux informations; c'était une de mes épreuves. Par exemple, une fois, ici, je vous ai poussé (allusion à la page 616 de ce volume); hé bien, cela m'a suffi pour découvrir que vous devez être entêté-négatif très susceptible, point dissimulé, mais boudeur; et si je voulais (me prenant par l'oreille) vous adresser un madrigal, je dirais : *la sensitive*, mon cher. »



Dans une autre circonstance et sur le même sujet de ces bourrades calculées, il avait dit : « En brusquant tout d'abord mon homme, je sais aussitôt, par la manière dont il répond, à quoi m'en tenir sur son compte. J'obtiens à quel unisson est montée son âme ; car frappez un bronze avec un gant, il ne rend aucun son ; mais, frappez-le d'un marteau, il retentit, etc., etc. » Et il a terminé en disant : « Et puis un autre motif, c'est que j'avais été dans l'obligation de me créer une auréole de crainte ; autrement, surgi, comme je l'avais fait, du milieu de la multitude, un grand nombre m'eussent mangé dans la main ou frappé sur l'épaule. Nous sommes fort enclins, de notre nature, à la familiarité, etc. »

Le temps a continué tout aussi mauvais ; il a été horrible. L'Empereur a passé la plus grande partie du jour à travailler comme hier.

Le gouverneur a renouvelé ses tracasseries au sujet de notre nourriture ; il a recommencé d'ignobles détails sur quelques bouteilles de vin, quelques livres de viande. Il veut bien aller à présent de huit mille livres sterling, qui lui sont fixées par le gouvernement, jusqu'à douze mille, qu'il prononce lui-même indispensables ; mais il tient toujours à ce qu'on lui remette le surplus entre les mains, ou il menace de grands retranchements. *Il marchande notre existence.* L'Empereur, quand on a voulu lui en rendre compte, a répondu qu'on fit ce qu'on voudrait ; mais que sur toute chose on ne lui en parlât pas, qu'on le laissât tranquille.

Le soir, l'Empereur est revenu de nouveau à M<sup>me</sup> de Maintenon, et a beaucoup parlé de ses lettres, de son caractère, de son influence sur les

affaires du temps, etc., etc..... Il a fait venir le *Dictionnaire historique* pour y lire l'article des Noailles, et s'est retiré à onze heures.

Conversation confidentielle. — Lettres de M<sup>me</sup> de Maintenon et de M<sup>me</sup> de Sévigné.

Vendredi 6.

Le temps était presque aussi mauvais que la veille. L'Empereur, après sa toilette, a mené l'un de nous dans sa bibliothèque, où il s'est entretenu confidentiellement et longtemps sur des objets graves qui nous touchent vivement.

« Voilà plus d'un an, disait-il, que nous sommes ici ; et nous en sommes encore comme au premier jour sur certains objets ; j'avoue même qu'ils restent encore dans le vague de mon esprit, et que je n'ai rien d'arrêté à cet égard dans ma pensée. Cela me ressemble peu ; mais aussi quel découragement ne doit pas être le mien ! Que de coups la fortune et les hommes ont amassés sur ma tête ! J'en suis atteint de tous côtés et partout. La plaie m'en couvre tous les pores. Il n'est pas jusqu'à vous autres autour de moi, vous mes fidèles et mes consolateurs, qui n'y soyez pour quelque chose. Vos jalousies, vos dissentiments m'attristent et me gênent. — Sire, lui a-t-il été répondu, ce point devrait demeurer inaperçu de Votre Majesté, d'autant plus qu'au fond il est sans réalité pour ce qui la concerne. Notre jalousie n'est plus dès lors que de l'émulation, et tous dissentiments cessent à l'expression de votre moindre désir. Nous ne vivons qu'en vous, nous agissons toujours ainsi qu'il vous plaira. Vous êtes pour nous *le vieux de la montagne* ; aux crimes près, vous n'avez qu'à com-



mander. — Hé bien ! a dit l'Empereur, je vais m'y mettre sérieusement, et chacun aura sa tâche. » Alors il a dicté quelques notes, a gagné le jardin, où il a fait quelques tours seul, et de là est rentré chez lui.

L'Empereur n'est sorti de sa chambre qu'au moment de dîner. Il est revenu encore sur M<sup>me</sup> de Maintenon, qui était sa lecture du moment. « Son style, sa grâce, la pureté de son langage me ravissent, a-t-il dit ; je me raccommode. Si je suis violemment heurté par ce qui est mauvais, j'ai une sensibilité exquise pour ce qui est bon. Je crois que je préfère les lettres de M<sup>me</sup> de Maintenon à celles de M<sup>me</sup> de Sévigné : elles disent plus de choses. M<sup>me</sup> de Sévigné certainement restera toujours le vrai type, elle a tant de charmes et de grâce ; mais quand on a beaucoup lu, il ne reste rien. Ce sont des œufs à la neige dont on peut se rassasier sans charger son estomac. »

Plus tard, en parlant de grammaire, il a fait venir celle de Domairon, qui avait été notre professeur à l'école militaire de Paris. Il la parcourait avec plaisir. Ce qu'est l'influence de la jeunesse, disait-il ; je soupçonne bien qu'elle n'est pas la meilleure des grammaires, mais elle n'en sera pas moins toujours pour moi celle qui aura le plus d'attraits ; je ne l'ouvrirai jamais sans éprouver un certain charme, etc. »

Fautes des ministres anglais ; moyens laissés à l'Angleterre pour l'acquittement de sa dette, etc. — Réductions du gouverneur

Samedi 7.

L'Empereur n'est pas sorti de la journée. Le gouverneur a paru sur le terrain avec un groupe

nombreux. Nous avons fui à son approche. Plusieurs bâtiments ont été signalés.

Appelé chez l'Empereur, je l'ai trouvé occupé d'un ouvrage sur l'état de l'Angleterre ; ce point est devenu le sujet de la conversation. Il a beaucoup parlé de l'énormité de sa dette, de la gaucherie de la paix qu'elle avait conclue, des divers moyens qui s'offraient à elle de se tirer d'affaire, etc.

Napoléon a essentiellement l'instinct de l'ordre, le besoin de l'harmonie. J'ai connu quelqu'un qui, vivant dans les chiffres, confessait ne pouvoir entrer dans un salon sans y additionner irrésistiblement, tout aussitôt et de force, les personnes qu'il y apercevait ; à table, c'étaient les plats, les verres, etc. Napoléon, dans une atmosphère plus noble, dans une région plus élevée, avait aussi son acte irrésistible ; c'était celui de mettre en marche le grand, et de développer le beau. S'il s'occupait d'une ville, il suggérerait aussitôt des améliorations, des embellissements, des monuments ; s'il s'arrêtait sur une nation, il traitait à l'instant des voies de son illustration, de sa prospérité, de sa grandeur, de ses meilleures institutions, etc. C'est ce que vingt traits qui précèdent auront déjà présenté à l'intelligence, à la sagacité de chacun.

Or, l'Empereur, par les journaux, les ouvrages ou notre situation, était constamment ramené par la force des choses sur l'Angleterre. Il revenait donc souvent sur ce qu'elle avait dû faire, sur ce qui lui demeurerait à entreprendre, sur ce qui pouvait lui procurer un avenir plus prospère, etc., etc. Je vais tâcher de recueillir ici quelque peu de ce que je lui ai entendu dire à cet égard en diverses occasions.



Un jour il disait : « Le système colonial que nous avons connu est fini pour tous, pour l'Angleterre qui possède toutes les colonies, comme pour les autres puissances qui n'en possèdent plus aucune. L'empire des mers, aujourd'hui, appartient à l'Angleterre, sans discussion. Pourquoi, dans une situation toute nouvelle, continuerait-elle une marche routinière ? Pourquoi ne créerait-elle pas des combinaisons plus profitables ? Il faut qu'elle imagine une espèce d'émancipation de ses colonies ; aussi bien beaucoup lui échapperont avec le temps, et c'est à elle à profiter du moment pour s'assurer des liens nouveaux, et des rapports plus avantageux. Pourquoi la plupart de ces colonies ne seraient-elles pas sollicitées à acheter leur émancipation de la mère patrie, au prix d'une quotité de la dette générale, qui deviendrait spécialement la sienne. La mère patrie s'allégerait de ses charges, et n'en conserverait pas moins tous ses avantages. Elle conserverait pour liens la foi des traités, les intérêts réciproques, la similitude du langage, la force de l'habitude ; elle se réserverait d'ailleurs, par forme de garantie, un seul point fortifié, une rade pour ses vaisseaux, à la façon des comptoirs d'Afrique. Que perdrait-elle ? rien ; et elle sauverait les embarras, les frais d'une administration qui ne la font que trop souvent détester. Les ministres auraient, il est vrai, quelques places de moins à donner ; mais la nation recueillerait certainement davantage, etc.

« Je ne doute pas, ajoutait-il, qu'avec une connaissance approfondie de la matière, on n'obtînt quelque résultat utile de ces idées brutes, quelque erronées qu'elles pussent être à leur premier jet.

Il n'est pas jusqu'à l'Inde même dont il ne fût possible, sans doute, de tirer quelque grand parti par quelques combinaisons nouvelles. Les Anglais m'assurent ici que l'Angleterre n'en retire aucun bénéfice dans la balance de son commerce ; les frais emportent tout ou dépassent même encore : il ne reste donc que des gaspillages individuels et quelques fortunes personnelles colossales ; mais ce sont autant d'aliments pour le patronage des ministres ; et dès lors on se donnerait bien de garde d'y toucher. Puis ces *Nababs*, comme ils les appellent, en revenant en Angleterre, y sont autant de bonnes recrues pour la haute aristocratie. Peu importe qu'ils présentent le scandale d'une fortune acquise par les rapines et le brigandage ; peu importe qu'ils influent fortement sur la morale publique, en animant chacun du désir des mêmes richesses poursuivies à tout prix ; les ministres actuels n'y regardent pas de si près : ce seront autant de votes pour eux, et plus ils seront pourris, plus ils seront faciles à gouverner. Et avec les choses de la sorte, le moyen d'attendre quelque réforme ? Aussi, à la moindre proposition, vous voyez quels cris ! car l'aristocratie anglaise veut bien journellement gagner du terrain en avant ; mais sitôt qu'on propose de la faire rétrograder d'un atome, elle n'y entend plus, et l'explosion est universelle. Si l'on touche aux plus minutieux détails, tout l'édifice va crouler, s'écrie-t-elle. C'est tout simple. Qu'on veuille arracher d'un vorace le morceau qu'il tient à la bouche, et il le défendra en héros, etc. »

Une autre fois, l'Empereur disait : « Après vingt ans de guerre, après tant de trésors prodigués, tant de secours fournis à la cause commune, après



un triomphe au-dessus de toute espérance, quelle paix pourtant a signée l'Angleterre ! Castlereagh a eu le continent à sa disposition ; quel grand avantage, quelles justes indemnités a-t-il stipulés pour son pays ? Il a fait la paix comme s'il eût été vaincu. Le misérable ! je ne l'eusse guère plus maltraité si je fusse demeuré victorieux. Ou bien encore serait-ce qu'il s'estimait assez heureux de m'avoir renversé... dans ce cas, la haine m'a vengé ! Deux forts sentiments ont animé l'Angleterre durant notre lutte : son intérêt national et sa haine contre ma personne. Au moment du triomphe, la violence de l'un lui aurait-elle fait oublier l'autre ? Elle paierait cher ce moment de passion ! » Et il développait son idée, parcourant les diverses combinaisons qui démontraient les fautes de lord Castlereagh, et les nombreux avantages qu'il avait négligés. « Des milliers d'années s'écouleront, disait-il, avant qu'il ne se présente une telle occasion pour le bien-être, la véritable grandeur de l'Angleterre. Est-ce donc, de la part de Castlereagh, ignorance ou corruption ? Ce lord Castlereagh a distribué noblement, à ce qu'il a cru, les dépouilles aux souverains du continent, et n'a rien réservé pour son pays ; mais n'a-t-il pas craint qu'on lui reprochât d'avoir été là bien plutôt leur *commis* que leur *associé* ? Il a fait don de territoires immenses ; la Russie, la Prusse, l'Autriche, ont acquis des millions de population. Où se trouve l'équivalent de l'Angleterre ? elle qui pourtant avait été l'âme de ces succès, elle qui en avait payé tous les frais. Aussi recueille-t-elle déjà le fruit de la reconnaissance du continent, et des bévues ou de la trahison de son négociateur. On continue mon système continental, on réprouve,

on exclut les produits de ses manufactures ; au lieu de cela, pourquoi n'avoir pas bordé le continent de villes maritimes libres et indépendantes ? celles, par exemple, de Dantzick, Hambourg, Anvers, Dunkerque, Gênes et autres, qui fussent demeurées les entrepôts obligés de ses manufactures, dont ils eussent inondé l'Europe en dépit de toutes les douanes du monde. Elle en avait le droit et le besoin ; ses décisions eussent été justes, et qui s'y fût opposé au moment de la libération ? Pourquoi s'être créé un embarras, et avec le temps un ennemi naturel ? en unissant la Belgique à la Hollande, au lieu d'avoir ménagé deux immenses ressources à son commerce, en les tenant séparées ? La Hollande, qui n'a point de manufactures, était le dépôt naturel de celles d'Angleterre, et la Belgique, devenue colonie anglaise sous un prince anglais, eût été la route par laquelle on en eût constamment inondé la France et l'Allemagne ? Pourquoi n'a-t-on pas plié l'Espagne et le Portugal à un traité de commerce à long terme, qui eût repayé de tous les frais qu'on a faits pour leur délivrance, et qu'on eût obtenu sous peine d'affranchir leurs colonies, dont, dans les deux cas, on eût fait tout le négoce ? Pourquoi n'a-t-on pas stipulé quelque avantage dans la Baltique, et vis-à-vis des États d'Italie ? C'était là comme autant de droits régaliens de la souveraineté des mers. Après s'être battu longtemps pour en soutenir le droit, comment en négliger les bénéfices, quand elle se trouvait consacrée de fait ? Est-ce qu'en sanctionnant l'usurpation dans les autres, l'Angleterre eût pu craindre qu'aucun osât se refuser à la sienne ? Et qui l'eût pu ? Je m'attendais à quelque chose de



la sorte. Peut-être le regrettent-ils aujourd'hui qu'il est trop tard ; car ils ne sauraient plus y revenir, ils ont manqué le moment unique !... Que de pourquoi encore j'aurais à multiplier !... Lord Castle-reagh seul pouvait agir ainsi : il s'est fait l'homme de la sainte-alliance ; avec le temps il sera maudit. Les Lauderdale, les Grenville, les Wellesley et autres eussent traité bien différemment ; c'est qu'ils eussent été les hommes de leur pays, etc., etc. »

L'Empereur disait encore une autre fois : « La dette est le ver rongeur de l'Angleterre ; c'est la chaîne de tous ses embarras ; car c'est elle qui force à l'énormité des taxes, celles-ci font hausser le prix des denrées ; de là la misère du peuple, le haut prix du travail et celui des objets manufactures, qui ne se présentent plus avec le même avantage sur les marchés de l'Europe. L'Angleterre doit donc combattre à tout prix ce monstre dévorant ; il lui faut l'attaquer par tous les bouts à la fois, l'assommer par le *négatif* et le *positif* réunis, c'est-à-dire par la réduction de ses dépenses, et l'accroissement de ses capitaux.

« Ne peut-elle pas réduire l'intérêt de sa dette, les hauts salaires, les sinécures, les dépenses de l'armée, renoncer à celle-ci pour s'en tenir à sa marine ; enfin, beaucoup d'autres choses encore que j'ignore, et ne saurais fouiller ? Quant à l'accroissement de ses capitaux, ne peut-elle s'enrichir de tous les biens ecclésiastiques, qui sont immenses, qu'elle acquerrait par une salubre réforme, et à l'extinction des titulaires, ce qui ne blesserait personne. Mais qu'on prononce un mot de la sorte, et toute l'aristocratie sera sous les armes et en campagne, et elle l'emportera ; car,

en Angleterre, c'est elle qui gouverne, et c'est pour elle qu'on gouverne. Elle recourra à son adage habituel : si l'on touche le moindre aux fondements antiques, le tout va s'écrouler ; ce que la masse répète benoîtement, et toute réforme s'arrête, et tous abus demeurent, croissent, pullulent.

« Il est vrai de dire qu'en dépit d'une composition de détails odieux, surannés, ignobles, la constitution anglaise présente cependant le singulier phénomène d'un heureux et beau résultat, et c'est ce résultat et tous ses bienfaits qui rattachent la multitude craintive de les perdre. Mais est-ce donc bien la nature condamnable des détails qui procure le résultat ? Non, elle le ternit, au contraire, et il resplendirait bien davantage si la grande et belle machine se désencombraît de ses vices parasites, etc., etc,

« Mais voyez, après tout, continuait l'Empeur, où peut conduire pourtant le système des emprunts, et combien il est dangereux ; aussi n'y ai-je jamais voulu entendre chez nous, où les avis étaient partagés. J'y suis demeuré constamment et opiniâtrément opposé.

« On a dit dans le temps que je ne faisais point d'emprunt, faute de crédit, parce que je n'eusse point trouvé de prêteurs ; c'était faux. Ce serait bien peu connaître les hommes et l'agiotage, que d'imaginer qu'en présentant des chances et l'appât du jeu, on n'eût pas toujours trouvé à remplir ces emprunts ; seulement c'est que cela n'entraînait pas dans mon système ; et j'avais cherché à le consacrer comme base fondamentale, en fixant, par une loi spéciale, le montant de la dette publique à ce que l'on avait généralement pensé devoir être utile à la



prospérité générale, à quatre-vingts millions de rente pour ma France, dans sa plus grande étendue, et après la réunion de la Hollande, qui elle seule l'avait accrue de vingt millions ; cette somme était raisonnable et utile ; toute autre plus forte devenait nuisible. Et qu'est-il arrivé de ce système ? Voyez quelles ressources j'ai laissées après moi ! La France, après tant de gigantesques efforts, après de si terribles désastres, ne demeure-t-elle pas la plus prospère ? Ses finances ne sont-elles pas les premières de l'Europe ? A qui et à quoi le doit-on ? J'étais si loin de vouloir manger l'avenir que j'avais la résolution de laisser un trésor ; j'en avais même déjà un et j'y puisais pour prêter à des maisons de banque, à des familles embarrassées, à des personnes placées auprès de moi.

« Non seulement j'eusse maintenu avec soin la caisse d'amortissement ; mais je comptais encore avoir, avec le temps, des caisses d'activité, dont les sommes croissantes eussent été consacrées aux travaux et améliorations publics ; il y aurait eu la caisse d'activité de l'empire pour les travaux généraux ; la caisse d'activité des départements pour les travaux locaux, la caisse d'activité des communes pour les travaux municipaux, etc., etc. »

Enfin, dans une autre occasion encore, l'Empereur disait gaiement : « L'Angleterre est réputée pour trafiquer de tout ; que ne se met-elle à vendre de la liberté, on la lui achèterait bien cher, et sans lui faire banqueroute ; car la liberté moderne est essentiellement morale, et ne trahit pas ses engagements. Par exemple, que ne lui payeraient pas ces pauvres Espagnols pour se délivrer du joug sous lequel on vient de les rebâter ! Je suis

sûr qu'on les y trouverait bien disposés, j'en ai les preuves; et c'est pourtant moi qui aurai créé ce sentiment; encore ma bévue du moins aura-t-elle profité à quelqu'un. Quant aux Italiens, j'y ai implanté des principes qu'on ne déracinera plus: ils fermenteront toujours. Qu'aurait de mieux à faire l'Angleterre aujourd'hui que de donner la main à ces beaux mouvements de la régénération moderne? Aussi bien faudra-t-il tôt ou tard qu'elle s'accomplisse. C'est en vain que les souverains et les vieilles aristocraties multiplieraient leurs efforts pour s'y opposer: c'est la roche de Sisyphe qu'ils tiennent élevée au-dessus de leurs têtes; mais quelques bras se lasseront, et, au premier défaut, tout leur croulera dessus. Ne vaudrait-il pas mieux traiter à l'amiable? C'était là mon grand projet. Pourquoi l'Angleterre se refuserait-elle à en avoir la gloire et à en recueillir le profit? Tout passe, en Angleterre comme ailleurs. Le ministère Castlereagh passera, et celui qui lui succédera, héritier de tant de fautes, deviendra grand, s'il veut seulement ne pas les continuer. Tout son génie peut se borner uniquement à laisser faire, à obéir aux vents qui soufflent; au rebours de Castlereagh, il n'a qu'à se mettre à la tête des idées libérales, au lieu de se liguier avec le pouvoir absolu, et il recueillera les bénédictions universelles, et tous les torts de l'Angleterre seront oubliés. Cet acte était à la portée de Fox; Pitt ne l'eût pas entrepris: c'est que chez Fox, le cœur échauffait le génie, au lieu que chez Pitt le génie desséchait le cœur. Mais j'entends un grand nombre me demander comment, moi, tout-puissant, je n'ai point agi de la sorte? comment, parlant si bien, j'ai pu agir si mal? Je



réponds à ceux qui sont de si bonne foi que rien ici ne saurait se comparer. L'Angleterre peut opérer sur un terrain dont les fondements descendent aux entrailles de la terre ; le mien ne reposait encore que sur du sable. L'Angleterre règne sur des choses établies ; moi, j'avais la grande charge, l'immense difficulté de les établir. J'épurais une révolution, en dépit des factions déçues ; j'avais bien réuni en faisceaux tout le bien épars qu'on devait en conserver ; mais j'étais obligé de les couvrir de mes bras nerveux pour les sauver des attaques de tous ; et c'est dans cette attitude que je répète encore que véritablement la chose publique, *l'État, c'était moi.*

« Le dehors en armes fondait sur nos principes ; et c'est précisément en leur nom que le dedans m'attaquait en sens opposé : or, pour peu que je me fusse relâché, on m'eût bientôt ramené au temps du Directoire, j'eusse été l'objet, et la France l'infailible victime d'un *contre-brumaire*. Nous sommes, de notre nature, si inquiets, si faiseurs, si bavards !... Qu'il arrive vingt révolutions, et nous aurons aussitôt vingt constitutions ! C'est ce dont on s'occupe le plus, ce qu'on observe le moins. Ah ! que nous avons besoin de grandir dans cette belle et glorieuse route ! Nos grands hommes en ce genre se sont montrés si petits ! Fasse le ciel que la jeunesse d'aujourd'hui profite de tant de fautes, et qu'elle se montre aussi sage qu'elle sera ardente !!! etc. »

Aujourd'hui le gouverneur a commencé ses grandes réductions. Il a fallu nous séparer de huit domestiques anglais qu'on nous avait donnés. C'était pour eux une vive douleur, et c'est pour nous un sentiment doux de voir que tous ceux qui nous

approchent s'attachent à nous et nous regrettent. Nous manquons réellement du nécessaire journalier; pour y pourvoir, l'Empereur va faire vendre son argenterie; c'est sa seule ressource.

Après le dîner, l'Empereur nous a lu *le Cercle*; il s'est retiré aussitôt, bien que de bonne heure; il ne se trouvait pas bien. Il n'a pu s'endormir, et m'a envoyé chercher vers minuit. Le hasard ou l'instinct avait fait que je ne m'étais pas encore couché. J'ai demeuré à causer avec l'Empereur jusqu'à deux heures . . . . .

Cour de l'Empereur. — Présentation des femmes, etc. — Sur l'âge des femmes. — Manuscrit de l'île d'Elbe.

Dimanche 8.

L'Empereur m'a fait demander d'assez bonne heure; il achevait sa toilette; il n'avait point dormi de la nuit; il se trouvait fort fatigué. Le temps était devenu supportable; il a demandé son déjeuner sous la tente. Pendant qu'on le disposait, il a fait quelques tours de jardin et est revenu sur la conversation de la nuit dernière avec moi . . . . .

Au déjeuner, il a fait appeler M<sup>me</sup> de Montholon, et de là nous sommes montés dans la calèche, dont l'Empereur n'avait pas fait usage depuis longtemps. Il y avait plusieurs jours qu'il avait à peine respiré l'air du dehors.

La conversation a été encore une fois sur la cour de l'Empereur aux Tuileries, la foule nombreuse qui la composait, l'adresse et l'esprit avec lesquels l'Empereur la passait en revue, etc. Je supprime beaucoup de choses, pour ne les pas répéter. « C'est encore plus difficile qu'on ne pense, disait-



il, que de parler à une foule de personnes, et de ne leur rien dire; que de connaître une multitude de monde, dont les neuf dixièmes vous sont inconnus, etc. »

Plus tard, il observait combien, après tout, il était tout à la fois aisé et difficile de l'approcher, d'avoir affaire à lui, de s'en faire juger; combien il tenait peu avec lui de faire sa fortune ou de la manquer. « A présent que je suis hors de la question, disait-il, que me voilà simple particulier, que je réfléchis en philosophe sur ce temps où j'avais à faire les œuvres de la Providence, sans néanmoins cesser d'être homme, je vois combien réellement le hasard entrait dans les destinées de ceux que je gouvernais; combien la faveur, le crédit pouvaient être accidentels. L'intrigue est parfois si adroite, le mérite si gauche, ces extrêmes se touchent de si près, que mon atmosphère, avec la meilleure volonté du monde, devait être encore une véritable loterie. Et pouvais-je faire mieux? Péchais-je par mes intentions, mes efforts? D'autres ont-ils mieux fait? C'est surtout par là qu'il faut me juger. Le vice est donc dans la nature du poste, dans la force des choses. »

De là on a parlé de la présentation des femmes à la cour, de leur embarras, de leurs secrètes dispositions, des vues, des espérances de quelques-unes. M<sup>me</sup> de Montholon a dévoilé le secret de certaines de sa connaissance; d'où il résultait que si, dans divers salons de Paris, on se récriait sur la brutalité des manières de l'Empereur, la dureté de ses paroles, la laideur de sa personne, d'autres cœurs, mieux disposés, mieux informés, et bien différemment affectés, vantaient ailleurs la douceur

de sa voix, la grâce de ses manières, la finesse de son sourire, et surtout sa fameuse main, belle, disait-on, jusqu'au ridicule.

Ces petits avantages, observait-on, mêlés à beaucoup de puissance, à beaucoup plus de gloire encore, pouvaient monter assez naturellement certaines têtes, créer certains romans. Aussi combien aux Tuileries aspiraient à plaire au maître ! Combien cherchaient à faire partager un sentiment qu'on éprouvait peut-être réellement soi-même !

L'Empereur riait de nos observations et de nos conjectures ; et puis il convenait qu'à travers ses nuages d'affaires et d'encens, il avait cru plus d'une fois s'en apercevoir. Les moins timides, ou les plus vivement disposées, en avaient même parfois, disait-il, sollicité et obtenu des audiences. Nous en riions à notre tour, et disions que dans le temps elles avaient fourni matière à toute notre gaieté. Mais l'Empereur nous protestait sérieusement que cela avait été tout à fait à tort. Déjà, dans une conversation plus particulière, à Briars, dans nos soirées du clair de lune, qu'on a vues plus haut, l'Empereur m'avait dit de même, et avait détruit tous les bruits d'alors, hormis un seul.

De là, la conversation est tombée sur l'âge des femmes, et leur répugnance à le laisser connaître. L'Empereur a été fort spirituel et très piquant. On a cité une femme qui a mieux aimé perdre un procès très considérable, que d'avouer son âge. Il ne s'agissait que de produire son extrait baptistaire, et elle avait gagné ; mais elle ne put jamais s'y déterminer.

On en a cité une autre qui aimait beaucoup un homme. Elle était convaincue qu'elle trouverait le



bonheur en s'unissant avec lui ; mais elle ne pouvait l'épouser qu'en montrant son acte de naissance : elle aima mieux y renoncer.

Enfin, l'Empereur lui-même a cité une grande dame qui, en se mariant, avait trompé son mari de cinq ou six ans au moins, en imaginant de produire l'extrait baptistaire d'une sœur cadette, morte depuis longtemps. « La pauvre Joséphine s'exposait pourtant là à de grands inconvénients, disait l'Empereur, ce pouvait être réellement un cas de nullité de mariage. » Ces paroles nous ont donné la clef de certaines dates qui, dans le temps, aux Tuileries, exerçaient notre malignité et nos rires, et que nous expliquions alors par la seule galanterie et l'extrême complaisance de l'almanach impérial.

Sur les quatre heures, il a pris fantaisie à l'Empereur de marcher un peu. Je n'étais pas avec lui. Il avait été, nous disait-il au retour, jusqu'au jardin de la compagnie, où il avait rencontré de très belles dames. « Mais je n'avais pas ma langue avec moi, ajoutait-il en me montrant ; le vilain m'avait quitté, et rien n'a été plus fâcheux, car je n'avais jamais été mieux disposé, etc. »

Cette petite promenade n'a pas réussi à l'Empereur ; il en a rapporté une grande douleur de dents.

Un vaisseau venu du Cap est reparti pour l'Europe. Des généraux anglais qui s'y trouvaient passagers n'ont pu arriver jusqu'à l'Empereur, malgré leurs sollicitations réitérées. C'était une nouvelle méchanceté du gouverneur. Ces passagers étaient des hommes de marque, leurs rapports pouvaient avoir du poids. Le gouverneur, contre toute vérité, leur a dit que l'intention de Napoléon était de ne plus recevoir personne.

L'Empereur nous avait analysé, il y a quelque temps, un projet de dictée en quatorze chapitres (voyez plus haut, 27 août), qui m'avait vivement frappé par sa vérité, sa force, sa logique et sa dignité. J'y revenais souvent depuis, quand je me trouvais seul avec lui ; il avait ri plus d'une fois de ma ténacité, laquelle, me disait-il, ne m'était pas usuelle. Aujourd'hui il m'a dit qu'il avait enfin fait quelque chose, bien que ce ne fût pas en quatorze chapitres ni sur le sujet promis, mais qu'il faudrait m'en contenter ; et j'ai lu ce qu'il avait dicté : c'est certainement un morceau très remarquable. Je ne pense pas que la Révolution ait rien produit de plus serré, de plus fort sur la légalité des vingt-cinq dernières années en France, savoir : la République, le Consulat et l'Empire.

L'exposé des dix chapitres qui composent ce petit ouvrage, et le développement, peuvent être regardés comme un cadre parfait sur le sujet. La touche en est particulièrement simple et nerveuse. Chaque chapitre se montre plein et fort. Leur ensemble, composant une cinquantaine de pages, présente un tout vraiment frappé et fini. J'ai compris que le fonds de ces idées avait dû être le manifeste de l'Empereur lors de son débarquement de l'île d'Elbe.

Depuis mon retour en Europe, ce petit ouvrage a paru dans le public sous le titre de manuscrit de l'île d'Elbe. J'ai lieu de croire que, dans l'origine, il lui était destiné un autre titre. Quoi qu'il en soit, comme il est peu connu, qu'il n'a porté aucun caractère public, et que ceux qui l'ont lu peuvent en avoir ignoré la véritable source, j'en vais transcrire littéralement ici, à peu de mots près, plusieurs cha-



pitres qui serviront à en constater la source et l'authenticité.

CHAPITRE I. — Dans le *xv<sup>e</sup>* siècle, le pape, l'Espagne et les Seize veulent en vain élever sur le trône de France une quatrième dynastie. — Henri IV succède à Henri III, sans interrègne : il est vainqueur de la Ligue; cependant il ne peut régner qu'en se ralliant de bonne foi au parti de la majorité de la nation.

« Henri IV fut proclamé roi à Saint-Cloud, le jour même de la mort de Henri III : son autorité fut reconnue par toutes les églises protestantes, et par une partie de la noblesse catholique. La sainte Ligue qui s'était formée contre Henri III, en haine des protestants et de l'assassinat du duc de Guise, était maîtresse de Paris, et commandait aux cinq sixièmes du royaume. Elle se refusa à reconnaître Henri IV, mais elle ne proclama aucun autre maître. Son chef, le duc de Mayenne, exerça l'autorité sous le titre de lieutenant général du royaume. L'avènement de Henri IV ne changea rien aux formes adoptées par la Ligue pour exercer son pouvoir; chaque ville était gouvernée, comme dans des temps de troubles et de factions, par des autorités locales ou militaires. A aucune époque, même le lendemain de son entrée à Paris, Henri IV ne reconnut les actes de la Ligue, et jamais celle-ci n'en éleva la prétention. Aucune loi, aucun règlement n'est émané d'elle. Le parlement de Paris se divisa en deux partis : l'un tint pour les ligueurs, et siégea à Paris; l'autre, pour Henri IV, se réunit à Tours. Mais les parlements n'enregistrèrent, ne firent que des actes judiciaires. Les provinces conservèrent leur organisation, leurs privilèges; elles restèrent

intactes, gouvernées par leurs coutumes. Nous avons dit que la Ligue n'avait proclamé aucun autre maître; cependant elle reconnut un moment pour roi le cardinal de Bourbon, oncle de Henri; mais ce cardinal ne consentit point à seconder les projets des ennemis de sa maison. Henri, d'ailleurs, s'était saisi de sa personne; aucun acte n'émana de lui, et la Ligue continua à être gouvernée par l'autorité du duc de Mayenne, lieutenant général. Il n'y eut donc aucun interrègne entre Henri III et Henri IV. Plusieurs partis divisaient la Ligue : la Sorbonne avait décidé que les droits de naissance ne pouvaient conférer aucun droit à la couronne à un prince ennemi de l'Eglise; Rome avait déclaré que Henri IV, étant relaps, avait perdu ses droits pour toujours; qu'il ne pourrait les recouvrer, même quand il rentrerait dans le giron de l'Eglise. Henri IV, roi de Navarre, était né dans la religion réformée; au moment de la Saint-Barthélemi, il fut contraint d'épouser Marguerite de Valois, et d'abjurer la réforme; mais aussitôt qu'il put s'éloigner de la cour, et qu'il se trouva au milieu des religieux, sur la rive gauche de la Loire, il déclara que son abjuration avait été forcée et rentra dans la communion protestante. Cette démarche le faisait caractériser relaps endurci; mais la majorité de la Ligue, tout ce qui avait des sentiments modérés, se rangea à l'opinion qu'il fallait sommer Henri de rentrer dans le sein de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, et le reconnaître pour maître aussitôt qu'il aurait abjuré et reçu l'absolution des évêques.

Les ligueurs convoquèrent les états généraux du royaume à Paris; les ambassadeurs d'Espagne y



démasquèrent les projets de leur maître ; ils sollicitèrent les Etats d'élever sur le trône de France une quatrième dynastie ; puisque Henri et Condé, déclarés relaps, avaient perdu tous leurs droits à la couronne, la ligne masculine des Capets était éteinte. Ils réclamaient donc les droits de l'infante d'Espagne, fille de la sœur de Henri II, roi de France, et la première dans la ligne féminine ; et si la nation croyait être rentrée dans ses droits par l'extinction de la ligne masculine, et pouvoir disposer du trône, ils insistaient encore pour que le choix tombât sur l'infante ; on ne pouvait trouver une personne d'une plus grande maison, et la France devait de la considération aux efforts que Philippe II faisait pour soutenir la cause de la Ligue. Des troupes espagnoles étaient à Paris sous les ordres du duc de Mayenne ; l'infante épouserait un prince français ; ils désignèrent même le duc de Guise, fils de celui qui avait été assassiné à Blois. Une armée de cinquante mille Espagnols serait entretenue à Paris par la cour de Madrid, qui prodiguerait ses trésors et sa toute-puissance pour assurer le triomphe de cette quatrième dynastie. Les Seize appuyèrent ces propositions, sanctionnées par la cour de Rome, et soutenues de tous les efforts du légat. Tout fut vain ; l'esprit national s'indigna de voir une nation étrangère disposer du trône de France : la partie du parlement qui siégeait à Paris fit, les chambres assemblées, des remontrances au lieutenant général du royaume, duc de Mayenne, pour qu'il eût à veiller au maintien des lois fondamentales de la monarchie, et spécialement de la loi salique. Si les efforts de la faction d'Espagne l'eussent emporté, que les états généraux

eussent déclaré les descendants de Hugues Capet déchus du trône, et eussent élevé une quatrième dynastie; si celle-ci eût chassé Henri du royaume, et eût été acceptée par la nation, sanctionnée par la religion, reconnue par les puissances de l'Europe, les droits de la troisième dynastie eussent été éteints.

Henri vainquit la Ligue à Arques et dans les plaines d'Ivry; il assiégea Paris. Cependant il reconnut l'impossibilité de régner en France, sans se ranger du parti de la nation. Il avait été vainqueur avec son armée toute française; s'il avait sous ses ordres un petit corps d'Anglais, les ligueurs en avaient un plus considérable d'Espagnols et d'Italiens: ainsi, dans les deux partis, le combat avait été de Français contre Français; les étrangers n'y étaient qu'auxiliaires; l'honneur et l'indépendance nationale n'étaient point compromis, de quelque côté que se fixât la victoire. *Ventre-saint-gris! Paris vaut bien une messe!* fut le langage dont Henri se servit pour sonder l'opinion des huguenots; et lorsqu'il réunit, au conseil de Beauvais, les principaux des religionnaires, pour délibérer sur le parti à prendre, la majorité, et surtout les meilleures têtes, conseillèrent au roi d'abjurer, et de rentrer dans le parti de la nation. Henri abjura à Saint-Denis; il reçut l'absolution des évêques; la capitale lui ouvrit ses portes, et son autorité fut reconnue de tout le royaume. Henri se rallia de bonne foi au parti national; presque tous les emplois furent occupés par des ligueurs. Les religionnaires, ceux qui l'avaient constamment servi, et auxquels il devait ses victoires, firent entendre souvent leurs plaintes; ils le taxèrent d'ingratitude;



cependant, malgré tous ces ménagements, la nation fut longtemps en défiance des intentions secrètes de Henri. *La caque sent toujours le hareng*, disait-on.

CHAPITRE II. — La république consacrée par la volonté du peuple, par la religion, par la victoire, et par toutes les puissances de l'Europe.

Hugues Capet monta sur le trône par le choix du parlement, composé des seigneurs et des évêques, ce qui formait alors la nation. La monarchie française n'a jamais été absolue ; l'intervention des états généraux a toujours été nécessaire pour les principaux actes de la législation, et pour octroyer de nouvelles impositions. Depuis, les parlements, se prétendant les états généraux au petit pied, secondés par la cour, usurpèrent les droits de la nation. En 1788, les parlements furent les premiers à le reconnaître ; Louis XVI convoqua en 1789 les états généraux ; et la nation rentra dans l'exercice d'une portion de la souveraineté. L'Assemblée constituante donna à l'Etat une nouvelle constitution, qui fut sanctionnée de l'opinion de toute la France ; Louis XVI l'accepta, et jura de la maintenir : l'Assemblée législative suspendit le roi ; la Convention, formée des députés de toutes les assemblées primaires du royaume, et revêtue de pouvoirs spéciaux, déclara la monarchie abolie, et créa la république. Tout ce qui tenait au parti royal quitta la France, et appela le secours des armées étrangères. L'Autriche et la Prusse signèrent le traité de Pilnitz. Des armées autrichiennes et prussiennes, ayant avec elles l'armée des princes,

commencèrent la guerre de la première coalition pour soumettre le peuple français. La nation tout entière courut aux armes : l'Autriche et la Prusse furent vaincues. Depuis, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie formèrent la deuxième coalition : cette coalition fut détruite comme l'avait été la première. Toutes les puissances reconnurent la république :

1° La république de Gênes, par une ambassade extraordinaire, le 15 juin 1792 ;

2° La Porte, par la déclaration du 27 mars 1793 ;

3° La Toscane, par le traité du 9 février 1795 ;

4° La Hollande, par le traité du 16 mai 1795 ;

5° La république de Venise, par une ambassade extraordinaire, le 30 décembre 1795 ;

6° Le roi de Prusse, par le traité signé à Bâle, le 5 avril 1795 ;

7° Le roi d'Espagne, par le traité signé à Bâle, le 22 juillet 1795 ;

8° Hesse-Cassel, par le traité du 28 juillet 1795 ;

9° La Suisse, par le traité du 19 août 1795 ;

10° Le Danemark, par la déclaration du 18 août 1795 ;

11° La Suède, par l'ambassade du 23 avril 1796 ,

12° La Sardaigne, par le traité de Paris, 28 avril 1796 ;

13° L'Amérique, par son ambassade extraordinaire du 30 décembre 1796 ;

14° Naples, par le traité du 10 octobre 1798 ;

15° Parme, par le traité du 5 novembre 1796 ;

16° Wurtemberg, par le traité du 7 août 1796 ;

17° Bade, par le traité du 22 août 1796 ;

18° La Bavière, par le traité du 24 juillet 1797 ;

19° Le Portugal, par le traité du 19 août 1797 ;



20° Le pape, par le traité signé à Tolentino, le 19 février 1797 ;

21° L'empereur d'Allemagne, par le traité de Campo-Formio, du 7 octobre 1797 ;

22° L'empereur de Russie, par le traité du 8 octobre 1801 ;

23° Enfin le roi d'Angleterre, par le traité signé à Amiens le 27 mars 1802.

Le gouvernement de la république envoya et reçut des ambassadeurs de toutes les puissances ; le pavillon tricolore fut reconnu sur toutes les mers et dans tout l'univers. C'était comme souverain temporel que le pape avait traité à Tolentino avec la république ; mais comme chef de la religion catholique, apostolique et romaine, il la reconnut et traita avec elle par le concordat signé à Paris le 18 avril 1802. La plupart des évêques qui avaient suivi le parti royal dans l'étranger se soumirent ; ceux qui voulurent lui rester fidèles perdirent leurs sièges. La république, sanctionnée par l'universalité des citoyens, victorieuse par ses armées, reconnue par tous les rois, par toutes les puissances de l'univers, le fut également par toutes les religions, et notamment par l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

Non seulement toutes les puissances du monde reconnurent la république après la mort de Louis XVI, mais même aucune ne reconnut jamais de successeur à ce prince. Le procès de la troisième dynastie était donc terminé en 1800, tout comme ceux de la première et de la seconde. Les titres et les droits des Mérovingiens furent éteints par les titres et les droits des Carlovingiens ; les

titres et les droits des Carlovingiens furent éteints par les titres et les droits des Capétiens, tout comme les titres et les droits des Capétiens furent éteints par les titres et les droits de la République. Tout gouvernement légitime éteint les droits et la légitimité des gouvernements qui l'ont précédé. La république a donc été un gouvernement de fait et de droit, légitime par la volonté de la nation, sanctionné par l'Eglise, et par l'adhésion de l'univers.

CHAPITRE III. — La révolution a fait de la France une nouvelle nation : elle a affranchi les Gaulois de la conquête des Francs : elle a créé de nouveaux intérêts et un nouvel ordre de choses, conformes au bien du peuple, à ses droits, à la justice, aux lumières du siècle.

La révolution française n'a pas été produite par le choc de deux familles se disputant le trône ; elle a été un mouvement général de la masse de la nation contre les privilégiés. La noblesse française, comme celle de toute l'Europe, date de l'incursion des barbares qui se partagèrent l'empire romain. En France les nobles représentaient les Francs et les Bourguignons, le reste de la nation, les Gaulois. Le régime féodal qui s'introduisit, établit le principe que toute terre avait un seigneur. Tous les droits politiques furent exercés par les prêtres et les nobles ; les paysans furent esclaves, partie attachés à la glèbe. La marche de la civilisation et des lumières affranchit le peuple. Ce nouvel état de choses fit prospérer l'industrie et le commerce ; la majeure partie des terres, des richesses et des lumières était le partage du peuple dans le dix-huitième siècle. Les nobles cependant étaient encore



une classe privilégiée : ils conservaient la haute et la moyenne justice, avaient des droits féodaux sous un grand nombre de dénominations et de formes diverses ; jouissaient du privilège de ne supporter aucune des charges de la société ; de posséder exclusivement les emplois les plus honorables. Tous ces abus excitaient les réclamations des citoyens. La révolution eut pour but principal de détruire tous les privilèges ; d'abolir les justices seigneuriales, la justice étant un inséparable attribut de l'autorité souveraine ; de supprimer les droits féodaux comme un reste de l'ancien esclavage du peuple ; de soumettre également tous les citoyens et toutes les propriétés, sans distinction, aux charges de l'État. Enfin elle proclama l'égalité des droits. Tous les citoyens purent parvenir à tous les emplois, selon leurs talents et les chances de la fortune. Le royaume était composé de provinces qui avaient été réunies à la couronne plus ou moins tard : elles n'avaient entre elles aucunes limites naturelles ; elles étaient différemment divisées, inégales en étendue et en population : elles avaient un grand nombre de coutumes ou lois particulières pour le civil comme pour le criminel, étaient plus ou moins privilégiées, très inégalement imposées, soit par la quotité, soit par la nature des impositions, ce qui obligeait à les isoler les unes des autres par des lignes de douane. La France n'était pas un État ; c'était la réunion de plusieurs États placés à côté les uns des autres sans amalgame. Les événements des siècles passés, le hasard, avaient déterminé le tout. La révolution, guidée par le principe de l'égalité, soit entre les citoyens, soit entre les diverses parties du territoire, détruisit toutes

ces petites nations, et en forma une nouvelle : il n'y eut plus de Bretagne, de Normandie, de Bourgogne, de Champagne, de Provence, de Lorraine, etc. ; il y eut une France. Une division de territoire homogène, prescrite par les circonstances locales, confondit les limites de toutes les provinces : même organisation judiciaire, même organisation administrative, mêmes lois civiles, mêmes lois criminelles, même organisation d'imposition : le rêve des gens de bien de tous les siècles se trouva réalisé. L'opposition que la cour, le clergé, la noblesse mirent à la marche de la révolution, et la guerre des puissances étrangères, amenèrent la loi de l'émigration, le séquestre des biens des émigrés, que, par la suite, on dut vendre pour subvenir aux besoins de la guerre. Une grande partie de la noblesse française se rangea sous la bannière des princes de la maison de Bourbon, et forma une armée qui marcha à côté des armées autrichiennes, prussiennes et anglaises ; des gentilshommes, élevés dans l'aisance, servirent comme simples soldats : la fatigue et le feu en firent périr un grand nombre ; beaucoup périrent de misère dans l'étranger ; la guerre de la Vendée, celle de la chouannerie, les tribunaux révolutionnaires, en moissonnèrent des milliers. Les trois quarts de la noblesse française furent ainsi détruits : toutes les places civiles, judiciaires ou militaires furent occupées par des citoyens sortis du sein du peuple. Le bouleversement que produisirent dans les personnes et les propriétés les événements de la révolution, fut aussi grand que celui qui avait été opéré par les principes mêmes de cette révolution : il y eut une nouvelle église ; les



diocèses de Vienne, de Narbonne, de Fréjus, de Sisteron, de Reims furent remplacés par soixante nouveaux diocèses, dont le territoire fut circonscrit dans le nouveau concordat par de nouvelles bulles appropriées à l'état actuel du territoire. La suppression des ordres religieux, la vente des couvents et de toutes les propriétés du clergé furent sanctionnées ; celui-ci fut pensionné par l'État. Tout ce qui était le résultat des événements qui s'étaient succédé depuis Clovis, cessa d'être. Tous les changements étaient si avantageux au peuple, qu'ils s'opérèrent avec la plus grande facilité, et qu'en 1800 il ne restait plus aucun souvenir ni des anciens privilèges des provinces, ni de leurs anciens souverains, ni des anciens parlements et bailliages, ni des anciens diocèses ; et pour remonter à l'origine de tout ce qui existait, il suffisait d'aller rechercher la loi nouvelle qui l'avait établi. La moitié du territoire avait changé de propriétaires ; les paysans et les bourgeois s'en étaient enrichis. Les progrès de l'agriculture, des manufactures et de l'industrie surpassèrent toutes nos espérances. La France présenta le spectacle de plus de trente millions d'habitants circonscrits dans des limites naturelles, ne composant qu'une seule classe de citoyens gouvernés par une seule loi, un seul règlement, un seul ordre. Tous ces changements étaient conformes au bien de la nation, à ses droits, à la justice et aux lumières du siècle.

CHAPITRE IV. — Le peuple français élève le trône impérial pour consolider tous les nouveaux intérêts. Cette quatrième dynastie ne succède pas immédiatement à la troisième, mais à la république. Napoléon a été sacré par le pape, reconnu par les puissances de l'Europe. Il a créé des rois. Il a vu marcher sous ses ordres les armées de toutes les puissances du continent.

Les cinq membres du directoire se divisaient ; les ennemis de la république se glissaient dans les conseils et portaient au gouvernement des hommes ennemis des droits du peuple. Cette forme de gouvernement maintenait l'état en fermentation, et les grands intérêts que les Français avaient conquis dans la révolution se trouvaient sans cesse compromis. Une voix unanime sortit du fond des campagnes, du milieu des villes et du sein des camps, demanda qu'en conservant tous les principes de république, on établît dans le gouvernement un système héréditaire qui mît les principes et les intérêts de la révolution à l'abri des factions et de l'influence de l'étranger. Le premier consul de la république, par la Constitution de l'an VIII, l'était pour dix ans ; la nation avait prolongé sa magistrature pour sa vie ; elle l'éleva sur le trône, qu'elle rendit héréditaire dans sa famille. Les principes de la souveraineté du peuple, de la liberté, de l'égalité, de la destruction du régime féodal, de l'irrévocabilité des ventes des domaines nationaux, de l'indépendance des cultes, se trouvaient consolidés. Le gouvernement de la France, sous cette quatrième dynastie, était fondé sur les mêmes principes que la république : ce fut une monarchie constitutionnelle et tempérée. Il y avait autant de différence entre le gouvernement de la France sous



cette quatrième dynastie et la troisième, qu'entre celle-ci et la république. La quatrième dynastie succéda à la république, ou plutôt n'en fut qu'une modification.

Aucun prince ne monta sur le trône avec des droits plus légitimes que Napoléon. Le trône fut déferé à Hugues Capet par quelques évêques et quelques nobles ; le trône impérial fut donné à Napoléon par la volonté de tous les citoyens, constatée trois fois d'une manière solennelle. Le pape Pie VII, chef de la religion catholique, apostolique et romaine, religion de la majorité des Français, passa les Alpes pour oindre l'Empereur de ses propres mains, et environné de tous les évêques de la France, de tous les cardinaux de l'Eglise romaine, et des députés de tous les cantons de l'Empire. Les rois s'empressèrent de le reconnaître : tous virent avec plaisir cette modification faite à la république, qui mettait la France en harmonie avec le reste de l'Europe, consolidait le bonheur et l'état de cette grande nation. Les ambassadeurs des empereurs d'Autriche et de Russie, ceux de Prusse, d'Espagne et de Portugal, de Turquie, d'Amérique, enfin de toutes les puissances, vinrent complimenter l'Empereur. L'Angleterre seule n'envoya personne, ayant violé le traité d'Amiens, et s'étant mise de nouveau en guerre avec la France ; mais elle-même approuva ces changements. Lord Whitworth, dans les négociations secrètes qui eurent lieu par l'intermédiaire du comte Malouet, et précédèrent la rupture de la paix d'Amiens, proposa, de la part de son gouvernement, de reconnaître Napoléon comme roi de France, s'il voulait accéder la cession de Malte. Le premier consul répondit

que si jamais le bien de la France devait exiger qu'il montât au trône, ce ne serait que par la libre et seule volonté du peuple français. Lorsque, depuis, lord Lauderdale se rendit à Paris, en 1806, pour négocier la paix entre le roi d'Angleterre et l'Empereur, il échangea ses pouvoirs, comme le prouve le protocole des négociations, et négocia avec le plénipotentiaire de l'Empereur. La mort de Fox fit échouer les négociations de lord Lauderdale. Le ministère anglais fut maître d'empêcher la campagne de Prusse<sup>1</sup> et de prévenir la bataille de Iéna. Lorsque, depuis, les alliés présentèrent à Chaumont, en 1814, un *ultimatum*, lord Castlereagh, en signant cet *ultimatum*, reconnut de nouveau l'existence de l'empire dans la personne et la famille de Napoléon; et si celui-ci n'accepta pas les propositions du congrès de Châtillon, c'est qu'il

1. Pendant que lord Lauderdale était à Paris, et négociait avec les plénipotentiaires de l'Empereur, la Prusse courut aux armes, et prit une attitude hostile. Lord Lauderdale paraissait ne point approuver cette conduite, et croire la lutte fort inégale. Instruit que l'Empereur se préparait à se mettre à la tête de l'armée, il demanda si l'Empereur consentirait à retarder son départ, et à s'arranger avec la Prusse, si l'Angleterre acceptait la base de la négociation, c'est-à-dire l'*uti possidetis* de part et d'autre, en y comprenant le Hanovre. La discussion était sur le Hanovre, que l'Angleterre voulait recouvrer indépendamment de cette base. Par la réponse du cabinet de Saint-James, lord Lauderdale fut rappelé: l'Empereur partit, et la bataille de Iéna eut lieu; Fox était mort alors.

Nous avons été à cette époque témoins oculaires des regrets et de la repugnance qu'avait le monarque français pour la guerre de Prusse; il était disposé à laisser à cette puissance le Hanovre, et à reconnaître une confédération du nord de l'Allemagne. Il sentait que la Prusse, n'ayant jamais été ni battue ni humiliée par la France, étant tout entière, n'avait aucun intérêt contraire aux siens; mais qu'une fois vaincue, il faudrait la détruire.



crut n'être pas le maître de céder une partie de l'empire dont il avait juré à son couronnement de maintenir l'intégrité.

Les électeurs de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, furent créés rois par l'Empereur.

Les armées saxonnes, bavaroises, wurtembergeoises, badoises, hessoises, combattirent avec les armées françaises. Les armées russes et françaises combattirent ensemble, dans la guerre de 1809, contre l'Autriche. Depuis, l'empereur d'Autriche conclut à Paris, en 1812, une alliance, avec Napoléon, et le prince de Schwartzemberg commanda sous ses ordres le contingent autrichien dans la campagne de Russie, où il acquit le grade de feld-maréchal, sur la demande de la France. Un traité semblable d'alliance fut conclu à Berlin, et l'armée prussienne fit cette même campagne de Russie avec l'armée française.

Les plaies que la révolution a faites, l'Empereur les a cicatrisées : tous les émigrés rentrèrent, et cette liste de proscription fut anéantie. Ce prince eut la gloire la plus douce, celle de rappeler dans leur patrie et de réorganiser ainsi plus de vingt mille familles : leurs biens non vendus leur furent rendus ; et, passant entièrement l'éponge sur le passé, les individus de toutes les classes, quelle qu'eût été leur conduite, furent également appelés à tous les emplois. Les familles qui devaient leur illustration aux services qu'elles avaient rendus aux Bourbons, celles qui leur avaient été les plus dévouées, occupèrent des places à la cour, dans l'administration et dans l'armée. On avait oublié toutes les dénominations ; il n'y avait plus d'aristocrates, de jacobins, et l'établissement de la Légion

d'honneur, qui fut la récompense des services militaires, civils et judiciaires, réunit à côté l'un de l'autre le soldat, le savant, l'artiste, le prélat et le magistrat; c'était comme le signe de réunion de tous les états, de tous les partis.

CHAPITRE V. — Le sang de la dynastie impériale est mêlé avec celui de toutes les maisons souveraines de l'Europe, celles de Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Autriche.

La maison impériale de France contracta des alliances avec toutes les familles souveraines de l'Europe. Le prince Eugène Napoléon, fils adoptif de l'Empereur, épousa la fille aînée du roi de Bavière, une des princesses les plus distinguées de son temps par sa beauté et par ses qualités morales. Cette alliance, contractée à Munich le 14 janvier 1806, remplit de bonheur la nation bavaroise. Le prince héréditaire de Bade, beau-frère de l'empereur de Russie, demanda en mariage la princesse Stéphanie, fille adoptive de l'Empereur Napoléon : ce mariage se célébra à Paris le 7 avril 1806. Le prince Jérôme Napoléon a épousé, le 22 août 1807, la fille aînée du roi de Wurtemberg, cousine germaine de l'empereur de Russie, du roi d'Angleterre et du roi de Prusse. D'autres alliances de cette nature furent contractées avec des princes souverains d'Allemagne, de la maison d'Hohenzollern. Ces mariages sont heureux : de tous sont nés des princes et princesses qui en transmettront le souvenir aux générations futures.

Lorsque les intérêts de la France et de l'empire portèrent l'Empereur et l'impératrice Joséphine à rompre les liens qui leur étaient également chers, les plus grands souverains de l'Europe briguerent



l'alliance de Napoléon : sans des difficultés religieuses, et les retards occasionnés par la distance, il est probable qu'une princesse de Russie aurait occupé le trône de France. L'archiduchesse Marie-Louise, mariée à l'Empereur Napoléon, par procuration donnée au prince Charles, à Vienne, le 11 mars 1810, et à Paris, le 2 avril suivant, monta sur le trône de France. Ce mariage combla de joie les peuples de la France et de l'Autriche. Aussitôt que l'empereur d'Autriche eut appris à Vienne qu'il était question du mariage de l'Empereur Napoléon, il témoigna sa surprise qu'on ne pensât pas à sa maison. Il n'était question que d'une princesse de Russie ou de Saxe. L'empereur François s'en expliqua avec le comte de Narbonne, gouverneur de Trieste, qui dans ce moment était à Vienne. Des instructions à ce sujet avaient été envoyées par le cabinet de Vienne au prince de Schwartzemberg, son ambassadeur à Paris. Un conseil privé fut convoqué aux Tuileries, en février 1810 ; le ministre des relations extérieures y communiqua les dépêches du duc de Vicence, ambassadeur en Russie : il en résultait que l'empereur Alexandre était très disposé à donner sa sœur, la grande-duchesse Anne ; mais paraissait attacher de l'importance à ce qu'il lui fût accordé le public exercice de son culte, et une chapelle du rite grec. Les dépêches de Vienne firent connaître les insinuations et les désirs de cette cour. Il y eut partage d'opinions : l'alliance de la Russie, celle de la Saxe, celle de l'Autriche, furent appuyées. Le vote de la majorité du conseil fut pour le choix d'une archiduchesse d'Autriche. Comme le prince Eugène avait été le premier à ouvrir cette opinion,

l'Empereur, levant la séance à deux heures du matin, l'autorisa à en faire l'ouverture au prince de Schwartzemberg : il autorisa en même temps le ministre des relations extérieures à signer, dans la journée, avec l'ambassadeur d'Autriche, les conventions du mariage; et pour lever toutes difficultés pour les détails, il l'autorisa à signer, mot pour mot, le même contrat que celui de Louis XVI et de l'archiduchesse Marie-Antoinette. Le prince Eugène vit dès le matin le prince de Schwartzemberg; le contrat fut signé dans la journée : le courrier qui porta cette nouvelle à l'empereur d'Autriche le surprit agréablement. Les circonstances particulières de la signature du contrat de mariage firent penser à l'empereur Alexandre qu'il avait été joué par la cour des Tuileries; qu'elle avait à la fois mené de front deux négociations. Il se trompait : la négociation avec Vienne commença et finit dans un jour<sup>1</sup>. La naissance d'aucun prince ne produisit plus d'ivresse dans une nation et plus d'effet dans

1. Le bruit est assez généralement répandu que le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec l'Empereur Napoléon a été un des articles secrets du traité de Vienne : cette opinion n'est pas fondée. Le traité de Vienne est du 15 octobre 1809, et le contrat de mariage a été signé à Paris le 7 février 1810.

Tous les individus qui ont assisté au conseil privé du 1<sup>er</sup> février peuvent affirmer que les circonstances du mariage sont telles qu'elles sont rapportées ci-dessus; qu'il n'était nullement question de l'alliance de la maison d'Autriche avant la lecture des dépêches du comte de Narbonne, et que le mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise fut proposé, discuté et décidé dans le conseil, et signé dans les vingt-quatre heures.

Les membres du conseil étaient : l'Empereur, les grands dignitaires de l'empire, les grands-officiers de la couronne, tous les ministres, le président du Sénat, celui du Corps législatif et les ministres d'État, présidents des sections du Conseil d'État, total vingt-cinq.



l'Europe que la naissance du roi de Rome : au premier coup de canon annonçant la délivrance de l'impératrice, tout Paris resta en suspens, dans les promenades, dans les rues, dans l'intérieur des maisons, dans les assemblées publiques. La population tout entière fut occupée à compter le nombre de coups de canon; le vingt-deuxième excita l'ivresse générale : il était d'usage de tirer vingt et un coups de canon pour la naissance d'une princesse, et cent un pour celle d'un prince. Toutes les puissances de l'Europe s'empressèrent d'envoyer les plus grands seigneurs de leurs cours pour complimenter l'Empereur. L'empereur de Russie envoya son ministre de l'intérieur; l'empereur d'Autriche, le comte Clary, l'un des grands-officiers de sa couronne : il apporta au jeune roi le collier en diamants de tous les ordres de la monarchie autrichienne. Le baptême du roi de Rome fut célébré en présence de tous les évêques et des députés de toutes les contrées de l'empire, et avec toute la pompe souveraine. L'empereur d'Autriche, parain du jeune roi, se fit représenter par l'archiduc Ferdinand, son frère, grand-duc de Wurtzbourg, aujourd'hui grand-duc de Toscane.

CHAPITRE VI. — Qui donne occasionnellement la campagne de Saxe <sup>1</sup>, démontre que la ligue de 1813 était, dans son objet, étrangère à la Restauration.

Les victoires de Lutzen et de Wurchen, les 2 et 22 mai 1813, avaient rétabli la réputation

1. Je n'ai pas voulu supprimer ce résumé de la campagne de Saxe, bien que le même sujet se trouvât déjà traité plus haut. Si quelques-uns le considèrent comme une répétition, d'autres

des armes françaises; le roi de Saxe avait été ramené triomphant dans sa capitale; l'ennemi avait été chassé de Hambourg; un des corps de la grande armée était aux portes de Berlin, et le quartier impérial était à Breslau. Les armées russes et prussiennes, découragées, n'avaient plus d'autre parti que de repasser la Vistulé, quand l'Autriche, intervenant dans les affaires, conseilla à la France de signer une suspension d'armes. L'Empereur retourna à Dresde; celui d'Autriche quitta Vienne, et se rendit en Bohême; celui de Russie et le roi de Prusse s'établirent à Schweidnitz. Les pourparlers commencèrent; le comte de Metternich proposa le congrès de Prague; il fut accepté; ce n'était qu'un simulacre. La cour de Vienne avait déjà pris des engagements avec la Russie et la Prusse : elle allait se déclarer au mois de mai, quand les succès inattendus de l'armée française l'obligèrent à marcher avec plus de prudence. Quelques efforts qu'elle eût faits, son armée était encore peu nombreuse, mal organisée et peu en état d'entrer en campagne. Le comte de Metternich demanda les provinces Illyriennes, la moitié du royaume d'Italie, c'est-à-dire Venise, jusqu'à Mincio; la Pologne, et la renonciation de l'Empereur au protectorat de l'Allemagne, et aux départements de la trente-deuxième division militaire. Ces conditions excessives n'étaient mises en avant que pour être refusées. Le duc de Vicence se rendit au congrès de Prague. Le choix du plénipotentiaire russe, le baron d'Anstetten, fit entrevoir que ce

le trouveront une comparaison, une vérification; car l'un des récits provient des documents publiés en Europe; tandis que l'autre a été dicté à Sainte-Hélène par Napoléon lui-même.



n'était point la paix que voulait la Russie, mais donner le temps à l'Autriche de terminer ses préparatifs militaires. En effet le mauvais augure qu'on avait tiré du choix de ce négociateur se confirma; il ne voulut entrer dans aucune conférence; l'Autriche, qui s'était prétendue médiatrice, déclara son adhésion à la coalition, quand son armée fut prête, sans même avoir exigé l'ouverture d'une seule séance, ou rédigé un seul protocole. Ce système de mauvaise foi et de contradictions perpétuelles entre les actions, les paroles et les actes publics, fut constamment suivi par la cour de Vienne à cette époque. La guerre recommença. La victoire éclatante remportée par l'Empereur à Dresde, le 27 août 1813, sur l'armée commandée par les trois souverains, fut aussitôt suivie par les désastres que les manœuvres de Macdonald, en Silésie, firent éprouver à son armée, et par la perte de Vandamme en Bohême. Cependant la supériorité restait encore du côté de l'armée française, qui s'appuyait aux places de Torgau, Wittemberg et Magdebourg. Le Danemark avait conclu un traité d'alliance offensive et défensive, et son contingent augmentait l'armée de Hambourg. En octobre, l'Empereur quittait Dresde pour se porter sur Magdebourg, par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de repasser l'Elbe à Wittemberg, et de marcher sur Berlin. Plusieurs corps de l'armée étaient déjà arrivés à Wittemberg, et les ponts de l'ennemi à Dessau avaient été détruits, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg annonça que le roi de Bavière avait subitement changé de parti, et que, sans déclaration de guerre ni avertissement préalables, les

deux armées autrichiennes et bavaoises cantonnées sur les bords de l'Inn s'étaient réunies en un seul camp; que ces quatre-vingt mille hommes, sous les ordres du général de Wrede, marchaient sur le Rhin; que lui, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt cent mille hommes cerneraient Mayence, que les Bavaois avaient fait leur cause de celle de l'Autriche. A cette nouvelle inattendue, l'Empereur crut devoir changer le plan de campagne qu'il avait médité depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forteresses et les magasins, et qui était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et, sous la protection des places et magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg, d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder (l'armée française possédait sur cette rivière les places de Glogau, Custrin et Stettin); et, selon les circonstances, débloquent les places de la Vistule, Dantzik, Torn et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eût été désorganisée, tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité et dans l'alliance de la France. On espérait que la Bavière tarderait quinze jours à changer de parti, et alors on était assuré qu'elle n'en aurait pas changé. Les armées se rencontrèrent sur les champs de bataille de Leipsick, le 16 octobre; l'armée française fut victorieuse, l'armée autrichienne battue et chassée de toutes ses positions; l'un des généraux commandant un des corps, le comte de Meerfeld, fut fait prisonnier. Le 18, malgré l'échec éprouvé le 16 par le duc de Raguse, la victoire était encore aux Français, lorsque



l'armée saxonne tout entière, ayant une batterie de soixante bouches à feu, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi, et tourna ses canons contre la ligne française. Une trahison aussi inouïe devait entraîner la ruine de l'armée, et donner aux alliés tous les honneurs de la journée. L'Empereur accourut en toute hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa de leurs positions les Saxons et les Suédois. La journée du 18 se termina ; l'ennemi fit un mouvement rétrograde sur toute la ligne, et prit ses bivouacs en arrière du champ de bataille, qui resta aux Français.

Dans la nuit, l'armée française commença un mouvement pour se placer derrière l'Elster, et se trouver en communication directe avec Erfurt, d'où elle attendait les convois de munitions dont elle avait besoin. Elle avait tiré plus de cent cinquante mille coups de canon dans les journées des 16 et 18. La trahison de plusieurs corps allemands de la confédération entraînés par l'exemple donné la veille par les Saxons, l'accident du pont de Leipsick, qui sauta à contre-temps, firent que l'armée, quoique victorieuse, éprouva par ces funestes événements, les pertes résultant ordinairement des journées les plus désastreuses. Elle repassa la Saale au pont de Weissenfeld : elle devait s'y rallier, y attendre et recevoir des munitions d'Erfurt, qui en était abondamment approvisionné, lorsque l'on eut des nouvelles de l'armée austro-bavaroise. Elle avait fait des marches forcées ; elle était arrivée sur le Mein : il fallut donc marcher à elle. Le 30 octobre, l'armée française la rencontra rangée en bataille en avant de Hanau, interceptant

le chemin de Francfort. Quoique forte, et occupant de belles positions, elle fut culbutée, mise en déroute complète, chassée de Hanau, qu'occupa le comte Bertrand. Le général de Wrede fut blessé. L'armée française continua son mouvement de retraite derrière le Rhin, et repassa ce fleuve le 2 novembre. Des pourpalers eurent lieu : le baron de Saint-Aignan fut à Francfort ; il eut des conférences avec les comtes de Metternich, de Nesselrode et lord Aberdeen, et arriva à Paris porteur de paroles de paix sur les bases suivantes : — Que l'Empereur renoncerait au protectorat de la confédération du Rhin, à la Pologne, et aux départements de l'Elbe ; mais que la France resterait entière dans ses limites des Alpes et du Rhin, la Hollande y compris ; et qu'on discuterait une frontière en Italie, qui devrait séparer la France des états de la maison d'Autriche. L'Empereur adhéra à ces bases ; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague, dans l'espoir que la France refuserait. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public, car au moment où ces propositions conciliatrices étaient faites, l'armée alliée violait la neutralité des cantons, et entraît en Suisse. Cependant les alliés firent connaître enfin leur véritable intention ; ils désignèrent Châtillon-sur-Seine, en Bourgogne, pour la tenue du congrès. Les batailles de Champ-Aubert, de Montmirail et de Montereau détruisirent les armées de Blücher et de Wittgenstein ; on ne négocia pas à Châtillon ; les puissances coalisées y présentèrent un ultimatum, dont les conditions étaient : 1° l'abandon de toute l'Italie, de la Belgique, de la Hollande et des départements du



Rhin ; 2° l'obligation, pour la France, de rentrer dans les limites qu'elle avait avant 1792. L'Empereur rejeta cet ultimatum : il consentait à faire aux circonstances le sacrifice de la Hollande et de l'Italie, mais se refusa à abandonner les limites des Alpes et du Rhin, la Belgique, spécialement Anvers. Les trahisons firent triompher les coalisés malgré les victoires d'Arcis et de Saint-Dizier. Jusqu'alors ils n'avaient manifesté aucune prétention de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France ; ce que constate l'ultimatum de Châtillon, signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, lorsque plusieurs émigrés rentrés se réveillèrent à la vue des armées autrichiennes, russes et prussiennes, dans les rangs desquelles ils avaient longtemps porté les armes : ils crurent le moment arrivé de voir leurs rêves se réaliser : les uns arborèrent la cocarde blanche, les autres la croix de Saint-Louis. Ils furent désapprouvés par les souverains alliés : Wellington même désavoua à Bordeaux, quoiqu'il les favorisât secrètement, tous ceux qui voulaient relever les enseignes de la maison de Bourbon. Dans toutes les transactions qui détachèrent la Prusse de l'alliance de la France et la réunirent à la Russie, au traité de Kalich ; dans celui qui réunit l'Autriche à cette coalition ; dans tous les actes diplomatiques publics et secrets qui se sont succédé jusqu'au traité de Châtillon ; dans celui-là même, fait en France en février 1814, les alliés ne songèrent jamais aux Bourbons.

Les *chapitres* VII, VIII, IX disent et démontrent que les Bourbons, au retour, eussent dû commencer une cinquième dynastie, et ne pas vouloir

continuer la troisième. Le premier système eût rendu tout facile ; le second a tout compliqué.

Le X<sup>e</sup> *chapitre* enfin termine par une image de quelques lignes qui donne toute la magie du retour du 20 mars. Ces derniers chapitres renferment ce qu'il y a de plus nerveux, de plus serré ; mais les applications sont directes, souvent même personnelles. J'ai supprimé les développements ; je n'ai pas voulu qu'on pût m'accuser en toute raison de reproduire un plaidoyer hostile. Le temps, qui affaiblit tout, le réduira à n'être qu'un document historique, et c'est le seul point de vue sous lequel je l'ai considéré ici, comme aussi tous les objets de même nature qu'on rencontre dans mon recueil, je me plais à le répéter encore. J'ai déjà écrit dans des circonstances bien différentes, sous divers gouvernements, dans divers pays, et toujours la liberté de la presse s'est trouvée exister pour moi. J'espère qu'il en sera de même encore en cette dernière occasion, bien que mon sujet fût des plus délicats. Déjà j'entrevois le terme de mon voyage ; le port m'apparaît, et j'espère l'atteindre sans malencontre, en dépit des écueils que j'avais à traverser.

**Mon ménage.** — Intention de l'Empereur dans ses prodigalités, etc.

Lundi 9, mardi 10.

L'Empereur a passé une mauvaise nuit. Il m'a fait appeler de bonne heure, et m'a dit être assommé, tué. Il n'avait pu reposer et avait eu de la fièvre. Il a continué d'être souffrant ces deux jours. Il a passé presque tout le temps sur son canapé, et les soirées près du feu. Il n'a pu man-



ger, et s'est contenté de boire de la limonade cuite. Je l'ai à peine quitté tout ce temps, l'ayant soigné plusieurs fois de mes propres mains. Il a sommeillé à divers intervalles, et le reste du temps il causait ou me questionnait sur une foule de différents objets. Une fois il s'est arrêté sur les dépenses de nos sociétés de Paris. Il a passé de là à mon ménage, et a voulu en connaître les plus minutieux détails.

Quand il m'a entendu dire que je n'avais que vingt mille francs annuels, dont quinze à moi, et cinq de traitement de son Conseil d'Etat, il s'est écrié : « Mais vous étiez donc fou ! Comment avez-vous osé approcher des Tuileries avec un aussi mince revenu ? Les dépenses y étaient énormes ; vous me faites frémir ! — Sire, je n'y étais pourtant pas différemment des autres, et je n'ai jamais rien demandé à Votre Majesté. — Je ne dis pas cela ; mais vous deviez être ruiné en moins de quatre ou cinq ans. — Non, Sire, j'avais passé la plus grande partie de ma vie dans l'émigration, j'avais constamment vécu de privations, je demeurais encore, à fort peu de choses près, de même. Il est bien vrai qu'en dépit de toute mon économie, je mangeais encore sept ou huit mille francs de mon capital chaque année ; mais, Sire, voici quel avait été mon calcul : il était reconnu qu'auprès de vous, avec du zèle, de la bonne volonté, tôt ou tard on attirait votre attention ; et vos regards arrêtés, la fortune était faite. Or, j'avais encore quatre à six ans à poursuivre cette chance, au bout desquels, si les bienfaits n'arrivaient pas, je brisais avec les illusions de ce monde, et me retirais en province, seulement avec dix ou douze mille livres de rente, il est vrai ; mais bien plus riche cependant que je

ne l'avais été Paris. — Eh bien ! disait l'Empereur, ce calcul, au fait, n'était pas mauvais, et vous aviez atteint, je crois, l'instant de la rentrée de vos fonds. N'avais-je pas commencé à faire quelque chose pour vous ? — Oui, Sire. — Et, si cela n'a pas été plus prompt ou plus brillant, la faute en a été uniquement à vous ; vous n'aviez pas su profiter ; je crois vous l'avoir dit. »

Tout cela l'a conduit à revenir sur les sommes énormes qu'il avait répandues autour de lui ; et, s'animant par degrés, il a dit : « Il serait difficile de les évaluer ; on a dû plus d'une fois m'accuser de prodigalité, et j'ai la douleur de voir que cela n'a guère profité dans aucun. Certainement il faut qu'il y ait eu fatalité de ma part, ou vice essentiel dans les personnes choisies. Quelle contrariété n'a pas dû être la mienne ! Car on ne saurait croire que tout cela fût pour ma vanité personnelle. Je n'étais pas d'humeur à donner le spectacle d'un roi d'Asie ; je n'agissais ni par faiblesse, ni par caprice ; tout en moi était calcul. Quelque tendresse que j'eusse pour les individus, je n'avais pas prétendu les gorger pour leurs beaux yeux ; j'avais voulu fonder en eux de grandes familles, de vrais points de ralliement, en un mot des drapeaux dans les grandes crises nationales. Les grands-officiers qui m'entouraient, tous mes ministres ont souvent reçu de moi, indépendamment de leurs énormes appointements, des gratifications fréquentes, parfois des services complets d'argenterie, etc. Or, quelles étaient mes vues dans ces profusions ? J'exigeais qu'ils tinssent maison, qu'ils donnassent de grands dîners, qu'ils eussent des bals brillants ; et pourquoi tout cela ? Pour fondre les partis, cimenter



les unions nouvelles, briser les vieilles aspérités, créer une société, des mœurs, leur donner une couleur. Si j'ai conçu souvent de grandes et bonnes pensées, elles allaient toujours avorter où je les déposais, car aucun de ces premiers personnages n'a jamais tenu de véritable maison. S'ils donnaient à dîner, ils s'invitaient entre eux ; et, quand je me rendais à leurs bals fastueux, qu'y trouvais-je ? toute ma Cour des Tuileries ; pas une figure nouvelle, pas un de ces blessés, de ces revêches bouillant à l'écart, et qu'un peu de miel eût ramenés au bercail. Ils ne savaient pas me comprendre, ou ne le voulaient pas ; j'avais beau me fâcher, vouloir, ordonner, le tout n'en continuait pas moins : c'est que je ne pouvais être partout et toujours : ils le savaient bien, et pourtant j'ai passé pour avoir une main de fer. Que doit-ce donc être avec les débonnaires ! etc., etc. »

Petitesse de son lit. — Le tic revenu. — Gardes de l'aigle. —  
Le coucou.

Mercredi 11.

L'Empereur a continué de souffrir. Je l'ai trouvé fort abattu et faisant changer son lit de place. Ce lit, si longtemps le fidèle compagnon de ses victoires, n'était plus aujourd'hui que son grabat de douleur. L'Empereur, dans sa souffrance, se plaignait qu'il fût trop petit pour sa personne. Il trouvait à peine à s'y remuer ; mais l'espace de sa chambre n'en comportait pas de plus grand. Il l'a fait porter dans son cabinet à côté d'un petit lit de repos ou canapé, de manière à ce que, assujettis ensemble, ils lui composassent un lit plus spacieux. Voilà

pourtant à quoi il en est réduit!!!... L'Empereur, revenu sur son canapé, s'est mis à causer, et s'est un peu remis par la conversation. Parlant de son avènement au consulat, et de l'effroyable désordre qu'il avait rencontré dans toutes les branches quelconques du service public, il disait qu'il avait été tenu à de nombreuses épurations immédiates qui avaient beaucoup fait crier, mais qui pourtant n'avaient pas peu contribué à resserrer tous les liens sociaux. Cette épuration s'était étendue jusqu'à l'armée, parmi les officiers, les généraux même, dont plusieurs l'étaient devenus Dieu sait par qui, disait-il, et Dieu sait comment. A ce sujet, je me suis permis de lui citer une anecdote de ce temps, qui avait fort amusé le cercle où je passais ma vie. Un de nous, et malveillant ainsi que je l'étais alors moi-même, s'était trouvé dans une de ces petites voitures de Versailles avec un soldat de la garde, et l'avait malicieusement excité à parler. Ce soldat était mécontent, et disait que tout se gâtait, qu'on exigeait à présent qu'on sût lire et écrire pour pouvoir avancer. « *Et voilà déjà le tic revenu,* » disait-il : il appelait cela le *tic*. Le mot nous plut, et resta dans notre société. — « Eh bien ! disait l'Empereur, qu'aura dit votre soldat, lorsque j'ai créé les gardes de l'aigle ? ils m'auront sans doute réhabilité dans son esprit. J'avais établi, a-t-il ajouté, deux sous-officiers gardes spéciaux de l'aigle dans les régiments, placés à droite et à gauche du drapeau ; et, pour éviter que l'ardeur dans la mêlée ne les détournât de leur unique objet, le sabre et l'épée leur étaient interdits ; ils n'avaient d'autre arme que plusieurs paires de pistolets, d'autre emploi que de veiller froidement à



brûler la cervelle de celui qui avancerait la main pour saisir l'aigle. Or, pour obtenir ce poste, ils étaient obligés de faire preuve qu'ils ne savaient ni lire, ni écrire, et vous devinez pourquoi? — Non, Sire. — Nigaud! Tout soldat qui sait lire et écrire et a de l'instruction, avance toujours; mais celui qui n'a pas ces avantages ne parvient bien certainement qu'à force d'actes de courage, et par des circonstances extraordinaires, etc. <sup>1</sup> »

Comme j'étais en train de raconter, je lui ai cité, sur le sujet, une autre anecdote qui avait fait en-

1. Au moment d'envoyer à l'impression, le hasard m'ayant fait mentionner cette circonstance à deux ou trois militaires, ils m'ont dit de ne pas avoir eu connaissance de cette institution, sans me garantir toutefois qu'elle n'existât pas. Ne feraient-ils que l'ignorer, ou me serais-je trompé moi-même en prenant pour fait, dans les paroles de l'Empereur, ce qui n'eût été qu'intentionnel? Une telle erreur, après tout, ne serait que trop possible, et je suis loin de pouvoir répondre que je n'en ai pas commis plusieurs fois de la sorte ou autrement. J'ai fait connaître soigneusement la nature de mes matériaux, la manière dont ils avaient été recueillis, afin que ceux qui me liront pussent répondre d'eux-mêmes à ces sortes d'incorrections; et c'est le même motif qui m'a porté à y revenir si souvent.

N. B. J'avais cru un devoir de consigner ici la défiance que j'avais de moi-même en cette occasion, et mes scrupules n'ont pas tardé à recevoir leur récompense; car ce sont eux précisément qui m'ont procuré la certitude dont je manquais. A peine le *Mémorial* avait-il paru, qu'il m'a été adressé à la fois, bien que de deux points fort éloignés, l'assurance positive que je ne m'étais point trompé, et que je devais reprendre pleine et entière confiance dans l'exactitude de mon récit; et chacun des bienveillants informateurs a eu le soin de joindre à son témoignage des détails authentiques que je vais transcrire ici:

« L'institution que vous mentionnez, me mandait le premier, officier au 9<sup>e</sup> de ligne, existait réellement: ces sous-officiers étaient choisis et armés ainsi que vous le dites, etc.; je les ai constamment vus au régiment dont je faisais partie jusqu'en 1814, etc. »

Le second, ancien sous-inspecteur aux revues, allait plus loin

core l'amusement de nos salons. On disait que, dans je ne sais quelle circonstance, un régiment ayant perdu son aigle, lui, Napoléon, le haranguait à ce sujet avec beaucoup d'indignation sur ce qu'il avait eu le déshonneur de laisser enlever son aigle par l'ennemi, un soldat gascon s'était écrié : « Mais ils se sont attrapés, ils n'ont eu que le bâton, car voilà le *coucou*, je l'avais mis dans ma poche, » montrant effectivement l'aigle. L'Empereur n'a pu s'empêcher d'en rire, et a dit : « Eh bien, je ne garantirais vraiment pas qu'il ne soit en effet arrivé quelque chose de la sorte ou approchant. Mes soldats étaient fort à leur aise, très libres avec moi. J'en ai vu souvent me tutoyer. » Je racontais qu'on nous avait dit qu'à Iéna, je crois, ou ailleurs, la veille d'une bataille, parcou-

encore ; il me transmettait le texte même des décrets relatifs à cette institution :

*Premier décret du 18 février 1808.*

« Deux braves, pris parmi les anciens soldats non lettrés, qui par cette raison n'auront pu obtenir d'avancement, seront toujours placés à côté de l'aigle ; ils sont nommés par nous et ne peuvent être destitués que par nous. »

(BERRIAT, *Législation militaire*, 2<sup>e</sup> vol., pag. 17.)

*Deuxième décret du 25 décembre 1811.*

« Le deuxième et le troisième porte-aigles auront un casque et des épaulettes *défensives* ; ils seront armés d'un épée avec flamme, ou espadon de parade et de *défense*, avec une paire de pistolets. »

(BERRIAT, *Législation militaire*, 1<sup>er</sup> vol., pag. 433.)

Ainsi, et je me plais à le redire parce que je ne saurais trop le répéter, toutes les fois que les circonstances m'ont conduit à vérifier jusqu'aux moindres parties d'une conversation journalière, bien qu'elle fût parfois abondante et souvent des plus négligées, j'ai eu lieu de me convaincre que le tout en était de la plus stricte vérité.



rant certains postes, fort peu accompagné, un soldat lui avait interdit le passage, et s'était fâché de le voir insister, jurant que, quand ce serait le petit caporal lui-même, il ne passerait pas. Et, quand il avait vu qu'effectivement c'était le petit caporal, il n'en avait été nullement déconcerté. « C'est qu'il avait la conviction d'avoir fait son devoir, a dit l'Empereur, et puis le fait est que je passais pour un homme terrible dans vos salons, parmi les officiers, et peut-être même les généraux, mais nullement parmi les soldats : ils avaient l'instinct de la vérité et de la sympathie, ils me savaient leur protecteur, au besoin leur vengeur, etc. »

L'Empereur continue d'être souffrant, etc. — Gaïeté. — Horrible nourriture ; vin exécration, etc.

Jeu di 12.

Aujourd'hui, l'Empereur, bien qu'il ne fût pas mieux, a résolu de brusquer, disait-il, sa souffrance. Il s'est habillé et a gagné le salon, où il a dicté deux ou trois heures à l'un de ces messieurs. C'était le troisième jour qu'il n'avait pas mangé. Il n'éprouvait pas encore la crise qu'il cherche et obtient d'ordinaire par le régime singulier qu'il s'est créé. Il continuait toujours de prendre de la limonade cuite.

Cet état l'a conduit à demander combien de temps l'on pourrait vivre sans manger, et dans quelle proportion le boire pouvait suppléer à la nourriture. Il a fait venir l'Encyclopédie britannique, où il s'est trouvé des choses fort curieuses. Une femme, par exemple, ayant vécu cinquante jours sans autre secours que d'avoir bu deux fois.

Une autre qui s'était soutenue pendant vingt jours à l'aide d'eau seulement, etc.

Quelqu'un disait à ce sujet que Charles XII, par seule expérience sur lui-même, et par pure contradiction pour les raisonnements soutenus autour de lui, était demeuré cinq à six jours sans manger; et au bout de ce temps avait avalé un dindon et un gigot; mais il avait failli en crever. L'Empereur en riait, et nous assura qu'il n'avait pas la prétention d'aller jusque-là, quelque tentant d'ailleurs que fût le modèle.

Il a fait une partie de piquet avec M<sup>me</sup> de Montholon; le grand-maréchal est arrivé. La partie finie, l'Empereur lui a demandé comme il le trouvait. — « Mais un peu jaune », a répondu Bertrand, et c'était très vrai. L'Empereur, dans un mouvement de gaieté, s'est mis à le poursuivre dans le salon pour lui saisir l'oreille, disant: « Comment, un peu jaune! vous m'insultez, monsieur le grand-maréchal; vous prétendez dire par là que je suis bilieux, morose, atrabilaire, violent, injuste, tyran; allons, livrez-moi cette oreille que je me venge, etc. »

Le dîner est arrivé, et l'Empereur a hésité s'il dînerait avec nous ou s'il dînerait dans son intérieur, et il s'est décidé pour ce dernier, de peur, disait-il, d'être tenté d'imiter Charles XII, s'il venait à la grande table. Mais certes, cela lui eût été bien difficile, car étant venu nous surprendre au milieu du dîner, nous lui avons fait pitié, disait-il; et en effet, nous avions littéralement à peine de quoi manger. Cette circonstance l'a conduit à prendre un parti extrême. Il a ordonné, dès cet instant, de vendre chaque mois une portion de son



argenterie pour subvenir à nos besoins de table.

Ce qu'il y avait de pis à notre mauvais dîner, et qui est devenu le sujet d'une conversation sérieuse, c'était le vin exécrationnel depuis quelques jours, et qui nous a tous incommodés. Nous avons été obligés d'en faire demander au camp, espérant qu'on nous changera celui que nous ne saurions boire.

Dans le cours de cette conversation, l'Empereur a dit que, situé comme il l'avait été, il avait reçu une foule d'indices et d'avertissements de la part des chimistes et des médecins. Que tous s'étaient accordés à lui signaler le vin et le café comme les objets dont il devait le plus se garantir. Tous s'accordaient aussi à lui dire de les repousser à la moindre odeur d'ail ; et pour le vin surtout, de le rejeter à l'instant, si seulement il se sentait le moins *étonné* en le goûtant. Comme il avait toujours eu, disait-il, son même vin de Chambertin, il avait été rarement dans le cas d'avoir rien à repousser. Mais aujourd'hui, c'était tout autre chose ; s'il avait rejeté son vin à chaque *étonnement*, il y a longtemps qu'il n'en boirait plus, etc., etc.

Poème de Charlemagne du prince Lucien ; critique. — Homère.

Vendredi 13.

Le temps a été détestable ; il dure ainsi depuis trois semaines ou un mois. Avant une heure, l'Empereur m'a fait demander ; il était dans son salon. L'amphitryon venait d'arriver chez moi ; je le lui ai amené ; il l'a entretenu d'objets personnels et particuliers.

L'Empereur était fort changé ; il a désiré se

mettre au travail. J'ai fait venir mon fils, et l'Empereur a retravaillé le chapitre du pape et celui du Tagliamento : il n'a cessé qu'à cinq heures. Il était fort abattu, avait l'air fort souffrant, et s'est retiré, disant qu'il allait essayer de manger quelque chose.

Deux bâtiments avaient été signalés : on croyait que l'un était *l'Euridice*, venant d'Europe par le Cap, et attendu à chaque instant. Il s'est trouvé que ce n'était qu'un bâtiment de la compagnie, et un vaisseau qui passait.

L'Empereur est venu nous retrouver au milieu de notre dîner : il avait mangé comme quatre, disait-il, et cela l'avait remis.

On cherchait un sujet de lecture. Il a demandé *Charlemagne*, de son frère Lucien. Il a analysé le premier chant, puis parcouru plusieurs autres, puis cherché le sujet, le plan, etc. « Que de travail, que d'esprit, que de temps perdu ! a-t-il observé ; quel décousu de jugement et de goût ! Voilà vingt mille vers dont quelques-uns peuvent être bons, par ce que j'en sais ; mais ils sont sans couleur, sans but, sans résultat. C'est dans l'auteur une vocation forcée, sans doute, mais encore est-elle mal suivie. Comment Lucien, avec tout son esprit, ne s'est-il pas dit que Voltaire, maître de sa langue et de sa poésie, à Paris, au milieu du sanctuaire, a échoué dans une pareille entreprise ? Comment lui, Lucien, a-t-il pu croire qu'il était possible de faire un poème français en pays étranger, hors de la capitale de la France ? Comment a-t-il pu prétendre établir un rythme nouveau ? Il a fait là une histoire en vers, et non un poème épique. Le poème épique ne comporte pas l'histoire d'un



homme, mais seulement celle d'une passion ou d'un événement. Et quel sujet a-t-il encore été prendre? Quels noms barbares il a introduits? A-t-il cru relever la religion qu'il pensait abattue? Son ouvrage serait-il un poème de réaction? Il sent, du reste, tout à fait le sol sur lequel il fut composé; ce ne sont que des prières, des prêtres, la domination temporelle des papes, etc., etc. A-t-il pu consacrer vingt mille vers à des absurdités qui ne sont plus du siècle, à des préjugés qu'il ne peut avoir, à des opinions qui ne sauraient être les siennes? C'est prostituer son talent. Quel travers! et que ne pouvait-il pas faire de mieux! car il a certainement de l'esprit, de la facilité, du faire, du travail. Or, il était à Rome au milieu des plus riches matériaux, à même de satisfaire à toutes les recherches; il connaissait la langue italienne, nous n'avons pas de bonne histoire d'Italie, il pouvait la composer: son talent, sa position, sa connaissance des affaires, son rang, pouvaient la rendre excellente et classique; il eût fait un vrai présent au monde littéraire, et se fût rendu immortel. Au lieu de cela, qu'est-ce que son poème? Que fera-t-il à sa réputation? Il s'ensevelira dans la poussière des bibliothèques, et son auteur obtiendra tout au plus quelques minces articles, peut-être ridicules, dans les dictionnaires biographiques ou littéraires. Que, si Lucien ne pouvait échapper à sa destinée de faire des vers, il était digne, convenable et adroit à lui d'en soigner un manuscrit magnifique, de l'enrichir de superbes dessins, d'une riche reliure, d'en régaler parfois les yeux des dames, d'en laisser percer de temps à autre quelques tirades, et de le laisser en héritage, avec la défense sévère de le publier

jamais. On eût alors compris ses jouissances. »

Puis le mettant de côté, il a dit : « Passons à l'Iliade. » Mon fils a été la chercher, et l'Empereur nous en a lu quelques chants, s'arrêtant souvent pour admirer, disait-il, à son aise. Ses observations étaient précieuses, abondantes, singulières. Il s'y est attaché tellement, qu'il avait atteint minuit et demi quand il a demandé l'heure pour se retirer.

Manque de nourriture. — Le vin ridiculement fixé, etc. —  
Retour de l'île d'Elbe. — Bizarrerie du hasard.

Samedi 14.

Le temps continue toujours à être détestable et à nous confiner dans nos misérables cahutes ; nous sommes tous malades.

L'Empereur a dicté pendant une partie du jour ; il était beaucoup mieux.

Au dîner nous avions littéralement à peine de quoi manger. Le gouverneur opérait successivement ses réductions. L'Empereur a ordonné qu'on cherchât à acheter quelque chose de surplus, et qu'on le payât avec ce qui proviendra de la vente de l'argenterie.

Le gouverneur a signifié que le vin demeurerait fixé à une bouteille par tête, l'Empereur compris. Cela se croira-t-il ! *Une bouteille pour une mère et ses enfants.* C'est l'expression employée dans la note, etc., etc.

L'Empereur, retiré chez lui, m'a fait demander. « Je ne me sens pas l'envie de dormir, m'a-t-il dit en me voyant. Je vous ai envoyé chercher pour passer la veillée ; causons quelques quarts d'heure. » Et le cours de la conversation a ramené



l'île d'Elbe, ses travaux, ses sensations, ses idées durant le séjour qu'il y avait fait ; enfin son retour sur le sol français et le succès magique qui l'accompagna, et dont il n'avait, disait-il, pas douté un seul instant, etc. « Et qu'on explique cela comme on voudra ou comme on pourra, a-t-il repris dans un certain moment ; mais je vous jure que je ne me sentais aucune haine directe et personnelle contre ceux que je venais renverser. C'était uniquement pour moi de la querelle politique. Je m'en étonnais moi-même, tant je me trouvais le cœur libre, aisé, même bienveillant je pourrais dire. Vous avez vu comme j'ai relâché le duc d'Angoulême : j'en eusse fait autant du roi, ou lui eusse accordé, à son gré, asile et sûreté. Le triomphe de la cause ne tenait nullement à sa personne, et je respectais son âge, ses malheurs. Peut-être aussi lui tenais-je compte de certains ménagements que lui, nominativement, avait toujours observés à mon égard. Il est bien vrai qu'en ce moment il m'avait déclaré hors la loi, et avait mis ma tête à prix, je crois ; mais tout cela n'était à mes yeux que *style de manifeste*. Tous à Vienne en ont fait autant, sans m'ulcérer davantage, voire même le cher beau-père ; et de lui, c'est pourtant bien fort ! l'époux de sa fille chérie !!! etc., etc. »

Mais, puisque voilà le retour de l'île d'Elbe mentionné de nouveau, c'est peut-être ici le lieu de tenir la promesse que j'ai faite plus haut, d'en donner plus tard la relation. Que, si on me demande pourquoi cette transposition, je réponds que le sujet par lui-même était délicat, que je n'avais point encore donné de preuves du véritable esprit de mon recueil, qu'on y eût peut-être pu

suspecter alors certaine malveillance ; tandis qu'aujourd'hui, que je dois avoir convaincu que mes récits sont purement philosophiques, moraux, historiques, on sentira que quelles que soient les erreurs qu'ils contiennent, c'est à l'historien, au critique seul à me redresser ou à me combattre. Du reste, cette relation se trouve dans tous les journaux, dans tous les ouvrages, dans tous les pays. Celle-ci ne saurait donc avoir rien de bien neuf, seulement elle a été recueillie de la bouche de Napoléon. Je réunis ici ce qu'il en a dit en différents moments.

Napoléon vivait à l'île d'Elbe sur la foi des traités : il apprend qu'il est question au congrès de Vienne de le déporter hors de l'Europe : on n'observait avec lui aucun des articles de Fontainebleau ; les papiers publics l'instruisaient de la disposition des esprits de France ; son parti fut pris. Il en garde le secret jusqu'aux derniers moments<sup>1</sup> ; tout se prépare, sous un prétexte ou sous un autre. Ce n'est qu'en se trouvant à bord que les soldats conçurent les premiers soupçons ; et mille ou douze cents hommes, et quelques esquifs mettent à la voile pour aller tenter la repossession d'un empire de trente millions d'hommes !!!

1. C'est ici le lieu sans doute de redresser une erreur qui a fort affligé quelqu'un que j'estime et que j'aime. On lit, plus haut, que le général Drouot, huit jours avant le départ de l'île d'Elbe, en avait laissé échapper le secret à la princesse Borghèse, etc., etc. Or, le général Drouot affirme qu'il n'a reçu la confidence de l'Empereur qu'aux derniers moments, et qu'il n'a pas, et n'aurait jamais manqué au secret. Il est naturel que le général Drouot soit le plus sûr de ces faits, comme le plus intéressé ; d'autant plus que moi je dois faire observer que je ne cite là qu'une conversation courante, toute de plaisanterie et nullement controversée.



Il y avait près de cinq ou six cents hommes sur le brick où Napoléon s'embarqua : c'était, disait-il, l'équipage d'un soixante-quatorze. On fut rencontré par un brick de guerre français avec lequel on parla. On a prétendu que le capitaine du brick français avait reconnu les figures, et avait crié trois fois en se séparant : *Bon voyage !* Quoi qu'il en soit, l'officier qui conduisait l'Empereur lui proposa d'aborder ce brick et de l'enlever. L'Empereur repoussa cette idée comme absurde : elle ne pouvait être raisonnable, que si on y eût été forcé par la nécessité. « Autrement, à quoi bon, disait-il, compliquer mon dessein de ce nouvel incident ? De quelle utilité eût pu m'être le succès ? A quoi ne m'exposait pas le plus léger contretemps ? »

Et que ne peuvent la bizarrerie et les rapprochements du hasard ! J'ai eu la preuve, depuis, que ce brick sur lequel était l'Empereur, et celui avec lequel on parlementa, étaient jumeaux, et avaient été construits précisément avec des bois donnés à l'Etat par Napoléon, qui les tenait d'un héritage en Toscane, celui sans doute du vieil abbé son parent, dont il a été question plus haut.

Lors de l'échec qu'on éprouva en débarquant par la capture d'une vingtaine d'hommes qu'on avait envoyés sommer Antibes, diverses opinions s'élevèrent à cet égard, et même avec assez de chaleur : les uns voulaient qu'on se portât aussitôt sur Antibes, pour l'enlever de force, et prévenir par là le mauvais effet que pouvaient produire la résistance de cette place et l'emprisonnement des vingt hommes. L'Empereur répondait que la prise d'Antibes ne faisait rien à la conquête de la France ; que le peu de temps qu'il y perdrait suffirait pour

réveiller partout, et créer des obstacles sur la seule, la véritable route ; que les moments étaient précieux, qu'il fallait voler ; qu'on remédierait au mauvais effet de l'événement d'Antibes, en marchant plus vite que la nouvelle. Un officier de la garde ayant fait sentir indirectement qu'il n'était pas bien d'abandonner ainsi ces vingt hommes, l'Empereur se contenta d'observer qu'il jugeait bien mal de l'étendue de l'entreprise ; que, si la moitié d'eux se trouvait dans le même cas, il les laisserait de même ; que, s'ils y étaient tous, il continuerait de marcher seul<sup>1</sup>,

Il avait débarqué au golfe Juan, quelques heures avant la nuit, et y avait établi son bivouac. On lui amena bientôt après un postillon en belle livrée. Il se trouva qu'il avait fait partie de sa maison ; il avait appartenu à l'impératrice Joséphine, et servait en ce moment le prince de Monaco, qui lui-même avait été écuyer de l'impératrice Joséphine. Ce postillon, questionné par l'Empereur, lui disait, dans son grand étonnement de le trouver là, qu'il arrivait de Paris, qu'il pouvait lui garantir qu'on allait le revoir partout avec plaisir ; que sur toute sa route, jusqu'à Avignon, il n'avait entendu que des regrets de l'avoir perdu ; son nom était publiquement dans toutes les bouches. Il ajoutait que sa belle livrée avait été souvent pour lui un objet de défaveur et d'insulte. Il assura l'Empereur que la

1. Ce n'est pourtant pas qu'il négligeât de s'occuper de ces hommes, car un moment il chargea le commissaire des guerres, Ch. Vauthier, qui se trouvait près de lui, de courir en toute hâte sous les murs d'Antibes, et de délivrer les prisonniers en essayant d'enlever la garnison, lui répétant à diverses reprises, lorsqu'il s'éloignait déjà : « Mais surtout n'allez pas vous faire bloquer aussi. »



Provence, une fois traversée, il trouverait tout le monde, sur son passage, prêt à se réunir à lui, C'était là le témoignage d'un homme du peuple : il fut très agréable à l'Empereur, qui avait calculé précisément de la sorte. Le prince de Monaco, amené lui-même, fut moins explicite ; l'Empereur d'ailleurs ne le questionna point sur la politique : il avait des témoins au bivouac, il ne voulait pas s'exposer à entendre aucun détail qui pût laisser de mauvaises impressions sur ceux qui l'entouraient : la conversation ne fut donc que de plaisanterie : elle roula toute sur les dames de son ancienne cour des Tuileries, dont Napoléon s'informait en détail avec beaucoup de gaieté.

Au lever de la lune, vers une ou deux heures du matin, le bivouac fut rompu, et l'on se porta sur Grasse. Là, l'Empereur comptait trouver une route qu'il avait ordonné sous l'Empire : elle n'avait point été exécutée. Il fallut se résoudre à suivre des défilés difficiles et pleins de neige, ce qui lui fit laisser à Grasse, à la garde de la municipalité, sa voiture et deux pièces de canon qu'il avait débarquées : c'est ce que les bulletins d'alors appelèrent une capture.

La municipalité de Grasse était fort royaliste ; mais l'apparition de l'Empereur fut si soudaine, qu'il n'y eut pas moyen d'hésiter, elle vint donc faire sa soumission. L'Empereur traversa la ville, et fut s'arrêter militairement sur une hauteur un peu au delà ; on fit halte et il y déjeuna. Bientôt il y fut entouré de la population de la ville, et il parcourut cette multitude comme il l'eût fait à son cercle des Tuileries. C'était la même attitude, les mêmes demandes que s'il n'avait jamais quitté la

France. L'un se plaignait de n'avoir pas encore reçu sa pension, l'autre demandait qu'on voulût bien augmenter la sienne; la croix de celui-ci avait été retenue dans les bureaux; celui-là demandait de l'avancement, etc. Il lui fallut recevoir une foule de pétitions qu'on avait déjà eu le temps d'écrire, et qu'on lui remettait, comme s'il venait de Paris, faisant une tournée dans les départements.

Quelques patriotes chauds, versés dans les affaires, lui dirent mystérieusement que les autorités du lieu lui étaient fort opposées; mais que la masse de la population, le petit peuple, était tout à lui, qu'on attendait seulement qu'il eût le dos tourné, et qu'alors il serait bientôt délivré des mécréants. « Donnez-vous-en bien de garde, s'écria l'Empereur, réservez-leur le supplice de voir notre triomphe sans avoir de reproches à nous faire; soyez donc tranquilles, conduisez-vous sagement. »

L'Empereur allait comme l'éclair. « La victoire, disait-il, devait être dans ma célérité. La France était pour moi dans Grenoble. Il y avait cent lieues, moi et mes grognards nous les fîmes en cinq jours<sup>1</sup>, et dans quels chemins! et par quels temps! J'y entrais, que M. le comte d'Artois, averti par le télégraphe, ne faisait que de quitter les Tuileries. »

**1. Le 1<sup>er</sup> mars débarque sur la plage de Canne, au golfe Juan.**

Le 2, entre à Grasse.

Le 3, couche à Barrême.

Le 4, dine à Digne, et couche à Malijai.

Le 5, couche à Gap.

Le 6, couche à Corps, au-delà duquel, le lendemain, l'Empereur harangue et rallie les soldats du 5<sup>e</sup>. Peu d'heures après il est joint par Labédoyère, à la tête du 7<sup>e</sup>.

Le 7, à Grenoble, séjour.



Napoléon s'était regardé comme si sûr de la disposition des esprits et des choses, que le succès, pensait-il, ne devait tenir nullement aux forces qu'il amènerait avec lui. Se garantir d'un piquet de gendarmerie, disait-il, était tout ce qu'il lui fallait; or, tout arriva comme il l'avait calculé : *la victoire marcha au pas de charge, et l'aigle nationale vola de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame.* « Mais, ajoutait-il, ce ne fut pourtant pas d'abord sans de vives inquiétudes. » A mesure qu'il avançait, toutes les populations se prononçaient avec ardeur, il est vrai; mais il ne voyait aucun soldat, on les lui enlevait de son passage. Ce ne fut qu'entre Mure et Vizille, à cinq ou six lieues de Grenoble, et le cinquième jour de route, qu'on rencontra enfin un premier bataillon. L'officier qui le commandait refusa même de parlementer : alors l'Empereur n'hésita pas; il s'avança seul de sa personne, cent de ses grenadiers marchaient à quelque distance de lui, leurs armes renversées. La vue de Napoléon, son costume, sa petite redingote grise surtout, furent magiques sur les soldats, qui demeurèrent immobiles. Il continua droit à un vétérán dont le bras était chargé de chevrons, et le prenant rudement par la moustache, lui demanda

Le 9, couche à Bourgoin.

Le 10, à Lyon, reste trois jours.

Le 13, couche à Mâcon. Fameuse proclamation de Ney.

Le 14, couche à Chalon.

Le 15, couche à Autun.

Le 16, à Avallon,

Le 17, à Auxerre, reste un jour, y est joint par le prince de la Moskova.

Le 30, arrive à Fontainebleau à quatre heures du matin, et entre aux Tuileries, à neuf heures du soir.

s'il aurait bien le cœur de tuer son Empereur. Le soldat, les yeux mouillés, mettant aussitôt la baquette dans son fusil pour montrer qu'il n'était pas chargé, lui répondit : « Tiens, regarde si j'aurais pu te faire beaucoup de mal : tous les autres sont de même. » Et des cris de vive l'Empereur partent de tous côtés. Napoléon commande au bataillon un demi-tour à droite, et tout marche vers Paris.

A peu de distance de Grenoble, le colonel Labédoyère, à la tête de son régiment, vint se joindre à lui. Alors l'impulsion fut prononcée, et la question, dit l'Empereur, à peu près décidée.

Tous les paysans du Dauphiné bordaient les routes : ils étaient ivres et furieux de joie. Quand le premier bataillon dont on vient de parler hésitait encore, il s'en trouvait des milliers sur ses derrières cherchant à le décider par leurs cris de vive l'Empereur ; tandis qu'une foule d'autres était sur les derrières de Napoléon, excitant la petite troupe à avancer, l'assurant qu'il ne lui serait fait aucun mal.

Dans une certaine vallée, s'offrit le spectacle le plus touchant qu'on puisse imaginer : c'était la réunion d'un grand nombre de communes, ayant avec elles leurs maires et leurs curés. Du milieu de cette foule se précipite aux pieds de l'Empereur un des plus beaux grenadiers de sa garde, qui manquait depuis le débarquement, et sur lequel on avait même conçu des doutes ; dans ses yeux roulaient de grosses larmes de joie, il tenait dans ses bras un vieillard de quatre-vingt-dix ans ; il le présentait à l'Empereur : c'était son père qu'il était venu chercher et qu'il amenait au milieu de cette multitude. L'Empereur avait ordonné plus tard,



aux Tuileries, qu'on peignît un tableau de cette circonstance.

Napoléon arriva la nuit sous les murs de Grenoble : sa promptitude déjouait toutes les mesures ; on n'avait pas le temps de couper les ponts ni même de mettre les troupes en mouvement. Il trouva les portes de la ville fermées ; on refusait de les ouvrir ; le colonel qui commandait dans la place s'y opposait. « Car une circonstance qui doit caractériser spécialement cette révolution sans pareille, disait l'Empereur, c'est que les soldats ne manquèrent pas, jusqu'à un certain point, de discipline ni d'obéissance envers leurs chefs ; seulement ils employèrent, pour leur compte, la force d'inertie comme un droit qu'ils auraient cru leur appartenir. » Ainsi, on vit le premier bataillon exécuter toutes les manœuvres commandées, se retirer, ne vouloir pas communiquer ; mais il ne chargea point les armes : il n'aurait pas tiré ; devant Grenoble, toute la garnison, sur les remparts, criait vive l'Empereur ; on se donnait les mains par les guichets ; mais on n'ouvrait pas parce que les supérieurs l'avaient défendu. Il fallut que l'Empereur fit enfoncer les portes, ce qui s'exécuta sous la bouche de dix pièces d'artillerie des remparts, chargées à mitraille. Et pour achever la bizarrerie des circonstances, le chef du premier bataillon et le colonel qui s'étaient si ouvertement opposés à l'Empereur, questionnés par lui s'il pouvait compter sur eux, répondirent que oui ; que leurs soldats les avaient abandonnés, mais qu'eux n'abandonneraient pas leurs soldats ; que, puisqu'ils s'étaient prononcés pour lui, ils lui seraient fidèles, et l'Empereur les conserva.

Du reste, il n'est point de bataille où l'Empereur ait couru plus de dangers qu'en entrant à Grenoble; les soldats se ruèrent sur lui avec tous les gestes de la fureur et de la rage; on en frémit un instant; on eût pu croire qu'il allait être mis en pièces; ce n'était que le délire de l'amour et de la joie; il fut enlevé lui et son cheval. A peine commençait-il à respirer dans l'auberge où il avait été déposé, qu'un redoublement de tumulte se fait entendre : c'étaient les portes de la ville, que les habitants venaient lui offrir, disaient-ils, au défaut des clefs qu'on n'avait pu lui présenter.

« Une fois dans Grenoble, j'étais devenu une véritable puissance, disait l'Empereur, j'eusse pu nourrir la guerre, s'il fût devenu nécessaire de la faire. »

L'Empereur regrettait fort alors de n'avoir pas fait imprimer ses proclamations à l'île d'Elbe; mais il avait craint de laisser pénétrer son secret. Il les avait donc dictées à bord du brick, où tout ce qui savait écrire avait été employé à les copier. On était obligé d'en écrire encore chemin faisant, afin de les répandre dans la route, tant elles étaient avidement demandées : elles étaient donc rares, souvent incorrectes ou même illisibles : et pourtant on en sentait à chaque pas la nécessité, car on s'apercevait aussitôt de toute l'impression qu'elles produisaient. Ces populations se sont fort éclairées par nos vingt dernières années; et malgré tout le bonheur de revoir l'Empereur, on s'y demandait avec inquiétude quel allait être son objet. Tous étaient aussitôt satisfaits quand ils avaient lu le sentiment national des proclamations, et leur joie surtout était extrême quand ils apprenaient là que Na-



poléon n'avait pas de troupes étrangères avec lui. Sa marche était si rapide et ses mouvements si prompts, qu'on avait fait mille contes sur ses forces et leur composition. On voulait qu'il eût avec lui des Napolitains, des Autrichiens, etc., etc., e même des Turcs.

De Grenoble à Paris, ce ne fut qu'une marche triomphale.

Durant les trois ou quatre jours que l'Empereur demeura à Lyon, il y eut constamment plus de vingt mille âmes sous ses fenêtres; les cris ne discontinuèrent jamais.

C'était un souverain qui n'aurait jamais quitté ses sujets. Il signait des décrets, expédiait des ordres, passait des revues, etc. Tous les corps, toutes les administrations, toutes les classes de citoyens s'empressaient de faire preuve de dévouement et d'hommages. Il n'y eut pas jusqu'à la garde nationale à cheval, composée de ce qu'il y avait de plus pur et de plus ardent dans le parti opposé, qui ne vînt solliciter l'honneur de garder sa personne; mais ils furent les seuls maltraités. « Messieurs, je vous remercie de vos services, dit l'Empereur; votre conduite envers M. le comte d'Artois m'apprend trop ce que vous feriez à mon égard, si la fortune venait à m'abandonner: je ne vous soumettrai point à cette nouvelle épreuve. » En effet, M. le comte d'Artois, en quittant Lyon, n'avait trouvé, assure-t-on, qu'un seul d'entre eux qui se dévouât à le suivre à Paris; et l'Empereur, sur qui tout ce qui était généreux avait des droits, apprenant la fidélité de ce volontaire, lui fit remettre la décoration de la Légion d'honneur.

Enfin, l'Empereur, dans Lyon, administrait déjà,

par des actes publics, avec cette précision, cette fermeté, cette confiance compagne d'une stabilité non interrompue. Rien en lui ne laissait apercevoir la trace des grands revers qui avaient précédé, ou des chances immenses qui pouvaient suivre; et s'il était possible de tout raconter, j'aurais à produire une anecdote privée bien plaisante, qui prouverait quels étaient le calme du cœur et la liberté d'esprit de Napoléon au milieu de la grande crise qui, autour de lui, changeait la face de la France, et allait remuer toute l'Europe.

A peine sorti de Lyon, l'Empereur fit écrire à Ney, qui se trouvait à Lons-le-Saunier avec son armée, qu'il eût à mettre ses troupes en marche et à venir le joindre. Ney, au milieu de la confusion générale, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de l'Empereur, des adresses du Dauphiné, de la défection de la garnison de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations environnantes; Ney, l'enfant de la Révolution, se livra au torrent, et donna son fameux ordre du jour. Toutefois, ayant présent les souvenirs de Fontenoy, il écrivit à l'Empereur que tout ce qu'il venait de faire était principalement en vue de la patrie, et que, sentant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui; mais l'Empereur lui fit écrire de venir le joindre, et qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moskova. Ney, en revoyant l'Empereur, se montra embarrassé, et lui répéta que, s'il avait perdu sa confiance, il ne lui demandait plus qu'une place parmi ses grenadiers. « Il est sûr, disait l'Empereur, qu'il avait été assez mal pour moi; mais le moyen d'oublier un si beau courage et tant d'actes



passés! Je lui sautai donc au cou en l'appelant le *brave des braves*, et dès cet instant, tout fut comme jadis, etc., etc. »

Le trajet jusqu'à Paris se fit à peu près en poste. Nulle part il n'y avait opposition, ni lutte, ni combat; ce n'était, à l'aspect de l'Empereur, littéralement parlant, qu'un simple changement de décoration théâtrale. Les avant-gardes n'étaient autre chose que les troupes qui se trouvaient en avant sur la route, et auxquelles on envoyait des courriers. C'est ainsi que l'Empereur est entré dans Paris, avec les troupes mêmes qui en étaient sorties le matin pour le combattre. Un régiment, posté à Montereau, en franchit spontanément le pont, courut sur Melun, et chargea les gardes du corps qui s'y trouvaient, et c'est, dit-on, ce qui décida le départ si soudain de la famille royale.

L'Empereur nous dit souvent que, s'il l'eût voulu ou ne s'y fût pas opposé, il eût entraîné avec lui à Paris deux millions de paysans. A son approche, toutes les campagnes se levaient en masse; aussi répète-t-il souvent qu'il n'y a eu de véritables conspirateurs que l'opinion.

Le lendemain de l'arrivée de l'Empereur aux Tuileries, quelqu'un lui ayant dit qu'il ne vivait que de prodiges, mais que ce dernier allait effacer tous les autres, je l'entendis répondre qu'il n'avait ici d'autre mérite que d'avoir bien jugé de l'état des choses en France et d'avoir su lire dans le cœur des Français. Dans un autre moment, il nous rappelait que cela seul avait été toutes ses intelligences; « car, observait-il, si l'on excepte Labédoyère, qui accourut à moi d'enthousiasme et de cœur, et un autre encore qui me rendit franchement de grands

et vrais services, presque tous les autres généraux, sur la route, se montrèrent incertains et de mauvaise grâce; ils ne firent que céder à l'impulsion de leurs soldats, si même ils ne se montrèrent hostiles.

« Tout le monde sait bien aujourd'hui, disait-il, que *Ney* quitta Paris tout au roi, et que, s'il tourna contre lui quelques jours plus tard, c'est qu'il crut ne pouvoir faire autrement.

« J'étais si loin de compter en aucune manière sur *Masséna*, que je me crus obligé, en débarquant, de le sauter à pieds joints; et le questionnant plus tard à Paris sur ce qu'il aurait fait, si je ne me fusse éloigné aussi rapidement de la Provence, il eut la franchise de répondre qu'il serait bien embarrassé de le dire; mais que le plus sûr, dans tous les cas, avait été d'agir ainsi que j'avais fait; que de la sorte le tout avait été pour le mieux.

« *Saint-Cyr* s'était vu en danger pour avoir voulu contenir les soldats confiés à ses ordres.

« *Soult* me confessa que le roi lui avait inspiré un véritable goût tant il se trouvait bien de son régime; et il ne voulut reprendre son service qu'après le Champ-de-Mai.

« *Macdonald* ne reparut point; le duc de *Bellune* suivit le roi à Gand. Ainsi, concluait-il, si les Bourbons ont à se plaindre de la désertion complète du soldat et du peuple, certes, ils n'ont pas le droit de reprocher le manque de dévouement et de fidélité aux principaux de l'armée, à ces élèves ou chefs de la révolution, qui, malgré une habitude de vingt-cinq ans, disait-il, n'ont montré, dans cette circonstance, que de vrais enfants en politique. On ne les a trouvés ni émigrés, ni nationaux!... etc. »



Napoléon en avait eu l'instinct, et s'était tenu fidèle à son grand principe de n'agir que sur les masses et par les masses. Au moment de l'entreprise, et après son débarquement, on le sollicita plusieurs fois d'essayer de traiter avec quelques-uns des chefs; mais il fit constamment sa belle réponse: « Si je suis demeuré dans le cœur de la masse, je dois m'occuper peu des chefs; et, si je n'avais que ceux-ci, à quoi me serviraient-ils contre le torrent de la masse? »

Voici qui montrera du moins le peu d'intelligence que Napoléon avait entretenu avec la capitale. Le matin de son entrée à Paris, en arrivant de l'île d'Elbe, cent cinquante officiers à la demi-solde, traînant quatre pièces de canon, quittent spontanément Saint-Denis, où ils avaient été stationnés par les princes, et marchent vers la capitale; ils sont rencontrés dans leur route par quelques généraux qui se mettent à leur tête, et poursuivent, avec cette petite troupe, jusqu'au château des Tuileries, où ils convoquent les chefs des administrations, qui tous conviennent d'agir au nom de l'Empereur. C'est ainsi que Paris fut gouverné ce jour-là à l'amiable par le souffle de l'opinion et l'élan des affections privées. Aucun des grands partisans de l'Empereur, aucun de ses anciens ministres n'ayant reçu nul avis de lui, aucun d'eux n'osa signer aucun ordre, ni prendre aucune responsabilité. Les papiers publics n'eussent pas paru le lendemain, si ce n'eût été le zèle de simples particuliers, qui, sans autorisation, de leur propre mouvement, les firent remplir de ce qui les animait et de ce qu'ils voyaient. Ce n'est pas autrement que Lavalette fut prendre possession des

postes. Paris vécut ce jour-là sans police, sans autorité, et jamais il ne fut plus tranquille.

L'Empereur fit son entrée aux Tuileries vers neuf heures du soir, avec une centaine de chevaux, et comme s'il arrivait de son palais. Mettant pied à terre, il faillit être étouffé par un gros d'officiers et de citoyens qui se l'arrachèrent pour en toucher quelque chose, et le transportèrent à bras dans son salon. Il y trouva son dîner prêt, et se mettait à table quand arriva de Vincennes l'officier qu'on y avait envoyé le matin pour sommer le château ; il y rapportait la capitulation du commandant, qui n'y avait mis, dit-on, d'autres conditions que celle d'un passeport pour lui et sa famille.

Une circonstance bien singulière c'est que le matin, une fois maître des Tuileries, et comme on faisait courir dehors pour se procurer un drapeau tricolore, on en trouva un tout fait au pavillon Marsan, dans la fouille du château que faisait faire la prudence ; et c'est celui qu'on fit hisser sur-le-champ. Il était tout neuf et d'une dimension plus grande que de coutume. On s'est demandé par quel hasard il était là, et quelles avaient pu être les intentions à cet égard.

Du reste, plus les temps se sont éclaircis, plus on a pu se convaincre qu'il ne fut d'autre conjuration que celle de la nature des choses ; l'esprit de parti seul peut chercher, de nos jours, à élever des doutes à cet égard, l'histoire n'en aura point.

Peu de jours après l'établissement de Napoléon à Longwood, il fut question, devant les officiers qui lui furent présentés, du retour de l'île d'Elbe, et l'un de ces officiers se hasarda de dire que cet événement merveilleux avait offert aux regards de



toute l'Europe attentive, le contraste de ce qu'il y avait de plus faible et de plus sublime. Les Bourbons abandonnant une monarchie tout entière, pour s'enfuir à l'approche d'un seul homme, qui avait la magnanime audace d'entreprendre à lui seul la conquête d'un empire. « Monsieur, lui dit l'Empereur, vous êtes dans l'erreur; vous avez mal saisi le sens de l'affaire : les Bourbons n'ont pas manqué de courage, ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire. M. le comte d'Artois a volé à Lyon, M<sup>me</sup> la duchesse d'Angoulême s'est montré, dans Bordeaux, en amazone, et M. le duc d'Angoulême a marché en avant autant qu'il a pu. Si, malgré tout cela, ils n'ont pu venir à bout de rien, c'est moins leur faute que la force des circonstances; c'est qu'à eux seuls ils ne pouvaient faire davantage, et ils en étaient là; la contagion, l'épidémie avaient gagné tout le monde, etc. »

Poème de *Charlemagne*, etc. — Les frères et sœurs de l'Empereur auteurs, etc.

Dimanche 15.

Aujourd'hui, l'Empereur a profité d'un instant de beau temps pour aller se promener vers le jardin de la compagnie. J'étais seul avec lui; je me suis livré à lui faire certaines peintures à la suite desquelles j'osai me permettre de suggérer quelques idées. Il les a repoussées en se moquant fort de moi. « Allons, allons, mon cher, a-t-il dit, vous êtes un *niais*; et ne vous fâchez pas de l'épithète, a-t-il repris aussitôt, je ne la prodigue pas à tout le monde; elle est toujours, de ma part, un brevet d'honnête homme. »

Après le dîner, l'Empereur s'obstinant toujours à tâcher de se raccommoder, disait-il, avec le poème de son frère Lucien, qu'il avait repris hier au soir et bientôt abandonné, il a, comme les deux jours précédents, employé la soirée entre le poème de *Charlemagne*, qu'il a repris pour se refaire, disait-il gaiement ; et la censure a recommencé pour le prince Lucien, et l'admiration pour le bon Homère.

La lecture interrompue, on a dit à l'Empereur que Lucien avait tout prêt un autre poème semblable à son *Charlemagne* ; c'était *Charles Martel en Corse*, et en outre une douzaine de tragédies. « Mais il a donc le diable au corps ! » s'est écrié l'Empereur.

On lui a dit aussi que son frère Louis avait fait un roman. « Il pourra y avoir de l'esprit, de la grâce, observait-il, mais ce ne sera pas toutefois sans métaphysique sentimentale, ni sans niaiseries philosophiques. »

On lui dit encore que la princesse Élixa avait aussi un roman, ce qu'il ne savait pas. Enfin, il n'y avait pas jusqu'à la princesse Pauline qui n'eût le sien, disait-il. « Oh ! pour celle-là, a repris l'Empereur, l'héroïne oui, mais l'auteur non ; et à ce compte, observait-il, il n'y aurait donc que Caroline qui ne serait pas auteur. Aussi bien dans sa petite enfance, on la regardait comme la sotte et la Cendrillon de la famille ; mais elle en a bien rappelé ; elle a été une très belle femme, et est devenue très capable, etc.



Nous manquons de déjeuner. — Sophisme de gaieté. — Sur les impossibilités, etc.

Lundi 16.

Le matin, à l'heure accoutumée, mon domestique est venu me dire qu'il n'y avait ni café, ni sucre, ni lait, ni pain pour mon déjeuner. La veille, quelque temps avant l'heure du dîner, me sentant besoin, j'avais demandé une bouchée de pain, on n'avait pu me la donner. C'est ainsi qu'on nous dispute le boire et le manger. On aura de la peine à le croire au loin, sans doute, et pourtant je ne consigne littéralement ici que des faits.

Le temps était devenu beau. Depuis longtemps l'Empereur ne s'était promené; il a gagné le jardin, puis il a demandé la calèche pour faire notre tour ordinaire, interrompu depuis si longtemps. Chemin faisant, M<sup>me</sup> Montholon chassait un chien qui l'avait approchée. « Vous n'aimez pas les chiens, madame? — Non, Sire. — Si vous n'aimez pas les chiens, vous n'aimez pas la fidélité, vous n'aimez pas qu'on vous soit fidèle, donc vous n'êtes pas fidèle. — Mais..., mais..., disait-elle. — Mais..., mais..., disait l'Empereur, quel est le vice de ma logique? Renversez mes arguments, si vous pouvez, etc. »

Un de nous s'était offert pour quelque manipulation, il y avait quelques jours; l'Empereur lui a demandé s'il avait enfin obtenu son résultat. L'autre s'est plaint de n'avoir pas les objets nécessaires. « *Véritable enfant de la Seine*, disait l'Empereur, vrai badaud de Paris, qui vous croyez toujours aux Tuileries. La véritable industrie n'est pas d'exécuter avec tous les moyens connus et donnés; l'art, le

génie est d'accomplir en dépit des difficultés, et de trouver par là peu ou point d'*impossible*. Mais d'ailleurs ici, de quoi vous plaignez-vous ? De n'avoir point un pilon, quand le premier barreau de chaise peut vous en servir. De n'avoir point de mortier ? Mais tout est mortier autour de nous, cette table est un mortier ; une casserole, un chaudron est un mortier ; mon auge..., celle du premier venu... sont des mortiers ; mais véritablement enfant de la Seine, a répété l'Empereur, qui se croit toujours dans la rue Saint-Honoré, au milieu des marchés de Paris ! »

Le grand-maréchal a dit alors à l'Empereur que cette circonstance lui rappelait la première fois qu'il avait eu l'honneur de lui être présenté, et les premières paroles qu'il en avait reçues. C'était à l'armée d'Italie, lorsque lui, Bertrand, se rendait en mission à Constantinople. Le jeune général le voyant officier du génie, lui donna une commission relative au métier. « C'était peu loin du quartier-général ; à mon retour, disait le grand-maréchal, je vins vous dire que j'avais trouvé la chose impossible. Sur quoi Votre Majesté, à qui je ne m'adressais qu'en tremblant, me dit avec bonté : — Mais voyons un peu, monsieur ; comment vous y êtes-vous pris ? Ce qui est impossible pour vous ne l'est peut-être pas pour moi. — En effet, disait Bertrand, à chacun de mes moyens, Votre Majesté disait : je le crois bien, et en substituait d'autres. Si bien qu'en peu d'instant il me fallut être convaincu ; mais non sans emporter un sentiment profond et des souvenirs qui m'ont bien servi depuis. »

L'Empereur s'est retiré de bonne heure. Il nous semble extrêmement changé, surtout depuis sa der-



nière incommodité. Il s'affaiblit beaucoup, deux tours de jardin le fatiguent.

Calcul statistique; population des Israélites en Égypte, etc.

Mardi 17, mercredi 18.

Le temps s'étant remis au beau, l'Empereur a fait quelques tours de jardin; nous étions tous auprès de lui. Au bout de quelque temps il s'est dirigé vers le bois.

Au retour de la promenade nous avons déjeuné sous la tente; et, comme le temps était très favorable, l'Empereur a eu la fantaisie de faire immédiatement après un tour en calèche.

Sur les cinq heures il m'a fait appeler dans son cabinet, pour lui aider à chercher des documents sur l'intérieur de l'Afrique, dans le voisinage de l'Égypte. C'est un point qui l'occupe depuis quelques jours, ayant le projet d'en faire l'objet de quelques chapitres spéciaux de sa campagne d'Égypte.

Il se trouvait souffrant, et m'a dit de demander et de lui faire du thé; c'est un extraordinaire pour lui. Bientôt après, le grand-maréchal est venu me remplacer pour recevoir sa dictée habituelle.

Après dîner, l'Empereur s'est occupé, la plume à la main, à chercher le rapport du sol productif de l'Égypte avec celui de la France. Il a trouvé celui de la France beaucoup inférieur à celui de l'Égypte. Ce calcul se faisait sur les aperçus statistiques de la France par Peuchet. L'Empereur était satisfait de ce résultat; telle avait été d'avance son opinion. De là sont venus naturellement beaucoup d'autres objets; la population probable et possible de

l'Égypte aux temps anciens. Quelle avait pu être celle des Israélites ; si, dans le peu de temps qu'ils y étaient demeurés captifs, ils avaient pu s'accroître au point où nous le lisons dans l'Écriture, etc. ? Sur quoi l'Empereur m'a dit de lui porter le lendemain quelque chose sur ce sujet. Enfin l'on s'est arrêté longtemps sur les probabilités de la vie humaine, dont les tableaux se trouvaient dans le même ouvrage de Peuchet ; et l'Empereur a dit à ce sujet des choses fort spirituelles, tout à fait neuves et piquantes.

J'ai apporté à l'Empereur le calcul que j'ai imaginé sur le problème qu'il m'avait donné la veille. Le résultat ne l'a pas peu surpris, et lui a fourni bien des dissertations. Voici le résumé que je présentais.

Les Israélites ont demeuré deux cents ans en Égypte. On peut compter sur dix générations dans cet intervalle. On se mariait jeune, et surtout on avait beaucoup d'enfants. Je supposais donc les enfants de Jacob, les douze chefs de tribus, tous mariés ; je supposais aussi, mais pour un moment, chacun d'eux ayant le même nombre d'enfants, ou six couples, et ainsi de suite. La dixième génération se trouvait alors composée de deux milliards quatre cent quatre-vingt millions soixante-quatre mille sept cent quatre individus. Mais la génération qui précède cette dixième, et encore au moins celle qui est au-dessus, vivaient en même temps. Dès lors quelle effroyable quantité de chiffres ! Toutefois est-il donc qu'on peut diminuer hardiment le nombre d'enfants, compter à son aise sur les mortalités, les accidents, les épidémies, etc. ; et qu'il demeurera toujours certain qu'aucun calcul ne peut



amener à contredire le récit de Moïse. L'Empereur s'est occupé quelque temps à chercher et à faire ressortir tous les vices de mon raisonnement, et s'en est fort amusé.

Pendant le dîner il s'est exercé à son anglais en faisant à mon fils, dans cette langue, des questions sur l'histoire et la géométrie. Après dîner l'Empereur a pris l'*Odyssée*, dont la lecture a été un véritable charme pour tous.

L'Empereur change et s'affaiblit. — Argenterie brisée.

Jeudi 19.

L'Empereur a passé sa matinée à recueillir encore des renseignements sur les sources du Nil, dans les divers auteurs modernes, Bruce, etc..... Je l'ai aidé dans ce travail. A trois heures il s'est habillé et est sorti. Le temps était assez beau. L'Empereur a demandé la calèche, et s'est enfoncé à pied dans le bois ; nous avons marché jusqu'à la vue du rocher des Signaux. Il m'entretenait de notre position morale et de certaines contrariétés que devaient lui donner quelques circonstances de notre intimité même. La calèche est venue le joindre avec M. et M<sup>me</sup> de Montholon. L'Empereur se félicitait de l'arrivée de sa voiture, disant qu'il ne se sentait pas capable de regagner sa demeure à pied. Il s'affaiblit visiblement ; sa démarche devient pesante ; il a le pied traînant, ses traits s'altèrent. Sa ressemblance avec Joseph devient frappante, au point qu'il y a peu de jours, allant le joindre au jardin, j'aurais juré que c'était Joseph, jusqu'au moment où je l'ai abordé. D'autres en ont été frappés comme moi, ce qui nous a fait dire que,

si nous croyions à la *prévision* ou à la *double vue* des Anglais, dont j'ai parlé dans un autre endroit, nous devions nous attendre bientôt à quelque chose d'extraordinaire sur l'Empereur ou sur son frère.

Au retour, l'Empereur a considéré un gros panier rempli d'argenterie brisée, qu'on devait envoyer le lendemain à la ville. C'était désormais le complément indispensable de notre subsistance d'un mois, d'après les dernières réductions du gouverneur.

On savait bien que des capitaines de la compagnie avaient offert jusqu'à cent guinées d'une seule assiette. Cette circonstance avait porté l'Empereur à ordonner qu'on limât les écussons, et qu'on brisât les pièces de manière à ce qu'elles ne présentassent aucun vestige qui pût montrer qu'elles lui avaient appartenu. De petits aigles massifs surmontaient tous les couvercles : c'est la seule chose qu'il a voulu qu'on épargnât, et il les a fait mettre de côté. Ces derniers débris étaient l'objet du désir de chacun de nous. Ils étaient des reliques à tous les yeux. Ce sentiment avait quelque chose de religieux et de touchant.

Lorsqu'il avait fallu porter le marteau sur cette argenterie, c'était devenu le sujet d'une grande émotion et d'une véritable douleur pour les gens. Ils avaient porté la main avec peine sur des objets qu'ils vénéraient tellement. Cet acte renversait leurs idées ; c'était pour eux un sacrilège, une désolation ; quelques-uns en pleuraient.

Après le dîner, l'Empereur a continué l'*Odyssée*, et puis lu quelques passages du poème de la *Navigation* d'Esménard, dont il a goûté les vers.



Nouvelle vexation du gouverneur. — Topographie de l'Italie.

Vendredi 20.

Avant huit heures, l'Empereur m'a fait éveiller pour que je fusse le trouver en calèche dans le bois, où il se promenait déjà avec M. de Montholon, s'entretenant sur les dépenses de la maison. Le temps enfin était revenu au beau ; c'était une matinée de printemps délicieuse, nous avons fait deux tours.

Aujourd'hui, nouvelle vexation incroyable du gouverneur. Il nous a fait défendre de vendre l'argenterie brisée à tout autre qu'à celui qu'il indiquerait. Quelle peut avoir été son intention dans cette violation nouvelle de toute justice ? de se rendre plus outrageant et de commettre un abus d'autorité de plus.

L'Empereur a déjeuné sous la tente ; il a dicté, immédiatement après, la bataille de Marengo, au général Gourgaud. Il m'a dit de demeurer, que j'écouterais. Il s'est retiré vers midi dans sa chambre pour essayer de reposer.

Sur les trois heures, il est rentré dans ma chambre. Il nous a trouvés, mon fils et moi, occupés à collationner Arcole. Il savait que c'était mon chapitre de prédilection, que je l'appelais un chant de l'*Iliade*. Il a voulu le relire, et a dit qu'en effet il lui faisait plaisir. Je l'ai inséré plus haut.

Dans le principe, l'Empereur faisait lire ses chapitres le soir ; mais une de ces dames s'étant endormie, il n'y revint plus, et me disait un jour à ce sujet : « *Les entrailles d'auteur, mon cher, elles se retrouvent toujours.* »

La lecture d'Arcole a réveillé les idées de l'Em-

pereur sur ce qu'il appelait *ce beau théâtre d'Italie*. Il nous a commandé de le suivre au salon, et nous y a dicté durant plusieurs heures. Il avait fait étendre une immense carte d'Italie, qui couvrait la plus grande partie du salon, et, couché dessus, il la parcourait à quatre pattes, un compas et un crayon rouge à la main, comparant et mesurant les distances à l'aide d'une longue ficelle dont l'un de nous tenait une des extrémités. « C'est comme cela, nous disait-il, riant de la posture où je le voyais, qu'il faut toiser un pays pour en prendre une idée juste, et faire un bon plan de campagne. » Ce qu'il a dicté peut servir de base à un très beau morceau de géographie politique sur l'Italie : le voici, sans que j'aie pu d'ailleurs le lui reproduire au net, ayant été enlevé de Longwood avant que ce travail eût été définitivement arrêté.

NOTE. — « L'Italie est une des plus belles parties de l'Europe ; c'est une presque île environnée à l'ouest, au sud et à l'est par la Méditerranée et l'Adriatique. Elle est bornée du côté du continent par la chaîne des Alpes, montagnes les plus hautes de l'Europe, d'où descendent les rivières qui forment la vallée du Pô, et se jettent dans l'Adriatique. Cette chaîne la sépare de la Suisse, de l'Allemagne et de la France. Elle forme un demi-cercle depuis le nord-ouest jusqu'au nord-est. Ce demi-cercle peut être considéré comme décrit de Parme, pris pour centre ; son extrémité de gauche passe sur l'embouchure du Var, son milieu sur le Saint-Gothard, et son extrémité de droite sur l'embouchure de l'Isonzo. Voilà les bornes naturelles du continent de l'Italie.

« En dedans de ces limites se trouvent les bail-



liages suisses, la Valteline, une partie du Tyrol, pays tous sur le penchant des Alpes vers l'Italie, qui en font ainsi géographiquement partie, bien qu'ils ne lui appartiennent pas politiquement. C'est une espèce de compensation pour le duché de Savoie, partie politique de l'Italie, bien qu'elle lui soit géographiquement tout à fait étrangère, puisqu'elle est au delà des Alpes, et que toutes ses eaux déversent dans le Rhône.

« Du côté de l'est, Mont-Falcone, le comté de Gorice et une partie de l'Istrie ont toujours fait partie de l'Italie, bien qu'en dehors de notre demi-cercle. Il est vrai qu'une autre limite naturelle serait encore de suivre la chaîne des Alpes de la Carniole, qui prend au-dessous d'Idria, et arrive jusqu'à Fiume.

« La Dalmatie, les bouches du Cattaro, etc., soumises à la république de Venise depuis plusieurs siècles, ont toujours été considérées comme faisant partie de l'Italie ; mais, géographiquement, elles appartiennent à l'Illyrie ; il en est d'elles comme de la Savoie.

« Les deux grandes îles de Sicile et de Sardaigne font aussi partie de l'Italie.

« L'Italie à l'ouest est séparée de la France par le Var, les monts Viso, Genève, Cenis, Saint-Bernard et Simplon. Elle est séparée au nord de la Suisse par le Simplon et le Saint-Gothard ; enfin, le Brenner, le Col de Tarvis et l'Isonzo la séparent des états héréditaires de la maison d'Autriche.

« L'Italie confine avec la Provence et le Dauphiné, provinces de France ; elle confine avec le Tyrol, la Carinthie, la Carniole et l'Istrie, provinces de l'Autriche.

« La France communique avec l'Italie, en passant le Var, aux environs de Nice ; de là on gagne Gênes et Florence par le chemin de la Corniche, et Turin par le col de Tende. La France communique encore avec l'Italie par les cols des monts Genève, Cenis et du Petit-Saint-Bernard.

« La Suisse communique avec l'Italie par les cols du Grand-Saint-Bernard, du Simplon et du Saint-Gothard.

« L'Allemagne communique par les cols du Brenner, de Tarvis, et par les divers débouchés de l'Isonzo.

« Le Saint-Gothard est le col le plus élevé des Alpes. A partir de ce col, les autres vont toujours en baissant : ainsi, le Saint-Gothard est plus haut que le Brenner ; celui-ci, que les montagnes de Cadore ; les montagnes de Cadore, que le col de Tarvis et les montagnes de la Carniole. De l'autre côté, le Saint-Gothard est plus haut que le Simplon ; le Simplon plus haut que le Saint-Bernard ; le Saint-Bernard plus haut que le mont Cenis ; le mont Cenis, que le col de Tende. Depuis celui-ci, les Alpes continuent à baisser, et finissent enfin aux montagnes Saint-Jacques, près de Savone, où commencent les Apennins. Alors la chaîne de l'Apennin se relève toujours en augmentant par un mouvement inverse. Elle longe toute la presqu'île jusqu'à l'extrémité du royaume de Naples. Les Apennins sont des montagnes du second ordre. Une partie de leurs eaux se rendent dans le Pô, le reste coule dans l'Adriatique et la Méditerranée.

« De l'embouchure du Var à celle de l'Isonzo, diamètre de la demi-circonférence, il y a cent vingt-cinq lieues de vingt-cinq au degré ce qui



donnerait à la demi-circonférence des Alpes, si elle était régulière, cent quatre-vingts lieues ; mais, à cause des sinuosités, on en compte plus de deux cent trente. Ainsi, tous les points des Alpes sont éloignés de Parme de cinquante à soixante lieues.

« Depuis Parme jusqu'à Rome, il y a quatre-vingts lieues, et depuis Rome jusqu'à l'extrémité de la Basilicate, où remonte le golfe de Tarente, quatre-vingt-quinze lieues, et jusqu'à Reggio, extrémité de la botte, cent vingt lieues. Ainsi, depuis le Saint-Gothard jusqu'à Reggio, il y a deux cent cinquante lieues.

« Les cinquante lieues du nord jusqu'à Parme pourront être regardées comme continentales, les deux cents autres formeront la presqu'île, qui commencera à la hauteur de Parme, et aura dans toute son étendue environ quarante ou cinquante lieues de large ; car de Livourne à Rimini, il y a cinquante lieues ; de Teracine à Terinoli, quarante lieues ; de Naples à Manfredonia, quarante lieues ; de Monte-Leone à Brindisi, soixante lieues.

« De Reggio à Naples, la carte de poste marque cent soixante-dix lieues ; de Naples à Rome, soixante lieues, ce qui fait deux cent trente ; de Rome à Parme quatre-vingt-douze lieues ; de Parme au Saint-Gothard, cent lieues ; ce qui ferait du Saint-Gothard à Reggio, quatre cent vingt-deux lieues de poste. En en ôtant un dixième, il resterait trois cent quatre-vingts lieues ; nous n'en avons compté que deux cent cinquante ; différence, cent trente ou un tiers entre la distance astronomique et les grandes routes, qui sont obligées de suivre les contours des montagnes, et de passer par les grandes villes, et dans le calcul desquelles on est forcé de

considérer les pentes et les difficultés des chemins, comme aussi les privilèges que demandent les localités et qu'établissent les maîtres de postes.

« La partie de l'Italie contenue dans le demi-cercle a cinq mille lieues carrées. A partir du diamètre de ce demi-cercle, l'Italie se prolonge en forme de botte, qui, ayant deux cents lieues de longueur, donne, depuis Parme jusqu'au golfe de Tarente, huit mille lieues carrées; la Sicile avec la Sardaigne deux mille lieues carrées; total: quinze mille lieues carrées. Ainsi, près des deux tiers de l'Italie sont répartis sur une ligne prolongée, environnée de tous côtés des mers Méditerranée et Adriatique.

« Cette singulière configuration a incontestablement contribué aux destinées de ce beau pays. Si la presqu'île, au lieu de quarante à cinquante lieues de large, avait eu quatre-vingt-dix ou cent lieues, et avait été moins longue de moitié, le point central aurait été plus rapproché de toutes les extrémités; les intérêts seraient devenus plus communs; la nation, répandue sur de plus petites distances, aurait eu plus d'uniformité; elle aurait lutté avec plus d'avantage contre les actes qui tendaient à la morceler, et la force d'adhérence qui a constitué la France, l'Angleterre, l'Espagne, eût également agi sur l'Italie.

« Les côtes de la rivière de Gênes sont de cinquante lieues; la presqu'île a environ deux cent cinquante lieues de côte de chaque côté. La base, depuis Reggio à Tarente, et au delà, a cent lieues; ce qui ferait six cent cinquante lieues pour le littoral de la péninsule italique; les côtes de l'état de Venise jusqu'à Fiume ont trente lieues, celles de



la Sicile, deux cent cinquante lieues; l'Italie a donc un littoral de onze à douze cents lieues, c'est-à-dire, égal à celui des îles Britanniques, qui est aussi de douze cents lieues, et presque le double de celui de la France, qui n'est que de sept cents lieues.

« Les villes de Nice, de Gênes, de Livourne, toutes les petites villes sur les côtes des deux rivières de Gênes, sont très peuplées. La population de Naples et de toutes les villes du royaume, celle d'Ancône et de toutes les petites villes de la Romagne; enfin celle de Venise, celle des côtes de la Sardaigne, de Cagliari, etc., en Sicile, celle de Palerme, Syracuse, etc., etc., forment une population maritime d'une grande importance.

« Les rades de Vintimiglia, de Vado, de Gênes, de la Spezzia, de Porto-Ferraio, du golfe de Naples, de Tarente, d'Ancône, de Venise; celles de la Sicile, celles de l'Istrie, de la Dalmatie, de Raguse, des bouches du Cattaro, appartiennent toutes à l'Italie.

« Si toutes ces parties eussent été réunies en un grand État, il eût été une des puissances maritimes du premier ordre. Les chanvres de la vallée du Pô; les bois de l'Apennin, ceux de l'Istrie; les fers de l'île d'Elbe, du Brescian, fourniraient en abondance tout ce qui est nécessaire pour le matériel d'une grande marine. Gênes, Pise, Venise, ont été les premières puissances maritimes de l'Europe dans le moyen âge.

« L'Italie, battue de trois côtés par la mer, n'a de frontières de terre qu'à peu près deux cents lieues, c'est moins que le tiers des frontières de la France; et encore, en front, serait-elle défendue

par les barrières les plus fortes qui puissent repousser les nations.

« L'Italie ayant dix-sept à dix-huit millions de population, compris ses deux grandes îles, pourrait facilement avoir une armée de trois cent mille hommes. Dans l'état actuel de son agriculture, elle se fût difficilement procuré les chevaux nécessaires; mais dans le moyen âge elle en produisait beaucoup; et si cette nation eût toujours été militaire, elle eût continué la culture des chevaux.

« La bravoure des troupes italiennes ne peut être mise en doute à aucune époque. Il suffit de nommer Rome et tous les *Condottieri* du moyen âge, et de nos jours les troupes de la république cisalpine ou du royaume d'Italie, etc.

« Appelée par sa position et l'étendue de ses côtes à être la dominatrice de la Méditerranée, l'Italie n'aurait à craindre d'invasion que par les Alpes, plus faciles à défendre que toute autre frontière de l'Europe. Une vingtaine de places fortes, grandes et petites, suffiraient pour intercepter tous les débouchés des Alpes.

« Tant que l'Italie a été livrée à elle-même, ou que l'influence de l'Allemagne et de la France n'a été qu'auxiliaire et n'a pas tout maîtrisé, l'Italie s'est divisée en trois masses qui sont les divisions géographiques naturelles.

« 1° Au nord, la vallée du Pô, comprenant tous les pays qui versent leurs eaux dans le Pô. Ils sont sur un même niveau, et peuvent communiquer entre eux. C'est la Belgique et la Hollande de l'Italie, et Venise est l'Amsterdam. Ils comprennent le Piémont, la Lombardie, les Légations et la république de Venise;



« 2° Au milieu de la péninsule, d'un côté la Toscane, et les États du pape à l'ouest de l'Apennin; c'est la vallée de l'Arno et du Tibre; de l'autre, tous les pays situés à l'est de l'Apennin entre la vallée du Pô et la frontière napolitaine. En totalité, ils comprennent le grand duché de Toscane, les États de l'Église et la république de Lucques;

« 3° Enfin, au midi, le royaume de Naples, qui a toujours fait une division géographique et politique distincte.

« Dans cette définition, la Romagne doit faire partie de l'Italie du nord, parce que c'est une plaine qui continue la plaine du Pô.

« Mais toute cette grande population, professant la même religion, jouissant également des douceurs d'un climat très tempéré, ayant le même langage, la même littérature, doit s'influencer réciproquement, et finir par s'agglomérer, comme l'ont fait les divers royaumes britanniques, les diverses provinces de l'Espagne, celles de la France; comme le feront peut-être un jour celles de l'Allemagne. Les parties italiennes ont eu et ont encore plus de choses communes entre elles, que n'en avaient toutes celles-là.

« Si jamais ce grand événement avait lieu, quelle serait la capitale? L'Italie, par sa configuration, n'a pas de ville centrale. Serait-ce Rome, Milan, Bologne ou Florence? Gênes ni Venise ne sauraient y prétendre; elles sont trop aux extrémités

« 1° Rome, par ses souvenirs, par ce qu'elle est déjà et par sa position, pourrait espérer à redevenir encore la capitale de cette belle contrée. Elle se trouverait à cent trente lieues de tous les points de la frontière des Alpes, où l'Italie peut être

attaquée par la France ou l'Allemagne ; elle serait à cent lieues des extrémités méridionales du royaume de Naples et des côtes de la Sicile, un peu moins de celles de la Sardaigne. Paris, la capitale de la France, est à soixante lieues de ses frontières du nord ; à quarante lieues de la Manche, à cent lieues du golfe de Gascogne, à cent cinquante lieues de la Méditerranée. La malsaineté de l'air, l'infertilité de ses environs, le manque d'un grand port et d'une rade à portée, seraient les grands défauts de Rome, prise pour capitale.

« 2° Si l'Italie finissait avec les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, c'est-à-dire, si elle ne comprenait que la vallée du Pô, et n'avait point de presqu'île, alors *Milan* serait sa capitale naturelle ; encore serait-ce un grand défaut que cette ville ne pût avoir la ligne du Pô pour se défendre contre les invasions de l'Allemagne. Mais, dans l'agglomération du peuple italien, Milan ne saurait devenir sa capitale, étant trop rapprochée des frontières de l'invasion, et trop éloignée des autres extrémités exposées aux débarquements.

« 3° Dans ce dernier cas, *Bologne* serait infiniment préférable, parce que, dans le cas de l'invasion, les frontières forcées, elle aurait encore pour défense la ligne du Pô, et que sa position géographique, ses canaux, la mettent en communication immédiate ou prompte avec le Pô, Livourne, Gênes, Civita-Vecchia, les ports de la Romagne, Ancône et Venise, et qu'elle est beaucoup plus rapprochée des côtes de Naples.

« 4° Si l'Italie finissait au royaume de Naples, et que partie de Naples et de la Sicile pussent venir remplir le vide qui la sépare de la Corse, alors



seulement Florence pourrait prétendre à être la capitale de l'Italie, parce qu'elle se trouverait dans une position centrale.

« En 1796, au moment de l'entrée des Français en Italie, cette belle contrée était partagée en un grand nombre de souverainetés.

« 1° Le roi de Sardaigne, qui était maître du comté de Nice, bordait la rive gauche du Var, et était en possession de tous les débouchés des Alpes, jusqu'au Simplon, qui le séparait de la Suisse. Au delà des Alpes, il possédait la Savoie; mais géographiquement cette province doit être considérée comme française. Les États du roi de Sardaigne étaient séparés, à l'est, de la Lombardie autrichienne, par le Tessin, bornés, au midi, par la crête supérieure des Apennins, qui les séparait de la république de Gênes et du duché de Parme : leur population, y compris la Savoie et le comté de Nice, était de deux millions quatre cent mille habitants, ce qui, avec la Sardaigne, formait une population de près de trois millions d'habitants : ce pays avait douze ou quinze places fortes, une armée de vingt-cinq mille hommes en temps de paix, elle était doublée en temps de guerre avec un pareil nombre de milices. Turin, la capitale, avait quatre-vingt mille habitants, elle était fortifiée.

« 2° La république de Gênes était séparée, à l'ouest, par la Roya, du comté de Nice. Au nord, elle était séparée des États du roi de Sardaigne, par la haute chaîne de l'Apennin; à l'est, elle était séparée du duché de Parme par la même chaîne, et s'appuyait au grand duché de Toscane. Au midi, elle a la Méditerranée. Sa population était de cinq cent mille habitants. La ville de Gênes avait cent

vingt mille âmes, la place était forte, quoique les fortifications fussent un peu étendues.

« 3° Le duché de Parme, formé des duchés de Parme, Plaisance et de Guastalla, était séparé de la Lombardie autrichienne par le Pô; il avait au sud-ouest la république de Gênes, à l'ouest le Piémont, et à l'est, le duché de Modène. Sa population était de cinq cent mille habitants. Parme est une ville de quarante mille âmes. Parme pouvait avoir deux mille cinq cents à trois mille hommes sous les armes.

« 4° La Lombardie autrichienne. A l'ouest, elle était séparée du Piémont par le Tessin, fleuve large et rapide; de la Suisse, au nord, par les Alpes, au midi, par le Pô, qui la séparait des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla; à l'est, elle était bornée par les États vénitiens. Sa population était de onze cent mille habitants. Milan, sa capitale, était une ville de trente à quarante mille âmes. La Lombardie avait plusieurs places fortes, spécialement Mantoue et la citadelle de Milan.

« 5° La république de Venise. Elle était séparée de la Bavière par le Tyrol; de la Carinthie, par les Alpes noriques, et de la Carniole, par l'Isonzo. Au midi, elle était bordée par l'Adriatique et le Pô, lequel la séparait des États du pape. Elle possédait au delà de l'Isonzo, l'Istrie, la Dalmatie, les bouches du Cattaro; à l'entrée de l'Adriatique, Zante, Céphalonie, Cérigo et Sainte-Maure. Sa population était de trois millions cinq cent mille habitants. Venise comptait cent quarante mille habitants; elle avait plusieurs places fortes: Peschiera, Porto-Legnano, Palma-Nova en Italie; Zara et les



bouches du Cattaro en Dalmatie. Elle avait un état militaire de plus de trente mille hommes, un arsenal de construction maritime, et une flotte de douze à quinze bâtimens de cinquante-quatre, sans compter les frégates, bricks et autres petits bâtimens.

« 6° Le duché de Modène. Un prince de la maison d'Est, seul rejeton de cette ancienne maison, régnait à Modène, et possédait les duchés de Modène, Reggio et de la Mirandole, situés entre les duchés de Parme et de Toscane, la Lombardie et les États du Pape. Sa population est de trois cent cinquante mille âmes. Modène est une ville de vingt mille habitants. La maison d'Est s'éteignait avec le vieillard alors régnant, et l'héritière du duché était la duchesse Béatrix, qui était mariée avec un archiduc. Modène peut avoir cinq à six mille hommes sous les armes.

« 7° Les États du pape. Ils étaient séparés de la république de Venise par le Pô; du duché de Modène, par le fort Urbain; de la Toscane, par les Apennins. Ils étaient bordés à l'est par l'Adriatique, et au sud, par le royaume de Naples. Le pape possédait l'embouchure du Pô, le port et la citadelle d'Ancône sur l'Adriatique, le port et la place forte de Civita-Vecchia sur la Méditerranée. Sa population était de deux millions quatre cent mille âmes, et celle de Rome, de cent quarante mille. Le pape pouvait avoir six à sept mille hommes sous les armes.

« 8° La Toscane. Elle était possédée par un archiduc d'Autriche, et séparée de la république de Gênes par la république de Lucques; du duché de Modène, par les Apennins; elle avait à l'ouest

la Méditerranée. La Toscane avait un million de population. Florence, sa ville capitale, avait quatre-vingt mille âmes : elle avait, sur la Méditerranée, le port de Livourne, et comptait six mille hommes sous les armes, et trois frégates.

« 9° La république de Lucques, placée entre la Toscane et les États de Gênes, formant une population de cent mille hommes.

« 10° Enfin, le royaume de Naples, qui avait au nord les États du pape, se trouvait entouré de tous les autres côtés par la Méditerranée. Ce pays était séparé de la Sicile, qui lui est opposée, par un détroit de deux mille toises seulement. Sa population était d'à peu près six millions, y compris Naples, la Sicile et les petites îles dépendantes. Naples comptait une population de quatre cent mille âmes. Le roi de Naples pouvait mettre soixante à quatre-vingt mille hommes sur pied. Il n'avait que deux vaisseaux de soixante-quatorze et quelques frégates.

« L'Italie entière était partagée entre la maison de Bourbon et la maison d'Autriche. De toutes les maisons souveraines qui avaient survécu aux républiques du moyen âge, il ne restait plus que celle d'Est. »

Fameuse créance de Saint-Domingue. — Inspecteurs aux revues, etc. — Projets administratifs; composition de l'armée. — Gaudin, Mollien. Defermont, Lacuée, etc. — Ministre du trésor; ministre secrétaire d'État; leur importance.

Samedi 21.

L'amiral Malcolm m'a fait une petite visite. Il venait prendre congé de nous tous. Il allait partir



le lendemain pour le Cap, et comptait faire une absence de deux mois.

Nous le regrettons : ses formes toujours polies, une espèce de sympathie tacite entre nous le met sans cesse dans notre esprit en opposition avec sir Hudson Lowe, qui lui ressemble si peu.

L'amiral avait été reçu de l'Empereur, qui a aussi un penchant pour lui. Ils avaient fait ensemble quelques tours de jardin, et l'amiral me disait avoir recueilli des choses bien précieuses sur l'Escaut et sur le Nievendip, établissement maritime en Hollande, qui lui est tout à fait étranger, et dont Napoléon était le créateur.

Après le dîner, la conversation s'est trouvée amenée sur ce que l'Empereur appelait la fameuse créance de Saint-Domingue. Elle a fait naître les détails curieux que voici :

« L'ordonnateur de Saint-Domingue, disait l'Empereur, s'avisa de tirer tout à coup du Cap, et sans autorisation, la somme de soixante millions de lettres de change sur le Trésor de Paris, ces lettres de change étaient toutes payables le même jour. La France n'était pas assez riche pour un pareil acte ; elle ne l'avait jamais été peut-être. D'ailleurs, où et comment l'administration de Saint-Domingue pouvait-elle avoir conquis un tel crédit ? Le premier consul ne le possédait pas à Paris ; c'est tout ce qu'eût pu obtenir M. de Necker au fort de sa popularité. Quoi qu'il en soit, quand ces lettres parurent à Paris, précédant les lettres d'avis même, on accourut du Trésor chez le premier consul, pour savoir ce qu'il y aurait à faire. » — « Attendre les lettres d'avis, répondit-il, et connaître la négociation. Le Trésor est un proprié-

taire; il a leurs droits, et doit avoir leurs marches. Ces lettres ne sont point acceptées, elles ne sont point payables. »

« Les renseignements, les pièces comptables arrivèrent. Ces lettres de change, mentionnées valeurs reçues comptant, ne portaient dans le reçu des caissiers qui en avaient perçu la valeur, qu'un dixième, un cinquième, un tiers du montant. Dès lors, on ne voulut au Trésor reconnaître et rembourser que la somme réellement versée; et les lettres de change dans leur teneur furent arguées de faux. Ce fut au même moment un bruit terrible dans tout le commerce. On s'agita beaucoup, on fit une députation auprès du premier consul, qui, loin de l'éviter, l'aborda de front; demanda si on le prenait pour un enfant, si l'on croyait qu'il se jouait ainsi du plus pur sang du peuple, qu'il fût un administrateur aussi tiède des intérêts publics? Ce qu'il refusait de laisser prendre, observait-il, ne tenait nullement à sa personne, n'attaquait point sa liste civile; mais c'était l'argent du public, dont il était le gardien, et il lui était d'autant plus sacré. Puis interpellant les deux chefs de la députation: Vous qui êtes négociants, messieurs, banquiers, faiseurs d'affaires, répondez catégoriquement? Si un de vos agents au loin tirait sur vous des sommes énormes, contre votre attente et vos intérêts, accepteriez-vous, payeriez-vous ces lettres de change? Il leur fallut bien répondre que non. Eh bien! dit le premier consul, vous, simples propriétaires, vous majeurs, maîtres de vos propres actions, vous voudriez avoir un droit que vous refuseriez à moi, propriétaire au nom de tous, à moi, en cette qualité, toujours mineur et sujet à revision! Je jouirai



de vos droits au nom et pour le bien de tous. Vos lettres de change ne seront payées que sur leur versement réel. Je ne demande pas que le commerce prenne les lettres de change de mes agents : c'est un honneur, un crédit que je n'ambitionne point ; s'il l'accorde, que ce soit à ses risques et périls ; je ne reconnais et ne tiens pour sacré que l'acceptation de mon ministre du Trésor. On se récria de nouveau, on dit beaucoup de paroles inutiles. On serait obligé de faire banqueroute, disait-on ; on avait reçu ces lettres pour argent comptant ; des agents éloignés en avaient fait la faute par respect et par confiance dans le gouvernement, etc. Eh bien ! répondait le premier consul, faites banqueroute. Mais ils ne le firent point, observait l'Empereur, ils n'avaient point reçu ces lettres pour argent comptant, et leurs agents n'avaient point commis de faute.

« Ils sortirent tous convaincus dans l'âme des raisons du premier consul ; mais n'en firent pas moins remplir Paris de leurs elabauderies et de leurs mensonges, en dénaturant toute l'affaire.

« Cet exemple et ces détails, disait l'Empereur, deviennent la clef d'un grand nombre d'autres affaires célèbres dont on a beaucoup parlé à Paris, sous l'administration impériale.

« Le commerce avait dit surtout et répété que c'était une chose sans exemple qu'une pareille marche ; qu'une telle violation était inconnue jusque-là ; mais à cela, le premier consul répondait que ce serait trancher la difficulté contre eux que d'invoquer l'exemple, et leur citait les billets de Louis XIV, les liquidations du régent, la société du Mississipi, les liquidations de la guerre de 1763,

celles de la guerre de 1782, etc.; et il leur prouva que ce qu'ils disaient être sans exemple, avait été la pratique constante de la monarchie. »

De là l'Empereur est passé à diverses branches de l'administration; il a défendu l'institution des inspecteurs aux revues. « Par eux seuls, disait-il, on pouvait s'assurer du nombre des hommes présents; avec eux seuls, on avait pu obtenir cet avantage, et il était immense pour l'actif et le personnel de la guerre. Quant à la partie de l'administration de la guerre, ces inspecteurs n'étaient pas moins avantageux encore, quelque petits abus qui fourmillassent dans les détails; c'était en grand qu'il fallait considérer; et, pour bien juger l'institution, il fallait se demander quels autres abus n'auraient pas lieu si elle n'existait pas. Pour moi, disait Napoléon, je dois dire que, faisant la contre-épreuve des dépenses, c'est-à-dire regardant la somme qu'aurait dû coûter la totalité des hommes à leurs taux arrêtés, le payement au Trésor était toujours au-dessous de l'estimation. L'armée coûtait donc moins qu'elle n'eût dû coûter. Quel autre plus heureux résultat pouvait-on demander? »

L'Empereur citait l'administration de la marine pour avoir été la plus régulière, la plus pure; elle était devenue un chef-d'œuvre. Là, avait été le grand mérite de *Decrès*, disait-il.

L'Empereur trouvait que la France était trop grande pour un ministre de l'administration de la guerre. « C'était au-dessus des forces d'un homme, disait-il; on avait centralisé à Paris les décisions, les marchés, les fournitures, les confections, et subdivisé la correspondance du ministre en autant de personnes qu'il y avait de régiments et de



corps. Il fallait, au contraire, centraliser les correspondances, et subdiviser les ressources, en les transportant dans les localités mêmes. Aussi j'avais longtemps médité le projet de former en France vingt ou vingt-cinq arrondissements militaires, qui eussent composé autant d'armées. Il n'y eût plus eu que ce nombre de dépôts de comptabilités, etc. C'eût été vingt sous-ministres; il eût fallu trouver vingt honnêtes gens. Le ministre n'eût plus eu que vingt correspondances. Il eût centralisé le tout, et fait mouvoir la machine avec rapidité, etc. »

Ce sujet l'a conduit à traiter les bases de l'armée d'une grande nation telle que la nôtre. Il a développé ce qu'il se proposait d'exécuter à la paix générale, s'il eût pu l'obtenir. Ces objets, extrêmement curieux, étaient si confusément exprimés dans mon manuscrit, que je les ai passés tout d'abord, dans la crainte de ne pas les rendre avec exactitude; mais je les retrouve dictés plus tard par lui-même, tome I<sup>er</sup>, page 226, publication de M. de Montholon, et je ne puis me refuser aujourd'hui à reproduire quelques-unes de ses principales idées, telles que cette publication récente m'a mis à même de les redresser dans mon manuscrit; elles seront agréables aux gens du métier.

« Napoléon voulait composer son armée de 1,200,000 hommes; savoir: 600,000 pour l'armée de ligne, 200,000 pour l'armée de l'intérieur, et 400,000 pour l'armée de réserve; et tout cela ne devait soustraire constamment à l'agriculture que 288,000 hommes.

« Il devait être de principe, disait-il, que l'infanterie d'une armée étant représentée par 1, la cavalerie serait un quart, qui pourrait se réduire à

un cinquième, à cause des pays de montagne; l'artillerie un huitième, les troupes du génie un quarantième, les équipages militaires un trentième.

« D'après ces bases, il arrêta les 600,000 hommes de ligne de la manière suivante :

« 1° Quarante régiments d'infanterie de 12 bataillons, chacun de 910 hommes, ayant un escadron d'éclaireurs de 360 chevaux, une batterie de 8 canons, servi par 280 hommes, une compagnie de sapeurs de 150 hommes, un bataillon d'équipages militaires de 22 voitures et de 210 hommes, nombre rond par régiment 12,000 hommes.

Total. . . . . 480,000

« 2° Vingt régiments de cavalerie de 3,600 hommes, savoir : 8 de cavalerie légère, 6 de dragons, 6 de cuirassiers; chaque régiment de 10 escadrons de 360 hommes, partagés en trois compagnies,

Total. . . . . 72,000

« 3° Dix régiments d'artillerie formant 8 bataillons de 500 hommes.

Total. . . . . 40,000

« 4° Un régiment de génie de 8 bataillons de 500 hommes.

Total. . . . . 4,000

« 5° Un régiment d'équipages militaires de 4,000 hommes.

Total. . . . . 4,000

Somme égale. . . . . 600,000

« L'empire, observait-il, contenait plus de



40 millions de population ; il eût été divisé en quarante arrondissements, chacun d'un million, lesquels eussent été assignés à chacun des quarante régiments d'infanterie pour leur recrutement ; si l'on eût craint comme obstacles l'esprit de fédéralisme, on y eût remédié en n'introduisant dans les régiments que des officiers et partie des sous-officiers étrangers à l'arrondissement.

L'armée de l'intérieur de 200,000 hommes eût été composée de 200 bataillons d'infanterie et de 400 compagnies de canonniers, destinés, en temps de guerre, à défendre les places fortes et les côtes. Cette armée n'eût eu que les officiers d'existants ; les sous-officiers et les soldats n'eussent été réunis que le dimanche au chef-lieu de leur commune.

« Les 400,000 hommes de l'armée de réserve n'eussent existé que sur le papier ; ils eussent seulement été soumis à une revue tous les trois mois, pour certifier leur existence et rectifier leur signalement.

« Ces 1,200,000 hommes n'eussent cependant soustrait à l'agriculture que 280,000 hommes ; car sur les 600,000 hommes de l'armée de ligne on n'en eût tenu que 240,000 sous les armes pendant douze mois, 160,000 pendant trois mois, et 200,000 pendant quinze jours, ce qui n'eût fait en réalité que 288,000 hommes seulement de soustraits à l'agriculture ; les 600,000 de l'armée de l'intérieur et de réserve n'étant en rien distraits de leurs travaux ni éloignés de leurs foyers. »

L'Empereur, continuant à passer en revue des principes de haute administration, disait que « MM. *Gaudin* et *Mollien* étaient pour que les receveurs généraux, les hommes de finance publique,

les fournisseurs eussent de très grandes fortunes, pussent faire de très grands profits et les avouer, de manière qu'ils eussent une considération à ménager, un honneur à ne pas compromettre. Cela ne pouvait pas être autrement, disait-il, si l'on voulait tirer d'eux, au besoin, du soutien, du service, du crédit.

« Un autre parti, continuait-il, *Defermont, Lacuée, Marbois*, pensait, au contraire, qu'on ne pouvait être trop regardant, trop économique, trop rigoureux. Moi, je penchais, concluait-il, pour l'opinion des premiers, jugeant que les vues des derniers étaient petites, n'étaient que celles qui convenaient à un régiment, et non pas à une armée ; à un ménage privé, et non pas à un grand empire. Je les appelais les puritains, les jansénistes du métier. »

L'Empereur disait que le ministre du Trésor et le ministre secrétaire d'Etat étaient deux de ses institutions dont il se félicitait davantage, et qui lui avaient rendu le plus de services.

« Le ministre du Trésor concentrait toutes les ressources et contrôlait toutes les dépenses de l'empire. Du ministre secrétaire d'Etat émanaient tous les actes. C'était le ministre des ministres, donnant la vie à toutes les actions intermédiaires ; le grand notaire de l'empire, signant et légalisant toutes les pièces. Avec le premier, je connaissais à chaque instant l'état de mes affaires ; avec le second, je faisais parvenir toutes mes décisions et mes volontés dans toutes les directions et partout. Si bien qu'avec mon ministre du Trésor et mon ministre secrétaire d'Etat seuls, et une douzaine de scribes, je me fusse fait fort de gouverner l'empire du fond de l'Illyrie,



ou des rives du Niémen, avec autant de facilité que dans ma capitale. »

L'Empereur ne comprenait pas que les affaires pussent aller avec les quatre ou cinq secrétaires d'Etat de nos rois. « Aussi comment allaient-elles, disait-il ? Tous concevaient, exécutaient et se contrôlaient chacun de son côté. Ils pouvaient exécuter au rebours les uns des autres ; car les rois se contentant de signer en marge les projets ou légalisant seulement le bordereau de leurs ordonnances, les secrétaires d'Etat pouvaient exécuter ou remplir à leur gré, sans danger de responsabilité matérielle. Ajoutez qu'ils avaient *la griffe*, qu'on avait voulu me faire adopter, et que j'avais repoussée comme l'arme *des rois fainéants*. Parmi ces ministres, les uns pouvaient avoir de l'argent sans emploi, et les autres ne pas marcher faute d'avoir un denier. Point de centralité qui pût coordonner leurs mouvements, disposer leurs besoins, ajuster leur exécution. »

L'Empereur observait que le ministre secrétaire d'Etat était précisément le véritable lot des princes incapables, mais susceptibles, lesquels auraient besoin d'un premier ministre et n'en voudraient point convenir. « Mon ministre secrétaire d'Etat, disait-il, une fois qu'il eût été nommé président du Conseil d'Etat, se serait trouvé, dès cet instant, un véritable premier ministre dans toute l'étendue du terme ; car il eût porté ses idées au Conseil d'Etat, pour les faire rédiger en lois, et eût signé au nom du prince. Aussi avec les mœurs de la première race, disait-il, ou des princes à l'avenant, mon ministre secrétaire d'Etat n'eût pas manqué en peu de temps d'être *un maire du palais*. »

Intentions de Napoléon sur les classiques anciens. — Revision et refonte des chapitres de l'armée d'Italie.

Dimanche 22.

L'Empereur est revenu à ses recherches sur l'Egypte. Il m'a donné Strabon à feuilleter : c'était l'édition qu'il avait fait faire ; il en vantait le soigné et le fini, et disait que son projet avait été de nous donner ainsi, avec le temps, tous les anciens par la voie officielle de l'Institut.

Avant dîner, l'Empereur m'a fait appeler avec mon fils, et a passé au moins six heures à relire et à refondre les chapitres du Tagliamento, de Léoben et de Venise.

Tout est beau dans ces chapitres de la campagne d'Italie. Dans celui du Tagliamento, on voit qu'une seule disposition prise sur les bords du fleuve et à peine aperçue, ce que l'Empereur appelle *la pensée de la bataille*, doit conduire forcément aux portes de Vienne.

Le chapitre de Venise est un morceau à la manière des anciens. Du reste, le dernier chapitre qu'on lit semble toujours celui qui attache davantage ; aussi sans doute le lecteur me saura-t-il gré de lui avoir fait connaître tout ce qui m'en était demeuré entre les mains.

J'étais fort souffrant et très fatigué, moins du travail que de disposition de santé. Notre récréation du soir a été Ulysse quittant Calypso, et arrivant chez les Phéaciens.



Sur la sensibilité. — Sur les Occidentaux et les Orientaux ; leur différence, etc.

Lundi 23.

Le matin, dans sa chambre, l'Empereur, à travers une foule d'objets, est venu à causer sentiment, sensations, sensibilité ; et, citant à ce sujet l'un de nous qui, observait-il, ne prononçait le nom de sa mère que les larmes aux yeux, il a dit : « Mais cela ne lui est-il pas particulier ? Est-ce donc général ? Etes-vous de même, ou suis-je dénaturé ? Pour moi, j'aime assurément ma mère, et de tout mon cœur ; il n'est rien que je ne fisse pour elle, et cependant si j'apprenais sa perte, je ne crois pas que je pusse exprimer ma douleur par une larme ; et je n'affirmerais pas qu'il en fût de même pour la perte d'un ami, celle de ma femme ou de mon fils. Cette différence est-elle dans la nature ? Quel peut en être le motif ? Ne serait-ce pas que la raison m'a accoutumé d'avance à la perte de ma mère qui est dans l'ordre naturel des choses, tandis que celle de ma femme et de mon fils est une surprise, une rigueur du sort contre laquelle je cherche à me débattre ? Et puis tout bonnement encore est-ce peut-être le penchant naturel à l'égoïsme ? J'appartiens à l'un, et les autres m'appartiennent. » Et il a multiplié les motifs avec sa profusion accoutumée, toujours neuve, toujours piquante ; mais je ne les retrouve pas.

Il est sûr qu'il aimait tendrement sa femme et son fils. Les personnes qui ont servi dans son intérieur nous laissent connaître à présent combien il se livrait aux sentiments de famille, et nous développent des nuances de caractère que nous étions

loin dans le temps de lui soupçonner. Il serrait parfois son fils dans ses bras avec effusion et à l'étouffer ; mais le plus souvent encore sa tendresse s'exprimait par des contrariétés et des niches. S'il le rencontrait dans les jardins, il le jetait par terre ou renversait ses joujoux. On le lui amenait tous les jours à déjeuner, et il manquait rarement de le barbouiller avec tout ce qui se trouvait à sa portée sur la table. Quant à sa femme, il n'était pas de jour où elle ne reparût ici dans ses conversations privées ; pour peu qu'elles se prolongeassent, elle finissait tôt ou tard, de manière ou d'autre, par y être pour quelque chose, ou par en devenir tout l'objet. Il n'est point de circonstances, de plus petits détails relatifs à elle qu'il ne m'ait répétés cent fois. Pénélope, après dix ans d'absence, croit ne pouvoir s'assurer de la vérité qu'en faisant à Ulysse des questions auxquelles lui seul pouvait répondre ; eh bien ! je crois que je ne serais pas embarrassé de présenter mes lettres de créance à Marie-Louise.

Dans la conversation du soir, l'Empereur, parlant des nations, disait qu'il ne connaissait que deux peuples : les Orientaux et les Occidentaux.

« Les Anglais, les Français, les Italiens, etc., disait-il, ne composaient qu'une même famille, les Occidentaux ; ils avaient mêmes lois, mêmes mœurs, mêmes usages ; ils différaient entièrement des Orientaux, surtout dans les deux grands rapports de leurs femmes, de leurs domestiques : les Orientaux ont des esclaves, nos domestiques sont de condition libre ; les Orientaux enferment leurs femmes, les nôtres partagent tous nos droits ; ils ont un sérail, et jamais, dans aucun temps, la polygamie n'a été admise dans l'Occident. Il existe



encore une foule d'autres oppositions, observait l'Empereur ; on dit en avoir compté jusqu'à quatre-vingts ; ce sont donc réellement, disait-il, des peuples différents.

« Tout est calculé, continuait-il, chez les Orientaux, pour qu'ils puissent garder leurs femmes et s'assurer d'elles. Toute notre vie au contraire, dans l'Occident, est calculée pour que nous ne puissions les garder, et que nous soyons obligés de nous en rapporter à elles-mêmes. Tout homme chez nous, sous peine d'idiotisme, doit avoir une occupation : or, quand il vaquera à ses affaires ou remplira ses fonctions, qui surveillera pour lui ? Il faut donc chez nous tout à fait compter sur l'honneur des femmes, et y avoir aveugle confiance. Pour moi, disait-il gaiement, j'ai eu femmes et maîtresses, et jamais il ne m'est venu l'idée d'une surveillance particulière, parce que je pensais qu'il devait en être pour cela comme des poignards et du poison dans certaine situation ; le tourment des précautions l'emporte encore sur le danger que l'on veut éviter ; il vaut mieux s'abandonner à sa destinée.

« Prononcer du reste quelle est la meilleure méthode, de la nôtre ou de celle des Orientaux, est une fort grande question ; pas pour vous, sans doute, Mesdames, disait-il, en lançant un regard malin sur ces dames ; mais ce qu'il y a de bien certain, c'est qu'on se tromperait fort, si on supposait moins de jouissances aux Orientaux, si on les croyait moins heureux que nous dans notre Occident. Chez eux les maris y aiment beaucoup leurs femmes, les femmes y aiment beaucoup leurs maris. Ils ont tout autant de chances de bonheur que nous, quelques différences d'ailleurs qui

semblent se présenter; car tout est convention parmi les hommes, jusqu'à des sentiments qui sembleraient ne devoir venir que de la nature; et puis encore ces femmes ont leurs droits chez elles, comme les nôtres chez nous. On ne pourrait pas les empêcher d'aller au bain public, pas plus qu'on n'empêcherait chez nous les femmes d'aller à l'église; et les unes en abusent comme les autres. Vous voyez que l'espèce humaine, son imagination, ses sentiments, ses vertus, ses fautes parcourent un cercle assez étroit. Tout cela se retrouve, à bien peu de chose près, de même partout. »

Et il prétendait expliquer ou justifier la polygamie chez les Orientaux d'une manière fort ingénieuse. « Elle n'avait jamais existé, disait-il, dans l'Occident; les Grecs, les Romains, les Gaulois, les Germains, les Espagnols, les Bretons n'avaient jamais eu qu'une femme. En Orient, au contraire, la polygamie avait toujours existé : les Juifs, les Assyriens, les Tartares, les Persans, les Turcomans avaient tous eu plusieurs femmes. D'où pouvait venir cette universelle et constante différence? N'aurait-elle donc tenu qu'au hasard et à la seule bizarrerie? Dépendait-elle des causes physiques dans les individus? Non. Les femmes, proportion gardée, étaient-elles moins nombreuses chez nous qu'en Asie? Non. Étaient-elles en Orient en plus grand nombre que les hommes? Non. Ceux-ci y étaient-ils plus gigantesques que nous, autrement constitués? Non. C'est que tout bonnement le législateur, ou la sagesse d'en haut qui en tient lieu, aura été guidé par la force des choses dérivant des localités respectives. Tous les Occidentaux ont même forme, même couleur; ils ne composent



qu'un même peuple, une seule famille ; il a été possible, comme à l'instant de la création, de ne leur assigner qu'une compagne. Loi heureuse, admirable, bienfaisante, qui épure le cœur de l'homme, relève la condition de la femme et ménage à tous deux un torrent de jouissances morales.

« Les Orientaux, au contraire, diffèrent entre eux autant que le jour et la nuit, dans leurs formes et dans leurs couleurs ; ils sont blancs, noirs, cuivrés, mélangés, etc. Il a fallu, avant tout, songer à leur conservation, à établir entre eux une fraternité consanguine, sous peine de les voir s'exterminer ou se persécuter, s'opprimer éternellement, ce qu'on n'a pu obtenir qu'en établissant la polygamie, et en donnant la possibilité d'avoir à la fois une femme blanche, une femme noire, une mulâtre, une cuivrée. Dès lors, les différentes couleurs faisant partie d'une même famille, se sont trouvées confondues dans les affections de leurs chefs et dans les opinions de chacune entre elles.

« Mahomet, ajoutait-il, semble avoir connu le secret, et s'être déterminé d'après lui ; autrement, comment celui qui marche de si près sur les traces du christianisme, et s'en éloigne si peu, n'aurait-il pas supprimé la polygamie ? Dirait-on qu'il ne l'a conservée que parce que sa religion était toute sensuelle ; mais alors il eût permis aux musulmans un nombre indéfini de femmes, tandis qu'il l'a restreint à quatre seulement, ce qui pourrait impliquer une blanche, une noire, une cuivrée, une mélangée.

« Et qu'on n'imagine pas, du reste, que cette faveur de la loi soit mise en pratique par toute la

nation ; il ne se trouverait pas de femmes pour tous. Au vrai, les onze douzièmes de la population n'en ont qu'une, parce qu'ils ne sauraient en nourrir davantage ; mais la polygamie dans les chefs suffit pour atteindre le grand but ; car la confusion des races et des couleurs existant, par la polygamie, dans la haute classe, c'est assez pour établir l'union et la parfaite égalité entre tous. Convenons donc, concluait-il, que, si la polygamie n'était pas le fait d'une combinaison politique, si elle ne dérivait que du hasard, celui-ci aurait, en cette occasion, produit autant que la sagesse consommée. »

L'Empereur disait avoir eu sérieusement la pensée d'appliquer ce principe à nos colonies, pour assortir le bien-être des nègres à la nécessité de les employer. Il avait même, disait-il, consulté à cet égard des théologiens, pour savoir s'il n'y aurait pas moyen, vu les circonstances locales, de ployer nos croyances à cet usage, etc., etc.

L'Empereur a causé de la sorte jusqu'au-delà de minuit.

Sur la Hollande et le roi Louis. — Humeur, plaintes contre les siens. — Haute politique, etc. — Lettre à son frère le roi Louis.

Mardi 24.

L'Empereur m'a fait appeler vers midi et demi dans son cabinet. Nous avons causé de la chaîne des auteurs qui fait descendre la lumière historique depuis les premiers temps jusqu'à nous, ce qui l'a porté à lire la partie du tableau premier de l'Atlas historique qui en présente l'ensemble et le résumé.

La conversation l'a fait tomber sur la variété de l'espèce humaine. Il a envoyé chercher Buffon pour



éclairer cet objet, et s'en est occupé assez longtemps.

Après sa toilette, l'Empereur a fait venir mon fils, et nous avons travaillé trois ou quatre heures aux chapitres de la campagne d'Italie.

Ce travail fini, la diversité des objets a conduit la conversation sur la Hollande et le roi Louis, sur lesquels il a dit des choses très remarquables.

« Louis a de l'esprit, disait l'Empereur, n'est point méchant ; mais, avec ces qualités, un homme peut faire bien des sottises et causer bien du mal. L'esprit de Louis est naturellement porté au travers et à la bizarrerie. Il a été gâté encore par la lecture de Jean-Jacques. Courant après une réputation de sensibilité et de bienfaisance, incapable par lui-même de grandes vues, susceptible tout au plus de détails locaux, Louis ne s'est montré qu'un roi préfet.

« Dès son arrivée en Hollande, et n'imaginant rien de beau comme de faire dire qu'il n'était plus qu'un bon Hollandais, il s'y est livré tout à fait au parti anglais, a favorisé la contrebande et s'est mis en rapport avec nos ennemis. Il a fallu le surveiller aussitôt et menacer même de le combattre ; réfugié alors son manque de caractère dans un entêtement obstiné, et prenant un esclandre pour de la gloire, il s'est enfui du trône en déclamant contre moi, contre mon insatiable ambition, mon intolérable tyrannie, etc. Que me restait-il à faire ? Fallait-il laisser la Hollande à la disposition de nos ennemis ? Fallait-il nommer un nouveau roi ? Mais devais-je attendre de lui plus que de mon frère ? Tous ceux que je faisais n'agissaient-ils pas à peu près de même ? Je réunis la Hollande, et toutefois

cet acte eut le plus mauvais effet en Europe, et n'a pas peu contribué à préparer nos malheurs.

« Louis avait été charmé de prendre Lucien pour modèle. Lucien en avait agi à peu près de même ; et si, plus tard, il s'est repenti, s'il s'est rallié même noblement, cela a pu honorer son caractère, mais non raccommo-der les affaires.

« A mon retour de l'île d'Elbe, en 1815, Louis m'écrivit une longue lettre de Rome et m'envoya une ambassade : c'était son traité, disait-il, ses conditions pour revenir auprès de moi. Je répondis que je n'étais nullement dans le cas de faire des traités avec lui ; que, s'il revenait, il était mon frère, il serait bien reçu.

« Croirait-on bien qu'une de ses conditions était qu'il aurait la liberté de divorcer avec Hortense. Je maltraitai fort le négociateur, pour avoir osé se charger d'une telle absurdité, avoir pu croire qu'une pareille chose fût négociable. Nos statuts de famille le défendaient formellement, faisais-je rappeler à Louis ; la politique, la morale et l'opinion ne s'y opposaient pas moins encore, lui faisais-je dire ; l'assurant de plus, qu'à cause de tous ces titres réunis, si ses enfants venaient, par lui, à perdre leur état, je m'intéresserais bien plus à eux qu'à lui-même, bien qu'il fût mon frère.

« Peut-être trouverait-on une atténuation au travers d'esprit de Louis, dans le cruel état de sa santé ; l'âge où elle s'est dérangée, les circonstances atroces qui l'ont causé et qui doivent avoir singulièrement influé sur son moral ; il faillit en mourir, et en a conservé toujours depuis de cruelles infirmités : il demeure à peu près perclus de tout un côté.



« Il est sûr, du reste, continuait l'Empereur, que j'ai été peu secondé des miens, et qu'ils ont fait bien du mal à moi et à la grande cause. On a souvent vanté la force de mon caractère ; je n'ai été qu'une poule mouillée, surtout pour les miens ; et ils le savaient bien : la première bourrade passée, leur persévérance, leur obstination l'emportaient toujours ; et, de guerre lasse, ils ont fait de moi ce qu'ils ont voulu. J'ai fait là de grandes fautes. Si, au lieu de cela, chacun d'eux eût imprimé une impulsion commune aux diverses masses que je leur avais confiées, nous eussions marché jusqu'aux pôles ; tout se fût abaissé devant nous ; nous eussions changé la face du monde ; l'Europe jouirait d'un système nouveau, nous serions bénis ! Je n'ai pas eu le bonheur de Gengis-Khan avec ses quatre fils, qui ne connaissaient d'autre rivalité que celle de le bien servir. Moi, nommais-je un roi, il se le croyait tout aussitôt *par la grâce de Dieu*, tant le mot est épidémique. Ce n'était plus un lieutenant sur lequel je devais me reposer, c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper. Ses efforts n'étaient pas de me seconder, mais bien de se rendre indépendant. Ils avaient tout aussitôt la manie de se croire adorés, préférés à moi. C'était moi désormais qui les gênais, qui les mettais en péril. Des légitimes n'auraient pas agi autrement ; ils ne se seraient pas crus plus ancrés. Pauvres gens ! qui, quand j'ai eu succombé, ont pu se convaincre qu'ils n'avaient pas même l'honneur de voir leur destitution exigée ou mentionnée par l'ennemi ; et aujourd'hui encore, si on gêne leur personne, si on les tourmente, ce ne peut être, de la part du victorieux, que le besoin de faire peser le pouvoir ou

la bassesse d'exercer la vengeance. Si les miens inspirent un grand intérêt aux peuples, c'est qu'ils tiennent à moi, à la cause commune; mais qu'aucun d'eux puisse causer un mouvement, assurément on peut être bien tranquille; et pourtant, malgré la philosophie de plusieurs d'entre eux, car n'en était-il pas qui, pour régner, s'étaient dits *forcés* à la façon des chambellans du faubourg Saint-Germain, leur chute a dû leur être bien sensible; ils s'étaient faits promptement aux douceurs du poste: ils ont tous été réellement rois. Tous, à l'abri de mes travaux, ont joui de la royauté; moi seul n'en ai connu que le fardeau. Tout le temps j'ai porté le monde sur mes épaules, et ce métier, après tout, ne laisse pas que d'avoir sa fatigue, etc.

« On me dira peut-être pourquoi m'obstiner à créer des États, des royaumes? Mais les mœurs et la situation de l'Europe le commandaient ainsi. Chaque nouvelle réunion à la France accroissait les alarmes de tous. Elle faisait pousser les hauts cris et reculait la paix. Mais alors, continuera-t-on, pourquoi avoir la vanité de placer chacun des miens sur un trône? car le vulgaire n'y aura vu que cela. Pourquoi ne pas s'arrêter plus tôt sur de simples particuliers plus capables? A cela je réponds qu'il n'en est pas des trônes héréditaires comme d'une simple préfecture. La capacité, les moyens sont aujourd'hui si communs dans la multitude, qu'il faut bien se donner de garde d'éveiller l'idée du concours. Dans l'agitation où nous nous trouvons plongés, et avec nos mœurs modernes, il fallait bien plutôt songer à la stabilité et à la centralisation héréditaire; autrement, que de combats, que de factions, que de malheur!!! Dans l'har-



monie que je méditais pour le repos et le bien-être universels, s'il fut un défaut dans ma personne et dans mon élévation, c'était d'avoir surgi tout à coup de la foule. Je sentais mon isolement ; aussi je jetais de tous côtés des ancrs de salut au fond de la mer. Quels appuis plus naturels pour moi que mes proches ? Pouvais-je mieux attendre de la part des étrangers ? et, si les miens ont eu la folie de manquer à ces liens sacrés, la moralité des peuples, supérieure à leur aveuglement, remplissait une partie de mon objet. Avec eux, ils se croyaient plus en repos, plus en famille.

« En somme, de si grands actes n'étaient ni des caprices, ni des plaisanteries ; ils tenaient aux considérations de l'ordre le plus élevé ; ils se rattachaient au repos de la race humaine et à la possibilité d'améliorer sa condition. Que si, malgré les combinaisons faites de la meilleure foi, on s'est trouvé encore n'avoir rien fait qui vaille, c'est qu'il faut en revenir à une grande vérité, savoir, qu'il est bien difficile de gouverner, quand on veut le faire en conscience, etc., etc. »

*N. B.* La lettre suivante, d'une date fort antérieure, va jeter un grand jour sur les paroles de Napoléon, rapportées quelques pages plus haut, au sujet de la conduite de son frère en Hollande. Plus tard, le roi Louis a publié une espèce de compte rendu de son administration à la nation hollandaise ; c'est surtout à la suite de l'article ci-dessus et de la lettre qui l'accompagne, qu'il devient curieux de lire ce document du roi Louis, afin de pouvoir, en connaissance de cause, fixer ses idées sur le sujet.

Château de Marach, le 3 avril 1808.

« Monsieur mon frère, l'auditeur D...t m'a remis il y a une heure votre dépêche du 22 mars. Je fais partir un courrier qui vous portera cette lettre en Hollande.

« L'usage que vous venez de faire du droit de grâce ne peut qu'être d'un très mauvais effet. Le droit de grâce est un des plus beaux et des plus nobles attributs de la souveraineté. Pour ne pas le discréditer, il ne faut l'exercer que dans le cas où la clémence royale ne peut déconsidérer l'œuvre de la justice; que dans le cas où la clémence royale doit laisser, après les actes qui émanent d'elle, l'idée de sentiments généreux. Il s'agit ici d'un rassemblement de bandits qui vont attaquer et égorger un parti de douaniers, pour ensuite faire la contrebande. Ces gens sont condamnés à mort; Votre Majesté leur fait grâce! Elle fait grâce à des meurtriers, à des assassins, à des individus auxquels la société ne peut accorder aucune pitié! Si ces individus avaient été pris faisant la contrebande; si même, en se défendant, ils avaient tué des employés, alors vous auriez pu peut-être considérer la position de leurs familles, leur position particulière, et donner à votre gouvernement une couleur de paternité, en modifiant, par une commutation de peine, la rigueur des lois. C'est dans les condamnations pour contraventions aux lois de fiscalité, c'est plus particulièrement encore dans celles qui ont lieu pour des délits politiques, que la clémence est bien placée. En ces matières, il est de principe que, si c'est le souverain qui est attaqué, il y a de la grandeur dans le pardon. Au pre-



mier bruit d'un délit de ce genre, l'intérêt public se range du côté du coupable, et point de celui d'où doit partir la punition. Si le prince fait la remise de la peine, les peuples le placent au-dessus de l'offense, et la clameur s'élève contre ceux qui l'ont offensé. S'il suit le système opposé, on le répute haineux et tyran. S'il fait grâce à des crimes horribles, on le répute faible ou malintentionné.

« Ne croyez pas que le droit de faire grâce puisse être exercé impunément, et que la société applaudisse toujours à l'usage qu'en peut faire le monarque. Elle le blâme lorsqu'il l'applique à des scélérats, à des meurtriers, parce que ce droit devient nuisible à la famille sociale. Vous avez trop souvent et en trop de circonstances usé du droit de grâce. La bonté de votre cœur ne doit point être écoutée, lorsqu'elle doit nuire à vos peuples. Dans l'affaire des *Juifs*, j'aurais fait comme vous, dans celle des contrebandiers de *Midelbourg*, je me serais bien gardé de faire grâce.

« Mille raisons devaient vous porter à laisser la justice faire une exécution exemplaire qui aurait eu l'excellent effet de prévenir beaucoup de crimes, par la terreur qu'elle aurait inspirée. Des gens du roi sont égorgés au milieu de la nuit, les assassins sont condamnés... Votre Majesté commue la peine de mort en quelques années de prison ! Quel découragement n'en résultera-t-il point parmi les gens qui font rentrer vos impôts ? L'effet politique est très mauvais. Je m'explique :

« La Hollande était le canal par lequel, depuis plusieurs années, l'Angleterre introduisait sur le continent ses marchandises. Les marchands hollandais ont gagné à ce trafic des sommes

immenses : voilà pourquoi les Hollandais aiment la contrebande et les Anglais ; et voilà les raisons pour lesquelles ils n'aiment point la France, qui défend la contrebande et qui combat les Anglais. La grâce que vous avez accordée à ces contrebandiers assassins est une espèce d'hommage que vous rendez au goût des Hollandais pour la contrebande. Vous paraissez faire cause commune avec eux, et contre qui?... Contre moi.

« Les Hollandais vous aiment ; vous avez de la simplicité dans les manières, de la douceur dans le caractère... Vous les gouvernez selon eux ; si vous vous montriez fermement résolu à réprimer la contrebande, si vous les éclairiez sur leur position, vous useriez sagement de votre influence : ils croiraient que le système prohibitif est bon, puisque le roi en est le propagateur. Je ne vois pas quel parti pourrait tirer Votre Majesté d'un genre de popularité qu'elle acquerrait à mes dépens. Assurément la Hollande n'est pas au temps de *Ryswick*, et la France aux dernières années de Louis XIV. Si la Hollande ne peut suivre un système politique indépendant de celui de la France, il faut qu'elle remplisse les conditions de l'alliance.

« Ce n'est point au jour la journée que doivent travailler les princes, mon frère, c'est sur l'avenir qu'il faut jeter les yeux. Quel est aujourd'hui l'état de l'Europe ? l'Angleterre, d'un côté : elle possède, *par elle-même*, une domination à laquelle jusqu'à présent le monde entier a dû se soumettre. De l'autre, l'empire français et les puissances continentales, qui avec toutes les forces de leur union, ne peuvent s'accommoder du genre de suprématie qu'exerce l'Angleterre. Ces puissances avaient



aussi des colonies, un commerce maritime : elles possèdent en étendue de côtes bien plus que l'Angleterre. Elles se sont désunies ; l'Angleterre a combattu séparément leur marine ; elle a triomphé sur toutes les mers, toutes les marines ont été détruites. *La Russie, la Suède, la France, l'Espagne*, qui ont tant de moyens d'avoir des vaisseaux et des matelots, n'osent hasarder une escadre hors de leur rade. Ce n'est donc plus d'une confédération des puissances maritimes, confédération, d'ailleurs, qu'il serait impossible de faire subsister à cause des distances et des croisements d'intérêts, que l'Europe peut attendre sa libération maritime et un système de paix qui ne pourra s'établir que par la volonté de l'Angleterre.

« Cette paix, je la veux par tous les moyens conciliables avec la dignité de la puissance de la France ; je la veux au prix de tous les sacrifices que peut permettre l'honneur national. Chaque jour je sens qu'elle devient plus nécessaire : les princes du continent la désirent autant que moi : je n'ai contre l'Angleterre ni *prévention passionnée*, ni *haine invincible*. Les Anglais ont suivi contre moi un système de répulsion ; j'ai adopté le système continental, beaucoup moins, comme le supposent mes adversaires, par *jalousie d'ambition*, que pour amener le cabinet anglais à en finir avec nous. Que l'Angleterre soit riche et prospère, peu m'importe, pourvu que la France et ses alliés le soient comme elle.

« Le système continental n'a donc d'autre but que d'avancer l'époque où le droit public sera définitivement assis pour l'Empire français et pour l'Europe. Les souverains du Nord maintiennent sévèrement le régime prohibitif ; leur commerce y a

singulièrement gagné : les fabriques de la Prusse peuvent rivaliser avec les nôtres. Vous savez que la France et le littoral qui fait aujourd'hui partie de l'Empire, depuis le golfe de Lyon jusqu'aux extrémités de l'Adriatique, sont absolument fermés aux produits de l'industrie étrangère. Je vais prendre un parti dans les affaires d'Espagne, qui aura pour résultat d'enlever le Portugal aux Anglais, et de mettre au pouvoir de la politique française les côtes que l'Espagne a sur les deux mers. Le littoral entier de l'Europe sera fermé aux Anglais, à l'exception de celui de la Turquie. Mais comme les Turcs ne trafiquent point en Europe, je ne m'en inquiète pas.

« Voyez-vous, par cet aperçu, quelles seraient les funestes conséquences des facilités que la Hollande donnerait aux Anglais pour introduire leurs marchandises sur le continent. Elle leur procurerait l'occasion de lever sur nous-mêmes les subsides qu'ils offriraient ensuite à certaines puissances pour nous combattre. Votre Majesté est plus intéressée que moi à se garantir de l'astuce de la politique anglaise. Encore quelques années de patience, et l'Angleterre voudra la paix autant que nous la voulons nous-mêmes.

« Considérez la position de vos États, vous remarquerez que ce système vous est plus utile qu'à moi. La Hollande est une puissance maritime commerçante : elle a des ports magnifiques, des flottes, des matelots, des chefs habiles, et des colonies qui ne coûtent rien à la métropole ; ses habitants ont le génie du commerce, comme les Anglais. N'a-t-elle pas tout cela à défendre aujourd'hui ? La paix ne peut-elle pas la remettre en possession de son



ancien état ? Sa situation, peut-être pénible pendant quelques années, n'est-elle pas préférable à faire du monarque hollandais un gouverneur pour l'Angleterre ? de la Hollande et de ses colonies un fief de la Grande-Bretagne ? L'encouragement que vous donneriez au commerce anglais vous conduirait à cela : vous avez sous les yeux l'exemple *de la Sicile et du Portugal*.

« Laissez marcher le temps : si vous avez besoin de vendre vos genièvres, les Anglais ont besoin de les acheter. Désignez les points où les smogleurs anglais viendront les prendre ; mais qu'ils les payent avec de l'argent, et jamais avec des marchandises. *Jamais, entendez-vous ?* Il faudra bien enfin que la paix se fasse ; vous signerez en son lieu un traité de commerce avec l'Angleterre. J'en signerai peut-être un aussi ; mais les intérêts réciproques seront garantis. Si nous devons laisser exercer à l'Angleterre une sorte de suprématie sur les mers, qu'elle aura achetée au prix de ses trésors et de son sang, une prépondérance qui tient à sa position géographique et à ses occupations territoriales dans les trois parties du monde, au moins nos pavillons pourront se montrer sur l'Océan sans craindre l'insulte ; notre commerce maritime cessera d'être ruineux. C'est à empêcher l'Angleterre de se mêler des affaires du continent qu'il faut travailler aujourd'hui.

« Votre affaire de grâce m'a entraîné dans ces détails ; je m'y suis livré parce que j'ai craint que vos ministres hollandais n'aient fait entrer de fausses idées dans l'esprit de Votre Majesté.

« Je désire que vous réfléchissiez à cette lettre, que vous fassiez, des sujets qu'elle traite, l'objet

des délibérations de vos conseils ; enfin que vos ministres impriment à l'administration le mouvement qui lui convient.

« Sous aucun prétexte la France ne souffrira que la Hollande se sépare de la cause continentale.

« Quant à ces contrebandiers, puisque la faute a été commise, il n'y a plus à revenir sur le passé ; je vous conseille seulement de ne pas les laisser dans les prisons de Midelbourg ; c'est trop près du lieu où le crime a été commis ; renvoyez-les dans le fond de la Hollande.

« Cette lettre n'étant à autre fin, etc.

« *Signé : NAPOLEON.* »

A dîner, l'Empereur a demandé à son piqueur comment était son cheval ; celui-ci a répondu qu'on le nourrissait bien, qu'il était fort gai et en fort bon état. « J'espère qu'il ne se plaint pas de moi, a dit l'Empereur, s'il fut jamais un chanoine au monde, c'est celui-là. » En effet, il y a deux ou trois mois que l'Empereur n'est monté à cheval.

Ferveur de travail. — Idées et projets de Napoléon sur notre histoire, etc. — Sur les ouvrages publiés. — M. Méneval ; détails curieux, etc.

Mercredi 25 au vendredi 27.

L'Empereur, depuis quelques jours, a une grande ferveur de travail. Toutes les matinées se sont passées à des recherches sur l'Égypte, dans les auteurs anciens. Nous avons parcouru de concert Hérodote, Pline, Strabon, etc., etc., ne prenant guère d'autre interruption que l'instant du déjeuner sur sa petite table. Le temps demeurait toujours mauvais, et l'Empereur a dicté littérale-



ment durant ces deux jours dans tout leur entier.

A dîner, il nous disait qu'il se trouvait beaucoup mieux, et nous lui avons fait observer, à ce sujet, que depuis quelque temps néanmoins il ne sortait plus, et travaillait huit, dix, douze heures par jour.

« C'est cela même, disait-il : le travail est mon élément ; je suis né et construit pour le travail. J'ai connu les limites de mes jambes, j'ai connu les limites de mes yeux ; je n'ai jamais pu connaître celles de mon travail. Aussi j'ai manqué tuer ce pauvre Méneval ; j'ai été obligé de le faire relever, et de le mettre en convalescence auprès de Marie-Louise, chez laquelle son emploi n'était plus qu'une véritable sinécure. »

L'Empereur ajoutait que, s'il était en Europe, et tranquille, son plaisir serait d'écrire l'histoire. Il se plaignait de la manière pitoyable dont il la voyait traitée partout. Les recherches qu'il faisait chaque jour le lui démontraient, disait-il, au delà de tout ce qu'il avait pu soupçonner.

« Nous n'avions pas de bonne histoire, et nous n'avions pu en avoir. La plupart des peuples de l'Europe étaient dans le même cas que nous, observait-il ; les moines et les privilégiés, c'est-à-dire les gens à abus, les ennemis de la vérité et des lumières, avaient seuls exercé ce monopole : ils nous avaient raconté tout ce qu'ils avaient voulu, tout ce qui leur avait plu, ou mieux encore tout ce qui était dans leur intérêt, leurs passions ou leurs vues ! »

Il avait, disait-il, conçu le projet de redresser tout cela autant qu'il était possible ; ainsi il eût nommé des commissions de l'Institut, ou des savants indiqués par l'opinion publique, pour re-

voir, critiquer et reproduire nos annales. Il eût voulu aussi, de la sorte, accompagner les classiques, dont on nourrit notre jeunesse, de commentaires propres à les mettre en harmonie avec nos institutions modernes. « Un bon programme, le concours et des récompenses, et l'on eût, disait-il, tout obtenu ; rien ne résistait à une pareille voie. »

Il répétait, ce que je crois avoir déjà dit, que son intention avait été de faire écrire les derniers règnes de notre monarchie sur les pièces mêmes tirées des archives de nos relations extérieures. Il était encore une foule de manuscrits antiques et modernes de la bibliothèque impériale qu'il voulait faire imprimer, en les coordonnant en corps de doctrine, soit dans les sciences, soit dans la morale, la littérature et les arts, etc.

Il avait encore, assurait-il, beaucoup d'autres plans de la sorte. Et quelle époque se présentait jamais aussi favorable pour de pareilles idées et leur accomplissement ! Quand leur retrouverait-on, dans la même personne, le génie pour les concevoir, la puissance pour les exécuter !

Pour obvier, sans blesser même la liberté de la presse, au déluge de mauvais ouvrages dont le public était inondé, il demandait quel inconvénient eût pu présenter un tribunal d'opinion, composé de membres de l'Institut, de membres de l'Université, et de délégués du gouvernement, qui eussent considéré les ouvrages sous le triple rapport de la science, des mœurs et de la politique. Ils en eussent fait la critique, et eussent assigné le degré de leur mérite. « C'eût été, disait-il, le flambeau du public ; la garantie, la fortune des bons ouvrages ;



la ruine, le découragement des mauvais ; l'aiguillon des talents, la palme des auteurs. »

Toutes nos soirées ont été consacrées à l'*Odyssée*, dont nous demeurons enchantés. Polyphème, Tyrésias, les Sirènes, nous ont ravis.

Voici quelques détails relatifs à M. Méneval, cité plus haut par l'Empereur ; ces détails seront jugés précieux, parce qu'ils sont autant de traits propres à faire connaître les circonstances privées de Napoléon.

L'Empereur, encore premier consul, se plaignait d'être sans secrétaire ; il venait de se défaire de celui qu'il avait eu durant ses campagnes d'Italie et son expédition d'Egypte, son ancien camarade de collège, homme de beaucoup d'esprit et qu'il aimait fort, mais dont il venait d'être forcé de se séparer. Son frère Joseph lui offrit alors le sien, qu'il avait depuis peu de temps ; et Napoléon, en l'acceptant, acquit un trésor ; il l'a répété plusieurs fois : c'était Méneval, que depuis il a fait baron, maître des requêtes et secrétaire des commandements de l'impératrice Marie-Louise.

Son titre auprès du premier consul fut celui de *secrétaire du portefeuille* ; il fut même fait à son sujet un fort long règlement, dont l'article le plus essentiel était qu'il ne devait jamais, sous aucun prétexte, avoir à lui ni secrétaire, ni copiste : ce qui fut toujours strictement observé.

M. Méneval était doux, réservé, fort secret, travaillant à toute heure et en tout temps ; aussi l'Empereur n'en a-t-il jamais éprouvé que satisfaction, agrément, et l'a fort aimé. Le secrétaire du portefeuille était généralement chargé de tout le courant, et de tout ce qui était instantané ou d'improvisa-

tion. Que d'affaires, de projets et de pensées ont été traités et transmis par son intermédiaire ! Il ouvrait et lisait toutes les lettres adressées directement à l'Empereur ; les classait pour son examen, et écrivait sous sa dictée.

On sait avec quelle célérité l'Empereur dictait, si bien que le plus souvent, et pour gagner du temps, le secrétaire devait chercher à retenir les mots plutôt qu'à les transcrire, ce dont s'acquittait merveilleusement M. Méneval, qui, par la suite, eut autorité de répondre par lui-même à bien des objets. Il aurait pu facilement acquérir beaucoup d'importance ; mais c'était tout à fait hors de son inclination naturelle.

L'Empereur était la plus grande partie du temps dans son cabinet ; on eût pu dire qu'il y passait le jour et souvent une partie de la nuit. Il se couchait à dix ou onze heures, et se relevait vers minuit pour travailler de nouveau quelques heures. Il faisait parfois appeler M. Méneval, le plus souvent non ; et comme il arrivait à celui-ci de s'y rendre de lui-même, l'Empereur, connaissant tout son zèle, répondait d'ordinaire à cet empressement : « Il ne faut pas vous tuer. »

L'Empereur, en reparaissant le matin au cabinet, y trouvait des liasses mises en ordre à l'avance par M. Méneval, qui l'avait précédé. S'il y manquait parfois vingt-quatre heures ou deux jours, son secrétaire le prévenait qu'il allait se laisser encombrer, et que le cabinet serait bientôt plein, ce à quoi l'Empereur répliquait d'ordinaire gaiement : « Ne vous effrayez pas, cela sera bientôt net. » Et en effet, en peu d'heures, l'Empereur s'était mis au courant. Il est vrai qu'il répondait beaucoup en



ne répondant pas, en jetant tout ce qu'il jugeait inutile, même de ses ministres, ce à quoi ils étaient faits. Ne voyant pas arriver de réponse, ils savaient à quoi s'en tenir. Il lisait lui-même toutes les lettres, répondant par un mot à la marge de certaines, et dictant la réponse à d'autres. Celles qui étaient d'une haute importance étaient toujours mises de côté, relues deux fois, et jamais répondues qu'après quelque intervalle.

Il avait pour coutume, en sortant du cabinet, de rappeler les objets essentiels, et de dire qu'ils devaient être prêts à heure fixe; et ils l'étaient toujours. Si, à cette heure, l'Empereur ne venait point, M. Méneval le pourchassait dans le palais, souvent à différentes reprises, pour le lui rappeler. Parfois l'Empereur terminait; parfois encore il répondait : « *A demain, la nuit porte conseil.* » C'était sa phrase habituelle; aussi, disait-il avoir travaillé plus la nuit que le jour. Ce n'est pas que les affaires lui causassent des insomnies; mais seulement parce qu'il dormait à heures interrompues, suivant son besoin, et que peu lui suffisait.

Il arrivait souvent à l'Empereur, dans le cours de ses campagnes, qu'on le réveillait subitement pour des circonstances instantanées : il se levait aussitôt; on n'eût pas deviné à ses yeux qu'il venait de dormir : il donnait ses décisions ou dictait des réponses avec la même clarté, la même fraîcheur d'esprit que si c'eût été en tout autre moment. C'est ce qu'il appelait *la présence d'esprit d'après minuit* : elle était complète et extraordinaire chez lui. Il est arrivé, dans ces circonstances, qu'on l'a réveillé peut-être jusqu'à dix fois dans la même nuit, et on le trouvait toujours rendormi, parce

qu'il n'avait pas encore satisfait tout son besoin de sommeil. Se vantant un jour de cette facilité de sommeil, et du peu qu'il lui en fallait, à un de ses ministres (le général Clarke), celui-ci lui répondit plaisamment : « C'est bien ce qui nous désole, Sire ; car c'est souvent à nos dépens ; il nous en descend parfois quelque chose. »

L'Empereur faisait tout par lui-même, et presque tout par la voie de son cabinet. Il nommait à toutes les places, substituant la plupart du temps de nouveaux noms à ceux dont ses ministres lui adressaient la proposition. Il lisait leurs projets, les adoptait, les rayait ou les modifiait. Il faisait jusqu'aux notes même de son ministre des relations extérieures, qu'il dictait à son secrétaire Méneval, pour lequel il n'avait nul secret. C'était encore par l'intermédiaire de celui-ci qu'il écrivait aux souverains, observant avec eux un formulaire qu'il lui avait fait rédiger sur les protocoles du passé, et à la rigueur duquel il attachait beaucoup d'importance. Les ministres travaillaient tous en commun avec l'Empereur un jour fixe de la semaine, à moins de cas particuliers ou accidentels dans les affaires ou dans un des ministères. Le travail de chacun se faisait en présence de tous les autres, qui pouvaient y prendre part. Chacun vidait de la sorte son portefeuille. Un registre consacrait les délibérations ; il doit en exister un grand nombre de volumes. Les objets arrêtés demeuraient pour la signature, qui se faisait par l'intermédiaire du ministre secrétaire d'État, qui le certifiait. Parfois, quelques-uns de ces objets, bien qu'arrêtés, passaient au cabinet avant la signature, pour y être revus et modifiés. Le ministre des relations exté-



rieures était le seul qui, prenant part au travail général des autres ministres, avait en outre, par la nature secrète de ses fonctions, un travail particulier avec l'Empereur. L'Empereur confiait le travail du personnel de la guerre à un de ses aides de camp de prédilection. Duroc a joui longtemps de cette confiance ; puis Bertrand et Lauriston ; le comte de Lobau a été le dernier.

M. Méneval, d'une santé très faible, et usé par le travail, eut besoin de repos. L'Empereur le plaça alors auprès de Marie-Louise. C'était un canonicat, disait-il, une vraie sinécure ; mais il ne s'en sépara néanmoins que sous la condition de revenir à lui dès qu'il serait rétabli ; ce qu'il ne manquait pas de lui rappeler toutes les fois qu'il le voyait.

Avec Méneval finit l'*unité* de travail dans le cabinet ; il eut plusieurs successeurs ensemble, et le cabinet de l'Empereur devint alors un bureau, une espèce d'administration assez nombreuse<sup>1</sup>. L'Empereur y admit, sur la recommandation d'autres qui croyaient pouvoir en répondre comme d'eux-mêmes, quelqu'un qui, en 1814, au moment de la crise, reçut l'ordre de brûler certaines pièces du cabinet. La Restauration assise, il écrivit à un des ministres du roi pour lui offrir celles qui restaient

1. Depuis la publication du *Mémorial*, des renseignements plus authentiques que ceux que j'avais recueillis de pure tradition, m'ont appris que j'avais été tout à fait dans l'erreur en cet endroit. L'unité de travail dans le cabinet, sa marche, n'ont jamais cessé d'être les mêmes. A la retraite du baron Méneval, le baron Fain, qui avait été son second durant six ans, devint son successeur avec les mêmes attributions et les mêmes fonctions, et le cabinet, bien qu'en éprouvant des mutations dans les personnes et dans leurs titres, continua d'être numériquement le même.

encore. L'Empereur en trouva la preuve au 20 mars dans les papiers laissés aux Tuileries, et se contenta d'écrire en marge de la lettre même du dépositaire infidèle : *un tel est un traître, un tel est un traître* ; et rendit le papier en cet état, tout en l'accompagnant de paroles pleines de bonté, à celui-là même qui lui avait recommandé le coupable, homme, du reste, pour son propre compte, disait l'Empereur en parlant du recommandant, d'un dévouement et d'une fidélité à toute épreuve. Ce fut là tout le reproche que lui fit Napoléon, et toute la vengeance qu'il fit peser sur le coupable.

Il doit donc être resté beaucoup de traces ou de pièces du travail du cabinet. Les débats du parlement d'Angleterre en ont fait connaître que les réclamations solennelles de Napoléon, lors de son retour au 20 mars, ont données pour falsifiées. Les pièces du cabinet ne seraient pas les seuls documents qui nous resteraient de cette administration à jamais célèbre. Il doit exister vingt ou trente volumes in-4° de la correspondance des campagnes d'Italie et d'Egypte, recueillie et classée par ordre.

Il doit exister aussi peut-être soixante ou quatre-vingts volumes in-folio des délibérations du conseil des ministres, recueillies par les secrétaires d'Etat duc de Bassano et comte Daru.

Enfin, les procès-verbaux du conseil d'Etat, rédigés et mis en ordre par M. Locré.

Voilà de vrais et grands titres de gloire pour Napoléon. C'est sur ces monuments immortels, et avec eux, qu'ont marché les gouvernements qui ont suivi, et c'est là que viendront inévitablement puiser désormais les administrations de tous les temps et de tous les pays ; les bases posées par lui



ont été sûres et solides, tant les jalons ont été bien placés, tant les racines ont été profondes, tant enfin tout cet ensemble porte le caractère du génie et la rectitude de la durée!

Paroles caractéristiques touchant ma femme. — Dictée de l'Empereur pour une nouvelle partie de ses Mémoires.

Samedi 28.

Aujourd'hui, l'Empereur a profité d'un peu de beau temps pour faire deux tours en calèche. Il avait besoin, disait-il, d'être secoué. Il lui restait un peu de fluxion; sa joue gauche demeurait enflée. Il est rentré sur les trois heures. Quelque temps après, le travail lui manquant, il m'a fait appeler; nous avons fait quelques tours de jardin. Ayant aperçu le docteur, il l'a fait approcher et en a appris que, la veille, les commissaires russe et autrichien s'étaient présentés à la porte de Longwood, mais qu'ils en avaient été repoussés par la consigne imposée par le gouverneur.

Demeurés seuls, l'Empereur, après bien des objets, est venu à parler de ma femme, de ce qu'elle pouvait faire, de ce qu'elle serait devenue, etc.

« Il est hors de doute, disait-il ensuite, que votre situation à Sainte-Hélène ne la fasse rechercher beaucoup, et n'inspire un vif intérêt. Tout ce qui se rattache à ma personne reste cher à bien du monde. D'ici je donne encore des couronnes!... Oui, mes chers amis, quand vous retournerez en Europe, vous recevrez des couronnes! »

Et puis revenant à ma femme : « Son meilleur parti, disait-il avec une grâce et une bonté tou-

chante, serait d'aller passer son veuvage auprès de Madame, ou de quelqu'un des miens. Ils auraient sans doute bien du plaisir à prendre soin d'elle, etc. »

Au retour, l'Empereur s'est mis au travail. La campagne d'Italie était à peu près finie. Il m'a pourvu d'un nouveau sujet.

*Note, écrivez :* C'est ainsi que s'exprimait soudainement l'Empereur quand il lui venait une idée. Voici ce qu'il dicta littéralement en ce moment; il n'y a rien eu de changé; il ne l'a jamais relu.

NOTE. — « La campagne d'Italie se trouvant finie, *Las Cases*, d'ici à huit jours, entreprendra l'époque depuis la rupture du traité d'Amiens, jusqu'à la bataille d'Iéna.

— « En 1802, toute l'Europe est pacifiée. Bientôt après toute l'Europe se met en guerre. La République change et devient Empire. La question maritime devient la question dominante dans la rupture de la paix d'Amiens.

« *Las Cases* commencera par faire analyser sous ses yeux, au petit Emmanuel, les Moniteurs de cette époque; il en fera au moins six ou sept par jour, ce qui fera cent quatre-vingts dans un mois, ou une époque de six mois. Il faudra qu'il y ait au moins six mois d'analysés avant que nous commencions le travail.

« La partie antérieure à cette époque, et celle qui suivra, seront préparées et faites par ces messieurs. Il faudra, dans l'analyse, suivre le modèle déjà prescrit à M. de Montholon, c'est-à-dire analyser le tout par événement, avec indication de page et de mois sans distinction de matières. »



*Nous aurons pour grands faits :*

- « 1° Histoire de la flottille;
- « 2° Déclaration de l'Autriche;
- « 3° Mouvement des escadres;
- « 4° Bataille de Trafalgar;
- « 5° Ulm, Austerlitz;
- « 6° Paix de Vienne;
- « 7° Négociation de lord Lauderdale à Paris;
- « 8° Bataille d'Iéna.

*A reporter à leurs places:*

- « 1° Conjuraton de Georges;
- « 2° Affaire du duc d'Enghien;
- « 3° Sacre de l'Empereur par le pape ;
- « 4° Organisation impériale.

« Ce sera une des plus belles parties de l'histoire de France, puisque d'un côté, et dans l'intervalle d'une année, on voit un pape venir en France, sacrer un empereur, ce qui ne s'était pas renouvelé depuis mille ans; et que de l'autre, on voit les drapeaux français flotter sur Vienne et sur Berlin; l'empire romain dissous et la monarchie prussienne disparue. »

Je me complais à consigner ici littéralement cette dictée brute, ou les idées premières de l'Empereur, afin de mieux faire connaître toute sa manière.

On conçoit toute l'ardeur avec laquelle, mon fils et moi, nous nous consacraâmes dès cet instant à ce travail, dont nous sentions tout le prix. Toutefois nous n'avions point encore complété l'analyse de nos six mois quand j'ai été arraché de Longwood.

Si ce travail n'a pas été accompli, quelle perte pour l'histoire!!! (Il ne l'a pas été.)

Sur un trou dans le jardin.

Dimanche 29.

Pendant le dîner, on parlait d'une mare d'eau qui se trouve dans notre jardin, fort près de nous, et assez profonde pour qu'un agneau s'y fût jadis noyé en voulant y boire. L'Empereur, à ce sujet, a dit à quelqu'un de la maison : « Est-il possible, Monsieur, que vous ne l'ayez pas encore fait combler? Combien vous seriez responsable, et quel chagrin vous vous prépareriez, si votre fils venait à s'y noyer, et rien n'est plus possible. » Comme on lui répondait qu'on l'avait voulu souvent, mais qu'il était impossible d'avoir des ouvriers : « Ce n'est pas une excuse, a repris vivement l'Empereur; si mon fils était ici, j'eusse été le combler de mes propres mains. »

L'Empereur, déjà au lit, m'a fait appeler; il avait, disait-il, des renseignements et des dates à me demander sur des objets qui nous concernaient essentiellement . . . . .

---

Belles dictées de l'Empereur; détails, particularités caractéristiques, etc. Observations décisives sur la mauvaise foi du cabinet britannique et sur Walter Scott, son apologiste.

Toutes les fois que l'Empereur traitait un sujet, pour peu qu'il s'animât, ses paroles eussent pu supporter l'impression. Souvent aussi, quand une idée le frappait vivement, il dictait à celui de nous



lui était sous sa main des morceaux qui, dès ce premier jet, se trouvaient du dernier fini. Ces messieurs doivent avoir beaucoup de ces dictées, toutes bien précieuses. J'en veux bien à l'état de mes yeux, qui, m'empêchant d'écrire, me privait la plupart du temps de cette bonne fortune.

Voici ce qu'il s'est trouvé dicter lorsque les papiers ministériels anglais parlaient de grands trésors que Napoléon devait posséder et qu'il tenait sans doute cachés :

« Vous voulez connaître les trésors de Napoléon ? ils sont immenses, il est vrai ; mais ils sont exposés au grand jour. Les voici : le beau bassin d'Anvers, celui de Flessingue, capables de contenir les plus nombreuses escadres, et de les préserver des glaces de la mer ; les ouvrages hydrauliques de Dunkerque, du Havre, de Nice ; le gigantesque bassin de Cherbourg ; les ouvrages maritimes de Venise ; les belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence à Metz, de Bordeaux à Bayonne ; les passages du Simplon, du mont Cenis, du mont Genèvre, de la Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre directions ; dans cela seul vous trouveriez plus de huit cents millions. Ces passages surpassent en hardiesse, en grandeur et en efforts de l'art, tous les travaux des Romains. Les routes des Pyrénées aux Alpes, de Parme à la Spezzia, de Savone au Piémont ; les ponts d'Iéna, d'Austerlitz, des Arts, de Sèvres, de Tours, de Roanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère, de la Durance, de Bordeaux, de Rouen, etc. ; le canal qui joint le Rhin au Rhône par le Doubs, unissant les mers de Hollande avec la Méditerranée ; celui qui unit l'Escaut à la Somme, joignant Amsterdam à Paris ;

celui qui joint la Rance à la Vilaine; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du Rhin; le dessèchement des marais de Bourgoin, du Cotentin, de Rochefort; le rétablissement de la plupart des églises démolies pendant la révolution, l'élévation de nouvelles, la construction d'un grand nombre d'établissements d'industrie pour l'extirpation de la mendicité; la construction du Louvre, des greniers publics, de la Banque, du canal de l'Oureq; la distribution des eaux dans la ville de Paris; les nombreux égouts, les quais, les embellissements et les monuments de cette grande capitale; ses travaux pour l'embellissement de Rome; le rétablissement des manufactures de Lyon; la création de plusieurs centaines de manufactures de coton, de filature et de tissage qui emploient plusieurs millions d'ouvriers; des fonds accumulés pour créer plus de quatre cents manufactures de sucre de betterave, pour la consommation d'une partie de la France, qui auraient fourni le sucre au même prix que celui des Indes, si elles eussent continué d'être encouragées seulement encore quatre ans; la substitution du pastel à l'indigo, qu'on fût venu à bout de se procurer en France à la même perfection et à aussi bon marché que cette production des colonies; le nombre des manufactures pour toute espèce d'objets d'art, etc.; cinquante millions employés à réparer et à embellir les palais de la couronne; soixante millions d'ameublements placés dans les palais de la couronne en France, en Hollande, à Turin, à Rome; soixante millions de diamants de la couronne, tous achetés avec l'argent de Napoléon; le *Régent* même, le seul qui restât des anciens diamants de la couronne de France,



ayant été retiré par lui des mains des Juifs de Berlin, auxquels il avait été engagé pour trois millions ; le Musée Napoléon, estimé plus de quatre cents millions, et ne contenant que des objets légitimement acquis, ou par de l'argent, ou par des conditions de traités de paix connus de tout le monde, en vertu desquels ces chefs-d'œuvre furent donnés en commutation de cession de territoire ou de contributions ; plusieurs millions amassés pour l'encouragement de l'agriculture, qui est l'intérêt premier de la France ; l'institution des courses de chevaux ; l'introduction des mérinos, etc.

« Voilà qui forme un trésor de plusieurs milliards qui durera des siècles !

« Voilà les monuments qui confondront la calomnie!!!... L'histoire dira que tout cela fut accompli au milieu de guerres continuelles, sans aucun emprunt, et même lorsque la dette publique diminuait tous les jours, et qu'on avait allégé les taxes de cinquante millions. Des sommes très considérables demeuraient encore dans son trésor particulier ; elles lui étaient conservées par le traité de Fontainebleau, comme résultant des épargnes de sa liste civile et de ses autres revenus privés. Elles furent partagées, et n'allèrent pas entièrement dans le trésor public, ni entièrement dans celui de la France!!! »

Dans une autre occasion, l'Empereur lisant dans un journal anglais que lord Castlereagh, dans une assemblée en Irlande, avait dit que Napoléon avait déclaré à Sainte-Hélène qu'il n'aurait jamais fait la paix avec l'Angleterre que pour la tromper, la surprendre et la détruire, et que, si l'armée française était attaché à Napoléon, c'est parce qu'il donnait

en mariage à ses soldats les filles des plus riches familles de son empire; l'Empereur ému, dicta : « Ces calomnies contre un homme qu'on opprime avec une telle barbarie, et qu'on prend à la gorge pour l'empêcher de parler, seront repoussées par toutes personnes bien nées et capables de sentir. Quand Napoléon était sur le premier trône du monde, alors sans doute ses ennemis ont eu le droit de dire tout ce qu'ils ont voulu; sa conduite était publique et servait de suffisante réponse; quoi qu'il en fût, elle était du département de l'opinion et de l'histoire; mais aujourd'hui de nouvelles et basses calomnies tiennent à la dernière lâcheté, et ne rempliront pas leur but. Des millions de libelles ont paru et paraissent tous les jours; ils sont sans effet: soixante millions d'hommes des contrées les plus policées de l'univers, élèvent leurs voix pour les confondre, et cinquante mille Anglais qui voyagent maintenant sur le continent, apportent chez eux la vérité aux peuples des trois royaumes, qui rougiront d'avoir été si grossièrement trompés.

« Quant au bill qui a traîné Napoléon sur un roc, c'est un acte de proscription semblable à ceux de Sylla, et pire encore. Les Romains poursuivirent Annibal jusqu'au fond de la Bithynie; Flaminus obtint du roi Prusias la mort de ce grand homme, et pourtant à Rome Flaminus fut accusé d'avoir agi ainsi pour satisfaire sa haine personnelle. En vain allégua-t-il qu'Annibal, encore dans la vigueur de l'âge, pouvait être dangereux, que sa mort était nécessaire; mille voix répondirent que ce qui était injuste et ingénu ne peut jamais être avantageux à une grande nation; que de tels



prétextes justifieraient les assassinats, les empoisonnements et toute espèce de crime!... Les générations qui suivirent reprochèrent cette lâcheté à leurs ancêtres : elles auraient payé bien cher pour effacer une telle tache de leur histoire. Depuis le renouvellement des lettres parmi les nations modernes, il n'est point de génération qui n'ait uni ses imprécations à celles que proféra Annibal au moment de boire la ciguë : il maudissait cette Rome, qui, à une époque où ses flottes et ses légions couvraient l'Europe, l'Asie et l'Afrique, assouvissait sa colère sur un homme seul et désarmé, parce qu'elle le craignait, ou qu'elle prétendait le craindre.

« Mais les Romains ne violèrent jamais l'hospitalité : Sylla trouva un asile dans la maison de Marius ; Flaminius, avant de proscrire Annibal, *ne le reçut pas à bord de son vaisseau, et ne lui déclara point qu'il avait des ordres de le bien recevoir* ; la flotte romaine ne le transporta pas au port d'Ostie ; bien loin d'avoir recours à la protection des lois romaines, Annibal préféra confier sa personne à un roi d'Asie. Lorsqu'il fut proscrit, il n'était pas sous la protection de l'étendard romain : il était sous les drapeaux d'un roi ennemi de Rome.

« Si jamais, dans les révolutions des siècles, un roi d'Angleterre vient à comparaître devant le redoutable tribunal de sa nation, ses défenseurs insisteront sur l'auguste caractère de roi, le respect dû au trône, à toute tête couronnée, à l'oint du Seigneur ! Mais ses adversaires ne seront-ils pas en droit de répondre : Un de ses ancêtres proscrivit son hôte en temps de paix ; n'osant pas le mettre à mort en présence d'un peuple qui avait ses lois po-

sitives et ses formes régulières et publiques, il fit exposer sa victime sur le point le plus insalubre d'un roc situé au milieu de l'Océan, dans un autre hémisphère. Cet hôte y périt après une longue agonie, tourmenté par le climat, les besoins et les injures de toute espèce ! Eh bien ! cet hôte était aussi un grand souverain, élevé sur le bouclier de trente-six millions de citoyens. Il fut maître de presque toutes les capitales de l'Europe ; il vit à sa cour les plus grands rois ; il fut généreux envers eux tous, il fut pendant vingt ans l'arbitre des nations ; sa famille était alliée à toutes les familles souveraines, même à celle de l'Angleterre ; il fut deux fois l'oint du Seigneur : il fut deux fois consacré par la religion !!! »

Ce dernier morceau est certainement très beau de vérité, de diction et surtout de richesses historiques.

*N. B.* — Ici je ne puis m'empêcher de m'arrêter un instant. Flaminius, est-il dit plus haut, avant de proscrire Annibal, *ne le reçut pas à bord de son vaisseau, et ne lui déclara point qu'il avait des ordres de le bien recevoir* : ce point était celui qui révoltait le plus l'Empereur, et nous tous, parce que là était notre droit et notre justice, en même temps que l'outrage à la bonne foi, et l'effronterie immorale de l'administration anglaise. Napoléon, ainsi qu'on a pu le voir dans le cours de mes récits, y revenait avec indignation toutes les fois que l'occasion s'en présentait, tandis que les ministres anglais de leur côté n'ont cessé d'avoir recours même à des moyens indirects pour essayer de répandre la dénégation, ou du moins le doute.



Aussi sir Walter Scott, dans son histoire, écrite d'ailleurs toute dans leurs intérêts, semble avoir fait de cette circonstance le point capital de son livre. Il accorde que l'honneur du gouvernement anglais se trouve entièrement lié aux transactions qui conduisirent Napoléon à bord du *Bellérophon*; et, ce point établi, il s'évertue laborieusement pour arriver à le justifier. Il y revient spécialement à satiété dans trois endroits, comme si à défaut de conviction chez le lecteur, il espérait l'entraîner à force de fatigue et conclut, comme de raison, que Napoléon n'a été que le prisonnier de guerre de l'Angleterre tombé à la discrétion de son gouvernement; qu'il a été traité avec beaucoup d'indulgence, et que ses plaintes et celles des siens sont injustes, etc., etc.

Mais voici quelques observations qui seront décisives: que celui qui cherche la vérité de bonne foi, et qui trouve quelque intérêt à fixer son attention sur un point historique si important, s'il veut se délivrer de tous les faux-fuyants, de l'obscurité fastidieuse dont on cherche à l'entourer, et juger de toute la sincérité, de toute la droiture employées dans cette transaction, qu'il renferme l'historien romancier, pour qu'il ne puisse lui échapper, dans le cercle étroit des simples faits, et lui demande:

1° Est-il vrai ou non que, lorsque les envoyés de Napoléon, expédiés au capitaine Maitland, pour savoir s'il avait connaissance des saufs-conduits promis pour son passage, et s'il pensait que le gouvernement anglais y mît de l'empêchement, celui-ci ait répondu, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même (*page 32 de sa propre Relation*) « qu'il ne saurait dire quelles pouvaient être les intentions de

son gouvernement, mais qu'il allait en référer à son chef? » Or, il savait déjà officiellement, c'est lui-même qui nous l'apprend encore (*pages 18 et 23*), « que les saufs-conduits ne seraient point accordés, qu'il fallait intercepter Napoléon à tout prix, que de sa captivité dépendait le repos de l'Europe, et qu'il existait des ordres pour disposer de sa personne. » Aussi le capitaine Maitland, dans ses dépêches à son amiral (*page 31*), convient-il naïvement que ses réponses n'étaient qu'autant de pièges pour retenir Napoléon et donner le temps à la croisière de recevoir des renforts.

2° Est-il vrai ou non qu'en dépit de ces données positives et officielles, le capitaine Maitland, dissertant avec les envoyés sur la sortie de France de Napoléon, leur ait dit : « Pourquoi ne demanderait-il pas un asile en Angleterre? » C'est toujours lui qui nous l'apprend (*page 36 de sa Relation*). Une telle suggestion n'était donc qu'un piège!

3° Est-il vrai ou non que, lors de la seconde conférence, le capitaine Maitland ait dit au comte de Las Cases que : « conformément à ses ordres, il croyait pouvoir se hasarder à recevoir Napoléon à bord de son vaisseau et le conduire en Angleterre! » Ce sont encore ses propres aveux (*pages 45 et 263*). Il est vrai que plus tard, dans sa dépêche officielle, loin de répéter ces mêmes paroles, il dit que : « craignant l'impossibilité d'empêcher de petits bâtiments de gagner la mer, et regardant comme de la plus grande importance d'obtenir possession de la personne de Bonaparte, *il s'est laissé persuader* d'accéder à la proposition de le recevoir à son bord, et de se rendre avec lui en



Angleterre » (*pages 110 et 111*). Mais comment comprendre et expliquer de pareilles contradictions de la part de cet officier? et comment les croire si l'on n'avait sa relation sous les yeux!

4° Est-il vrai ou non que, M. de Las Cases lui ayant demandé s'il pensait que Napoléon serait bien reçu en Angleterre, il ait répondu « qu'il ne connaissait pas du tout quelle était l'intention du gouvernement anglais, mais qu'il n'avait aucune raison de supposer qu'il ne fût pas bien reçu! » C'est toujours lui qui nous l'apprend (*page 264 de sa Relation*). Or, il savait que sa captivité était résolue, et que des ordres étaient donnés pour disposer de sa personne, ainsi qu'il nous en instruit lui-même (*page 23*), comme nous l'avons déjà dit plus haut.

5° Est-il vrai ou non qu'à la lettre officielle du grand-maréchal (*page 51*) portant que, « d'après le compte rendu par M. le comte de Las Cases à l'Empereur de sa conversation avec le capitaine Maitland » (laquelle conversation contenait l'offre faite par lui capitaine Maitland de recevoir Napoléon et de le conduire en Angleterre), « Sa Majesté, au défaut du sauf-conduit attendu pour les États-Unis, se rendrait volontiers en Angleterre, *comme simple particulier, pour y jouir de la protection des lois du pays*; » est-il vrai ou non, disons-nous, que le capitaine Maitland ait évité soigneusement de répondre à cette lettre parce qu'il lui eût fallu consacrer par écrit les restrictions verbales qu'il prétend avoir si souvent réitérées au comte de Las Cases? Peu de mots pourtant eussent suffi pour éclaircir tout malentendu supposé, mais ils eussent privé le capteur de la pré-

cieuse capture qui faisait l'objet de toute sa convoitise (*pages 69, 85 et autres*); et son silence ici n'est encore qu'un piège.

6° Est-il vrai ou non que la lettre de l'Empereur au prince régent (que l'on trouve partout excepté dans la relation du capitaine Maitland) respire toute la confiance que le capitaine anglais était venu à bout d'inspirer? L'intention, la croyance de Napoléon y sont explicites. Est-il vrai ou non que cette lettre ayant été communiquée, avant l'arrivée de l'Empereur, par le comte de Las Cases au capitaine Maitland, celui-ci n'a point fait la moindre observation relative aux restrictions qu'il prétend avoir si souvent réitérées, et auxquelles cette lettre se trouve si fort en opposition? Une observation pourtant à cet égard eût été alors bien naturelle, mais elle eût pu suffire pour changer la détermination de Napoléon, et dès lors l'attente et les desseins des ministres anglais se trouvaient frustrés : aussi ne fut-elle pas faite.

7° Est-il vrai ou non : 1° que dans la lettre officielle du général Bertrand au capitaine Maitland (*page 51 de la Relation*), il y soit positivement exprimé que l'Empereur se rend en Angleterre *pour y jouir de la protection de ses lois*? 2° Dans sa lettre au prince régent, *qu'il se met sous la protection des lois du peuple britannique*? 3° Qu'en mettant le pied à bord du *Bellérophon*, il ait dit au capitaine Maitland (*page 72 de sa Relation*) *qu'il venait se mettre sous la protection des lois d'Angleterre*? Est-il vrai ou non, dirons-nous, qu'au mépris d'expressions si positives, si réitérées et si connues du capitaine Maitland, ce capitaine, dans son *Rapport officiel* (*page 59*), les ait traduites en celles que



« Napoléon est venu remettre sa personne à la générosité du prince régent ».

8° Est-il vrai ou non que lorsque les généraux Lallemant et Gourgaud demandèrent au capitaine Maitland une espèce de reconnaissance ou d'attestation, qui prouvait leur venue volontaire et confiante à bord du *Bellérophon*, ce qu'il crut être dans l'obligation de leur accorder, le comte de Las Cases lui ait proposé en même temps, pour leur propre garantie mutuelle, d'arrêter une espèce de procès-verbal, ou protocole, de ce qui s'était passé entre eux ; qu'il l'ait rédigé avec une telle impartialité, qu'après l'avoir lu, le capitaine Maitland ait dit qu'il le signerait ; que cet écrit soit demeuré longtemps en cet état sur son bureau, et que, pressé d'en finir, le capitaine ait déclaré franchement qu'il s'y refusait, d'après l'observation faite par quelqu'un survenu depuis (l'amiral Cockburn apparemment) qu'une telle pièce pourrait créer des embarras au gouvernement.

Mais en voilà déjà assez sans doute pour pouvoir prononcer en connaissance de cause.

A présent que les apologistes du gouvernement anglais, ou ses agents, se torturent en tous sens, qu'ils entassent les arguments, dénaturent les faits, créent des circonstances, inventent des conversations et des incidents, qu'ils s'appuient victorieusement sur une erreur de date, vraie ou fausse, qui ne saurait être d'aucun poids, parce qu'elle demeure sans intérêt<sup>1</sup> ; qu'ils se forgent un terrain

<sup>1</sup> Sir Walter Scott et le capitaine Maitland assurent que la lettre de Napoléon au prince régent se trouve datée du 13 juillet, veille même du jour où le comte de Las Cases vint à bord du *Bellérophon* ; et ils en déduisent la preuve évidente que la dé-

pour y combattre avec plus d'avantage ; par exemple : qu'ils reprochent au comte de Las Cases d'avoir avancé qu'on avait fait des conditions avec lui (ce dont ni lui ni la protestation de Napoléon ne disent pas un mot), le tout, afin d'être forts à le nier, qu'on fasse intervenir des témoins pour attester que ces conditions n'ont point été accordées, etc., etc. ; et que de tout cela on déduise imperturbablement qu'il demeure évident que Napoléon n'était qu'un prisonnier de guerre qui s'était livré à discrétion, avait imploré la générosité du gouvernement anglais, avait été traité avec une louable indulgence, etc., etc. Chacun désormais peut décider sans peine entre ce plaidoyer et celui de l'illustre victime, qui de son côté s'écrie et proteste qu'il est venu librement à bord du *Bellérophon*, qu'il y est venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir autorité de le recevoir et de le conduire en Angleterre, si cela lui était agréable ; qu'il s'est présenté de bonne foi pour se

termination de Napoléon de se rendre en Angleterre était déjà arrêtée avant la mission du comte de Las Cases. A cela le comte de Las Cases confesse qu'une pareille date lui deviendrait tout à fait inexplicable, et qu'il ne pourrait l'attribuer qu'à une pure inadvertance ; car il adjure toutes les personnes qui furent présentes à cette circonstance, lesquelles toutes vivent encore : le duc de Rovigo, les généraux Bertrand, Lallemant, Becker, Montholon, Gourgaud, le colonel Planat et sans doute d'autres encore : il les adjure de déclarer si ce ne fut pas aussitôt après son retour que fut tenue l'espèce de conseil où l'Empereur arrêta son départ, et si ce ne fut pas aussitôt après cette décision, que Napoléon écrivit de sa main la minute de sa lettre au prince régent, retranscrite à l'instant même officiellement par le comte Bertrand, au milieu de tous, si bien que plusieurs en prirent des copies. Cette minute existe encore dans les mains du général Gourgaud ; elle ne porte point de date, et les diverses autres copies n'en portaient pas non plus.



mettre sous la protection des lois d'Angleterre ; que si le gouvernement, en donnant les ordres de le recevoir, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon, ne feignant de lui tendre une main hospitalière qu'afin de s'en saisir et de l'immoler.

Mais je reviens aux dictées de l'Empereur ; il dictait toujours sans nulle préparation. Je ne lui ai jamais vu, dans aucun cas, faire de recherche sur notre histoire, ni sur aucune autre ; pourtant personne n'a jamais plus heureusement cité l'histoire, avec plus de justesse, plus à propos, ni plus souvent. On eût dit même qu'il ne la savait qu'en citations, et que ces dernières lui venaient comme par inspirations. C'est ici pour moi le lieu de dire quelque chose qui m'a souvent occupé, sans que j'aie pu me l'expliquer, mais qui est trop remarquable, et dont j'ai été trop souvent le témoin pour le passer sous silence ; c'est qu'on eût dit qu'il existait en Napoléon une foule d'objets qui y demeureraient comme en réserve pour apparaître avec éclat dans les circonstances soignées ; qui, dans les moments d'insouciance, semblaient plus que sommeiller, lui être pour ainsi dire étrangers. Sur l'histoire, par exemple, combien de fois ne m'a-t-il pas demandé si saint Louis était avant ou après Philippe le Bel, ou autre chose semblable. Eh bien, l'occasion arrivait-elle pour lui ? alors il faisait sans hésiter les citations les plus minutieuses ; et, lorsqu'il m'est arrivé de douter parfois et que j'ai été vérifier, le tout était de la plus scrupuleuse exactitude ; je ne l'ai jamais trouvé en défaut.

Autre singularité de même nature : l'Empereur, dans l'oisiveté de la vie et le bavardage, estropiait

souvent les noms les plus familiers, mêmes les nôtres ; et je ne crois pas que cela lui fût arrivé en public. Je l'ai entendu cent fois, dans nos promenades, réciter la fameuse tirade d'Auguste, et jamais il n'a manqué de dire : « Prends un siège, Sylla. » Il faisait, la plupart du temps, des noms propres à sa fantaisie ; et, une fois adoptés, ils demeuraient toujours, bien que nous prononçassions les véritables cent fois par jour à ses côtés ; et si nous eussions adopté les siens, son oreille en eût été choquée. Il en était de même de l'orthographe ; la plupart du temps il n'en écrivait pas un mot, et si nos copies lui eussent été portées avec de pareilles fautes, il s'en fût plaint.

Un jour, l'Empereur me disait : « Vous n'écrivez pas l'orthographe, n'est-ce pas ? » Ce qui fit sourire malignement le voisin, qui prenait cela pour un jugement. L'Empereur, qui s'en aperçut, reprit : « Du moins, je le suppose ; car un homme public et dans les grandes affaires, un ministre, ne peut, ne doit pas écrire l'orthographe. Ses idées doivent courir plus vite que sa main ; il n'a le temps que de jeter des jalons ; il faut qu'il mette des mots dans des lettres, et des phrases dans des mots ; c'est ensuite aux scribes à débrouiller tout cela. » Or, l'Empereur laissait beaucoup à faire aux scribes ; il était leur désolation ; son écriture composait de véritables hiéroglyphes ; elle était illisible souvent pour lui-même. Un jour mon fils, lui lisant un des chapitres de la campagne d'Italie, s'arrête tout court, cherchant à déchiffrer. — « Comment, le petit âne, dit l'Empereur, ne peut pas relire son écriture ? — Sire, c'est que ce n'est pas la mienne. — Et de qui donc ? — Celle de



Votre Majesté. — Comment, petit drôle, prétendez-vous m'insulter ? » Et l'Empereur, prenant le cahier, fut fort longtemps à chercher ; et puis le jeta en disant : « Il a ma foi raison, je ne saurais dire ce qu'il y a. »

Il lui est arrivé souvent de me renvoyer les copistes pour essayer de leur déchiffrer ce qu'il n'avait pu retrouver lui-même.

L'Empereur expliquait la netteté de ses idées et la faculté de pouvoir, sans se fatiguer, prolonger à l'extrême ses occupations, en disant que les divers objets et les diverses affaires se trouvaient casés dans sa tête comme ils eussent pu l'être dans une armoire. « Quand je veux interrompre une affaire, disait-il, je ferme son tiroir, et j'ouvre celui d'une autre. Elles ne se mêlent point, et ne me gênent ni ne me fatiguent point l'une par l'autre. »

Jamais non plus il n'avait éprouvé, disait-il, d'insomnies par la préoccupation involontaire de ses idées. « Veux-je dormir, je ferme tous les tiroirs, et me voilà au sommeil. » Aussi observait-il qu'il avait toujours dormi quand il en avait besoin, et à peu près à volonté.

## CHAPITRE X

---

Mon Atlas. — Fatalisme, etc. — Le gouverneur insiste vainement pour être reçu de l'Empereur.

Mardi 1<sup>er</sup> octobre.

Quand je suis entré chez l'Empereur, il avait mon Atlas entre les mains. Il allait et revenait sur diverses feuilles généalogiques, dont il tient à merveille, désormais, tous les rapports et les nombreuses corrélations. Il l'a refermé disant : « Quel enchaînement ! Comme tout se suit et s'appuie ! comme tout se débrouille, se grave dans l'esprit ! Mon cher, quand vous n'auriez fait que montrer la véritable manière d'apprendre, vous auriez rendu un grand service. Libre à chacun désormais d'habiller votre squelette à sa façon ; on le perfectionnera sans doute encore ; mais l'idée mère vous demeurera, etc. »

Dans divers sujets de conversation qui ont suivi, le fatalisme s'est trouvé mentionné, et l'Empereur a dit à cet égard des choses curieuses et remarquables ; entre autres : « Ne me fait-on pas passer pour imbu du fatalisme, m'a-t-il demandé ? — Mais, oui, Sire, du moins parmi beaucoup de gens. — Eh bien !... Eh bien ! il faut laisser dire ; aussi



bien, on peut vouloir imiter, et cela peut avoir parfois son utilité... Ce que sont les hommes pourtant!... On est plus sûr de les occuper, de les frapper davantage par des absurdités, que par des idées justes; mais un homme de bon sens peut-il bien s'y arrêter un instant! Ce que le fatalisme admet le libre arbitre, ou il le repousse. S'il l'admet, qu'est-ce qu'un résultat déjà fixé d'avance, vous dit-on, et que pourtant la moindre détermination, un seul pas, une seule parole vont faire varier à l'infini? Si le fatalisme, au contraire, n'admet pas le libre arbitre, c'est bien autre chose; alors, quand vous venez au monde, il n'y a plus qu'à vous jeter dans votre berceau, sans vous donner aucun soin; s'il est irrévocablement fixé que vous vivrez, bien qu'on ne vous donne à boire ni à manger, vous grandirez toujours. Vous voyez bien que ce n'est pas une doctrine soutenable, ce n'est qu'un mot. Les Turcs eux-mêmes, ces patrons du fatalisme, n'en sont pas persuadés; autrement il n'y aurait plus de médecine chez eux, et celui qui occupe un troisième étage, ne se donnerait pas la peine de descendre longuement les escaliers; il descendrait tout de suite par la fenêtre, et vous voyez à quelle foule d'absurdités cela conduit, etc. »

Sur les trois heures, on est venu dire à l'Empereur que le gouverneur désirait lui communiquer des instructions qu'il venait de recevoir de Londres. L'Empereur a fait répondre qu'il était malade, qu'on pouvait les lui faire parvenir, ou les communiquer à quelqu'un des siens; mais le gouverneur insistait, disant qu'il voulait lui en faire part directement. Il avait aussi, disait-il, à nous entretenir en particulier, après avoir parlé au général.

L'Empereur ayant refusé de nouveau de le recevoir, il s'est retiré en disant qu'on voulût bien lui faire connaître quand il pourrait voir le général : ce qui pourrait être fort long, l'Empereur, auprès duquel j'étais à cet instant, m'ayant dit qu'il était déterminé à ne jamais plus le recevoir.

Après dîner, l'Empereur s'est fait apporter Valmont de Bomare et Buffon. Il a cherché ce que ces auteurs disaient sur les différentes espèces humaines, sur la différence du nègre et du blanc : il en a été très peu satisfait. Il nous a quittés de bonne heure : il souffrait.

Mercredi 2.

L'Empereur m'avait dit qu'il voulait absolument se remettre à l'anglais, qu'il fallait que je le forçasse chaque matin à prendre sa leçon. Fidèle à cet ordre, je me suis rendu chez lui vers midi et demi ; j'ai été malheureux dans le choix du moment ; l'Empereur, étendu sur son canapé, sommeillait après son déjeuner. J'ai dû le contrarier, et je l'étais fort pour mon compte. Toutefois il n'a pas voulu me laisser ressortir, et a lu de l'anglais pendant près d'une demi-heure. Il n'était pas très bien. Il a fait sa toilette. Comme je lui ai dit que notre travail était prêt, il s'est proposé d'abord de s'occuper des chapitres de la campagne d'Italie, mais il a changé de pensée et a travaillé toute la journée à d'autres objets. . . . .

Vers les cinq heures, il a voulu sortir ; il a trouvé qu'il faisait trop froid. Après dîner, il a voulu vainement essayer de la lecture ; il n'a pu continuer : il se trouvait fatigué, endormi, souffrant, s'est retiré presque aussitôt.



**Jurisprudence, Code; Merlin, etc. — Monuments d'Égypte. —**  
Projet d'un temple égyptien à Paris.

Judi 3.

L'Empereur, après son déjeuner, a fait quelques tours de jardin. Nous étions tous autour de lui; il a causé des communications que le gouverneur avait à nous faire, et a passé en revue les diverses conjectures que chacun de nous formait à cet égard, les unes bonnes, les autres mauvaises. Le temps était supportable: il a demandé la calèche, et nous avons fait le tour du bois. La chaleur, la pesanteur de l'atmosphère, bien que le soleil fût couvert, l'a forcé de rentrer. Il s'est mis au travail, et a dicté à mon fils jusqu'à cinq heures.

Nous avons essayé de nouveau quelques tours de jardin; mais déjà le froid et l'humidité étaient sensibles: il est rentré et m'a dit de le suivre pour causer. Il a feuilleté un ouvrage anglais, et s'est arrêté sur la jurisprudence, les procédures civiles et criminelles des deux pays de France et d'Angleterre, cherchant à les comparer. On sait combien il est fort sur nos codes; mais il connaît peu ceux d'Angleterre; et, à l'exception de quelques points généraux, je n'ai pu répondre à ses questions. Dans le cours du sujet, il a dit: « Les lois qui sont, en théorie, le type de la clarté, ne deviennent que trop souvent un vrai chaos dans l'application. C'est que les hommes et leurs passions détériorent tout ce qu'ils manient, etc... On ne peut échapper à l'arbitraire du juge qu'en se plaçant sous le despotisme de la loi, etc... J'avais d'abord rêvé qu'il serait possible de réduire les lois à de simples démonstrations de géométrie, si

bien que quiconque aurait su lire, et eût pu lier deux idées, eût été capable de prononcer ; mais je me suis convaincu presque aussitôt que c'était une idéalité absurde. Toutefois, ajoutait-il, j'aurais voulu partir d'un point arrêté, suivre une route unique, connue de tous ; n'avoir d'autres lois que celles inscrites dans le seul code, et proclamer, une fois pour toutes, nul et non avenu tout et qui ne s'y trouverait pas compris ; mais avec les praticiens, il n'est pas facile d'obtenir de la simplicité ; ils vous prouvent d'abord qu'elle est impossible, que c'est une véritable chimère ; puis ils essaient de démontrer qu'elle est même incompatible avec la sûreté, l'existence du pouvoir. Celui-ci demeure seul et constamment exposé, disent-ils, aux machinations improvisées de tous ; il lui faut donc au besoin des armes en réserve pour les cas imprévus. Si bien, observait Napoléon, qu'avec quelques vieux édits de Chilpéric ou de Pharamond, déterrés au besoin, il n'est personne qui puisse se dire à l'abri d'être dûment et légalement pendu.

« Au Conseil d'État, disait l'Empereur j'étais très fort, tant qu'on demeurait dans le domaine du code ; mais dès qu'on passait aux régions extérieures, je tombais dans les ténèbres, et Merlin alors était ma ressource ; je m'en servais comme d'un flambeau. Sans être brillant, il est fort érudit, puis sage, droit et honnête ; un des vétérans de la vieille et bonne cause ; il m'était fort attaché.

« A peine le Code eut paru, qu'il fut suivi presque aussitôt, et comme en supplément, de commentaires, d'explications, de développements, d'interprétations, que sais-je ? et j'avais coutume de m'écrier : Eh ! Messieurs, nous avons nettoyé



l'écurie d'Augias, pour Dieu, ne l'encombrons pas de nouveau ! etc. »

A dîner, l'Empereur a dit des choses fort curieuses sur l'Égypte, touchant un des chapitres qu'il avait dictés sur la religion, les usages, etc. Il faisait observer, comme bien digne de remarque, que du même coin de terre étaient sortis les trois cultes qui avaient déraciné le polythéisme, et couvert tout le globe de la connaissance d'un seul Dieu. Alors, analysant de la manière la plus ingénieuse les deux religions de l'Orient et de l'Occident, il disait que la nôtre était toute *spirituelle*, et celle de Mahomet toute *sensuelle* ; que les châtimens dominaient chez nous : c'était l'enfer et ses supplices éternels, tandis que ce n'était que récompenses chez les Musulmans : les houris aux yeux bleus, les bocages rians, les fleuves de lait ; et de là il concluait, en opposant les deux religions, que l'on pourrait dire que l'une était une *menace*, elle se présentait comme la religion de la *crainte* ; que l'autre, au contraire, était une *promesse*, et devenait la religion des *attraits*, etc. On trouvera du reste toutes ces choses et une foule d'autres aperçus, aussi neufs que piquants, dans les chapitres du grand-ma-réchal.

De là l'Empereur est revenu à son expédition de Syrie, et a posé comme principal but de l'expédition d'Égypte l'ébranlement de la puissance anglaise dans les quatre parties du monde, en amenant une révolution capable de changer toute la face de l'Orient, et de donner de nouvelles destinées aux Indes. L'Égypte, disait-il, devait nous tenir lieu de Saint-Domingue et de nos colonies d'Amérique, concilier la liberté des noirs avec la

prospérité de notre commerce, etc. Cette nouvelle colonie eût ruiné les Anglais en Amérique, dans la Méditerranée, et jusque sur les bords du Gange, etc., etc.

Puis répondant aux reproches qu'on lui avait fait d'avoir déserté son armée, il disait : « Je n'avais fait qu'obéir au cri de la France, qui me rappelait pour la sauver, et j'en avais le droit : j'avais reçu du Directoire carte blanche pour toutes mes opérations dans le bassin de la Méditerranée, en Afrique et en Asie ; j'avais des pouvoirs en règle pour traiter avec les Russes, les Turcs, les Barbaresques et les princes de l'Inde. Je pouvais à mon gré me nommer un successeur, ramener l'armée, ou revenir de ma personne si ie le jugeais à propos. »

Et revenant au sol égyptien, il trouvait que tout ce qu'il avait vu en Egypte, et principalement tous ces fameux débris tant vantés, ne sauraient néanmoins supporter la comparaison, ni donner l'idée de Paris et des Tuileries. La seule différence de l'Égypte à nous, était, à son avis, que l'Égypte, grâce à la pureté de son ciel et à la nature de ses matériaux, laissait subsister des ruines éternelles ; tandis que notre température européenne n'en admettait point chez nous, où tout se trouvait rongé et disparaissait en peu de temps. Des milliers d'années, disait-il, laissaient des vestiges sur les bords du Nil ; on n'en trouverait pas après cinquante ans sur les bords de la Seine. Il regrettait fort, du reste, de n'avoir pas fait construire un temple égyptien à Paris : c'était un monument, disait-il, dont il voudrait avoir enrichi la capitale, etc.



Ressources dans l'émigration; anecdotes, etc. — Communications officielles. — Nouvelles offenses.

Vendredi 4.

Sur le midi, je suis entré chez l'Empereur, qui a pris une très bonne leçon d'anglais dans *Télémaque* : il s'est résolu à reprendre ma méthode; il l'apprécie, et en éprouve, dit-il, tout le bénéfice. Il me trouvait, observait-il, de grandes dispositions à être un fort bon maître d'école; et je répondais que c'était le fruit de mon expérience. Il m'a fait entrer alors dans beaucoup de détails sur le temps où je donnais des leçons à Londres, durant mon émigration, et s'en amusait fort, « Mais au fait, a-t-il dit, vous autres, vous avez dû honorer le métier, sinon par votre science, du moins par vos manières. » Et je lui ai appris alors qu'un de nos princes avait donné des leçons de mathématiques dans son émigration. « Et ce seul acte, s'est-il écrié vivement, en fait un homme; il atteste quelque mérite; assurément, voilà un des plus grands succès de M<sup>me</sup> de Genlis. » Et je lui ai rendu une anecdote singulière qu'on m'avait racontée à ce sujet.

« Le prince, disais-je, était en Suisse; il se trouvait avoir besoin de cacher soigneusement son existence, et voulait prendre un nom qui eût l'air de quelque vérité. Un de nos évêques du Midi n'imagina rien de mieux que de lui donner celui d'un jeune Languedocien alors à Nîmes, et très zélé protestant, ce qui convenait fort en cet instant, parce que le prince se trouvait dans un canton protestant, n'y ayant certainement nulle apparence, observait l'évêque, qu'il vînt jamais le

démentir. Or, il était arrivé que le jeune homme avait marché aux armées, qu'il était devenu aide de camp de M. de Montesquiou, et qu'à peu de temps de là, il avait précisément émigré en Suisse, avec son général. Quelle ne fut pas sa surprise de se trouver à table d'hôte avec quelqu'un qui avait son nom, sa religion, était de sa ville ! C'était précisément la scène des deux Sosie ; mais ce qu'il y avait de plus plaisant, c'est que le nouveau venu avait aussi changé son nom et se cachait soigneusement. On ne trouve de ces incidents que dans les romans, et on ne les croit pas possibles. Peut-être celui-ci a-t-il été un tant soit peu arrangé ; cependant, je croirais presque pouvoir affirmer le tenir de la bouche même du véritable Sosie. »

Mais, observait ensuite l'Empereur, ceux de vous autres émigrés qui vous étiez créé des ressources au dehors, en rentrant en France, vous avez dû vous trouver dépaysés, ruinés de nouveau ? — Oui, sans doute, Sire ; car nous ne retrouvions rien, et nous venions d'abandonner le peu que nous nous étions fait, mais nous n'avions pas calculé. L'impatience de revoir le sol natal l'avait emporté ; aussi beaucoup se trouvèrent bientôt dans le plus grand dénûment, sans quoi que ce fût au monde, bien que de grandes connaissances d'intimité, de familiarité même avec beaucoup de grands personnages du jour, de vos ministres, Sire, de vos conseillers d'État et autres ; circonstance qui suscita une saillie assez plaisante à l'un de nos *esprits* : rencontrant, dans le salon de la marine, l'un des siens, et tous deux fort embarrassés de leur subsistance, il s'écria en forme de consolation : Mon cher, si nous venons à mourir de faim, nous pour-



rons encore avoir deux ou trois ministres à notre enterrement.

L'Empereur en a beaucoup ri, et convenait que le mot peignait à merveille la situation du temps et des choses.

Après la leçon d'anglais et la conversation qui a suivi, l'Empereur est sorti pour se promener. Nous avons gagné le fond du bois où la calèche est venue nous joindre.

Au retour de la promenade, le docteur est venu dire à l'Empereur que le colonel Reade, qu'il avait consenti de recevoir en lieu et place du gouverneur, demandait à lui être présenté. Cet officier a remis à l'Empereur une note assez longue. L'Empereur m'a appelé pour en être l'interprète. C'étaient les communications que sir Hudson Lowe avait vainement essayé, durant trois ou quatre jours, de faire lui-même en personne. C'était une satisfaction qu'il se ménageait vis-à-vis de l'Empereur, car elles étaient exprimées dans les termes les plus offensants. Ce trait est caractéristique, il n'a pas besoin de commentaire. On trouvera cette note aux pièces officielles, où j'y reviendrai lorsqu'elle aura amené un résultat<sup>1</sup>. La dureté des expressions, et surtout la menace qui s'y trouvait souvent répétée contre nous, d'être arrachés d'auprès de l'Empereur, nous a occupés désagréable-

<sup>1</sup> On a dû voir que je renvoie souvent aux pièces officielles. Si on ne les trouve pas ici, ce n'est pas ma faute. L'Empereur m'avait chargé, à Longwood, de les garder toutes et de les tenir classées; leur ensemble composait nos petites archives; je comptais y avoir recours au besoin; mais lors de mon enlèvement par sir Hudson Lowe, et de la saisie de tous mes papiers, je me trouvai séparé de ces pièces, que je n'ai plus le moyen de me procurer aujourd'hui.

## LE MÉMORIAL DE SAINTE-HÉLÈNE

ment et a répandu, sur nous tous, beaucoup de sombre tout le reste du jour.

L'Empereur lit mon journal et me dicte. — Conférence entre le grand-maréchal et le gouverneur.

Samedi 3.

J'étais encore couché lorsque, d'assez bon matin, j'ai entendu la porte de ma chambre s'ouvrir doucement : elle est si encombrée par mon lit et celui de mon fils, qu'on arrive difficilement à moi. J'ai aperçu un bras entr'ouvrant avec autorité mon rideau ; c'était celui du maître. Heureusement je me trouvais entre les mains un ouvrage de géométrie, ce qui l'a édifié, et sauvait, a-t-il dit, ma réputation. Je me suis jeté à bas, et en peu d'instants j'ai eu rejoint l'Empereur, qui seul gagnait le bois. Il a causé fort longtemps des événements de la veille. Il est rentré pour se mettre au bain, étant fort souffrant ; il avait passé une mauvaise nuit.

A une heure, il m'a fait appeler ; il était au salon : il désirait prendre sa leçon d'anglais. La chaleur était forte, le temps très lourd. L'Empereur, fort abattu, n'a pu se livrer au travail ; il a sommeillé à diverses reprises ; je veillais à côté de lui. Enfin il s'est décidé à prendre le dessus, a-t-il dit en se levant ; il a gagné la salle de billard, pour respirer un peu le grand air.

Causant des campagnes d'Italie, il m'a demandé ce que j'avais fait des premiers brouillons, remarquant que tous les chapitres avaient dû être copiés plusieurs fois. Je lui ai dit que j'avais conservé le tout précieusement. Il m'en a fait apporter tout ce qui demeurait en dehors de deux exemplaires



complets, et l'a envoyé brûler au feu de la cuisine.

Je dois avoir dit plus d'une fois que l'Empereur savait que je tenais mon journal. C'était demeuré un secret rigoureux pour tout le monde, aussi l'Empereur ne m'en parlait-il jamais qu'à la dérobée, ou quand nous nous trouvions seuls. Il me demandait souvent si je le continuais toujours, et ce que je pouvais y mettre. — « Sire, tout ce que dit et fait Votre Majesté du matin au soir et chaque jour. — Vous devez donc avoir là, disait-il, un furieux rabâchage, et beaucoup de choses inutiles? Mais n'importe, continuez, un jour nous le verrons ensemble. »

Toutes les fois qu'il entra dans ma chambre, il y apercevait le fidèle Aly, dont la complaisance, dans ses moments perdus, était employée à recopier discrètement ce journal. D'ordinaire l'Empereur venait alors jeter les yeux sur le travail d'Aly, et après en avoir parcouru deux ou trois lignes, c'est-à-dire après l'avoir reconnu, il s'en éloignait ou parlait d'autre chose, sans jamais avoir touché ce sujet. Cela lui était arrivé précisément encore ce matin; il se l'est rappelé, et m'a dit qu'il voulait voir enfin *ce fameux fatras*. Mon fils a été chercher le premier cahier, et la lecture a duré plus de deux heures. Le préambule, qui m'est tout à fait personnel, a mérité son attention; il s'en est montré satisfait, l'a relu et a terminé en disant : « C'est bien, très bien; voilà un bel héritage pour le petit Emmanuel. » Quant au journal il en a approuvé la forme et l'ensemble; il a fait quelques corrections de sa propre main, sur ce qui concernait sa famille et son enfance, et faisant prendre la plume à mon

fils, il s'est mis à dicter des détails sur Brienne, le père Patrault, etc.

En finissant, il m'a dit vouloir reprendre ce travail désormais ; qu'il lui plaisait, et qu'il me promettait, puisque je semblais les aimer, bon nombre d'anecdotes, surtout sur Alexandre et les autres souverains, etc.

Puis il a gagné la calèche, où je suis monté seul avec lui, et le journal a fait la conversation de toute la promenade. L'Empereur s'est fort étendu sur ce sujet ; l'idée lui en plaisait beaucoup : il m'a dit plusieurs choses à cet égard, concluant que ce pourrait devenir, par les circonstances particulières, un ouvrage unique, un trésor sans prix pour son fils, etc., etc.

Au retour de la promenade, nous avons trouvé le grand-maréchal ; il arrivait de Plantation-House, où il avait été au sujet des communications d'hier. Nous avions attendu avec inquiétude ce qu'il pourrait rapporter. Il nous a appris qu'il ne s'était agi de rien moins que de voir quatre de nous séparés de l'Empereur. Il était encore un grand nombre d'autres points fort mauvais ; mais celui-là les absorbait tous dans notre esprit ; enfin le gouverneur avait conclu à n'éloigner que le Polonais et trois domestiques. Toutefois j'étais celui, à ce que rapportait le grand-maréchal, sur lequel l'orage avait grondé ; j'étais celui dont le gouverneur s'était plaint davantage ; celui qu'il eût indiqué, s'il ne m'eût cru trop utile à l'Empereur, avait-il dit. Il se plaignait de ce que j'écrivais sans cesse en Europe, déclamant toujours, disait-il, contre le gouvernement, son injustice, les oppressions qu'on exerçait sur nous ici, etc. Il se plaignait de ce que



j'entretenais les étrangers qui venaient à Longwood, de l'Empereur, de manière à les y intéresser ; de ce que je cherchais partout à lier des communications au dehors, et il a rappelé M<sup>me</sup> Sturmer ; de ce que j'avais adressé en Europe, ou essayé d'y faire parvenir diverses pièces, etc., etc. Toutefois, après s'être montré si fort animé contre moi, et quel qu'ait été son motif, il a complètement adouci la chose par des observations emmiellées tout à fait obligeantes, disant qu'il n'avait pas dû avoir lieu d'attendre tout cela d'une personne de tant d'instruction et d'une si belle réputation, connue aujourd'hui, pouvait-il dire, de toute l'Europe, etc.

Après dîner, l'Empereur s'est amusé à résoudre des problèmes de géométrie et d'algèbre : cela lui rappelait son jeune temps, disait-il, et il nous étonnait fort de l'avoir si peu oublié.

Mon Journal ; circonstance particulière. — Empire de l'opinion. Talma ; Crescentini, etc.

Dimanche 6, Lundi 7.

Ces deux jours ont amené une circonstance particulière, qui tient de trop près à la nature de mon recueil, pour que je pense à l'omettre. On vient de lire tout à l'heure que l'Empereur avait été fort content de mon journal ; il y était revenu maintes fois dans le courant du jour, témoignant constamment qu'il aurait un vrai plaisir désormais à le parcourir et à le rectifier. De mon côté, on doit juger quelle devait être toute ma joie et ma satisfaction. Je touchais donc enfin à ce moment tant désiré, et sur lequel je n'avais jamais cessé de compter, où ce

que j'avais recueilli à la hâte, et peut-être fautive-  
ment, allait recevoir un salutaire redressement,  
une inestimable sanction. Les points incomplets  
seraient développés, les lacunes se rempliraient,  
les obscurités recevraient la lumière. Quel trésor  
de vérités historiques, de nœuds, de secrets poli-  
tiques j'allais recevoir ! C'était dans ces disposi-  
tions, et triomphant, que je me présentai le pre-  
mier jour, à l'heure habituelle, avec mon journal ;  
mais l'Empereur se mit à dicter sur tout autre sujet  
et force fut de se plier au contre-temps. Le lende-  
main même chose. Cette fois je voulus rappeler à  
l'Empereur mon journal ; mais il ne m'entendit  
pas, et je compris. Je connaissais désormais Na-  
poléon si bien ! il avait au dernier degré l'art de ne  
pas entendre : il l'employait souvent et toujours  
avec intention. C'en fut donc assez pour moi, je  
n'y revins plus. Toutefois son motif m'occupa  
d'abord beaucoup, et je finis par en trouver plu-  
sieurs que le lecteur supposera peut-être aussi ; et  
puis encore, c'est que l'occasion ne se représenta  
plus. A peu de jours de là, je fus arraché d'auprès  
de lui, car mon heure était venue, sans que rien  
néanmoins m'eût fait pressentir le moindrement du  
monde ce sinistre événement.

Je viens d'appuyer sur cette circonstance, avec  
une scrupuleuse exactitude, comme un nouveau  
garant de ma bonne foi, et afin d'assigner la nature  
précise de mon journal. Le fond des idées, les  
grandes surtout, ne saurait être douteux ; mais,  
quant aux détails, que d'erreurs involontaires  
peuvent s'être glissées dans une rédaction rapide,  
qui n'a pas été redressée par le seul qui pouvait le  
faire.



L'Empereur, durant sa toilette, et en attendant le grand-maréchal pour retravailler encore, s'est mis à causer d'objets divers.

La conversation l'a conduit à parler de l'empire de l'opinion, sur lequel il revient souvent. Il peignait le mystérieux de sa marche, l'incertitude, le caprice de ses décisions. De là il est passé à notre délicatesse nationale, exquise, disait-il, en fait de bienséance ; à la susceptibilité louable de nos mœurs ; à la grâce, à la légèreté qu'elles requerraient dans le pouvoir, si celui-ci est tenté d'oser les manier.

« Dans mon système, observait-il, de mêler tous les genres de mérite, et de rendre une seule et même récompense universelle, j'eus la pensée de donner la croix de la Légion d'honneur à Talma ; toutefois je m'arrêtai devant le caprice de nos mœurs, le ridicule de nos préjugés, et je voulus, au préalable, faire un essai perdu et sans conséquence : je donnai la Couronne de Fer à Crescentini. La décoration était étrangère, l'individu aussi ; l'acte devait être moins aperçu, et ne pouvait compromettre l'autorité, tout au plus que lui attirer quelques mauvaises plaisanteries. Eh bien ! résumait l'Empereur, voyez pourtant quel est l'empire de l'opinion et sa nature ; je distribuais des sceptres à mon gré, l'on s'empressait de venir se courber devant eux, et je n'aurais pas eu le pouvoir de donner avec succès un simple ruban ; car je crois que mon essai tourna fort mal ? — Oui, Sire, a répondu quelqu'un, très mal. Il fit grand bruit dans tout Paris ; il emporta l'anathème de tous les salons ; la malveillance s'en donna à cœur joie, et fit des merveilles. Cependant, dans une des belles

soirées du faubourg Saint-Germain, l'indignation qu'elle avait créée se trouva noyée tout à coup par un bon mot. C'était une abomination, disait un beau parleur, une horreur, une véritable profanation. Et quel avait pu être le titre d'un *Crescentini*? s'écriait-il. Sur quoi la belle M<sup>me</sup> Grassini, se levant majestueusement de son siège, lui répliqua du geste et du ton le plus théâtral: « *Et sa blessure* donc, Monsieur, pour quoi la comptez-vous? » Ce fut alors un tel brouhaha de joie, d'applaudissements, que la pauvre M<sup>me</sup> Grassini se trouva fort embarrassée de son succès. »

L'Empereur, qui entendait cette anecdote pour la première fois, en a beaucoup ri; il y est revenu souvent, et l'a parfois racontée à son tour.

A dîner, l'Empereur nous disait qu'il avait travaillé douze heures; et nous observions que sa journée n'était point encore finie: cependant il avait l'air souffrant et se montrait très fatigué.

Combat d'Ulysse et d'Irus. — Noverraz serait notre roi, etc.

Mardi 8.

En entrant aujourd'hui chez l'Empereur, je l'ai trouvé occupé à lire les journaux des *Débats* dernièrement arrivés. A trois heures, il a fait sa toilette. Son premier valet de chambre se trouvait malade; il a répété plusieurs fois à ce sujet, durant sa toilette, qu'il s'en apercevait bien, que ceux qui le remplaçaient n'avaient ni son habitude ni son adresse.

Le temps était supportable; nous avons marché vers le fond du bois, où la calèche devait venir nous prendre.



Je me trouvais une somme disponible à Londres ; je l'y avais apportée dans ma course de 1814. Les terribles souvenirs de mon émigration, et les chances nouvelles m'avaient inspiré cette prudence : j'en recueillais le fruit. J'étais, par cette circonstance, celui de nous tous à Saint-Hélène qui se trouvait le plus à son aise ; et ce qui me rendait cette somme un vrai trésor, c'était le bonheur de pouvoir la déposer aux pieds de l'Empereur. Je la lui avais déjà offerte plusieurs fois ; je lui en réitérai encore l'offre en ce moment, en lui retraçant les outrages que le gouvernement venait de renouveler. M<sup>me</sup> de Montholon, qui venait après nous, nous a rejoints précisément en cet instant : elle faisait observer à l'Empereur qu'il marchait si vite qu'elle avait craint de le perdre ; mais que mes gesticulations lui avaient servi de point de vue, et qu'elle s'embarrassait fort d'en deviner la cause. « Madame, lui a dit l'Empereur avec une grâce charmante, il s'agitait pour me faire accepter ses générosités ; il s'offrait de nous faire vivre. »

Nous sommes rentrés presque aussitôt, il faisait très humide, et l'Empereur se plaignait de ses dents. Depuis quelque temps il a des fluxions presque continuelles. Après le dîner, il a repris l'Odyssée ; nous en étions au combat d'Irus contre Ulysse, sur le seuil de son propre palais, tous deux en mendians.

L'Empereur désapprouvait fort cet épisode ; il le trouvait misérable, sale, inconvenant, indigne d'un roi. « Et puis, ajoutait-il, après avoir épuisé tout ce que j'y trouve de mauvais, je devine ce qui m'affecte encore, je me mets à sa place, c'est la crainte d'être rossé par un misérable ; il n'est pas

donné à tout prince, à tout général, d'avoir les épaules de ses gardes ou des grenadiers ; n'est pas portefaix qui veut. Le bon Homère remédie à tout cela en faisant ses héros autant de colosses ; mais il n'en est pas ainsi parmi nous. Où en serions-nous, nous autres tous, a-t-il dit en parcourant de l'œil chacun de nous, si l'on en était encore au bon temps où la force du bras était le véritable sceptre ? Voilà Noverraz (son valet de chambre) qui nous sert, il serait notre roi à tous. Il faut donc convenir, a-t-il continué, que la civilisation fait tout pour l'âme, et la favorise entièrement aux dépens du corps. »

Le Polonais aux arrêts par le gouverneur. — Paroles de l'Empereur sur son fils et sur l'Autriche. — Nouvelles vexations. — Nouveaux outrages. — Paroles sur lord Bathurst. — Nouvelles restrictions. — Observations dictées par Napoléon.

Mercredi 9.

Nous marchions pour gagner la calèche ; chemin faisant, on nous a appris que le gouverneur venait de mettre le Polonais aux arrêts. C'est un essai, c'est un avertissement sans doute qu'il veut nous donner. La terreur est le moyen qu'il semble vouloir employer depuis l'arrivée des dernières instructions : il s'y montre habile ; nous verrons jusqu'à quel point il ira.

En entrant chez l'Empereur avant dîner, je l'ai trouvé triste, préoccupé, sombre. La conversation l'a conduit à mentionner l'Autriche ; il s'est étendu sur ses torts envers lui, sur les grandes fautes de sa politique, etc. Il a peint la faiblesse du souverain, qui n'a montré d'énergie, disait-il, que pour se perdre en morale aux yeux des peuples.



Il s'est arrêté sur la vénalité, la dépravation, l'immoralité de ceux qui ont conseillé et accompli. De là il est passé à l'aveuglement de la politique de l'Autriche ; il a peint sa position fausse et dangereuse. « Elle se trouvait, disait-il, dans un péril des plus imminents, se laissant complaisamment embrasser en front par un colosse, quand elle n'avait pas à reculer d'un pas ; car sur ses derrières et sur son flanc elle n'avait que des abîmes, etc. »

De là, l'Empereur est arrivé naturellement à parler de son fils. « Quelle éducation lui donnera-t-on, disait-il ? De quels principes nourrira-t-on son enfance ? Et, s'il allait avoir la tête faible ! s'il allait tenir des légitimes ! Si on allait lui inspirer l'horreur de son père ! Cette idée fait frémir ! observait-il douloureusement. Et pourtant quel pourrait être le contre-poison à tout cela ? Il ne saurait y avoir désormais d'intermédiaire sûr, de tradition fidèle entre lui et moi ? Tout au plus un jour mes Mémoires et peut-être aussi votre Journal. Mais encore pour surmonter le pli, les impulsions de l'enfance, pour vaincre les vices de l'entourage, faut-il déjà une certaine capacité, une certaine force de tête, un jugement tranchant, décisif, et tout cela est-il donc si commun !... » Et il avait l'air profondément affecté. « Mais parlons plutôt d'autre chose », a-t-il prononcé fortement. Et il n'a parlé de rien.

Nous nous sommes mis au travail. Après quelques heures, le grand-maréchal m'a remplacé.

En sortant à son tour de chez l'Empereur, il m'a dit que j'étais demandé de nouveau pour traduire un gros paquet du gouverneur. Mes yeux, qui se

perdent tout à fait, m'ont forcé d'aller employer ceux de M. de Montholon.

En voici le contenu : 1° Une partie des nouvelles restrictions qu'on nous impose, dans lesquelles l'Empereur est traité d'une manière qu'on pourrait appeler curieuse dans l'excès de l'indécence et de l'outrage, allant jusqu'à lui prescrire la nature et l'étendue des paroles qu'on lui permet. Le croirait-on jamais?... Les pièces feront foi. (Voyez plus loin, à la fin du jour.)

2° La forme de la déclaration qu'on présente à notre signature. Le tout respire, du reste, les vexations les plus arbitraires et les plus inutiles, assaisonnées de tout ce que peut dicter la vengeance armée du pouvoir.

3° Enfin, une lettre du gouverneur au grand-maréchal, calquée sur la note présentée par le colonel Reade, dont je fis lecture à l'Empereur, et que le colonel ne voulait pas laisser : j'en ai fait mention plus haut. Toutefois, certains points très essentiels étaient ici très habilement supprimés ou modifiés ; l'Empereur a souvent remarqué que c'était là un des talents spéciaux du gouverneur. Je vais consigner ici ce qui m'en était resté. Bien que le résultat d'une simple lecture, et traduite à mesure à l'Empereur, j'oserai néanmoins en garantir l'exactitude.

« Les Français qui désireraient demeurer auprès du général Bonaparte étaient astreints à signer la formule littérale qui leur serait présentée, et par laquelle ils se soumettaient à toutes les restrictions que l'on imposerait au général. Cette obligation devait être regardée comme perpétuelle. Ceux qui s'y refuseraient seraient envoyés au cap de Bonne-



Espérance : la suite du général devait être réduite de quatre personnes. Ceux qui demeureraient seraient comme s'ils étaient nés Anglais, assujettis aux lois faites pour garantir la réclusion du général Bonaparte, c'est-à-dire la peine de mort en cas qu'on se prêtât à son évasion. Chacun des Français qui se permettrait des injures, des réflexions, ou une mauvaise conduite envers le gouverneur ou le gouvernement, serait sur-le-champ expédié au cap de Bonne-Espérance, d'où il ne lui serait fourni aucun moyen de retourner en Europe, le tout, dans ce cas, devant être *à ses frais*. »

Pendant le dîner et la plus grande partie du soir, ces pièces ont été le sujet de la conversation. L'article de la lettre du gouverneur transmettant les instructions des ministres, et portant que ceux de nous qui manqueraient d'égards pour le gouverneur ou se montreraient autrement répréhensibles, seraient envoyés au Cap et de là en Europe; et que, dans ce cas, on y insistait fortement, ce serait *à nos frais*, nous a fort réjouis. Comme nous nous égayions beaucoup sur cette tournure, l'Empereur a dit : « Je conçois que ce genre de menace vous étonne et vous paraisse ridicule ; mais il est des plus simples pour lord Bathurst, et je suis sûr qu'il n'imagine pas de plus terribles punitions au monde. Voilà les mœurs de la boutique. »

L'Empereur a fini la soirée en nous lisant *Adélaïde Du Guesclin*. Il y a une belle tirade sur les Bourbons ; l'Empereur, après l'avoir lue, a dit : « Ne s'était-on pas avisé, au temps de ma puissance, de la supprimer au théâtre, craignant qu'elle ne me blessât ! Le hasard me le fit savoir, et j'ordonnai de la rétablir. C'était ainsi qu'il en

était d'une foule de choses. On a mis souvent bien de la gaucherie à vouloir me servir ou m'être agréable. »

*N. B.* — Nous transcrivons ici les restrictions mentionnées quelques lignes plus haut. Elles sont curieuses de leur nature, et serviront plus que beaucoup de raisonnements à donner une idée juste de notre situation ; mais ce qui achève de donner du prix à cette pièce, c'est que les observations qui accompagnent chaque article sont de Napoléon lui-même qui les y annexa plus tard dans l'espoir de les faire parvenir en Europe.

---

#### RESTRICTIONS FAITES PAR SIR HUDSON LOWE,

Communiquées à Longwood le 19 octobre 1816<sup>1</sup>.

#### TEXTE DES RESTRICTIONS

« 1° Longwood, avec la route par Hutt'sgate, le long de la montagne jusqu'au poste des Signaux, près d'*Alarm-House*, sera établie comme limite. »

*Observation.* — Le prédécesseur de sir Hudson Lowe avait étendu la ligne des limites sur les sommets des montagnes ; mais s'étant aperçu, une quinzaine de jours après, qu'en déplaçant un peu le poste des soldats, il comprendrait dans les limites la maison et le jardin du secrétaire général Brooke, il se hâta de faire ce changement.

<sup>1</sup> Ces restrictions avaient déjà été mises à exécution par différents ordres secrets, depuis le mois d'août précédent, et le gouverneur ne les communiqua jamais aux officiers anglais de service, honteux sans doute de leur contenu.



A environ quatre-vingts toises de la route est le jardin de Corbett, où sont huit ou dix chênes qui donnent un peu d'ombrage; on y trouve une fontaine et quelque fraîcheur<sup>1</sup>. Par les nouvelles restrictions, en ne permettant plus que la grande route, on a substitué une simple ligne à une surface, et on a exclu des limites la maison du secrétaire, et le jardin Corbett.

« 2° Des sentinelles marqueront les limites que personne ne pourra traverser pour approcher de la maison de Longwood, ou de son jardin, sans la permission du gouverneur. »

*Observation.* — D'après les premiers règlements auxquels était soumis notre établissement dans cette île, et que le gouvernement anglais a approuvés, voici comment on venait à Longwood. Le gouverneur, l'amiral, le colonel commandant le régiment et le camp, les deux membres du conseil de la compagnie des Indes et le secrétaire général, qui étaient les principales autorités de l'île, pouvaient traverser la ligne des sentinelles sans aucune passe ou permission de qui que ce soit. Les habitants devaient avoir une permission du gouverneur; les marins, de leur amiral; les soldats, de leur colonel; et enfin, les habitants, les marins, les officiers, pouvaient tous venir avec une permission du comte Bertrand, lorsque l'Empereur les faisait demander. Cet arrangement, qui subsista huit mois, n'eut aucun inconvénient: par le règlement actuel, qui est en force depuis le mois d'août,

<sup>1</sup> Le lieu décrit ici par Napoléon est précisément son tombeau!!!

mais qui n'a été communiqué que par cet article, nous sommes gardés au secret, sans que nous ayons aucun commerce avec les habitants : ces derniers, les officiers et les marins répugnent également à l'idée d'avoir à aller demander au gouverneur la permission de se rendre à Longwood, et d'avoir à subir un interrogatoire sur le motif qui les y fait aller. Les étrangers, soit officiers, soit fonctionnaires, venant des Indes, qui touchaient cette île, et qui désiraient voir l'Empereur, se présentaient ordinairement chez le comte Bertrand, qui leur disait le jour et l'heure où ils seraient reçus. Durant leur séjour dans l'île, ils étaient regardés comme citoyens; et avec des permissions du comte Bertrand, ils pouvaient, lorsque cela leur plaisait, venir visiter Longwood : et encore une fois, cet arrangement subsista huit mois sans qu'il en résultât aucun inconvénient. S'il arrivait quelques étrangers qui attiraient les soupçons du gouverneur, il pouvait aussitôt défendre leur débarquement ou les empêcher de passer le premier poste. Enfin le gouverneur, par le rapport des sentinelles, savait tous les jours le nom des personnes venues à Longwood, mais, lorsque tout cela fut changé dans le mois d'août, le gouverneur essaya de nous imposer l'obligation de recevoir les étrangers auxquels il voulait être agréable, de les recevoir le jour qu'il lui plairait. C'était le comble de l'outrage !!! L'Empereur fut obligé de déclarer qu'il ne verrait plus personne, et il termina ainsi toutes ces insultes.

« 3° La route à gauche de Hutt'sgate qui retourne par *Woodridge* à Longwood n'ayant jamais



été fréquentée par le général Bonaparte depuis l'arrivée du gouverneur, le poste qui l'observait sera en grande partie retiré. Cependant, toutes les fois qu'il voudrait aller à cheval dans cette direction, en prévenant l'officier à temps, il n'éprouvera aucun obstacle. »

*Observation.* — Dans la première observation on a prouvé que les limites avaient été réduites de ce côté ; ici elles sont bien plus réduites encore. C'est une étrange manière de raisonner que de prendre cette décision, sous le prétexte que la vallée n'a pas été fréquentée pendant six mois. Il est vrai que depuis plusieurs mois Napoléon, tourmenté par les vexations du commandant, n'est point sorti. De plus, une partie de la vallée n'est point praticable en temps de pluie ; dans l'autre partie on a formé un camp. Cependant lord Bathurst dit dans son discours au Parlement : « Que cette route n'avait été défendue que lorsqu'on s'aperçut qu'il (le général Bonaparte) avait abusé de la confiance qu'on avait en lui pour essayer de corrompre les habitants. » Mais ici il est en contradiction avec sir Hudson Lowe. L'offre que l'on fait de se promener dans cette vallée lorsqu'on le désirait est évidemment illusoire ; les détails ordonnés pour l'exécution la rendent impossible. Cette offre n'a pu être et n'a pas été accomplie. En perdant cette promenade, il est devenu impossible d'aller dans le jardin de Miss Mason, où se trouvent quelques grands arbres qui donnent de l'ombre. De sorte qu'il n'y a plus un point, dans les limites où les détenus peuvent se promener, où ils puissent trouver un peu d'ombre et une fontaine ; dans le reste de l'enceinte on a placé des sentinelles. Sous prétexte de ma-

l'entendu dans les ordres ou autrement, toute personne peut être arrêtée, et cela est arrivé plusieurs fois aux officiers français.

« 4° S'il (le général Bonaparte) voulait prolonger sa promenade dans quelque autre direction, un officier de l'état-major du gouverneur (s'il en est informé à temps) sera prêt à l'accompagner. Si le temps manquait, l'officier de service à Longwood le remplacerait.

« L'officier qui le surveille a ordre de ne point l'approcher, à moins qu'il ne soit demandé, et de ne jamais surveiller sa promenade, excepté pour ce que lui commande son service, c'est-à-dire de veiller à tout ce qui pourrait, dans ces promenades, s'écarter des règles établies, et de l'en avertir respectueusement. »

*Observation.* — Ceci est inutile, l'Empereur ne sortira pas tant qu'il verra le désir de le soumettre à une inspection directe et publique. En outre, les officiers de l'état-major ont ordre de faire un rapport de tout ce que les Français peuvent avoir dit en conversation avec eux. Ceci fournit des occasions à la calomnie. Plusieurs officiers ont refusé de jouer ce rôle honteux, et ont déclaré qu'ils n'étaient pas des espions, pour répéter les conversations qu'on pouvait avoir avec eux dans l'intimité d'une promenade.

« 5° Les règlements déjà en force pour empêcher les communications avec qui que ce soit, sans la permission du gouverneur, doivent être strictement exécutés. En conséquence, il est requis du général Bonaparte qu'il s'abstienne d'entrer dans



aucune maison, ou d'engager aucune conversation avec les personnes qu'il pourrait rencontrer (excepté ce que demandent les saluts et les politesses ordinaires qu'il aurait à rendre), à moins que ce ne soit en présence d'un officier anglais. »

*Observation.* — Jusqu'ici cet excès d'outrage avait été éludé. L'Empereur ne reconnaît, ni dans le gouverneur, ni dans ses agents, le droit de lui rien imposer. Mais quel est l'objet de cet article ? D'insulter le caractère des détenus et de les avilir !!! de chercher à faire naître des querelles avec les sentinelles. L'enceinte est moralement annulée, puisqu'on ne peut parler à personne, ni entrer dans aucune maison. Ceci est si extraordinaire, qu'on est obligé de croire, ce que plusieurs personnes soupçonnaient déjà, que sir Hudson Lowe est quelquefois sujet à des *vertiges*.

« 6° Les personnes qui, avec le consentement du général Bonaparte, peuvent toujours recevoir des permissions pour le visiter, ne peuvent, malgré ces permissions, communiquer avec aucune autre personne de sa suite, à moins que ce ne soit spécialement exprimé dans ces permissions. »

*Observation.* — Ceci est également inutile ; personne n'a été reçu depuis que le commandant actuel a renversé ce qu'avait établi son prédécesseur ; cependant il résulte de cette restriction que, si Napoléon devait recevoir un étranger, comme aucun de ses officiers ne pourrait être présent, ni aucun de ses domestiques faire son service, il serait obligé d'ouvrir lui-même les portes ; et que, comme il n'entend pas l'anglais, si la personne admise ne parlait pas français, il s'ensuivrait que

la conversation demeurerait muette, et l'entrevue réduite à une pure exhibition.

« 7° Au coucher du soleil, l'enceinte du jardin, autour de Longwood, sera regardée comme étant les limites ; à cette heure, des sentinelles seront placées à l'entour ; mais de manière à ne pas incommoder le général Bonaparte en observant sa personne, s'il voulait continuer sa promenade dans le jardin après cette époque. Les sentinelles seront postées, pendant la nuit, à toucher la maison, comme cela se pratiquait auparavant ; et l'admission sera interdite, jusqu'à ce que les sentinelles soient retirées le lendemain matin, de la maison et du jardin. »

*Observation.* — Pendant les grandes chaleurs, le seul moment où l'on puisse se promener est le coucher du soleil. Pour ne point se rencontrer avec les sentinelles, il faudra rentrer dans la maison, quoi qu'il fasse encore plein jour, et pourtant il aura été impossible de sortir tout le temps qu'il aura fait du soleil, cet endroit étant privé d'ombre, d'eau, de verdure ou de fraîcheur. Selon cette nouvelle restriction, on ne peut sortir le soir ; l'Empereur ne peut prendre aucun exercice à cheval ; il est dans une maison tout à fait insuffisante, mal construite et malsaine ; il y manque même de l'eau ; on ne perd aucune occasion de lui faire éprouver un manque d'égards. Sa constitution, quoique robuste, en est considérablement altérée.

« 8° Toute lettre pour Longwood sera mise par le gouverneur sous une enveloppe cachetée, et envoyée à l'officier de service, pour être délivrée,



cachetée, à l'officier de la suite du général Bonaparte, auquel elle est adressée, lequel, par ce moyen, sera assuré que personne, autre que le gouverneur, n'en connaît le contenu.

« De la même manière, toute lettre des personnes de Longwood doit être délivrée à l'officier de service, mise sous une seconde enveloppe cachetée, et adressée au gouverneur, ce qui assurera que personne, autre que lui, n'en connaîtra le contenu.

« Aucune lettre ne doit être écrite ou envoyée, aucune communication, de quelque espèce qu'elle soit, ne doit être faite, excepté en la manière susmentionnée. On ne peut avoir aucune correspondance dans l'île, excepté pour les communications qui sont indispensables à faire au pourvoyeur. Les notes qui les contiendraient doivent être données ouvertes à l'officier de garde, qui sera chargé de les faire parvenir.

« Les restrictions susmentionnées commenceront à s'observer le 10 du courant.

« Sainte-Hélène, 9 octobre 1816.

« H. LOWE. »

*Observation.* — Ceci ne regarde pas l'Empereur, qui n'écrit ni ne reçoit de lettres ; en conséquence on ne demande qu'une explication. Regarderait-on comme un délit ce que ses officiers pourraient écrire dans des lettres confidentielles à leurs connaissances ? ou lorsque ceux qui doivent lire ces lettres se seront convaincus que leur contenu ne renferme rien de contraire à la sûreté de l'État ou à sa politique, oublieraient-ils le contenu de ces

lettres, de manière à ce qu'elles ne soient jamais le sujet de conversations ou d'abus!!!

S'il n'en était ainsi, toute correspondance doit être considérée comme défendue. La saisie commise sur la personne du comte de Las Cases, justifie amplement cette observation.

Le but de cet article, comme l'a prouvé l'inquisition exercée dans toute l'île, est que les papiers-nouvelles n'informent pas l'Europe de la conduite criminelle que l'on suit ici. On se donnera bien de la peine pour obtenir ce résultat. Il eût été bien plus simple de se conduire de manière à n'avoir rien à cacher. On alla bien plus loin dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> juillet 1816, adressée au comte Bertrand. On défendit même des communications verbales avec les habitants. C'est le délire de la passion et de la haine, ou plutôt une preuve manifeste de folie. Ce règlement est un léger exemple de toutes les vexations qui font l'occupation journalière du gouverneur actuel. Que lord Bathurst dise maintenant que sir Hudson Lowe n'a fait aucune restriction ; que la correspondance du ministère a été entièrement à l'avantage des personnes détenues ; que le seul objet a été la sûreté de la détention. En proie à un traitement aussi absurde et aussi ignoble, l'Empereur n'est point sorti depuis plusieurs mois. Tous les gens de l'art peuvent prédire qu'il succombera à ce genre de vie. C'est une manière de l'assassiner aussi certaine et plus barbare que le fer et le poison. (*Quelle horrible prophétie !*)



Nos inquiétudes, nos peines au sujet des nouvelles restrictions.  
— Anecdotes de Campo-Formio ; MM. de Cobenzel, de Gallo, Clarke. — Le comte d'Entraigues.

Jeu*di* 10.

Nous étions convenus de nous réunir tous ce matin chez le grand-maréchal pour conférer sur ce que le gouverneur venait de nous transmettre, afin d'adopter un parti uniforme. Je me suis trouvé incommodé, je n'ai pu m'y rendre. Je lui ai écrit mon opinion ; je lui ai mandé que, dans une situation aussi délicate, j'avais beau faire, je ne pouvais arriver à aucune conclusion positive ; je trouvais toujours égalité.

En effet, le point était des plus difficiles et des plus graves. Il s'agissait de se soumettre à des restrictions nouvelles, de se placer sous la dépendance du gouverneur, qui en abusait d'une manière indigne, se conduisait vis-à-vis de l'Empereur sous les formes les plus indécentes, et annonçait que tout cela pouvait et devait croître encore ; enfin il ne s'agissait de rien moins que de se trouver exposé à être immédiatement arraché d'auprès de Napoléon, renvoyé au Cap, et de là en Europe.

D'un autre côté, l'Empereur, indigné des vexations dont on nous accablait à cause de lui, ne voulait pas que nous nous y soumissions davantage. Il exigeait que nous le quittassions plutôt tous, que nous retournassions tous en Europe témoigner que nous l'avions vu ensevelir tout vivant.

Mais était-il en notre pouvoir de supporter une pareille idée ? La mort nous eût paru préférable à nous séparer de celui que nous servions, que nous admirions, que nous aimions, auquel nous nous

attachions chaque jour davantage, et par ses qualités personnelles, et par les maux que l'injustice et la haine accumulaient sur sa tête. Voilà quel était le véritable état de la question. Nous étions déchirés, et ne savions à quoi nous résoudre. Je terminais ma lettre en disant que, si j'étais laissé à moi seul, je signerais sans observations tout ce que le gouverneur me présenterait; que, si l'on prenait un parti collectif, je l'adopterais aveuglément.

Le gouverneur avait trouvé un moyen de nous attaquer en détail: il se disait déterminé à renvoyer chacun de nous suivant sa volonté et son caprice.

L'Empereur n'était pas bien; le docteur lui a trouvé des principes de scorbut. Il m'a fait venir; nous avons beaucoup causé sur les objets qui nous occupent dans ce moment. Il a voulu se mettre au travail pour se distraire, et a pris le chapitre de Léoben qui lui est tombé sous la main.

La lecture finie, la conversation a continué sur les conférences qui ont amené le traité de Campo-Formio. Je renvoie à ces chapitres intéressants pour le portrait et le caractère du premier négociateur autrichien, *M. de Cobentzel*, que Napoléon surnomma dans le temps *l'ours du Nord*, à cause du grand rôle, disait-il, que sa grosse et lourde patte avait joué sur le tapis vert des négociations.

« *M. de Cobentzel* était en ce moment, disait l'Empereur, l'homme de la monarchie autrichienne, l'âme de ses projets, le directeur de sa diplomatie. Il avait occupé les premières ambassades de l'Europe, et s'était trouvé longtemps auprès de Catherine, dont il avait capté la bienveillance particulière. Fier de son rang et de son



importance, il ne doutait pas que la dignité de ses manières et son habitude des cours ne dussent écraser facilement un général sorti des camps révolutionnaires : aussi aborda-t-il le général français, observait Napoléon, avec une certaine légèreté ; mais il suffit de l'attitude et des premières paroles de celui-ci pour le remettre aussitôt à sa place, dont, au demeurant, il ne chercha jamais plus à sortir. »

Les conférences languirent d'abord beaucoup ; M. de Cobentzel, suivant la coutume du cabinet autrichien, se montra fort habile à traîner les choses en longueur. Cependant le général français résolut d'en finir. La conférence qu'il s'était dit devoir être la dernière, fut des plus vives ; il en arriva à mettre le marché à la main ; il fut refusé. Se levant alors dans une espèce de fureur, il s'écria très énergiquement : « Vous voulez la guerre ? eh bien ! vous l'aurez ; » et, saisissant un magnifique cabaret de porcelaine, que M. de Cobentzel répétait chaque jour avec complaisance lui avoir été donné par la grande Catherine, il le jeta de toutes ses forces sur le plancher où il vola en mille éclats. « Voyez, s'écria-t-il ; eh bien ! telle sera votre monarchie autrichienne avant trois mois, je vous le promets ; » et il s'élança précipitamment hors de la salle. M. de Cobentzel demeura pétrifié, disait l'Empereur ; mais M. de *Gallo*, son second, et beaucoup plus conciliant, accompagna le général français jusqu'à sa voiture, essayant de le retenir ; « me tirant force coups de chapeau, disait l'Empereur, et dans une attitude si pitoyable, qu'en dépit de ma colère ostensible, je ne pouvais m'empêcher d'en rire intérieurement beaucoup. »

M. de Gallo était l'ambassadeur de Naples à Vienne; il y avait conduit la princesse de Naples, seconde femme de l'empereur François, dont il possédait toute la confiance et qu'il gouvernait; elle à son tour gouvernait son mari, de sorte que M. de Gallo jouissait d'un fort grand crédit à la cour de Vienne. Aussi quand l'armée d'Italie, marchant sur Vienne, imposa l'armistice de Léoben, l'impératrice, dans une crise aussi terrible, jeta les yeux sur son confident pour le charger de détourner le péril. Il devait voir le général français comme en passant, et tâcher d'obtenir de lui qu'il voulût bien l'accepter pour négociateur. Napoléon, bien au fait de toutes les circonstances, se promit d'en tirer un grand parti; aussi, en recevant de M. de Gallo, il lui demanda qui il était. Le courtisan favori, déconcerté d'être obligé de décliner son nom, lui répondit qu'il était le marquis de Gallo, chargé de la part de l'empereur d'Autriche de lui faire quelques ouvertures. « Mais, dit Napoléon, votre nom n'est point allemand? — Il est vrai, répondit M. de Gallo, je suis ambassadeur de Naples. — Et depuis quand, répliqua sèchement le général français, ai-je à traiter avec Naples? Nous sommes en paix. L'empereur d'Autriche n'a-t-il donc plus chez lui aucun des négociateurs de la vieille roche? toute la vieille aristocratie de Vienne est-elle éteinte? » M. de Gallo, épouvanté que de pareilles observations arrivassent officiellement au cabinet de Vienne, ne fut dès cet instant occupé qu'à complaire en tout au jeune général.

Napoléon, radouci, lui demanda des nouvelles de Vienne, parla des armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse; il en tira tout ce qu'il voulut, et, quand il



fallut se séparer, M. de Gallo lui demanda, en attitude de suppliant, s'il pouvait espérer d'être accepté pour négociateur, et s'il devait aller chercher des pleins pouvoirs à Vienne. Napoléon n'avait garde de le refuser; il venait de prendre un avantage qu'il ne perdit jamais. M. de Gallo, devenu plus tard, par la suite des événements que tout le monde connaît, ambassadeur de Naples auprès du premier consul, et même celui de Joseph auprès de l'empereur Napoléon, lui parlait quelquefois de cette scène, lui avouant naïvement que, de sa vie, personne ne l'avait autant effrayé.

Clarke était le second négociateur français, comme M. de Gallo était celui de l'Autriche.

« Clarke, disait l'Empereur, avait été envoyé en Italie par le Directoire, qui commençait à me croire dangereux : il l'avait chargé d'une mission apparente et publique; mais il avait l'ordre secret de m'observer, de s'assurer même si, au besoin, il y aurait possibilité de me faire arrêter; et, comme il y aurait eu peu de sûreté à s'arrêter aux officiers de mon armée à cet égard, les premières informations se prirent auprès du directoire cisalpin, qui répondit qu'on devait s'éviter toute peine sur ce point, et n'y plus songer.

« Dès que je fus informé des véritables instructions de Clarke, j'abordai franchement le sujet avec lui : il m'importait peu qu'on rendît des comptes, disais-je. Il ne tarda pas à s'en convaincre. Sa mission en Autriche repoussée par cette puissance, j lui offris de le faire travailler, et il me resta depuis, je n'ai cessé d'en prendre soin, suivant ma coutume, bien qu'au fond nous n'eussions peut-être pas une grande sympathie; et je l'aurais indubi-

tablement repris lors de mon retour, si je l'eusse retrouvé dans les rangs avec les autres : on sait que je me défaisais difficilement de ceux avec qui j'avais commencé ; quand on s'était une fois embarqué avec moi, je ne savais pas ce que c'était que de jeter quelqu'un à la mer ; il me fallait y être forcé. Son premier talent était d'être grand travailleur. »

Après Brunaire, Clarke se trouva naturellement près du premier consul, comme aide de camp ou autrement. Il avait alors moins d'étiquette au palais, les attributions étaient moins distinctes, on y vivait beaucoup plus en famille. L'entourage du consul formait une table commune : Clarke y eut quelques querelles ; il était très susceptible, fort pointilleux. Quelque chose en ayant rejailli jusque sur le premier consul même, celui-ci le nomma à l'ambassade de Florence, auprès de la reine d'Etrurie. Le poste était charmant en lui-même, mais c'était une disgrâce. Clarke sollicita longtemps et de toute manière pour être rappelé. Cet heureux moment arriva, mais son épreuve n'était pas finie. Le premier consul lui parlait peu, le faisait courir aux Tuileries, à Saint-Cloud, au camp de Boulogne, ne s'expliquait point, ne lui accordait rien. Clarke, au désespoir, confiait à quelqu'un qu'il ne lui restait plus qu'à aller se jeter dans la Seine, ne pouvant supporter plus longtemps l'apparence du mépris et le dénuement de sa situation. Il en était là quand tout à coup il lui arriva, et au même instant, de se trouver nommé secrétaire du cabinet topographique, conseiller d'État, et autre chose encore, lui composant un traitement peut-être de soixante à quatre-vingt mille francs. C'était là le faire de Napoléon ; il est connu que son premier



bienfait en amenait presque toujours immédiatement beaucoup d'autres. Dans ce cas, il ne donnait pas, il accablait ; mais encore fallait-il savoir profiter de cet instant : il pouvait être sans bornes ou s'évanouir sans retour.

J'avais beaucoup connu le général Clarke à titre d'ancien camarade de l'École militaire. Dans le temps, il m'a raconté que quelques jours avant la bataille d'Iéna, l'Empereur, sous la dictée duquel il venait d'écrire une foule d'ordres et d'instructions, s'était mis à causer familièrement, tout en marchant dans sa chambre, et qu'il avait dit : « Dans trois ou quatre jours nous donnerons une bataille que je gagnerai : elle me portera au moins à l'Elbe, et peut-être à l'Oder. Là, je donnerai une seconde bataille, que je gagnerai de même. Alors... alors..., dit-il d'un air méditatif, et la main sur le front... Mais c'est assez, ne faisons point de romans... Clarke, dans un mois vous serez gouverneur de Berlin, et l'histoire vous citera comme ayant été, dans la même année, et dans deux guerres différentes, gouverneur de Vienne et de Berlin, c'est-à-dire des monarchies d'Autriche et de Prusse. Et, à propos de cela, ajouta-t-il en riant, que vous a donné François, pour avoir gouverné sa capitale ? — Sire, rien du tout. — C'est bien fort ! Eh bien ! c'est donc à moi à payer sa dette. Et il lui donna une assez forte somme pour acheter, autant que je puis me le rappeler, un hôtel à Paris, ou une maison de campagne dans les environs. »

Du reste, il est à remarquer que les événements dépassèrent même les combinaisons de Napoléon : il ne donna qu'une bataille ; le dix-septième jour

il était dans Berlin, et il se trouva porté jusqu'à la Vistule.

« Clarke, disait Napoléon, avait la manie des parchemins ; il passait une partie de son temps, à Florence, à rechercher ma généalogie ; il s'occupait aussi beaucoup de la sienne, et était venu à bout de se persuader, je crois, qu'il était le parent de tout le faubourg Saint-Germain. Nul doute qu'il ne se croie aujourd'hui beaucoup plus relevé d'être le ministre d'un roi légitime que d'avoir été celui d'un Empereur parvenu. Il jouit dans ce moment, dit-on, d'une grande faveur ; je lui en souhaite la durée : elle a commencé peu de jours avant mon arrivée à Paris, au moment où la cause du roi était désespérée ; il aura trouvé beau d'accepter un ministère quand tout paraissait perdu. Je n'ai rien à dire contre, cela peut avoir son bon côté ; mais il faut avoir des convenances, et il en a manqué. Toutefois je lui pardonne facilement ce qui me concerne... Plus d'une fois, en 1813 et en 1814, on essaya de m'inspirer des doutes sur sa fidélité ; je ne m'y arrêtai jamais : je l'ai toujours cru probe et honnête. » Et les intimes du duc de Feltre peuvent attester que Napoléon n'était que juste dans l'opinion qu'il avait prise des sentiments de son ministre.

Le duc de Feltre, en rendant compte à l'Empereur de l'arrivée de M. le comte d'Artois en Suisse, lui conseillait de faire la paix. L'Empereur lui répondit, sous la date du 22 février 1814 : « ... Quant au conseil que vous me donnez de faire la paix, c'est trop ridicule ; c'est en s'abandonnant à de telles idées qu'on gâte l'esprit public. C'est du reste me supposer bien fou ou bien bête, que de



croire que, si je pouvais faire la paix, je ne la ferais pas.

« C'est à cette opinion, que je peux faire la paix depuis quatre mois, mais que je ne le veux pas, que sont dus tous les malheurs de la France. Je croyais mériter qu'on m'épargnât au moins la démonstration de pareils sentiments. »

L'Empereur, revenant à l'époque de Campo-Formio, s'est arrêté sur le comte d'Entraigues, son arrestation, les papiers qu'on lui saisit, les grandes découvertes qu'ils fournirent, l'indulgence avec laquelle il le traita, la déloyauté dont il en fut payé, etc., etc.

Le comte d'Entraigues, homme de beaucoup d'esprit, intrigant et doué d'avantages extérieurs, avait acquis une certaine importance au commencement de notre révolution ; membre du côté droit de la Constituante, il émigra lors de sa dissolution, et se trouvait dans Venise sous un titre diplomatique russe, au moment où nous menacions cette ville ; il y était l'âme et l'agent de toutes les machinations qui se tramaient contre la France. Quand il jugea le péril de cette république, il voulut s'évader, mais il tomba dans un de nos postes, et fut pris avec tous ses papiers. Le général en chef nomma une commission spéciale pour en faire le dépouillement, et l'on demeura fort étonné des mystères qu'ils découvrirent : on y trouva entre autres toutes les preuves de la trahison de Pichegru, qui avait sacrifié ses soldats pour faciliter les opérations de l'ennemi : le plus grand crime qu'un homme puisse commettre sur la terre, s'écriait avec indignation Napoléon, celui de faire égorger

froidement les hommes dont la vie est confiée à votre discrétion et à votre honneur.

Le comte d'Entraigues, une fois ses secrets découverts, s'exprima avec tant de franchise et d'adresse, que Napoléon, croyant l'avoir gagné, ou plutôt se laissant gagner lui-même, le traita avec la dernière indulgence, le défendit contre le Directoire, qui insistait pour le faire fusiller, et le laissa libre sur parole dans Milan. Quelles ne furent pas sa surprise et son indignation d'apprendre un matin que M. d'Entraigues venait de s'évader en Suisse, et publiait un libelle infâme contre lui, lui reprochant les mauvais traitements qu'il en avait reçus, se plaignant d'en avoir été mis aux fers. Cette imposture causa un tel scandale, que plusieurs diplomates étrangers, qui avaient été témoins du contraire, le témoignèrent spontanément dans une déclaration publique.

Le comte d'Entraigues, aussi tard que 1814, je crois, est mort en Angleterre d'une manière affreuse : assassiné par son valet de chambre, à la vue de sa femme, la célèbre chanteuse Sainte-Huberti <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voici ce qu'on lit dans une publication récente : « Le comte d'Entraigues fut assassiné le 22 juillet 1812, au village de Barnes, près Londres, par son valet de chambre, nommé Lorenzo, qui lui-même fut trouvé mort près de son maître. Il avait blessé gravement aussi M<sup>me</sup> d'Entraigues. Ce double assassinat fut commis au moment où ses maîtres allaient monter en voiture. Le cocher, seul témoin, fit une déposition qui ne parut pas claire. Le jury anglais constata le crime sans pouvoir punir le coupable, qui passa pour s'être suicidé lui-même. Mais on prétendit que le procès fut fait avec négligence, et l'on crut que Lorenzo avait été tué par l'ordre de ceux qui l'employaient. On supposa que le comte d'Entraigues était dépositaire des secrets les plus importants (ce qui n'est pas douteux), et que de



Pichegru se trouvait précisément alors à la tête du Corps législatif, et à peu près en guerre ouverte avec le Directoire. On juge de quel prix furent pour celui-ci des pièces aussi graves et aussi authentiques contre ses adversaires. Cette découverte influa beaucoup sur le parti que prit Napoléon dans les affaires de fructidor; ce fut une des principales causes qui déterminèrent sa fameuse proclamation, laquelle amena le triomphe du Directoire.

Desaix, qui servait sous Moreau dans l'armée du Rhin, ayant profité de l'armistice pour venir faire connaissance avec le général en chef de l'armée d'Italie, qui lui inspirait la plus vive admiration, se trouvait auprès de Napoléon à peu près vers le temps de cette grande circonstance. Napoléon lui ayant fait confidence de la trahison de Pichegru, Desaix répondit : « Mais nous le savions sur le Rhin il y a plus de trois mois. Un fourgon enlevé au général Klinglin nous a livré toute la correspondance de Pichegru avec les ennemis de la république. — Mais Moreau n'en a-t-il donc donné aucune connaissance au Directoire? — Non. — Eh bien ! c'est un crime, s'écria Napoléon : quand il s'agit de la perte de la patrie, le silence est une complicité. » On sait que plus tard, quand Pichegru eut succombé, Moreau en donna connaissance au Directoire, en l'accompagnant d'une réprobation injurieuse, ce qui était un nouveau tort, disait Napoléon. « En ne parlant pas plus tôt, il

hauts personnages qui redoutaient son indiscrétion le firent assassiner. Le gouvernement anglais s'empara de tous ses papiers; et ce qui fit croire qu'il avait d'autant plus d'intérêt à les saisir, c'est qu'il ne les a point rendus au fils du comte, et qu'il en a soigneusement dérobé la connaissance. »

avait trahi la patrie; en parlant aussi tard, il accablait un malheureux. »

Un rêve de l'Empereur.

Vendredi 11, Samedi 12.

Aujourd'hui l'on a reçu six mille francs de l'argenterie brisée. C'est ce que l'Empereur a estimé indispensable pour suppléer à nos besoins journaliers de chaque mois, et il a ordonné de répéter cette opération en conséquence.

L'Empereur a continué d'être fort souffrant et très affaissé : il n'a paru au milieu de nous qu'à l'heure de son dîner. Il a été fort peu causant, n'a point travaillé. J'ai été une grande partie du jour avec lui dans sa chambre. Il est revenu souvent sur notre situation vis-à-vis du gouverneur. Il m'a dit sur ce sujet des choses bien remarquables . . . .

Après dîner, l'Empereur est revenu sur un rêve qu'il avait eu, disait-il, dans la nuit. Une dame avec laquelle il avait eu peu de relations (M<sup>me</sup> Clarke, duchesse de Feltre), lui était apparue, lui avait dit qu'elle était morte et avait ajouté beaucoup de particularités suivies et raisonnables.

« Elles avaient été si claires, si positives, disait l'Empereur, que j'en ai été frappé; si bien que, si je venais à apprendre que cette dame est morte en effet, mes idées naturelles en seraient renversées : je serais obligé de me rendre et de faire, a-t-il dit en riant et regardant l'un de nous, comme ceux qui croient aux rêves et aux revenants. »

L'Empereur avait peu mangé, il était abattu et visiblement très souffrant; il s'est retiré presque



aussitôt, et sa démarche nous affectait beaucoup. Nous n'avons pu nous empêcher de remarquer combien il changeait.

Besoins de l'Empereur. — Ses reprises sur le prince Eugène.

Dimanche 13.

Sur les dix heures l'Empereur est entré chez moi. Il a entr'ouvert la porte de ma chambre à coucher, se récriant sur ma paresse. Il m'a surpris les pieds dans l'eau. J'étais souffrant. J'ai couru bientôt le rejoindre sous la tente, où il a voulu déjeuner. Il m'a dit avoir ordonné des notes relatives aux nouvelles restrictions, afin de ne pas laisser passer condamnation sur nous sans créer du moins une espèce de responsabilité pour ceux qui exécutent. De là il est passé à calculer les lots d'argenterie qui restent à vendre, et le temps que cela peut nous faire vivre; et comme je répétais mes offres, en lui disant qu'il était pourtant bien dur qu'il se privât de son argenterie, il a répondu : « Mon cher, dans quelque position que je me trouve, jamais ces objets de luxe ne sont rien pour moi; et quant aux autres, au public, la simplicité sera toujours mon plus bel ornement. » Et de là il est passé à dire qu'il avait d'ailleurs la ressource du prince Eugène, qu'il avait même envie de lui faire écrire une note pour lui demander le crédit nécessaire à sa subsistance, quand l'argenterie serait épuisée, et le charger dès cet instant de lui faire parvenir à Sainte-Hélène, des livres essentiels qu'on avait négligé de lui envoyer de Londres, et quelque peu de vin soigné, dont il avait besoin comme remède. « Quoique pour le vin, a-t-il con-

tinué, ceux qui ne nous aiment pas en Europe, ne manqueraient pas de dire que nous ne songeons ici qu'à boire et à manger. » Et il a répété à ce sujet qu'il n'éprouvait nul embarras de s'adresser à son fils Eugène, qui lui devait tout, qui tenait de lui son état et toutes ses richesses, que ce serait lui faire injure que de douter un instant de son empressement, ayant d'ailleurs à exercer sur lui des reprises pour dix à douze millions peut-être.

A déjeuner, il a fait venir le Polonais qui doit bientôt nous quitter. Plus tard il a voulu se mettre au travail, mais il se sentait fort assoupi, et s'est endormi à plusieurs reprises. Il a gagné sa chambre pour se livrer tout à fait au sommeil, me donnant rendez-vous à une heure de là pour travailler à l'anglais; mais il a continué à être dans le même état d'assoupissement, qu'il n'a interrompu que par un bain très prolongé, suivant sa coutume; et, comme il les prend très chauds, on a lieu de s'étonner qu'ils ne lui soient pas très nuisibles.

Il a peu diné, se plaignait de vieillir beaucoup, de dormir mal et irrégulièrement. Il a causé assez longtemps sur les ballons, a ri de toutes les biographies qui s'obstinaient à le faire escalader, l'épée à la main, le ballon de l'école Militaire, et a cité comme un véritable prodige, la singularité du ballon lancé le jour de son sacre, qui alla tomber en peu d'heures dans les environs de Rome, et porter aux habitants de cette grande ville des nouvelles de leur souverain et de la cérémonie qu'il venait d'accomplir.

Il a essayé de nous lire du *Don Quichotte*, mais s'est arrêté au bout d'une demi-heure: il ne peut désormais lire guère plus longtemps. Sa santé s'al-



rière visiblement. Il me répète souvent que nous sommes bien vieux, qu'il l'est encore bien plus que moi ; et ces mots pour lui disent beaucoup.

Déclaration exigée envoyée au gouverneur. — Beaucoup de livres modernes, pures spéculations. — Fausseté des portraits créés par l'esprit de parti, etc. — Général Maison.

Lundi 14.

Aujourd'hui, le grand-maréchal a envoyé au gouverneur les nouvelles déclarations qu'on avait exigées de nous ; nous les avons rédigées uniformément et de la teneur suivante :

« Je soussigné, déclare par la présente que mon désir est de rester dans l'île de Sainte-Hélène, et de partager les restrictions imposées à l'empereur Napoléon personnellement. »

J'ai été vers une heure trouver l'Empereur dans sa chambre, je lui ai rendu compte de quelques commissions très particulières. . . . .

Il travaillait sur un livre d'administration de la France ; il le trouvait très mal fait, et s'écriait que, depuis qu'il fouillait dans ces livres modernes, il ne trouvait que des livres de spéculation faits à l'entreprise et commandés par les libraires. Le monde était menacé, disait-il, d'un débordement de mauvaise librairie, et il ne voyait pas trop de remède à ce fléau.

Il a fait sa toilette et de là est passé au salon, où il a lu quelques gazettes anglaises et quelques lignes du *Télémaque*. Il avait peu de goût au travail, il se montrait fatigué et ennuyé. Il l'a interrompu, et la conversation est devenue très particulière sur des sujets qui le touchaient de près, et

qu'il a terminés en répétant plusieurs fois : *Triste race humaine !...*

Plus tard, dans un autre moment de conversation, l'Empereur, passant en revue un grand nombre de personnes connues sur lesquelles il donnait son opinion, s'est arrêté sur une qu'il a peinte comme une des plus immorales et des plus abjectes. Or, elle se trouvait précisément de ma connaissance, et je me suis récrié sur ce qu'elle était tout l'opposé de cela ; et comme je la défendais avec chaleur, l'Empereur m'a interrompu disant : « Je vous crois, mais on me l'avait peinte de la sorte. Et bien qu'en général je me fusse fait la loi d'écouter avec défiance, cependant vous voyez qu'il s'en grave toujours quelque chose dans l'esprit. Peut-il y avoir de ma faute ? Quand je n'avais nul motif particulier de vérification, quel redressement me demeurerait ? Et voilà, a-t-il continué, le résultat inévitable des commotions civiles : il est toujours deux réputations, selon les deux couleurs. Que d'absurdités, que de contes ridicules se sont attachés aux personnages qui ont figuré dans notre révolution <sup>1</sup> ! Vos salons sont-ils pleins d'autre chose ? Moi, n'en suis-je pas un assez bel exemple ? Et après moi, qui, au fait, aurait droit de se

<sup>1</sup> Je profite de l'occasion pour redresser ici une erreur précisément de cette nature. J'ai dit précédemment que M. Monge monta à la tribune des Jacobins et déclara, etc., etc., etc. Or, les amis, les intimes, les parents de ce savant estimable et si distingué, sont venus m'affirmer qu'il était notoire à tous ceux qui le connaissaient qu'il n'avait jamais paru aux Jacobins, qu'il n'avait jamais pris la parole dans aucune assemblée publique, etc., etc. Je me fais un vrai plaisir de le consigner ici, parce que rien ne me rend plus heureux que de servir à manifester une vérité.



plaindre ? Cependant je le proteste, soit par nature, soit par réflexion, jamais rien de tout cela n'influença mon humeur ou n'altéra aucune de mes déterminations. »

Et puis, passant en revue un grand nombre de généraux, il s'est arrêté sur le général Maison, disant : « Ses manœuvres autour de Lille, dans la crise de 1814, avaient attiré mon attention et l'avaient gravé dans mon esprit. Il n'était pas avec nous en 1815 : qu'est-il devenu ? Qu'a-t-il fait à cette époque ? » m'a-t-il demandé. Mais je n'ai pu répondre, je ne le connaissais pas, etc.

Difficultés du gouverneur sur nos déclarations ; sentiment de l'Empereur. — Entretiens du gouverneur avec chacun de nous ; observations de l'Empereur. — Notre esclavage consommé.

Mardi 15.

Depuis quelque temps il m'est impossible de dormir ; j'ai passé la nuit entière sans clore l'œil. Sur les huit heures, comme j'essayais de sommeiller, le grand-maréchal est entré dans ma chambre pour me dire que le gouverneur avait renvoyé nos déclarations et venait, le jour même, nous faire signer précisément celle qu'il avait envoyée pour modèle, qui ne différait de la nôtre que par la qualification d'Empereur donnée par nous à Napoléon, tandis qu'on voulait nous le faire appeler simplement *Bonaparte*.

De là, le grand-maréchal s'est rendu chez l'Empereur, qui m'a fait demander presque aussitôt. En entrant dans sa chambre, je l'ai vu marchant à grands pas et s'exprimant avec beaucoup de chaleur. Nous étions tous réunis

« Les outrages, disait-il, dont on abreuve journellement ceux qui se sont voués à ma personne, ces outrages qu'on semble vouloir multiplier bien davantage encore, forment un spectacle que je ne dois ni ne peux supporter plus longtemps. Messieurs, il faut me quitter, vous éloigner ; je ne saurais vous voir vous soumettre aux restrictions qu'on veut vous imposer et qu'on accroîtra demain. Je veux demeurer seul. Allez en Europe, vous y ferez connaître les odieuses menées dont on use envers moi ; vous direz m'avoir vu descendre vivant dans le tombeau. Je ne veux pas qu'aucun de vous signe cette déclaration telle qu'on vous l'impose, je vous le défends. Il ne sera pas dit qu'on se sera servi des mains qui sont à moi, des mains dont je dispose pour me dégrader. Si l'on vous renvoie pour le refus d'une pure et sotte formalité, c'est qu'on vous renverrait demain pour un motif aussi léger, c'est qu'on est résolu de vous éloigner en détail. Eh bien ! je préfère vous éloigner en masse ; peut-être puis-je, dans ce sacrifice, entrevoir quelque résultat. » Et il nous a congédiés. Nous sommes sortis consternés.

Peu d'instants après, l'Empereur m'a fait rappeler. Il se promenait dans la longueur de ses deux petites pièces. Sa voix était devenue douce, même caressante. Jamais je ne lui avais vu plus d'abandon. Je m'en sentais ému. « Eh bien ! mon cher, m'a-t-il dit, je vais donc me faire ermite. — Eh ! Sire, ai-je répondu avec quelque attendrissement, ne l'êtes-vous pas déjà ? Car de quelle utilité, de quelle ressource sommes-nous pour vous ? Nous n'avons ici que des vœux ; mais s'ils sont peu pour votre consolation, ils sont tout pour notre bonheur.



Notre situation, en ce moment, est la plus affreuse qui se puisse concevoir, parce que, dans la question qui s'agite, et pour la première fois peut-être, nous ne nous trouvons plus du même côté que Votre Majesté : elle nous parle raison, et nous n'obéissons qu'au sentiment. Il n'y a rien à répondre à votre raisonnement de tout à l'heure ; votre détermination vous ressemble tout à fait, elle n'étonnera personne ; mais l'exécution est au-dessus de nos forces. L'idée de vous laisser seul ici, de vous savoir seul dans la nature, dépasse en douleur toutes les bornes de notre imagination. — Voilà pourtant ma destinée, a répondu tranquillement l'Empereur, et je dois m'attendre à tout ; mais mon âme est de force à répondre à tout... Ils me feront mourir ici, c'est certain. — Sire, l'acte que vous nous commandez ne saurait entrer dans l'esprit d'aucun de nous. Aussi, pour moi, je parlerai jusqu'au bout, comme a fait Votre Majesté, je me défendrai sur ce point jusqu'à extinction ; mais j'agirai différemment. »

L'Empereur s'est assis, m'a fait asseoir auprès de lui : il se sentait fatigué, disait-il, et a demandé à déjeuner ; il me l'a fait partager. Depuis longtemps je ne dînais presque plus avec lui ; il m'en avait dit la raison, et me l'avoir dit était une plus grande faveur encore. Au moment du café, il ne se trouvait pas de tasse pour moi, Marchand allait sortir pour en chercher. « Prenez sur ma cheminée, a dit l'Empereur, il boira dans ma belle tasse d'or<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> C'était la tasse de son nécessaire, placée sur la cheminée comme ornement.

J'ai le bonheur d'en posséder aujourd'hui la soucoupe ;

Comme le déjeuner finissait, est entré le grand-maréchal, disant que le gouverneur venait d'arriver, et le faisait demander dans sa nouvelle maison (de lui Bertrand), à cinquante pas de notre établissement, laquelle est sur le point d'être finie. L'Empereur lui a dit de s'y rendre, et comme le grand-maréchal, dans son geste et ses paroles, semblait demander s'il persistait toujours dans l'ordre qu'il nous avait donné ce matin, s'il n'y aurait pas moyen de le fléchir. « Je ne suis point un enfant, a repris vivement l'Empereur ; quand j'ai coulé à fond une question, elle ne me reste plus sous deux faces dans la tête. J'ai ordonné des batailles qui ont décidé du sort des empires, l'ordre n'en partait jamais que de ma volonté réfléchie et arrêtée. Or, ici, tout ce dont il s'agit ne regarde que ma personne. Allez. »

Le grand-maréchal est revenu bientôt après rendre compte de sa conversation, qu'il avait terminée par son refus. Le gouverneur, disait-il, faisait demander les trois autres de nous à la fois. Il nous a semblé plus convenable pour nous de ne nous y présenter que successivement.

Je me suis mis en route : je l'ai aperçu entouré de plusieurs des siens à l'extrémité gauche du jardin, au débouché de la maison du grand-ma-

M. Marchand, ce digne serviteur que Napoléon a déclaré lui être si cher, est venu, à son retour de Sainte-Hélène, m'en faire don avec une galanterie charmante qui a vivement touché ma reconnaissance et ma sensibilité. « La belle tasse dans laquelle vous avez bu quelquefois, m'a-t-il dit, appartenait au nécessaire de l'Empereur, et a dû y être rétablie ; mais la soucoupe, qui n'en faisait pas partie, s'est trouvée dans mon lot, et je vous l'apporte, pensant qu'elle vous fera grand plaisir ; j'en ai beaucoup moi-même à venir vous la donner. »



réchal. Il est rentré en m'apercevant, et je l'ai rejoint dans le milieu de la cour.

Il s'était annoncé comme fort irrité contre moi ; j'arrivais cuirassé ; mais il m'a conduit avec des politesses marquées dans l'intérieur, faisant demeurer au dehors les officiers de sa suite ; et m'ayant dit qu'il attendait, pour entrer en matière, l'arrivée de MM. de Montholon et Gourgaud, je lui ai demandé s'il aurait la moindre objection à la traiter immédiatement avec moi : il n'en avait aucune, a-t-il répondu ; et faisant entrer alors ses officiers, il m'a dit, en leur présence, que je connaissais sans doute, par le grand-maréchal, ce qu'il avait à me proposer au sujet de ma déclaration. Je lui ai répondu que oui, et que le grand-maréchal, étant par son rang, aussi bien que par la vénération et l'estime que je lui portais, mon modèle et mon guide, il devait attendre de moi la même réponse ; que du reste, je ne comprenais pas comment on attachait à une chose purement de forme, une importance qui devait avoir des résultats aussi douloureux pour nous, et nullement profitables pour ceux qui l'exigeaient. « Il n'est pas en mon pouvoir, a observé le gouverneur, de faire l'altération que vous désirez. Il m'est ordonné de vous présenter à signer la déclaration écrite de ma main ; or, je ne pourrais écrire, moi Anglais, la qualification à laquelle vous tenez. — J'ignorais cette circonstance, ai-je répondu, et je ne puis avoir de réponse contre une pareille raison. Vous Anglais, vous devez écrire ainsi ; mais, moi Français, je dois signer dans mon langage, c'est-à-dire avec la traduction du vôtre ; ainsi, permettez-moi d'ajouter à ma signature la phrase qu'il vous

plaira de me dicter, dans laquelle je puisse m'exprimer dans mon langage. Vous voyez, ai-je ajouté, si je mets de la franchise dans mes intentions, et si je cherche à créer des embarras. » La proposition a semblé attirer toute son attention. « Tout ceci, ai-je continué, est une dispute sur de simples mots, qui, dans des circonstances aussi grandes que les nôtres, peut sembler bien petite : mais, Monsieur, qui de nous a créé ces difficultés ? Qui de nous en souffre ? Votre refus nous mettrait dans une position affreuse ! Vous me voyez dans un vrai désespoir ! M'éloigner de l'Empereur serait pis que la mort ; mais pourtant il le faudrait plutôt que de le dégrader de mes propres mains. L'Empereur a réuni sur sa tête tout ce qui, de la part des hommes et du ciel, confère un caractère auguste ; vouloir le nier serait nier la lumière du soleil. »

Le gouverneur a observé que lui, Anglais, ne l'avait pas reconnu. C'était encore là une raison, disais-je, à laquelle je n'avais rien à objecter ; que les qualifications qu'il employait pouvaient me déplaire, mais que je n'avais point à les combattre, et que, par la même raison, il devait n'avoir rien à objecter à mon opinion et à mes expressions, à moi Français, dont il demandait la signature.

Ici, sir Hudson Lowe s'est aigri en revenant sur des circonstances passées qui lui étaient personnelles, et il s'est échappé jusqu'à dire qu'il ne connaissait, après tout, de vrai titre au respect que les qualités morales. » — A ce prix, Monsieur le gouverneur, ai-je répondu avec vivacité, et me tournant vers ses officiers, l'Empereur pourrait facilement se dévêtir de tous ses titres, et ne serait que gagner dans tout l'univers à être traité d'après cette



échelle. » Le gouverneur a gardé le silence, puis il a repris que constamment nous traitions notre général d'Empereur. « Eh comment pourrions-nous le traiter autrement, je vous prie ? — Mais je veux dire que vous continuez à le regarder comme souverain. — Monsieur le gouverneur, vous parlez de souveraineté ? C'est de notre part bien plus encore, c'est du culte ! l'Empereur à nos yeux et dans nos sentiments n'est plus de cette terre ; nous le voyons dans les nuées, dans le firmament !... et quand vous nous laissez des choix en opposition avec lui, c'est le choix des martyrs auxquels on disait : Renoncez à votre culte ou mourez. Eh bien ! nous ici, nous n'aurions qu'à mourir. » Ces paroles ont produit une impression visible sur les officiers présents, et même sur le gouverneur. Contre son ordinaire, sa figure se montrait paisible et sa voix est devenue douce.

« Notre situation, ici, ai-je continué, est si affreuse, qu'elle devient au-dessus des forces de la vie, vous le savez ; eh bien ! ce n'est encore rien auprès du supplice que vous nous réservez. Ce que je vous ai demandé est facile et nous accorde tous ; vous me voyez devant vous le solliciter, et, de ma part, c'est assurément beaucoup, car je ne suis point dans l'habitude de vous importuner. Accordez-le, vous aurez fait quelque chose pour nous, je vous en aurai de la reconnaissance ; et puis songez encore qu'il est une responsabilité, une opinion publique en Europe, et que vous pourriez la heurter sans aucun avantage. Les sentiments qui m'animent ne sauraient vous être étrangers ; ils doivent sans doute aller au cœur de tous ceux qui m'écoutent. »

Ici le gouverneur a paru remué, les officiers l'étaient. Il a gardé quelques moments de silence, m'a salué, et nous nous sommes séparés.

MM. de Montholon et Gourgaud ont eu leur tour, et nous nous sommes retrouvés tous les quatre auprès de l'Empereur, à sa toilette, sans que nous puissions l'informer positivement s'il avait été rien décidé à notre égard. L'Empereur a ensuite voulu prendre l'air, en dépit d'un vent très fort, et nous avons marché tous jusqu'au fond du bois. Il passait en revue toutes les combinaisons du gouverneur, avec cette rapidité, cette fécondité qui lui est propre, et concluait toujours par dire que, si nous concédions aujourd'hui une signature pour échapper au départ, demain il se trouverait une autre cause d'expulsion, et qu'il aimait mieux que cela fût plutôt avec éclat que sans bruit. Puis, donnant tout à coup à la chose une tournure de plaisanterie, il disait que le gouverneur, après tout, ne voudrait peut-être pas réduire le nombre de ses sujets à un seul, et quel sujet encore, ajoutait-il, un vrai porc-épic, sur lequel il ne saurait comment poser la main.

Durant notre promenade, deux étrangers se sont montrés assez près de nous. L'Empereur leur a fait demander qui ils étaient. Ils appartenaient au bâtiment qui devait appareiller le lendemain pour l'Europe. L'Empereur leur a demandé quelle autorité ils verraient en arrivant à Londres. — Lord Bathurst, ont-ils répondu.

« Dites-lui qu'il me traite bien odieusement par ses instructions, et qu'il a ici un agent qui les exécute bien fidèlement ; s'il voulait se défaire de moi, il aurait dû m'expédier d'un coup, et non pas me



faire mourir à petit feu. Rien ne saurait être plus barbare; il n'y a rien d'Anglais dans tout cela; je l'attribue à quelques personnalités. J'estime assez le prince régent, la masse des ministres, la nation anglaise, pour ne pas les en rendre responsables. Quoi qu'il en soit, le corps seul est au pouvoir des méchants, l'âme règne partout; du fond des cachots même, elle peut s'élever jusqu'au ciel. »

Au retour, l'Empereur a pris un bain; il m'a fait appeler; il était fatigué, harassé des événements du jour. Il s'y est endormi, et je le veillais! je méditais sur nos chagrins nouveaux; ils étaient bien grands!...

A dîner il a un peu mangé. Quelqu'un de nous racontait, et l'Empereur faisait répéter, ce qui lui arrive souvent: le narrateur ayant repris d'un ton plus haut, l'Empereur a dit: « Décidément je suis sourd, je le vois bien, car je n'entends pas, et je suis tenté de me fâcher, si l'on veut parler plus haut. » Il a fini par nous lire du *Don Quichotte*, s'est arrêté à quelques plaisanteries et, posant le livre, a dit qu'il fallait assurément avoir du courage pour rire en cet instant de pareilles babioles. Il a rêvé profondément quelque temps, s'est levé et nous a quittés en disant: « *Adieu, mes chers amis.* »

Cependant, on m'avait remis pendant le dîner une lettre du grand-maréchal; je l'avais tenue secrète, n'en augurant rien de bon. Je l'ai ouverte dès que nous nous sommes trouvés à nous-mêmes. C'était une lettre du gouverneur, annonçant que, sur nos refus, il allait donner des ordres pour nous transporter au Cap. Nous n'avons écouté que nos sentiments; nous séparer de l'Empereur était au-dessus de nos forces, au-dessus de son désir, de

ses ordres même, à ce qu'il nous semblait. Nous nous sommes hâtés, d'un sentiment unanime, de signer nos déclarations telles qu'on nous les avait demandées, et avons été les remettre chez l'officier anglais de service à Longwood, avec une lettre pour le grand-maréchal, dans laquelle nous lui marquions ce que nous venions de faire, sans sa participation. Le cœur seul nous avait conduits ; et, si l'Empereur devait s'en fâcher, notre cœur seul encore devait nous consoler.

Ainsi se trouva consommé notre véritable esclavage, notre entière dépendance aux volontés, aux caprices de sir Hudson Lowe, moins encore par la signature que nous venions de lui donner, que parce qu'il tenait notre secret, et qu'il savait désormais comment nous faire arriver à tout ce qu'il lui plairait.

*Anecdotes sur Sieyès ; nuances. — L'Empereur souvent déguisé dans les fêtes populaires. — Visites au faubourg Saint-Antoine, après Moscou et l'île d'Elbe. — Mœurs sous le Directoire. — Note officielle remarquable.*

Mercredi 16.

L'Empereur m'a fait venir vers midi. Il finissait de prendre une tasse de café et achevait une lecture. Il m'a dit de m'asseoir et s'est mis à causer. Dans le cours de la conversation, un mot m'a fait comprendre qu'il savait déjà notre détermination de la veille ; mais il a gardé un silence entier sur la chose même, et il n'en a plus été question aujourd'hui ni plus tard. Après son déjeuner, l'Empereur s'est mis à se promener dans deux pièces. La conversation a conduit à des anecdotes des temps antérieurs. Sieyès en faisait les frais. L'Empereur



racontait, qu'aumônier des princes d'Orléans et leur disant un jour la messe, quelque chose d'imprévu les fit sortir successivement durant l'office. L'abbé se retournant et n'apercevant plus que les valets, ferma le livre et sortit aussi, disant qu'il n'était pas payé pour dire la messe à la canaille.

Je disais à l'Empereur : « C'est de la bouche même de Votre Majesté que j'ai appris le nom de l'abbé Sieyès, et que je suis venu à connaître sa figure. Quelques jours après ma présentation à la cour, dans une de vos audiences, après m'avoir dépassé, Votre Majesté s'arrêta à mon voisin, en l'interpellant par son nom ; tout encore aux préjugés de l'émigration, je me crus pestiféré ; c'était pour moi une hyène, un griffon, tout ce qu'on voudra, tant il était mal noté et poursuivi parmi nous. — Nul doute, mon cher, a repris l'Empereur, que ce ne fût *la mort sans phrase* qui agissait, mais on assure qu'il l'a désavoué. »

Alors je lui ai répété une anecdote qui avait couru dans le temps, au faubourg Saint-Germain, sur laquelle on a dû voir plus haut que l'Empereur ne s'était pas prononcé ; on lui faisait répondre à Sieyès, qui avait employé le mot de tyran en parlant de Louis XVI. « Monsieur l'abbé, s'il eût été tyran, je ne serais pas ici, et vous diriez encore la messe. — J'aurais pu le penser, a dit cette fois l'Empereur, mais je n'aurais jamais eu la bêtise de le dire ; c'est un des contes bleus de vos salons. Je ne faisais pas de pareilles gaucheries. J'avais pour but d'éteindre le feu, et j'aurais eu garde de jeter des combustibles sur le brasier. Le torrent alors n'était que trop prononcé contre certains chefs de la révolution. J'étais obligé de les soutenir, et je le

faisais, loin de les lâcher. Aussi, quelqu'un ayant déterré, on ne sait où, un buste de Sieyès en abbé, on l'étala dans une exposition publique du gouvernement ; ce fut aussitôt un cancan universel. Sieyès, furieux, se mettait en route pour me porter plainte, mais la mercuriale était déjà donnée et le buste retiré.

« Mon grand principe était de prévenir toute réaction, d'ensevelir entièrement le passé. Jamais on ne m'a vu revenir sur aucune opinion ni proscrire aucun acte. Je m'étais environné de votants : j'en avais aux ministères, au Conseil d'État, partout. Je n'approuvais pas la doctrine ; mais je n'avais rien à faire avec l'acte ; étais-je leur juge ? et qui m'en eût donné le droit ? Puis les uns avaient agi par conviction, d'autres par faiblesse et terreur ; tous par le délire, la fureur, la tempête du moment. Le pauvre Louis XVI se trouva sous la fatalité des tragiques grecs, etc. »

Je disais encore à l'Empereur qu'il avait couru aussi dans le faubourg Saint-Germain, que Sieyès avait été pris en flagrant délit, conspirant contre lui lors de l'affaire de M. Clément de Ris, enlevé et mis en charte privée par les chouans ; et que lui, Napoléon, lui avait fait grâce au prix de son éloignement et de son abnégation politique. — « Nouvelle fable de vos oisifs. Il n'y a pas le plus léger fondement à cette histoire, a repris l'Empereur ; Sieyès m'a toujours été attaché, je n'ai jamais eu à m'en plaindre. Il a pu être fâché de me trouver dans le chemin de ses idées métaphysiques, mais il en revenait à sentir la nécessité que quelqu'un gouvernât et me préférerait à un autre. Sieyès, après tout, était probe, honnête et surtout fort habile ; la



révolution lui doit beaucoup. » Et il s'est mis à raconter qu'à une des premières fêtes du consulat, considérant les illuminations avec Sieyès, il lui avait demandé ce qu'il pensait des affaires. Sieyès se montra plus froid, fut même décourageant. — « Mais cependant j'ai trouvé ce matin tout le peuple dans des dispositions excellentes. — Rarement, répondait à cela Sieyès, le peuple se montre à découvert vis-à-vis de celui qui, possédant le pouvoir, apparaît à ses regards. Moi je dois vous dire qu'il n'est pas content. — Vous ne croyez donc pas que ce gouvernement tienne ? — Non. — Vous ne croyez donc pas ceci fini ? — Non. — Et quand le regarderez-vous comme fini ? — Quand je verrai dans votre antichambre les anciens ducs, les anciens marquis, dit Sieyès. » Et l'Empereur ajoutait : « Sieyès ne se doutait pas que ce serait si tôt. Il ne lisait pas fort au loin, il avait la vue courte. Je pensais bien intérieurement comme lui, que tout ne pouvait pas être fini avec la République, mais je sentais que l'Empire n'était pas loin. Aussi, deux ou trois ans plus tard, n'ayant pas perdu le souvenir de l'anecdote, dans une de mes plus grandes audiences, je dis à Sieyès : Eh bien ! vous voici pêle-mêle avec les anciens ducs et les anciens marquis, regardez-vous le tout comme fini ? — Oh ! oui, dit Sieyès, s'inclinant profondément, vous avez accompli des prodiges que rien n'égale, et qu'il était au-dessus de mes forces de prévoir. »

L'Empereur, dans son consulat et même sous l'Empire, le jour des fêtes publiques, allait parfois très tard se mêler dans la foule, voir les illuminations et entendre les propos du peuple. Cela lui est arrivé même avec Marie-Louise. L'un et l'autre

ont été bras à bras, le soir, sur les boulevards, et se sont donné le plaisir, disait l'Empereur, moyennant leur petite rétribution, de contempler dans les lanternes magiques leurs Majestés l'Empereur et l'Impératrice des Français, toute leur cour, etc.

Dans un de ces demi déguisements, sous le consulat, Napoléon, dans une des embrasures de l'hôtel de la Marine, considérait une illumination publique. Il était à côté d'une dame anciennement considérable, à ce qu'il paraît, qui nommait à sa fille, vraiment charmante, les personnes remarquables qui défilaient dans les appartements. A l'une d'elles elle ajouta : « Fais-moi rappeler, ma fille, que nous devons l'aller voir ; elle nous a rendu service. — Mais, ma mère, répondit la jolie personne, je ne croyais pas qu'avec ces gens-là on fût tenu à reconnaissance ; je croyais qu'ils étaient déjà assez heureux d'obliger des personnes comme nous. » La Bruyère assurément, disait l'Empereur, eût fait son profit de telles paroles.

L'Empereur, déguisé, parcourait souvent la capitale ; il sortait surtout de très grand matin, seul, à pied dans les rues ; se mêlait aux ouvriers, dont il cherchait à connaître la situation et l'esprit.

Plus d'une fois je l'ai entendu au Conseil d'État recommander au préfet de police d'en faire autant ; c'était ce qu'il appelait *la police du cadi*, celle qui s'exerce en personne et qu'il estimait de beaucoup la meilleure.

Napoléon, de retour de la désastreuse campagne de Moscou et de Leipsick, pour maintenir la confiance, affecta de se placer souvent et presque seul au milieu de la multitude. Il parcourait, lui trois ou quatrième, les marchés, les faubourgs et toutes



les parties populeuses de la capitale, où il causait familièrement, et partout il fut bien reçu, bien traité.

Un jour, à la Halle, après quelques mots échangés, une femme se hasarda à lui dire qu'il fallait faire la paix. « La bonne, continuez de vendre vos herbes, reprit l'Empereur, et laissez-moi faire ce qui me regarde : chacun son métier. » Et tous les assistants de rire et d'applaudir à son opinion,

Un autre jour, au faubourg Saint-Antoine, entouré d'une immense multitude, parmi laquelle il se montrait très bon homme, un des assistants osa l'interpeller. « Est-il vrai, comme on dit, que les affaires vont si mal? — Mais, répondit l'Empereur, je ne peux pas dire qu'elles aillent trop bien. — Mais comment cela finira-t-il donc? — Ma foi, Dieu le sait. — Mais comment? Est-ce que les ennemis pourraient entrer en France? — Cela pourrait bien être, et venir même jusqu'ici, si l'on ne m'aide pas : je n'ai pas un million de bras ; je ne puis pas faire tout à moi tout seul. — Mais nous vous soutiendrons, dirent un grand nombre de voix. — Alors je saurai bien battre encore l'ennemi, et conserver toute notre gloire. — Mais, que faut-il donc que nous fassions? — Vous enrôler et vous battre. — Nous le ferions bien, dit un autre, mais nous voudrions y mettre quelques conditions! — Eh bien! lesquelles, dites? — Nous voudrions ne pas passer la frontière. — Vous ne la passerez pas. — Nous voudrions, dit un troisième, être de la garde. — Eh bien! va pour la garde. » Et les acclamations de retentir. Des registres furent ouverts sur-le-champ, et plus de deux mille individus s'enrôlèrent dans la journée. En les quittant,

Napoléon regagnait lentement les Tuileries, pressé par cette multitude en désordre qui faisait retentir l'air de ses cris; lorsqu'il vint à déboucher sur le Carrousel, le tout fut pris pour une insurrection, si bien que l'on s'empressa de fermer les grilles.

A son retour de l'île d'Elbe, l'Empereur fit une pareille visite au faubourg Saint-Antoine, et y fut reçu avec un enthousiasme sans égal; il fut reconduit de même. Traversant le faubourg Saint-Germain, la rage de la multitude s'exhalait contre ces beaux hôtels et en montrait les fenêtres d'une main furieuse. L'Empereur disait s'être trouvé bien rarement dans une situation aussi délicate. « Que de maux, disait-il, n'eussent pas pu produire une seule pierre lancée du milieu de cette multitude, ou une seule parole imprudente, ou même une expression seulement équivoque de mon visage; le faubourg malveillant pouvait disparaître dans son entier, et je crois bien que ce ne fut qu'au calme de ma personne, au respect que me portait cette multitude, que fut due sa conservation. »

A l'heure de sa toilette, l'Empereur se faisait couper les cheveux par Santini; j'étais à son côté, un tant soit peu en arrière, une grosse touffe est tombée à mes pieds. L'Empereur me voyant me baisser, a demandé ce que c'était. J'ai répondu que j'avais laissé tomber quelque chose que je ramassais. Il m'a pincé l'oreille en souriant. Il venait de deviner.

Plus tard, parlant de la dépravation et de l'immoralité des mœurs du temps, lorsqu'il commandait l'armée de l'intérieur de Paris, Napoléon racontait qu'un ordonnateur en chef vint lui demander quelques signatures et le prier d'appuyer



certaines nominations et certaines fournitures, ce qu'il n'hésita pas à promettre, parce que cela lui semblait juste. L'ordonnateur, en se retirant, laissa très adroitement sur la cheminée deux petits rouleaux de cent louis. On ne connaissait encore que les assignats, c'était donc une somme énorme. Très heureusement le général fut le premier à s'en apercevoir, et avant que le visiteur fût loin on le rappela. Il essaya de nier d'abord, puis il ajouta de bonne foi qu'il fallait que chacun vécût, que le gouvernement ne donnait point d'appointements, que cette manière était aujourd'hui l'usage général, et qu'après tout il priait qu'on ne se fâchât pas, qu'il était rare qu'on eût à solliciter de pareils pardons.

L'Empereur, au moment de la promenade, se trouvait fort assoupi, et voulant se vaincre, il n'en est pas moins sorti, et en dépit d'un vent très violent. Au bout de quelques pas il a renoncé à sa promenade, et nous avons gagné l'appartement de M<sup>me</sup> de Montholon. A peine assis sur le canapé, l'Empereur s'est assoupi de nouveau. Il est sorti encore pour vaincre cette disposition et a gagné le salon. Il se plaignait d'une forte chaleur intérieure; il a demandé un verre d'eau panée, et l'assoupissement continuant toujours, il a pris le parti d'y céder et s'est retiré dans sa chambre.

Vers sept heures, l'Empereur m'a fait appeler et m'a dit de garder au nombre des pièces officielles la note suivante qu'il m'a remise. Elle était envoyée de sa part, le matin, au gouverneur. . . . .

NOTE. — « Il me revient que, dans la conversation qui a eu lieu entre le général Lowe et plu-

sieurs de ces messieurs (allusion aux conversations du mardi 15), il s'est dit des choses sur ma position qui ne sont pas conformes à mes pensées. J'ai abdiqué dans les mains des représentants de la nation et au profit de mon fils. Je me suis porté avec confiance en Angleterre pour y vivre là, ou en Amérique, dans la plus profonde retraite, et sous le nom d'un colonel tué à mes côtés, *résolu de rester étranger à toute affaire politique de quelque nature qu'elle puisse être.*

« Arrivé à bord du *Northumberland*, on me dit que j'étais prisonnier de guerre, qu'on me transportait au-delà de la ligne, et que je m'appelais le général Bonaparte. Je dus porter ostensiblement mon titre d'empereur Napoléon, en opposition au titre de général Bonaparte qu'on voulait m'imposer.

« Il y a sept ou huit mois, le comte de Montholon proposa de pourvoir à de petites difficultés qui naissent à chaque instant, en adoptant un nom ordinaire. L'amiral crut devoir en écrire à Londres, cela en est resté là.

« On me donne aujourd'hui un nom qui a cet avantage, qu'il ne préjuge pas le passé, mais qui n'est pas dans les formes de la société. *Je suis toujours disposé à prendre un nom qui entre dans l'usage ordinaire*, et réitère que, quand l'on jugera à propos de faire cesser ce cruel séjour, *je suis dans la volonté de rester étranger à la politique, quelque chose qui se passe dans le monde.* Voilà ma pensée. Toute autre chose qui aurait été dite sur cette matière, ne la serait pas. »

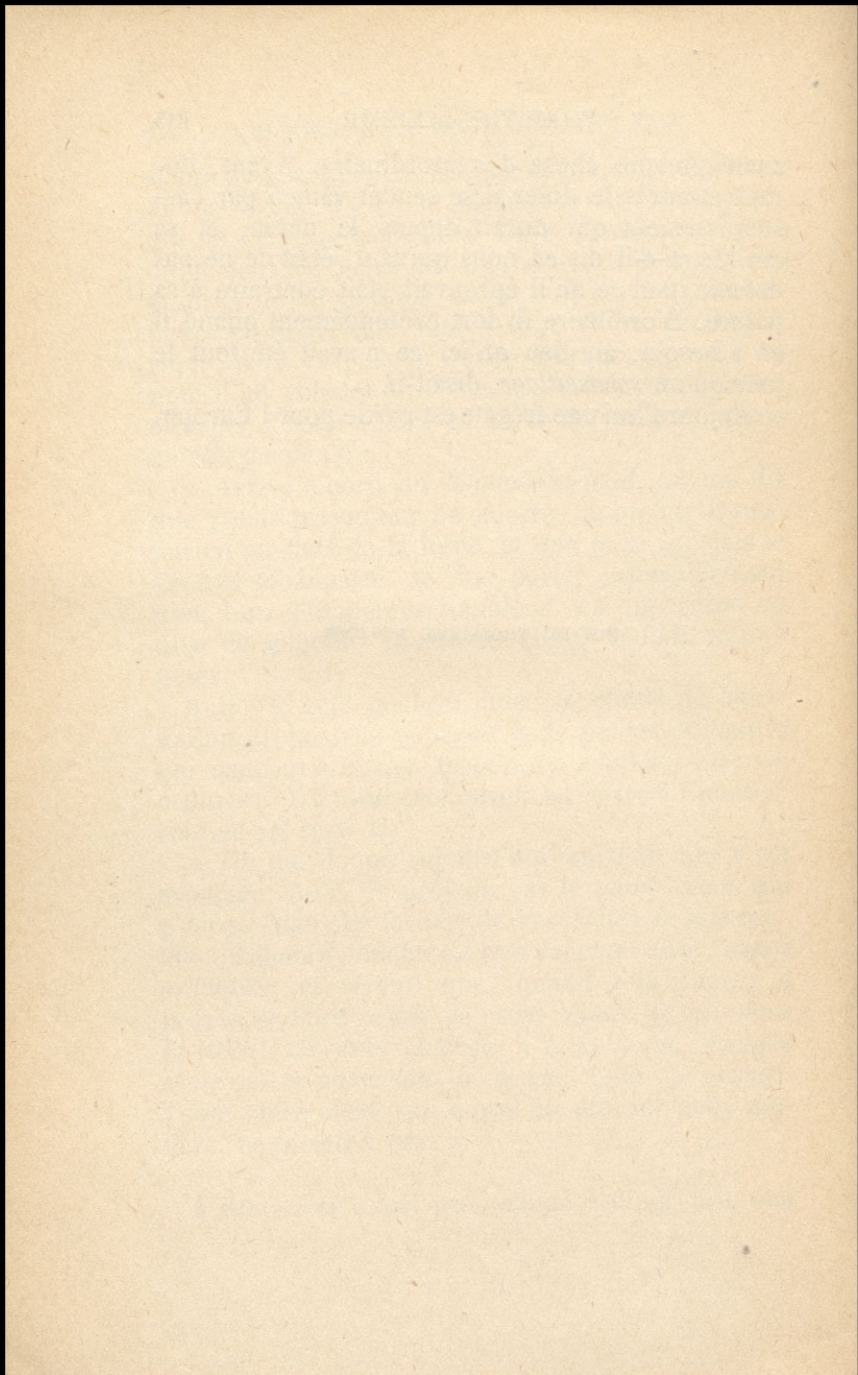
L'Empereur a fort peu mangé à dîner. Son état



avait quelque chose d'extraordinaire. Avant, durant et après le dîner il se sentait vaincu par l'assoupissement qui durait depuis le matin, et sa crainte, a-t-il dit en nous quittant, était de ne pas dormir, tant ce qu'il éprouvait était contraire à sa nature. D'ordinaire il dort profondément quand il en a besoin, au lieu qu'ici ce n'avait été tout le jour qu'un *sommeillage*, disait-il.

Aujourd'hui une frégate est partie pour l'Europe.

VIN DU TROISIÈME VOLUME.





# TABLE

## DES SOMMAIRES CONTENUS DANS LE TROISIÈME VOLUME

### CHAPITRE VII

*Juillet 1816.*

1 au 4. Mon fils tombe de cheval. — Pillage par les armées. — Caractère du soldat français. — Détails de Waterloo par le nouvel amiral.....	1
5. Anecdotes sur le 18 Brumaire. — Sieyès. — Grand électeur. — Cambacérès. — Lebrun, etc.....	6
6 au 8. Nouveaux torts du gouverneur. — Ses absurdités.	12
9 au 11. Nouvelles vexations. — L'Empereur sort à peine. — Tristan. — Fables de La Fontaine, etc. — Le ventre gouverne le monde. — Difficulté de juger les hommes.....	14
12. Sur le masque de fer, etc. — Fable ingénieuse.....	17
13. Sur Junot; sa femme, etc.....	19
14. Sur le maréchal Lannes. — Murat, sa femme, etc...	23
15. Bill de notre exil. — Beaumarchais. — Historique des travaux de Cherbourg.....	27
16. Longue audience donnée au gouverneur. — Conversation remarquable.....	39
17. Sur les belles Italiennes. — M <sup>me</sup> G... — Madame *** et Berthier.....	42

18. Faubourg Saint-Germain. — Aristocratie ; démocratie. — L'Empereur eût voulu épouser une Française...	43
19. Le feu prend à notre établissement. — Etiquette de Longwood.....	48
20. Dépôts de mendicité en France. — Projets de Napo- léon sur l'Illyrie. — Hôpitaux. — Enfants trouvés. — Prisonniers d'État. — Idées de l'Empereur.....	50
21. Sur l'Égypte. — Saint-Jean-d'Acre. — Le désert. — Anecdotes, etc.....	70
22. Avis paternel, etc. — Conversation remarquable. — Cagliostro ; Mesmer ; Gall ; Lavater, etc. — L'or- ganisation crânologique de Napoléon, une vraie merveille, selon Gall.....	75
23. Accumulation singulière de contrariétés, etc.....	80
24. M <sup>me</sup> de B... — Détails, etc. — Anecdotes de l'émi- gration.....	82
25. L'Empereur reçoit des lettres des siens. — Conversa- tion avec l'amiral. — Commissaires des alliés, etc.	85
26 au 28. Cour de l'Empereur. — Dépenses, économies, chasses, écuries, pages, service d'honneur, etc....	87
29. Nouvelle méchanceté du gouverneur, etc. — Projet désespéré du Corse Santini.....	90
30 et 31. <i>Mélanie</i> de la Harpe. — Religieuses. — Cou- vents. — Trappistes. — Clergé français.....	92

---

## CHAPITRE VIII

---

*Août 1816.*

Marie-Antoinette. — Mœurs de Versailles. — Anecdote. — <i>Béverlay</i> . — <i>Le Père de famille</i> , de Diderot.....	97
2. Historique de l'émigration à Coblenz. — Anec- dotes, etc.....	100
3. Voyage sentimental de Napoléon. — Esprit public du temps. — Journée du 10 août.....	134
4. Bals masqués. — M <sup>me</sup> de Mégrigny. — Le Piémont et	



les Piémontais. — Canaux de la France. — Réves sur Paris. — Versailles. — Fontainebleau, etc....	138
5. Projet d'une histoire européenne. — Sélim III. — Forces d'un sultan turc. — Les Mameloucks. — Sur la régence.....	150
6 et 7. Campagnes d'Italie, etc. — Époque de 1815, etc. — Gustave III. — Gustave IV. — Bernadotte. — Paul I <sup>er</sup> .....	154
8. Vigne patrimoniale de Napoléon, etc. — Sa nourriture, etc. — Son toit paternel. — Larmes de Joséphine durant les échauffourées de Wurmser aux environs de Mantoue.....	168
9 et 10. Catherine II. — Gardes impériales. — Paul I <sup>er</sup> , etc. — Projets sur l'Inde, etc.....	171
11. L'Empereur évêque, etc. — N'avait jamais souffert de l'estomac .....	172
12. Campagne de 1809, dite de Wagram : espace de six mois. — État de l'Europe. — Plans de la cinquième coalition. — Machinations intérieures. — Bataille d'Eckmühl. — Belles leçons de stratégie. — Réflexions ; conséquences. — Bataille d'Essling. — Bataille de Wagram. — Traité de Vienne, le 14 octobre.....	174
13. Sur la guerre de Russie. — Fatalités, etc. — M. de Talleyrand, etc. — <i>Corinne</i> , de M <sup>me</sup> de Staël. — M. Necker, etc .....	236
14. De la chasse à Sainte-Hélène, etc. — Veille du 15 août, etc.....	242
15. Fête de l'Empereur.....	243
16. École polytechnique supprimée, etc. — Indécences des journaux anglais, etc. — Machine à glace.....	244
17. Idées religieuses de Napoléon. — Evêque de Nantes (de Voisins). — Le pape. — Libertés de l'église gallicane. — Anecdotes. — Concordat de Fontainebleau.....	245
18. Conversation vive de l'Empereur avec le gouverneur, en tiers avec l'amiral.....	260
19. Retour sur la conversation avec le gouverneur, etc. — Effet des libelles sur Napoléon. — Traité de Fontainebleau. — Ouvrage du général Sarazin....	264

20. Violent accès d'indignation de ma part qui amuse fort l'Empereur.....	26
21. Corsivart, etc. — Anecdotes des salons de Paris.....	272
22 et 23. L'Empereur continue d'être scuffrant. — Pièce officielle remarquable adressée à sir Hudson Lowe.	276
24. Ma famille anglaise. — Juste dette de reconnaissance de la part de l'émigration envers les Anglais, etc. — Général Joubert. — Pétersbourg. — Moscou ; son incendie. — Projet de Napoléon, s'il fût revenu vainqueur.....	288
25. Sur le couronnement, etc. — Décrets de Berlin et de Milan. — Grande cause de la haine des Anglais...	310
26. Relation de la campagne de Waterloo, dictée par Napoléon.....	314
27. Projet de nouvelle défense politique de Napoléon par lui-même.....	334
28. Catinat ; Turenne ; Condé. — De la plus belle bataille de l'Empereur. — Des meilleures troupes, etc....	336
29. <i>Mathilde</i> et M <sup>me</sup> Cottin, etc. — Pas un Français que Napoléon n'eût remué. — Desaix et Napoléon à Marengo. — Sidney Smith. — Cause involontaire du retour du général Bonaparte en France ; historique de ce voyage. — Exemples bien bizarres de la fortune.....	340
30 et 31. Doutes historiques ; le duc d'Orléans, régent ; M <sup>me</sup> de Maintenon ; son mariage avec Louis XIV..	347

---

## CHAPITRE IX

---

*Septembre 1816.*

1. Les ministres, etc. — M. Daru ; anecdote. — Parures fanées de Sainte-Hélène.....	350
2. Campagne de Saxe ou de 1813. — Violente sortie de Napoléon. — Réflexions ; analyse. — Bataille de Lutten, Wurtchen. — Négociations. — Batailles de Dresde, de Leipsick, de Hanau, etc.....	353



3. Trait de bienfaisance. — Voyage à Amsterdam ; les Hollandais, etc. — Massacres de septembre. — Sur les révolutions en général ; fatalité contre Louis XVI.....	389
4. Sur les gardes du corps ; un déserteur parmi nous....	397
5. Bourrades de Napoléon, la plupart calculées, etc., etc. — On marchande notre existence.....	404
6. Conversation confidentielle. — Lettres de M <sup>me</sup> de Maintenon et de M <sup>me</sup> de Sévigné.....	402
7. Fautes des ministres anglais ; moyens laissés à l'Angleterre pour l'acquittement de sa dette, etc. — Réductions du gouverneur. ....	403
8. Cour de l'Empereur. — Présentation des femmes, etc. — Sur l'âge des femmes. — Manuscrit de l'île d'Elbe.....	414
9 et 10. Mon ménage — Intention de l'Empereur dans ses prodigalités, etc.....	444
11. Petitesse de son lit. — Le tic revenu. — Gardes de l'aigle. — Le coucou.....	447
12. L'Empereur continue d'être souffrant. — Gaieté. — Horrible nourriture ; vin exécrable, etc.....	451
13. Poème de Charlemagne du prince Lucien ; critique. — Homère.....	453
14. Manque de nourriture. — Le vin ridiculement fixé, etc. — Retour de l'île d'Elbe. — Bizarrerie du hasard. ....	456
15. Poème de Charlemagne, etc. — Les frères et sœurs de l'Empereur auteurs, etc.....	473
16. Nous manquons de déjeuner. — Sophisme de gaieté. — Sur les impossibilités, etc.....	475
17 et 18. Calcul statistique ; population des Israélites en Egypte, etc.....	477
19. L'Empereur change et s'affaiblit. — Argenterie brisée. ....	479
20. Nouvelle vexation du gouverneur. — Topographie de l'Italie.....	481
21. Fameuse créance de Saint-Domingue. — Inspecteurs aux revues, etc. — Projets administratifs. — Composition de l'armée. — Gaudin, Mollien, Defermont, Lacuée, etc. — Ministre du Trésor ; ministre secrétaire d'État ; leur importance.....	494
22. Intentions de Napoléon sur les classiques anciens. — Revision et refonte des chapitres de l'armée d'Italie. ....	504

23. Sur la sensibilité. — Sur les Occidentaux et les Orientaux ; leur différence, etc.....	505
24. Sur la Hollande et le roi Louis. — Humeur, plaintes contre les siens. — Haute politique. — Lettre à son frère le roi Louis .....	510
25 au 27. Ferveur de travail. — Idées et projets de Napoléon sur notre histoire, etc. — Sur les ouvrages publiés. — M. Méneval ; détails curieux, etc.....	522
28. Paroles caractéristiques touchant ma femme. — Dictée de l'Empereur pour une nouvelle partie de ses mémoires.....	531
29. Sur un trou dans le jardin.....	534

## CHAPITRE X

*Octobre 1816.*

1. Mon Atlas. — Fatalisme, etc. — Le gouverneur insiste vainement pour être reçu de l'Empereur....	550
2 et 3. Jurisprudence, Code ; Merlin, etc. — Monuments d'Égypte. — Projet d'un temple égyptien à Paris..	553
4. Ressources dans l'émigration ; anecdotes. — Communications officielles. — Nouvelles offenses.....	557
5. L'Empereur lit mon journal et me dicte. — Conférence entre le grand-maréchal et le gouverneur.....	560
6 et 7. Mon journal ; circonstance particulière. — Empire de l'opinion. — Talma ; Crescentini, etc.....	563
8. Combat d'Ulysse et d'Irus. — Noverraz serait notre roi, etc.....	566
9. Le Polonais aux arrêts par le gouverneur. — Paroles de l'Empereur sur son fils et sur l'Autriche. — Nouvelles vexations. — Nouveaux outrages. — Paroles sur lord Bathurst. — Nouvelles restrictions. — Observations dictées par Napoléon.....	568
10. Nos anxiétés, nos peines au sujet des nouvelles restrictions. — Anecdotes de Campo-Formio ; MM. de Cobentzel, Gallo, Clarke. — Le comte d'Entraigues.	581



# TABLE

623

11 et 12. Un rêve de l'Empereur.....	592
13. Besoins de l'Empereur. — Ses reprises sur le prince Eugène.....	593
14. Déclaration exigée envoyée au gouverneur. — Beaucoup de livres modernes, pures spéculations. — Fausseté des portraits créés par l'esprit de parti, etc. — Général Maison.....	595
15. Difficultés du gouverneur sur nos déclarations ; sentiment de l'Empereur. — Entretiens du gouverneur avec chacun de nous ; observations de l'Empereur. — Notre esclavage consommé.....	597
16. Anecdotes sur Sieyès ; nuances. — L'Empereur souvent déguisé dans les fêtes populaires. — Visites au faubourg Saint-Antoine, après Moscou et l'île d'Elbe. — Mœurs sous le Directoire. — Note officielle remarquable.....	606







18384/

1

# Mém

sous sa notice par les généraux qui ont partagé sa captivité. Édition nouvelle, avec introduction, notes et appendices par Désiré LACROIX. 5 vol. in-18 Jésus.

**Histoire des Montagnards**, par Alphonse Esquiros. Nouvelle édition illustrée d'un grand nombre de gravures et portraits. 1 vol. in-18 Jésus.

**Mémoires politiques et militaires du Général Doppet**, avec des notes et des éclaircissements historiques. Édition nouvelle revue et annotée par Désiré LACROIX. 1 volume in-18 Jésus.

**Mémoires de M<sup>me</sup> la Duchesse d'Abrantès**. 10 volumes in-18 Jésus.

**Histoire des Salons de Paris**, par M<sup>me</sup> la duchesse d'ABRANTÈS. 4 volumes in-18 Jésus.

**Mémoires du Duc de Rovigo**, pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon. Édition nouvelle, refondue et annotée par M. Désiré LACROIX. 5 volumes in-18 Jésus.

**Mémoires de Bourrienne sur Napoléon**, le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration. Édition nouvelle, avec introduction et Notes, par M. Désiré LACROIX. 5 volumes in-18 Jésus.

**Le Mémorial de Sainte-Hélène**, par le comte de LAS CASES. 4 volumes in-18.

**Napoléon en exil**, complément du *Mémorial de Sainte-Hélène*, relation contenant les opinions et les réflexions de Napoléon, recueillies par le docteur BARRY E. O'MEARA. 2 volumes in-18.

**Derniers moments de Napoléon**, par le Docteur ANTOINMARCHE. Édition nouvelle, annotée par M. Désiré LACROIX. 2 vol. in-18, ornés de gravures.

**Mémoires de Constant**, premier valet de chambre de l'Empereur, sur la vie privée de Napoléon I<sup>er</sup>, sa famille et sa Cour. 4 volumes in-18 Jésus.

**Mémoires de M<sup>lle</sup> Avillon**, première femme de chambre de l'Impératrice, sur la vie privée de Joséphine, sa famille et sa Cour. Édition annotée et illustrée de 32 vues et portraits. 2 vol. in-18 brochés.

**Histoire de Napoléon**, par Désiré LACROIX. 1 fort vol. in-18 de 700 pages, richement illustré d'après des dessins de RAFFET, Horace VERNET, etc.

par Désiré LACROIX. 1 volume in-18.

**Roi de Rome et Duc de Reichstadt (1811-1832)**, par Désiré LACROIX. portraits, gravures et autographies. Un volume in-18.

**Les Maréchaux de Napoléon**, faisant suite au *Mémorial de Sainte-Hélène*, par Désiré LACROIX. 1 vol. grand in-18, illustré de 54 portraits et batailles.

**Mémoires du Général Kapp**, aide de camp de Napoléon, écrits par lui-même. Édition illustrée. Un volume in-18.

**Mémoires militaires du Baron Sérurier**, colonel d'artillerie légère, mis en ordre et rédigé, par LE MIÈRE DE CORVEY. 1 vol. in-18.

**La Vie Militaire sous le 1<sup>er</sup> Empire**, par Elzéar BLAZE. Un volume in-18, illustré.

**Quinze ans de haute police sous le Consulat et l'Empire**, p. P.-M. DESMAREST. 1 v. in-18.

**Lettres de Napoléon à Joséphine**, pendant la première campagne d'Italie, le Consulat et l'Empire, et lettres de Joséphine à Napoléon et à sa famille. 1 vol. in-18, illustré de gravures et portraits.

**Histoire de la Guerre par les combattants**, par P. GINISTY et le capitaine M. GAGNEUR. TOME 1<sup>er</sup> : *Les débuts de la guerre. — L'entrée en Alsace. — La lutte en Belgique. — Le Repli. — La Bataille de la Marne. Le Grand Couronné. — Trogon. — La Course à la mer. — La création du Front. — Les batailles d'Ypres, d'Alsace, d'Artois, de Champagne, des Eparges.*

Ouvrage honoré d'une souscription du Ministère des Affaires Étrangères.

1 volume in-18, de 360 pages.

— TOME II : *Le Front de 1915. — La Bataille d'Artois, septembre 1915. — La Bataille de Champagne, septembre 1915. — Expédition des Dardanelles. — La Campagne d'hiver 1915-1916.* 1 volume in-18, 254 pages.

**La Guerre à Paris**, par HENRI GALLI, Député de Paris — *L'avant-guerre. — L'Allemagne déclare la guerre. — Socialisme et Pan germanisme. — Paris au régime de guerre. — Après Charleroi. — Défendra-t-on Paris ? — Formation de l'Armée de Paris. — La bataille engagée. — Bataille de l'Oise. — La Victoire. — Le Gouvernement de Paris. — Réforme du Gouvernement. — Les œuvres de guerre. — L'ordre à Paris.* 1 volume in-8<sup>o</sup>, 460 pages Broché. Prix .....

